TABLE ANALYTIQUE

DES

TRAVAUX DU SÉNAT

1918-1920

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

DEUXIÈME PARTIE

TABLE DES MATIÈRES

ANNÉES 1918-1920

ABATTOIRS. — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la loi du 8 janvier 1905 sur les abattoirs et les tueries particulières, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Niveaux, le 24 juillet; adopté le 28 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi aux bureaux [30 juillet] (A. t. I, p. 1828; J.O., p. 1605; I. n° 413). Commission : 1er bureau, M. Machet; 2e bureau, M. Louis Michel; 3e bureau, M. Beaumont; 4e bureau, M. Guillois; 5e bureau, M. Léon Monnier; 6e bureau, M. Andrieu; 7e bureau, M. Maurice Guesnier; 8e bureau, M. Donon; 9e bureau, M. Lemarié [17 novembre] (J.O., p. 18531; F. 86). Président, M. Monnier; secrétaire et rapporteur, M. Donon [19 novembre] (J.O., p. 18667; F. 87). M. Donon dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 330; J.O., p. 2037; I. n° 616). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Marcel Donon, *rapporteur*; Ermant, Mauger, Pierre Berger et Reibel, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 387; J.O., p. 2087). Promulgation (J.O., 9 janvier 1921, p. 546).

ACADÉMIE DE MÉDECINE (**Centenaire de l'**). — Voir Crédits extraordinaires, § II, 2.

ACCAPAREMENT ET SPÉCULATION ILLICITE. — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre les pouvoirs des juges d'instruction en matière d'accaparement et de spéculation illicite (Art. 419 du Code pénal et 10 de la loi

du 20 avril 1916). (Voir Table 1915-1917, p. 289). M. Colin dépose le rapport [10 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 7; I. n° 4). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de lo [17 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 15). Promulgation ((J.O., 14 mars p. 2335).

ACHATS DE MATÉRIEL. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les achats de matériel pour le service du département de la Seine et de la ville de Paris, déposé à la Chambre le 12 décembre 1916; rapport de M. Peytral, le 29 décembre 1916; adopté le 25 mars 1919; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale, nommée le 14 juin 1910 [10 avril] (A. t. I, p. 568; J.O., p. 502; I. n° 163). M. Magny dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1041; J.O., p. 921; I. n° 261). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1050). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6853).

ACCIDENTS DU TRAVAIL

1 — **1918.** Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1905 et par la loi du 5 mars 1917 concernant les responsabilités des accidents du travail. Déposée par M. Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission nommée le 21 février 1901 relative aux accidents du travail [17 décembre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 823; I. n° 504). || **1919.** M. Bienvenu Martin dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 613; J.O., p. 542; I. n° 169).

Voir Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 sur les acccidents du travail.

2 — **1918.** Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail. Déposée par M. Maurice-Faure. Renvoi à la Commission nommée le 21 février 1901 et relative aux accidents du travail [17 décembre] (A. t. I, p. 918; J.O., p. 834; I. n° 520). || **1919.** M. Bienvenu-Martin dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 613; J.O., p. 542; I. n° 169).

Voir projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

3 — **1919**. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de décider que, par modification à l'article 4, paragraphe 1er, de la loi du 31 mars 1905 sur les accidents du travail, les frais médicaux et pharmaceutiques seront, dans tous les cas et quelle que soit l'incapacité occasionnée par l'accident, à la charge du chef d'entreprise, déposée à la Chambre le 20 juin 1918 ; rapport de M. Doizy, le 13 mai ; adoptée le 1er juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux articles 17 et 22 de la loi sur les accidents du travail [10 juillet] (A. t. I, p. 1254 ; J.O., p. 1108 ; I. n° 326). M. Henry Boucher dépose le rapport [9 août] (A. t. I, p. 1489 ; J.O., p. 1305 ; I. n° 433). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique [15 octobre] (A. t. I, p. 1900 ; J.O., p. 1668). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11528).

4 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés concernant la liste des professions soumises à la taxe instituée pour la constitution du fonds de garantie en matière d'accidents du travail, d'après le taux réduit applicable aux exploitations commerciales, déposé à la Chambre les 6 mai et 19 mars ; rapport de M. Mauger le 19 juin ; adopté le 1er juillet ; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, relative à la modification des articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [16 juillet] (A. t. I, p. 1283 ; J.O., p. 1132 ; I. n° 345). M. Henry Boucher dépose le rapport [9 août] (A. t. I, p. 1489 ; J.O., p. 1305 ; I. n° 435). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1899 ; J.O., p. 1669). Promulgation (J.O., 20 octobre, p. 11606).

5 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail (Voir Table 1912-1914, p. 243). M. Henry Boucher dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1384 ; J.O., p. 1220 ; I. n° 409). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles 1 et 2. Adoption. Article 3 : MM. Cazeneuve et Henry Boucher, *rapporteur*. Adoption. Articles 4 à 13. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 octobre] (A. t. I, p. 1900 ; J.O., p. 1669). Promulgation (J.O., 27 octobre, p. 11975).

6 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898 concernant

les responsabilités des accidents du travail, déposé à la Chambre le 6 novembre 1918; rapport de M. Doizy, le 30 janvier 1919; adopté le 19 février; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, relative aux articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [27 février] (A. t. I, p. 226; J.O., p. 203; I. n° 68). M. Bienvenu-Martin dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 613; J.O., p. 542; I. n° 169). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [24 avril] (A. t. I, p. 815; J.O., p. 713). Déposé à la Chambre le 6 mai; rapport de M. Doizy le 24 juin; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, relative aux articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [7 août] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1216; I. n° 400). || **1920.** M. Bienvenu-Martin dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 543; J.O., p. 483; I. n° 146). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Article unique : MM. Jules-Louis Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Bienvenu-Martin, *rapporteur*, et Mauger. Adoption de l'article unique modifié [25 juin] (A. t. I, p. 1142; J.O., p. 1023). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 9650).

7 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 22 mai 1902 sur les accidents du travail, déposée à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Mauger le 8 mai; adoptée le 27 mai; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, relative aux articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [3 juin] (A. t. I, p. 372; J.O., p. 857; I. n° 219). || **1920.** M. Duquaire dépose le rapport [20 juillet] (A. t. I, p. 1340; J.O., p. 1203; I. n° 353). Observation de M. Duquaire, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Article unique : Amendement de M. Mauger : M. Mauger. Retrait. Adoption de l'article unique [30 juillet] (A. t. I, p. 1859; J.O., p. 1631). Promulgation (J.O., 7 août, p. 11387).

8 — **1920.** Projet de loi ayant pour objet d'étendre aux exploitations agricoles la législation sur les accidents du travail (Voir table 1915-1917, p. 206). M. Bienvenu-Martin dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 599; J.O., p. 538; I. n° 195). — Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Bienvenu-Martin, *rapporteur*; Eugène Penancier et Mauger.

Discussion des articles. Article premier : Demande de renvoi à la Commission : MM. Louis Michel, Bienvenu-Martin, *rapporteur*, et Touron. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 4. Adoption. Article 5 : MM. Mauger et Bienvenu-Martin, *rapporteur*. Adoption. Article 6 : M. Henry Chéron. Adoption. Article 7. Adoption. Article 8 : Amendement de MM. Fernand David, Jean Morel, Cannac et Eugène Chanal : MM. Jean Morel, J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture* ; Mauger, Bouveri et Bienvenu-Martin, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article 8 modifié, Articles 9 et 10. Adoption. Article 11 : Amendement de MM. Fernand David, Jean Morel, Cannac et Eugède Chanal : MM. Jean Morel et Fernand David. Amendement de M. Jean Morel : MM. Jean Morel, Bienvenu-Martin, *rapporteur* ; Paul Jourdain, *Ministre du Travail* ; Fernand David et Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, commissaire du Gouvernement*. Renvoi à la Commission de l'article [30 novembre] (A. t. II, p. 92 ; J.O., p. 1819). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Suite de la discussion des articles. Article 11 (nouvelle rédaction) : MM. Bienvenu-Martin, *rapporteur*, et Fernand David. Retrait de l'amendement de M. Fernand David et ses collègues. Retrait de l'amendement de M. Jean Morel. Retrait de l'amendement de MM. Raphaël-Georges Lévy, Damecour et Billiet (au 3e alinéa). Adoption de la première partie de l'article 11. Sur le dernier alinéa de l'article : Amendement de MM. Raphaël-Georges Lévy et Billiet : MM. Raphaël-Georges Lévy, Fernand David, Billiet, Bienvenu-Martin, *rapporteur* ; Royneau, Damecour et Mauger. Amendement de MM. Fernand David, Jean Morel, Cannac et Eugène Chanal (au 7e et dernier alinéa) : MM. Eugène Chanal, Mauger, Bienvenu-Martin, *rapporteur* ; Damecour et de Rougé. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 11. Articles 12 à 15. Adoption. Article 16 : Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et Bienvenu-Martin, *rapporteur*. Retrait. Amendement de MM. Bouveri et Fourment ; MM. Bouveri, Mauger, Jénouvrier, Damecour, Louis Michel, Bienvenu-Martin, *rapporteur* ; Bouveri, Eugène Penancier, Eugène Chanal, J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet. Amendement de MM. Fernand David, Jean Morel, Cannac et Eugène Chanal : MM. Fernand David, Mauger et Bienvenu-Martin, *rapporteur*. Nouvelle rédaction de l'article. Retrait de l'amendement de MM. Fernand David et ses collègues. Adoption de la nouvelle rédaction de l'article 16. Article 17 : M. Bienvenu-Martin, *rapporteur*. Adoption. Vote sur le passage à une 2e délibération. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 134 ; J.O., p. 1857). 2e délibération. Discussion des articles : Article premier. Premier amendement de MM. Mauger, Fernand David, Marcel Donon, Damecour, Guernier

Bouveri, Royneau, Jean Morel, Lucien Cornet, Henri Roy, Gomot et Richard. Retrait. 2e amendement de MM. Mauger, Fernand David, Marcel Donon, Damecour, Guernier, Bouveri, Royneau, Jean Morel, Lucien Cornet, Henri Roy, Gomot et Richard : MM. Mauger, Bienvenu-Martin, *rapporteur*, et Delatour, *directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, commissaire du Gouvernement.* Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 10. Adoption. Article 11 : MM. Damecour, Fernand David et Bienvenu-Martin, *rapporteur.* Adoption. Articles 12 à 14. Adoption. Article 15 : MM. Hervey et Bienvenu-Martin, *rapporteur.* Adoption. Article 16 : Amendement de MM. Raphaël-Georges Lévy, Billiet et Chastenet : MM. Raphaël-Georges Lévy, Bienvenu-Martin, *rapporteur* ; Mauger et J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture.* Rejet de l'amendement par adoption du texte de la Commission. Article 17. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A. t. II, p. 272; J.O., p. 1986).

9 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 4, paragraphe premier, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée à la Chambre le 18 mars; rapport de M. Pressemane le 25 mai; adoptée le 28 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, chargée de l'examen de la proposition de loi tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [29 juin] (A. t. I, p. 1150; J.O., p. 1033; I. n° 289).

10 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la réduction à six mois de la durée minima d'application du tarif des frais médicaux et pharmaceutiques en matière d'accidents du travail prévue à l'article 4 de la loi du 9 avril 1898-31 mars 1905, déposé à la Chambre le 17 avril; rapport de M. Léger le 21 juillet; adopté le 25 novembre ; déposé par M. le Ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [30 novembre] (A. t. II, p. 92; J.O., p. 1819; I. n° 519). M. Duquaire dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 327 ; J.O., p. 2035; I. n° 607). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique [31 décembre] (A. t. II, p. 390; J.O., p. 2090). Promulgation (J.O., 8 janvier 1921, p. 506)

11 — **1920**, Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, instituant des allocations temporaires en faveur de certaines catégo-

ries de bénéficiaires de rentes au titre de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, déposée à la Chambre les 27 décembre 1919, 29 décembre 1919, 22 janvier 1920, 12 février 1920, 20 juillet 1920 ; rapport de M. Pressemane le 8 juin 1920, avis de la Commission des finances, par M. André Fallières, le 2 décembre 1920, rapport supplémentaire de M. Pressemane le 10 décembre 1920 ; adoptée le 29 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier les articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [30 décembre] (A. t. II, p. 327; J.O., p. 2034; I. n° 604).

Voir Algérie, § IV, 4 et Conventions, 6.

ACQUÉREURS D'HABITATIONS DE FAMILLE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régler la situation des acquéreurs d'habitations de famille et de terrains par termes échelonnés et par contrats, sous condition suspensive ou sous condition résolutoire, déposé à la Chambre le 19 mars 1918 ; rapport de M. Bonnevay le 31 janvier 1919 et avis de la Commission de législation civile par M. Laval le 12 mars ; adopté le 19 mars ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission relative aux baux à loyer, nommée le 23 mai 1916. [10 avril] (A. t. I, p. 568; J.O., p. 501; I. n° 162). M. Charles Deloncle dépose le rapport (A. t. I, p. 612; J.O., p. 542; I. n° 175). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 780 ; J.O., p. 683). Promulgation (J.O., 19 mai, p. 5157).

ACTES D'AVANCES SUR TITRES. — Voir Timbre et enregistrement.

ACTES D'ADMINISTRATION ET DE PROCÉDURE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à conférer au Ministre des Pensions, des Primes et Allocations de guerre, les pouvoirs attribués aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, en ce qui concerne les actes d'administration et de procédure prévus par la loi du 31 mars 1919, déposé à la Chambre le 27 février ; rapport de M. Ruellan le 30 mars ; adopté le 31 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Pensions. Renvoi à la Commission nommée le 14 mars 1918, relative aux pensions des armées de terre et de mer [31 mars] ((A. t. I, p. 525; J.O., p. 457;

I. n° 134). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 138). Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 525; J.O., p. 457). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 6174).

ACTES DE DÉCÈS.

1 — **1919**. Proposition de loi concernant la rectification administrative de certains actes de décès dressés durant la période des hostilités, déposée par M. Lebert. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1915, relative aux actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi (22 juillet) (A. t. I, p. 1306; J.O., p. 1153; I. n° 354). M. Lhopiteau dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1390; I. n° 489). Déclaration de l'urgence. Adoption. [26 septembre] (A. t. I, p. 1624; J.O., p. 429).

2 — **1919**. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 2 juillet 1915, relative aux actes de décès des militaires et civils « morts pour la France », déposée par M. Simonet. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [5 septembre] (A. t. I, p. 1532; J.O., p. 1345; I. n° 457). M. Faisans dépose le rapport sommaire [23 septembre] (A. t. I, p. 1619; J.O., p. 1422; I. n° 509). Discussion de la prise en considération. Adoption. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1915, relative aux actes de décès des militaires et civils tués à l'ennemi. [29 septembre] (A.t. I, p. 1693; J.O., p. 1489).

Voir Colonies § 13.

ACTES DE L'ETAT CIVIL (Rectification des). — **1918** : Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la rectification administrative de certains actes de l'état civil dressés pendant la durée de la guerre. Renvoi à la Commission, nommée le 18 mars 1915, relative aux actes de décès des militaires tués à l'ennemi, déposée à la Chambre le 14 novembre 1916; rapport de M. Leredu le 20 janvier 1918; adoptée le 8 février 1918; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [14 février] (A. t. I, p. 123; J.O., p. 107; I. n° 53). M. de La Batut dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 207; J.O., p. 187; I. n° 105). Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 293; J.O., p. 262). Promulgation (J.O., 20 avril 1918, p. 3413).

ACTES ET JUGEMENTS D'ÉTAT CIVIL. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux actes et jugements d'état civil, déposée à la Chambre les 23 septembre 1915 et 2 mars 1916; rapport de M. Georges Leredu le 23 septembre 1919:

adoptée le 7 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [8 octobre] (A. t. I, p. 1766; J.O., p. 1553 ; I. n° 575). Commission : 1er bureau, M. Guillaume Poulle ; 2e bureau, M. Milan ; 3e bureau, M. Magny ; 4e bureau, M. Boivin-Champeaux ; 5e bureau, M. Vieu ; 6e bureau, M. Louis Martin ; 7e bureau, M. Goy ; 8e bureau, M. Guillier ; 9e bureau, M. Jénouvrier [15 octobre] (J.O., p. 11402 ; F. 96). Président, M. Jénouvrier ; secrétaire, M. Milan ; rapporteur, M. Guillier (J.O., p. 11459 ; F. 97). M. Guillier dépose le rapport [15 octobre] (A.t. I, p. 1909 ; J.O., p. 1677 ; I. n° 620). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [9 octobre] (A. t. I, p. 2058 ; J.O., p. 1805). Promulgation (J.O., 21 novembre, p. 13118).

ACTES DE NOTORIÉTÉ. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de suppléer par des actes de notoriété à l'impossibilité de se procurer des expéditions des actes de l'état civil dont les originaux ont été détruits ou sont disparus par suite de faits de guerre, déposé à la Chambre le 20 février ; rapport de M. Chavoix le 13 mars ; adopté le 15 juin 1920 ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi aux bureaux [23 décembre] (A. t. II, p. 15 ; J.O., p. 1844 ; I. n° 764). ‖ **1920.** Commission : 1er bureau, M. de Lubersac ; 2e bureau, M. Gouge ; 3e bureau, M. Morand ; 4e bureau, M. Loubet ; 5e bureau, M. Penancier ; 6e bureau, M. Catalogne ; 7e bureau, M. Collin ; 8e bureau, M. Guillier ; 9e bureau, M. Lemarié [11 février] (J.O., p. 2213 ; F. 11). Président, M. Lemarié ; secrétaire, M. Gouge ; rapporteur, M. Guillier [13 février] (J.O., p. 2385 ; F. 12). M. Guillier dépose le rapport [17 février] (A. t. I, p. 158 ; J.O., p. 142 ; I. n° 44). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Guillier, *rapporteur*, et Gustave Lhopiteau. *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* Adoption successive des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [25 mars] (A. t. I, p. 413 ; J.O., p. 368). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 8822).

ADOPTION (Régime de l'). — **1918.** Proposition de loi tendant à modifier le régime de l'adoption, déposé par M. Simonet [31 mai] (A. t. I, p. 438 ; J.O., p. 395 ; I. n° 229). Commission : 1er bureau, M. Bony-Cisternes ; 2e bureau, M Fenoux ; 3e bureau, M. Bollet ; 4e bureau, M. Limon ; 5e bureau, M. Simonet ; 6e bureau, M. Etienne Flandin ; 7e bureau, M. Henri Michel ; 8e bureau, M. Dominique Delahaye ; 9e bureau, M. Aubry [28 juin] (J.O., p. 5583 ; F. 36). Président, M. Flandin ; secrétaire et rapporteur, M. Simonet [29 juin] (J.O., p. 5620 ; F. 37).

AÉRONAUTIQUE MILITAIRE AUX COLONIES. — Voir Crédits additionnels, 9.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES (Ministère des). — Voir Mutilés de la guerre.

AFFICHAGE DE DISCOURS. — 1919. Demande d'affichage du discours de M. le Président du Sénat. Adoption [15 janvier] (A. t. I, p. 8; J.O., p. 8). — Demande d'affichage du discours de M. Ribot. Adoption [30 mai] (A. t. I, p. 965 ; J.O., p. 849). Demande d'affichage du discours de M. Léon Bourgeois. Adoption [9 octobre] (A. t. I, p. 1808; J.O., p. 1539). — Demande d'affichage du discours de M. Clemenceau, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre.* Adoption [11 octobre] (A. t. I, p. 1849; J.O., p. 1626). || **1920.** Affichage du discours prononcé par M. Léon Bourgeois, *Président du Sénat,* en prenant place au fauteuil [14 janvier] (A. t. I, p 30 ; J.O., p. 27).

Voir Résolution (Propositions de).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à la loi du 23 décembre 1913, autorisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française à contracter un emprunt de 167 millions pour construire de nouvelles lignes de chemins de fer et pour travaux d'aménagement des ports, déposé à la Chambre le 27 décembre 1919; rapport de M. Boussenot le 2 juin 1920; adopté le 18 juin 1920; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [25 juin] (A. t. I, p. 1134 ; J.O., p. 1018; I. n° 275). M. Lucien Cornet dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1298; J.O., p. 1167; I. n° 335). Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. Victor Bérard, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Albert Sarraut, *Ministre des Colonies,* et Schrameck. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 juillet] (A. t. I, p. 1474; J.O., p. 1320). Promulgation (J.O., 12 août, p. 11712).

AGENTS COMMERCIAUX. — Voir Office national du commerce extérieur.

AGRICULTEURS (Facilités de crédits aux). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder des facilités de crédit particulières aux agriculteurs des départements victimes de l'invasion, déposé à la Chambre le 26 juillet 1917 ; rapport de M. Pierre Robert le 29 décembre 1917 ; adopté le 8 avril ;

déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre de Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [22 avril] (A. t. I, p. 779 ; J.O., p. 683 ; I. n° 211). M. Jules Develle dépose le rapport [22 mai] (A. t. I, p. 870 ; J.O., p. 767 ; I. n° 227). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [6 juin] (A. t. I, p. 1021 ; J.O., p. 901). Promulgation (J.O., 26 juin, p. 6562).

AGRICULTURE (Enseignement professionnel public de l'). — Voir Enseignement professionnel public de l'agriculture.

ALBERTVILLE (Savoie). — Voir Octrois, 1.

ALCOOL (Régime temporaire de l'). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool (art. 6 disjoint du projet de loi portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, février et mars 1919 ; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics). Déposé à la Chambre le 24 décembre ; rapport de M. Louis Marin le 24 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances [30 décembre] (A. t. I, p. 987 ; J.O., p. 916 ; I. n° 554). || **1919.** M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 58 ; J.O., p. 55 ; I. n° 21). Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Maurice Sarraut, Henry Chéron, Jénouvrier, Cazeneuve, Klotz, *Ministre des Finances* ; Gaston Menier. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Jénouvrier : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Klotz, *Ministre des Finances*. Demande de renvoi à la Commission : MM. Hervey, Jénouvrier, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Klotz, *Ministre des Finances*. Rejet. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 5. Adoption. Article 6 : MM. Debierre et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 7 à 10. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 février] (A. t. I., 86 ; J.O., p. 78). || **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool, déposé à la Chambre le 24 décembre 1918 et le 7 février 1919 ; rapport de M. Louis Marin le 24 décembre et de M. Tournan, le

21 février 1919 ; adopté le 26 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 1188; J.O., p. 1050; I. n° 304). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 juillet] (A. t. I, p. 1285 ; J.O., p. 1134 ; I. n° 350). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Observations: M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Article premier. Adoption. Article 2. Précédemment adopté. Articles 3 à 7. Adoption. Article 8: MM. Henry Bérenger et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 9. Précédemment adopté. Article 10: MM. Boivin-Champeaux, Henry Chéron, Chapuis, Flaissières, Cazeneuve et Gaudin de Villaine. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 août] (A. t. I, p. 1381 ; J.O., p. 1217).— Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool, déposé à la Chambre le 7 août ; rapport de M. Tournan, le 7 août ; adopté le 8 août ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 août] (A. t. I, p. 1476 ; J.O., p. 1294; I. n° 423). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 437). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Articles premier à 9. Précédemment adoptés. Article 10. Adoption. Sur l'ensemble : M. Henry Chéron. Adoption de l'ensemble du projet de loi [9 août] (A. t. I, p. 1489 ; J.O., p. 1305). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, relatif à l'institution d'un nouveau régime temporaire de l'alcool, déposé à la Chambre, le 9 août ; rapport de M. Paul Laffont, le 9 août ; adopté le 9 août ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 443). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 446). Observations : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Article premier : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Paul Doumer, Chapuis et Dominique Delahaye. Adoption. Articles 3 et 10. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [9 août] (A. t. I, p. 1499 ; J.O., p. 1313).

ALCOOL INDUSTRIEL. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool, déposé à la Chambre les 28 mai 1915, 10 juin 1915, 26 août 1915, 16 septembre 1915, 29 fé-

vrier 1917, 7 décembre 1917, 12 décembre 1917; rapport de M. Tournan, le 11 avril 1916; avis de la Commission de l'agriculture par M. Barthe le 30 mai 1916; avis de la Commission des boissons par M. Hubert Rouger le 14 juin 1916; avis de la Commission de l'hygiène publique par M. Schmidt le 7 juillet 1916; avis de la Commission du budget le 31 janvier 1917; rapport supplémentaire par M. Tournan le 8 juin 1917; rapport de M. Tournan le 18 juillet 1917; 2e avis de la Commission de l'agriculture par M. Barthe le 3 août 1917; avis de la Commission du budget par M. Louis Marin le 27 septembre 1917; rapport supplémentaire par M. Tournan le 7 décembre 1917; 2e rapport supplémentaire par M. Tournan le 1er mars 1918; 2e avis de la Commission des boissons par M. Hubert Rouger le 12 mars 1918, adopté le 6 août; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi aux bureaux [7 août] (A. t. I, p. 1378; J.O., p. 1216; I. nº 398). Commission : 1er bureau, M. Paul Doumer; 2e bureau, M. Debierre; 3e bureau, M. de Saint-Quentin; 4e bureau, M. André Lebert; 5e bureau, M. Touron; 6e bureau, M. Henry Chéron; 7e bureau, M. Cazeneuve; 8e bureau, M. Maurice Sarraut; 9e bureau, M. Cauvin [6 septembre] (J.O., p. 9914; F. 80). Président. M. Paul Doumer; secrétaire, M. Sarraut; rapporteur, M. Cazeneuve [10 septembre] (J.O., p. 9914; F. 81).

ALCOOLISME. — **1918.** Proposition de loi tendant à combattre le fléau de l'alcoolisme et à intensifier la production de l'alcool industriel, déposée par M. Darbot. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [26 septembre] (A. t. I, p. 759; J.O., p. 685; I. nº 376).

ALGÉRIE

I. — **RÉGIME LÉGAL.**
II. — **RÉGIME FINANCIER.**
III. — **CHEMINS DE FER ET TRAVAUX PUBLICS.**
IV. — **QUESTIONS DIVERSES.**

I — RÉGIME LÉGAL

I — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'accession des indigènes d'Algérie aux droits politiques, déposé à la Chambre le 14 mai; rapport de M. Moutet le 2 août; adopté le 7 novembre; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission, nommée le 26 novembre 1915, relative aux réformes que comporterait la situation

de l'Algérie [9 novembre] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 733; I. n° 427). M. Steeg dépose le rapport [3 décembre] (A. t. I, p. 898; J.O., p. 817; I. n° 496). || **1919**. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Saint-Germain et Steeg, *rapporteur*. Discussion des articles : article premier. Adoption. Article 2 : MM. Milliès-Lacroix, T. Steeg, *rapporteur*, Guillaume Chastenet, Jénouvrier, Dominique Delahaye et Maurice Colin. Adoption. Articles 3 à 11. Adoption. Article 12 : demande de suppression du dernier alinéa : MM. Jénouvrier, Maurice Colin, T. Steeg, *rapporteur*, Dominique Delahaye, Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption des deux premiers alinéas de l'article. Adoption, au scrutin, du dernier alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 12. Articles 13 à 16. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 janvier] (A. t. I, p. 59; J.O., p. 56). Promulgation (J.O., 6 février, p. 1358).

2 — 1918. Dépôt, par M. le Ministre de l'Intérieur, du rapport sur l'application, pendant la période du 1er juillet 1916 au 30 juin 1917, de la loi du 15 juillet 1914, relative au régime de l'indigénat en Algérie [7 novembre] (A. t. I, p. 707; J.O., p. 726).

3 — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur la participation des membres français élus des Commissions municipales de communes mixtes en Algérie à la désignation des délégués sénatoriaux, déposée à la Chambre le 29 novembre 1918; rapport de M. Chavoix le 6 mars 1919; adoptée le 19 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [27 mars] (A. t. I, p. 390; J.O., I. n° 121). M. Steeg dépose le rapport [11 octobre (A. t. I, p. 1854; J.O., p. 1629; I. n° 598). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [16 octobre] (A. t. I, p. 1939; J.O., p. 1703). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11623).

4 — 1919. Dépôt du rapport de M. le Ministre de l'Intérieur sur l'application, pendant la période du 1er juillet 1917 au 30 juin 1918, de la loi du 15 juillet 1914, relative au régime de l'indigénat [3 octobre] (A. t. I, p. 1716; J.O., p. 1510).

5 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant : 1° à rétablir la mise en surveillance instituée par l'article 3 de la loi du 1er juillet 1914, réglementant le régime de l'indigénat en Algérie, ainsi que les articles 8 à 15 inclus de la même loi; 2° à compléter l'article 14 de la loi du 4 février 1919 sur l'accession des indigènes de l'Algérie aux droits politiques, déposé à la Chambre le 21 juin; rapport de M. Marcel Habert le 7 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission, nommée le

26 novembre 1915, chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algérie [30 juillet] (A. t. I, p. 1827; J.O., p. 1605; I. n° 406). M. Cuttoli dépose et lit le rapport (I. n° 433). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1857; J.O., p. 1629). Promulgation (J.O., 6 août, p. 11287).

6 — **1920**. Rapport sur le régime de l'indigénat en Algérie, pour la période du 1er juillet 1918 au 30 juin 1919 [25 novembre] (A. t. II, p. 72; J.O., p. 1802).

II — RÉGIME FINANCIER

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie et approuvant la modification des statuts de cette banque, déposé à la Chambre le 31 décembre 1917; rapport de M. Ribeyre le 18 mars 1918, et avis de la Commission des affaires extérieures, des protectorats et des colonies, par M. Margaine le 5 septembre 1918; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 octobre] (A. t. I, p. 786; J.O., p. 714; I. n° 389). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [21 novembre] (A. t. I, p. 860; J.O., p. 782; I. n° 466). 1re délibération. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guillaume Chastenet, *rapporteur*. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [28 décembre] (A. t. I, p. 976; J.O., p. 887). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11258).

2 — **1918**. Projet de loi tendant à autoriser l'Algérie à demander à la Banque de l'Algérie une avance de 15 millions sur le montant des valeurs constituant le placement des fonds libres de la colonie, déposé à la Chambre le 6 septembre; rapport de M. Louis Marin le 9 novembre; adopté le 26 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances et par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [17 décembre] (A. t. I, p. 903; J.O., p. 822; I. n° 510). || **1919**. M. Chastenet dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 237; I. n° 78). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 mars] (A. t. I, p. 339; J.O., p. 306). Promulgation (J.O., 26 avril p. 4310).

3 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 11 novembre; rapport de M. Ajam le 11 décembre; adopté

le 18 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 décembre] (A. t. I, p. 91 ; J.O., p. 837 ; I. n° 523). M. Chastenet dépose le rapport [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 872 ; I. n° 544). Adoption [30 décembre] (A. t. I, p. 988 ; J.O., p. 897). Promulgation (J.O., 31 décembre p. 11296).

4 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 30 décembre 1918, autorisant la perception des droits, produits et revenus applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 28 janvier ; rapport de M. Ajam le 21 février ; adopté le 11 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mars] (A. t. I, p. 406 ; J.O., p. 363 ; I. n° 122). M. Chastenet dépose le rapport [27 mai] (A. t. I, p. 932 ; J.O., p. 821 ; I. n° 228). Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 1036 ; J.O., p. 914). Promulgation (J.O., 15 juin, p. 6199).

5 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser provisoirement la perception, pour l'exercice 1920, des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1919, ainsi que celle des droits, produits et revenus résultant des décisions prises par les Assemblées financières algériennes, au titre de l'exercice 1920, et homologuées à la date du 1er janvier 1920, déposé à la Chambre le 27 décembre 1919 ; rapport de M. André Honnorat le 30 décembre ; adopté le 30 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 776). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 777). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Milliès Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Pams, *Ministre de l'Intérieur* : Paul Doumer, Maurice Colin et Saint-Germain. Adoption successive des douze articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [31 décembre] (A. t. II, p. 85 ; J.O., p. 1906). Promulgation (J.O., 4 janvier 1920, p. 106).

6 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux participations éventuelles de la Banque de l'Algérie dans le capital des banques d'émission établies dans les colonies et protectorats français en Afrique, déposé à la Chambre le 26 mai ; rapport de M. Calary de Lamazière le 9 juin ; adopté le 9 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1298 ; J.O., p. 1167 ; I. n° 338). M. Jean Morel dépose le rapport [20 juillet]

(A. t. I, p. 1319; J.O., p. 1187; I. n° 345). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 1758; J.O., p. 1547). Promulgation (J.O., 6 août, p. 11286).

7 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à mettre intégralement à la charge du budget spécial de l'Algérie toutes les dépenses de constructions scolaires pour une période de dix ans, déposé à la Chambre le 2 juillet; rapport de M. Roux-Freissineng le 28 juillet; avis de la Commission des finances par M. Bureau le 16 novembre; adopté le 7 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 décembre] (A. t. II, p. 212; J.O., p. 1935; I. n° 556). M. Magny dépose le rapport [30 décembre (A. t. II, p. 328; J.O., p. 2035; I. n° 598). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 384; J.O., p. 2085). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 49).

8 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 31 décembre 1919, portant autorisation de percevoir, pour l'exercice 1920, les droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie, déposé à la Chambre le 30 mars; rapport de M. Bureau le 9 décembre; adopté le 13 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 décembre] (A. t. II, p. 212; J.O., p. 1935; I. n° 557). M. Magny dépose le rapport (30 décembre] (A. t. II, p. 328; J.O., p. 2035; I. n° 597). Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 384; J.O., p. 2084). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921) p. 49).

9 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la perception des droits, produits et revenus applicables au budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1921, déposé à la Chambre le 16 décembre; rapport de M. Bureau le 17 décembre; adopté le 23 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 décembre] (A. t. II, p. 266; J.O., p. 1982; I. n° 577). M. Magny dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 328; J.O., p. 2035; I. n° 599). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. II, p. 384; J.O., p. 2085). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 50).

III — CHEMINS DE FER ET TRAVAUX PUBLICS

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt de 20.500.000 francs pour

l'acquisition de cargos destinés au ravitaillement en combustible des chemins de fer algériens de l'Etat, déposé à la Chambre le 27 juillet 1917 ; rapport de M. Talon le 6 novembre 1917 et avis de la Commission du budget par M. Marin le 19 février 1918 ; adopté le 21 février ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur [29 mars] (A. t. I, p. 283 ; J.O., p. 254 ; I. n° 141). M. Chastenet dépose le rapport [27 mai] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 350 ; I. n° 199). M. Colin dépose l'avis de la Commission de la marine [31 mai] (A. t. I, p. 438 ; J.O., p. 395 ; I. n° 225). Déclaration de l'urgence. Adoption du projet de loi [7 juin] (A. t. I, p. 471 ; J.O., p. 423). Promulgation (J.O., 18 juin 1918, p. 5254).

• 2 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'Algérie à contracter un emprunt de 55 millions en vue de l'achèvement des chemins de fer d'intérêt général inscrits au programme de l'emprunt de 175 millions approuvé par la loi du 28 février 1908, déposé à la Chambre le 2 octobre 1917 ; rapport de M. Cuttoli le 17 janvier 1918 et avis de la Commission du budget par M. Marin le 19 février 1918 ; adopté le 22 février 1918 ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [29 mars] (A. t. I, p. 283 ; J.O., p. 254 ; I. n° 142). M. Chastenet dépose le rapport [7 mai] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 350 ; I. n° 200). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 471 ; J.O., p. 423). Promulgation (J.O., 18 juin 1918, p. 5253).

3 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'Algérie : 1° à contracter un emprunt de 250 millions pour liquider les découverts budgétaires et faire face à des charges exceptionnelles résultant de l'état de guerre ; 2° à contracter un emprunt de 35 millions destiné aux travaux complémentaires du réseau racheté et à incorporer pour leur réalisation, aux emprunts ci-dessus, les emprunts déjà autorisés par des lois et non encore réalisés, déposé à la Chambre le 30 mars ; rapport de M. Morinaud le 16 juin ; avis de la Commission des finances par M. Bureau le 2 juillet ; adopté le 7 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics et des Transports. Renvoi à la Commission des finances [20 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1186 ; I. n° 343). M. Jean Morel dépose le rapport [20 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1186 ; I. n° 344). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1880 ; J.O., p. 1650). Promulgation (J.O., 7 août, p. 11382).

IV — QUESTIONS DIVERSES

[— **1918**. Projet de loi portant création d'un deuxième siège de juge suppléant chargé de l'instruction au tribunal de première ins-

tance d'Alger et d'un siège de juge suppléant chargée de l'instruction au tribunal de première instance de Batna, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative au fonctionnement des cours et tribunaux pendant la durée de la guerre [20 juin] (A. t. I, p. 543 ; J.O., p. 487 ; I. n° 255).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la législation algérienne relative à la lutte contre le phylloxéra, déposé à la Chambre le 6 mai ; rapport de M. Perreau-Pradier le 28 mai ; adopté le 13 juin ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission, nommée le 26 novembre 1915, relative aux réformes en Algérie [30 juin] (A. t. I, p. 1222 ; J.O., p. 1078 ; I. n° 313). M. Maurice Colin dépose le rapport [24 juillet] (A. t. I, p. 1334 ; J.O., p. 1178 ; I. n° 363). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1482 ; J.O., p. 1299). Promulgation (J.O., 15 août, p. 8770).

3 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'institution de syndicats obligatoires pour la défense contre les sauterelles en Algérie, déposé à la Chambre le 11 juillet 1918 ; rapport de M. Perreau-Pradier le 19 mars ; adopté le 28 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission, nommée le 26 novembre 1915, relative aux réformes que comporterait la situation en Algérie [16 avril] (A. t. I, p. 691 ; I.O., p. 609 ; I. n° 190). M. Saint-Germain dépose le rapport [24 juillet] (A. t. I, p. 1313 ; J.O., p. 1161 ; I. n° 361). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 septembre] (A. t. I, p. 1619 ; J.O., p. 1422). Promulgation (J.O., 28 septembre, p. 10610).

4 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail en Algérie. (Voir Table 1912-1914, p. 253). M. Bienvenu-Martin dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1255 ; J.O., p. 1108 ; I. n° 324). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption des treize articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1361 ; J.O., p. 1199). Promulgation (J.O., 27 septembre, p. 10570).

5 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 134 de la loi forestière, relative à l'Algérie, du 21 février 1903, déposé à la Chambre le 30 juillet 1919 ; rapport de M. Léon Perrier le 8 août ; adopté le 3 septembre ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission, nommée le 26 novembre 1915, relative à l'étude des réformes en

Algérie [4 septembre] (A. t. I, p. 1528; J.O., p. 1336; I. n° 452). M. Saint-Germain dépose le rapport [11 octobre] (A. t. I, p. 1854; J.O., p. 1629; I. n° 599). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2006; J.O., p. 1761). Promulgation (J.O., 5 novembre, p. 12350).

6 — **1920.** Proposition de loi ayant pour objet de rendre applicables aux magistrats de la Cour d'appel d'Alger et des tribunaux de première instance de l'Algérie les règles applicables aux magistrats de la métropole en ce qui concerne la discipline, le déplacement et la mise à la retraite d'office, déposée par MM. Maurice Colin, Cuttoli et Etienne. Renvoi à la Commission, nommée le 26 novembre 1915, relative aux réformes que comporterait la situation de l'Algérie [12 février] (A. t. I, p. 99; J.O., p. 91; I. n° 38).

7 — **1920.** Proposition de loi sur l'institution d'un conseil colonial algérien, déposée par M. Cuttoli. Renvoi à la Commission, nommée le 26 novembre 1915, relative aux réformes que comporterait la situation de l'Algérie [12 février] (A. t. I, p. 99; J.O., p. 91; I. n° 39).

8 — **1920.** Proposition de loi relative aux conditions de nomination aux fonctions de conseiller rapporteur et de conseiller rapporteur adjoint près le conseil de gouvernement de l'Algérie, de secrétaire général de préfecture et de sous-préfet en Algérie, déposée par M. Cuttoli. Renvoi à la Commission, nommée le 26 novembre 1915, relative aux réformes que comporterait la situation de l'Algérie [26 mars] (A. t. I, p. 426; J.O., p. 382; I. n° 107).

ALIMENTATION (Carte d'). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 juin 1918, relatif à la carte d'alimentation et aux autres cartes ou titres institués pour la répartition, l'obtention ou la circulation de denrées ou substances visées à l'article premier de la loi du 10 février 1918, déposé à la Chambre le 9 juillet 1918; rapport de M. Andrieu le 11 février 1919; adopté le 5 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [17 avril] (A. t. I, p. 706; J.O., p. 621; I, n° 192). M. Ordinaire dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1061; J.O., p. 937; I. n° 268). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 15; J.O., p. 1845). Promulgation (J.O., 6 février 1920, p. 1934).

ALIMENTATION. — Voir Pain.

ALLAITEMENT MATERNEL. — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer la protection des

femmes qui allaitent leurs enfants, déposée à la Chambre le 11 mars 1919; rapport de M. Doizy le 27 juin; adoptée le 28 août; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 20 mars 1900, relative à la protection et à l'assistance des mères et des nourrissons, et, pour avis, à la Commission des finances [4 septembre] (A. t. I, p. 1510; J.O., p. 1321; I. n° 447). M. Paul Strauss dépose le rapport [10 octobre] (A. t. I, p. 1831; J.O., p. 1610; I. n° 592). Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances, par M. Cazeneuve. Adoption de l'article unique du projet de loi [18 octobre] (A. t. I, p. 2003; J.O., p. 1759). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 11910).

ALLAITEMENT AU SEIN. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 janvier 1920, relatif à l'application, en Alsace et Lorraine, des dispositions de la loi du 24 octobre 1919, favorisant l'allaitement au sein, déposé à la Chambre le 11 mars; rapport de M. Charles François le 20 mai; adopté le 2 juin; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 1018; I. n° 273). M. Gegauff dépose le rapport [2 décembre] (A. t. II, p. 129; J.O., p. 1851; I. n° 522). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 285; J.O., p. 1997). Promulgation (J.O., 13 janvier 1921, p. 706).

ALLEMANDS AYANT ACQUIS LA NATIONALITÉ FRANÇAISE. — 1920. Proposition de loi relative à l'adoption de dispositions particulières concernant les Allemands ayant acquis la nationalité française par suite de leur mariage avec des Alsaciennes, déposée par M. le Général Bourgeois. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Alsace et à la Lorraine [31 juillet] (A. t. I, p. 1880; J.O., p. 1649; I. n° 444).

ALLOCATIONS

I — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à relever le taux des allocations prévu par la loi du 5 août 1914 et modifié par les lois du 31 mars et 4 août 1917, déposé à la Chambre le 15 octobre; rapport de M. Louis Marin le 25 octobre; adopté le 11 novembre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de la Marine et M. le Mi-

nistre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 443). Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 novembre] (A. t. I, p. 825 ; J.O., p. 754). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 9912).

2 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'attribution d'une allocation temporaire aux inscrits maritimes (et aux veuves d'inscrits) pensionnés de la Caisse des invalides de la marine ou de la Caisse nationale de prévoyance au profit des marins français, déposée à la Chambre le 9 novembre 1917 ; rapport de M. Raoul Pacaud le 12 février 1918 et avis de la Commission du budget par M. Aldy le 6 mars 1918 ; adoptée le 15 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 213 ; I. n° 111). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 190). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 368 ; J.O., p. 330). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 3732).

3 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 18 octobre 1917 et à relever l'allocation temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat, déposée à la Chambre les 5 avril 1917, 27 novembre 1917, 12 février 1918 et 21 février 1918 ; rapport de M. Lugol le 19 mars 1918 et avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 26 mars 1918 ; adoptée le 4 avril 1918 ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 339 ; J.O., p. 304 ; I. n° 176), M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 195). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 avril] (A. t. I, p. 377 ; J.O., p. 339). Promulgation (J.O., 1er mai, p. 3780).

4 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, fixant la durée d'application de la loi du 23 février 1919 et accordant l'allocation temporaire aux militaires retraités proportionnels, déposée à la Chambre les 11 mars et 16 mai ; rapport de M. Lugol le 29 juillet ; adoptée le 24 septembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [26 septembre] (A. t. I, p. 1622 ; J.O , p. 1428 ; I. n° 516). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1920 ; J.O., p. 1688 ; I. n° 626). Urgence précédemment déclarée. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1949 ; J.O., p. 1711). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11680).

5 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les allocations prévues aux articles 28 à 34 de la loi du 31 mars 1919, déposée à la Chambre les 19 décembre 1919, 12 mars 1920, 23 mars 1920; rapport de M. des Rotours le 31 juillet 1920; avis de la Commission des finances par M. Lugol le 29 novembre 1920; adoptée le 7 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, chargée de l'examen d'un projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service [10 décembre] (A. t. II, p. 146; J.O., p. 1872; I. n° 539).

Voir Accidents du travail.

ALLOCUTIONS.

1 — **1918.** Prononcée par M. Gouzy, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [8 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1; I. n° 1).

2 — **1918.** Prononcée par M. Antonin Dubost, président du Sénat, en prenant place au fauteuil [10 janvier] (A. t. I, p. 5; J.O., p. 7; I. n° 2).

3 — **1918.** Prononcée par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, lors de la reprise des travaux parlementaires. L'affichage en est ordonné.

4 — **1918.** Prononcée par M. Clemenceau, Président du Conseil Ministre de la Guerre. L'affichage en est ordonné [17 septembre], (A. t. I, p. 668; J.O., p. 603).

5 — **1918.** Prononcée par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, à l'occasion de la libération de régions envahies.

6 — **1918.** Prononcée par M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, à l'occasion de la libération de régions envahies [22 octobre] (A. t. I, p. 784; J.O., p. 711).

7 — **1918.** Prononcée par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, rendant hommage aux Alliés victorieux. L'affichage en est ordonné.

8 — **1918.** Prononcée par M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, rendant hommage aux Alliés victorieux [7 novembre] (A. t. I, p. 796; J.O., p. 726).

9 — **1918.** Prononcées par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, et par M. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre, à l'occasion de la signature de l'armistice entre les Alliés et l'Allemagne [11 novembre] (A. t. I, p. 809; J.O., p. 714).

10 — **1918.** Prononcée par M. Antonin Dubost, à l'occasion du retour de MM. Ermant, sénateur de l'Aisne et Dron, sénateur du Nord [21 novembre] (A. t. I, p. 843; J.O., p. 769).

11 — Prononcée par M. Lebrun, Ministre du Blocus et des Régions libérées à l'occasion du retour de MM. Ermant et Dron [21 novembre] (A. t. I. p. 846 ; J.O., p. 771).

12 — **1918.** Prononcées par M. le Président du Sénat et par M. le Ministre des Affaires étrangères : Salut à l'Alsace et à la Lorraine. [17 décembre] (A. t. I, p. 902; J.O., p. 822).

13 — **1919.** Prononcée par M. Cordelet, doyen d'âge, en prenant place au fauteuil [14 janvier] ((A. t. I, p. 2 ; J.O., p. 1).

14 — **1919.** Prononcée par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, en prenant place au fauteuil. L'affichage en est ordonné [15 janvier] (A. t. I, p. 7; J.O., p. 7).

15 — **1919.** Prononcées par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, et M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères au sujet de l'attentat dont M. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre, a été victime [20 février] (A. t. I, p. 181 ; J.O., p. 165).

16 — **1919.** Prononcées par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, et M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères, au sujet de la Fête de la Victoire [16 juillet] (A. t. I, p. 1282; J.O., p. 1131).

17 — **1920.** Prononcée par M. Gustave Denis, Président d'âge.

18 — **1920.** Prononcée par M. Eccard, sénateur du Bas-Rhin.

19 — **1920.** Prononcée par M. Louis Nail, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [13 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1, 25).

20 — **1920.** Prononcée par M. Léon Bourgeois, Président du Sénat, en prenant place au fauteuil. L'affichage en est ordonné [14 janvier] (A. t. I, p. 30; J.O., p. 27).

21 — **1920.** Prononcées par M. Léon Bourgeois, Président du Sénat, et M. Lhopiteau, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au sujet de la démission de M. Paul Deschanel, Président de la République [21 septembre] (A. t. II, p. 2; J.O., p. 1720).

22 — **1920.** Prononcées par M. Boudenoot et M. Lhopiteau, Garde des Sceaux relatives à l'attentat commis contre le Sénat roumain.

23 — **1920.** Prononcées par M. Boudenoot et M. Lhopiteau, Garde des Sceaux, relatives au prix Nobel décerné à M. Léon Bourgeois, Président du Sénat [14 décembre] (A. t. II, p. 166 ; J.O., p. 1891, 1892).

ALSACE ET LORRAINE. — 1918. Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henry Boucher et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission de vingt-sept membres chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine. Sur le renvoi : M. Paul Doumer. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [14 novembre] (A. t. I, p. 839 ; J.O., p. 766 ; I. n° 651). Commission : 1er bureau, MM. Henry Boucher, Chapuis, d'Estournelles de Constant, Maurice Sarraut ; 2e bureau, MM. Ribot, de Las Cases, Albert Peyronnet, Savary ; 3e bureau, MM. Léon Bourgeois, Jules Develle, Laurent Thiéry, Fagot ; 4e bureau, MM. Méline, Lucien Cornet, Lintilhac, Faisans ; 5e bureau, MM. Magny, Hervey, Ordinaire, Reynald ; 6e bureau, MM. Bienvenu-Martin, Paul Strauss, Lourties, Lucien Hubert ; 7e bureau, MM. Castillard, Gavini, Couyba, Gaston Menier ; 8e bureau, MM. Ournac, Debierre, Cauvin, Riotteau ; 9e bureau, MM. Paul Doumer, Vieu, Jénouvrier, Henri Michel (J.O., p. 10113 ; F. 57).

Voir Résolution (Propositions de).

ALSACE ET A LA LORRAINE (Salut à l'). — 1918. Discours prononcés par M. Antonin Dubost, Président du Sénat, et M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères [17 décembre] A. t. I, p. 902 ; J.O., p. 822).

ALSACE-LORRAINE (Régime transactionnel de l'). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine, déposé à la Chambre le 29 juillet ; rapport de M. Bonnevay le 3 septembre ; adopté le 4 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée d'examiner les projets et propositions de loi relatifs à l'Alsace et à la Lorraine [7 octobre] (A. t. I, p. 1862 ; J.O., p. 1550 ; I. n° 573). M. Reynald dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 1898 ; J.O., p. 1667 ; I. n° 617). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption [16 octobre] (A. t. I, p. 1935 ; J.O., p. 1701). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11521). || **1920.** Proposition de résolution relative au mode d'exécution de l'article 7 de la loi du 9 décembre 1884, pour l'application de la loi sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine qui a élevé à 314 le nombre des sénateurs. Commission : 1er bureau, M. Savary ; 2e bureau, M. Albert Lebrun ; 3e bureau, M. le Général Taufflieb ; 4e bureau, M. Duquaire ; 5e bureau, M. Lazare Weiller ; 6e bureau, M. Cauvin ; 7e bureau,

M. Maurice Ordinaire ; 8e bureau, M. le Colonel Sthul ; 9e bureau, M. Hervey [17 novembre] (J.O., p. 18530; F. 86). Président, M. Cauvin; secrétaire, M. Lebrun ; rapporteur, M. Maurice Ordinaire [19 décembre] J.O., p. 18667 ; F. 87). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 50 ; J.O., p. 1781). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1865).

ALSACIENS-LORRAINS. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'annulation de certaines condamnations prononcées par les autorités allemandes contre les Alsaciens-Lorrains, déposé à la Chambre le 19 décembre 1919; rapport de M. Edouard Ignace le 27 février 1920 ; adopté le 22 avril ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [21 mai] (A. t. I, p. 669; J.O., p. 610; I. n° 209).

AMNISTIE.

I — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amnistie, déposé à la Chambre les 11 novembre 1918, 19 novembre 1918, 13 décembre 1918, 19 mars 1919, 22 juillet 1919 ; rapport de M. Paul-Meunier le 8 avril 1919 ; rapport supplémentaire de M. Paul-Meunier le 24 juin, 2e rapport supplémentaire de M. Paul-Meunier le 6 août, 3e rapport supplémentaire de M. Paul-Meunier le 3 octobre ; adopté le 18 octobre 1919 ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire et à l'avancement des magistrats [19 octobre] (A. t. I, p. 2046; J.O., p. 1794 ; I. n° 712). M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport (I. n° 731). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Flaissières, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Articles premier à 7. Adoption. Article 8 : MM. Guillier, Ignace, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre (Justice militaire)* ; Hervey, Guillaume Poulle et Dominique Delahaye. Rejet, au scrutin de la première partie de l'article. Article 8 (ancien 9) : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* ; Ournac et Guillier. Adoption de l'article 8 modifié. Article 9 (ancien 10) : M. Guillaume Poulle. Adoption de l'article 9 modifié. Articles 10 (ancien 11) à 14 (ancien 15). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet

de loi. [19 octobre] (A. t. I, p. 2065; J.O., p. 1810). Promulgation (J.O., 25 octobre, p. 11846).

2 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amnistie, déposé à la Chambre les 19 décembre, 11 mars 1920; rapport de M. Barillet le 18 juin; adopté le 28 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats [29 juillet] (A. t. I, p. 1757; J.O., p. 1547; I. n° 395). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [16 novembre] (A. t. II, p. 18; J.O., p. 1751; I. n° 479). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; de Monzie et Louis Martin [14 décembre] (A. t. II, p. 173; J.O., p. 1897). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Suite de la discussion générale : MM. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Gourju, Coignet et de Monzie. Discussion des articles : Article premier : amendement de M. de Monzie. Amendement de M. Eugène Penancier. Observations de MM. de Monzie, Gourju, Louis Soulié et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Amendement de M. de Monzie reporté à l'article 2. Amendement de M. Eugène Penancier : MM. Eugène Penancier et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. Article 2 : Amendement de M. Louis Soulié et amendement de M. de Monzie (primitivement déposés à l'article premier) : MM. Soulié, Guillaume Poulle, *rapporteur*; Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux*; de Monzie, Victor Bérard et Gourju. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. de Monzie. Rejet de l'amendement de M. Louis Soulié. Adoption de l'article jusqu'au 10° inclus. Sur le 11° : MM. Richard et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption des 11°, 12° et 13°. Amendement de MM. Bouveri et Fourment au 14° : MM. Bouveri, Guillaume Poulle, *rapporteur*; Charles Chabert, le Garde des Sceaux et Mauger. Rejet de l'amendement. Adoption des 14°, 15°, 16°, 17° et 18°. Amendement de M. Eugène Penancier (19° du texte de la Chambre des Députés) : MM. Eugène Penancier et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Rejet. Adoption des 19° et 20°. Amendement de M. Potié au 21° : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Adoption du 21° modifié. Adoption du 22°. Amendement de M. Afred Brard (nouvel alinéa 23°) : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Alfred Brard. Adoption. Sur l'article : MM. Louis Soulié et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de*

la Justice. Adoption de l'ensemble de l'article 2 [16 décembre] (A. t. II, p. 195 ; J. O., p. 1919). Suite de la discussion des articles : Article 3 : Amendement de M. Penancier. Adoption. Amendement de MM. Henri Merlin, Monfeuillart, Penancier et Busson-Billault. Retrait. Amendement de M. Morand. Retrait. Adoption de l'article 3 modifié. Article 4 : Amendement de M. Morand : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Morand. Adoption. Adoption du 1er alinéa de l'article (réservant les mots : « pendant au moins six mois »). Amendement de M. Eugène Penancier : MM. Eugène Penancier et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Adoption du texte de la Commission et de l'ensemble de l'article 4. Article 5 : Amendement de MM. Debierre, Laurent Thiéry, Milan, Bouveri, Machet et Gentil : MM. Debierre, Le Barillier, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Bouveri. Nouvelle rédaction de l'amendement. Amendement de MM. Le Barillier et Blaignan. Sur l'amendement (nouvelle rédaction) de M. Debierre et ses collègues : MM. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Debierre, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Hervey. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Debierre et ses collègues. Retrait de l'amendement de MM. Le Barillier et Blaignan. Sur l'article 5 : MM. Gallet, Le Barillier, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Roustan. Adoption du premier alinéa de l'article (texte de la Commission) et du 1° de l'article. Sur la suite de l'article : MM. Milan, Guillaume Poulle, *rapporteur* ; Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Brager de La Ville-Moysan et Gallet. Adoption des premiers mots du 2° de l'article, puis des mots « postérieurement au délit », de la fin de l'article et de l'ensemble du 2° de l'article. Amendement (disposition additionnelle) de M. Morand. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 5. Article 6. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. de Selves : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7 : Amendement de M. Henry Chéron. Adoption. Adoption de l'article 7 modifié. Articles 8 à 12. Adoption. Article 13 : MM. Touron, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Henri Merlin, Henry Chéron, Guillaume Poulle, *rapporteur* ; Dominique Delahaye, Damecour, Filippini, *directeur de la justice militaire, commissaire du Gouvernement*, et François-Saint-Maur. Article réservé [17 décembre] (A. t. I, p. 227 ; J.O., p. 1942). Suite de la discussion des articles : Suite de la discussion de l'article 13 : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* ; de Las Cases, Dominique Delahaye et Alfred Brard. Adoption de l'article 13 modifié. Article 14. Adoption. Article 15 : Amendement de M. Eugène Penancier. Amendement de M. Albert Lebrun. Sur les amendements : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* ; Eugène Penancier,

Albert Lebrun et Morand. Retrait des amendements. Nouvelle rédaction de l'article 15. Adoption de l'article 15. Article 16 : MM. Gourju, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Article 17 : Amendement de M. Roustan : MM. Roustan, Guillaume Poulle, *rapporteur* et Morand. Renvoi de l'article et de l'amendement à la Commission. Article 18 : Amendement de M. Morand : MM. Morand, Guillaume Poulle, *rapporteur*; Eugène Penancier et Antony Ratier. Nouvelle rédaction de l'article. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 18 modifié. Amendement (disposition additionnelle) de M. Gaudin de Villaine : MM. Gaudin de Villaine, Guillaume Poulle, *rapporteur*; Touron, Louis Michel et Pol-Chevalier. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 19 : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Touron. Adoption de l'article 19 modifié. Article 17 précédemment réservé (nouvelle rédaction). Adoption. Articles 20 à 23. Adoption. Article 24 (nouvelle rédaction) : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Article 25 : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Paul Doumer. Adoption de l'article 25 modifié (par la disjonction de la deuxième partie). Article 26 : Amendement de MM. Ruffier, Gourju et Duquaire : MM. Gourju et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Retrait. Nouvelle rédaction de la Commission. Adoption de l'article 26. Sur l'ensemble : MM. Serre et Filippini, *directeur de la justice militaire, commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 décembre] (A. t. II, p. 249 ; J.O., p. 1958).

ANIMAUX DES ESPÈCES CHEVALINE, MULASSIÈRE ET ASINE. — Voir Douanes, 32.

ANNECY (Ville d'). — Voir Taxes de remplacement, 2.

APPELLATIONS D'ORIGINE.

1 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux altérations ou suppositions de noms sur les produits naturels ou fabriqués et à la protection des appellations d'origine. (Voir Table 1912-1914, p. 628). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Emile Combes, *président de la Commission*; Castillard, Jénouvrier, *rapporteur*; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande*. Déclaration de l'urgence. Adoption successive des vingt-neuf articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 février] (A. t. I, p. 227 ; J.O., p. 204).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet la protection des appellations d'origine, déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Dariac le 9 avril; rapport supplémentaire le 19 avril et avis de la Commission de législation civile et criminelle par M. Paisant le 19 avril; adopté le 24 avril; déposé par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission précédemment saisie (I. n° 213). M. Servant dépose et lit le rapport (I. n° 214). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Cazeneuve et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande.* Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : M. Courrégelongue. Adoption. Articles 3 à 5. Adoption. Article 6 : Amendement de M. Guillaume Poulle : MM. Guillaume Poulle, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, et Servant, *rapporteur.* Adoption de la première partie de l'article. Adoption de l'amendement de M. Guillaume Poulle. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7 : MM. Courrégelongue et le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Adoption. Articles 8 et 9. Adoption. Article 10. Précédemment adopté. Articles 11 à 14. Adoption. Article 15 : M. Courrégelongue. Adoption. Articles 16 et 17. Adoption. Articles 18, 19 et 20. Précédemment adoptés. Article 21. Adoption. Articles 22 à 25. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 avril] (A. t. I, p. 816; J. O., p. 713). Promulgation (J.O., 8 mai, p. 4726).

Voir Crédits additionnels aux crédits provisoires.

APPRENTISSAGE.

1 — **1918**. Proposition de loi de MM. Henri Michel et Mascuraud, relative à l'apprentissage. (Voir Table 1912-1914, p. 260). M. Henri Michel dépose un rapport supplémentaire [7 mars] (A. t. I, p. 170; J.O., p. 152; I. n° 82). M. Henri Michel dépose un deuxième rapport supplémentaire [29 juillet] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 586; I. n° 336).

2 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'organisation de l'apprentissage, déposée à la Chambre le 13 novembre 1917; rapport de M. Lerolle le 15 juillet 1919; adoptée le 24 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, relative à l'apprentissage [26 septembre] (A. t. I, p. 1622; J.O., p. 1428; I. n° 515).

ARCACHON (Gironde). — Voir Octrois, 2.

ARCHIVES HYPOTHÉCAIRES. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° la reconstitution des archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre; 2° la modification de l'article 2200 du Code civil, pour permettre l'envoi des doubles des registres de dépôts dans un greffe situé dans le ressort d'une Cour d'appel autre que celle dont dépend la conservation, déposé à la Chambre le 13 janvier ; rapport de M. Duval le 5 juillet ; adopté le 2 décembre ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi aux bureaux [10 décembre] (A. t. II, p. 146; J.O., p. 187 ; I. n° 535). Commission : 1er bureau, M. Damecour ; 2e bureau, M. Lémery ; 3e bureau, M. Morand ; 4e bureau, M. Pol-Chevalier ; 5e bureau, M. Guillaume Poulle; 6e bureau, M. Loubet ; 7e bureau, M. Gourju ; 8e bureau, M. Lebert ; 9e bureau, M. Richard [18 décembre] J.O., p. 20993 ; F. 97). Président, M. Richard ; secrétaire, M. Loubet ; rapporteur, M. Pol-Chevalier [22 décembre] (J.O., p. 21286; F. 98).

ARCHIVISTES DÉPARTEMENTAUX. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les archivistes départementaux, déposé à la Chambre le 8 novembre; rapport de M. Chabrun le 10 décembre ; avis de la Commission des finances par M. Herriot le 14 décembre ; avis de la Commission d'administration générale par M. Marchais le 17 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 378; J.O., p. 2068; I. n° 622).

ARMÉE

I. — RECRUTEMENT.
II. — CADRES ET EFFECTIFS.
III. — JUSTICE MILITAIRE.
IV. — QUESTIONS DIVERSES.

I — RECRUTEMENT

I — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'appel sous les drapeaux de la classe 1919, déposé à la Chambre le 7 mars ; rapport de M. Deschamps le 27 mars ; adopté le 29 mars ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre [29 mars] (A. t. I, p. 299; J. O., p. 267 ; I. n° 156). M. Paul Strauss dépose et lit le

rapport (I. n° 157). Discussion immédiate. Adoption. [29 mars] (A. t. I, p. 299 ; J.O., p. 267). Promulgation (J.O., 30 mars 1918, p. 2831).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant la loi du 10 août 1917, relative au recrutement des officiers d'administration du cadre actif de l'intendance et du service de santé pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 25 octobre 1917 ; rapport de M. Rognon le 19 décembre 1917 ; adopté le 11 avril 1918 ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre [14 mai] (A. t. I, p. 398 ; J.O., p. 360 ; I. n° 211). M. Gavini dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 457 ; J.O., p. 411 ; I. n° 235). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 557 ; J.O., p. 500). Promulgation (J.O., 11 janvier 1919, p. 498).

3 — **1918.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant la loi du 25 mars 1914, relative à la création d'un corps d'ingénieurs militaires et de corps d'agents et de sous-agents militaires des poudres, en ce qui concerne le recrutement des ingénieurs pendant les hostilités et la création de cadres de complément, déposé à la Chambre le 24 septembre 1917 ; rapport de M. Vandame le 27 juin 1918 ; adopté le 11 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [16 juillet] (A. t. I, p. 627 ; J.O., p. 562 ; I. n° 311). M. Cazeneuve dépose le rapport [17 septembre] (A. t. I, p. 670 ; J.O., p. 605 ; I. n° 356). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Cazeneuve, *rapporteur*, et Loucheur, *Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre*. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 715). Promulgation (J.O., 30 octobre, p. 9424).

4 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recensement, à la revision et à l'appel de la classe 1920, déposé à la Chambre le 19 juillet ; rapport de M. Henry Paté le 26 juillet ; adoption le 1er août ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'armée [2 août] (A. t. I, p. 658 ; J.O., p. 593 ; I. n° 342). M. Paul Strauss dépose et lit le rapport (I. n° 346). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Debierre, Flaissières, Poirson, Louis Martin, Clemenceau, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*. Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi. [2 août] (A. t. I, p. 661 ; J.O., p. 596). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6718).

5 — **1919.** Dépôt du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1914 [30 septembre] (A. t. I, p. 1705 ; J.O., p. 1501).

6 — **1919.** Dépôt du compte rendu des opérations sur le recrutement de l'armée pendant l'année 1915 [8 octobre] (A. t. I, p. 1766 ; J.O., p. 1553).

7 — **1919.** M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, dépose le compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1916 [29 décembre] (A. t. I, p. 31 ; J.O., p. 1859).

8 — **1920.** Proposition de loi sur le recrutement de l'armée, déposée par MM. Doumer, le Général Bourgeois et le Général Taufflieb. Renvoi à la Commission de l'armée [20 janvier] (A. t. I, p. 34 ; J.O., p. 30).

9 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'appel de la classe 1920, à la revision et à l'appel des ajournés des classes 1913 à 1920, déposé à la Chambre le 10 février ; rapport de M. Fabry, le 20 février ; adopté le 26 février ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de la Guerre (I. n° 60). Renvoi à la Commission de l'armée. M. Paul Strauss dépose le rapport (I. n° 61). Déclaration de l'urgence. Observations de M. Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances* [27 février] (A. t. I, p. 197 ; J.O., p. 175). Avis de la Commission des finances : M. Henry Chéron, *rapporteur de la Commission des finances*. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Paul Strauss, *rapporteur* ; de Lubersac, Chênebenoit, Dominique Delahaye, Guilloteaux, Henry Chéron, le Lieutenant-Colonel Plichon, Louis Michel, Louis Martin, Debierre, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre* ; Paul Doumer et Gaudin de Villaine. Discussion des articles : Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Damecour : MM. Damecour et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3. Article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [2 mars] (A. t. I, p. 241 ; J.O., p. 213). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 3498).

10 — **1920.** Communication, par M. le Ministre de la Guerre, du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1917 [25 juin] (A. t. I, p. 1134 ; J.O., p. 1018).

11 — **1920.** Dépôt par M. le Ministre de la Guerre du compte rendu des opérations de recrutement de l'armée pendant l'année 1918 [23 novembre] (A. t. II, p. 53 ; J.O., p. 1785).

12 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au recensement et à la revision de la classe 1921, déposé à la Chambre le 30 novembre ; rapport de M. Fabry le 7 décembre ; avis de la Commission des finances par M. Paté le 9 décembre ; adopté le 15 décembre ; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi

à la Commission de l'armée [16 décembre] (A. t. II, p. 190 ; J.O., p. 1915 ; I. n° 549). M. Paul Strauss dépose le rapport [21 décembre] (A. t. I, p. 249 ; J.O., p. 1958 ; I. n° 535). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Paul Strauss, *rapporteur ;* Hervey, Mauger, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Léon Roland, Paul Doumer, Gentil, le Général Taufflieb, le Lieutenant-Colonel Braive, *commissaire du Gouvernement* ; Gaudin de Villaine et Fernand Merlin. Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A. t. II, p. 268 . J.O., p. 1982). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 21418).

II — CADRES ET EFFECTIFS

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les limites d'âge de radiation des cadres des officiers de complément, déposé à la Chambre le 18 septembre 1917 ; rapport de M. Henry Paté le 22 novembre et rapport supplémentaire le 19 décembre 1917 ; adopté le 25 janvier 1918 ; déposé par M. le Ministre de la Guerre [7 février] (A. t. I, p. 67 ; J.O., p. 61 ; I. n° 40). M. Cauvin dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 282 ; J.O., p. 254 ; I. n° 139). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 324 ; J.O., p. 290). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 2933).

2 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes, déposée à la Chambre le 4 octobre 1917 ; rapport de M. Henry Paté le 26 mars, adoptée le 10 mai ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [14 mai] (A. t. I, p. 399 ; J.O., p. 360 ; I. n° 213). M. Gavini dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 586 ; J.O., p 526 ; I. n° 284). Observations : M. Gavini, *rapporteur*. Discussion immédiate. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 644 ; J.O., p. 577). Promulgation (J.O., 29 juillet, p 6581).

3 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création d'officiers dentistes dans le cadre complémentaire du service de santé militaire, déposé à la Chambre le 28 mars ; rapport de M. Lorimy le 18 juin ; adopté le 5 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [23 juillet] (A. t. I, p. 641 ; J.O., p. 567 ; I. n° 327). M. Paul Strauss dépose le rapport [19 septembre] (A. t. p. 682 ; J.O., p. 621 ; I. n° 362). Déclaration de l'urgence. Discuscussion générale : MM. Charles Riou, Charles Deloncle, Mourier

Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé militaire. Article unique : Amendement de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye, Paul Strauss, *rapporteur* ; Mourier, *Sous-Secrétaire d'Etat du service de santé.* Rejet. Adoption de l'article unique du projet de loi [8 octobre] (A. t. I, p. 772 ; J.O., p. 697). Promulgation (J.O., 20 octobre, p. 9124).

4 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nomination dans le corps des ingénieurs militaires des poudres, des élèves sortis de l'Ecole polytechnique depuis et y compris l'année 1914 et classés dans le service des poudres, déposé à la Chambre le 11 décembre 1917 ; rapports de M. Vandame les 15 mars et 5 juillet 1918 ; adopté le 17 juillet ; déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [29 juillet] (A. t. I, p. 650 ; J.O., p. 586 ; I. n° 330). M. Cazeneuve dépose le rapport [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 872 ; I. n° 536). || **1919**. Déclaration de l'urgence. Article unique : MM. Cazeneuve, *rapporteur*, et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 27). Promulgation (J.O., 10 février, p. 1553).

5 — **1918**. Proposition de loi relative à l'avancement des sous-lieutenants inaptes, déposée à la Chambre le 29 octobre ; rapport de M. Louis Deschamps le 7 novembre ; adoptée le 22 novembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [28 novembre] (A. t. I, p. 878 ; J.O., p. 800 ; I. n° 487). || **1919**. M. Le Hérissé dépose le rapport [22 mai] (A. t. I, p. 884 ; J.O., p. 779 ; I. n° 232). Déclaration de l'urgence. Adoption [6 juin] (A. t. I, p. 1012 ; J. O. p. 893), Promulgation (J.O., 13 juin, p. 6094).

6 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger la loi du 10 avril 1917, modifiant, pendant la durée de la guerre, le statut des officiers généraux, colonels et fonctionnaires de grades correspondants, tel qu'il résulte des lois des 19 mai 1834, 13 mars 1875 et 16 février 1912 et de la décision impériale du 29 juin 1863, déposé à la Chambre le 29 juillet ; rapport de M. Ossola le 18 octobre ; adopté le 19 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre (I. n° 745). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée. M. Hervey dépose et lit le rapport (I. n° 746). Discussion immédiate. Article unique : M. Paul Doumer. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2080 ; J.O., p. 1822). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11727).

7 — 1920. Proposition de loi, adoptée précédemment par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 13 mars 1875, en vue de la formation d'escadrons étrangers de cavalerie et d'un bataillon d'artillerie étrangère, déposée à la Chambre le 19 décembre 1919 ; rapports de M. Josse les 27 février et 21 avril ; adoptée le 20 mai ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [20 mai] (A. t. I, p. 647; J.O., p. 591 ; I. n° 206). M. le Colonel Sthul dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1269 ; J.O., p. 1143; I. n° 330). Adoption [30 juillet] (A. t. I. p. 1833 ; J.O., p. 1609). Promulgation (J.O., 10 août, p. 11569).

8 — 1920. Proposition de loi, concernant les cadres et les effectifs de l'armée, déposée par M. le Général Taufflieb. Renvoi à la Commission de l'armée [15 juin] (A. t. I, p. 1063; J.O., p. 952; I. n° 245).

9 — 1920. Projet de loi portant modification à l'article 5 de la loi du 8 juillet 1920, modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondants, déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [29 juillet] (A. t. I, p. 1819 ; J.O., p. 1596 ; I n° 399). M. Hervey dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1832 ; J.O., p. 1609; I. n° 421). Article unique : MM. le Colonel Sthul, Paul Pelisse, Hervey, *rapporteur* ; André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*, et Pottevin. Rejet [31 juillet] (A. t. I, p. 1885 ; J.O., p. 1653).

III — JUSTICE MILITAIRE

1 — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier divers articles des codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer. (Voir Table 1915-1917, p. 232). M. Henry Chéron dépose l'avis de la Commission de l'armée [7 février] (A. t. I, p. 68; J.O., p. 61 ; I, n° 425). M. Flandin dépose un rapport supplémentaire [14 mars] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 160; I. n° 92). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Etienne Flandin, *rapporteur*. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 294; J.O., p. 263). Promulgation (J.O., 15 mai, p. 4197).

2 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, concernant la désertion et l'insoumission dans l'armée de terre. (Voir Table 1915-1917, p. 230). Déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [14 mars] (A. t. I. p. 193; J.O., p. 174; I. n° 99). M. Richard dépose le

rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 586; I. n° 337). Adoption [27 décembre] (A. t. I, p. 969; J.O., p. 879).

3 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant plusieurs articles des codes de justice militaire, déposé à la Chambre les 14 décembre 1917 et 30 mars 1918; rapports de M. Paul-Meunier les 22 mars, 10 mai et 4 juin; adopté le 18 juin; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission, nommée le 29 juin 1909, relative à la suppression des conseils de guerre et des tribunaux maritimes [20 juin] (A. t. I, p. 543; J.O., p. 487; I. n° 250). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 606; J.O., p. 543; I. n° 292). Déclaration de l'urgence. Adoption. Sur l'intitulé de la loi : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* et Eugène Reveillaud. Demande de modification de l'intitulé de la loi. Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 654; J.O., p. 589). Promulgation (J.O., 19 octobre, p. 9099).

4 — **1918**. Projet de loi tendant à renforcer la législation en matière d'insoumission à la loi sur le recrutement de l'armée en temps de guerre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission, nommée le 29 juin 1909, relative à la suppression des conseils de guerre [27 juin] (A. t. I, p. 559; J.O., p. 502; I. n° 280).

IV — QUESTIONS DIVERSES

1 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 9 de la loi du 17 août 1915, assurant la juste répartition et une meilleure utilisation des hommes mobilisés ou mobilisables. (Voir Table 1915-1917, p. 240). M. Henry Chéron dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 140; J.O., p. 123; I. n° 66). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 178; J. O., p. 161). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2620).

2 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la fixation, pour les officiers de l'état-major général, les officiers d'infanterie et d'artillerie coloniales, les fonctionnaires de l'intendance et les officiers du corps de santé des troupes coloniales, d'une péréquation de grades égale à celle des officiers des troupes métropolitaines des armées et services correspondants, déposée à la Chambre le 13 juillet 1916; rapport de M. Rognon le 31 juillet 1917 et avis de la Commission du budget par M. Ceccaldi le 29 octobre; adoptée le 29 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des

Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [10 janvier] (A. t. I, p. 6 ; J.O., p. 7 ; I. n° 5). M. Le Hérissé dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 108; J.O., p. 95 ; I. n° 47). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 février[(A. t. I, p. 145; J.O., p. 128). Promulgation (J.O., 11 mars, p. 2255).

3 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au corps des interprètes militaires. (Voir Table 1915-1917, p. 234). M. de La Batut dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 111 ; I. n° 60). Discussion : déclaration de l'urgence. Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 173 ; J.O., p. 154). Promulgation (J.O., 15 mars, p. 2371)

4 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 14 à 25 de la loi du 3 juillet 1877 relativement aux dégâts commis aux propriétés par les troupes logées ou cantonnées chez l'habitant. (Voir Table 1915-1917, p. 366). M. Chéron dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 160 ; I. n° 93). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur* ; Grosjean, Guillier, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat du Ministère de la Guerre* ; Potié et André Lebert. Article premier : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Guerre*. Adoption de l'article premier modifié. Article 2 : amendement de M. Lebert : MM. Lebert, Chéron, *rapporteur* ; Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat de la Guerre* et Potié. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3. Adoption. Article 4 (avec une disposition additionnelle nouvelle). Adoption. Articles 5 et 6. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de la loi [14 mai] (A, t. I, p. 405 ; J.O., p. 365). Promulgation, (J.O., 22 juillet, 6321).

5 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant réorganisation du corps des gardiens de batterie, déposé à la Chambre le 29 septembre 1915; rapport de M. Etienne Rognon le 7 mars 1918; adopté le 11 avril; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances [14 mai] (A. t. I, p. 399 ; J.O., p. 360 : I. n° 212). M. Gavini dépose le rapport [21 novembre] (A. t. I, p. 848 ; J.O., p. 772 ; I. n° 457). ‖ **1919**. M. Henry Chéron dépose l'avis de la Commission des finances [20 février] (A. t. I, p. 182 ; J.O., p. 165 ; I. n° 58). Adoption [11 mars] (A. t. I, p. 273 ; J.O., p. 245). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3250).

6 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 42 de la loi du 7 août 1913, imposant aux can-

didats à l'Ecole spéciale militaire et à l'Ecole polytechnique, l'obligation d'avoir fait en France les trois dernières années d'études qui ont précédé le concours, déposé à la Chambre le 28 mai; rapport de M. Bouilloux-Lafont le 12 septembre; adopté le 27 septembre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [8 octobre] (A. t. I, p. 772; J.O., p. 697; I. n° 378). ‖ **1919**. M. Hervey dépose le rapport [15 mai (A. t. I, p. 857; J.O., p. 754; I. n° 221). Ajournement de la discussion. MM. Hervey, *rapporteur*; de Lamarzelle et Dominique Delahaye [27 mai] (A. t. I, p. 932; J.O., p. 822). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye, le Comte de Kéranflec'h, Hervey, *rapporteur*; Larère, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre*, et Paul Doumer. Discussion de l'article unique : amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Hervey, *rapporteur*, et Dominique Delahaye. Rejet. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet. Sur l'ensemble : M. de Las Cases. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 juin] (A. t. I, p. 972; J.O., p. 858). Promulgation (J.O., 11 juin, p. 6002).

7 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les lois des 21 mars 1905 et 7 août 1913 en ce qui concerne les Commissions de réforme, déposée à la Chambre le 27 novembre 1916; rapport de M. Louis Deschamps le 25 janvier 1918 et rapport supplémentaire le 5 mars; adoptée le 5 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [7 novembre] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 727; I. n° 420). ‖ **1919**. M. Lourties dépose le rapport [27 février] A. t. I, p. 231; J.O., p. 207; I. n° 70) [27 mars] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 349; I. n° 118). Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 550; J.O., p. 485). Promulgation (J.O., 21 juin, p. 6394).

8 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à suspendre l'application de la loi du 10 août 1917 fixant les affectations aux unités combattantes des mobilisés, officiers, sous-officiers et soldats appartenant à l'armée active et à la réserve de l'armée active déposé à la Chambre le 19 novembre; rapport de M. Henry Paté le 19 novembre; adopté le 19 novembre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée Déclaration d'urgence [21 novembre] (A. t. I, p. 847; J.O., p. 772; I. n° 456). M. Henry Chéron dépose le rapport [21 novembre] (A. t. I, p. 848; J.O., p. 773; I. n° 465). M. Henry Chéron donne lecture de son rapport. Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Adoption [22 novembre] A. t. I, p. 865; J.O., p. 789). Promulgation (J.O., 25 novembre. p. 10168).

9 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à suspendre l'application de la loi du 16 août 1915, relative aux engagements depuis le 1er août 1914, dans l'armée française, au titre de la légion étrangère, des sujets non naturalisés appartenant à des nations en état de guerre avec la France et ses alliés, déposé à la Chambre le 13 décembre 1918; rapport de M. Galli le 12 janvier 1919; adopté le 12 février 1919; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [18 février] (A. t. I, p. 179; J.O., p. 162; I. nº 56). M. Gavini dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 407; J.O., p. 363; I. nº 124). Déclaration de l'urgence. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 702; J.O., p. 618). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 4090).

10 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les articles 3 et 5 de la loi du 11 avril 1911, créant pour les officiers la position dite « en réserve spéciale », déposé à la Chambre le 9 novembre 1917; rapport de M. Rognon le 19 décembre 1917; avis de la Commission des pensions civiles et militaires par M. Le Brecq, le 5 avril 1918; rapport supplémentaire par M. Rognon le 21 janvier 1919; avis de la Commission du budget par M. Albert Noël le 11 mars 1919; adopté le 15 avril 1919; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 avril] (A. t. I, p. 738; J.O., p. 647; I. nº 201). M. Henry Chéron dépose le rapport [8 août] (A. t. I, p. 1435; J.O., p. 1262; I. nº 420). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1490; J.O., p. 1306). Promulgation (J.O., 18 août, p. 8857).

11 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation provisoire du service de santé militaire après la cessation des hostilités, déposé à la Chambre le 6 août; rapport de M. Lorimy le 16 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée [19 octobre] (A. t. I, p. 2046; J.O., p. 1795; I. nº 713). M. Cazeneuve dépose et lit le rapport (I. nº 736). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2073; J.O., p. 1816). Promulgation (J.O., 1er novembre, p. 12214).

12 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à conserver aux officiers de l'armée active le bénéfice de leurs services de guerre pour l'avancement au choix, déposé à la Chambre les 7 et 19 octobre; rapport de M. Ossola le 19 octobre; adopté le

19 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée [19 octobre] (A. t. I, p. 2073 ; J.O., p. 1816; I. nº 735). M. Hervey dépose et lit le rapport (I. nº 744). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2079 ; J.O., p. 1821). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11728).

13 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement d'ouvrages de fortification de Lyon, déposé à la Chambre le 29 août ; rapport de M. Rognon le 19 septembre ; adopté le 14 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [17 octobre] (A. t. I, p. 1962; J.O., p. 1727 ; I. nº 662. ‖ **1920**. M. d'Alsace dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1201 ; J.O., p. 1077 ; I. nº 301). Déclaration de l'urgence. Adoption [20 juillet] (A. t. I, p. 1320; J.O., p. 1187). Promulgation (J.O., 1er août, p. 11005).

14 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement des enceintes fortifiées de Brest, Toulon, Belfort, Verdun, Sidi-Bel-Abbès, Bône et une partie des remparts de Philippeville, déposé à la Chambre les 18 juillet, 23 septembre et 4 octobre 1919 ; rapport de M. Camille Picard le 8 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Déclaration d'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée [19 octobre] (A. t. I, p. 2061; J.O., p. 1807; I. nº 722. ‖ **1920**. M. d'Alsace dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1201 ; J.O., p. 1077; I. nº 300). Déclaration de l'urgence. Adoption successive des quatre articles. Sur l'ensemble : M. Louis Martin. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [20 juillet] (A. t. I, p. 1321 ; J.O., p. 1188). Promulgation (J.O., 13 janvier 1921, p. 707).

15 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ouvrant aux militaires indigènes musulmans de l'Afrique du Nord l'accession à tous les grades, déposé à la Chambre le 14 février 1918 ; rapport de M. Deschamps le 6 mars 1918 ; adopté le 14 octobre 1919 ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [17 octobre [A. t. I, p. 1967; J.O., p. 1727 ; I. nº 663). ‖ **1920**. M. Paul Doumer dépose le rapport [27 février] (A. t. I, p. 187 ; J.O., p. 166 ; I. nº 50). Retiré par décret [27 avril] (A. t. I, p. 585 ; J.O., p. 526).

16 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à replacer le général Fayolle dans la 1re section du cadre de l'état-major général et à le maintenir, sans limite d'âge, dans cette position,

déposé à la Chambre le 25 février ; rapport de M. J.-L. Dumesnil le 26 février ; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée (I. n° 58). M. le Général Taufflieb dépose et lit le rapport (I. n° 59). Discussion immédiate. Discussion générale : M. Jénouvrier. Adoption [27 février] (A. t. I, p. 197 ; J.O., p. 174). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 3402).

17 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à allouer la solde d'activité aux officiers généraux maintenus sans limite d'âge dans la 1re section du cadre de l'état-major général, qu'ils soient ou non pourvus d'emplois, déposé à la Chambre le 19 février ; rapport de M. Fabry le 2 mars, avis de la Commission des finances par M. Paté le 12 mars ; adopté le 16 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 273 ; I. n° 853). M. le Général Bourgeois dépose le rapport [24 mai] (A. t. I, p. 722 ; J.O., p. 655 ; I. n° 215). Déclaration de l'urgence. Adoption [1er juillet] (A. t. I, p. 1214 ; J.O., p. 1090). Promulgation (J.O. 28 juillet, p. 10798).

18 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les limites d'âge des officiers généraux, colonels et fonctionnaires militaires de grades correspondants, déposé à la Chambre le 19 février ; rapport de M. Fabry le 2 mars, avis de la Commission des finances par M. Paté le 11 mars ; adopté le 16 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [18 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 273 ; I. n° 86). M. le Général Taufflieb dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1022 ; I. n° 281). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Boudenoot, *président de la Commission de l'armée* ; le Général Bourgeois, Charles Chabert, le Général Hirschauer, le Colonel Sthul, le Général Taufflieb, *rapporteur*, et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Discussion des articles : Article premier : MM. Hervey et Paul Strauss. Rejet du texte de la Commission et adoption du texte de la Chambre des Députés. Articles 2, 3 et 4 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 5 ; Amendement de MM. Daraignez, Jouis, Philip : MM. Daraignez, François Albert, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre* ; Paul Strauss, Debierre, Tissier et Hervey. Retrait. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 juillet] (A. t. I, p. 1233 ; J.O., p. 1108). Promulgation (J.O., 10 juillet, p. 9710).

19 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier, en ce qui concerne la gendarmerie, l'article 28 de la loi du 7 août 1913, déposé à la Chambre le 13 janvier ; rapport de M. de Belcastel le 27 février, avis de la Commission des finances par M. Paté le 12 mars ; adopté le 19 mars ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre et des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [26 mars] (A. t. I, p. 427 ; J.O., p. 383 ; I. n° 112). M. Cauvin dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 477 ; I. n° 144) Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 548 ; J.O., p. 492). Promulgation (J.O., 27 avril, p. 6406.)

20 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compter aux élèves de certaines grandes écoles le temps de service qu'ils ont passé sous les drapeaux depuis la mobilisation dans la durée de l'engagement spécial prévu par l'article 13 de la loi du 7 août 1913, déposé à la Chambre le 19 décembre ; rapport de M. Regaud le 27 février ; adopté le 11 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Instruction publique et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 450 ; J.O., p. 403 ; I. n° 113). M. de La Batut dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1139 ; J.O., p. 1022 ; I. n° 209). Adoption [29 juin] (A. t. I, p. 1159 ; J.O., p. 1040). Promulgation (J.O., 6 juillet, p. 9494).

21 — 1920. Projet de loi sur l'organisation de l'éducation physique nationale, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Observations de MM. Henry Chéron, Héry et Boudenoot. Renvoi à la Commission de l'armée [27 avril] (A. t. I, p. 585 ; J.O., p. 526). M. Henry Chéron dépose le rapport [18 juin] (A. t. I, p. 1066 ; J.O., p. 958 ; I. n° 254). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, de Lamarzelle, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*, et Fernand Merlin [8 juillet] (A. t. I, p. 1250 ; J.O., p. 1125). Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. François-Saint-Maur : MM. François-Saint-Maur et Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique* ; Hervey, de Las Cases et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : M. Brager de La Ville-Moysan. Retrait de l'amendement. Reprise de l'amendement de M. Brager de La Ville-Moysan par M. Bouveri : MM. Bouveri, Henry Chéron, *rapporteur* ; André Lefèvre, *Ministre de la Guerre* ; Brager de La Ville-Moysan et Mauger. Rejet de l'amendement. Adoption des deux premiers alinéas. Sur le troisième

alinéa : Amendement de M. Fernand Merlin : M. Fernand Merlin. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Article 5 : MM. de Lamarzelle, Henry Chéron, *rapporteur*. et Bouveri. Adoption. Article 6 : Adoption des alinéas jusqu'au 4°. Sur le 4° et le 5° de l'article : Amendements de M. Cauvin : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Adoption du 5° modifié. Adoption du 6°. Sur le 7° : Amendement de M. Fernand Merlin : MM. Fernand Merlin, Henry Chéron, *rapporteur* ; André Lefèvre, *Ministre de la Guerre* et Cauvin. Rejet de l'amendement par l'adoption du 7°. Amendement de MM. Fernand Merlin et Penancier. Adoption. Sur le dernier alinéa : Amendement de M. Cauvin. Adoption. Adoption du dernier alinéa. Sur l'ensemble : MM. Bouveri, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*, et Fernand Merlin. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7 : MM. Bouveri et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Article 8 : Amendement de M. Marcel Donon (demande d'ajournement) ; MM. Marcel Donon, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre* ; Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique* ; Henry Chéron, *rapporteur* ; Tissier, Imbart de La Tour et Guillier. Ajournement de la discussion de l'article. Article 9. Amendement de M. Cauvin : MM. de Lamarzelle, René Besnard, Henry Chéron, *rapporteur*, et de Las Cases. Adoption. Adoption de l'article 9 modifié. Article 10 : Amendement de M. Cauvin. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11 : Amendement de M. Cauvin. Adoption. Adoption de l'article 11 modifié. Article 12. Adoption. Article 13 : MM. Imbart de la Tour, de Lamarzelle, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique* ; Henry Chéron, *rapporteur* ; André Lefèvre, *Ministre de la Guerre* ; François-Saint-Maur, Grosjean et Brager de La Ville-Moysan. Renvoi à la Commission [9 juillet] (A. t. I, p. 1271 ; J.O., p. 1144). Article 8, précédemment renvoyé à la Commission (nouvelle rédaction) : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Marcel Donon. Amendement de MM. Bouveri et Fourment : MM. Bouveri et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption du nouveau texte de l'article 8. Sur l'amendement : MM. Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique*, et Bouveri. Rejet de l'amendement. Article 13, précédemment renvoyé à la Commission (nouvelle rédaction) : Observation de M. Henry Chéron, *rapporteur*. Amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique* ; Henry Chéron, *rapporteur* ; le Général Serrigny, *commissaire du Gouvernement* ; Dominique Delahaye, Cauvin et Bouveri. Adoption des deux premiers alinéas. Sur le troisième alinéa : Amendement de MM. Imbart de La Tour, Guillier et Maral Donon ; MM. Imbart de La Tour, Henry Chéron, *rapporteur* ; Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique*, et Mauger. Adoption de l'amendement modifié.

Adoption des derniers alinéas. Observation de M. Dominique Delahaye. Amendement (disposition additionnelle de M. Brager de La Ville-Moysan : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Bouveri, le Général Serrigny, *commissaire du Gouvernement*; Henry Chéron, *rapporteur*, et Dominique Delahaye. Amendement (soumis à la prise en considération) de M. Bouveri : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Bouveri. Rejet. Observations de MM. Cosnier et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption de l'ensemble de l'article 13. Article 14 : Amendement de M. Cauvin : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique*. Adoption. Adoption de l'article 14 modifié. Article 15. Adoption. Article 12 : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait. Article 16 (ancien art. 17) : Amendement de M. Chalamet : MM. Henry Chéron, *rapporteur*; Mauger, Chalamet, Dominique Delahaye et Eugène Lintilhac. Adoption de l'amendement. Adoption de l'article 16 modifié. Article 17 (ancien art. 18) à article 22 (ancien art. 23). Adoption. Article 23 (ancien art. 24) : Amendement de M. Cauvin : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 23. Article 24 (ancien art. 25). Adoption. Article 25 (ancien art. 26) : M. Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique*. Adoption. Articles 26 (anciens art. 27) à 29 (ancien art. 30). Adoption. Article 30 (ancien art. 31) : Amendement de M. René Besnard. M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption de la deuxième partie de l'amendement. Adoption de l'article modifié. Article 31 (ancien art. 32) : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait. Article 31 (ancien art. 33) : MM. Guillier et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Article 32 (ancien art. 34) et 33 (ancien art. 35). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et le Comte de Tréveneuc. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [10 juillet] (A. t. I, p. 1298; J.O., p. 1168).

22 — 1920. Proposition de loi instituant l'éducation physique et la préparation au service militaire obligatoires, déposée par M. Henry Chéron. Renvoi à la Commissiou de l'armée [14 avril] (A. t. I, p. 536; J.O., p. 477; I. n° 141). M. Henry Chéron dépose le rapport (I. n° 176) [22 avril] (A. t. I, p. 580; J.O., p. 519). M. Henry Chéron dépose le rapport [18 juin] (A. t. I, p. 1066; J.O., p, 958; I. n° 254).

Voir Projet de loi sur l'organisation de l'éducation physique nationale.

23 — 1920. Proposition de loi ayant pour objet la réorganisation militaire, déposée par M. le Général Taufflieb. Renvoi à la Commission de l'armée [15 juin] (A. t. I. p. 1063; J.O., p. 952; I. n° 243).

24 — 1920. Proposition de loi ayant pour objet l'organisation de l'armée, déposée par M. le Général Taufflieb. Renvoi à la Commission de l'armée [15 juin] (A. t. I, p. 1063; (J.O., p. 952; I. n° 244).

25 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de la redoute du Tilleul, à Maubeuge. (Voir Table 1912-1814, p, 277). M. d'Alsace dépose le rapport [30 juin] (A. t. I, p. 1201; J.O,, p. 1077; I. n° 302). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [20 juillet) (A. t. I, p. 1320; J.O., p. 1187). Promulgation (J.O., 1er août, p. 11005).

26 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le passage d'officiers d'infanterie métropolitaine dans l'infanterie coloniale, déposé à la Chambre le 1er juin; rapport de M. Gallois le 28 juin; adopté le 5 juillet; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [8 juillet] (A. t. I, p. 1267; J.O., p. 1140; I. n° 325). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [21 juillet] (A. t. I, p. 1371; J.O., p. 1233; I. n° 359). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1833; J.O., p. 1609). Promulgation (J.O., 10 août, p. 11569).

27 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 mars 1920, relatif au fonctionnement régulier des conseils de revision en Alsace et en Lorraine, déposé à la Chambre le 29 avril; rapport de M. Simonin le 1er juin; adopté le 14 juin; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [22 juillet] (A. t. I, p. 1394; J.O., p. 1251; I. n° 362). M. le Général Taufflieb dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 92; J.O., p. 1819; I. n° 516).

28 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à titulariser : 1° à la date du 27 décembre 1915, les officiers, anciens élèves de l'Ecole spéciale militaire, admis au mois d'août 1914, tombés en captivité avant la date de la titularisation de leur promotion, et 2°, à la date du 25 décembre 1915, les officiers, anciens élèves de l'Ecole de Saint-Maixent, se trouvant dans les mêmes conditions, déposée à la Chambre le 15 avril; rapport de M. Ricolfi le 9 juin; adoptée le 30 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [30 juillet] (A. t. I, p. 1858; J.O., p. 1630; I. n° 436). M. Le Barillier dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 252: J.O., p. 1968; I. n° 573). Communi-

cation d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [30 décembre] (A. t. II, p. 369; J.O., p. 2069). Promulgation (J.O., 26 mars 1921, p. 3734).

29 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de l'enceinte de Saint-Malo (ville et château) et d'une partie de l'enceinte de la place de Mostaganem, déposé à la Chambre le 6 juillet; rapport de M. Ricolfi le 29 juillet, adopté le 20 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [30 décembre] (A. t. II, p. 330; J.O., p. 2037; I. n° 618).

ARMURIERS DE LA MARINE. — Voir Marine, 8.

ARRANGEMENT RELATIF AUX ASSURANCES SOCIALES. — Voir Conventions, 7.

ARTISTES DRAMATIQUES ET LYRIQUES. — **1918**. Proposition de loi tendant à étendre le privilège des ouvriers et des commis aux artistes dramatiques et lyriques, déposée à la Chambre le 22 mars; rapport de M. Violette le 18 octobre; adoptée le 26 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 23 janvier 1912, relative à l'article 2101 du Code civil et à l'article 549 du Code de commerce [28 novembre] (A. t. I, p. 878; J.O., p. 799; I. n° 480). ‖ **1919**. M. Guillaume Poulle dépose le rapport [10 avril] (A. t. I, p. 568; J.O., p. 501; I. n° 165). Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [6 juin] (A. t. I, p. 1011; J.O., p. 892). Promulgation (J.O., 19 juin, p. 6326).

ASILES-MATERNITÉS. — **1920**. Proposition de loi, tendant à la création d'asiles-maternités pour filles-mères, déposée par M. Félix-Martin; renvoi à la Commission d'initiative [13 février] (A. t. I, p. 101; J.O., p. 93; I. n° 41). M. Guillois dépose le rapport sommaire [2 juillet] (A. t. I, p. 1218; J.O., p. 1093). Adoption de la prise en considération. Renvoi à la Commission, nommée le 20 mars 1900, et concernant la protection et l'assistance des mères et des nourrissons [8 juillet] (A. t. I, p. 1249; J.O., p. 1125).

ASPIRANT ET MÉCANICIEN PRINCIPAL DE 3e CLASSE. — Voir Marine, 5.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — Voir Troisième Partie.

ASSISTANCE OBLIGATOIRE AUX VIEILLARDS. — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 20 de la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, déposée à la Chambre les 27 janvier, 5 février, 15 avril ; rapport de M. Niveaux le 2 juin, avis de la Commission des finances par M. Mourier le 23 juillet ; adoptée le 16 novembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1769 ; I. n° 481). Commission : 1er bureau, M. Bouveri ; 2e bureau, M. Gaston Carrère ; 3e bureau, M. Fernand Merlin ; 4e bureau, M. Paul Strauss ; 5e bureau, M. Dausset ; 6e bureau, M. Bouctot ; 7e bureau, M. Humblot ; 8e bureau, M. l'abbé Delsor ; 9e bureau, M. Chomet [26 novembre] (J.O., p. 19246 ; F. 90). M. Paul Strauss dépose le rapport (I. n° 508). Renvoi pour avis à la Commission des finances [30 novembre] (A. t I, p. 90 ; J.O., p. 1817). M. Debierre dépose l'avis de la Commission des finances [16 décembre] (A. t. II, p. 208 ; J.O., p. 1930 ; I. n° 553). Déclaration de l'urgence. Article premier : Amendement de M. Debierre : MM. Paul Strauss, *rapporteur* ; Jules-Louis Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistanee et de la Prévoyance sociales* ; Gourju, Debierre, Mauger et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances* [23 décembre] (A. t. II, p. 277 ; J.O., p. 1991).

ASSOCIATIONS OUVRIÈRES. — 1919. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi sur les associations ouvrières en faveur des mutilés et réformés, déposée par M. Henry Chéron. Renvoi à la Commission, nommée le 21 janvier 1915, relative aux associations ouvrières de production [24 janvier] (A. t. I, p. 22 ; J.O., p. 25 ; I. n° 10). M. Henry Chéron dépose le rapport [28 janvier] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 40 ; I. n° 18). Adoption [14 février] (A. t. I, p. 159 ; J.O., p. 144).

ASSURANCES. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, établissant l'autorisation préalable de l'Etat pour toutes les opérations d'assurances et de réassurances de risques de bombardement, déposé à la Chambre le 26 mars ; rapport de M. André Paisant le 26 mars ; adopté le 26 mars ; déposé par M. le Ministre de la Justice et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale [29 mars] (A. t. I, p. 285 ; J.O., p. 256 ; I. n° 152). M. Eugène Guérin dépose et lit le rapport (I. n° 163). Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 275). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 2877).

ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES. — 1920. Proposition de loi fixant les délais de prorogation des polices d'assurances contre l'incendie des mobilisés expectants des sociétés d'assurances mutuelles agricoles, déposée par M. Eugène Chanal. Renvoi à la Commission de l'agriculture [18 juin] (A. t. I, p. 1067; J.O., p. 958; I. n° 958). M. Jossot dépose le rapport [21 juillet] (A. t. I, p. 1342; J.O., p. 1210; I. n° 355). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption. [23 décembre] (A. t. II, p. 285; J.O., p. 1997). Promulgation (J.O., 8 février, p. 1762).

ASSURANCE ET RÉASSURANCE MUTUELLES CONTRE LA GRÊLE. — 1919. Proposition de loi relative à l'assurance et à la réassurance mutuelles contre la grêle, déposée par M. Herriot. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [5 septembre] (A. t. I, p. 1546; J.O., p. 1357; I. n° 458). M. Faisans dépose le rapport sommaire. [23 septembre] (A. t. I, p. 1619; J.O., p. 1422; I. n° 510). Discussion de la prise en considération. Adoption. Renvoi aux bureaux [29 septembre] ((A. t. I, p. 1694; J.O., p. 1489). ‖ **1920.** Renvoi à la Commission de l'agriculture [10 février] (A. t. I, p. 77; J.O., p. 72).

ASSURANCES CONTRE LES RISQUES AGRICOLES (Droit de timbre et d'enregistrement). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire la perception, par voie d'abonnement, des droits de timbre et d'enregistrement sur les contrats d'assurances contre les risques agricoles, déposé à la Chambre le 10 octobre 1918; rapport de M. Denais le 7 mars 1919; avis de la Commission du budget par M. Albert Grodet le 18 avril; adopté le 13 mai; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 mai] (A. t. I, p. 859; J.O., p. 757; I. n° 223). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 972; J.O., p. 857; I. n° 247). Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 1038; J.O., p. 915). Promulgation (J.O., 6 juin, p. 6198).

ASSURANCE OBLIGATOIRE DES NAVIRES CONTRE LES RISQUES DE GUERRE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la cessation immédiate de l'application de la loi du 19 avril 1917 qui a institué l'assurance obligatoire contre les risques de guerre pour les corps de navires français de 500 tonneaux de jauge brute et au-dessus, déposé à la Chambre le 14 avril 1919; rapport de M. Ballande le 10 juin; adopté

le 1er juillet ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de la marine [7 août] (A. t. I, p. 1409; J.O., p. 1241 ; I. n° 410). M. Jénouvrier dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I, p. 1594 ; J.O., p. 1401 ; I. n° 497). Adoption [26 septembre] (A. t. I, p. 1623 ; J.O., p. 1429). Promulgation (J.O., 10 octobre, p. 11162).

ASSURANCES SOCIALES. — Voir Conventions, 7.

ASSURANCES SUR LA VIE (Contrats d'). — **1919.** — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux contracts d'assurances sur la vie en temps de guerre, déposée à la Chambre le 10 février 1916 ; rapport de M. Giordan le 6 avril 1916 ; avis de la Commission des pensions civiles et militaires par M. Louppe le 9 novembre 1916 ; rapport supplémentaire par M. Giordan le 6 décembre 1918 ; 2e rapport supplémentaire par M. Giordan le 26 mars 1919 ; adoptée le 11 avril ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux sociétés d'assurance et de capitalisation [17 avril] (A. t. I, p. 730; J.O., p. 640 ; I. n° 196). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [19 juin] (A. t. I, p. 1064 ; J.O., p. 942 ; I. n° 270). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles premier à 10. Adoption. Article 11 : MM. Eugène Guérin et Guillaume Chastenet, *rapporteur*. Adoption. Articles 12 à 19. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [10 juillet] (A. t. I, p. 1258; J.O., p. 1111). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 7702).

ASSURANCES SUR LA VIE (Comité consultatif des). — **1920.** Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Comité consultatif des assurances sur la vie : MM. Antony Ratier et Philip, élus [27 janvier] (A.t. I, p. 46; J.O., p. 39).

ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL (Comité consultatif des). — **1920.** Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail : MM. Bouctot et Ranson, élus [5 février] (A. t. I, p. 55 ; J.O., p. 51).

AUDITEURS DE 2e CLASSE AU CONSEIL D'ÉTAT. — Voir Conseil d'Etat (Auditeurs de 2e classe).

AURAY (Morbihan). — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville d'Auray (Morbihan), à éta-

blir, en remplacement de divers droits d'octroi supprimés, une taxe sur les propriétés bâties et sur les locaux assujettis au droit proportionnel de patente, déposé à la Chambre le 28 mai; rapport de M. Courtial le 1er juillet; adopté le 3 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [6 juillet] (A. t. I, p. 1230; J.O., p. 1106; Fa. 10, n° 10). M. Magny dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1294; J.O., p. 1163; Fa. 13, n° 13). Adoption [21 juillet] (A. t. I, p. 1342; J.O., p. 1210). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 10798).

AUTEURS DE DÉLITS OU DE CONTRAVENTIONS. — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à éteindre l'action publique contre les auteurs de délits ou de contraventions qui se sont distingués aux armées par leurs actions d'éclat, déposée à la Chambre le 28 mai; rapport de M. André Paisant le 4 juin; adoptée le 6 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 29 juin 1909 et relative à la suppression des conseils de guerre et des tribunaux maritimes [7 juin] (A. t. I, p. 463; J.O., p. 416; I. n° 240). M. Magny dépose le rapport [13 juin] (A. t. I, p. 524; J.O., p. 468; I. n° 246). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Magny, *rapporteur*; Dominique Delahaye. Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 547; J.O., p. 490). Promulgation (J.O., 8 juillet p. 5885).

AVANCES AUX GOUVERNEMENTS ALLIÉS OU AMIS

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux avances à faire sur les ressources de la trésorerie aux Gouvernements alliés ou amis, déposé à la Chambre le 18 septembre 1917; rapport de M. Louis Marin le 18 janvier 1918; adopté le 31 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 56; I. n° 37). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 170; J.O., p. 152; I. n° 80). Déclaration de l'urgence. Adoption [19 mars] (A. t. I, p. 220; J.O., p. 220). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2639).

2 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre des Finances à faire, sur les ressources de la trésorerie, des avances aux Gouvernements alliés ou amis, déposé à la Chambre le 19 février; rapport de M. Louis Marin le 27 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [29 mars] (A. t. I, p. 301; J.O., p. 269; I. n° 159). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 288; I. n° 166). Discussion immé-

diate. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 288). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2847).

3 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre des Finances à faire, sur les ressources de la trésorerie, des avances aux Gouvernements alliés ou amis, déposé à la Chambre le 24 juillet; rapport de M. Louis Marin le 8 novembre; adopté le 11 décembre, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 décembre] (A. t. I, p. 918; J.O., p. 834; I. n° 517). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [17 décembre] (A. t. I, p. 918; J.O., p. p. 834; I. n° 519). Adoption (A. t. I, p. 936; J.O., p .852). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 10989).

AVANCES A DES TIERS VICTIMES DES CALAMITÉS PUBLIQUES. — Voir Calamités publiques.

AVORTEMENT (**Provocation à l'**). — **1920**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à réprimer la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, déposée à la Chambre le 23 juillet; rapport de M. Lafarge le 23 juillet; adoptée le 23 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 11 novembre 1910, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité [24 juillet] (A. t. I, p. 1515; J.O., p. 1350; I. n° 366). M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption. [29 juillet] (A. t. I, p. 1776; J.O., p. 1561; I. n° 397). Promulgation (J.O., 1er août, p. 10934).

BANQUE D'ALGÉRIE. — Voir Algérie, § II, 1, 2, 6.

BANQUES COLONIALES. — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation du privilège des banques coloniales et des statuts desdites banques, déposé à la Chambre le 18 décembre; rapport de M. Lagrosillière le 20 décembre; adopté le 20 décembre, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies (I. n° 539). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 540). Discussion immédiate. Adoption [27 décembre] (A. t. I, p. 961; J.O., p. 873). Promulgation (J.O., 28 décembre p. 11192).

Voir Billets des Banques coloniales (Remboursement des).

BANQUE DE FRANCE.

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant renouvellement du privilège de la Banque de France, déposé à la Chambre le 11 décembre 1917; rapport de M. Landry le 12 mars, avis de la Commission de l'agriculture par M. Fernand David le 2 mai, avis de la Commission de la législation fiscale par M. Jacques Stern le 10 mai et rapport supplémentaire de M. Landry le 5 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [2 août] (A. t. I, p. 658; J O., p. 593; I. n° 340). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [17 septembre] (A. t. I, p. 670; J.O., p. 605; I. n° 355). 1re délibération. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Alexandre Ribot, Dominique Delahaye, Hervey et Louis Martin [17 décembre] (A. t. I, p. 908; J.O., p. 827). Discussion générale (suite) : MM. Klotz, *Ministre des Finances*; Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *rapporteur*, Gaudin de Villaine et Alexandre Ribot. Discussion des articles : articles premier à 3. Adoption. Article 4. MM. Gaudin de Villaine et Milliès-Lacroix, *rapporteur*. Sur l'ensemble : M. Gaudin de Villaine. Adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi [19 décembre] (A. t. I, p. 921; J.O., p. 838). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 10988).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'attribution d'une partie de la redevance supplémentaire versée par la Banque de France au Trésor, en vertu de l'article 4 de la convention du 26 octobre 1917, à une banque destinée à favoriser le commerce extérieur de la France, déposé à la Chambre le 8 juin ; rapport de M. Landry le 22 juillet, avis de la Commission du budget par M. Landry le 22 juillet; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 août] (A. t. I, p. 1475; J.O., p. 1294; I. n° 429). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [29 septembre] (A. t. I, p. 1693; J.O., p. 1489; I. n° 532). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*; Herriot, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Touron et Dominique Delahaye. Adoption. [3 octobre] (A. t. I, p. 1735; J.O., p. 1519). Promulgation (J.O., 25 octobre, p. 11817).

3 — **1920**. Voir Conventions avec la Banque de France.

BANQUE NATIONALE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — Voir Banque de France.

BANQUES DE LA MARTINIQUE, DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE ET DE LA RÉUNION (Renouvellement du privilège des). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant renouvellement du privilège des banques de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, déposé à la Chambre le 18 octobre 1918; rapport de M. Lagrosillière le 6 décembre 1918, avis de la Commission du budget par M. Landry le 13 décembre 1918 et rapport supplémentaire de M. Lagrosillière le 29 janvier 1919; adopté le 6 février; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 février] (A. t. I, p. 118; J.O., p 106; I. n° 37). M. Cornet dépose le rapport [13 mars] (A. t. I, p. 287; J.O., p. 259; I. n° 87). Sur l'urgence : M. Lucien Cornet. Déclaration de l'urgence. Adoption [20 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 296). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2994).

BASSINS MINIERS DE HOUILLE, MÉTALLIQUES ET ARDOISIÈRES. — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'organisation de Commissions mixtes ouvrières et patronales dans les bassins miniers de houille, métalliques et ardoisières, déposée à la Chambre le 18 septembre 1917; rapport de M. Valette le 6 décembre 1917; adoptée le 1er juillet 1919; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux questions minières, nommée le 24 octobre 1918 [10 juillet] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1108; I. n° 325).

BAUX.

I — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre. (Voir Table 1915-1917, p. 246). Déposé à la Chambre le 27 septembre 1917; rapport de M. Ignace le 19 octobre 1917 et rapport supplémentaire par M. Bender le 6 février 1918; adopté le 21 février; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [22 février] (A. t. I, p. 137; J.O., p. 120; I. n° 64). M. Henry Chéron dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 123; I. n° 67). Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur*; de Las Cases et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des articles : Articles 1, 2 et 3 précédemment adoptés. Article 4 : MM. Louis Martin et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 5 et 6 précédemment adoptés. Articles 7, 8 et 9. Adoption. Articles 10, 11 et 12 précédemment adoptés. Articles 13, 14,

15 et 16. Adoption. Article 17 précédemment adopté. Articles 18, 19 et 20. Adoption. Articles 21, 22 et 23 précédemment adoptés. Article 24 : MM. Louis Martin et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Article 25 : MM. Louis Martin et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 26, 27 et 28. Adoption. Article 29 : MM. Cazeneuve, Henry Chéron, *rapporteur*; Debierre et Paul Doumer. Adoption. Article 30 : MM. Touron et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Articles 31 et 32. Adoption. Observations : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Article 33 précédemment adopté. Article 34. Adoption. Articles 35, 36 et 37 précédemment adoptés. Articles 38, 39 et 40. Adoption. Article 41 précédemment adopté. Article 42 : MM. Louis Martin et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 43, 44, 45, 46 et 47 précédemment adoptés, Articles 48 et 49. Adoption. Article 50 précédemment adopté. Article 51. Adoption. Article 52, 53, 54 et 55 précédemment adoptés. Articles 56, 57, 58, 59 et 60. Adoption. Article 61 précédemment adopté. Article 62. Adoption. Article 63 : MM. Hervey, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Article 64. Adoption. Sur l'ensemble : M. de Selves, *président de la Commission*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 février] (A. t. I, p. 145 ; J.O., p. 128). Promulgation (J.O., 12 mars, p. 2271).

2 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à proroger par décret les baux venant à échéance avant le 15 octobre 1918 et complétant les articles 44, 49 et 64 de la loi du 9 mars 1918, relative aux baux à loyer, déposé à la Chambre le 2 juillet; rapport de M. Bender le 5 juillet ; adopté le 10 juillet ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 23 mai 1916 et relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [16 juillet] (A. t. I, p. 627 ; J.O., p. 562 ; I. n° 304). || **1919**. M. Henry Chéron dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 82 ; J.O., p. 76 ; I. n° 33). Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 février] (A. t. I, p. 227 ; J.O., p. 203). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 6254).

3 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à établir l'obligation d'un congé dans les baux à ferme sans durée limitée, déposée à la Chambre le 18 juin 1914 ; rapport de M. Lamy le 19 décembre 1918 ; adoptée le 28 décembre 1918 ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyer pendant la guerre [15 janvier] (A. t. I, p. 8 ; J.O., p. 7 ; I. n° 4). M. Guillier dépose le rapport [11 septembre] (A. t. I, p. 1574 ; J.O., p. 1381 ; I. n° 473).

Déclaration de l'urgence. Article premier : M. Guillaume Poulle. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble [26 septembre] (A. t. I, p. 1625; J.O., p. 1430). Promulgation (J.O., 25 octobre, p. 11847).

4 — **1919.** Projet de loi réglant les droits et obligations résultant des baux d'immeubles atteints par faits de guerre ou situés dans des localités évacuées ou envahies, déposé par M. le Ministre de la Justice, M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1906, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [11 mars] (A. t. I, p. 266 ; J.O., p. 239; I. n° 83). M. Henry Chéron dépose le rapport [22 mai] (A. t. I, p, 870 ; J.O., p. 767 ; I. n° 228). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Debierre. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de M. Touron : MM. Touron, Henry Chéron, *rapporteur*, et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption de l'article 2 modifié. Articles 3 et 4. Adoption. Article 5: Amendement de M. Touron : MM. Touron, Henry Chéron, *rapporteur*, et le Garde des Sceaux. Adoption. Adoption de l'article 5 modifié. Articles 6, 7 et 8. Adoption. Article 9 : MM. Lucien Hubert et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption de l'article 9 modifié. Article 10. Adoption. Article 11 : Amendement de MM. Touron : MM. Touron et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 11 modifié. Article 12. Adoption. Article 13 : Amendement de M. Touron : MM. Touron et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 13 modifié. Article 14, 15 et 16. Adoption. Article 17 : MM. Henry Chéron, *rapporteur* ; Debierre, Cauvin, Touron et le Garde des Sceaux. Adoption. Article 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Debierre et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 septembre] (A. t. I, p. 1532 ; J.O., p. 1346).

5 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919, relatif à la prorogation des baux en ce qui concerne les baux à usage d'habitation, déposée à la Chambre les 22 janvier et 27 janvier ; rapport de M. Levasseur le 24 février et rapport supplémentaire de M. Levasseur le 22 avril ; adoptée le 27 avril ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mars 1916, relative aux baux à loyer. Observations de MM. Grosjean et Henry Chéron

[27 avril] (A. t. I, p. 598 ; J.O., p. 538; I. n° 194). M. Henry Chéron dépose le rapport [17 décembre] (A. t. II, p. 234; J.O., p. 1954; I. n° 559).

6 — **1920**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et de compléter l'article 57 de la loi du 9 mars 1918 sur les modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre, déposée à la Chambre le 13 février ; rapport de M. Lafarge le 27 février ; adoptée le 23 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 23 mai 1916, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [25 mars] (A. t. I, p. 407 ; J.O., p. 365 ; I. n° 104).

Voir : Cour de Cassation. Horticulteurs pépiniéristes. Propriété commerciale.

BEAUMONT (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 3.

BEAUX-ARTS (Administration centrale des). — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un emploi de directeur à l'Administration centrale des Beaux-Arts, déposé à la Chambre, le 3 juin ; rapport de M. Louis Marin le 25 juin ; rapport supplémentaire de M. Louis Marin le 16 juillet ; adopté le 24 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1358; J.O., p. 1181 ; I. n° 368). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 441). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1497 ; J.O., p. 1311). Promulgation (23 août, p. 9026).

BELFORT (Territoire de). — Voir Elections des Députés (Territoire de Belfort).

BÉNÉFICES DE GUERRE (Contribution extraordinaire). — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'établissement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, déposé à la Chambre le 24 février ; rapport de M. de Lasteyrie le 24 février ; adopté le 4 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 76). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 77). Observation de M. Paul Doumer,

rapporteur général de la Commission des finances. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles : Article premier : MM. Touron et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*, et François-Marsal, *Ministre des Finances.* Adoption. Article 2 : MM. Touron, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances.* Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 mars] (A. t. I, p. 259 ; J.O., p. 230). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 3938).

BERCY-BERCY-RAPÉE (**Raccordement par voie ferrée**). — Voir Chemins de fer, 6.

BÉTAIL (**Maladies contagieuses du**) — **1919.** Proposition de loi tendant à combattre le fléau des maladies contagieuses du bétail, et particulièrement de la tuberculose, par l'application rigoureuse des lois de police sanitaire, l'établissement du certificat d'origine et de santé et l'institution d'une caisse des épizooties, déposée par M. Darbot. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1916 chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [16 septembre] (A. t. I, p. 1582 ; J.O., p. 1390 ; I. n° 487).

BEZONS (**Seine**). — Voir Octrois, 4.

BIBLIOTHÈQUE DE L'ARSENAL. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à acquérir les immeubles sis aux numéros 20, 22 et 24 du boulevard Morland et aux numéros 5, 7 et 9 de la rue Sully en vue de réaliser l'isolement de la bibliothèque de l'Arsenal. (Voir Table 1915-1917, p. 251). M. Lintilhac, dépose le rapport [8 février] (A. t. I, p. 104 ; J.O., p. 92 ; I. n° 46). Article unique : Observations : MM. Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Eugène Lintilhac, *rapporteur.* Adoption. [14 février] (A. t. I, p. 109 ; J.O., p. 96). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1816).

Voir Crédits supplémentaires § VII, 1.

BIENS IMMOBILIERS (**Evaluation des**). — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'application de la loi du 27 mai 1918 sur l'évaluation des biens immobiliers en matière de succession, déposée à la Chambre le 2 juillet ; rapport de M. Mons le 16 juillet, avis de la Commission du budget par M. Louis

Marin le 23 juillet et rapport supplémentaire de M. Mons le 23 juillet ; adoptée le 31 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie du projet de loi relatif à l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges [2 août] (A. t. I, p. 658 ; J.O., p. 593 ; I. n° 339). M. Catalogne dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. n° 398). Déclaration de l'urgence. Adoption. [9 novembre] (A. t. I, p. 803 ; J.O., p. 734). Promulgation [12 novembre, p. 9797).

BIENS (Liquidation des). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre, déposé à la Chambre le 3 avril ; rapport de M. Failliot le 24 avril ; adopté le 5 août ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats [7 août] (A. t. I, p. 1409 ; J.O., p. 1241 ; I. n° 412). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [9 septembre] (A. t. I, p. 1548 ; J.O., p. 1359 ; I. n° 460). Déclaration de l'urgence. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* ; Herriot, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Henry Boucher et Hervey. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Bodinier, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption. Articles 3, 4 et 5. Adoption. Article 6 : Amendement de M. Herriot : MM. Herriot, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article 6. Articles 7, 8 et 9. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 septembre] (A. t. I, p. 1604 ; J.O., p. 1410). Promulgation (J.O., 8 octobre, p. 1666). — Scrutin pour la désignation d'un membre de la Commission consultative relative à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre. Résultat nul faute de *quorum* [17 octobre] (A. t. I, p. 1956 ; J.O., p. 1739). Résultat du 2e tour de scrutin pour la désignation d'un membre de la Commission consultative, relative a la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre de guerre : M. Poulle, élu [18 octobre] (A. t. I, p. 1999 ; J.O., p. 1785).

BIENS (Séparation de). — 1918. Proposition de loi relative à la procédure de séparation de biens pendant la durée des hostilités, déposée par M. M. Simonet [2 août] (A. t. I, p. 658; J.O., p. 593; I. n° 338). Voir Code civil, 10.

BIENS FAISANT L'OBJET D'UNE MESURE DE SÉQUESTRE (Liquidation des). — 1919. Projet de loi relatif à la liquidation des biens faisant l'objet d'une mesure de séquestre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre; M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; M. le Ministre des Affaires étrangères; M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande; M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi aux bureaux [4 mars] (A. t. I, p. 256; J.O., p. 229; I. n° 75). Retiré par décret [1er avril] (A. t. I, p. 546; J.O., p. 483).

BILLETS DES BANQUES COLONIALES (Remboursement des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au remboursement des billets de banques coloniales. (Voir Table 1912-1914, p. 287). M. Cornet dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1153; J.O., p. 1018; I. n° 302). Déclaration de l'urgence. Adoption [3 juillet] (A. t. I, p. 1252; J.O., p. 1103). Promulgation (J.O., 17 juillet, p. 7374).

BILLETS DE THÉATRE (Répression du trafic des). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la répression du trafic des billets de théâtre, déposé à la Chambre le 6 mars; rapport de M. Dalimier le 25 juin; adopté le 31 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi aux Bureaux [21 novembre] (A. t. I, p. 847; J.O., p. 772; I. n° 453). Commission : 1er bureau, M. Couyba; 2e bureau, M. Flaissières; 3e bureau, M. Paul Le Roux; 4e bureau, M. Sauvan; 5e bureau, M. Charles Chabert; 6e bureau, M. Limouzain-Laplanche; 7e bureau, M. Guillier; 8e bureau, M. Charles Dupuy; 9e bureau, M. de Las Cases (J.O., p. 10868; F. 60). Président, M. Limouzain-Laplanche; secrétaire, M. Sauvan; rapporteur, M. Guillier (J.O., p. 10923; F. 61). || **1919.** M. Guillier dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 349; I. n° 120). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 avril] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 559). Promulgation (J.O., 1er juillet, p. 6748).

BOISSONS HYGIÉNIQUES. — 1920. Proposition de loi interdisant la distillation des boissons hygiéniques, déposée par M. Delpierre.

Renvoi à la Commission d'initiative [10 février] (A. t. I, p. 77; J.O., p. 72; I. nº 34). M. Jossot dépose le rapport sommaire [2 juillet] (A. t. I, p. 1217; J.O., p. 1093; I. nº 304). Adoption de la prise en considération. Renvoi à la Commission, nommée le 9 juin 1905, et relative au régime des boissons [8 juillet] (A. t. I, p. 1249; J.O., p. 1125).

BOISSONS GAZÉIFIÉES. — Voir Eaux minérales artificielles.

BOMBARDEMENT (Risques de). — Voir Assurances.

BONS ET OBLIGATIONS DE LA DÉFENSE NATIONALE.

1 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de protéger les bons et obligations de la Défense nationale, dont les propriétaires sont dépossédés, soit par suite de faits de guerre, soit par tout autre événement, déposée à la Chambre le 24 mai; rapports de M. Jules Roche les 4 et 13 juin; adoptée le 20 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [20 juin] (A. t. I, p. 549; J.O., p. 491; I. nº 259). M. Chastenet dépose le rapport [16 juillet] (A. t. I, p. 626; J.O., p. 562; I. nº 308). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 653; J.O., p. 588). Promulgation (J.O., 2 août, p. 6698).

2 — **1918.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le barrement et la domiciliation des bons de la Défense nationale, déposé à la Chambre le 25 juin; rapport de M. Albert Grodet le 30 juillet; adopté le 2 août; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 septembre] (A. t. I, p. 669; J.O., p. 604; I. nº 352). M. Chastenet dépose le rapport [14 novembre, (A. t. I, p. 813; J.O., p. 744; I. nº 431). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 décembre] (A. t. I, p. 917; J.O., p. 834). Promulgation (J.O.] 26 janvier 1919, p. 1010).

BONS DE MONNAIE DES RÉGIONS LIBÉRÉES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'échange des bons de monnaie des régions libérées, déposé à la Chambre le 12 décembre 1918; rapport de M. Albert Grodet le 21 janvier 1919; adopté le 30 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 janvier] (A. t. I, p. 76; J.O., p. 70 ; I. nº 23). M. de Selves dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 96; J.O., p. 86; I. nº 34). Adoption [11 février] (A. t. I, p. 101; J.O., p. 91). Promulgation (J.O., 12 février, p. 1618).

BORDEAUX (Ville de). — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 4.

BOULANGERIES, — Voir Travail de nuit dans les boulangeries.

BREVETS D'INVENTION. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés prorogeant la durée des brevets d'invention, déposé à la Chambre le 1er février 1916; rapport de M. Maurice Bokanowski le 17 juin ; adopté le 9 juillet 1919 ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le le Ministre de l'intérieur, M. le Ministre des Colonies et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi aux bureaux [16 juillet] (A. t. I, p. 1283; J.O., p. 1134; I. n° 349). Commission : 1er bureau, M. Dominique Delahaye ; 2e bureau, M. Louis Martin ; 3e bureau, M. Lucien Hubert ; 4e bureau, M. Rousé ; 5e bureau. M. Guillaume Poulle; 6e bureau, M. Fabien Cesbron ; 7e bureau, M. Goy ; 8e bureau, M. Martinet ; 9e bureau, M. Antony Ratier [1er août] (J.O., p. 8011; F. 74). Président, M. Dominique Delahaye ; secrétaire et rapporteur, M. Guillaume Poulle [8 août] (J.O., p. 8353 ; F. 75). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [4 septembre] (A. t. I, p. 1510; J.O., p. 1322; I. n° 449). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* ; Dominique Delahaye, *président de la Commission*, et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Articles 4 à 9. Adoption. Adoption de l'ensemble [11 septembre] (A. t. I, p. 1576; J.O., p. 1383). Promulgation (J.O., 10 octobre, p. 11162).

BRISQUES D'ANCIENNETÉ (Insigne commémoratif des). — 1918. Proposition de loi portant création d'un insigne commémoratif des brisques d'ancienneté, déposée par M. Brager de La Ville-Moysan et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission d'initive [14 novembre] (A. t. I, p. 839; J.O., p. 765 ; I. n° 450).

BRIVE (Corrèze). — Voir Octrois, 5.

BUCAREST (Achat d'un immeuble diplomatique à). — Voir Crédits supplémentaires § II, 2.

BUDGETS

I. — BUDGETS GÉNÉRAUX.
II. — RÈGLEMENTS DÉFINITIFS DES BUDGETS.

I — BUDGETS GÉNÉRAUX

I — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 13 novembre 1917; rapport de M. Louis Marin le 22 décembre 1917; adopté le 4 avril 1918; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 339; J.O., p. 304; I. n° 175). Sur la prorogation des pouvoirs de la Commission des finances : MM. le Président et Milliès-Lacroix. Demande de prorogation. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 339; J.O., p. 304). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport général [31 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 395; I. n° 226; Tome I). — Rapports particuliers par MM. de Selves. Finances; Beauvisage, Fabrication des monnaies et médailles; Amic, Imprimerie nationale; Henri-Michel, Justice; Guillier, Services pénitentiaires; Petitjean, Légion d'honneur; Lucien Hubert, Affaires étrangères; Alexandre Bérard, Intérieur; Murat, Armement et fabrications de guerre (Mines et combustibles); Eugène Lintilhac, Instruction publique; Maurice Faure, Beaux-Arts; Victor Lourties, Commerce et Industrie; Victor Lourties, École centrale des Arts et Manufactures; Émile Dupont, Postes et Télégraphes; Émile Dupont, Caisse nationale d'épargne; Jénouvrier, Transports maritimes et Marine marchande; Jénouvrier, Caisse des invalides de la marine; Cazeneuve, Travail et Prévoyance sociale; Étienne Flandin, Colonies (Dépenses civiles); Étienne Flandin, Chemin de fer et Port de la Réunion; Develle, Agriculture et Ravitaillement général; Albert Gérard, Travaux publics et Transports; Léon Barbier, Chemins de fer de l'Etat [31 mai] (A. t. I, p. 428; J.O., p. 395; I. n° 226; Tome II). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Etat A : Adoption des chapitres des budgets : Ministère des Finances. Monnaies et médailles. Imprimerie nationale. Ministère de la Justice. Services pénitentiaires. Légion d'honneur. Ministère des Affaires étrangères. Ministère de l'Intérieur. Armement (Mines et combustibles). Ministère de l'Instruction publique. Beaux-Arts. Ministère du Commerce et de l'Industrie. Ecole centrale des arts et manufactures. Postes et télégraphes. Caisse nationale d'épargne. Transports mari-

times et Marine marchande. Caisse des invalides de la marine. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Ministère des Colonies. Chemin de fer et Port de la Réunion. Ministère de l'Agriculture. Ministère des Travaux publics et des Transports. Chemins de fer de l'Etat. Adoption [11 juin] (A. t. I, p. 474; J.O., p. 427). Loi de finances Article premier réservé. Article 2 : Observations : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Amendement de M. Touron : MM. Touron, Klotz, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Retrait de l'amendement. Observations : MM. Jénouvrier, Henry Chéron et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Article 4 (de la Chambre des Députés). Rejet. Article 4. Adoption. Article 5 : Amendement de M. Rouland : MM. Rouland et Klotz, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Boivin-Champeaux (soumis à la prise en considération) : MM. Boivin-Champeaux, Klotz, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption de la prise en considération. Article 5 (réservé). Article 6 à 9. Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 508; J.O., p. 455). Article 10 : MM. Milan, Klotz, *Ministre des Finances*; Perreau, Adoption. Article 11. Adoption. Article 12 : MM. Milan et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Articles 13 et 14. Adoption. Article 15 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Disjonction. Article 15 (ancien art. 16) : MM. Milan et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Articles 18 et 19 (de la Chambre des Députés). Rejet. Articles 16 à 18 (anciens art. 17 à 19). Adoption. Article 19 (ancien art. 20) : MM. Perreau, Léon Barbier, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Articles 20 à 25 (anciens art. 21 à 26). Adoption. Article 26 (ancien art. 27) : MM. Perreau et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Articles 27 à 30 (anciens art. 28 à 31). Adoption. Article 31 (ancien art. 32) : Amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Klotz, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; de Las Cases. Rejet au scrutin. Adoption de l'article 31, Articles 32 à 38 (anciens art. 33 à 39). Adoption. Article 5 (précédemment réservé) : Amendement de M. Boivin-Champeaux : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Klotz, *Ministre des Finances*, et Boivin-Champeaux. Retrait. Adoption de l'article 5 modifié. Article 39 (ancien art. 40). Réservé. Article 40 (ancien art. 41). Adoption. Article 41 (ancien art. 42). Réservé. Article 42 (ancien art. 43) : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Herriot et Klotz, *Ministre des Finances*. Disjonction. Amendement de M. Henry Chéron : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption (sous le n° 42). Articles 43 et 44 (anciens art. 44 et 45). Adoption. Article 45 (ancien art. 46) : MM. Herriot, Klotz, *Ministre des Finances* ; Peytral et Magny. Adoption. Articles 46 à 51 (anciens art. 47

à 52). Adoption. Amendement de M. Henry Chéron. Adoption (sous le le n° 52). Articles 53 à 67. Adoption. Article premier (précédemment réservé). Adoption. Article 39 (ancien art. 40) (précédemment réservé). Adoption. Article 41 (ancien art. 42 (précédemment réservé). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Louis Martin, Couyba et Grosjean. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 juin] (A. t. I, p. 526; J.O., p. 471). — Déposé à la Chambre le 18 juin ; rapport de M. Louis Marin le 20 juin ; adopté le 27 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [28 juin] (A. t. I, p. 581 ; J.O., p. 522 ; I. n° 282). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 286). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate prononcée. Discussion générale : MM. Hervey et Klotz, *Ministre des Finances*. Article premier. Etat A : Ministère des Finances : adoption des chapitres 21, 31, 50, 52, 55, 56, 63, 64 *bis*, 71, 73, 82, 83, 89, 100, 101, 107, 109, 111 *bis*, 146 et 146 *bis*. — Ministère de la Justice : adoption des chapitres 11, 15, 17, 19, 20 et 30, puis 25 des services pénitentiaires. — Ministère des Affaires étrangères : adoption des chapitres premier, 11, 22, 24, 24 *bis*, 35 et 38. — Ministère de l'Intérieur : adoption des chapitres 22, 23, 24, 57, 58, 67, 71, 72, 73, 78, 81, 84, 85, 100 et 109. — Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre : adoption des chapitres 14, 16 et 23. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : adoption des chapitres 132, 137, 138 et 155, puis 99 et 100 *bis* des Beaux-Arts. — Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande : adoption du chapitre 36, des chapitres 3, 4 et 4 *quinquiès*, 11, 18, 20, 21, 25, 26, 27, 29, 31, 40 *bis*, 40 *ter*, 40 *quater*, 45 *bis*, 45 *ter*, 45 *quater* des Postes et des Télégraphes, des chapitres premier, 3, 22, 33 et 34 de la Marine marchande. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : adoption du chapitre 69. — Ministère des Colonies : adoption des chapitres premier, 14, 17, 27 et 40. — Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement : adoption des chapitres 29 *bis*, 80, 85, 88, 89, 93, 114 et des chapitres premier à 4 du Ravitaillement général. — Ministère des Travaux publics et des Transports : adoption des chapitres 30, 50, 56 et 78. Adoption de l'ensemble de l'article premier ajournée. Adoption des articles 3 *bis*, 9 *bis*, 13, 14 *bis*, 14 *ter*, 15, 16, 16 *bis*, 12, 39. Article 41 : Etat D : Imprimerie nationale : adoption des chapitres 7 et 19. Légion d'honneur : adoption du chapitre 16. Caisse nationale d'épargne : adoption des chapitres 8 et 13. Caisse des invalides de la marine : adoption du chapitre 15. Chemin de fer de l'Etat : adoption des chapitres premier, 2 et 17 *bis*. Adoption de l'ensemble de l'article 41. Adoption de l'article premier précédemment ajourné. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I. p. 589; J.O., p. 528). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5626).

2 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 24 septembre 1918 ; rapport de M. Louis Marin le 20 mai 1919; adopté le 3 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1255 ; J.O., p. 1108 ; I. n° 321). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport général [30 juillet] (A. t. I, p. 1339 ; J.O., p. 1183 ; I. n° 375, Tome I). Rapports particuliers, par : MM. de Selves, Finances ; Beauvisage, Fabrication des monnaies et médailles ; Amic, Imprimerie nationale ; Henri-Michel, Justice ; Henri-Michel, Légion d'honneur ; Guillier, Services pénitentiaires ; Lucien Hubert, Affaires étrangères ; Alexandre Bérard, Intérieur ; Lhopiteau, Reconstitution industrielle (Mines et Combustibles) ; Eugène Lintilhac, Instruction publique ; Maurice Faure, Beaux-Arts ; Victor Lourties, Commerce et Industrie ; Victor Lourties, Ecole centrale des Arts et Manufactures ; Emile Dupont, Postes et Télégraphes ; Emile Dupont, Caisse nationale d'épargne ; Cazeneuve, Travail et Prévoyance sociale ; Lucien Cornet, Colonies (Dépenses civiles) ; Lucien Cornet, Chemin de fer et Port de la Réunion ; Goy, Agriculture ; Albert Gérard, Travaux publics et Transports ; Steeg, Chemins de fer de l'Etat ; Jénouvrier, Transports maritimes et Marine marchande ; Jénouvrier, Caisse des Invalides de la Marine [30 juillet] (J.O., p. 1183 ; I. n° 375. Tome II). Communication des décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Guillaume Chastenet, Gaudin de Villaine, Klotz, *Ministre des Finances* ; Dominique Delahaye et Hervey. Article premier. Etat A. Ministère des Finances : Adoption des chapitres premier à 107. Chapitre 108 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau, Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement.* Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 108. Chapitre 109 : MM. Perreau, Jénouvrier, Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement.* Adoption du Chapitre 109. Chapitres 110 à 153. Adoption. — Budget des Monnaies et Médailles : Discussion générale : MM. Brager de La Ville-Moysan et Klotz, *Ministre des Finances.* Adoption des chapitres. — Budget de l'Imprimerie nationale : Adoption des chapitres. — Budget du Ministère de la Justice : Adoption des chapitres. — Budget du Ministère des Affaires étrangères : Adoption des chapitres. — Budget du Ministère de l'Intérieur : Discussion générale : MM. de Lamarzelle et Pams, *Ministre de l'Intérieur* [7 août] (A. t. I, p. 1384 ; J.O., p. 1220). Chapitres premier à 15. Adoption. Chapitre 16 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Peytral, *président de Commission des finances* ; Pams, *Ministre de l'Intérieur,*

et Martinet. Adoption. Chapitres 17 à 56. Adoption. Chapitre 57 : MM. Henry Chéron et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chapitres 58 à 68. Adoption. Chapitre 89 : MM. Flaissières, le Ministre de l'Intérieur, Peytral, *président de la Commission des finances*, et Herriot. Adoption. Chapitres 90 à 117. — Budget du Ministère de la Reconstitution industrielle : Adoption des chapitres. — Budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : Chapitres premier a 4. Adoption. Chapitre 4 *bis* (de la Chambre des Députés) : MM. Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Beauvisage, Paul Doumer et Peytral, *président de la Commission des finances*. Disjonction. Chapitres 5 à 7. Adoption. Chapitre 8: MM. le Ministre de l'Instruction publique, Eugène Lintilhac, *rapporteur*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 9 : MM. Flaissières, Eugène Lintilhac, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 10 à 92. Adoption. Chapitre 93 : MM. Debierre, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Eugène Lintilhac, *rapporteur*; le Ministre de l'Instruction publique et Hervey. Adoption du chiffre de la Commission. Chapitres 94 à 134. Adoption. Chapitre 136 : M. Dominique Delahaye. Adoption du chapitre. Chapitre 135 : MM. Herriot, le Ministre de l'Instruction publique et Eugène Lintilhac, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 137 à 162. Adoption. — Budget des Beaux-Arts : Chapitre premier : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 2 à 70. Adoption. Chapitre 71 : MM. Jénouvrier, Henry Chéron, André Lebert et le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption. Chapitres 72 à 103. Adoption. — Budget du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : Chapitres premier à 18. Adoption. Chapitre 19 : MM. Fabien Cesbron et Clémentel, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Suppression du chapitre 19 *bis* de la Chambre des Députés. Adoption du chapitre 19. Chapitre 20. Suppression du chapitre 20 *bis* de la Chambre des Députés. Adoption du chapitre 20. Chapitre 21. Suppression du chapitre 21 *bis* de la Chambre des Députés. Adoption du chapitre 21. Chapitres 22 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Grosjean et le Ministre du Commerce. Adoption. Chapitres 34 *bis* à 53. Adoption. — Budget des Postes et Télégraphes : Chapitres premier et 2. Adoption. Chapitre 3 : MM. Jénouvrier et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Adoption. Chapitres 4 à 30. Adoption. Chapitre 31 : MM. Perreau, Lucien Hubert et le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Adoption. Chapitres 32 à 45. Adoption. Chapitre 46 : MM. Flaissières, le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, et Henry Boucher. Adoption. Chapitres 47 à 60. Adoption. — Budget du Minis-

tère du Travail et de la Prévoyance sociale : Chapitres premier à 15. Adoption. Chapitre 15 *bis* : M. Henry Chéron. Adoption. Chapitres 16 et 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 19 à 55. Adoption. Chapitre 56 : MM. Henry Chéron et le Ministre du Travail. Adoption. Chapitres 57 à 72. Adoption. — Budget du Ministère des Colonies : Chapitre premier : MM. Henry Simon, *Ministre des Colonies*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Paul Doumer. Adoption. Chapitres 2 à 52. Adoption. — Budget du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement : Discussion générale : MM. Martinet, Noulens, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* ; Brager de La Ville-Moysan, Flaissières, Gaston Menier, Perreau, de Las Cases, Servant et Dominique Delahaye. Chapitres premier à 41. Adoption. Chapitre 42 : MM. de Saint-Quentin et le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Adoption. Chapitres 43 à 72. Adoption. Chapitre 73 : MM. Henry Chéron et le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Adoption. Chapitres 74 à 111. Adoption. — Budget du Ministère des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande : Discussion générale : M. Jénouvrier. Chapitres premier à 5. Adoption. Chapitre 6 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau et Jules Cels, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics*. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 6. Chapitres 7 à 68. Adoption. Chapitre 69 : MM. Perreau et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics. Adoption. Chapitres 70 à 105. Adoption. — Budget des Transports maritimes et de la Marine marchande : Chapitres premier à 24. Adoption. Chapitre 25 : MM. Perreau et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics. Adoption. Chapitres 26 à 45. Adoption. — Loi de finances : Article premier. Réservé. Article 2 : Amendement de M. Martinet : MM. Martinet et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption de l'article 2 (rejet de l'amendement). Articles 3 à 19. Adoption de l'article premier (précédemment réservé). Articles 20 à 25. Adoption. Article 26. — Adoption des budgets annexes de la Légion d'honneur, de l'Ecole centrale des arts et manufactures, de la Caisse nationale d'épargne, des Chemins de fer et du Port de la Réunion, des Chemins de fer de l'Etat et de la Caisse des invalides de la marine. Adoption de l'ensemble de l'article 26. Articles 27 à 36 : Adoption. Article 36 (de la Chambre des Députés. Rejet. Article 37. Adoption. Article 38 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Articles 38 à 54. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet. Observation de M. Cauvin. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 août] (A. t. I, p. 1411, 1436; J.O., p. 1245). Projet de loi, adopté par la Chambre des

Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 9 août; rapport de M. Louis Marin le 9 août ; adopté le 9 août ; déposé par M. Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 435). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 436). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. Etat A. — Ministère des Finances : Chapitres 65, 97, 99, 102, 103, 120, 141, 142, 143 et 146. Adoption. — Ministère des Affaires étrangères : Chapitres 8, 11, 24 et 29 *bis* (nouveau). Adoption. — Ministère de l'Intérieur : Chapitres 62 et 68. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique : Chapitres 4 *bis* et 23 *bis*. Adoption. — Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : Postes et télégraphes : Chapitres 24, 29, 31, 33 et 35. Adoption. — Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale : Chapitres 10 *bis* (nouveau), 22 et 29 *bis* (nouveau). Adoption. — Ministère des Colonies : Chapitre 40. Adoption. — Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement : Chapitres 20, 61 et 76. Adoption. — Ministère des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande : Chapitre 96. Adoption. — Imprimerie nationale : Chapitres 2, 4, 6, 8, 10 et 15. Adoption. — Chemins de fer de l'Etat : Chapitres premier, 3, 5, 6 et 7. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 25, 26 et 27. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi (9 août] (A. t. I, p. 1493 ; J.O., p. 1308). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, modifié de nouveau par le Sénat, adopté avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, portant fixation du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 9 août; rapport de M. Louis Marin le 9 août ; adopté le 9 août; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 443). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 444). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier. Etat A. — Ministère des Finances : Chapitre 95 *bis*. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : Chapitre 4 *bis*. Adoption du libellé de la Chambre des Députés. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [9 août] (A. t. I, p. 1498; J.O., p. 1312). Promulgation (J.O., 14 août, p. 8674).

3 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1920, déposé à la Chambre

les 13 janvier et 12 avril; rapport de M. Charles Dumont le 28 avril; adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 334). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 339). Observations : M. Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Déclaration de l'urgence. [10 juillet] (A. t. I, p. 1298; J.O., p. 1167). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*; Cosnier, Albert Lebrun et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Discussion des articles : Article premier. Réservé. Etat A. Ministère des Finances : Discussion générale : MM. de Lamarzelle, François-Marsal, *Ministre des Finances*; André Lebert, Bley, *directeur général des contributions indirectes, commissaire du Gouvernement*, et Baudouin-Bugnet, *directeur des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 56. Adoption. Chapitre 57 : MM. de Monzie, Paul Doumer, *rapporteur général*, et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 58 à 69. Adoption. Chapitre 70 : MM. Tissier, Paul Doumer, *rapporteur général*, et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 71 à 92. Adoption. Chapitre 93 : MM. Dominique Delahaye et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Chapitres 94 à 128. Adoption. Chapitre 129 : MM. Brangier, Bolley, *directeur général des douanes, commissaire du Gouvernement*; Touron et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 130 à 132. Adoption. Chapitre 133 : MM. Blaignan et Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 134. Adoption. Chapitre 135 : MM. Dominique Delahaye et Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 136 : MM. Touron et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Chapitres 137 à 149. Adoption. Chapitre 150 : MM. Tissier et Ricaud, *directeur des manufactures de l'Etat, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitre 151 : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 152 : Amendement de M. Tissier : MM. Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Tissier et Milliès-Lacroix, *président de la Commission*. Retrait de l'amendement. Adoption du chapitre 152. Chapitres 153 à 165. Adoption [21 juillet] (A. t. I, p. 1345; J.O., p. 1212). — Ministère de la Justice : Discussion générale : MM. Simonet, Pierre Berger, Maranget, Pol-Chevalier, Jénouvrier et Milliès-Lacroix, *président de la Commission*. Observations : MM. le Président, Victor Bérard, Milliès-Lacroix, *président de la Commission*, et Hervey. Suite de la discussion générale : MM. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Dominique Delahaye. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 15. Adoption. Article 16 : Amendement de MM. Dominique Delahaye et Bodinier :

M. Bodinier. Amendement de MM. Ruffier, Gourju et Duquaire : MM. Ruffier, Milliès-Lacroix, *président de la Commission*; Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Henri Michel, *rapporteur*, et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait des amendements. Adoption du chapitre 16 modifié. Articles 17 à 37. Adoption. — Services pénitentiaires. Chapitres premier à 15. Adoption. Chapitre 15 *bis*. MM. Héry et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption. Chapitres 16 à 28. Adoption.— Budget des Postes et Télégraphes : Discussion générale : MM. Gourju, Drivet, Louis Deschamps, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*; Mauger, Jénouvrier, de Landemont et Louis David. Chapitres premier à 14. Adoption. Chapitre 15 : MM. Jossot, Louis Deschamps, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*, et Louis David. Adoption. Chapitres 16 à 52. Adoption. Observations de MM. Roustan et Louis Deschamps, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes*. — Ministère du Travail : Discussion générale : MM. Philip, Jourdain, *Ministre du Travail*; Albert Peyronnet, *rapporteur*; J.L. Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*, et Paul Doumer, *rapporteur général*. Discussion der chapitres : Chapitres premier à 18. Adoption. Chapitre 19 : MM. Imbart de la Tour, Jourdain, *Ministre du Travail*, et Milliès-Lacroix, *président de la Commission*. Adoption. Chapitres 20 à 44. Adoption. Chapitre 45 : MM. J.-L. Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*; Paul Doumer, *rapporteur général*; Mauger, Jénouvrier et Albert Peyronnet, *rapporteur*. Adoption, au scrutin, du chapitre 45. Chapitres 46 à 52. Adoption. Chapitre 53 : MM. Henry Chéron, Sumien, *chef du contrôle des assurances privées, commissaire du Gouvernement*, et Simonet. Adoption. Articles 54 à 57. Adoption. Article 58 : MM. Bouveri et Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Articles 59 à 63. Adoption. — Ministère de l'Intérieur : Discussion générale : MM. Simonet, Dominique Delahaye, Peschaud, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* ; Paul Doumer, *rapporteur général*; de Lamarzelle et Gaudin de Villaine. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 17 *bis*. Adoption. Chapitre 18 : MM. Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *président de la Commission*. Adoption. Chapitre 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Laboulbène et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chapitres 21 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Gourju, Alexandre Bérard, *rapporteur* ; Bouveri, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*, et Le Barillier. Adoption. Chapitres 35 à 50. Adoption. Chapitre 51 : MM. Louis Soulié, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*, et Mauger. Adoption. Chapitres 52 à 63. Adoption. Chapitre 64 : MM. Simonet, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*, et Ermant. Adoption. Chapitres 65 à 74. Adoption. — Ministère de la Guerre :

Discussion générale : MM. de Lamarzelle, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*; Maranget, Charles Chabert, Paul Doumer, *rapporteur général*; André Lebert, le colonel Stuhl, Lucien Hubert, Henry Chéron, *rapporteur*; Debierre, Laurent Thiéry et Magny. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 29. Adoption. Chapitre 30 : MM. Rouby et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 31 à 38. Adoption. Chapitre 39 : MM. Gaudin de Villaine et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 40 à 43. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1394; J.O., p. 1251). Chapitres 44 et 45. Adoption. Chapitre 46 : MM. Mauger, Henry Chéron, *rapporteur*, et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres 47 à 51. Adoption. Chapitre 52 : MM. Jénouvrier, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*; Henry Chéron, *rapporteur*, et Fernand Merlin. Adoption. Chapitres 53 à 83. Adoption. Chapitre 84 : MM. le Comte de Saint-Quentin, Henry Chéron, *rapporteur*, et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Observations : MM. Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*; André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*; Paul Doumer, *rapporteur général*, et Dominique Delahaye. Adoption du chapitre 84. Chapitres 85 à 119. Adoption. Chapitre 120 : MM. le Comte de Kéranflec'h et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres 121 à 144. Adoption. Chapitre 145 : MM. André Lebert et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres 146 à 189. Adoption. Chapitre 190 : MM. Tissier et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitre 191. Adoption. Chapitre 192 : MM. Tissier, le général Bourgeois, Fernand David et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Adoption. Chapitres 193 à 195. Adoption. Chapitre 196 : MM. André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*, et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Chapitres 197 à 199. — Ministère de l'Agriculture : Discussion générale : MM. Chauveau, Charles Chabert, Martinet, de Rougé, Louis Pasquet, Damecour, Cadilhon, Cauvin, J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*; Gentil, Beaumont, Grosjean, Tissier et Bachelet. — Ministère des Affaires étrangères : Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Lucien Hubert, *rapporteur*; Gaudin de Villaine, Philip, d'Estournelles de Constant, Millerand, *Président du Conseil Ministre des Affaires étrangères*; Jules Delahaye, Ribot, Raphaël-Georges Lévy, de Selves, François Albert, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Héry. Adoption des chapitres premier à 45 [23 juillet] (A. t. I, p. 1449; J.O., p. 1279). — Monnaies et médailles. Adoption. — Imprimerie nationale. Adoption. — Poudres et salpêtres. Adoption. — Ministère des Travaux publics : Discussion générale : MM. Drivet, Dominique Delahaye, Gentil, Gourju, Roustan, Jénouvrier, Grosjean, Albert Peyronnet, le

lieutenant-colonel Plichon, Gaston Doumergue, Machet, Brindeau, Mauger, Peschaud, Cauvin, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Henry Chéron. Discussion des articles : Chapitres premier à 27. Adoption. Chapitre 28 : MM. Louis Serre et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 29 à 43. Adoption. Chapitre 44 : MM. Thuillier-Buridard et Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Adoption. Chapitre 45 : MM. de Rougé, Babin-Chevaye, le Comte de Landemont et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 46 à 50. Adoption. Chapitre 51 : MM. Roustan et Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Adoption. Chapitres 52 à 65. Adoption. Chapitre 66 : MM. Brager de La Ville-Moysan et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 67 à 69. Adoption. Chapitre 70 : MM. Imbart de la Tour, André Berthelot, *rapporteur*; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*; Victor Bérard, Vayssière et Louis David. Adoption. Chapitres 71 à 81. Adoption. Chapitre 82 : M. de Rougé. Adoption. Chapitres 83 à 89. Adoption. Chapitre 90 : MM. Fernand Merlin. Le Barillier, Dominique Delahaye et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 91 et 92. Adoption. Chapitre 93 : M. Gourju. Adoption. Chapitre 94 : MM. Jeanneney et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitre 95 : MM. Jeanneney, *rapporteur*, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, Simonet et Jouis. Adoption. Chapitres 96 à 98. Adoption. Chapitre 99 : M. Babin-Chevaye. Adoption. Chapitres 99 *bis* à 120 : Amendement de MM. Mauger et Cauvin. Amendement de M. Léon Perrier : MM. Cauvin, Paul Doumer, *rapporteur général*; Léon Perrier, Milan, *rapporteur*; Mauger et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitres 121 et 122. Adoption. Observations de MM. Gaudin de Villaine et Borrel, *Sous-Secrétaire d'Etat des Mines et des Forces hydrauliques*. — Chemins de fer de l'Etat : Chapitres premier à 13. Adoption. Chapitre 14 : MM. Gaudin de Villaine, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Debierre et Jénouvrier. Adoption. Chapitres 15 à 33. Adoption. — Ports, Marine marchande et Pêches : Chapitre premier : Amendement de M. Brindeau : MM. Brindeau, Rouland, *rapporteur* ; Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat des Ports, de la Marine marchande et des Pêches*, et Tissier. Retrait. Adoption du chapitre premier. Chapitres 2 à 9. Adoption. Chapitre 10 : MM. Roustan et Kerzoncuf, *directeur des Pêches maritimes, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Chapitre 11 à 13. Adoption. Chapitre 14 : MM. Brindeau et Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande*. Adoption. Chapitres 15 à 22. Adoption. Chapitre 23 : Amendement de M. Jénouvrier. Amendement de MM. Louis David, Vayssière, Buhan,

Guillaume Chastenet, Courrégelongue : MM. Jénouvrier, Rouland, *rapporteur* ; Louis David, Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande.* Adoption du chapitre 23. Chapitre 24 : MM. Roustan, Henri Michel, Kerzoncuf, *directeur du service des Pêches, commissaire du Gouvernement.* Adoption. Chapitre 25 à 35. Adoption. Chapitre 36 : MM. Maurice Sarraut et Babin, *directeur des Ports maritimes, commissaire du Gouvernement.* Adoption. Chapitres 37 et 38 : Adoption. Chapitre 39 : MM. Brindeau et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics.* Adoption. Chapitre 40 à 46. Adoption. — Caisse des invalides de la marine : Adoption des chapitres premier à 18. — Aéronautique et Transports aériens : Chapitres premier à 10. Adoption. Chapitre 11 : MM. le Général Hirschauer, *rapporteur* et René-Etienne Flandin, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique.* Adoption. Chapitre 11 *bis* à 18 : Adoption. — Caisse nationale d'épargne : Adoption des chapitres premier à 21. — Ministère de l'Instruction publique : Discussion générale : MM. Mauger, Pol-Chevalier, Vayssière, Babin-Chevaye, Simonet, Jossot, Gaston Carrère, Fernand Merlin, Jules Delahaye, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Dominique Delahaye. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique* ; Tissier, Léon Perrier et Pottevin. Adoption. Chapitre 19 : Adoption. Chapitre 20 : MM. Milan et Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique.* Adoption. Chapitres 21 à 28. Adoption. Chapitre 29 : M. Jossot. Adoption. Chapitres 30 à 40. Adoption. Chapitre 41 : MM. Guillois et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances.* Adoption. Chapitre 42 à 50. Adoption. Chapitre 51 : MM. Jénouvrier, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Coville, *directeur de l'Enseignement supérieur, commissaire du Gouvernement*, et Goy. Adoption. Chapitres 52 à 80. Adoption. Chapitre 81 : MM. Victor Bérard, Coville, *directeur de l'Enseignement supérieur, commissaire du Gouvernement.* Adoption. Chapitres 82 à 94. Adoption. Chapitre 95 : Amendement de MM. Victor Bérard et Pottevin : MM. Pottevin, André Berthelot, J.-L. Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales* ; Tissier, Coville, *directeur de l'Enseignement supérieur, commissaire du Gouvernement*, et Lafferre. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du chapitre 95 (chiffre de la Commission [24 juillet] (A. t. I, p. 1488; J. O., p. 1321). — Légion d'honneur : Chapitre premier : MM. Jénouvrier et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* Adoption. Chapitre 2 à 25. Adoption. — Ministère du Commerce : Discussion générale : MM. Cuminal, Dominique Delahaye, Maurice Sarraut et Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie.* Chapitre premier à 27. Adoption. — Chapitre 28 : MM. Cha-

lamet et M. le Ministre du Commerce. Adoption. Chapitres 29 à 39. Adoption. — Ecole centrale des arts et manufactures : Adoption des chapitres premier à 5. — Enseignement technique : Discussion générale : MM. Dron, Pottevin et Coupat, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique*. Chapitres premier à 41. Adoption. — Ravitaillement : Discussion générale : MM. Cuminal, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Léon Perrier et Cosnier. Chapitres A à L. Adoption. Observations de MM. Thoumyre, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement* ; Jénouvrier, Tissier et Machet. — Ministère de la Marine : Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur* ; de Lavrignais, Louis Martin, Guilloteaux, Alfred Brard, Eugène Reveillaud et Landry, *Ministre de la Marine*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 8 : Adoption. Chapitre 9 : MM. Louis Martin, Henri Michel, et le Ministre de la Marine. Adoption. Chapitre 10 à 38. Adoption. Chapitre 39 : MM. Guilloteaux, le Ministre de la Marine, Henri Michel. Adoption. Chapitre 40 à 54. Adoption. Chapitre 55 : MM. Cuminal et le Ministre de la Marine. Adoption. Chapitre 56 à 60. Adoption. Chapitre 61 : MM. de Lubersac et le Ministre de la Marine. Adoption. Chapitre 62 à 66 : Adoption. — Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales : Discussion générale : MM. Fernand Merlin, Albert Peyronnet et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Discussion des chapitres : Chapitres premier à 29. Adoption. Chapitre 30 : MM. Le Hars et le Ministre des Finances. Adoption. Chapitre 31. Adoption. Chapitre 32 : MM. Le Hars, Babin-Chevaye, Paul Doumer, *rapporteur général* et Vayssière. Adoption. Chapitre 33 et 34. Adoption. Chapitre 35 : Amendement de M. de Lamarzelle. Adoption. Chapitre 36 : Amendement de M. Fernand Merlin : MM. Fernand Merlin, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*. Retrait. Chapitres 37 à 39. Adoption. Chapitre 40 : Amendement de M. Fernand Merlin. Adoption de l'amendement et du chapitre 40. Chapitres 41 à 43. Adoption. Chapitre 44. Amendement de MM. Jouis et Ruffier. Amendement de MM. Pédebidou, Chauveau et Marraud. Amendement de M. Fernand Merlin. Observations de MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Pédebidou. Adoption de l'amendement et du chapitre modifié. Chapitre 44 *bis*. Adoption. Chapitre 45 : Amendement de M. Fernand Merlin. Adoption de l'amendement et du chapitre modifié. Chapitres 46 à 59. Adoption. Chapitre 59 *bis* : MM. Fernand Merlin, le Ministre des Finances et Bienvenu-Martin. Adoption. Chapitres 60 à 73. Adoption [25 juillet] (A. t. I, p. 1537 ; J.O., p. 1368). — Discussion des chapitres du Ministère de l'Agriculture : chapitre premier : amendement de MM. Le Barillier, Carrère, Royneau, Damecour, Louis Michel, Chomet et Duchein ; MM. Gaston Carrère, Paul Doumer,

rapporteur général; de Rougé, le comte de Landemont et Louis Serre. Adoption. Chapitres 2 à 6. Adoption. Chapitre 7 : M. de Rougé. Adoption. Chapitres 8 à 12. Adoption. Chapitre 13 : MM. Marcel Donon et J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Chapitres 14 à 19. Adoption. Chapitre 20 : MM. Louis Serre, Queuille, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*, et Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*. Adoption. Chapitre 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. Grosjean et le Sous-Secrétaire d'État à l'Agriculture. Adoption. Chapitres 22 *bis* et 23 : MM. Jénouvrier, Damecour et le Sous-Secrétaire d'État à l'Agriculture. Adoption. Chapitre 24 : MM. Maurice Guesnier et le Sous-Secrétaire d'État à l'Agriculture. Adoption. Chapitres 25 à 27. Adoption. Chapitre 27 *bis* : MM J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*, et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 28 : MM. Fernand David, *rapporteur*; de Rougé, de Lubersac, Raphaël-Georges Lévy, le Ministre de l'Agriculture, Paul Doumer, *rapporteur général*; Damecour, Touron et Grosjean. Adoption. Chapitre 28 *bis*. Adoption. Chapitre 29 : amendement de MM. Chomet, Louis Michel, Rolland et plusieurs de leurs collègues : MM. Chomet, Paul Doumer, *rapporteur général*; Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Schrameck, le Ministre de l'Agriculture, de Rougé et Grosjean. Adoption de l'article 29. Chapitre 29 *bis*. Adoption. Chapitre 29 *ter* : MM. Debierre, Fernand David, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Louis David et le Ministre de l'Agriculture. Rejet du chiffre de la Commission. MM. Touron, Dominique Delahaye. Debierre, Paul Doumer, *rapporteur général*; Méline, J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*, et Marcel Donon. Adoption du chapitre 29 *ter*. Chapitre 29 *quater* : MM. Louis Martin et le Ministre de l'Agriculture. Chapitres 30 à 33. Adoption. Chapitre 34 : MM. Dominique Delahaye, Louis Serre et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Chapitres 35 à 39 *bis*. Adoption. Chapitre 40 : M. Goy. Adoption. Chapitres 41 à 45. Adoption. Chapitre 46 : MM. Fernand Merlin et Grosjean. Adoption. Chapitre 47 : MM. Grosjean et Royneau. Adoption. Chapitres 48 à 69. Adoption. Chapitre 70 : MM. de Rougé, le comte de Landemont, Leneveu, de Lavrignais, Damecour et le Sous-Secrétaire d'État à l'Agriculture. Adoption. Chapitres 71 à 75. Adoption. Chapitre 76 : MM. Machet, Jean Cazelles, le Sous-Secrétaire d'État à l'Agriculture et Cadilhon. Adoption. Chapitres 77 à 88. Adoption. Chapitre 89 : M. de Rougé. Adoption. Chapitres 90 et 91. Adoption. Chapitre 92 : MM. le Sous-Secrétaire d'État, Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 93 à 95. Adoption. Chapitre 96 : MM. Cadilhon, le Sous-Secrétaire d'État à l'Agriculture, Louis Martin et Guillier. Adoption [26 juillet] (A. t. I, p. 1569; J.O., p. 1395). M. Paul Doumer dépose un rapport supplémentaire [26 juillet] (A. t. I, p. 1622;

J.O., p. 1437). — Ministère de l'Instruction publique. Suite de la discussion des chapitres : Chapitres 96 à 99. Adoption. Chapitre 100 : MM. Victor Bérard, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Chapitres 101 à 103. Adoption. Chapitre 104 : MM. Tissier, Léon Perrier, Paul Doumer, *rapporteur général* et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 105 : MM. Gaudin de Villaine, le Ministre de l'Instruction publique et Mauger. Adoption. Chapitres 106 et 107. Adoption. Chapitre 108 : amendement de M. Léon Perrier, Poirson et Le Hars : MM. Léon Perrier et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Adoption du chapitre 108. Chapitre 109 : amendement de MM. Léon Perrier, Poirson et Le Hars. Adoption du chapitre 109. Chapitre 110 : amendement de MM. Léon Perrier, Poirson et Le Hars. Adoption. Adoption du chapitre 110. Chapitres 111 à 114. Adoption. Chapitre 115 : MM. le Ministre de l'Instruction publique et Paul Doumer, *rapporteur général*. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Réservé. Adoption du chapitre 115. Chapitres 116 à 131. Adoption. Chapitre 132 : MM. Jossot, de Monzie, Victor Bérard, Dominique Delahaye, Roustan et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 133. Adoption. Chapitre 134 : MM. Tissier et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 135 et 136. Adoption. Chapitre 137 : M. Gallet. Adoption. Chapitre 138. Adoption. Chapitre 139 : MM. Fernand Merlin, Mauger et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitre 140 : MM. Bouveri et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 141 à 144. Adoption. Chapitre 145 : MM. Gaudin de Villaine et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 146 et 147. Adoption. Chapitre 148 : MM. Le Hars, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Mazière. Adoption. Chapitres 148 *bis* à 157. Adoption. Observations : MM. Lafferre et le Ministre de l'Instruction publique. — Beaux-Arts : Discussion générale : MM. Emile Humblot, René Héry, Jules Delahaye, Leredu, *Sous-Secrétaire d'Etat aux régions libérées*, et le Ministre de l'Instruction publique. Chapitres premier à 47. Adoption. Chapitre 48 : MM. Morand, Guillaume Chastenet, *rapporteur*, et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Chapitres 49 à 52. Adoption. Chapitre 52 *bis*. M. Brindeau. Adoption. Chapitres 53 à 70. Adoption. Chapitre 71 : M. Louis Martin. Adoption. Chapitres 72 à 111. Adoption. — Ministère des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre : chapitre premier : MM. Babin-Chevaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres 2 à 10 et A à H (budget extraordinaire). Adoption. — Ministère des Colonies. Discussion générale : MM. Auber, Albert Sar-

raut, *Ministre des Colonies*; Gaudin de Villaine, Cosnier, Debierre et Paul Doumer, *rapporteur général*. Chapitres premier à 15. Adoption. Chapitre 16 : amendement de MM. René Besnard, Buhan et Goy : MM. Goy, Paul Doumer, *rapporteur général*; Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*, Schrameck et le Ministre des Colonies. Rejet. Amendement de MM. Auber et Lémery : M. Auber. Retrait. Adoption du chapitre 16. Chapitre 17. Adoption. Chapitre 18 : MM. Jénouvrier et le Ministre des Colonies. Adoption. Chapitres 19 et 20. Adoption. Chapitre 21 : MM. Schrameck et le Ministre des Colonies. Adoption. Chapitres 22 à 69. Adoption. Chapitre 70 : M. le Ministre des Colonies. Adoption. Chapitres 71 à 82. Adoption. — Chemin de fer et port de la Réunion : chapitres premier à 13. Adoption. Etat D : Budget extraordinaire. — Ministère des Finances : chapitres A à AD. Adoption. — Ministère de la Justice : chapitres A à J. Adoption. — Services pénitentiaires, chapitres A à G. Adoption. — Ministère des Affaires étrangères : chapitres A à F. Adoption. Chapitres G. Réservé. Chapitres H à AB. Adoption. — Ministère de l'Intérieur : chapitres A. à M. Adoption. Chapitre N : MM. Albert Lebrun et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Chapitres O à Q. Adoption. Chapitres R : amendement de M. Roche, Milan, Chalamet et plusieurs de leurs collègues : MM. Roche, Paul Doumer, *rapporteur général*; le Ministre de l'Intérieur et Monsservin. Adoption. (modification du libellé). Chapitres S à AB. Adoption. Chapitre AC : MM. Helmer, Bompard, Eccard, le général Hirschauer, le général Bourgeois et le général Taufflieb. Adoption. Chapitres AD, AE et AF. Adoption. — Ministère de la Guerre : chapitres A à Y. Adoption. Chapitre Z. Réservé. Chapitre AA à AE. Adoption. — Ministère de la Marine : chapitres A à O. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts : chapitres A à J. Adoption. — Beaux-Arts : chapitres A à F. Adoption. — Enseignement technique : chapitre A à H. Adoption. — Ministère du Commerce et de l'Industrie : chapitres A à C. Adoption. Chapitre D : MM. Mauger et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitres F à J. Adoption. — Ministère du Travail : chapitres A à H. Adoption. — Ministère des Colonies : chapitres A à P. Adoption. — Ministère de l'Agriculture : chapitres A à S. Adoption. — Ministère des Travaux publics : chapitres A à C. Adoption. Chapitre D : amendement de MM. Mauger et Cauvin : M. Mauger. Adoption. Adoption du chapitre D. Chapitre E. à J. Adoption. Chapitre K : MM. Cosnier et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Chapitre L et chapitre N. Adoption. — Postes et Télégraphes : chapitres A à F. Adoption. — Ports, Marine marchande et Pêches : chapitres A à H. Adoption. — Aéronautique et transports aériens : chapitres A à E.

Adoption. — Ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales : chapitres A à J. Adoption. Etat L. — Dépenses recouvrables. Ministère des Finances : chapitres premier à 14. Adoption. Ministère de la Justice : chapitre 15. Adoption. Services pénitentiaires : chapitre 16. Adoption. Ministère des Affaires étrangères : chapitres 17 et 18. Adoption. Ministère de la Guerre : chapitre 19. Adoption. Ministère de la Marine : chapitre 20. Adoption. Ministère de l'Instruction publique : chapitre 21. Adoption. Chapitre 22 : MM. Mauger, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Milliès-Lacroix, *président de la Commission*. Adoption. Chapitres 23 et 24. Adoption. Beaux-Arts : chapitre 25. Adoption. Enseignement technique : chapitre 26. Adoption. Ministère des Colonies : chapitre 27. Adoption. Ministère de l'Agriculture : chapitres 28, 29, 30. Adoption. Ministère des Travaux publics : chapitres 31 à 36. Adoption. Postes et Télégraphes : chapitre 37. Adoption. Demande de renvoi de la discussion : MM. Paul Doumer, rapporteur général, Dominique Delahaye et Touron. Rejet. Ministère des régions libérées. Discussion générale : MM. Lucien Hubert, Ermant, René Gouge, Albert Lebrun, Bachelet, Charpentier, Cauvin, Ogier, *Ministre des Régions libérées*, et de Lubersac. Discussion des chapitres : chapitres 38 à 49. Adoption. Chapitre 50 : MM. Jules Delahaye et le Ministre des Régions libérées. Adoption. Chapitres 51 à 60. Adoption. Chapitre 61 : amendement de M. de Lubersac : MM. de Lubersac, le Ministre des Régions libérées, Ermant et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Adoption du chapitre 61. Chapitres 62 à 65. Adoption. Chapitre 66 : MM. Cadilhon et Dominique Delahaye. Adoption. Chapitres 67 à 81. Adoption. Chapitre 82 : MM. de Lubersac, le Ministre des Régions libérées, Ermant et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 83 à 87. Adoption. Ministère des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre : observations de MM. Goy et Maginot, *Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre*. Chapitres 88 à 116. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier de la loi de finances [27 juillet] (A. t. I, p. 1626 ; J.O., p. 1439). Loi de finances (suite) : Article 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye Paul Doumer, *rapporteur général*, et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Rejet. Adoption de l'article 3. Article 4. Adoption. Amendement de MM. Léon Perrier et Vallier (art. 5 de la Chambre des Députés) : MM. Léon Perrier, Paul Doumer, *rapporteur général*, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances et Vallier. Rejet. Article 5. Adoption. Article 6 : MM. Chalamet, Coignet, Dominique Delahaye, Hervey, Brindeau, Touron et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de la première partie du premier

alinéa. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de la fin du premier alinéa. Observations de MM. Ruffier, Touron et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'ensemble du premier alinéa. Adoption du deuxième alinéa. Amendement de M. Dominique Delahaye sur le troisième alinéa : M. Dominique Delahaye. Rejet. Adoption des troisième, quatrième et cinquième alinéas. Amendement de M. Dominique Delahaye au sixième alinéa : M. Dominique Delahaye. Amendement de MM. Jules Delahaye et Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet. Adoption du texte de la Commission au sixième alinéa et rejet de l'amendement de M. Dominique Delahaye. Observation de M. Brager de La Ville-Moysan. Adoption des septième et huitième alinéas. Sur le neuvième alinéa. Amendement de M. Dominique Delahaye. Rejet. Adoption des neuvième et dixième alinéas. Sur l'ensemble de l'article : MM. Coignet, Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes*, *commissaire du Gouvernement*, et Touron. Adoption de l'ensemble de l'article 6. Article 7 : Amendement de M. Dominique Delahaye. Retrait. Adoption de l'article 7. Article 8. Adoption. Article 9. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Debierre et Bersez. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 9. Article 10 : Amendement de M. Louis Martin : MM. Louis Martin et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption du premier alinéa et du tableau. Sur l'article : M. Bouveri. Adoption de la première partie de l'avant-dernier alinéa, rejet de la deuxième partie du même alinéa. Adoption du dernier alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 10. Article 11. Adoption. Etat D : Ministère des Affaires étrangères : Chapitres G et AA précédemment réservés : Amendement de MM. Victor Bérard, Gaston Doumergue, Joseph Reynaud et plusieurs de leurs collègues : MM. d'Estournelles de Constant, Victor Bérard, Millerand, *Président du Conseil Ministre des Affaires étrangères*, Bompard, Gaston Doumergue, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Debierre. Scrutin. Pointage. Résultat du scrutin, après pointage, sur le chapitre G du budget du Ministère des Affaires étrangères. Rejet de l'amendement par l'adoption du texte de la Commission. Chapitre AA (Entretien de l'armée du Levant). Adoption. Discussion de la loi de finances (suite). Amendement de M. Mir : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Eugène Mir. Disjonction. Article 12 : Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan, Paul Doumer, *rapporteur général*. Disjonction de l'article 12. Article 13 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Paul Doumer, *rapporteur général*; Jénouvrier et Pierre Marraud. Adoption. Articles 14 à 20. Adoption. Article 21. Adoption. Amendement (disposition

additionnelle) de M. Raphaël-Georges Lévy : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 22 : Amendement de MM. Raphaël-Georges Lévy et Noulens : MM. Raphaël-Georges Lévy et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'article 22 modifié. Article 23 : Retrait d'un amendement de M. Raphaël-Georges Lévy. Adoption de l'article 23. Article 24. Adoption. Article 25 : Amendement de MM. Raphaël-Georges Lévy et Noulens. Adoption. Adoption de l'article 25. Amendement (article additionnel) de MM. Raphaël-Georges Lévy et Noulens : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Disjonction. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Lémery, Busson-Billault et Jénouvrier : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Disjonction Article 26. Adoption. Article 27 : MM. Jeanneney, Henry Chéron et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Amendement de MM. Léon Roland, Jonnart, Boudenoot et plusieurs de leurs collègues : MM. Léon Roland et Paul Doumer, *rapporteur général*. Disjonction. Renvoi à la Commission de l'alcool industriel. Articles 28 et 29. Adoption. Article 30 : Amendement de MM. René Besnard et André Lebert : MM. André Lebert et Bled, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption. Adoption de l'article 30. Article 31. Adoption. Article 32 : MM. Henry Chéron, Bouveri, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Jossot. Adoption. Article 33 : Amendement de MM. Magny, Dausset, Paul Strauss et plusieurs de leurs collègues : MM. Mauger, Magny, Jeanneney et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article 33. Articles 34 à 39. Adoption. Article 40 : MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; Milan et Le Barillier. Proposition d'un article 40 *bis* : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Amendement de MM. Fernand Merlin, Chomet, Pédebidou et Jossot : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Fernand Merlin. Adoption de l'article 40 et d'un article 40 *bis*. Articles 41 à 48. Adoption. Articles 49, 50 et 51. Réservés. Article 52. Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 1703 ; J.O., p. 1503). Article 49. Adoption. Article 50 : Amendement de MM. Brindeau, Trystram, François-Saint-Maur et plusieurs de leurs collègues : MM. Brindeau et Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 50. Article 51. Adoption. Article 52 : Précédemment adopté. Articles 53 à 60. Adoption. Article 61 : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*. Adoption. Article 62 : MM. Cadilhon, Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Mauger, Schrameck et Paul Doumer, *rapporteur g néral*.

Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Alexandre Bérard : MM. Alexandre Bérard, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*. Adoption (sous le numéro 62 *bis*). Amendement (article additionnel) de M. Louis Pasquet : M. Louis Pasquet. Adoption. Articles 63 à 66. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Albert Lebrun : MM. Albert Lebrun et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Louis Pasquet : MM. Louis Pasquet, Paul Doumer, *rapporteur général*; Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*, et Guillier. Disjonction. Article 67. Adoption. Amendement (article additionnel) de MM. Dominique Delahaye et Jules Delahaye : MM. Dominique Delahaye, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*, et Mauger. Retrait. Observations de MM. Gallet et Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*, et Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*. Article 68 ; MM. Babin-Chevaye et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Article 69. Adoption. Amendement (article additionnel) de MM. Imbart de La Tour, Clémentel, Paul Dupuy et plusieurs de leurs collègues : MM. Imbart de La Tour, Paul Doumer, *rapporteur général*; T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*; Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*, et Louis Martin. Retrait et disjonction des articles 65 à 71 de la Chambre des Députés. Article 70. Adoption. Article 71 : MM. Louis Martin, Paul Doumer, *rapporteur général*, et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Disjonction. Article 72 : MM. Poirson, Paul Doumer, *rapporteur général*; T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*; Ranson, Debierre et Magny. Disjonction. Amendement (article additionnel) de MM. le Général Bourgeois, le Général Hirschauer, Bompart et plusieurs de leurs collègues : MM. le Général Bourgeois et Paul Doumer, *rapporteur général*. Disjonction. Articles 73 à 76. Adoption. Article 77 : Amendement de M. Henry Chéron : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption (devenant l'article 77). Article 78 à 82. Adoption. Article 83 : MM. Mazière, Ermant, Goy, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Le Hars, Larère et Léon Perrier. Adoption de l'article modifié. Articles 84 à 92. Adoption. Article 93 : Amendement de MM. de Lubersac, Mauger et Ermant : MM. de Lubersac, Paul Doumer, *rapporteur général*; Pierre-Etienne Flandin, *Sous-Sécrétaire d'Etat à l'Aéronautique*; d'Estournelles de Constant, Mauger, Ermant, André Berthelot, Milliès-Lacroix, *président de la Commission*, et le Général Hischauer. Adoption de l'amendement et de l'article modifié. Amendement (article additionnel) de MM. de Lubersac et Mauger : MM. Mauger, Paul Doumer, *rapporteur général*, et le Sous-Secrétaire

d'Etat à l'Aéronautique. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Article 94 : MM. Simonet. Milan, Paul Doumer, *rapporteur général*; Claveille, Babin-Chevaye, Maginot, *Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre*, et Brager de La Ville-Moysan. Adoption. Article 95 : MM. Chomet, le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre, le Colonel Stuhl et Hervey. Amendement de MM. de Lubersac et Ermant : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Ermant. Disjonction. Amendement de M. Penancier : MM. Eugène Penancier, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Simonet et Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*. Disjonction. Adoption de l'article 95. Article 96. Adoption. Article 96 *bis* (nouveau) : MM. Henry Chéron, Paul Doumer, *rapporteur général*; le Ministre des Pensions et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Article 96 *ter* (nouveau). Adoption. Articles 97 à 101. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Article 102. Adoption. Article 103 : MM. Jules Delahaye et le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre. Adoption. Article 104 à 108. Adoption. Amendement (article additionnel) de MM. Dominique Delahaye, Jules Delahaye, de Lamarzelle et plusieurs de leurs collègues : MM. Dominique Delahaye, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique* ; Paul Doumer, *rapporteur général*; de Lamarzelle, Brager de La Ville Moysan, Gaudin de Villaine et Jules Delahaye. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Articles 109 à 113. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Ribot et plusieurs de ses collègues : M. Ribot. Adoption. Article 114: MM. Milan et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Article 115. Adoption. Amendement (article additionnel) de MM. Monsservin et Cannac : MM. Monsservin, Paul Doumer, *rapporteur général*, et le Ministre des Travaux publics. Retrait. Article 116. Adoption. Amendement (art. 129 de la Chambre des Députés) de M. Léon Perrier et amendement de M. Claveille (nouvelle rédaction du texte de la Chambre des Députés) : MM. Léon Perrier, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Paul Doumer, *rapporteur général* ; Claveille, Jeanneney, Pierre Marraud, Dominique Delahaye, Rouby, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Peschaud. Rejet, au scrutin, de la disjonction. Adoption de l'article 129 de la Chambre des Députés. Article 117: MM. Drivet et le Ministre des Travaux publics. Adoption. Articles 118 à 143. Adoption. Article 144 : M. Gaston Carrère. Adoption. Article 145. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Mauger, Louis

Martin et Vieu. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juillet] (A. t. I, p. 1758; J.O., p. 1563). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant fixation du budget général de l'exercice 1920, déposé à la Chambre le 30 juillet; rapport de M. Charles Dumont le 30 juillet ; adopté le 31 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 447). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 452). Déclaration d'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Article premier. Etat A : Discussion des chapitres modifiés. — Ministère des Finances : Chapitres 5 *bis*, 25, 56, 57 et 126 *bis*. Adoption. — Ministère de la Justice : Chapitre 3. Adoption. — Ministère des Affaires étrangères : Chapitres premier, 2 et 30. Adoption. — Ministère de l'Intérieur : Chapitres 2, 83 *bis*, 83 *ter*, 83 *quater*. Adoption — Ministère de la Guerre : Chapitres premier, 2, 13, 26, 40, 41 *bis*, 55 et 85. Adoption. — Ministère de la Marine : Chapitre 30. Adoption. — Ministère de l'Instruction publique : Chapitre 35. Adoption. Chapitre 95 : MM. Pottevin, Berthelot, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Lafferre. Adoption. Chapitres 108, 109, 110. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitre 23 : M. le Ministre. Adoption. — Ministère du Travail : Chapitre 2. Adoption. — Ministère des Colonies : Chapitre 16. Adoption. — Ministère de l'Agriculture : Chapitre premier, 2, 28 et 29. Adoption. — Ministère des Travaux publics : Chapitre premier, 2 et 94. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitres 2, 29 et 31. Adoption. — Ports : Chapitres 2 et 23. Adoption. — Hygiène et Assistance : Chapitre premier : MM. J.-L. Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*, et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre 2 : M. le Rapporteur général. Adoption au scrutin. Chapitre 3 : MM. le Ministre, le Rapporteur général et Mauger. Adoption. Chapitre 6 : M. le Ministre. Adoption. Chapitre 14 : MM. le Ministre, Louis Dausset, le Président de la Commission, Hervey et Magny. Adoption. Chapitre 36 et 58 *bis*. Adoption. — Budget extraordinaire : Commerce : Chapitres A et B. Adoption. — Travaux publics : Chapitre A *bis* et K. Adoption. — Ports : Chapitre E *bis*. Adoption. — Budget des dépenses recouvrables : Instruction publique : Chapitre 22 : Adoption. Régions libérées : Chapitres 38, 40, 42, 43, 53 *bis*, 55, 65, 72, 79, 80, 81 et 84. Adoption. — Pensions : Chapitres 88, 89. Adoption. — Loi de finances : Article premier réservé. Article 3 *bis*. Adoption. Article 4 *bis* : M. Dominique Delahaye. Adoption. Article 7 *bis*, 9, 9 *bis*, 11 *bis*, 26 *bis*, 30, 40 *bis*, 41, 55, 62 *bis*. Adoption. Article 65 *bis* (nouveau) : MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; Guillaume Chastenet, Hervey, François-Marsal, *Ministre des Finances*, Ribot, Coignet, Milliès-Lacroix,

Président de la Commission des finances ; Raphaël-Georges Lévy et Albert Peyronnet. Adoption. Articles 67, 68 *ter*, 68 *quater*, 68 *quinquiès*, 68 *sexiès*, 68 *septiès*, 68 *octiès*, 69 et 71. Adoption. Article 72 : MM. Gaudin de Villaine, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Poirson et Debierre. Adoption. Amendement de MM. Poirson et Debierre : MM. Poirson et Magny. Adoption. Article 86 *bis*, 93 *bis*, 95 *bis*, 97 *bis*, 113 *bis* et 123. Adoption. Article premier, précédemment réservé : MM. Albert Peyronnet, Jouasset, *commissaire du Gouvernement*, et Henry Chéron. Adoption. Articles 52, 53 et 54. Adoption. Sur l'ensemble : M. Louis Martin. Adoption, au scrutin, du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1912 ; J.O., p. 1676). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, portant fixation du budget de l'exercice 1920, déposé à la Chambre le 31 juillet ; rapport de M. Charles Dumont le 31 juillet ; adopté le 31 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 450). Renvoi à la Commission des finances ; M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 460). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion des chapitres modifiés. Etat A : Finances : Chapitres 57 et 126 *bis*. Adoption. — Justice : Chapitre 3. Adoption. — Affaires étrangères : Chapitre 2. Adoption. — Intérieur : Chapitre 2. Adoption. — Guerre : Chapitre 2 et 41 *bis*. Adoption. — Instruction publique : Chapitres 151 *bis* et 151 *ter*. Adoption. — Beaux-Arts : Chapitres 23 et 106 *ter* (nouveau). Adoption. — Travail : Chapitre 2. Adoption. — Agriculture : Chapitres premier et 2. Adoption. — Travaux publics : Chapitre 2. Adoption. — Postes et Télégraphes : Chapitres 2, 29 et 31. Adoption. — Ports : Chapitre 2. Adoption. — Hygiène : Chapitres 2, 3 et 6. Adoption. — Budget extraordinaire : Ravitaillement : Chapitre B. Adoption. — Loi de finances : Article premier, 4 *bis*, 52, 51, 72 et 95 *bis*. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1944 ; J.O., p. 1701). Promulgation (J.O., 1er août, p. 10934).

II — RÈGLEMENTS DÉFINITIFS DES BUDGETS

I — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de l'exercice 1912, déposé à la Chambre les 29 décembre 1913 et 24 juin 1914 ; rapport de M. Brousse le 18 janvier 1918 ; adopté le 31 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative au règlement définitif des budgets de 1907, 1908 et 1909, nommée le 27 novembre 1913 [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. n° 410).

2 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant règlement définitif du budget de 1907. (Voir Table 1912-1914, p. 341). M. Richard dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 267 ; J.O., p. 1982 ; I. n° 578).

3 — 1920. Projets de loi, adoptés par la Chambre des Députés, portant règlement définitif des budgets des exercices 1907, 1908 et 1909 (Ministère de l'Agriculture) (Voir Table 1912-1914, p. 342). M. Dominique Delahaye dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 267 ; J.O., p. 1982 ; I. n° 579).

BUDGET DE L'ALGÉRIE. — Voir Algérie, § II, 3, 4, 5, 7, 8, 9.

BUDGET DU SÉNAT. — Voir Résolution (Propositions de): année 1918, 3 : année 1919, 4 ; année 1920, 15 et 23. Voir aussi Crédits supplémentaires, § II, 33.

BULLETINS DE VOTE ET CIRCULAIRES ÉLECTORALES. — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'impression et la distribution de bulletins de vote et circulaires électorales, déposée à la Chambre le 27 juin ; rapport de M. Dessoye le 30 juin ; adoptée le 8 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 15 mai 1919, relative aux lois organiques concernant l'élection des Députés [8 octobre] (A. t. I, p. 1793 ; J.O., p. 1576 ; I. n° 579). M. Henry Chéron dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 1867 ; J.O., p. 1641 ; I. n° 606). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Flaissières, Henry Chéron, *rapporteur*, Paul Strauss, Larère, Bepmale, Alexandre Bérard et Hervey. Discussion des articles : Article premier : MM. Boudenoot, Henry Chéron, *rapporteur*, et Flaissières. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Bepmale : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Renvoi à la Commission. Article 2. Adoption. Article 3 : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait. Article 3 (ancien 4) : MM. Guillier, Jénouvrier et Henry Chéron, *rapporteur*. Amendement de M. Jénouvrier. Renvoi à la Commission de l'amendement et de l'article. Observations de M. Henry Chéron, *rapporteur*. Articles premier et 2, précédemment adoptés. Rejet de l'amendement de M. Bepmale, précédemment renvoyé à la Commission. Article 3. Disjonction. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [15 octobre] (A. t. I, p. 1887 ; J.O., p. 1659, 1675). — Proposition de loi, précédemment adoptée par le Sénat et adoptée avec modifications par la Chambre des Députés,

concernant l'envoi et la distribution des bulletins de vote et circulaires électorales, déposée à la Chambre le 17 octobre ; rapport de M. Dessoye le 17 octobre ; adoptée le 17 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, précédemment saisie, relative aux lois organiques sur l'élection des Députés [17 octobre] (A. t. I, p. 1947 ; J.O., p. 1711; I. n° 641). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 673). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix et Henry Chéron, *rapporteur*. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Milliès-Lacroix, Henry Chéron, *rapporteur*; Paul Doumer, Guillier et Dominique Delahaye. Adoption. Article 3. Adoption. Article 4 : M. Guillier. Adoption. Articles 5 et 6. Adoption. Article 7. MM. Guillier et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. [17 octobre] (A. t. I, p. 1982; J.O., p. 1739). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11623).

BUREAU DU SÉNAT. — **1918**. Installation du bureau provisoire. Scrutins pour la nomination du Président, de quatre Vice-Présidents, de huit Secrétaires, de trois Questeurs. Proclamation du scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Antonin Dubost, élu. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents : MM. Boivin-Champeaux, Régismanset, Chautemps, Saint-Germain, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de huit Secrétaires : MM. Chastenet, dè La Batut, Amic, Loubet, Larère, Lucien Hubert, Quesnel, Simonet, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de trois Questeurs : MM. Ranson, Théodore Girard, Bonnefoy-Sibour, élus. Proclamation de la constitution du bureau définitif du Sénat pour l'année 1918 [8 janvier] (A. t. I, p. 1 ; J. O., p. 1). || **1919**. Installation du bureau provisoire. Scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents. Scrutin pour la nomination de huit Secrétaires. Scrutin pour la nomination de trois Questeurs. Résultat du scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Antonin Dubost, élu. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents : MM. Boudenoot, Boivin-Champeaux, Régismanset et Alexandre Bérard, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de huit Secrétaires : MM. Loubet, Lucien Hubert, Simonet, Maurice Colin, Reynald, Maurice Ordinaire, Larère et Lemarié, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de trois Questeurs : MM. Ranson, Poirson et Vieu, élus. Proclamation de la constitution du bureau définitif du Sénat [14 janvier] (A. t. I, p. 3 ; J.O., p. 2). || **1920**. Installation du bureau provisoire [13 janvier] (A. t. I, p. 1 ; J.O., p. 1).

Scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents. Scrutin pour la nomination de huit Secrétaires. Résultat du scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Résultat nul, faute de majorité absolue. 2e tour de scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre Vice-Présidents : MM. Boudenoot, Boivin-Champeaux, Régismanset et Alexandre Bérard, élus. Résultat du scrutin pour la nomination de huit Secrétaires : MM. Maurice Colin, Ordinaire, Reynald, Lemarié, Larère, Lucien Hubert, Loubet et Simonet, élus. Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Résultat nul, faute de majorité absolue. 3e tour de scrutin pour la nomination du Président du Sénat. Scrutin pour la nomination de trois Questeurs. Résultat du scrutin pour la nomination de trois Questeurs : MM. Poirson, Ranson et Vieu, élus. Résultat du scrutin pour la nomination du Président du Sénat : M. Léon Bourgeois, élu. Proclamation de la constitution du bureau définitif du Sénat pour 1920. Installation du bureau définitif. Allocution de M. Léon Bourgeois, Président. Demande d'affichage. Adoption [14 janvier] (A. t. I, p. 27; J.O., p. 25).

BUREAUX

ANNÉE 1918

8 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 3; J.O., p. 2; F. 2). Organisation des bureaux (J.O., p. 621; F. 4).

8 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I. p. 86; J.O., p. 77; F. 10). Organisation des bureaux (J.O., p. 1607; F. 11).

Le 6e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de l'armée, M. Eugène Lintilhac, en remplacement de M. Denoix. — Le 9e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission, M. Paul Doumer, en remplacement de M. Poirson [23 février] (J.O., p. 1841; F. 12).

14 mars. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 177; J.O., p. 160; F. 15). Organisation des bureaux (J.O., p. 2410; F. 16).

Le 8e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de l'armée M. Chastenet, en remplacement de M. Astier [20 mars] (J.O., p. 2549; F. 17).

Le 3e bureau (de novembre 1912), a nommé membre de la Commission relative à l'apprentissage M. Charles Deloncle, en remplacement de M. Astier. — Le 4e bureau (de novembre 1912), a nommé membre de la

même Commission, M. Beauvisage en remplacement de M. Peyrot [23 mars] (J.O., p. 2635; F. 18).

Prorogation des pouvoirs des bureaux [11 avril] (A. t. I, p. 364; J.O., p. 325).

Le 2e bureau (de novembre 1913), a nommé membre de la Commission des finances M. Servant, en remplacement de M. Astier [11 avril] (J.O., p. 3159; F. 24).

7 mai. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 390; J.O., p. 350; F. 27).

Le 2e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la Commission relative au régime des jeux, M. Simonet, en remplacement de M. Basire. — Le 4e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la même Commission M. Chauveau, en remplacement de M. de Langenhagen. — Le 5e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la même Commission M. Reynald, en remplacement de M. Cachet. — Le 6e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la même Commission M. Pérès, en remplacement de M. Maquennehen. — Le 7e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la même Commission M. Loubet, en remplacement de M. Aimond. — Le 9e bureau (de juin 1913) a nommé membre de la même Commission MM. d'Aunay et Rouby en remplacement de MM. Léon Labbé et Audiffred [7 mai] (J.O., p. 4022; F. 27).

Organisation des bureaux (J.O., p. 4214; F. 28).

Le 2e bureau (de février 1901) a nommé membre de la Commission relative aux accidents du travail M. Bienvenu-Martin, en remplacement de M. Sébline. — Le 7e bureau (de février 1901) a nommé membre de la même Commission M. Courrégelongue, en remplacement de M. Astier. — Le 8e bureau (de février 1901) a nommé membre de la même Commission M. Milliard, en remplacement de M. Le Breton. — Le 9e bureau (de février 1901) a nommé membre de la même Commission M. Barbier, en remplacement de M. Poirrier [1er juin] (J.O., p. 4751; F. 30).

11 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 474; J.O., p. 427; F. 32). Organisation des bureaux (J.O., p. 5161; F. 33).

Le 7e bureau (de mai 1918) a nommé membre de la Commission relative aux cartes d'identité des voyageurs de commerce, M. André Lebert, et membre de la Commission relative à l'audition dans les procédures civiles des témoins mobilisés, M. Bepmale [14 juin] (J.O., p. 5161; F. 33).

Le 5e bureau (de mai 1918) a nommé membre de la Commission relative à la carte d'identité des voyageurs de commerce M. Herriot, et membre de la Commission relative à l'audition dans les procédures civiles des témoins mobilisés, M. Aubry [15 juin] J.O., p. 5198; F. 34).

Prorogation des pouvoirs des bureaux [9 juillet] (A. t. I, p. 623; J.O., p. 557).

Le 1er bureau (de juin 1909) a nommé membre de la Commission relative à la suppression des conseils de guerre M. André Lebert, en remplacement de M. Cabart-Danneville. — Le 3e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Deloncle, en remplacement de M. Félix Crépin. — Le 3e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de l'armée M. d'Elva, en remplacement de M. Decker-David. — Le 8e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission M. Mougeot, en remplacement de M. Bonnefoy-Sibour [30 juillet] (J.O., p. 6638; F. 42).

17 septembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 670; J.O., p. 605; F. 44). Organisation des bureaux (J.O., p. 8227; F. 45).

22 octobre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 787; J.O., p. 714; F. 50). Organisation des bureaux (J.O., p. 9288; F. 51).

Le 1er bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la Commission relative aux articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912, concernant les retraites ouvrières et paysannes M. de Las Cases, en remplacement de M. Théodore Girard. — Le 4e bureau (de janvier 1912) a nommé membre de la même Commission M. Albert Peyronnet, en remplacement de M. Poirrier [8 novembre] (J.O., p. 9630; F. 52).

22 novembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 866; J.O., p. 789; F. 57). Organisation des bureaux [28 novembre] J.O., p. 10325; F. 58).

Le 8e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la codification des lois ouvrières M. Couyba, en remplacement de M. Théodore Girard [20 décembre] (J.O.), p. 10923; F. 61).

Le 6e bureau (de novembre 1918), a nommé membre de la Commission relative à l'érection d'un buste à M. Clemenceau et au maréchal Foch, M. Cauvin [21 décembre] (J.O., p. 10982; F. 62).

Prorogation des pouvoirs des bureaux [27 décembre] (A. t. I, p. 973; J.O., p. 882).

Le 4e bureau (de novembre 1913) a nommé membres de la Commission des finances : MM. Paul Doumer et Steeg, en remplacement de MM. Murat et Etienne Flandin. — Le 8e bureau (de novembre 1913) a nommé membre de la même Commission M. Jean Morel, en remplacement de M. Chautemps [1er janvier 1919] (J.O., p. 54).

ANNÉE 1919

14 janvier. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 2; J.O., p. 2; F. 2). Organisation des bureaux (J.O., p. 958; F. 4).

Le 7e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à la protection et à l'assistance des mères et des nourrissons, M. Sabaterie, en remplacement de M. Huguet. — Le 8e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la même Commission, M. Guilloteaux, en remplacement de M. Peyrot. — Le 9e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la même Commission, M. Gustave Chapuis, en remplacement de M. Mascle. — Le 4e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'abrogation de la loi du 12 janvier 1875 sur l'enseignement supérieur, M. Lemarié, en remplacement de M. Astier. — Le 7e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission, M. Paul Le Roux en remplacement de M. Sébline [12 février] (J.O., p. 1647 ; F. 9).

Le 2e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des Affaires étrangères, M. Milliès-Lacroix, en remplacement de M. Murat. — Le 4e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission, M. Gavini, en remplacement de M. Fagot. — Le 6e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission. M. Lintilhac, en remplacement de M. Chautemps. — Le 8e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission. M. le Comte d'Alsace, en remplacement de M. d'Aunay. — Le 4e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission de la Marine, M. Ordinaire, en remplacement de M. Gabart-Danneville. — Le 6e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission, M. Sauvan, en remplacement de M. Chautemps. — Le 8e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la même Commission, M. Henri Michel, en remplacement de M. d'Aunay [14 février] (J.O., p. 1724 ; F. 10).

Le 3e bureau (du 22 octobre 1918) a nommé M. Cazeneuve, membre de la Commission concernant l'Alsace et la Lorraine, en remplacement de M. Fagot [15 février] (J.O., p. 1760 ; F. 11).

14 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 141 ; J.O., p. 129 ; F. 11). Organisation des bureaux (J.O., p. 1862 ; F. 12).

Le 9e bureau (1915) a nommé membre de la Commission de l'armée M. Hervey, en remplacement de M. Etienne Flandin [21 février] (J.O., p. 1949 ; F. 13).

Le 1er bureau (1913) a nommé membre de la Commission relative au régime des jeux M. Magny, en remplacement de M. Murat. — Le 9e bureau (1913) a nommé membre de la Commission relative au régime des jeux M. Achille Maureau, en remplacement de M. d'Aunay [26 février] (J.O., p. 2207 ; F. 14).

Le 1er bureau (de mars 1901) a nommé membre de la Commission relative aux conseils de prud'hommes M. Servant, en remplacement de

M. Magnien. — Le 4e bureau (de mars 1901) a nommé membre de la même Commission M. Henri Michel, en remplacement de M. Beaupin [28 février] (J.O., p. 2286 ; F. 15).

Le 7e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la protection de la santé publique, M. Petitjean, en remplacement de M. Peyrot. — Le 9e bureau (de mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la protection de la santé publique M. Pédebidou, en remplacement de M. Baudet [14 mars] (J.O., p. 2717 ; F. 19).

18 mars. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 305 ; J.O., p. 275 ; F. 20). Organisation des bureaux (J.O., p. 2920 ; F. 21).

Le 8e bureau (de janvier 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'outillage national (voies navigables), M. Rouland, en remplacement de M. d'Aunay [21 mars] (J.O., p. 2920 ; F. 21).

Prorogation des pouvoirs des bureaux [18 avril] (A. t. I, p. 749 ; J.O., p. 656).

13 mai. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 826 ; J.O., p. 722 ; F. 43). Organisation des bureaux [17 mai] (J.O., p. 5077 ; F. 44).

13 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1028 ; J.O., p. 907 ; F. 54). Organisation des bureaux [18 juin] (J.O., p. 6319 ; F. 55).

Le 9e bureau (de janvier 1915) a nommé membre de la Commission des Affaires étrangères M. Paul Doumer, en remplacement de M. Etienne Flandin [12 juillet] J.O., p. 7200 ; F. 67).

Le 3e bureau (de janvier 1915) a nommé M. le Général Audren de Kerdrel membre de la Commission des Chemins de fer, en remplacement de M. Ponteille. — Le 5e bureau (de janvier 1915) a nommé M. Castillard membre de la même Commission, en remplacement de M. Barbier. — Le 9e bureau (de janvier 1915) a nommé M. Poirson membre de la même Commission en remplacement de M. Hervey. [17 juillet] (J.O., p. 7395 ; F. 69).

16 juillet. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1286 ; J.O., p. 1134 ; F. 69). Organisation des bureaux [23 juillet] (J.O., p. 7629 ; F. 70).

Le 1er bureau (du 18 juin 1909) a nommé membre de la Commission relative à la suppression des conseils de guerre M. Saint-Germain, en remplacement de M. Léon Barbier. — Le 2e bureau (du 18 juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Albert Peyronnet, en remplacement de M. Gouzy [25 juillet] (J.O., p. 7691 ; F. 71).

Le 9e bureau (de février 1901) a nommé M. Grosjean membre de la Commission relative aux accidents du travail, en remplacement de M. Barbier [31 juillet] (J.O., p. 9967 . F. 73).

4 septembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 510 ; J.O.,

p. 1322 ; F. 79). Organisation des bureaux [s septembre] (J.O., p. 9604 ; F. 30).

7 octobre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1742 ; J.O., p. 1533 ; F. 91). Organisation des bureaux [9 octobre] (J.O., p. 11154 ; F. 92).

8 décembre. — Tirage au sort des bureaux (A.jt. II, p. 2 ;J.O., p. 103). Organisation des bureaux [19 décembre] (J.O., p. 14774 ; F. 104).

ANNÉE 1920

13 janvier. — Tirage au sort des bureaux [A. t. I, p. 29 ; J.O., p. 1 ; F. 4). Organisation des bureaux (J.O., p. 1209 ; J.O., F. 6).

Le 1er bureau (du 14 janvier 1902) a nommé membres de la Commission de l'outillage national (voies navigables et ports) MM. Claveille et Fernand Rabier. — Le 3e bureau (1912) a nommé membre de la même Commission M. Brindeau. — Le 5e bureau (1902) a nommé membres de la même Commission MM. Lemarié et Henri Roy. — Le 7e bureau (1902) a nommé membre de la même Commission M. Schrameck. — Le 8e bureau (1902) a nommé membre de la même Commission M. Chastenet. — Le 9e bureau (1902) a nommé membre de la même Commission MM. Gustave Denis et Landrodie [4 février] (J.O., p. 1849 ; F. 8).

Le 7e bureau (de septembre 1919) a nommé membre de la Commission relative au monopole de l'alcool industriel M. Roland, en remplacement de M. Cazeneuve [5 février] (J.O., p. 1964 ; F. 8).

Le 3e bureau (du 7 octobre 1919) a nommé membre de la Commission chargée de l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et des irrigations et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes, M. Pasquet, en remplacement de M. Maurice Faure. — Le 5e bureau (d'octobre 1919) a nommé membre de la même Commission, MM. Charles Chabert et Ruffier, en remplacement MM. Monis et Herriot. — Le 6e bureau (d'octobre 1919) a nommé membre de la même Commission M. Dausset, en remplacement de M. Steeg. — Le 8e bureau (d'octobre 1919) a nommé membre de la même Commission M. Eugène Chanal, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 9e bureau (d'octobre 1919) a nommé membre de la même Commission M. Berthelot en remplacement de M. Beauvisage [7 février] J.O., p. 1990 ; F. 10).

Le 4e bureau (du 18 mai 1916) a nommé membres de la Commission des baux à loyer MM. Morand et Flaissières, en remplacement de

MM. Théodore Girard et Poirrier. — Le 5e bureau (du 18 mai 1916) a nommé membre de la même Commission M. Penancier, en remplacement de M. Lhopiteau. — Le 6e bureau (du 18 mai 1916) a nommé membre de la même Commission M. de Lubersac, en remplacement de M. Capéran. — Le 7e bureau (du 18 mai 1916) a nommé membre de la même Commission M. Duquaire, en remplacement de M. Petitjean. — Le 8e bureau (du 18 mai 1916) a nommé membre de la même Commission M. Fernand Rabier, en remplacement de M. Murat. — Le 9e bureau (18 mai 1916) a nommé membre de la même Commission M. Maurice Ordinaire, en remplacement de M. Steeg [11 février] J.O., 2212 ; F. 11).

13 février. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 101 ; J.O., p. 93 ; F. 13). Organisation des bureaux (J.O., p. 2548 ; F. 14).

Le 1er bureau (du 4 novembre 1913) a nommé membre de la Commission relative au règlement définitif des budgets, M. Raphaël-Georges Lévy, en remplacement de M. Mascle. — Le 3e bureau (du 4 novembre 1913) a nommé membre de la même Commission, M. Pasquet, en remplacement de M. Bidault. — Le 5e bureau (du 4 novembre 1913) a nommé membre de la même Commission. M. Andrieu, en remplacement de M. Genet. — Le 6e bureau (du 4 novembre 1913) a nommé membre de la même Commission, M. Duplantier, en remplacement de M. Surreaux. — Le 7e bureau (du 4 novembre 1913) a nommé membre de la même Commission, M. Marraud, en remplacement de M. Fabien-Cesbron. — Le 8e bureau (du 4 novembre 1913) a nommé membre de la même Commission, M. Jean Morel, en remplacement de M. Nègre. — Le 9e bureau (du 4 novembre 1913) a nommé membre de la même Commission, M. Mauger, en remplacement de M. Henry Boucher [19 février] (J.O., p. 2815 ; F. 15).

Le 1er bureau (de mars 1910) a nommé membre de la Commission relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, M. Coignet, en remplacement de M. Vermorel. — Le 2e bureau (de mars 1919) a nommé membre de la même Commission M. Penancier, en remplacement de M. Baudet. — Le 3e bureau (de mars 1910) a nommé membre de la même Commission M. Magny, en remplacement de M. Reymonenq. — Le 7e bureau (mars 1910) a nommé membre de la même Commission M. Chanal, en remplacement de M. Eugène Guérin. — Le 8e bureau (de mars 1910) a nommé membre de la même Commission M. Grosjean, en remplacement de M. Surreaux [20 février] (J.O., p. 2872 ; F. 16).

Le 3e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la Commission relative à l'enseignement supérieur M. Guillaume Poulle, en remplacement de M. Couyba. — Le 4e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Cuminal, en remplacement de

M. Petitjean. — Le 5e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Noël, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 6e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Richard, en remplacement de M. Lourties. — Le 7e bureau (de novembre 1902) a nommé membre de la même Commission M. Albert (François), en remplacement de M. Herriot. — Le 8e bureau (de novembre 1902) a nommé membres de la même Commission MM. Joseph Reynaud et Roustan, en remplacement de MM. Chaumié et Maurice Faure. — Le 7e bureau (de janvier 1920) a nommé membre de la Commission de la marine M. Fortin, en remplacement de M. Charles Deloncle, démissionnaire [28 février] (J.O., p. 3276 ; F. 17).

Le 1er bureau (du 28 décembre 1915) a nommé membre de la Commission relative aux marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre M. Le Hars, en remplacement de M. Capéran. — Le 2e bureau (du 28 décembre 1915) a nommé membre de la même Commission M. Louis Soulié, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 4e bureau (du 28 décembre 1915) a nommé membre de la même Commission M. Vayssière, en remplacement de M. Genet. — Le 6e bureau (du 28 décembre 1915) a nommé membres de la même Commission MM. Philip et Morand, en remplacement de MM. E. Guérin et Galup. — Le 9e bureau (du 28 décembre 1915) a nommé membres de la même Commission MM. Duplantier et Mollard, en remplacement de MM. Gentilliez et Servan [3 mars] (J.O., p. 3492 ; F. 18).

Le 4e bureau (du 5 novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative à l'apprentissage M. Claveille, en remplacement de M. Beauvisage. — Le 5e bureau (du 5 novembre 1912) a nommé membre de la même Commission M. Clémentel, en remplacement de M. Murat. — Le 7e bureau (du 5 novembre 1912) a nommé membre de la même Commission M. Albert Lebrun, en remplacement de M. Henry Boucher. — Le 8e bureau (du 5 novembre 1912) a nommé membre de la même Commission M. Jean Morel, en remplacement de M. Herriot (J.O., p. 3928 ; F. 19).

Le 3e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative aux habitations à bon marché M. Charles Deloncle) en remplacement de M. Lourties. — Le 8e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la même Commission M. Farjon, en remplacement de M. Viseur. — Le 9e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la même Commission M. Chalamet, en remplacement de M. Dupont. — Le 2e bureau (du 15 janvier 1919) a nommé membre de la Commission relative à l'organisation judiciaire M. Duplantier, en remplacement de M Goirand. — Le 4e bureau (du 15 janvier 1919) a nommé membre de

la même Commission M. Gabrielli, en remplacement de M. Vallé. — Le 5e bureau (du 15 janvier 1919) a nommé membre de la même Commission M. Babin-Chevaye, en remplacement de M. Saint-Germain. — Le 6e bureau (du 15 janvier 1919) a nommé membre de la même Commission M. Cruppi, en remplacement de M. Gavini [13 mars] (J.O., p. 4168; F. 20).

18 mars. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 305; J.O., p. 273; F. 21).

Le 6e bureau (du 23 mai 1905) a nommé membre de la Commission relative à la protection de la santé publique M. Sabaterie, en remplacement de M. Genoux. — Le 7e bureau (du 23 mai 1905) a nommé membre de la même Commission M. Claveille, en remplacement de M. Petitjean. — Le 4e bureau (du 18 mars 1919) a nommé membre de la Commission relative aux décorations de la Légion d'honneur à decerner pour les expositions de Lyon, San Francisco et Casablanca, M. Charles Deloncle, en remplacement de M. le Général Audren de Kerdrel. — Le 5e bureau (du 18 mars 1919) a nommé membre de la même Commission M. Buhan, en remplacement de M. Dupont [19 mars] (J.O., p. 4515; F. 21). Organisation des bureaux.

Le 3e bureau (de janvier 1919) a nommé membre de la Commission relative à l'organisation judiciaire M. Morand, en remplacement de M. Monis [20 mars] (J.O., p. 4535, F. 22).

Le 4e bureau (du 11 février 1901) a nommé membre de la Commission relative aux accidents du travail M. Andrieu, en remplacement de M. Henry Boucher. — Le 6e bureau (du 11 février 1901) a nommé membre de la même Commission M. Duquaire, en remplacement de M. Petitjean. — Le 6e bureau (du 16 juillet 1919) a nommé membre de la Commission relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique M. Dausset, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 9e bureau (du 16 juillet 1919) a nommé membre de la même Commission M. Fernand Rabier, en remplacement de M. Steeg [27 mars] (J.O., p. 4909; F. 27).

Le 1er bureau (du 9 mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à la protection et à l'assistance des mères et des nourrissons M. Charles Chabert, en remplacement de M. Steeg. — Le 3e bureau (du 9 mars 1900) a nommé membre de la même Commission M. Gallet, en remplacement de M. Farny. — Le 4e bureau (du 9 mars 1900) a nommé membre de la même Commission M. Dron, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 9e bureau (du 9 mars 1900) a nommé membre de la même Commission M. Landrodie, en remplacement de M. Chapuis [1er avril] (J.O., p. 5210; F. 29).

Le 1er bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la Commission relative aux articles 113 et 114 du Code d'instruction criminelle.

M. Busson-Billault, en remplacement de M. Charles Riou. — Le 4e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Henry Chéron, en remplacement de M. Sarrien. — Le 6e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Guillaume Poulle, en remplacement de M. Steeg. — Le 7e bureau (d'octobre 1904) a nommé membre de la même Commission M. Boivin-Champeaux, en remplacement de M. Bonnefoy-Sibour [23 avril] (J.O., p. 6309 ; F. 32).

Le 1er bureau (de juin 1910) a nommé membre de la Commisssion relative à l'organisation départementale et communale M. Andrieu, en remplacement de M. Lhopiteau. — Le 3e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Ermant, en remplacement de M. Couyba. — Le 4e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même commission M. Masclanis, en remplacement de M. Lourties. — Le 5e bureau (de juin 1910) a nomme membre de la même Commission M. Henri Roy, en remplacement de M. Maureau. — Le 6e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Joseph Reynaud, en remplacement de M. Barbier. — Le 8e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Savary, en remplacement de M. Servant. — Le 9e bureau (de juin 1910) a nommé membre de la même Commission M. Humblot, en remplacement de M. Baudet [28 avril] (J.O., p. 6465 ; F. 33).

18 mai. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 619 ; J.O., p. 561).

Le 2e bureau (de juin 1910) a nommé membres de la Commission relative à l'organisation départementale et communale MM. Cazelles et Philip, en remplacement de MM. Pauliac et Sancet [19 mai] (J.O., p. 7505; F. 36). Organisation des bureaux [21 mai] (J.O., p. 7590 ; F. 37).

Le 7e bureau (de février 1918) a nommé membre de la Commission relative aux pensions militaires M. Quilliard, en remplacement de M. Steeg. — Le 8e bureau (de février 1918) a nommé membres de la même Commission MM. Perreau et Mauger, en remplacement de MM. Cazeneuve et Gaimp. — Le 9e bureau (de juin 1918) a nommé membre de la Commission relative au régime de l'adoption M. Loubet, en remplacement de M. Aubry [22 mai] (J.O, p. 7625 ; F. 38).

Le 1er bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900, M. Porteu, en remplacement de M. Bourgeois. — Le 2e bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900 M. Gourju, en remplacement de M. Saint-Germain. — Le 3e bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900 M. Guillaume Poulle, en remplacement de M. Lefévre. — Le 5e bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900 M. Cordelet, en rem-

placement de M. Piettre. — Le 6e bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900 M. Limouzain-Laplanche, en remplacement de M. Villard. — Le 7e bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900 M. Duplantier, en remplacement de M. Thuillier. — Le 8e bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900 M. Pérès, en remplacement de M. Jules Labiche. — Le 9e bureau (de novembre 1900) a nommé membre de la 5e Commission d'intérêt local 1900 M. Roustan, en remplacement de M. Peytral [26 mai] (J.O., p. 7764; F. 41).

Le 1er bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. le Marquis de Pomereu. — Le 2e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Richard. — Le 3e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Mauger. — Le 4e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Fernand Merlin. — Le 5e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Ranson. — Le 6e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Masclanis. — Le 7e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Dudouyt. — Le 8e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Guillois. — Le 9e bureau (de mars 1900) a nommé membre de la Commission relative à l'assistance et à la protection des mères et des nourrissons M. Henry Chéron [29 mai] (J.O., p. 7854; F. 44).

Le 2e bureau (du 8 février 1907) a nommé membre de la Commission relative au régime des aliénés M. Magny en remplacement de M. Genoux. — Le 4e bureau (du 8 février 1907) a nommé membre de la Commission relative au régime des aliénés M. Albert Peyronnet, en remplacement de M. Lozé. — Le 7e bureau (du 8 février 1907) a nommé membre de la Commission relative au régime des aliénés M. J. Loubet, en remplacement de M. Emile Rey. — Le 8e bureau (du 8 février 1907) a nommé membre de la Commission relative au régime des aliénés M. Chomet, en remplacement de M. Beaupin [1er juin] (J.O., p. 7961; F. 46).

Le 1er bureau (de juin 1909) a nommé membre de la Commission

relative à la suppression des conseils de guerre M. Paul Fleury, en remplacement de M. Saint-Germain. — Le 6e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Penancier, en remplacement de M. le Vice-Amiral de la Jaille. — Le 7e bureau (de juin 1909) a nommé membre de la même Commission M. Gauvin, en remplacement de M. Goirand [2 juin] (J.O., p. 8001 ; F. 47).

18 juin. — Tirage au sort des bureaux (A. t. I, p. 1067 ; J.O., p. 958 ; F. 52). Organisation des bureaux [23 juin] (J.O., p. 8905 ; F. 53).

Le 2e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la Commission relative aux pupilles de la Nation M. de Las Cases, en remplacement de M. Lourties. — Le 4e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la Commission relative aux pupilles de la Nation M. de Landemont, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 5e bureau (d'avril 1915) a nommé membre de la Commission relative aux pupilles de la Nation M. Peschaud, en remplacement de M. Mollard. — Le 7e bureau (d'avril 1915) a nommé membres de la Commission relative aux pupilles de la Nation MM. Vayssière et Imbart de la Tour, en remplacement de MM. Beauvisage et Monis [23 juin] (J.O., p. 8905 ; F. 53).

Le 1er bureau (de juin 1911) a nommé membre de la Commission relative aux établissements publics d'enseignement pour les aveugles et les sourds-muets M. Desgranges, en remplacement de M. Cazeneuve. — Le 3e bureau (de juin 1911) a nommé membre de la même Commission M. Dellestable, en remplacement de M. Denoix. — Le 4e bureau (de juin 1911) a nommé membre de la même Commission M. Magny, en remplacement de M. Servant. — Le 6e bureau (de juin 1911) a nommé membre de la même Commission M. Joseph Reynaud, en remplacement de M. Cachet. — Le 8e bureau (de juin 1911) a nommé membre de la même Commission M. J. Loubet, en remplacement de M. E. Rey. — Le 9e bureau (de juin 1911) a nommé membre de la même Commission M. Ruffier, en remplacement de M. Chapuis [24 juin] (J.O., p. 8927 ; F. 54).

Le 2e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la Commission relative à la surveillance des établissements de bienfaisance privés M. Grosjean, en remplacement de M. Raymond Leygue. — Le 8e bureau (de novembre 1912) a nommé membre de la même Commission M. de Landemont, en remplacement de M. Halgan [26 juin] (J.O., p. 9023 ; F. 55).

Le 2e bureau (de mars 1919) a nommé membre de la Commission relative à l'institution de sanatoriums antituberculeux M. Henry Chéron, en remplacement de M. Léon Bourgeois. — Le 3e bureau (de mars 1919) a nommé membre de la même Commission M. Grosjean, en remplacement de M. Herriot. — Le 5e bureau (de mars 1919) a nommé

membre de la même Commission M. Chomet, en remplacement de M. Mollard. — Le 6e bureau (de mars 1919) a nommé membre de la même Commission M. Dausset, en remplacement de M. Saint-Germain. [9 juillet] (J.O., p. 9701 ; F. 61).

Le 1er bureau (du 10 février 1911) a nommé membre de la Commission relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives M. Le Hars, en remplacement de M. Goirand. — Le 2e bureau (du 10 février 1911) a nommé membre de la même Commission M. Fontanille, en remplacement de M. Rey. — Le 4e bureau (du 10 février 1911) a nommé membre de la même Commission M. Damecour, en remplacement de M. Basire. — Le 5e bureau (du 10 février 1911) a nommé membre de la même Commission M. Cauvin, en remplacement de M. Rambourgt. — Le 6e bureau (du 10 février 1911) a nommé membre de la même Commisssion M. Bachelet, en remplacement de M. Decker-David [29 juillet] (J.O., p. 10842 ; F. 78).

21 septembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 1720).

8 novembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 11 ; J.O., p. 1738). Organisation des bureaux [17 novembre] (J.O., p. 18530 ; F. 86)

10 décembre. — Tirage au sort des bureaux (A. t. II, p. 147 ; J.O., p. 1872). Organisation des bureaux [15 décembre] (J.O., p. 20809 ; F. 95).

BUREAUX DE VOTE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant : 1° à faciliter le fonctionnement des bureaux de vote et la formation des conseils municipaux dans certaines communes des régions libérées ; 2° à assurer aux réfugiés l'exercice de leur droit de vote, déposé à la Chambre le 24 septembre ; rapport de M. Chavoix le 9 octobre ; adopté le 9 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission nommée le 15 mai 1919, chargée d'examiner les lois organiques concernant l'élection des Députés [10 octobre] (A. t. I, p. 1831 ; J.O., p. 1610 ; I. n° 590). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1935 ; J.O., p. 1700 ; I. n° 633). Urgence précédemment déclarée. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1956 ; J.O., p. 1711). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11622).

CADRES ET EFFECTIFS DE L'ARMÉE. — Voir Armée, § II, 8.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant

modification à la législation de la caisse nationale d'assurances en cas de décès, déposé à la Chambre les 22 novembre et 13 décembre 1918; rapport de M. Leredu le 27 mai 1919; adopté le 24 juin; déposé par M. le Ministre des Finances et M le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1108; I. n° 330). || **1920**. M. Debierre dépose et lit le rapport (I. n° 282). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [25 juin] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 1022). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 10099).

CAISSES DE CRÉDIT AGRICOLE. — Voir Crédit agricole (Caisses de).

CAISSE DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS. — **1918**. Lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un Sénateur comme membre de la Commission de surveillance en remplacement de M. Gustave Lhopiteau [23 juillet] (A. t. I, p. 630; J.O., p. 565). 1er tour de scrutin nul, faute de quorum [15 octobre] (A. t. I, p. 782; J.O. p. 709). 2e tour de scrutin. M. Lhopiteau, élu [22 octobre] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 716). Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1917 de ces deux établissements [20 décembre] (A. t. I, p. 936; J.O., p. 851). || **1919**. Dépôt du rapport de la Commission de surveillance de la Caisse d'amortissement et de la Caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1918 de ces deux établissements [27 décembre] (A. t. II, p. 29; J.O., p. 1857. || **1920**. Dépôt, par M. Bienvenu-Martin, du rapport de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1919 et sur la situation au 31 décembre 1919 de ces deux établissements [24 juillet] (A. t. I, p. 1506; J.O., p. 1343).

CAISSES D'ÉPARGNE.

I — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 4 et 10 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, déposé à la Chambre les 19 juin, 8 juillet, 5 août; rapport de M. Lairolle le 28 août; adopté le 19 septembre; déposé par M. le Ministre de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre du

Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission relative aux caisses d'épargne, nommée le 6 mars 1914 [23 septembre] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1422; I. n° 505). M. Lucien Cornet dépose le rapport [9 octobre] (A. t. I, p. 1795; J.O., p. 1579; I. n° 580). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Lucien Cornet, *rapporteur*. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1908; J.O., p. 1676). Promulgation (J.O., 19 octobre, p. 11570).

2 — **1919**. Proposition de loi de M. Lucien Cornet, tendant à modifier l'article premier de la loi du 29 juillet 1916 sur les caisses d'épargne, déposé par M. Lucien Cornet. Renvoi à la Commission relative aux caisses d'épargne, nommée le 16 mars 1914 [30 juillet] (A. t. I, p. 1362; J.O., p. 1200; I. n° 389). M. Lucien Cornet dépose le rapport [9 octobre] (A. t. I, p. 1795; J.O., p. 1579; I. n° 580). Adoption [15 octobre] (A t. I, p. 1908; J.O., p. 1676).

3 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 25 novembre 1919, relatif aux conditions d'application, en Alsace et Lorraine, de la loi du 18 octobre 1919 sur les caisses d'épargne, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919; rapport de M. Ferrette, le 27 février 1920; adopté le 20 mai; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 1018; I. n° 274). M. le Général Taufflieb dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36; J.O., p. 1769; I. n° 483). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1857). Promulgation (J.O., 14 avril 1921, p. 4714).

4 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, déposé à la Chambre le 3 juillet; rapport de M. Courtial, le 21 juillet; adopté le 28 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission, nommée le 16 mars 1914, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à reviser la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne [28 juillet] (A. t. I, p. 1741; J.O., p. 1531; I. n° 391). M. Lucien Cornet dépose le rapport [28 juillet] (A. t. I, p. 1755; J.O., p. 1543; I. n° 393). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1896; J.O., p. 1662). Promulgation (J.O., 10 août p. 11568).

CAISSE DES INVALIDES DE LA MARINE.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au classement du personnel radiotélégraphique au point de vue de l'application des lois sur la Caisse des invalides de la marine et sur la Caisse de prévoyance des marins français, déposé à la Chambre le 18 décembre 1917; rapport de M. Georges Le Bail le 20 février 1918; adopté le 28 février 1918; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande [23 mai] (A. t. I, p. 433; J.O., p. 391; I. n° 218). M. Jénouvrier dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391; I. n° 223). M. Jénouvrier dépose un rapport supplémentaire [14 juin] (A. t. I, p. 541; J.O., p. 484; I. n° 249). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 558; J.O., p. 500). Promulgation (J.O., 19 décembre, p. 10876).

Voir Marine.

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le décompte parmi les services conduisant à une pension sur la Caisse des invalides de la marine, du temps passé en captivité par les inscrits maritimes faits ou retenus prisonniers au cours d'embarquement sur des bâtiments de commerce et de pêche, ainsi que du temps exigé par le rapatriement de certains inscrits dont les navires ont été détruits par l'ennemi, déposé à la Chambre le 28 novembre 1917; rapport de M. Candace le 10 janvier 1918; adopté le 13 mars 1919; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission des finances [23 avril] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 710; I. n° 212). M. Jénouvrier dépose le rapport [6 juin] (A. t. I, p. 1010, J.O., p. 891; I. n° 252). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1133; J.O., p. 1000). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 7402).

3 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à relever le taux des pensions sur la Caisse des invalides de la marine et sur la Caisse de prévoyance des inscrits maritimes au profit des marins français, déposée à la Chambre le 25 mars; rapport de M. Girard le 6 juillet; rapport supplémentaire de M. Rio le 27 juillet; avis de la Commission des finances, par M. Lugol, le 27 juillet; adoptée le 28 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [28 juillet] (A. t. I, p. 1741; J.O., p. 1531; I. n° 394). Renvoi pour avis à la Commission de la marine [19 novembre] (A. t. II, p. 51; J.O., p. 1781). M. Rouland dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1968; I. n° 571). M. Farjon

dépose l'avis de la Commission de la marine [21 décembre] (A. t. II, p. 252 ; J.O., p. 1968; I. n° 572). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 296; J.O., p. 2006). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 21778).

CAISSE MUTUELLE DES LOYERS. — 1918. Proposition de loi ayant pour objet la création d'une caisse mutuelle des loyers, déposée par M. Lhopiteau [9 juillet] (A. t. I, p. 606 ; J.O., p. 544; I. n°).

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCES EN CAS D'ACCIDENTS. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant, en vue de l'application de la loi du 9 avril 1898, les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, déposé à la Chambre le 30 avril; rapport de M. André Paisant le 30 avril et avis de la Commission du budget, par M. Landry, le 2 mai; adopté le 2 mai ; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et par M. le Ministre des finances Renvoi à la Commission des finances. [7 mai] (A. t. I, p. 394 ; J.O., p. 353; I. n° 202).

CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux modifications à apporter à la législation de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse déposé à la Chambre le 25 juin ; rapport de M. Lairolle le 25 juillet ; adopté le 26 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission des finances [29 juillet] (A. t. I, p. 650 ; J.O., p. 586 ; I. n° 329). M. Henry Chéron dépose le rapport (I. n° 345). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi [2 août] (A. t. I, p. 659; J.O., p. 594). Promulgation (J.O., 9 août 1918, p. 6986).

2 — 1919. Proposition de loi modifiant le paragraphe premier de l'article unique de la loi du 25 décembre 1915, relative à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, déposée par MM. Eugène Lintilhac et Henry Chéron. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1265; J.O., p. 1119; I. n° 338). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport [I. n° 367). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [24 juillet] (A. t. I, p. 1335; J.O., p. 1178). Promulgation J.O., (27 octobre, p. 11973).

CAISSE DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. — 1920. Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre du conseil d'adminis-

tration de la Caisse des recherches scientifiques : M. Goy, élu [29 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 45).

CALAMITÉS PUBLIQUES. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser des avances à des tiers victimes des calamités publiques, déposé à la Chambre le 19 mars ; rapport de M. Paisant le 26 mars ; adopté le 26 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre et M. le Ministre du Blocus et des Régions libérées. Renvoi à la Commission des finances [26 mars](A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 247 ; I. n° 131). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p, 283 ; J.O., p. 254; I. n° 144). Discussion générale : MM. Henry Chéron, de Lamarzelle et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 276). Promulgation (J.O., 3 avril 1918, p. 2892).

CANAL DE RAONEL (Aude). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des conditions de cession par l'Etat à l'association syndicale du canal de submersion de Raonel (Aude) de la propriété de ce canal, déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Durand le 24 janvier 1918 ; adopté le 13 septembre ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission nommée le 13 février 1902, relative à l'outillage national [15 octobre] (A. t. I, p. 780 ; J.O., p. 708; I. n° 383) ‖ **1919.** M. Ournac dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 322 ; J.O., p. 289; I. n° 93). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 390 ; J.O. p. 350). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3586).

CANAL DE VENTAVON (Hautes-Alpes). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'achèvement du canal d'irrigation de Ventavon (Hautes-Alpes), déposé à la Chambre le 14 avril ; rapport de M. Jugy le 25 juin ; adopté le 15 juillet ; déposé par M. le Ministre du Ravitaillement et de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1355 ; J.O., p. 1195 ; I. n° 385). M. Henri Michel dépose le rapport [8 août] (A. t. I, p. 1435 ; J.O., p. 1262 ; I. n° 421). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1480 ; J.O., p. 1298). Promulgation (J.O., 29 août, p. 9242).

CANAUX. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la perception de surtaxes temporaires sur les canaux

d'irrigation et de submersion, déposé à la Chambre le 20 juillet ; rapport de M. Messier le 7 décembre ; adopté le 22 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 327 ; J.O., p. 2035 ; I. n° 610).

CAPITAUX (Exportation des). — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 4.

CARTE D'ALIMENTATION. — Voir Alimentation (Carte d').

CARTE D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLE.

1 — **1918.** Projet de loi, tendant à établir une carte d'identité professionnelle à l'usage des voyageurs et des représentants de commerce, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi aux bureaux [14 mai] (A. t. I, p. 398 ; J.O., p. 360 ; I. n° 207). Commission : 1er bureau, M. Pédebidou ; 2e bureau, M. Lucien Cornet ; 3e bureau, M. Dehove ; 4e bureau, M. Dominique Delahaye ; 5e bureau, M. Herriot ; 6e bureau, M. Galup ; 7e bureau, M. Lebert ; 8e bureau, M. Henri Michel ; 9e bureau, M. Mir [12 juin] (J.O., 5075 ; F. 32). Président, M. Henri Michel [21 juin] (J.O., p. 5356 ; F. 35) || **1919.** M. Herriot dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1061 ; J.O., p. 937 ; I. n° 269). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1132 ; J.O., p. 1000). Promulgation (J.O., 10 octobre, p. 11162).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 décembre 1919, étendant à l'Alsace et à la Lorraine l'application de la loi du 8 octobre 1919, relative à l'institution des cartes d'identité professionnelles pour les voyageurs et représentants de commerce, déposé à la Chambre le 3 février ; rapport de M. Ferrette le 27 février ; avis de la Commission générale par M. Raynaud, le 21 juin ; adopté le 28 juin ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1806 ; I. n° 496). M. Cauvin dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 90 ; J.O., p. 1817 ; I. n° 509). Déclaration de l'urgence. Adoption [10 décembre] (A. t. II, p. 160 ; J.O., p. 1882). Promulgation (J.O., 23 décembre, p. 21306),

CASIER JUDICIAIRE. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 3 paragraphe 2 de la loi du 5 août 1899, relative au casier judiciaire et à la réhabilitation de droit, modifiée par la loi du 11 juillet 1900, déposé à la Chambre le 29 décembre 1916; rapport de M. Girard-Madoux le 13 juin 1918; adopté le 22 novembre; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 5 février 1915, relative aux affaires étrangères [27 décembre] (A. t. I, p. 961; J.O., p. 872; I. n° 534). || **1919.** M. Maurice Colin dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 1306; J.O., p. 1154; I. n° 355). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1361; J.O., p. 1199). Promulgation (J.O., 14 août, p. 8674).

CASTELLUCCIO (Pénitencier agricole de). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'attribution des terrains, bâtiments et annexes de l'ancien pénitencier agricole de Castelluccio, entre l'École pratique d'agriculture d'Ajaccio, d'une part, et la commune d'Ajaccio, d'autre part, déposé à la Chambre le 15 avril; rapport de M. Louis Guichard le 13 mai; adopté le 27 mai; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 juin] (A. t. I, p. 1080; J.O., p. 959; I. n° 273). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 1858; J.O., p. 1633; I. n° 604). Déclaration de l'urgence. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1967; J.O., p. 1727). Promulgation (J.O., 21 novembre, p. 13119).

CAUTIONNEMENT MUTUEL. — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députes, tendant à étendre aux comptables de matières des établissements publics les avantages du cautionnement mutuel, déposée à la Chambre le 20 juin; rapport de M. Albert Grodet le 2 août; adoptée le 13 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [19 septembre] (A. t. I, p. 621; J.O., p. 621; I. n° 361). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 714; I. n° 396). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 novembre] (A. t. I, p. 832; J.O., p. 760). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 9914).

CELLIER (Savoie). — Voir Crédits extraordinaires, § IV, 1.

CÉRÉALES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification : 1° du décret du 8 juin 1918, fixant le prix

de cession de l'orge aux meuniers; 2° du décret du 22 juillet 1918, relatif au régime des céréales et de la meunerie, 3° du décret du 11 août 1918, relatif aux transports sur route des céréales, déposé à la Chambre les 9 juillet, 6 septembre et 13 septembre 1918; rapport de M. Edouard Andrieu le 30 janvier 1918; adopté le 5 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [17 avril] (A. t. I, p. 706; J.O., p. 621; I. n° 191). M. Ordinaire dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1061; J.O., p. 937; I. n° 264). Déclaration de l'urgence. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1262; J.O., p. 1114).

CÉRAMIQUE FRANÇAISE (Institut de). — Voir Institut de Céramique française.

CERTIFICAT D'AUTORISATION DE REPRODUCTEURS BOVINS. — Voir Taureaux (Surveillance des).

CHAMBRES D'AGRICULTURE (Création de).

1 — **1918.** Proposition de loi tendant à la création de chambres d'agriculture (Voir Table 1915-1917, p. 269). M. Lhopiteau dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I. p. 606; J.O., p. 543; I. n° 294). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Gustave Lhopiteau, *rapporteur.* Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Gaudin de Villaine, Gustave Lhopiteau, *rapporteur*; Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*; Dominique Delahaye, Couyba, Milliès-Lacroix, Méline, *Président de la Commission.* Adoption. Articles 3 à 12. Adoption. Article 13: M. Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*; Gustave Lhopiteau, *rapporteur.* Adoption. Articles 14 à 49. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Méline, *président de la Commission*; Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* ; Cazeneuve et Gustave Lhopiteau, *rapporteur.* Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 novembre (A. t. I, p. 866, 789).

2 — **1918.** Proposition de loi tendant à instituer des chambres d'agriculture départementales (Voir Table 1915-1917, p. 269). M. Lhopiteau dépose le rapport [9 juillet (A. t. I, p. 606; J.O., p. 543; I. n° 294).

Voir Chambres d'agriculture (Création de).

3 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des Députés, relative à la création et à l'organisation de

chambres d'agriculture, déposée à la Chambre le 3 décembre 1918 ; rapport de M. Victor Morel le 7 août 1919 ; adoptée le 17 septembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 27 juin 1912, précédemment saisie [18 septembre (A. t. I, p. 1594 ; (J.O., p. 1041 ; I. n° 496). M. Lhopiteau dépose le rapport [23 septembre] (A. t. I, p. 1619 ; J.O. p. 1422 ; I. n° 511). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement Discussion générale : M. Gustave Lhopiteau, *rapporteur*. Article premier. Adoption. Article 6 : MM. Guillaume Poulle et Gustave Lhopiteau, *rapporteur*. Adoption. Articles 7 et 8. Adoption. Articles 9, 10 et 11. Précédemment adoptés. Article 12. Adoption. Articles 13 à 16. Précédemment adoptés. Articles 17 et 18. Adoption. Article 19. Précédemment adopté. Article 20. Adoption. Articles 21 et 22. Précedemment adoptés. Article 23. Adoption. Article 24. Précédemment adopté. Article 25 : MM. Méline, *Président de la Commission*, et Noulens, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*. Adoption. Articles 26 à 68. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [14 octobre] (A. t. I, p. 1858 ; J.O. p. 1634). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12050).

4 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de proroger les délais d'application de la loi du 25 octobre 1919 sur les chambres d'agriculture, déposée à la Chambre le 19 mars ; rapport de M. Gavoty le 23 mars ; adoptée le 30 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission d'agriculture [31 mars] (A. t. I, p. 482 ; J.O., p. 432 ; I. n° 126). M. Chomet dépose et lit le rapport (I. n° 195). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 779 ; J.O., p. 518). Promulgation (J.O., 1er mai, p. 6540).

5 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger les délais prévus pour la nomination des chambres d'agriculture, déposée à la Chambre le 7 juillet ; rapport de M. Gavoty le 8 juillet ; adoptée le 29 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'agriculture [29 juillet] (A. t. I, p. 1777 ; J.O., p. 1561 ; I. n° 398). M. Chomet dépose le rapport (I. n° 434). Sur la discussion immédiate : MM. Mauger, Chomet, *rapporteur*, et Henry Chéron. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. de Rougé et Méline, *président de la Commission*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [30 juillet (A. t. I, p. 1857 ; J.O., p. 1629). Promulgation J.O., 15 août, p. 11971).

CHAMBRE DE COMMERCE DE LYON (Avance à la). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder des avances à la Chambre de commerce de Lyon pour l'exécution de l'arrangement interallié du 9 juin 1917 relatif aux soies, déposé à la Chambre le 10 janvier 1918; rapport de M. Louis Dubois le 22 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 avril] (A. t. I, p. 364; J.O., p. 325; I. n° 185). M. Lourties dépose le rapport [16 juillet] (A. t. I, p. 626; J.O., p. 562; I. n° 306). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 595). Promulgation (J.O., 10 août, p. 7042).

CHAMBRE DE COMMERCE DE SAINT-QUENTIN. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à une avance complémentaire à la Chambre de commerce de Saint-Quentin, déposé à la Chambre le 6 decembre; rapport de M. Louis Dubois le 17 décembre; adopté le 18 décembre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [20 décembre] (A. t. I, p. 955; J.O., p. 867; I. n° 527). M. Touron dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 955; J.O., p. 867; I. n° 528). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Adoption. [27 décembre] (A. t. I, p. 953; J.O., p. 874). Promulgation (J.O., 29 décembre, p. 11220).

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 9, 10, 14, 16, 25, 29, 31.

CHATEAULIN (Finistère). — Voir Octrois, 6.

CHATELLERAULT à BOURESSE. — Voir Chemins de fer, 8.

CHAUSSURES NATIONALES (Acquisition de). — Voir Crédits supplémentaires, § II, 5.

CHAUVIGNY. — Voir Communes et cantons, 8.

CHEFS DE BUREAU AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT. — Voir Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement.

CHEMINS DE FER ALGÉRIENS. — Voir Algérie, § III, 1, 2, 3.

CHEMINS DE FER COLONIAUX. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la participation de l'Algérie et de l'Etat aux charges de la ligne de Tlemcen à Lalla-Maghnia et à la frontière du Maroc, déposé à la Chambre le 4 septembre; rapport de M. Ajam le 15 octobre; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [17 octobre] (A. t. I, p. 1062; J.O., p. 1726 ; I. n° 658). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [24 décembre] (A. t. II, p. 25 ; J.O. p. 1853 ; I. n° 766). Déclaration de l'urgence. Déclaration [29 décembre] (A. t. II, p. 32 ; J.O., p. 1860). Promulgation (J.O., 6 janvier 1920, p. 182).

CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. — 1919. Projet de loi, adopié par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer le maximum des dépenses matérielles et frais d'émission des obligations créées pour les besoins des chemins de fer de l'Etat, déposé à la Chambre le 5 août ; rapport de M. Varenne le 28 août ; adopté le 5 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 septembre] (A. t. I, p. 1532; J.O., p. 1445; I. n° 456). M. Steeg dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [9 septembre] (A. t. I, p. 1568 ; J.O., p. 1376 ; I. n° 471). Promulgation (J.O., 11 septembre, p. 9930).

CHEMINS DE FER ET TRAMWAYS.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 4 de la loi du 4 janvier 1909, déclarative d'utilité publique, d'une voie ferrée d'intérêt local de Cusset à Saint-Germain-Laval, et l'article 3 de la loi du 30 avril 1911, déclarative d'utilité publique, d'un embranchement de Juré à Saint-Polgues à ladite voie ferrée, déposé à la Chambre, le 9 octobre 1917 ; rapport de M. Défossé, le 19 décembre ; adopté le 27 décembre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [15 janvier] (A. t. I, p. 11 ; J.O., p. 12 ; I. n° 14). M. Vieu dépose le rapport [8 février] (A. t. I, p. 85 ; J.O., p. 77 ; I. n° 45). Déclaration de l'urgence. Adoption [28 février] (A. t. I, p. 145 ; J.O., p. 128). Promulgation (J.O., 9 mars, p. 2215).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de rétrocession

des tramways départementaux de Tarn-et-Garonne et de modifier le maximum du capital d'établissement du réseau (Voir Table de 1915-1917, p. 277). M. Capéran dépose le rapport [17 janvier) (A. t. I, p. 14 ; J.O., p. 15; I. n° 17). Adoption [7 février] (A. t. I, p. 68; J.O. p. 68). Promulgation (J.O., 20 février, p. 1724).

3 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, déposé à la Chambre les 10 janvier et 8 mars ; rapport de M. Maurice Spronck, le 14 mars; avis de la Commission des chemins de fer par M. Marin, le 21 mars, et avis de la Commission des postes et télégraphes par M. Louis Deshayes, le 22 mars ; adopté le 28 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [29 mars] (A. t. I, p. 282 ; J.O., p. 253 ; I. n° 136). M. Hervey dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 282 ; J.O., p. 253) [30 mars] (A. t. I, p. 314; J.O., p. 283 ; I. n° 137). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 282 ; J.O., p. 254 ; I. n° 138) [30 mars] (A. t. I, p. 316 ; J.O., p. 284). Discussion immédiate. Lecture par M. Milliès-Lacroix de l'avis de la Commission des finances. Discussion générale : MM. Louis Martin, Paul Doumer, Touron, Claveille, *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; Hervey et Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. [30 mars] A. t. I, p. 314; J.O., p. 284). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 2876).

4 — **1918**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer d'utilité publique l'établissement dans le département des Hautes-Pyrénées d'une voie ferrée d'intérêt local, destinée au transport des voyageurs et des marchandises de Loures à Mauléon-Barousse, déposé à la Chambre, le 7 mars ; rapport de M. Bedouce, le 22 mars ; adopté le 28 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [5 avril] (A. t. I, p. 354 ; J.O., p. 317 ; I. n° 182). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [14 mai] (A. t. I, p. 398 ; J.O., p. 359 ; I. n° 204). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juin] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 452). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5598).

5 — **1918**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la cession à la Société des voies ferrées des Landes, des lignes concédées à la Société des chemins de fer d'intérêt local des Landes et à la Société des chemins de fer d'intérêt local de

Soustons à Léon et l'octroi de la garantie de la Compagnie des chemins de fer du Midi à la première de ces Sociétés, déposé à la Chambre le 24 janvier ; rapport de M. Georges Ancel, le 30 mai : adopté le 20 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics et des Transports. Renvoi à la Commission des chemins de fer. [9 juillet] (A. t. I, p. 606; J.O., p. 543 ; I. n° 296). M. Surreaux dépose le rapport [2 août] (A. t. I, p. 658 ; J.O., p. 594 ; I. n° 347). Déclaration de l'urgence. Adoption [19 septembre] (A. t. I, p. 682 ; J.O., p. 621). Promulgation (J.O., 1er octobre, p. 8563).

6 — **1919**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'approbation d'une convention passée entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée pour le raccordement par voie ferrée de l'entrepôt général de Bercy avec la gare de Bercy-Rapée, déposé à la Chambre le 31 janvier ; rapport de M. Leboucq, le 6 mars ; adopté le 19 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des chemins de fer [27 mars] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 349 ; I. n° 117). M. Vieu dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1216 ; I. n° 401). Déclaration de l'urgence. Adoption [4 septembre] (A. t. I, p. 1511 ; J.O., p. 1322). Promulgation (J.O., 26 septembre, p. 10532).

7 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain, déposé à la Chambre le 31 décembre 1918 ; rapport de M. Chanal le 19 février 1919 et avis de la Commission du budget par M. Bedouce le 27 mars ; adopté le 3 avril ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [3 avril] (A. t. I, p. 565 ; J.O., p. 497 ; I. n° 155). M. Alexandre Bésard dépose le rapport [3 avril] (A. t. I, p. 565 ; J. O., p. 497 ; I. n° 156). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 526). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 4050).

8 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'allocation, par sections de lignes, de la subvention de l'Etat relative aux voies ferrées d'intérêt local de Chatellerault à Bouresse et de Lendroite à Lusignan, déposé à la Chambre le 18 mars ; rapport de M. Judet le 31 mars ; adopté le 9 avril ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le

Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [18 avril] (A. t. I, p. 749; J.O., p. 656; I. n° 205). M. Surreaux dépose le rapport [11 juillet] (A. t. I, p. 1266; J.O., p. 119; I. n° 342). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1306; J.O., p. 1154). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 7953).

9 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier provisoirement les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à la voie ferrée d'intérêt local de Neuilly-en-Sancerre à Vierzon, par Henrichemont (Cher), déposé à la Chambre le 30 juillet ; rapport de M. Emile Dumas le 7 août; avis de la Commission du budget par M. Hesse le 3 septembre; adopté le 11 septembre; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission des chemins de fer [18 septembre] (A. t. I, p. 1613; J.O., p. 1417; I. n° 500). M. Martinet dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 1886; J.O., p. 1658; I. n° 613). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1840). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 15066).

10 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'augmentation du capital garanti par la Compagnie des chemins de fer du Midi à la Société des voies ferrées départementales du Midi, déposé à la Chambre le 12 juin; rapport de M. Margaine le 3 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [17 octobre] (A. t. I, p. 1062; J.O., p. 1723; I. n° 652). M. Belhomme dépose le rapport [29 décembre] (A. t. II, p. 49; J.O., p. 1874; I. n° 773). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1907). Promulgation (J.O., 6 janvier 1920, p. 182).

11 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger les lois des 30 novembre 1916 et 23 février 1918, relatives à l'approbation des conventions modifiant temporairement les contrats de concessions de voies ferrées d'intérêt local et des réseaux secondaires d'intérêt général, déposé à la Chambre le 2 septembre; rapport de M. Lerolle le 9 septembre; adopté le 8 octobre; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 octobre] (A. t. I, p. 1921; J.O., p. 1688; I. n° 629). M. Faisans dépose et lit le rapport (I. n° 695). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2032; J. O., p. 1782). Promulgation (J.O., 31 octobre, p. 12142).

12 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la déclaration d'utilité publique de deux nouvelles traversées des Vosges (lignes de Saint-Dié à Saales et de Saint-Maurice à Wesserling), déposé à la Chambre le 9 août; rapport de M. Pays le 12 septembre ; adopté le 10 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission nommée le 22 novembre 1918, relative aux propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [18 octobre] (A. t. I, p. 2033 ; J.O., p. 1784 ; I. n° 703). ‖ **1920**. M. Reynald dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 281 ; J.O., p. 220 ; I. n° 84). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Reynald, *rapporteur*. Avis de la Commission des finances : M. Jeanneney. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 360 ; J.O., p. 324). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 5041).

13 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser un nouveau relèvement temporaire des tarifs sur les grands réseaux d'intérêt général, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919 ; rapport de M. Dutreil, le 27 décembre 1919 ; adopté le 31 décembre 1919 ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des chemins de fer [22 janvier 1920] (A. t. I, p. 39 ; J.O., p. 34 ; I. n° 6). M. Imbart de la Tour dépose le rapport [5 février] (A. t. I, p. 55 ; J.O., p. 51 ; I. n° 21). M. Paul Doumer dépose l'avis de la Commission des finances [5 février] (A. t. I, p. 56 ; J.O., p. 51 ; I. n° 24). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Imbart de la Tour, *rapporteur*, Fourment, Jénouvrier, Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Flaissières [12 février] (A. t. I, p. 81 ; J.O., p. 76). Suite de la discussion générale : MM. Perchot, Gustave Rivet, Farjon, Dominique Delahaye, Coignet, Claveille, de Lubersac, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Simonet, Marcel Donon, Gaston Menier et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Vote du passage à la discussion des articles. Demande de renvoi de la discussion. Rejet. Article premier : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye [13 février] (A. t. I, p. 106 ; J.O., p. 93). Suite de la discussion des articles. Article premier (suite). Suite de la discussion de l'amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Boivin-Champeaux et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Rejet de la première partie de l'amendement. Observations de MM. Henry

Chéron, le Ministre des Travaux publics et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Retrait de la deuxième partie de l'amendement. Adoption de la première partie de l'article premier. Amendement de MM. Poirson, Maurice Guesnier, Hugues Le Roux et Georges Berthoulat : MM. Poirson, le Ministre des Travaux publics, Charles Deloncle, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Schrameck. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Charles Deloncle et M. le Ministre des Travaux publics. Amendement de M. Billiet : M. Billiet. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Gaston Doumergue, Maurice Sarraut et un certain nombre de leurs collègues : MM. Gaston Doumergue, Imbart de la Tour, *rapporteur* ; Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*, et le Ministre des Travaux publics. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Amendement de MM. Mauger et Bouveri : MM. Mauger et le Ministre des Travaux publics. Retrait de l'amendement. Adoption des 3e et 4e alinéas de l'article. Amendement de MM. Marcel Régnier, Albert Peyronnet, Beaumont et Clémentel : MM. Marcel Régnier, le Ministre des Travaux publics, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Imbart de la Tour, *rapporteur* ; Dominique Delahaye, Coignet et Claveille. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Sur l'article : MM. Imbart de la Tour, *rapporteur*, et le Ministre des Travaux publics. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Amendement (Disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Imbart de la Tour, *rapporteur*, et M. le Ministre des Travaux publics. Rejet de l'amendement. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Fortin et Rouby : MM. Rouby, Henry Chéron, Jénouvrier et Fortin. Disjonction. Sur l'article : M. Mauger. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Dominique Delahaye et le Ministre des Travaux publics. Retrait de l'amendement. Sur l'ensemble : MM. Dominique Delahaye, Charpentier, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Tissier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 février] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 113). Promulgation (J.O., 15 février, p. 2478).

14 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le département des Bouches-du-Rhône à exploiter définitivement en régie son réseau de chemins de fer d'intérêt local et de déterminer le nouveau règlement de la subvention de l'Etat, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919 ; rapport de M. Bringer, le 26 février 1920 ; adopté le 23 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances, Renvoi

à la Commission des chemins de fer [29 mars] (A. t. I, p. 478 ; J.O., p. 426 ; I. n° 120). M. Cazelles dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 1050 ; J.O., p. 942 ; I. n° 241). Déclaration de l'urgence. Adoption [25 juin] (A. t. I, p. 1141 ; J.O., p. 1023). Promulgation (J.O., 3 juillet, p. 9366).

15 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 mars 1920, relatif à l'augmentation des tarifs des chemins de fer dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, déposé à la Chambre le 13 avril ; rapport de M. Hackspill, le 26 juillet ; adopté le 9 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des chemins de fer [21 décembre] (A. t. II, p. 251 ; J.O., p. 1968 ; I. n° 567). M. Rabier dépose et lit le rapport (I. n° 586). Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi, pour avis, à la Commission d'Alsace-Lorraine par M. Paul Doumer. Adoption. Demande de renvoi à la Commission des finances par M. Milliès-Lacroix, *président* de la Commission des finances. Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 315 ; J.O., p. 2022). Conclusions de la Commission des finances, par M. Jeanneney. Avis de la Commission de l'Alsace et de la Lorraine, par M. Paul Doumer. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 389 ; J.O., p. 2089). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 2).

16 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Lorin, le 30 juillet ; avis de la Commission du travail, par M. Chabrun, le 31 juillet ; avis de la Commission des finances par MM. Maunoury et Dutreil, le 31 juillet ; rapport supplémentaire par M. Lorin, le 18 novembre ; adopté le 18 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des chemins de fer et, pour avis, à la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 248 ; J.O., p. 1958 ; I. n° 562). M. Rabier dépose le rapport [31 décembre] (A. t. II, p. 378 ; J.O., p. 2079 : I. n° 627).

CHEMINS VICINAUX. — Voir Colonies, 1.

CHÈQUES POSTAUX. — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'apporter certaines modifications à la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux, déposée à la Chambre le 31 décembre 1918 ; rapport de M. Amiard, le 20 mars 1919 ; avis de la Commission du budget par M. Varenne, le 13 mai ; adoptée le

22 mai ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [27 mai] (A. t I, p. 944 ; J.O., p. 831 ; I. n° 240). M. Dupont dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1153 ; J.O., p. 1018 ; I. n° 303). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1310 ; J.O., p. 1157). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 7953).

CHERTÉ DE VIE (Indemnités de). — Voir Colonies, 8.

CHEVAUX (Reconstitution des races de). — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la reconstitution des races de chevaux ardennaise et boulonnaise, déposée à la Chambre le 2 septembre ; rapport de M. Dariac, le 11 septembre ; adoptée le 14 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [14 octobre] (A. t. I, p. 1867; J.O., p. 1641 ; I. n° 608). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 688). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption au scrutin, de l'article unique du projet de loi [18 octobre] (A. t. I, p. 2024 ; J.O., p. 1764). Promulgation (J.O. 21 novembre, p. 13119).

CHEVAUX (Achat de jeunes). — Voir Crédits additionnels, 11.

CINQUANTENAIRE DE LA RÉPUBLIQUE. — Voir Crédits supplémentaires, § VII, 3.

CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES.

I — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à diviser certains départements en circonscriptions électorales pour la nomination des membres de la Chambre des Députés, déposé à la Chambre le 23 juillet; rapport de M. Dessoye le 7 août, rapport supplémentaire de M. Dessoye le 11 septembre; 2e rapport supplémentaire de M. Dessoye le 26 septembre; 3e rapport supplémentaire, par M. Dessoye, le 2 octobre; adopté le 9 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission nommée le 15 mai 1919 chargée d'examiner les lois organiques concernant l'élection des députés [10 octobre] (A. t. I, p. 1831 ; J.O., p. 1609; I. n° 589). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [11 octobre] (A. t. I, p. 1854; J.O., p. 1620; I. n° 600). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Alexandre Bérard, *rapporteur*; Fabien Cesbron et Albert Favre, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur.* Article premier : MM. Vi-

dal de Saint-Urbain, Cannac, Boivin-Champeaux, Henry Chéron et Alexandre Bérard, *rapporteur*. Adoption de la première partie de l'article. Adoption, au scrutin, du mot « Aveyron ». Adoption des mots « Bouches-du-Rhône ». Adoption, au scrutin, du mot « Calvados ». Adoption des mots « Maine-et-Loire, Basses-Pyrénées et Seine ». Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : M. Boudenoot. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 octobre] (A. t. I, p. 1870; J.O., p. 1643). Promulgation (J.O., 15 octobre, p. 11374).

2 — **1920**. Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 14 octobre 1919, concernant les circonscriptions électorales, déposée par MM. Boudenoot, Ribot, Jonnart, Farjon et Bachelet. Renvoi à la Commission, nommée le 15 mai 1919, relative à l'élection des députés au scrutin de liste avec représentation proportionnelle [10 février] (A. t. I, p. 72; J.O., p. 67; I. n° 31).

CLAMECY (**Nièvre**). — Voir Octrois, 7.

CLASSE 1919. — Voir Armée, § 1, 1.

CLASSE 1920. — Voir Armée, § 1, n° 4, 9.

CLASSE 1921. — Voir Armée, § 1, 12.

CODES

CODE CIVIL

1 — **1918**. Proposition de loi de MM. Louis Martin, Trouillot, Debierre et Loubet, tendant à abroger le dernier paragraphe de l'article 295 du Code civil qui interdit le divorce aux époux précédemment divorcés et remariés ensemble (Voir Table 1912-1914, p. 390). M. Surreaux dépose le rapport sommaire. (A. t. I, p. 50; J.O., p. 46; I. n° 32). Discussion de la prise en considération. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 329; J.O., p. 295). M. Louis Martin dépose le rapport [14 novembre) (A. t. I, p. 839; J.O., p. 766; I. n° 452). || **1919**. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Louis Martin et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [4 mars] (A. t. I, p. 253; J.O. p. 226). Promulgation (8 avril 1919, J.O., p. 3674).

2 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à fixer pour les jugements de séparation de corps qui n'ont pu

acquérir force de chose jugée par suite de la guerre, le point de départ du délai de trois ans prévu par l'article 310 du Code civil pour leur conversion en divorce, déposée à la Chambre le 15 février 1917; rapport de M. Veber le 18 juillet 1917; adoptée le 14 février 1918; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 31 janvier 1907, relative à l'article 310 du Code civil (divorce) [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 112; I. n° 63). ‖ **1919**. M. Catalogne dépose le rapport [18 février] (A. t. I, p. 120; J.O., p. 112; I. n° 46). Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. Jénouvrier et Catalogne, *rapporteur*. Adoption. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [29 mars] (A. t. I, p. 446; J.O., p. 397). Promulgation (J.O., 26 mai, p. 5413).

3 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 2148 du Code civil, déposée à la Chambre le 14 mai; rapport de M. Maurice Viollette le 28 mai; adoptée le 30 mai; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 24 novembre 1896, relative à la réforme du régime hypothécaire [31 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 395; I. n° 230). M. Théodore Girard dépose le rapport (I. n° 231). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [31 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 2 juin, p. 4755).

4 — **1918**. Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 19 du Code civil (conditions de la femme française qui épouse un étranger, déposée par M. Jénouvrier [17 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 15; I. n° 18). M. Maurice Colin dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 714; I. n° 392). ‖ **1919**. Sur la discussion : MM. Maurice Colin, *rapporteur*, et Jénouvrier. Ajournement de la délibération [26 juin] (A. t. I, p. 1151; J.O., p. 1016). ‖ **1920**. Demande d'ajournement : M. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. [5 février] (A. t. I, p. 55; J.O., p. 50).

5 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 296 et 228 du Code civil (délai de viduité) (Voir table 1912-1914, p. 389). M. Louis Martin dépose le rapport (A. t. I, p. 839; J.O., 766; I. n° 452).

Voir *Code civil*, proposition de loi tendant à abroger le dernier paragraphe de l'article 295 du Code civil qui interdit le divorce aux époux précédemment divorcés et remariés ensemble.

6 — **1918**. Proposition de loi, tendant à ajouter un paragraphe à l'article 1558 du Code civil, déposée à la Chambre le 13 juillet 1916 ; rapport de M. Girard-Madoux, 13 juin 1918 ; adoptée le 22 novembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [28 novembre] (A. t. I, p. 878 ; J.O., p. 799 ; I. n° 482). Commission : 1er bureau, M. Antony Ratier ; 2e bureau, M. Gabrielli ; 3e bureau, M. Louis Martin ; 4e bureau, M. Mascuraud ; 5e bureau, M. Empereur ; 6e bureau, M. Cordelet ; 7e bureau, M. Milan ; 8e bureau, M. Nègre ; 9e bureau, M. Léon Monnier (J.O., p. 10868 ; F. 60). Président, M. Gabrielli ; secrétaire, M. Milan (J.O., p. 11212 ; F. 63).

7 — **1918**. Proposition de loi relative à la suppression du registre de la transcription hypothécaire et modifiant la loi du 23 mars 1855 et les articles 1069, 1281 et 2182 du Code civil, déposée par MM. Milan et Loubet. Renvoi à la Commission nommée le 24 novembre 1896, relative à la réforme du régime hypothécaire [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 873 ; I. n° 541). || **1919**. M. Milan dépose le rapport [10 avril] (A. t. I, p. 568 ; J.O., p. 501 ; I. n° 164). || **1920**. M. Milan dépose un rapport supplémentaire [10 décembre] (A. t. II, p. 146 ; J.O., p. 1872 ; I. n° 536). Adoption successive des trois articles. Vote sur le passage à une 2e délibération. Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 322 ; J.O., p. 2029). 2e délibération. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 391 ; J.O., p. 2090).

8 — **1919**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant les dispositions des articles 244 et 252 du Code civil relatifs à la transcription des jugements et arrêts en matière de divorce (Voir Table 1915-1917, p. 282). M. Guillier dépose un rapport supplémentaire [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 112 ; I. n° 43). Observations : M. Guillier, *rapporteur*. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 447 ; J.O., p. 398). Promulgation (J.O., 28 juin, p. 6610).

9 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, modifiée par le Sénat, adoptée avec de nouvelles modifications par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 45, 63, 64, 69, 73, 75, 76, 151, 168, 173, 206, 228 et 296 du Code civil, déposée à la Chambre les 22 février 1917, 31 décembre 1918 ; rapport de M. Leredu, le 6 mars 1918 ; rapport supplémentaire le 18 avril 1918 ; 2e rapport supplémentaire les 28 mai 1918 et 13 février 1919 ; adoptée le 26 février ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [11 mars] (A. t. I, p. 266 ; J.O., p. 240 ; I. n° 82). M. Catalogne dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 868 ; J.O., p. 764 ; I. n° 225). Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 1036 ; J.O., p. 914). Promulgation (J.O., 10 août, p. 8406).

10 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à abroger l'alinéa 2 de l'article 37 du Code civil, déposée à la Chambre le 26 août; rapport de M. Leredu le 17 septembre; adoptée le 7 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [8 octobre] (A. t. I, p. 1766; J.O., p. 1553; I. n° 576). Commission : 1er bureau, M. Guillaume Poulle; 2e bureau, M. Milan; 3e bureau, M. Magny; 4e bureau, M. Boivin-Champeaux; 5e bureau, M. Vieu; 6e bureau, M. Louis Martin; 7e bureau, M. Goy; 8e bureau, M. Guillier; 9e bureau, M. Jénouvrier [15 octobre] (J.O., p. 11402; F. 96). Président, M. Jenouvrier; secrétaire, M. Milan; rapporteur, M. Poulle (J.O., p. 11459; F. 97). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 1886; J.O., p. 1658; I. n° 614). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2025; J.O., p. 1776). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12046).

11 — **1919**. Proposition de loi tendant à compléter le paragraphe 4 de l'article 2101 du Code civil et à modifier l'article 549 du Code de commerce.

Voir Artistes dramatiques et lyriques.

12 — **1920**. Proposition de loi, tendant à modifier les articles 375, 376, 377, 378, paragraphe 2, et 379 du Code civil, relatifs au droit de correction paternelle, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission d'initiative [27 février] (A. t. I, p. 205; J.O., p. 181).

13 — **1920**. Proposition de loi tendant à modifier l'article 19 du Code civil et à faciliter à la femme française veuve, divorcée ou séparée de corps, et qui a perdu sa nationalité par suite de son mariage avec un étranger, la réintégration dans sa qualité de française, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission d'initiative [10 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 926). M. Guillaume Poulle dépose le rapport sommaire [29 juin] (A. t. I, p. 1155; J.O., p. 1036; I. n° 294). Adoption de la prise en considération. Renvoi à la Commission chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant la nationalité française [6 juillet] (A. t. I, p. 1253; J.O., p. 1108).

14 — **1920**. Proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 213 du Code civil (droits et devoirs respectifs des époux), déposée par M. Louis Martin [10 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 92). M. Maurice Collin dépose le rapport [2 juillet] (A. t. I, p. 1218; J.O., p. 1093).

15 — **1920**. Proposition de loi tendant à modifier les articles 1393 et 1538 du Code civil et à décider que le régime matrimonial de droit commun sera le régime de la séparation de biens, déposée par M. Louis

Martin. Renvoi à la Commission d'initiative [10 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 926). M. Duquaire dépose le rapport sommaire [7 décembre] (A. t. II, p. 132; J.O., p. 1856; I. n° 530).

16 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 673 du Code civil, déposée à la Chambre le 17 février; rapport de M. Oudin le 26 mai; adoptée le 28 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [29 juin] (A. t. I, p. 1150; J.O., p. 1032; I. n° 288). Commission : 1er bureau, M. Catalogne; 2e bureau, M. de Rougé; 3e bureau, M. Jean Cazelles; 4e bureau, M. Penancier; 5e bureau, M. Louis Martin; 6e bureau, M. Louis David; 7e bureau, M. Guillier; 8e bureau, M. le Marquis de Pomereu; 9e bureau, M. Henri Roy [7 juillet] (J.O., p. 9570; F. 60). Président, M. Guillier; secrétaire, M. Henri Roy; rapporteur, M. Jean Cazelles [9 juillet] J.O., p. 9701; F. 61). M. Cazelles dépose le rapport [20 juillet] (A. t. I, p. 1319; J.O., p. 1187; I. n° 347).

17 — **1920.** Proposition de loi tendant à modifier l'article 213 du Code civil, déposée per M. Félix Martin. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [30 juin] (A. t. I, p. 1181; J.O., p. 1061; I. n° 296).

18 — **1920.** Proposition de loi tendant à modifier les articles 148, 150 et 152 du Code civil, relatifs au consentement des parents en cas de mariage de leurs enfants, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [6 juillet] (A. t. I, p. 1247; J.O., p. 1119; I. n° 321).

19 — **1920.** Proposition de loi relative à la suppression des publications légales de mariage et à l'abrogation des articles du Code civil qui les concernent, déposée par M. Gourju. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [17 décembre] (A. t. II, p. 220; J.O., p. 1942; I. n° 558).

20 — **1920.** Proposition de loi tendant à modifier divers articles du Code civil et du Code de procédure civile relatifs aux licitations et partages, déposée par MM. Jeanneney et Gras. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [27 décembre] (A, t. II, p. 323; J.O., p. 2030; I. n° 596).

CODE DE COMMERCE. — 1919. Proposition de loi portant modification des articles 47, 48, 49 et 50 du Code de commerce. (Voir Table 1909-1911, p. 340). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [11 octobre] (A. t. I, p. 1854; J.O., p. 1629; I. n° 596). Déclaration de

l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [17 octobre] (A. t. I, p. 1955 ; J.O., p. 1717). Promulgation (J.O. 28 juin, p. 7378).

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

1 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter le dernier paragraphe de l'article 621 du Code d'instruction criminelle, déposée à la Chambre le 18 décembre 1918 ; rapport de M. Paul-Meunier le 27 février 1919 ; adoptée le 13 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative à la suppression des conseils de guerre permanents [20 mars] (A. t. I, p. 326 ; J.O., p. 296 ; I. n° 101). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [28 mars] (A. t. I, p. 414 ; J.O., p. 369 ; I. n° 127). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption de l'article unique de la proposition de loi [11 avril] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 525). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 4090).

2 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles 185 et 186 du Code d'instruction criminelle, déposée à la Chambre le 8 novembre 1917 ; rapport de M. Lamy le 19 mars 1918 ; adoptée le 19 mars ; tranmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 4 novembre 1904, relative à divers articles du Code d'instruction criminelle [25 mars] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 323 ; I. n° 114).

3 — **1919.** Proposition de loi ayant pour but de compléter l'article 80 du Code d'instruction criminelle (Voir Table de 1893, p. 261). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6850).

4 — **1920.** Proposition de loi tendant à modifier l'article 345 du Code d'instruction criminelle en vue de compléter les pouvoirs du jury, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission d'initiative (I. n° 62) [27 février] (A. t. I, p. 205 ; J.O., p. 181).

CODE DE JUSTICE MILITAIRE.

1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant divers articles du Code de justice militaire pour l'armée de mer, déposé à la Chambre le 19 décembre 1919 ; rapport de M. Lafarge, le 12 mars 1920 ; adopté le 20 mai ; déposé par M. le Ministre de la Marine. — Renvoi à la Commission, nommée le 29 juin 1909, relative aux conseils de guerre et tribunaux maritimes [15 juin] (A. t. I, p. 1050 ; J.O., p. 941 ; I. n° 236). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [23 juin]

(A. t. I, p. 1094; J.O., p. 986 ; I. n° 264). Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique du projet de loi (modifications des articles 2, 6, 10, 19, 34, 38 et 43 du Code de justice militaire pour l'armée de mer [1er juillet] (A. t. I, p. 1211; J.O., p. 1088). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 10098).

Voir Armée, § III, 1, 3.

CODE PÉNAL.

1 — **1918**. Proposition de loi, de MM. Henry Chéron et Ernest Cauvin, attribuant le droit de pardon aux tribunaux correctionnels à l'égard des prévenus qui n'ont pas encore été condamnés et étendant les conditions d'application de l'article 463 du Code pénal. (Voir Table 1915-1917, p. 289). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Charles Deloncle, *rapporteur* ; Boivin-Champeaux et Henry Chéron. Renvoi de la suite de la discussion à une prochaine séance [17 janvier] (A. t. I., p. 14 ; J.O., p. 15). Fin de la discussion générale : MM. Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Simonet, Reveillaud, Louis Martin, Cauvin, Charles Deloncle, *rapporteur* ; de Las Cases et Boivin-Champeaux. Discussion des articles. Article premier. Amendement de M. Simonet. Amendement de M. Théodore Girard. Amendement de M. Félix Martin. Observations : MM. Charles Deloncle, *rapporteur* ; Simonet et Félix Martin [24 janvier] (A. t. I, p. 34; J.O., p. 33). Article premier (nouvelle rédaction). Observations de M. Charles Deloncle, *rapporteur*. Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et Charles Deloncle, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Théodore Girard, non appuyé. Sur l'article premier : M. Guillier [31 janvier] (A. t. I, p. 53 ; J.O., p. 48). Suite de la discussion de l'article premier : M. Simonet. Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance [8 février] (A. t. I, p. 98 ; J.O., p. 87). Suite de la discussion sur l'article premier : MM. Charles Deloncle, *rapporteur* ; Guillier, Henry Chéron, Dominique Delahaye, Coudert, *directeur des affaires criminelles et des grâces, commissaire du Gouvernement*, et Boivin-Champeaux. Rejet, au scrutin, des premiers mots de l'article premier [14 février] (A. t. I, p. 109; J.O., p. 97).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 419 et 420 du Code pénal et abrogation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1906, déposé à la Chambre le 5 février ; rapport de M. Maurice Viollette le 5 février; adopté le 7 février; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande,

M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission, nommée le 16 décembre 1915, relative à la taxation des denrées [27 février] (A. t. I, p. 226 ; J.O., p. 203 ; I. n° 67). Retiré par décret [16 juillet] (A. t. I, p. 1283 ; J.O., p. 1132).

CODE DE PROCÉDURE CIVILE.

1 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant l'article 457 du Code de procédure et restreignant l'effet suspensif de l'appel aux appels interjetés dans les délais légaux, déposée à la Chambre le 22 mars ; rapport de M. Viollette le 22 octobre ; adoptée le 31 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. n° 419). Commission : 1er bureau, M. Félix Martin ; 2e bureau, M. Milliard ; 3e bureau, M. Colin ; 4e bureau, M. de La Batut ; 5e bureau, M. Louis Martin ; 6e bureau, M. Steeg ; 7e bureau, M. Cordelet ; 8e bureau, M. Brindeau ; 9e bureau, M. Henri Michel (J.O., p. 10059 ; F. 56). || **1919** : Président, M. Félix Martin ; secrétaire et rapporteur, M. Louis Martin (J.O., p. 959 ; F. 4).

2 — **1918**. Proposition de loi ayant pour but de modifier les articles 5, 51, 72, 73, 149, 153, 155, 416 et 1033 du Code de procédure civile et d'abroger les articles 157, 160 et 161 du même Code (modification des délais en matière civile), déposée par M. Catalogne. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [14 février] (A. t. I, p. 107 ; J.O., p. 95 ; I. n° 51). M. Charles Deloncle dépose le rapport sommaire [22 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 214 ; I. n° 112). Adoption de la prise en considération. Renvoi aux bureaux [27 décembre] (A. t. I, p. 971 ; J.O., p. 880). || **1919**. Commission : 1er bureau, M. Catalogne ; 2e bureau, M. de Las Cases ; 3e bureau, M. Henri Michel ; 4e bureau, M. Gabrielli ; 5e bureau, M. Larère ; 6e bureau, M. Reynald ; 7e bureau, M. Loubet ; 8e bureau, M. Boivin-Champeaux ; 9e bureau, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 959 ; F. 4). Président, M. Boivin-Champeaux ; secrétaire, M. Guillaume Poulle ; rapporteur, M. Catalogne (J.O., p. 1001 ; F. 5). M. Catalogne dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1356 ; J.O., p. 1195 ; I. n° 387). || **1920**. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Catalogne, *rapporteur* ; et Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Discussion des articles : Articles premier à 5. Adoption. Article 6 : MM. le Garde des Sceaux et le rapporteur. Adoption de l'article 6 modifié. Articles 7 à 9. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [10 février] (A. t. I, p. 73 ; J.O., p. 68).

3 — **1919**. Proposition de loi ayant pour objet de modifier le paragraphe 3 de l'article 832 du Code de procédure civile (nantissement en matière de surenchère sur aliénation volontaire), déposée par MM. Loubet et Milan. Renvoi à la Commission, nommée le 7 novembre 1912, chargée de l'examen de diverses propositions de loi ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909, relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce [28 janvier] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 39 ; I. n° 17).

4 — **1920**. Proposition de loi tendant à modifier les articles 175 et 176 (action en garantie et sous-garantie), 260 (assignations à témoins), 563 et 564 (saisie-arrêt), 583 et 602 (saisie-exécution), 673, 677, 691, 692, 725 et 731 (saisie immobilière) du Code de procédure civile, déposée par M. Catalogne. Renvoi à la Commission, nommée le 23 janvier 1919, relative à certains articles du Code de procédure civile [8 mars] (A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 244 ; I. n° 78).

CODE RURAL. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter la loi du 21 juin 1898 sur le Code rural (livre III, titre Ier, chapitre II, sections 2 et 3 : Police sanitaire des animaux, etc.). (N° 172, année 1911.) (Voir Table 1909-1911, p. 343). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 651 ; J.O., p. 586 ; I. n° 331). M. Develle dépose l'avis de la Commission des finances [8 octobre] (A. t. I, p. 772 ; J.O., p. 697 ; I. n° 377). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Ajournement de la discussion [8 octobre] (A. t. I, p. 774 ; J.O., p. 699). Déclaration de l'urgence. Observation de M. Guillaume Poulle. Demande de renvoi. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 781 ; J.O., p. 708).

CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE.

1 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le livre II, chapitre IV du Code du travail et de la prévoyance sociale (repos hebdomadaire et des jours fériés), déposé à la Chambre le 16 janvier ; rapport de M. Godard le 5 mars ; adopté le 19 mars ; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 23 juin 1905, relative à la codification des lois ouvrières [25 mars] (A. t. I, p. 386 ; J.O., p. 343 ; I. n° 116).

2 — **1919**. Projet de loi modifiant un titre et un article du titre II du livre Ier du Code du travail, déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission relative à la codification des lois ouvrières [3 avril] (A. t. I, p. 565 ; J.O., p. 497 ; I. n° 154).

M. Strauss dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 910; J.O., p. 801; I. n° 233; urgence précédemment déclarée. Observations : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption de l'article unique du projet de loi [3 juin] (A. t. I, p. 985; J.O., p. 868). Promulgation (J.O., 27 juin, p. 6590).

COLIS POSTAUX

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant le relèvement des taxes des colis postaux, déposé à la Chambre le 18 juin; rapport de M. Louis Deshayes le 6 septembre; adopté le 20 septembre; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances (I. n° 374). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Dupont dépose et lit le rapport (I. n° 375). Discussion immédiate. Adoption [26 septembre] (A. t. I, p. 741; J.O., p. 670). Promulgation (J.O., 28 septembre, p. 8472).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, exemptant du droit de statistique les colis postaux expédiés en transit, déposé à la Chambre le 17 juin; rapport de M. Varenne le 27 août; adopté le 9 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [9 septembre] (A. t. I, p. 1567; J.O., p. 1375; I. n° 465). M. Millies-Lacroix dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1389; I. n° 484). Adoption [18 septembre] (A. t. I, p. 1594; J.O., p. 1403). Promulgation (J.O., 24 septembre, p. 10422).

COLONIES.

1 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux chemins vicinaux et ruraux et au dessèchement des marais dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, déposée à la Chambre le 23 juillet 1917; rapport de M. Gratien Candace le 17 janvier 1918; adoptée le 5 février; transmise par M. le Président de la Chambre des députés. Renvoi aux bureaux [14 février] (A. t. I, p. 122; J.O., p. 107; I. n° 55). Commission : 1er bureau, M. Loubet; 2e bureau, M. Dominique Delahaye; 3e bureau, M. Butterlin; 4e bureau, M. Martinet; 5e bureau, M. Limouzain-Laplanche; 6e bureau, M. Ch. Deloncle; 7e bureau, M. Henry Bérenger; 8e bureau, M. Lucien Cornet; 9e bureau, M. Le Hérissé [15 mars] (J.O., p. 2387; F. 15). Président, M. Martinet; secrétaire, M. Lucien Cornet; rapporteur,

M. Henry Bérenger [20 mars] (J.O., p. 2549; F. 17). M. Henry Bérenger dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 339; J.O., p. 304; I. n° 177). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Henry Bérenger, *rapporteur* et Henry Simon, *Ministre des Colonies*. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 322). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 3818).

2 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux colonies françaises les dispositions de l'article 19 de la loi du 29 septembre 1917, portant ouverture, sur l'exercice 1917, des crédits provisoires applicables au 4e trimestre de 1917, déposé à la Chambre le 6 novembre 1917; rapport de M. Paul Bluysen le 4 décembre 1917 ; adopté le 24 janvier 1918; déposé par MM. les Ministres des Colonies et des Finances [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 111; I. n° 58). M. Flandin dépose et lit le rapport (I. n° 194). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [16 avril] A. t. I, p. 372; J.O., p. 332). Promulgation (J.O., 10 mai, p. 4066).

3 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion des lois des 8 janvier 1905 et du 16 avril 1914, modifiant divers articles de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, et à la modification, en tant qu'elles s'appliquent aux colonies, de certaines dispositions de l'article 133 de la même loi du 5 avril 1884, déposée à la Chambre le 31 décembre 1917; rapport de M. Perreau-Pradier le 12 février 1918; adoptée le 21 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128 ; I. n° 71). — **1919**. — M. Martinet dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1216; I. n° 402). Adoption [29 décembre] (A. t. I; p. 49; J.O., p. 1874). Promulgation (J.O., 7 janvier 1920, p. 222).

4 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant aux personnels civils rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies et pays de protectorat, relevant du Ministère des Colonies, le bénéfice de l'article 12 de la loi du 4 août 1917, déposé à la Chambre le 6 février; rapport de M. Albert Grodet le 21 mars et avis de la Commission du budget par M. Grodet, le 11 avril; adopté le 18 avril; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [14 mai] (A. t. I, p. 398; J.O., p. 360; I. n° 208). M. Etienne Flandin dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 552; J.O., p. 496; I. n° 268). Déclaration de l'urgence. Adop-

tion [29 juillet] (A. t. I, p. 652; J.O., p. 587). Promulgation (J.O., p. 7610).

5 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la cession à la colonie de la Nouvelle-Calédonie : 1° à titre onéreux, d'immeubles de l'Etat, sis à Nouméa; 2° à titre gratuit, d'immeubles de l'Etat sis à la presqu'île Ducos, déposé à la Chambre le 11 juillet 1916; rapport de M. Albert Grodet, le 25 janvier 1918; adopté le 18 avril; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [14 mai] (A. t. I, p. 398; J.O., p. 360; I. n° 209). M. Etienne Flandin dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 552; J.O., p. 296; I. n° 269). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A. t. I, p. 664; J.O., p. 599). Promulgation (J.O., 31 août, p. 7664).

6 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant application à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion de la loi du 15 février 1918, ayant pour objet de reconnaître, aux femmes salariées, le droit à un congé de durée égale à chacune des permissions de détente de leurs maris, déposé à la Chambre le 21 mars ; rapport de M. Albert Grodet, le 17 mai ; adopté le 18 juin ; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission de l'armée [9 juillet] (A. t. I, p. 606; J.O., p. 543; I. n° 297). M. Paul Strauss dépose le rapport [19 septembre] (A. t. I, p. 682; J.O., p. 621; I. n° 363). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 octobre] (A. t. I, p. 772; J.O., p. 697). Promulgation (J.O., 3 novembre, p. 9507).

7 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant extension dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, de la loi du 3 juillet 1915, qui a modifié, pendant la durée de la guerre, les dispositions légales relatives à l'autorisation des femmes mariées en justice et à l'exercice de la puissance paternelle, déposé à la Chambre le 29 septembre 1915; rapport de M. Maurice Viollette, le 14 mai 1918 ; adopté le 18 juin ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission, nommée le 13 mai 1890, relative aux droits civils des femmes [9 juillet] (A. t. I, p. 606; J.O., p. 543; I. n° 298).

8 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant à toutes les veuves et à tous les orphelins des fonctionnaires rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, décédés sous les drapeaux au cours de la guerre actuelle, le bénéfice des règlements instituant des suppléments temporaires de traitement ou indemnités de cherté de vie et des allocations pour charges de

famille, déposé à la Chambre le 5 septembre 1918 ; rapport de M. Landry, le 31 décembre 1918 ; adopté le 22 janvier 1919 ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 février] (A. t. I, p. 166 ; J.O., p. 151 ; I. n° 54). M. Lucien Cornet dépose le rapport [15 avril] (A. t. I, p. 689 ; J.O., p. 607 ; I. n° 189). Adoption [19 avril] (A. t. I, p. 761 ; J.O., p. 667). Promulgation (J.O., 7 mai, p. 4702).

9 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant aux fonctionnaires coloniaux mobilisés un complément de traitement pendant la durée de leur présence sous les drapeaux, déposé à la Chambre le 12 mars ; rapport de M. Outrey, le 8 avril ; avis de la Commission du budget par M. Grodet, le 15 avril ; adopté le 19 avril ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 mai] (A. t. I, p. 826 ; J.O., p. 721 ; I n° 219). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1920 ; J.O., p. 1688 ; I. n° 627). Urgence précédemment déclarée. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1948 ; J.O., p. 1711). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 12006).

10 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion, la loi du 20 mars 1917, relative à la tutelle des femmes et à leur admission dans les conseils de famille, et la loi du 3 avril 1917, maintenant l'usufruit légal au profit du conjoint survivant en cas de nouveau mariage, déposé à la Chambre le 30 avril 1918 ; rapport de M. Candace, le 25 octobre 1918 ; avis de la Commission de la législation civile et criminelle par M. Violette, le 25 octobre 1918 ; adopté le 30 septembre 1919 ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission relative aux droits civils des femmes, nommée le 13 mai 1890 [18 octobre] (A. t. I, p. 1997 ; J.O., p. 1754 ; I. n° 679).

11 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, rendant applicables aux colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe les dispositions de la loi du 18 mars 1917, ayant pour objet de subordonner l'acquisition de la nationalité française, en cas de mariage contracté entre un Français et une femme appartenant à une nation en hostilités avec la France, à une autorisation préalable du Gouvernement, déposé à la Chambre le 18 octobre 1917 ; rapport de M. Candace, 25 octobre 1918 ; adopté le 30 septembre 1919 ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 27 novembre 1913, relative à l'acquisition de la nationalité française pour les pupilles de l'assis-

tance publique d'origine étrangère [18 décembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1849; I. nº 756).

12 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'application aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane de certaines dispositions de : 1º la loi du 15 juillet 1883 sur l'organisation de l'assistance médicale gratuite ; 2º la loi du 27 juin 1904 sur le service des enfants assistés ; 3º la loi du 28 juin 1904, relative à l'éducation des pupilles de l'assistance publique difficiles ou vicieux ; 4º la loi du 14 juillet 1905, relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources ; 5º la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses, déposée à la Chambre le 20 mars ; rapport de M. Candace les 3 avril et 18 juin ; adoptée le 24 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 25 mai 1905, relative à la protection de la santé publique [1er juillet] (A. t. I, p. 1232; J.O., p. 1087; I. nº 314). ‖ **1920.** M. Strauss dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 1018; I. nº 276). Déclaration de l'urgence. Adoption successive des trois articles. Sur l'ensemble : MM. Mauger et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [1er juillet] (A. t. I, p. 1214; J.O., p. 1089). Promulgation [22 juillet, p. 10506).

13 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, étendant aux colonies les dispositions : 1º de la loi du 8 juin 1893, modifiant les articles 89, 90, 91 et 92 du Code civil ; 2º de la loi du 3 décembre 1915, relative aux actes de décès des personnes présumées victimes les opérations de guerre, déposé à la Chambre le 20 mai ; rapport de M. Grodet le 26 août ; adopté le 24 septembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre de la Marine et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 18 mars 1915, relative aux actes de décès des militaires ou civils tués à l'ennemi [18 décembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1839; I. nº 753). ‖ **1920.** M. de La Batut dépose le rapport [2 mars] (A. t. I, p. 255; J.O., p. 224). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 360; J.O., p. 323). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 6107).

14 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre applicable dans les colonies de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe la loi du 14 novembre 1918, tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre

la sûreté extérieure de l'Etat, déposé à la Chambre le 10 février; rapport de M. Berthon le 4 mars ; adopté le 16 mars ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 29 juin 1909, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à la suppression des conseils de guerre [14 avril] (A. t. I, p. 543; J.O., p. 483; I. n° 147). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [27 mai] (A. t. I, p. 803; J.O., p. 725; I. n° 216). Déclaration de l'urgence. Adoption [8 juin] (A. t. I, p. 1027; J.O., p. 918). Promulgation (J.O., 27 juin, p. 9038).

15 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de rendre applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion la loi du 6 avril 1919 modifiant l'article 295 du Code civil, déposé à la Chambre le 10 février ; rapport de M. Berthon le 4 mars; adopté le 16 mars; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 24 juillet 1918, pour procéder à une enquête économique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies françaises [14 avril] (A. t. I, p. 543; J.O., p. 483; I. n° 148).

16 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des lois des 26 décembre 1912 (art. 1er, 23 décembre 1913 (art. 1er) et 13 juillet 1914 (art. 1er), autorisant les gouverneurs généraux de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française à contracter des emprunts pour l'exécution des travaux publics, déposé à la Chambre le 27 décembre 1919; rapport de M. Archimbaud le 4 mars 1920; adopté le 27 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 1050; J.O., p. 941 ; I. n° 235). M. Lucien Cornet dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1298; J.O.,p. 1167; I. n° 336). Déclaration de l'urgence [24 juillet] (A. t. I, p. 1474; J.O., p. 1319). Promulgation (J.O., 12 août, p. 11712).

17 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime forestier de la Martinique et de la Guadeloupe, déposé à la Chambre le 16 mars; rapport de M. Gasparin le 2 juin; adopté le 19 novembre; déposé par M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission, nommée le 24 juillet 1918, chargée de procéder à une enquête économique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies françaises [10 décembre] (A. t. II, p. 159; J.O., p. 1882 ; I. n° 541).

Voir Crédit agricole (Caisse de).

COMBUSTIBLES MINÉRAUX. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant la validité des lois relatives à l'importation, à la taxation et à la réquisition des combustibles minéraux, déposé à la Chambre le 10 septembre ; rapport de M. Hauet le 2 octobre ; adopté le 15 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission, nommée le 24 octobre 1918, relative aux questions minières [17 octobre] (A. t. I, p. 1954 ; J.O., p. 1716 ; I. n° 642). M. Colin dépose et lit le rapport (I. n° 000). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier : MM. Touron, Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Paul Doumer. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 octobre] (A. t. I, p. 2029 ; J.O., p. 1780). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 12894).

COMMERÇANTS ET PETITS INDUSTRIELS (Petits). — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 11.

COMMIS D'ENREGISTREMENT. — Voir Enregistrement (Commis d').

COMMIS GREFFIERS.

1 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à abaisser la limite d'âge des commis greffiers devant les cours et tribunaux, déposée à la Chambre le 7 mai; rapport de M. Bender le 24 juillet ; adoptée le 17 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative au fonctionnement des Cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la guerre [24 octobre] (A. t. I, p. 791; J.O., p. 721 ; I. n° 402). || **1919.** M. Reynald dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 141; J.O., p. 129; I. n° 48). Déclaration de l'urgence. Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 228). Promulgation (J.O., 16 mars, p. 2750).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, abaissant la limite d'âge des commis greffiers devant les conseils de guerre de l'armée de terre, déposé à la Chambre le 30 juin 1919 ; rapport de M. Braibant le 11 mars 1920 ; adopté le 26 juillet ; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission, nommée le 29 juin 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi portant suppression des conseils de guerre permanents dans les armées de terre et de mer et des

tribunaux maritimes [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1769 ; I. n° 482).

COMMISSARIAT DE LA MARINE. — Voir Marine, 4.

COMMISSIONS

COMMISSION SUPÉRIEURE D'AMÉNAGEMENT, D'EMBELLISSEMENT ET D'EXTENSION DES VILLES.

1919. — Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes : MM. Poirson et Magny, élus [22 mai] (A. t. I, p. 870 ; J.O., p. 779).

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

1920. — 1er bureau, MM. Jossot, Poulle, Bouctot, Guy de Lubersac ; 2e bureau, MM. Gouge, Gégauff, Massé, Artaud ; 3e bureau, MM. Maurice Guesnier, Guillois, Desgranges, Leneveu ; 4e bureau, MM. Diebolt-Weber, Carrère, Louis Michel, Machet ; 5e bureau, MM. Louis Quesnel, Brocard, Pierrin, Monsservin ; 6e bureau, MM. Fernand David, Landrodie, Chomet, Henri Cosnier ; 7e bureau, MM. Méline, Charles Deloncle, marquis de Marguerie, Roland ; 8e bureau, MM. Chauveau, Courrégelongue, Monfeuillart, Jénouvrier : 9e bureau, MM. Sabaterie, Bodinier, de Saint-Quentin, Clémentel [6 février] (J.O., p. 1964 ; F. 9). Président, M. Jules Méline ; vice-présidents, MM. Fernand David, Chauveau, Jénouvrier, Massé, Charles Deloncle, Clémentel ; secrétaires, MM. Carrère, de Lubersac, Guillois, Landrodie, Chomet, Cosnier, Roland [11 février] J.O., p. 2212 ; F. 11).

COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

1919. — Résultat nul, faute du quorum, du scrutin pour la nomination, au scrutin de liste, de neuf membres destinés à compléter la Commission chargée de l'étude des projets concernant les affaires étrangères ; 2e tour de scrutin fixé à une prochaine réunion des bureaux [11 juillet] (A. t. I, p. 1266 ; J.O., p. 1120). Résultat du 2e tour de scrutin : MM. de Freycinet, Combes, l'amiral de la Jaille, Milliard, Noël, Bourgeois, de Las Cases, Touron et Chéron, élus [11 juillet] (A. t. I, p. 1279 ; J.O., p. 1129).

1920. — MM. Lucien Hubert, Méline, Bienvenu-Martin, Milliès-Lacroix, Bompard, Louis Martin, Reynald, Milliard, Gustave Rivet,

Noulens, Ribot, Goy, Boivin-Champeaux, Maurice Colin, Berthoulat, Ribière, Chênebenoit, de Selves, Antony Ratier, Victor Bérard, Lucien Cornet, Imbart de la Tour, René Besnard, Savary, Paul Strauss, Cruppi, Hugues Le Roux, de Saint-Quentin, d'Estournelles de Constant, de Las Cases, Alexandre Bérard, Doumergue, de Lamarzelle, Reynaud, Lazare Weiller et René Renoult sont proclamés membres de la Commission des affaires étrangères pour l'année 1920 [27 janvier] (A. t. I, p. 46 ; J.O., p. 39). Président, M. de Selves ; vice-présidents, MM. Méline, Ribot, Doumergue, Bienvenu-Martin, Cruppi ; secrétaires, MM. Lucien Hubert, Reynald, Victor Bérard, Chênebenoit, Imbart de la Tour [30 janvier] (J.O., p. 1606 ; F. 8). (Voir Résolution). Résultat du scrutin de liste dans les bureaux pour la nomination de deux membres de la Commission des affaires étrangères : MM. Raymond Poincaré et Antonin Dubost, élus [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770 ; F. 88).

COMMISSION chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'ALSACE ET LA LORRAINE.

1920. — Sont élus : MM. Cauvin, Faisans, l'abbé Delsor, Scheurer, le chanoine Collin, Bompard, Magny, Hervey, le général Bourgeois, le général Taufflieb, le général Hirschauer, Gegauff, le colonel Sthul, Eccard, de Marguerie, Helmer, Méline, Castillard, Savary, Laurent Thiéry, Paul Strauss, d'Estournelles de Constant, de Las Cases, Vieu, Gaston Menier, Paul Doumer, Lazare Weiller, Diébolt-Weber, Maurice Sarraut, Riotteau, Jénouvrier, Bienvenu-Martin, Henri Michel, Maurice Ordinaire, Reynald, Lucien Hubert, Debierre, Lintilhac, Albert Peyronnet, Ribot et Lucien Cornet [8 mars] (A. t. I, p. 258 ; J.O., p. 229). Président, M. Paul Doumer ; vice-présidents : MM. le général Bourgeois, Bompard, Savary, Bienvenu-Martin ; secrétaires, MM. de Marguerie, Helmer, Lucien Hubert, Maurice Ordinaire, Jénouvrier [9 mars] (J.O., p. 3928 ; F. 19).

COMMISSION chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'ALGÉRIE.

1920. — Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination, au scrutin de liste, de onze membres de la Commission chargée d'étudier les réformes que comporterait la situation de l'Algérie : MM. Etienne, Pédebidou, Hervey, Vayssière, Henri Michel, le général Bourgeois, Mauger, Berthelot, Cuttoli, Pasquet et Cosnier, élus [18 juin] (A. t. I, p. 1069 ; J.O., p. 960). Président, M. Jean Morel ; vice-prédident, M. Etienne ; secrétaires, MM. Cuttoli et Vayssière [23 juillet] J.O., p. 1858. ; F. 67).

COMMISSION DE L'ARMÉE.

1920. — 1er bureau, MM. le Comte d'Alsace, Henry Bérenger, Lebrun, de Lubersac; 2e bureau, MM. le Général Bourgeois, Le Barillier, Peytral, Paul Strauss; 3e bureau, MM. François Albert, Berger, Boudenoot, Pédebidou; 4e bureau, MM. Enjolras, Etienne, de La Batut, Colonel Stuhl; 5e bureau, MM. Paul Doumer, le Comte d'Elva, Lucien Cornet, Delpierre; 6e bureau, MM. Catalogne, Grosdidier, Paul Dupuy, Paul Pelisse; 7e bureau, MM. le Général Hirschauer, Cauvin, Gaston Menier, Vieu; 8e bureau, MM. Henry Chéron, le Général Taufflieb, Lebert, Charles Chabert; 9e bureau, MM. Amic, Hervey, Richard, Rouby. Président, M. Boudenoot; vice-présidents, MM. Paul Doumer, Henry Chéron, Gaston Menier, Paul Strauss; secrétaires, MM. Lucien Cornet, Comte d'Alsace, Henry Bérenger, Charles Chabert [28 janvier] (J.O., p. 1510; F. 7).

COMMISSION relative aux établissements publics d'enseignement pour LES AVEUGLES et LES SOURDS-MUETS.

1920. — Nommée le 4 juillet 1911, complétée le 23 juin 1920. Président, M. Joseph Reynaud; secrétaire, M. J. Loubet [26 juin] (A. t. I, p. 9023; J.O., p. 9023; F. 55).

COMMISSION SUPÉRIEURE DES CAISSES D'ÉPARGNE.

1920. — Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure des Caisses d'épargne : MM. Richard et Lebert, élus [25 juillet] (A. t. I, p. 1568; J.O., p. 1393).

COMMISSION SUPÉRIEURE DE LA CAISSE NATIONALE DES RETRAITES POUR LA VIEILLESSE.

1920. — Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse : MM. Philip et Chéron, élus [29 avril] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 552).

COMMISSION SUPÉRIEURE DE CASSATION. — Voir Cour de Cassation.

COMMISSION DES CHEMINS DE FER.

1920. — 1er bureau, MM. Bersez, Poulle, Trouvé, Billiet; 2e bureau, MM. Cannac, Cazelle, Claveille, Léon Perrier; 3e bureau, MM. Faisans, Helmer, Grosjean, Reynald; 4e bureau, MM. Blaignan, Coignet, Mar-

raud, Mazière; 5e bureau, MM. Maurice Ordinaire, Milan, Dehove, Imbart de la Tour; 6e bureau, MM. Cuminal, Martinet, Mir, Roustan; 7e bureau, MM. Bollet, Castillard, Sarraut, Simonet; 8e bureau, MM. Thuillier-Buridard, Ranson, Mollard, de Pomereu; 9e bureau, MM. Dellestable, Perchot, Rabier, Régnier [28 janvier] (J.O., p. 1510; F. 7). Président, M. Faisans; vice-présidents, MM. Dellestable, Bersez, Perchot, Fernand Rabier; secrétaires, MM. Guillaume Poulle, Maurice Ordinaire, Régnier, Léon Perrier [30 janvier] (J.O., p. 1606; F. 8).

COMMISSION DE COMPTABILITÉ.

1920. — 1er bureau, MM. Poulle, Rouland; 2e bureau, MM. Limouzain-Laplanche, Colin (Maurice); 3e bureau, MM. Leneveu, Humblot; 4e bureau, MM. Loubet, Roy (Henri); 5e bureau, MM. Vilar, Penancier; 6e bureau, MM. Gomot, Bussière; 7e bureau, MM. Lévy (R.-G.), Menier (Gaston); 8e bureau, MM. Philip, Gabrielli; 9e bureau, MM. Porteu, Sauvan. Président, M. Gomot; secrétaire, M. Guillaume Poulle; rapporteur, M. Guillaume Poulle [28 janvier] (J.O., p. 1510; F. 7).

COMMISSION DES CONGÉS.

1918. — 1re Commission [16 janvier] (J.O., p. 621; F. 4); 2e Commission [15 février] (J.O., p. 1607; F. 11); 3e Commission [16 mars] (J.O., p. 2410; F. 16); 4e Commission [15 mai] (J.O., p. 4214; F. 28); 5e Commission [14 juin] (J.O., p. 5161; F. 33); 6e Commission [20 septembre] (J.O., p. 8227; F. 45); 7e Commission [25 octobre] (J.O., p. 9289; F. 51); 8e Commission [28 novembre] (J.O., p. 10825; F. 58).

1919. — 1re Commission [24 janvier] (J.O., p. 959, F. 4); 2e Commission [19 février] (J.O., p. 1862; F. 12); 3e Commission [21 mars] (J.O., p. 2920; F. 21); 4e Commission [17 mai] (J.O., p. 5077; F. 44); 5e Commission [18 juin] (J.O., p. 6320; F. 55); 6e Commission [23 juillet] (J.O., p. 7629; F. 70); 7e Commission [6 septembre] (J.O., p. 9604; F. 80); 8e Commission [9 octobre] (J.O., p. 11154; F. 92); 9e Commission [19 décembre] (J.O., p. 14774; F. 104).

1920. — 1re Commission [23 janvier] (J.O., p. 1209; F. 6) Président, M. Lafferre; secrétaire, M. Laboulbène; rapporteur, M. Farjon [13 février] (J.O., p. 2385; F. 12); 2e Commission [15 février] (J.O., p. 2548; F. 14); 3e Commission [20 mars] (J.O., p. 4535; F. 22) Président, M. Bollet; secrétaire, M. Cazelles; rapporteur, M. Pierre Marraud [27 mars] (J.O., p. 4909; F. 27); 4e Commission [21 mai] (J.O., p. 7590; F. 37) Président, M. Damecour; secrétaire, M. François-Saint-Maur; rapporteur, M. Catalogne [22 mai] (J.O., p. 7625; F. 38); 5e Commission [23 juin] (J.O., p. 8905; F. 53) Président, M. Delpierre; secrétaire, M. Ruffier

[24 juin] (J.O , p. 8927; F. 54); 6e Commission [17 novembre] (J.O., p. 18530; F. 86); 7e Commission [15 décembre] (J.O., p. 20809; F. 95) Président, M. Lebert; secrétaire, M. Daraignez; rapporteur, M. Cornet [17 décembre] (J.O., p. 20944; F. 96).

COMMISSION DE CONTROLE DE LA CIRCULATION MONÉTAIRE

1920. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de contrôle de la circulation monétaire : M. Guillaume Chastenet, élu [23 novembre] (A. t. II, p. 68; J.O., p. 1797).

COMMISSION chargée de procéder à une enquête économique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des COLONIES FRANÇAISES

1 — 1918. Scrutin pour la nomination de la Commission. Résultat nul faute de quorum. 2e tour fixé au mercredi 24 juillet [23 juillet] (A. t. I, p. 646; J.O., p. 578). Proclamation du résultat du 2e tour de scrutin : MM. d'Aunay, Cabart-Danneville, Milliès-Lacroix, Saint-Germain, Etienne Flandin, Jean Morel, de la Riboisière, Touron, Paul Doumer, Maurice Colin, Chauveau, Doumergue, Couyba, Maurice Sarraut, Brindeau, Lucien Hubert, Léon Barbier et Henry Bérenger, élus [29 juillet] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 585; F. 42) Président, M. Gaston Doumergue; vice-présidents, MM. Milliès-Lacroix; Jean Morel; secrétaires, MM. Maurice Sarraut, Henry Bérenger [3 août] (J.O., p. 6741; F. 43). M. Couyba dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 727; I, n° 418).

2 — 1919. Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination au scrutin de liste de deux membres de la Commission chargée de procéder à une enquête économique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies françaises : MM. Lemarié et Lucien Cornet, élus [20 février] (A. t. I, p. 182; J.O., p 165).

3 — 1920. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre membres de la Commission chargée de procéder à une enquête économique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies françaises : MM. Etienne, Babin-Chevaye, Schrameck et René Besnard, élus [29 mars] (A. t. I, p. 478; J.O., p. 425).

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LES FAITS DE GUERRE

1919. — 1er bureau, MM. Jénouvrier, Boudenoot, Hervey et Alexandre Bérard; 2e bureau, MM. Jean Codet, Lucien Hubert, Louis Martin et

Richard ; 3e bureau, MM. le Comte d'Alsace, de Selves, Monis, Dehove; 4e bureau, MM. Jules Develle, Paul Strauss, Hayez et Poirson ; 5e bureau, MM. Paul Doumer, Lintilhac, Perreau et Cauvin. 6e bureau, MM. Lucien Cornet, André Lebert, Riotteau et Sabaterie ; 7e bureau, MM. Bersez, Galup, Ermant, Sarraut ; 8e bureau, MM. Reynald, Bienvenu-Martin, Vidal de Saint-Urbain et Eugène Guérin ; 9e bureau, MM. Chastenet, Henry Chéron Gavini et Perchot. Président, M. Paul Doumer ; vice-présidents, MM. Monis, Henry Chéron, Jénouvrier, Boudenoot ; secrétaires, MM. Perchot, Lebert, Lucien Cornet, Reynald [26 février] (J.O., p. 2207, F. 14). M. Paul Doumer dépose le rapport [18 octobre] (A. t. I, p. 2033 ; J.O., p. 1785 ; I. n° 704).

COMMISSION chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS DE L'INVASION.

1920. — Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination, au scrutin de liste, d'un membre de la Commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion : M. René Gouge, élu [2 juin] (A. t. I, p. 997 ; J.O., p. 992).

COMMISSION chargée d'examiner tous les projets et propositions de loi relatifs aux QUESTIONS MINIÈRES.

1918. — Proposition de résolution déposée par M. Boudenoot et plusieurs de ses collègues. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [22 octobre] (A. t. I, p. 780 ; J.O., p. 713). Commission : 1er bureau, MM. Cuvinot, Bersez, Félix Martin ; 2e bureau, MM. Ribot, Savary, Albert Peyronnet ; 3e bureau, MM. Cazeneuve, Maurice Colin, Servant ; 4e bureau, MM. Hayez, Potié, Perreau ; 5e bureau, MM. Touron, Hervey, Charles Deloncle ; 6e bureau, MM. Lourties, Paul Strauss, Trystram ; 7e bureau, MM. Gaston Menier, Empereur, Dominique Delahaye ; 8e bureau, MM. Cauvin, Richard, Petitjean ; 9e bureau, MM. Boudenoot, Jénouvrier, Henry Chéron. Président, M. Ribot ; vice-présidents, MM. Cuvinot, Boudenoot, Jénouvrier ; secrétaires, MM. Hayez, Richard (J.O., p. 9289 ; F. 51).

COMMISSION relative à la réparation des DOMMAGES DE GUERRE.

1920. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission relative à la réparation des dommages de guerre : M. Monfeuillart, élu [27 février] (A. t. I, p. 205 ; J.O., p. 181).

COMMISSION DES DOUANES.

1920. — 1er bureau, MM. Bouctot, Charpentier, Gustave Denis, Plichon ; 2e bureau, MM Eugène Chanal, Donon, Lederlin, Massé ; 3e bureau, MM. Buhan, Guesnier, Mauger, Renaudat ; 4e bureau, MM. David, Touron, Boivin-Champeaux, Scheurer ; 5e bureau, MM. Quesnel, de Las Cases, Laurent Thierry, Merlin ; 6e bureau, MM. Fernand David, Ermant, Jean Morel, Potié ; 7e bureau, MM. Noël, Mascuraud, Roland, Dron ; 8e bureau, MM. Chauveau, Bompard, Damecour, Monfeuillart ; 9e bureau, MM. Bachelet, Lafferre, Magny, Peschaud [28 janvier] (J.O., p. 1509 ; F. 7).

COMMISSION DES FINANCES.

1918. — Prorogation des pouvoirs de la Commission des finances [5 avril] (A. t. I, p. 339 ; J.O., p. 304).

1920. — (Nommée le 29 janvier) 1er bureau, MM. Lebrun, Henry Bérenger, Jeanneney, Rouland ; 2e bureau, MM. Bienvenu-Martin, Henri Michel, Debierre, René Renoult ; 3e bureau, MM. Boudenoot, Dausset, Noulens, Albert Peyronnet ; 4e bureau, MM. Antonin Dubost, Marraud, Touron, Alfred Brard ; 5e bureau, MM. Paul Doumer, Lucien Cornet, Milan, Laurent Thiéry ; 6e bureau, MM. Berthelot, Fernand David, Jean Morel, Ribot ; 7e bureau, MM. Raphaël-Georges Lévy, Ch. Deloncle, général Hirschauer, Lintilhac ; 8e bureau, MM, Henry Chéron, Lucien Hubert, Chastenet, Alexandre Bérard ; 9e bureau, MM. Clémentel, Milliès-Lacroix, Perchot, de Selves. Président, M. Milliès-Lacroix ; vice-présidents, MM. Alexandre Bérard, de Selves, Eugène Lintilhac, Henry Chéron ; secrétaires, MM. Peyronnet, Chastenet, Habert, Deloncle ; rapporteur général, M. Paul Doumer [30 janvier] (J.O.,p. 1606 ; F. 8).

1920. — (Nommée le 18 novembre). 1er bureau, MM. Pierre Marraud, Antonin Dubost, Magny, Rouland ; 2e bureau, MM. Henry Chéron, Albert Lebrun, Bienvenu-Martin, Paul Pélisse ; 3e bureau, MM. Fernand David, René Besnard, Blaignan, Brangier ; 4e bureau, MM. Touron, Henry Bérenger, Alexandre Bérard, Berthelot ; 5e bureau, MM. Jean Morel, Chastenet, Dausset, Debierre ; 6e bureau, MM. Raphaël Georges Lévy, Ribot, de Selves, Albert Peyronnet ; 7e bureau, MM. Milliès-Lacroix, Boudenoot, Général Hirschauer, Clémentel ; 8e bureau, MM. le Colonel Stuhl, Jeanneney, Jénouvrier, Perchot ; 9e bureau, MM. Paul Doumer, Milan, Lucien Hubert, René Renoult. Président, M. Milliès-Lacroix ; vice-présidents, MM. Alexandre Bérard, de Selves, Henry Chéron, Touron, Lucien Hubert ; secrétaires,

MM. Albert Peyronnet, Chastenet, Milan, Paul Pelisse. Rapporteurs spéciaux : *Rapporteur général*, M. Paul Doumer ; *Justice*, M. Jénouvrier ; *Affaires étrangères*, M. Lucien Hubert ; *Intérieur*, M. Marraud ; *Finances*, M. Dausset ; *Guerre* (poudres et salpêtres), M. Henry Chéron ; *Marine*, MM. Henry Bérenger ; *Colonies*, M. Jean Morel ; *Travail*, M. Albert Peyronnet ; *Instruction publique*, M. René Besnard ; *Beaux-Arts*, M. Chastenet ; *Commerce et Ecole centrale*, M. Clémentel ; *Pensions, primes et allocations de guerre* et dépenses recouvrables sur l'Allemagne, M. Lebrun ; *Agriculture* (enseignement agricole), M. Fernand David ; *Travaux publics*, M. Berthelot ; *Régions libérées*, M. R.-G. Lévy ; *Hygiène, assistance et prévoyance sociales*, M. Debierre ; *Postes télégraphes, téléphones*, M. Paul Pelissé ; *Mines et forces hydrauliques*, M. Milan ; *Aéronautique et transports aériens*, M. le Général Hirschauer ; *Ports, marine marchande et pêches*, M. Rouland ; *Enseignement technique*, M. Clémentel ; *Ravitaillement*, M. Perchot ; *Légion d'honneur*, M. Brangier ; *Services pénitentiaires*, M. Jénouvrier ; *Imprimerie nationale*, M. Blaignan ; *Monnaies et médailles*, M. Chastenet ; *Algérie, protectorats*, M. Magny ; *Chemins de fer*, (conventions et garanties des grands réseaux : chemins de fer de l'Etat), M. Jeanneney ; annexe de la *Caisse des invalides de la marine*, M. Rouland [19 novembre] (J.O., p. 18667 ; F. 87).

COMMISSION D'INITIATIVE PARLEMENTAIRE.

1918. — 1re Commission [16 janvier] (J.O., p. 621 ; F. 4) Président, M. Murat ; secrétaire, M. Deloncle, (J.O. p. 740 ; F. 5) ; 2e Commission [15 février] (J.O., p. 1607 ; F. 11) Président, M. Thounens ; secrétaire, M. Deloncle (J.O., p. 1841 ; F. 12) ; 3e Commission [16 mars] (J.O., p. 2410 ; F. 16) Président, M. Martinet ; secrétaire, M. Hervey (J.O., p. 2549 ; F. 17) ; 4e Commission [15 mai] (J.O., p. 4214 ; F. 28) Président M. Flandin, secrétaire, M. Poulle ; rapporteur, M. Flandin (J.O., p. 4562 ; F. 29) ; 5e Commission [14 juin] (J.O., p. 5161 ; F. 33) Président, M. Poirson ; secrétaire, M. de Las Cases (J.O., p. 5198 ; F. 34) ; 6e Commission [20 septembre] (J.O., p. 8227 ; F. 45) Président, M. Reymond ; secrétaire, M. Surreaux (J.O., p. 8707 ; F. 48) ; 7e Commission [25 octobre] (J.O., p. 9289 ; F. 51) Président, M. Fleury ; secrétaire, M. Beauvisage (J.O., p. 9630 ; F. 52) ; 8e Commission [28 novembre] (J.O., p. 10325 ; F. 58) Président, M. Maurice Faure ; secrétaire, M. Ordinaire (J.O., p. 10462, F. 59).

1919. — 1re Commission [24 janvier] (J.O., p. 959 ; F. 4) Président, M. Fleury ; secrétaire, M. Ordinaire (J.O., 1001 ; F. 5) ; 2e Commission [19 février] (J.O., p. 1862 ; F. 12) Président, M. Fleury ; secrétaire,

M. Loubet (J.O., p. 1949; F.13); 3e Commission [21 mars] (J.O., p. 2920; F. 21) Président, M. Perreau; secrétaire, M. Chabert (J.O., p. 2974; F. 22); 4e Commission [17 mai] (J.O., p. 5077, F. 44) Président, M. Genoux; secrétaire, M. Guilloteaux (J.O., p. 5258; F. 45); 5e Commission [18 juin] (J.O., p. 6320; F. 55) Président, M. Surreaux; secrétaire, M. Sauvan (J.O., p. 6388; F. 56); 6e Commission [23 juillet] J.O., p. 7629; F. 70) Président M. Fleury, secrétaire, M. de Las Cases (J.O., p. 769; F. 71); 7e Commission [6 septembre] (J.O., p. 9604; F. 80) Président, M. Delahaye; secrétaire, M. Surreaux (J.O., p. 9915; F. 81); 8e Commission [9 octobre] (J.O., p. 11154; F. 92) Président, M. Loubet; secrétaire, M. Lucien Hubert (J.O., p. 11179; F. 93); 9e Commission [19 décembre] J.O., p. 14774; F. 104).

1920. — 1re Commission [23 janvier] (J.O., p. 1209; F. 6) Président, M. Hervey; secrétaire; M. Donon [11 février] (J.O., p. 2212; F. 11); 2e Commission [15 février] (J.O., p. 2549; F. 14) Président, M. Dominique Delahaye; secrétaire, M. Philipp [19 février] (J.O., p. 2815; F. 15); 3e Commission [20 mars] (J. O., p. 4536; F. 22) Président, M. Buhan; secrétaire, M. Guilloteaux [27 mars] (J.O., p. 4909; F. 26); 4e Commission [21 mai] (J.O., p. 7590; F. 37) Président, M. Dominique Delahaye; secrétaire, M. Gouge [22 mai] (J.O., p. 7625; F. 38); 5e Commission [23 juin] (J.O., p. 8905; F. 53) Président, M. Gourju; secrétaire, M. Poulle [24 juin] (J.O., p. 8927; F. 54); 6e Commission [17 novembre] (J.O., p. 18530; F. 86) Président, M. Gourju; secrétaire, M. Duplantier [19 novembre] (J.O., p. 18667; F. 87); 7e Commission [15 décembre] (J.O., p. 20809; F. 95) Président, M. Gourju; secrétaire, M. Henri Roy [17 décembre] (J.O., p. 20945; F. 96).

COMMISSION D'INTÉRÊT LOCAL.

1918. — 1re Commission [16 janvier] (J.O., p. 621; F. 4) Président, M. Monnier; secrétaire, M. Sauvan (J.O., p. 740; F. 5); 2e Commission [15 février] (J.O., p. 1607; F. 11) Président, M. Mascuraud, secrétaire, M. Sauvan (J.O., p. 1841; F. 12); 3e Commission [16 mars] (J.O., p. 2410; F. 16) Président, M. Monnier; secrétaire, M. Sauvan (J. O., p. 2549; F. 17); 4e Commission [15 mai] (J.O., p. 4214; F. 28) Président, M. Monnier; secrétaire, M. Renaudat (J.O., p. 4562; F. 29); 5e Commission [14 juin] (J.O., p. 5161; F. 33) Président, M. Surreaux; secrétaire, M. Magny (J.O., p. 5198; F. 34); 6e Commission [20 septembre] (J.O., p. 8227; F. 45) Président, M. Magny; secrétaire, M. Potié (J.O., p. 8797; F. 48); 7e Commission [25 octobre] (J.O., p. 9289; F. 51) Président, M. Monnier; secrétaire, M. Sauvan (J.O., p. 9630; F. 52); 8e Commission

[28 novembre] (J.O., p. 10325 ; F. 58) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Reynald ; rapporteur, M. Simonet (F. 59).

1919. — 1re Commission [24 janvier] (J.O., p. 959 ; F. 4) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Magny (J.O., p. 1001 ; F. 5) ; 2e Commission [19 février] (J.O., p. 1862 ; F. 12) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Sauvan (J.O., p. 1949 ; F. 13) ; 3e Commission [21 mars] (J.O., p. 2920 ; F. 21) Président, M. Ranson ; secrétaire, M. Sauvan ; rapporteur, M. Larère (J.O., p. 2974 ; F. 22) ; 4e Commission [17 mai] (J.O., p. 5057 ; F. 44) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Peschaud (J.O., p. 5258 ; F. 45) ; 5e Commission [18 juin] (J.O., p. 6320 ; F. 55) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Thounens (J.O., p. 6388 ; F. 56) ; 6e Commission [23 juillet] (J.O., p. 7629 ; F. 70) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Magny (J.O., p. 7691 ; F. 71) ; 7e Commission [6 septembre] (J.O., p. 9604 ; F. 80) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Magny (J.O., p. 9915 ; F. 88) ; 8e Commission [9 octobre] (J.O., p. 11154 ; F. 92) Présisident, M. Laurent Thiéry ; secrétaire M. Magny (J.O., p. 11179 ; F. 93) ; 9e Commission [19 décembre] (J.O., p. 14774 ; F. 104) Président, M. Monnier ; secrétaire M. Magny (J.O., p. 15059 ; F. 105).

1920. — 1re Commission [23 janvier] (J.O., p. 1209 ; F. 6) Président. M. Monnier ; secrétaire, M. Philip ; rapporteur, M. Magny [11 février] (J.O., p. 2212 ; F. 11) ; 2e Commission [15 février] (J.O , p. 2548 ; F. 14) Président, M. Enjolras ; secrétaire, M. Roustan ; rapporteur, M. Magny [19 février] (J.O., p. 2815 ; F, 15) ; 3e Commission [20 mars] (J.O , p. 4536 ; F. 22) Président, M. Bony-Cisternes ; secrétaire, M. Magny [27 mars] (J.O., p. 4909 ; F. 27) ; 4e Commission [21 mai] (J.O., p. 7591 ; F. 37) Président, M. Monnier ; secrétaire et rapporteur, M. Magny [22 mai] (J.O., p. 7625 ; F. 38) ; 5e Commission [23 juin] (J.O., p. 8905 ; F. 53) Président M. Monnier ; secrétaire, M. Magny [24 juin] (J.O., p. 8927 ; F. 54) ; 6e Commission [17 novembre] (J.O., p. 18530 ; F. 86) Président M. Monnier ; secrétaire et rapporteur, M. Lemarié [19 novembre] (J.O., p. 18667 ; F. 87) ; 7e Commission [15 décembre] (J.O., p. 20809 ; F. 95) Président, M. Monnier ; secrétaire, M. Magny [17 décembre] (J.O., p. 20945 ; F. 96).

COMMISSION SUPÉRIEURE DES MALADIES PROFESSIONNELLES.

1920. — Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission supérieure des maladies professionnelles : MM. Peschaud et Pottevin élus [5 février] (A. t. I, p. 56 ; J.O., p. 51).

COMMISSION DE LA MARINE.

1920. — 1er bureau, MM. Riotteau, Rouland, Lémery, de Montaigu ; 2e bureau, MM. Henri Michel, Brindeau, Farjon, Tissier ; 3e bureau, MM. Cuttoli, Dudouyt, Morand, Pasquet ; 4e bureau, MM. Laboulbène, de Monzie, Henri Roy, Vayssière ; 5e bureau, MM. Doumergue, Flaissières, Le Hars, Réveillaud ; 6e bureau, MM. Fenoux, Hayez, Honoré Leygue, Perreau ; 7e bureau, MM. Charles Deloncle, d'Estournelles de Constant, Goy, Guilloteaux ; 8e bureau, MM. Trystam, Jénouvrier, Larère, Gabrielli ; 9e bureau, MM. Lemarié, Louis Martin, Mulac, Pottevin [28 janvier] (J.O., p. 1510 ; F. 7). Président, M. Doumergue ; vice-présidents, MM. Riotteau, d'Estournelles de Constant, Henri Michel, Louis Martin, Jénouvrier ; secrétaires, MM. Guilloteaux, Hayez, Fenoux, Perreau, Tissier, Pottevin [30 janvier] (J.O., p. 1606 ; F. 8).

COMMISSION DES PÉTITIONS.

1918. — 1re Commission [16 janvier] (J.O., p. 621 ; F. 4) Président, M. Poirson ; secrétaire, M. Barbier (J.O., p. 2549, F. 17) ; 2e Commission [15 février] (J.O., p. 1607 ; F. 11) Président, M. Henri Michel ; secrétaire, M. Bérard (J.O., p. 2021 ; F. 13) ; 3e Commission [16 mars] (J.O., p. 2410 ; F. 16) Président, M. Beauvisage ; secrétaire, M. Ordinaire (J.O., p. 2549 ; F. 17) ; 4e Commission [5 mai] (J.O., p. 4214 ; F. 28) ; 5e Commission [14 juin] (J.O., p. 5161 ; F. 33) Président, M. Lemarié ; secrétaire, M. Peschaud (J.O., p. 9215 ; F. 50) ; 7e Commission [25 octobre] (J.O., p. 9289 ; F. 51) ; 8e Commission [28 novembre] (J.O., p. 10325 ; F. 58).

1919. — 1re Commission [24 janvier] (J.O., p. 959 ; F. 4) Président, M. d'Alsace ; secrétaire, M. Amic [26 janvier] (J.O., p. 2207 ; F. 14) ; 2e Commission [19 février] (J.O., p. 1862 ; F. 12) Président, M. de Lamarzelle ; secrétaire, M. Raymond Leygue [26 février] (J.O., p. 2207 ; F. 14) ; 3e Commission [21 mars] (J.O., p. 2920 ; F. 21) Président et rapporteur, M. Poirson (J.O., p. 8353 ; F. 75) ; 4e Commission [17 mai] (J.O., p. 5056 ; F. 44) Président et rapporteur, M. Martinet (J.O., p. 8353 ; F. 75) ; 5e Commission [18 juin] (J.O., p. 6320 ; F. 55) Président, M. Cannac ; secrétaire, M. Quesnel [20 juin] (J.O., p. 6388 ; F. 56) ; 6e Commission [23 juillet] (J.O., p. 7629 ; F. 70) Président M. Delahaye ; secrétaire, M. Lebert (J.O., p. 7691 ; F. 71) ; 7e Commission [6 septembre] (J.O., p. 9604 ; F. 80) ; 8e Commission [9 octobre] (J.O., p. 11154 ; F. 92) ; 9e Commission [19 décembre] (J.O., p. 14774 ; F. 104).

1920. — 1re Commission [23 janvier] (J.O., p. 1209 ; F. 6) Président, M. Lafferre ; secrétaire, M. Laboulbène ; rapporteur, M. Farjon (F. 12) ;

2e Commission [15 février] (J.O., p. 2548; F. 14); 3e Commission [20 mars] (J.O., p. 4536, F. 22) Président, M. Bollet; secrétaire, M. Cazelles; rapporteur, M. Marraud (F. 29); 4e Commission [21 mai] (J.O., p. 7591; F. 37) Président, M. Damecour; secrétaire, M. François Saint-Maur; rapporteur, M. Catalogne; 5e Commission [23 juin] (J.O., p. 8905; F. 53) Président, M. Dellestable; secrétaire, M. Cadilhon; rapporteur, M. Auber [24 juin] (J.O., p. 8927; F. 54); 6e Commission [17 novembre] (J.O., p. 18530; F. 86) Président, M. Simonet; secrétaire et rapporteur; M. François Albert [19 novembre] (J.O., p. 18667; F. 87); 7e Commission [15 décembre] (J.O., p. 20809; F. 95) Président, M. le Colonel Stuhl; secrétaire, M. Carrère; rapporteur, M. Albert-Peyronnet [17 décembre] (J.O., p. 20945; F. 96).

COMMISSION chargée d'étudier les questions intéressant spécialement LES DÉPARTEMENTS LIBÉRÉS DE L'INVASION.

1918. — MM. Audren de Kerdrel, Ribot, Cauvin, Develle, Vallé, Noël, Servant, Paul Le Roux, de Saint-Quentin, Milliès-Lacroix, Ermant, Laurent Thierry, Guillier, Lemarié, Monfeuillart, Debierre, Boudenoot, Dron, Paul Bersez, Henri Michel, Touron, Hayez, Albert Gérard, Larère, Chauveau, Couyba, Reynald, Léon Bourgeois, Paul Doumer, Peyronnet, Perchot, Surreaux, d'Estournelles de Constant, Goy, Lintilhac, Magny [3 décembre] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 807) Président, M. Ribot; vice-présidents, MM. Léon Bourgeois, Jules Develle, Paul Doumer, Bersez; secrétaires, MM. Reynald, Albert Peyronnet, Laurent Thiéry, Eugène Lintilhac (J.O., p. 10504; F. 59).

1919. — Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la Commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion (constatations des dommages faits par l'ennemi dans les régions envahies). Observations : MM. Reynald, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Gaston Menier, Ournac, Henri Michel et Magny. Adoption de la proposition de résolution. Disposition additionnelle de M. Magny. Adoption [27 mars] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 350).

COMMISSION spéciale pour la RECONSTRUCTION DES ÉDIFICES CIVILS OU CULTUELS ou la conservation des ruines.

1919.— (Instituée par l'article 12 de la loi sur la réparation des dommages de guerre). Résultat du 2e tour de scrutin : MM. Ournac et Maurice Ordinaire, élus [22 mai] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 779).

COMMISSION DES RÉGIONS LIBÉRÉES.

1920. — Résultat du 2e tour de scrutin, dans les bureaux, pour la nomination de six membres de la Commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion : MM. Bachelet, de Rougé, Jeanneney, Lucien Hubert, Thuillier-Buridard et Lebrun, élus [12 mars](A. t. I, p. 280; J.O., p. 249).

COMMISSION POUR L'EXAMEN DE PLUSIEURS PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION.

1920. — Commission pour l'examen : 1° de la proposition de résolution de M. Bouctot et plusieurs de ses collègues, tendant à nommer une Commission spéciale de réorganisation des postes, télégraphes et téléphones de dix-huit membres; 2° de la proposition de résolution de M. Mauger et plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination annuelle d'une Commission d'assurance et de prévoyance sociales, 3e de la proposition de résolution de M. Clémentel et plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de trente-six membres pour étudier les questions concernant l'organisation économique du pays; 4° de la proposition de résolution de M. Mulac et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission d'administration générale, départementale et communale; 5° de la proposition de résolution de M. Simonet et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission de législation civile et criminelle. — (Nos 7, 9, 12, 13 et 44, année 1920) : 1er bureau, M. Bouctot; 2e bureau, M. Cazelles; 3e bureau, M. Mauger; 4e bureau, M. Touron; 5e bureau, M. Penancier; 6e bureau, M. Chalamet; 7e bureau, M. Cordelet; 8e bureau, M. Larère; 9e bureau, M. Richard [11 janvier] J.O., p. 2212; F. 11). Président, M. Cordelet; secrétaire, M. Pénancier [13 février] (J.O., p. 2386; F. 12).

COMMISSION DE RÉPARTITION DES SUBVENTIONS AUX SAPEURS-POMPIERS.

1918. — Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission chargée, en exécution de la loi du 31 juillet 1907, de répartir le crédit inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur au titre des subventions aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie, MM. Raymond et Castillard, élus [23 mai] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391).

1920. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission de répartition des subventions aux sapeurs-pompiers et

le matériel d'incendie, M. Magny, élu [2 mars] (A. t. I, p. 301 ; J.O., p. 266).

COMMISSION DE SURVEILLANCE DES CAISSES D'AMORTISSEMENT ET DES DÉPOTS ET CONSIGNATIONS.

1920. — Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres de la Commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations : MM. Henry Chéron et Bienvenu-Martin, élus (6 février] (A. t. I, p. 69; J.O., p. 65).

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.

1920. — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission supérieure du travail : M. Paul Strauss, élu [19 mars] (A. t. I, p. 354; J.O., p. 318).

COMMISSIONS DE RÉFORME. — Voir Armée, § 4, 7.

COMITÉ CONSULTATIF DES ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voir Assurances contre les accidents du travail.

COMITÉ CONSULTATIF DES ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE. — **1920.** Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne : MM. Guillaume Chastenet et Lucien Cornet élus [19 février] (A. t. I, p. 164; J.O., p. 149).

COMITÉ CONSULTATIF DES FORCES HYDRAULIQUES. — **1920.** Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres du Comité consultatif des forces hydrauliques : MM. Claveille, Alexandre Bérard, Goy, Antonin Dubost et Léon Perrier, élus [2 mars] (A. t. I, p. 255 ; J.O., p. 225).

COMITÉ CONSULTATIF DES ASSURANCES SUR LA VIE. — Voir Assurances sur la vie.

COMMUNES ATTEINTES PAR LES ÉVÉNEMENTS DE GUERRE. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder des subventions et des avances aux communes directement atteintes par des événements de guerre pour leur permettre d'équilibrer leurs budgets, déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport

de M. Grodet le 30 juillet ; adopté le 27 août ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des finances [14 septembre] (A. t. I, p. 1528; J.O., p. 1336; I. n° 451). M. Jules Develle dépose le rapport [30 septembre] (A. t. I, p. 1705 ; J.O., p. 1501 ; I. n° 533). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. de Rincquesen, *commissaire du Gouvernement*, et M. Millies-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. [3 octobre] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518). Promulgation (J.O., 5 octobre, p. 10930).

COMMUNES. — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant les communes, associations de communes et départements des régions libérées à contracter, pour le compte des sinistrés, des emprunts dans les conditions prévues par les articles 152 à 160 de la loi du 31 juillet 1920, déposé à la Chambre le 28 décembre ; rapport de M. Loucheur le 29 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des régions libérées [30 décembre] (A. t. II, p. 329 ; J.O., p. 2036 ; I. n° 601).

COMMUNES ET CANTONS.

1 — **1918**. Projet de loi tendant à distraire de la commune de Noirmoutier (Vendée) les sections de l'Epine et de la Guérinière pour les ériger en communes distinctes, déposé à la Chambre le 18 mars 1915; rapport de M. Philbois le 8 juillet 1915 ; adopté le 29 juillet 1915 ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [19 décembre] (A. t. I, p. 920 ; J.O., p. 837 ; Fa. 17, n° 36). || **1919**. M. Monnier dépose le rapport [11 février] (A. t. I, p. 100 ; J.O., p. 91 ; Fa. 2, n° 2). Adoption [11 septembre] (A. t. I, p. 1574; J.O., p. 1382). Promulgation (J.O., 16 septembre, p. 10117).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à subdiviser en quatre cantons les cantons actuels de Nice-Est et de Nice-Ouest. (Voir Table 1912-1914, p. 405). M. Vieu dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 36 ; J.O., p. 37 ; Fa. 1, n° 1). Adoption [6 février] (A. t. I, p. 83 ; J.O., p. 76). Promulgation (J.O., 9 février, p. 1498).

3 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à annexer à la ville du Havre la commune de Graville-Sainte-Hono-

rine, déposé à la Chambre le 30 septembre ; rapport de M. Delaroue le 9 octobre ; adopté le 14 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (F. 12, n° 12). Renvoi à la Commission d'intérêt local [15 octobre] (A. t. I, p. 1886 ; J.O., p. 1658). M. Magny dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 1898 ; J.O., p. 1667 ; Fa. 13, n° 13). Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 1997 ; J.O., p. 1754). Promulgation (J.O., 9 novembre, p. 12566).

4 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Gérardmer (Vosges) la section de Xonrupt et des Fies, pour les ériger en une municipalité distincte, déposé à la Chambre le 30 septembre ; rapport de M. Delaroue le 15 octobre ; adopté le 17 octobre, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [17 octobre] (A. t. I, p. 1966 ; J.O., p. 1726). M. Magny dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2051 ; J.O., p. 1797). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11727).

5 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ériger en municipalité distincte la section de Locqmiquelic, dépendant de la commune de Riantec (Morbihan), déposé à la Chambre le 3 septembre ; rapport de M. Delaroue le 15 octobre ; adopté le 17 octobre, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [17 octobre] (A. t. I, p. 1966; J.O., p. 1726). M. Magny dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2051 ; J.O., p. 1798). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11726).

6 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant a créer dans l'arrondissement de Corbeil (Seine-et-Oise) un nouveau canton, avec Villeneuve-Saint-Georges pour chef-lieu, déposé à la Chambre le 3 septembre; rapport de M. Delaroue le 15 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [17 octobre] (A. t. I, p. 1966 ; J.O., p. 1726). M. Magny dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2051; J.O., p. 1798). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11727).

7 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire de la commune de Pouldergat (Finistère) la section de Pouldavid, pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 3 septembre ; rapport de M. Delaroue le 15 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [17 octobre] (A. t. I, p. 1966; J.O., p. 1726). M. Magny

dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2051 ; J.O., p. 1798). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11726).

8 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rattacher à la commune de Chauvigny (canton de ce nom, arrondissement de Montmorillon, département de la Vienne), une partie de territoire de la commune de Jardres (canton de Saint-Julien-l'Ars, arrondissement de Poitiers, même département), M. Guillaume Poulle dépose le rapport [8 juin] (A. t. I, p. 1003 ; J.O., p. 898 ; Fa. 7, n° 7). Adoption [18 juin] (A. t. I, p. 1069 ; J.O., p. 960). Promulgation (J.O., 23 novembre, p. 18942).

9 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à distraire les communes de Saint-Pol-de-Léon et de Roscoff (Finistère) la section de Santec, pour l'ériger en municipalité distincte, déposé à la Chambre le 17 juin ; rapport de M. Courtial le 8 juillet ; adopté le 21 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [28 juillet] (A. t. I, p. 1833 ; J.O., p. 1516 ; Fa. 15, n° 15. M. Magny dépose le rapport [29 juillet] (A. t. I. p. 1777 ; J.O., p. 1562 ; Fa. 17, n° 17). Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1833 ; J.O., p. 1609). Promulgation (J.O., 6 août, p. 11287).

COMMUNICATIONS

ANNÉE 1918

1 — D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1918 [10 janvier] (A. t. I, p. 6 ; J.O., p. 7).

2 — De M. le Premier Président de la Cour de Cassation, notifiant la désignation de M. le procureur général et de MM. les avocats généraux près la Cour de Justice ; du procès-verbal de la délibération de la Chambre des Députés du 28 novembre 1917, ordonnant la mise en accusation de M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur, et son renvoi devant la Cour de Justice [21 janvier] (A. t. I, p. 31 ; J.O., p. 31).

3 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres de la Commission chargée, en exécution de la loi du 31 juillet 1907, de répartir le crédit inscrit au budget du Ministère de l'Intérieur au titre des subventions

aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie [14 mars] (A. t. I, p. 177; J.O., p. 160).

4 — D'un télégramme de M. le Président du Sénat de la République argentine. Réponse de M. le Président du Sénat. Communication d'un télégramme de la Fédération franco-tchèque des Etats-Unis tchèques [16 juillet] (A. t. I, p. 626; J.O., p. 561).

5 — D'une lettre de M. Monis donnant sa démission de Président et de membre de la Commission d'instruction de la Cour de Justice [17 septembre] (A. t. I, p. 659; J.O., p. 604).

6 — D'un télégramme de M. le Président du Sénat du Portugal et réponse de M. le Président du Sénat [19 septembre] (A. t. I, p. 682, J.O., p. 621).

7 — D'une dépêche du Président du Sénat du Brésil [8 octobre] (A. t. I, p. 771; J.O., p. 697).

8 — D'un décret constituant le Sénat en Cour de Justice pour le mardi 29 octobre 1918 [15 octobre] (A. t. I, p. 778; J.O., p. 706).

9 — D'un rapport adressé par l'ambassadeur de la République française à Washington rendant compte de la cérémonie solennelle qui a eu lieu le 24 septembre dernier à l'occasion de la remise, au Sénat des Etats-Unis, de deux vases de Sèvres offerts par le Gouvernement français; d'une dépêche adressée par M. le Président du Sénat de Cuba et du projet de réponse [14 novembre] (A. t. I, p. 812; J.O., p. 744).

10 — De dépêches : de M. le Président du Sénat des Etats-Unis du Brésil; de M. le Président du Conseil d'Etat d'Haïti; de M. le Président du Sénat d'Uruguay [21 novembre] (A. t. I, p. 846; J.O., p. 771).

11 — Par M. le Ministre des Affaires étrangères, d'une lettre de M. l'Ambassadeur d'Espagne à Paris [21 novembre] (A. t. I, p. 847; J.O., p. 772).

12 — De dépêches : de M. le Président du Sénat de la République de Chine; de M. le Président du Sénat de Bolivie [22 novembre (A. t. I, p. 864; J.O., p. 788).

13 — D'une dépêche des étudiants d'Alsace-Lorraine [28 novembre] (A. t. I, p. 878; J.O., p. 799).

14 — D'une dépêche du Président du Sénat de la République portugaise (Attentat contre M. Sidonio Paès, Président de la République portugaise [17 décembre] (A. t. I, p. 903; J.O., p. 822).

ANNÉE 1919

1 — D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1919 [15 janvier] (A. t. I, p. 7; J.O., p. 7).

2 — D'un message du Président du Sénat de la République Argentine [28 janvier] (A. t. I, p. 39; J.O., p. 39).

3 — D'une lettre de M. le Premier Président de la Cour de Cassation avisant M. le Président du Sénat de la désignation de M. le président Mérillon comme procureur général et MM. les conseillers Lombard et Sénac comme avocats généraux près la Cour de Justice [14 février] (A. t. I, p. 141; J.O., p. 129).

4 — D'une dépêche du Président du Sénat espagnol relative à l'attentat dont a été victime M. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre [20 février] (A. t. I, p. 182; J.O., p. 165).

5 — D'une dépêche du Président du Sénat de Cuba relative à l'attentat dont a été victime M. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre [25 février] (A. t. I, p. 202; J.O., p. 183).

6 — D'un télégramme du Président du Sénat portugais relatif à l'attentat dont a été victime M. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre [27 février] (A. t. I, p. 226; J.O., p. 203).

7 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Intérieur appelant le Sénat à procéder à la nomination de deux membres de la Commission supérieure d'aménagement, d'embellissement et d'extension des villes; d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts priant le Sénat de procéder à l'élection de deux membres de la Commission prévue à l'article 12 de la loi sur la réparation des dommages de guerre [13 mai] (A. t. I, p. 826; J.O., p. 721).

8 — D'une lettre de S. E. l'Ambassadeur d'Italie en France relative à la motion votée par le Sénat français rappelant le quatrième anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie [27 mai] (A. t. I, p. 932; J.O., p. 821).

9 — D'une lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances (liquidation des stocks) priant le Sénat de vouloir bien élire cinq membres du comité de surveillance et de contrôle de la liquidation des stocks prévu par l'article 2 de la loi du 18 avril 1919 [3 juin] (A t. I, p. 972; J.O., p. 857).

10 — D'un télégramme du Président du Sénat d'Italie [5 juin] (A. t. I, p. 991; J.O., p. 875).

11 — De télégrammes du Président du Congrès national brésilien et du Président du Sénat de la République Argentine [10 juillet] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1107).

12 — De télégrammes du Sénat espagnol, du Sénat de Belgique, de la Chambre hellène et du Sénat du Chili [16 juillet] (A. t. I, p. 1282; J.O., p. 1132).

13 — D'une lettre de M. le Ministre de la Reconstitution industrielle rappelant que, par application de la loi du 9 septembre 1919, le Comité consultatif des mines à former doit comprendre cinq Sénateurs élus par le Sénat [23 septembre] (A. t. I, p. 1619; J.O., p. 1422).

14 — D'une lettre de M. le Garde des Sceaux demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre de la Commission consultative prévue par l'article 3 de la loi relative à la liquidation des biens séquestrés [11 octobre] (A. t. I, p. 1834; J.O., p. 1613).

15 — D'une lettre de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes demandant au Sénat de procéder à la nomination de deux membres du Conseil d'administration de l'Office national du commerce extérieur [18 décembre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1840).

16 — D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés, faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés [23 décembre] (A. t. II, p. 14; J.O., p. 1843).

17 — Des lettres de MM. Herriot, de La Riboisière et Reymonenq, donnant leur démission de Sénateur [23 décembre] (A. t. II, p. 14; J.O., p. 1843).

18 — D'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations [23 décembre] (A. t. II, p. 14; J.O., p. 1844).

ANNÉE 1920

1 — D'une lettre de M. le Président de la Chambre des Députés faisant connaître au Sénat la composition définitive du bureau de la Chambre des Députés pour l'année 1920; communication relative à la convocation de l'Assemblée nationale; communication relative à la réunion de la Cour de Justice [14 janvier] (A. t. I, p. 30, 31; J.O., p. 27, 28).

2 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale rappelant que le Comité consultatif des assurances sur la vie doit comprendre deux sénateurs élus par leurs collègues ; d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale invitant le Sénat à élire deux de ses membres à la Commission supérieure des maladies professionnelles ; d'une lettre de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale demandant qu'il soit procédé à l'élection par le Sénat de deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ; d'une lettre de M. le Sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur demandant qu'il soit procédé à l'élection d'un membre de la Commission chargée de la répartition de la subvention aux communes pour les sapeurs-pompiers et le matériel d'incendie [20 janvier] (A. t. I, p. 33 ; J.O., p. 29).

3 — De M. Lhopiteau, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au nom du Gouvernement [22 janvier] (A. t. I, p. 39 ; J.O., p. 33).

4 — De deux lettres de M. le Ministre des Colonies informant du résultat des élections sénatoriales dans les colonies de la Réunion et de la Martinique [22 janvier] (A. t. I, p. 39 ; J.O., p. 34).

5 — D'une lettre de M. le Ministre des Colonies faisant connaître les résultats de l'élection sénatoriale de l'Inde ; d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts rappelant que le Conseil d'administration de la Caisse des recherches scientifiques doit comprendre un sénateur élu par ses collègues [27 janvier] (A. t. I, p. 45 ; J.O., p. 39).

6 — D'une lettre de M. le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations rappelant que d'après l'article 2 de la loi du 6 avril 1876 la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations doit comprendre deux sénateurs élus par leurs collègues. Fixation ultérieure de la date de l'élection [29 janvier] (A. t. I, p. 49 ; J.O., p. 43).

7 — D'une lettre de M. le Procureur général près la Cour de Cassation faisant connaître la désignation par la Cour de Cassation des membres du Ministère public près la Cour de Justice [5 février] (A. t. I, p. 54 ; J.O., p. 49).

8 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales invitant le Sénat à désigner deux de ses membres au Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne [10 février] (A. t. I, p. 71 ; J.O., p. 67).

9 — D'une lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat des mines et des forces hydrauliques invitant le Sénat à élire cinq de ses membres au Comité consultatif des forces hydrauliques créé en exécution de l'article 31 de la loi du 16 octobre 1919, relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique [12 février] (A. t. I, p. 80; J.O., p. 75).

10 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts invitant le Sénat à procéder à l'élection d'un représentant à la Commission prévue par l'article 12 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages de guerre [14 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 113).

11 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail invitant le Sénat à procéder à l'élection de deux de ses membres au Conseil supérieur des retraites; d'une lettre de M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances invitant le Sénat à procéder à l'élection de cinq de ses membres au Comité de surveillance et de contrôle de la liquidation des stocks [27 février] (A. t. I, p. 186; J.O., p. 166).

12 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail, demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre de la Commission supérieure du travail. Fixation de l'élection à la prochaine séance [18 mars] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 273).

13 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail, demandant au Sénat de désigner deux membres de la Commission supérieure de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Fixation ultérieure de la date de l'élection [19 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 295).

14 — D'une lettre du Ministère des Affaires étrangères donnant connaissance d'une démarche de M. le Chargé d'affaires de Belgique [22 avril] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 507).

15 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Fixation ultérieure de la date de l'élection [27 avril] (A. t. I, p. 584; J.O., p. 525).

16 — D'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics, demandant au Sénat de procéder à l'élection de quatre membres du Comité consultatif des mines. Fixation ultérieure de la date de l'élection [27 avril] (A. t. I, p. 599; J.O., p. 538).

17 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, demandant qu'il soit procédé à l'élection de deux

membres du Sénat au Conseil supérieur de l'office national des pupilles de la Nation [18 juin] (A. t. I, p. 1066; J.O., p. 958).

18 — Relative à la revue du 14-juillet [6 juillet] (A. t. I, p. 1233; J.O., p. 1108).

19 — D'un télégramme du Président du Sénat roumain [20 juillet] (A. t. I. p. 1318; J.O., p. 1185).

20 — D'une lettre de M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales demandant au Sénat de procéder à l'élection de deux membres de la Commission supérieure des caisses d'épargne [20 juillet] (A. t. I, p. 1320; (J.O., p. 1187).

21 — D'une lettre de M. le Président de la Commission de surveillance des Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations demandant à déposer au Sénat, le rapport annuel sur la direction morale et la situation matérielle de ces établissements [23 juillet (A. t. I, p. 1471; J.O., p. 1315).

22 — D'un télégramme du Président du Sénat tchéco-slovaque [25 septembre] (A. t. II, p. 6; J.O., p. 1736).

23 — D'une lettre de M. le Ministre des Finances, demandant au Sénat de procéder à la nomination d'un de ses membres à la Commission de contrôle de la circulation monétaire [19 novembre] (A. t. II, p. 36; J.O., p. 1769).

24 — D'une lettre de M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères relative à l'attentat commis au Sénat roumain; relative au prix Nobel de la paix décerné à M. Léon Bourgeois; [14 décembre] (A. t. II, p. 166; J.O., p. 1891, 1892).

25 — D'une lettre de M. le Ministre du Travail demandant au Sénat de procéder à l'élection d'un membre du Conseil supérieur des retraites ouvrières [23 décembre] (A. t. II. p. 266; J.O., p. 1982).

COMMUNICATIONS DU GOUVERNEMENT.

1 — **1918.** Lecture des conditions de l'armistice signé entre les Alliés et l'Allemagne [11 novembre] (A. t. I, p. 807; J.O., p. 739].

2 — **1918.** Communication relative au résultat de l'emprunt [3 décembre] (A. t. I, p. 892; J.O., p. 812).

3 — **1920.** De M. Alexandre Millerand, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères (Bassin de la Ruhr); de M. François-Marsal,

Ministre des Finances (Emprunt) [14 avril] (A. t. I, p. 536; J.O., p. 478, 480).

4 — 1920. De M. Alexandre Millerand, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères (Conférence de San-Remo (29 avril] (A. t. I, p. 603; J.O., p. 545).

5 — 1920. De M. Lhopiteau, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice (Déclaration ministérielle [25 septembre] A. t. II, p. 6; J.O., p. 1715).

COMPTES DE L'EXERCICE 1914 (Règlement de). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la procédure exceptionnelle nécessitée par le règlement de comptes de l'exercice 1914, déposé à la Chambre le 28 février; rapport de M. E. Brousse le 25 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre des Finances [29 mars] (A. t. I, p. 302; J.O., p. 269; I. n° 160). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport [30 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 289; I. n° 167). Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 289). Promulgation (J.O. 31 mars, p. 2848).

COMPTES COURANTS ET CHÈQUES POSTAUX. — Voir Chèques postaux.

CONCORDAT PRÉVENTIF. — Voir Règlement transactionnel entre commerçants et créanciers.

CONCOURS DES GRANDES ÉCOLES. — Voir Grandes écoles (Concours des).

CONDAMNÉS ET FAILLIS (Réhabilitation des). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la réhabilitation en temps de guerre des condamnés et des faillis, déposé à la Chambre les 5 mars et 9 juillet; rapport de M. Paul-Meunier le 1er octobre et rapport supplémentaire le 9 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission relative à la suppression des conseils de guerre, nommée le 29 juin 1909 [7 novembre] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 727; I. n° 409). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [9 novembre] (A. t. I, p. 802; J.O., p. 733; I. n° 429). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guillaume Poulle. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [3 décembre] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 810). M. Guillaume Poulle dépose un deuxième rap-

port [17 décembre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 823; I. n° 509). Adoption [27 décembre] (A. t. I, p. 969; J.O., p. 878). Promulgation (J.O., p. 2870).

CONSEIL COLONIAL ALGÉRIEN. — Voir Algérie, § IV, 7.

CONSEIL D'ÉTAT.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au concours pour la nomination des auditeurs de 2e classe au Conseil d'État, déposé à la Chambre le 10 janvier 1918 ; rapport de M. Bonnefous, le 1er février ; adopté le 21 février ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi aux bureaux [7 mars] (A. t. I, p. 170 ; J.O., p. 151 ; I. n° 78). Commission : 1er bureau, M. Antony Ratier ; 2e bureau, M. Eugène Guérin ; 3e bureau, M. Jénouvrier ; 4e bureau, M. Catalogne ; 5e bureau, M. Bienvenu-Martin ; 6e bureau, M. Magny ; 7e bureau, M. Lhopiteau ; 8e bureau, M. Jules Mercier ; 9e bureau, M. Chastenet [16 mars] (J.O., p. 2410 ; F. 16). Président, M. Bienvenu-Martin ; secrétaire, M. Lhopiteau ; rapporteur, M. Eugène Guérin [20 mars] (J.O., p. 2549 ; F. 17). M. Eugène Guérin dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 260 ; J.O., p. 234 ; I. n° 144). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 359 ; J.O., p. 321). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 3412).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au concours pour la nomination des auditeurs de 2e classe au Conseil d'État, déposé à la Chambre le 21 mars ; rapport de M. Lafont, le 22 juillet ; adopté le 24 septembre ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire, au recrutement et à l'avancement des magistats [26 septembre] (A. t. I, p. 1634 ; J.O., p. 1438 ; I. n° 529). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1726 ; J.O., p. 1518 ; I. n° 555). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 1869 ; J.O., p. 1643). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11522).

3 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la composition et de l'organisation du Conseil d'État, déposé à la Chambre les 23 décembre 1919 et 23 janvier 1920 ; rapport de M. Andrieux, le 4 juin ; adopté le 29 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, aux

traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats [30 juillet] (A. t. I, p. 1827 ; J.O., p. 1605 ; I. n° 404).

Voir Retraite (droits à la).

CONSEILS GÉNÉRAUX.

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députes, tendant à retarder l'ouverture de la première session ordinaire des Conseils généraux en 1918, déposé à la Chambre le 14 mars ; rapport de M. Andrieux, le 19 mars ; adopté le 25 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 260 ; J.O., p. 234 ; I n° 123). M. Lhopiteau dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 247 ; I. n° 134). Discussion immédiate. Observations : MM. Lhopiteau, *rapporteur* et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 291 ; J.O., p. 261). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2800).

2 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à retarder l'ouverture de la première session des Conseils généraux en 1920, déposé à la Chambre le 5 mars ; rapport de M. Gaborit, le 11 mars ; adopté le 16 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale, nommée le 14 juin 1910 [18 mars] (A. t. I, p. 321 ; J.O., p. 286 ; I. n° 90). M. Magny dépose et lit le rapport (I. n° 98). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 mars] (A. t. I, p. 371 ; J.O., p. 333.) Promulgation (J.O., 24 mars, p. 4749).

3 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à retarder l'ouverture de la première session ordinaire des Conseils généraux en 1920, déposé à la Chambre le 20 avril ; rapport de M. Gaborit, le 21 avril ; adopté le 21 avril ; déposé par M. le Ministre de l'Interieur (I. n° 167). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration d'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale. M. Magny dépose et lit le rapport (I. n° 168). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* et Monsservin. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 508). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 6284).

CONSEIL supérieur de l'Office national des PUPILLES DE LA NATION. — 1920. Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la Nation : MM. Poirson et de Las Cases, élus [22 juin] (A. t. I, p. 1091 ; J.O. p. 981).

CONSEILS MUNICIPAUX (Formation des). — Voir Bureaux de vote.

CONSEILS DE PRUD'HOMMES. — Voir Prud'hommes (Conseils de).

CONSEILS DE REVISION EN ALSACE ET EN LORRAINE. — Voir Armée, § IV, 27.

CONSEIL SUPÉRIEUR DES RETRAITES OUVRIÈRES. — **1920** Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil supérieur des retraites ouvrières : MM. Ribot et Lintilhac élus [26 mars] (A. t. I, p. 447 ; J.O., p. 399).

CONSEILS DU TRAVAIL. — **1920.** Proposition de loi ayant pour objet la participation obligatoire des ouvriers et employés des deux sexes aux bénéfices de l'entreprise dans le commerce et dans l'industrie et la création de conseils du travail, déposée par M. Jean Codet. Renvoi à la Commission d'initiative [8 juin] (A. t. I, p. 1028; J.O., p. 919). M. Perreau dépose le rapport sommaire [30 juin] (A. t. I, p. 1181 ; J.O. p. 1061 ; I. n° 297).

CONTRAT DE TRAVAIL (Reprise du). — Voir Mobilisés (Reprise de leur contrat de travail).

CONTRATS. — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux contrats qui tiennent à la fois du louage de service et du bail à loyer, déposée à la Chambre les 15 avril et 12 septembre ; rapport de M. Pugliesi-Conti, le 19 septembre ; adoptée le 15 octobre, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyer pendant la durée de la guerre [15 octobre] (A. t. I, p. 1898; J.O., p. 1668 ; I. n° 619).

CONTRATS COMMERCIAUX. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les délais d'application de la loi du 21 janvier 1918, relative aux marchés à livrer et autres contrats commerciaux conclus avant la guerre, déposé à la Chambre le 23 janvier; rapport de M. Bokanowski le 19 mars; adopté le 23 mars ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, précédemment saisie et nommée le 3 août 1917, relative aux marchés à livrer [16 avril] (A. t. I, p. 548 ; J.O., p. 491 ;

I. n° 152). M. Guillier dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 586 ; J.O., p. 527 ; I. n° 190). En donne lecture. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion des articles. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Guillaume Poulle, Guillier, *rapporteur* ; Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; le Général Bourgeois. Adoption. Articles 3, 4 et 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 avril] (A. t. I, p. 609 ; J.O., p. 550). Promulgation (J.O., 11 mai, p. 7054).

CONTRIBUTIONS DIRECTES ET TAXES Y ASSIMILÉES. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 9 juillet ; rapport de M. Louis Marin le 11 juillet ; adopté le 18 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances [23 juillet] (A. t. I, p. 631 ; J.O., p. 566 ; I. n° 313). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 322). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des seize articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 juillet] (A. t. I, p. 639 ; J.O., p. 573). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6394).

CONTRIBUTIONS DIRECTES.

1 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales) de l'exercice 1920, déposé à la Chambre le 15 juillet ; rapport de M. Louis Marin le 18 juillet ; adopté le 25 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 374). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 381). Discussion immédiate. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Adoption. Articles 3 à 14. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1339, 1347 ; J.O., p. 1189). Promulgation (J.O., 1er août, p. 7980).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux contributions directes (impositions départementales et communales de l'exercice 1921, déposé à la Chambre le 23 juin ; rapport de M. Charles Dumont le 3 juillet ; adopté le 3 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1230 ; J.O., p. 1106 ; I. n° 315). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 316). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate.

Adoption [6 juillet] (A. t. I, p. 1230; J.O., p. 1106). Promulgation (J.O., 16 juillet, p. 10098).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES (Fonds commun). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un fonds commun de contributions indirectes au profit des communes et suppression des droits d'octroi sur l'alcool et sur les boissons hygiéniques. (Voir Table 1915-1917, p. 312). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 46; I. n° 26). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Mulac et Herriot. Discussion des articles. Article premier : MM. Mulac, Klotz, *Ministre des Finances*; Brindeau, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Maurice Sarraut. Adoption. Article 2 : MM. Guillaume Chastenet, Klotz, *Ministre des Finances*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Article 3 : Amendement de MM. Paul Strauss, de Freycinet, Ranson, Mascuraud, Léon Barbier, Charles Deloncle, T. Steeg et Magny : MM. Magny, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Klotz, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [22 février] (A. t. I, p. 128; J.O., p. 113). Promulgation (J.O., 23 février, p. 1816).

CONTRIBUTION FONCIÈRE.

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'application de mesures exceptionnelles, en 1918, dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties, déposé à la Chambre le 19 novembre; rapport de M. E. Andrieu le 22 novembre; adopté le 27 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 189). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 490). Discussion immédiate. Adoption [28 novembre) A. t. I, p. 881; J.O., p. 802). Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 10299).

2 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'application de mesures exceptionnelles dans certaines communes, pour l'établissement de la contribution foncière des propriétés non bâties, déposé à la Chambre le 10 janvier; rapport de M. Dubois, le 5 mars; adopté le 11 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [12 mars] (A. t. I, p. 280; J.O., p. 249; I n° 80). M. Paul Doumer dépose le rapport [19 mars] (A. t. I,

J.O., p. 296; I. nº 96). Urgence précédemment déclarée. Adoption [24 mars] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 349). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 4822).

CONTRIBUTION SPÉCIALE. — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'établissement d'une contribution spéciale sur les bénéfices réalisés par certains propriétaires et locataires d'immeubles à Paris, à l'occasion de la fête de la Victoire, déposée à la Chambre le 7 juillet ; rapport de M. Paisant, le 9 juillet ; adoptée le 9 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés (I. nº 327). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. nº 334). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1254, 1257 ; J.O., p. 1108, 1110). Promulgation (J.O., 11 juillet, p. 713).

CONVENTIONS AVEC LA BANQUE D'ALGÉRIE.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Directeur général de la Banque de l'Algérie et tendant à mettre à la disposition de l'État une avance supplémentaire de 100 millions, déposé à la Chambre le 13 juin ; rapport de M. Louis Marin, le 5 juillet ; adopté le 16 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 juillet] (A. t. I, p. 627 ; J.O., p. 562 ; I. nº 309). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. nº 324). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 642 ; J.O., p. 575). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6401).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier la convention passée entre le Ministre des Finances et le Directeur général de la Banque de l'Algérie et tendant à mettre à la disposition de l'Etat une avance supplémentaire de 100 millions, déposé à la Chambre le 27 septembre ; rapport de M. Louis Marin, le 30 octobre ; adopté le 8 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. nº 379). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration d'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. nº 380). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion immédiate. Adoption [8 octobre] (A. t. I, p. 774 ; J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 9 octobre, p. 8779).

CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention particulière conclue le 3 mars 1920 entre la France et l'Allemagne, relative au payement des pensions à leurs titulaires alsaciens-lorrains et aux conditions d'application de l'article 62 du Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, déposé à la Chambre le 22 juin; rapport de M. Schuman le 23 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Pensions et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [30 juillet] (A. t. I, p. 1827; J.O., p. 1605 I. n° 411). M. de Marguerie dépose le rapport [2 décembre] (A. t. II p. 129; J.O., p. 1851; I. n° 524). Déclaration de l'urgence. Adoption [10 décembre] (A. t. II, p. 101; J.O., p. 1883). Promulgation (J.O., 6 janvier, p. 322).

CONVENTION DE LONDRES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention de Londres pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, déposé à la Chambre le 13 janvier 1916; rapport de M. Espivent de la Villesboinet le 19 avril 1919; adopté le 18 juin 1919; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi à la Commission de la marine [31 juillet] (A. t. I, p. 1375; J.O., p. 1213; I. n° 392). || **1920.** — M. Gaston Doumergue dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 896; J.O., p. 806; I. n° 219). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 juin] (A. t. I, p. 1063; J.O., p. 952). Promulgation (J.O., 8 juillet, p. 9582).

CONVENTION MONÉTAIRE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention monétaire, signée à Paris, le 25 mars 1920, entre la France, la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse, déposé à la Chambre le 18 mai; rapport de M. Renard le 9 juin; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [15 juin] (A. t. I, p. 1050; J.O., p. 942; I. n° 240). M. Dausset dépose et lit le rapport (I. n° 260). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *prési-*

dent de la Commission des finances et Jules Delahaye. Adoption [22 juin] (A. t. I, p. 1072; J.O., p. 965). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 8918).

CONVENTIONS AVEC LA BANQUE DE FRANCE.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France, déposé à la Chambre le 4 avril; rapport de M. Louis Marin le 4 avril; adopté le 4 avril; déposé par M. le Ministre des Finances [5 avril] (A. t. I, p. 338; J.O., p. 303; I. n° 173). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 174). Discussion immédiate. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 338; J.O., p. 303). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3000).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France, déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. Louis Marin le 6 juin; adopté le 6 juin; déposé par M. le Ministre des Finances [7 juin] (A. t. I, p. 462; J.O., p. 415; I. n° 238). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 239). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation : M. Guillaume Chastenet. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 462; J.O., p. 415). Promulgation (J.O., 8 juin, p. 4933).

3 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France, déposé à la Chambre le 18 février; rapport de M. Louis Marin le 28 février; adopté le 5 mars; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 76). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 77). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milan, Klotz, *Ministre des Finances*; Ribot et Dominique Delahaye Adoption [5 mars] (A. t. I, p. 259; J.O., p. 335). Promulgation (J.O., 6 mars, p. 2434).

4 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de ratifier une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France et d'élever le chiffre maximum des émissions de billets de cet établissement, déposé à la Chambre le 17 avril, lettre adressée à M. le Président de la Commission du budget par M. le Ministre des Finances, le 24 avril; rapport de M. Louis Marin le 18 avril; rapport supplémentaire par M. Louis Marin le 9 mai;

adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des Finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1108; I. n° 328). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1257; J.O., p. 1110; I. n° 335). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, Ribot, Klotz, *Ministre des Finances*, Jénouvrier, Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances* et Guillaume Chastenet. Articles premier et 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 juillet] (A. t. I, p. 1286; J.O., p. 1134). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 7402).

5 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de la convention que le Gouvernement vient de conclure avec la Banque de France, déposé à la Chambre le 15 avril; rapport de M. Charles Dumont le 19 avril; adopté le 19 avril; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 169). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 170). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Dominique Delahaye, Flaissières et Paul Doumer, *rapporteur général.* Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 568; J.O., p. 509). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 6286).

6 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification d'une convention passée entre le Ministre des Finances et la Banque de France; déposé à la Chambre le 20 décembre; rapport de M. de Lasteyrie le 29 décembre; adopté le 29 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 612). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 328; J.O., p. 2036). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article unique : MM. Ribot, François-Marsal, *Ministre des Finances*; Hervey, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*; Dominique Delahaye et de Rougé. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 380; J.O., p. 2081). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 57).

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL.

1 — **1918.** Proposition de loi relative aux conventions collectives de travail, déposée par M. Paul Strauss [17 décembre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 823; I. n° 499).

2 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux conventions collectives de travail. (Voir Table 1912-1914, p. 418). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Boivin-Champeaux, Paul Strauss, *rapporteur* ; Touron et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Vote du passage à la discussion de l'article unique. Sur le retrait de l'article unique, proposé par la Commission : MM. Paul Strauss, *rapporteur*, et le Président. Amendement de M. Touron (texte de la Chambre des Députés) : M. Touron. Demande de renvoi : MM. Hervey, Paul Strauss, *rapporteur*, et Milliès-Lacroix [27 février] (A. t. I, p. 233 ; J.O., p. 210). Observations et demande d'ajournement : MM. Paul Strauss, *rapporteur* ; Touron, Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*, et Henry Chéron. Retrait de la demande d'ajournement. Discussion de l'article premier (texte de la Chambre des Députés), repris comme amendement par MM. Boivin-Champeaux et Touron : MM. Touron, Paul Strauss, *rapporteur*, et de Lamarzelle. Observations de MM. Paul Strauss, *rapporteur* ; Colliard, *Ministre du Travail*, et Picquenart, *commissaire du Gouvernement*. Article premier (modification du titre II du livre Ier du Code du travail). Article 31 : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption. Article 31 *a*. Adoption. Article 31 *b* : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption. Articles 31 *c*, 31 *d*, 31 *e*, 31 *f*, 31 *g*, 31 *h*, 31 *i*. Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 243 ; J.O., p. 219). Suite de la discussion de l'article premier. Observations : MM. Paul Strauss, *rapporteur* ; Touron, Henry Chéron et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Article 31 J (amendement de MM. Touron et Boivin-Champeaux) : MM. Paul Strauss, *rapporteur*, et Boivin-Champeaux. Adoption. Article 31 K à 31 X et article 32. Adoption. Sur l'ensemble de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 mars] (A. t. I, p. 336 ; J.O., p. 303). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 3181).

3 — 1919. Proposition de loi relative aux modifications des conventions collectives de travail, déposée par M. Paul Strauss. Renvoi à la Commission relative à la codification des lois ouvrières [20 mars] (A. t. I, p. 342 ; J.O., p. 308 ; I. n° 103). M. Paul Strauss dépose le rapport. Sur la discussion immédiate : MM. Paul Strauss, Boivin-Champeaux et Henry Chéron [20 mars] (A. t. I, p. 342 ; J.O., p. 308 ; I. n° 106). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Sur la déclaration de l'urgence : MM. Touron et Paul Strauss, *rapporteur* [1er juillet] (A. t. I, p. 1249 ; J.O., p. 1099). Observations : MM. Touron et Paul Strauss, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Article unique : Amendement de M. Touron. Renvoi à la Commission

et ajournement de la discussion de la proposition de loi à une prochaine séance [3 juillet] (A. t. I, p. 1251 ; J.O., p. 1103). Nouvelle rédaction de la Commission. Amendement de M. Touron. Observations de MM. Touron et Paul Strauss, *rapporteur* [10 juillet] (A. t. I, p. 1256 ; J.O., p. 1109).

CONVENTIONS DE COMMERCE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier les conventions de commerce, déposé à la Chambre le 13 février ; rapport de M. de La Trémoïlle le 20 mars ; adopté le 9 avril ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission des douanes [24 avril] (A. t. I, p. 823 ; J.O., p. 719 ; I. n° 215). M. Jean Morel dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 972 ; J.O., p. 857 ; I n° 248). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 juin] (A. t. I, p. 1132 ; J.O. p. 999). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 7953).

CONVENTIONS ET TRAITÉS.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'approuver la convention passée entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes Compagnies de chemins de fer pour accorder au personnel des suppléments d'allocation ; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'État, déposé à la Chambre le 6 juillet 1917 ; rapport de M. Barabant le 31 janvier et avis de la Commission du budget par M. Louis Marin le 1er février 1918 ; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [14 février] (A. t. I, p. 108 ; J.O., p. 95 ; I. n° 49). M. Capéran dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 167 ; J.O., p. 146 ; I. n° 72). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 177 ; J.O., p. 160 ; I. n° 96). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 209 ; J.O., p. 188). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2643).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'approuver l'avenant à la convention du 2 juillet 1917, passée le 1er décembre 1917 entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes Compagnies de chemins de fer pour accorder au personnel de leur réseau des suppléments d'allocation;

2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'Etat, déposé à la Chambre le 4 décembre 1917; rapport de M. Barabant le 31 janvier et avis de la Commission du budget par M. Louis Marin le 1er février; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances [14 février] (A. t. I, p. 108; J.O., p. 95; I. n° 50). M. Capéran dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 167; J.O., p. 146; I. n° 73). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 177; J.O., p. 160; I. n° 96). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 209; J.O., p. 188). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2642).

3 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'approuver la convention intervenue entre le Ministre des Travaux publics, d'une part, et les grandes Compagnies de chemins de fer, d'autre part, pour l'attribution aux agents de ces réseaux d'allocations complémentaires; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'Etat (Voir Table 1915-1917, p. 313). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 177; J.O., p. 160; I. n° 96). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale, MM. Milliès-Lacroix et Claveille, *Ministre des Travaux publics et des Transports*, Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 208; J.O., p. 187). Promulgation (J.O., 24 mars. p. 2643).

4 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet : 1° d'approuver l'avenant à la convention du 2 juillet 1917, passé le 12 mars 1918, entre le Ministre des Travaux publics et des Transports et les grandes Compagnies de chemins de fer, pour accorder au personnel de leurs réseaux des suppléments d'allocation; 2° d'appliquer le même régime aux agents du réseau de l'Etat, déposé à la Chambre le 15 mars; rapport de M. Barabant le 19 mars; adopté le 25 mars; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics et des Transports. Renvoi à la Commission des chemins de fer et pour avis, à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 260; J.O., p. 233; I. n° 119). M. Lhopiteau dépose le rapport [26 mars] A. t. I, p. 263; J. O., p. 236; I. n° 127). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 236; I. n° 129). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 291; J.O., p. 261). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 2875).

5 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Dèputés, ayant pour objet d'approuver la convention passée, le 30 novembre 1917, entre M. le Ministre de la Guerre et les grands réseaux de chemins de fer, en vue de la participation de l'Etat à des dépenses d'achat de

matériel roulant, déposé à la Chambre le 13 décembre 1917 ; rapport de M. Durandy le 14 mars 1918 ; adopté le 29 mars ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, des Finances et des Travaux publics et des Transports [29 mars] (A. t. I, p. 283 ; J.O., p. 254 ; I. n° 145). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [5 avril] (A. t. I, p. 351 ; J.O., p. 314 ; I. n° 178). M. Hervey dépose l'avis de la Commission des chemins de fer [5 avril] (A. t. I, p. 351 ; J.O., p. 314 ; I. n° 179). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 369 ; J.O., p. 330). Promulgation (J.O., 21 avril, p. 3452).

6 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention signée à Paris, le 9 août 1917, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Saint-Marin, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, déposé à la Chambre le 31 décembre 1917 ; rapport de M. Mauger le 6 mars 1918 ; adopté le 21 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Affaires étrangères. — Renvoi à la Commission des affaires étrangères, nommée le 5 février 1915 [14 mai] (A. t. I, p. 398 ; J.O., p. 360 ; I. n° 205). M. Lucien Hubert dépose le rapport [7 juin] (A. t. I, p. 462 ; J.O., p. 415 ; I. n° 236). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 juin] (A. t. I, p. 525 ; J.O.p. 471). (Promulgation J.O., 6 juillet, p. 5818).

7 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'un arrangement conclu, le 9 août 1910, entre la France et l'Italie, relatif à l'application des dispositions inscrites à l'article premier, paragraphe *b* de la convention, signée à Rome, le 15 avril 1904, par la France et l'Italie, et ayant notamment pour objet de faciliter aux nationaux des deux pays travaillant à l'étranger, le bénéfice des assurances sociales, déposé à la Chambre le 10 janvier 1918 ; rapport de M. Ernest Lairolle le 31 janvier ; adopté le 21 mars ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Transports maritimes, M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Finances [11 juin] (A. t. I, p. 474 ; J.O., p. 427 ; I. n° 245). M. Flandin dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 502 ; I. n° 279). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A. t. I, p. 665 ; J.O., p. 599). Promulgation (J.O., 6 septembre, p. 7828).

8 — **1918**. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention franco-belge du 26 avril 1918, relative à la protection contre les actes des autorités ennemies des

biens et intérêts privés des ressortissants de l'un des deux pays dans l'autre, déposé à la Chambre le 5 septembre; rapport de M. Roulleaux-Dugage le 10 octobre ; adopté le 31 octobre ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères [21 novembre] (A. t. I, p. 847; J.O., p. 772; I. n° 454). ‖ **1919**. — M. Reynald dépose le rapport [14 février] (A. t. I, p. 141 ; J.O., p. 129 ; I. n° 49). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 février] (A t. I, p. 227 ; J.O., p. 203). Promulgation (J.O., 6 mai, p. 4670).

9 — **1918**. Projet de loi ayant pour objet d'approuver une convention intervenue entre le département de l'Ain et la Compagnie du chemin de fer d'intérêt local de Bellegarde à Chézery, pour la fourniture, par cette Compagnie, de l'énergie électrique à l'usine Bertolus, à Arlod (Ain), déposé à la Chambre le 19 mars ; rapport de M. Margaine le 6 septembre et rapport supplémentaire le 13 septembre ; adopté le 29 novembre; déposé par MM. les Ministres des Travaux publics et des Finances. Renvoi à la Commission nommée le 13 février 1902, relative à l'outillage national [17 décembre] (A. t. I, p. 903; J.O., p. 823 ; I. n° 511). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [28 décembre] (A. t. I, p. 975; J.O., p. 975; I. n° 548). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 970). Promulgation (J.O., 22 janvier, p. 850).

10 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver la convention conclue entre le Ministre des Finances et les fondateurs du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre, déposé à la Chambre le 16 juillet ; rapport de M. Laurent Eynac le 17 septembre ; adopté le 2 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 octobre] (A. t. I, p. 1717 ; J.O., p. 1511 ; I. n° 548). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518 ; I. n° 560). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption [9 octobre] (A. t. I, p. 1796 ; J.O., p. 1579). Promulgation (J.O., 11 octobre, p. 11198).

11 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députes, portant approbation de la convention relative à l'admission des Serbes dans les écoles techniques et professionnelles de France, signée à Paris, le 27 novembre 1917 entre la France et la Serbie, déposé à la Chambre le 26 mars 1918 ; rapport de M. Cuttoli le 16 mars 1919 ; avis de la Commission de l'enseignement par M. Lefas le 16 septembre ;

adopté le 17 octobre, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Instruction publique, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères [21 mai] (A, t. I, p. 669 : J.O., p. 611 ; I. n° 211).

12. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention sur l'éducation des Serbes en France, signée à Corfou, le 9 novembre 1916, entre la France et la Serbie, déposé à la Chambre, le 9 décembre 1916 ; rapport de M. Jacques Chaumié, le 31 mars 1916 ; avis de la Commission du budget par M. Louis Marin, le 7 juin ; adopté le 27 septembre 1917 ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères [21 mai] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 611 ; I. n° 210).

13. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention conclue à Paris, le 13 octobre 1919, et signée par la France, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, l'Empire Britannique, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Guatélama, l'Italie, le Panama, la Pologne, la Roumanie, le Siam, l'Etat tchécoslovaque, l'Uruguay, relative à la navigation aérienne, déposé à la Chambre, le 3 février ; rapport de M. Daniel-Vincent, le 28 juillet ; adopté le 2 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre du Commerce et de l'industrie. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères [27 décembre] (A. t. II, p. 320 ; J.O., p. 2028 ; I. n° 589). M. d'Estournelles de Constant dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 330 ; J.O., p. 2037 ; I. n° 617). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 389 ; J.O., p. 2089). Promulgation (J.O., 30 janvier 1921, p. 1411).

14. — **1920.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de la convention, signée le 8 septembre 1919, en vue de compléter les dispositions de l'accord du 14 juin 1898 et de la déclaration additionnelle du 21 mars 1899, fixant la frontière des possessions françaises et anglaises et des zones d'influence situées à l'est du Niger, déposé à la Chambre, le 3 février ; rapport de M. Soulier, le 18 novembre ; adopté le 7 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des

Colonies. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères [30 décembre] (A. t. II, p. 368 ; J.O., p. 2068 ; I. n° 624).

CORRECTION PATERNELLE. (Droit de). — Voir Code civil, 12.

CORSE. — Voir Douanes, 5. Voir aussi Service maritime postal.

COUPONS RUSSES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant, au profit de porteurs de régions envahies et de porteurs mobilisés, le versement de coupons russes en libération de la moitié du prix de souscription des obligations à émettre par application de la loi du 16 février 1917, déposé à la Chambre le 6 mai ; rapport de M. Grodet, le 16 mai ; adopté le 23 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mai] (A. t. I, p. 932 ; J.O., p. 821 ; I. n° 234). M. de Selves dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1262 ; J.O., p. 1114 ; I. n° 336). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1310 ; J.O., p. 1156). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7744).

COUR DE CASSATION. — 1920. Projet de loi tendant à instituer temporairement, près la Cour de Cassation, une Commission supérieure de cassation chargée de juger les pourvois formés contre les décisions des Commissions arbitrales, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyer pendant la guerre [27 février] (A. t. I, p. 187 ; J.O., p. 166 ; I. n° 53). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 477 ; I. n° 143). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier : Adoption. Article 2 : MM. Guillaume Poulle, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Adoption de l'article 2 modifié. Articles 3 à 7 : Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 avril] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 532). Déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Antier le 23 juin ; adopté le 5 juillet ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [20 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1186 ; I. n° 341). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1832 ; J.O., p. 1609 ; I. n° 420). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1884 ; J.O., p. 1653). Promulgation (J.O., 16 décembre, p. 20814).

COUR DE JUSTICE

ANNÉE 1918

Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Haute-Cour : MM. Ratier, Théodore Girard, Pérès, Vallé, de Las Cases, Vidal de Saint-Urbain, Savary, Bérard, Monis sont élus. Président, M. Monis ; rapporteur, M. Pérès. — Scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Haute-Cour : MM. Guillier, Guillaume Poulle, Peyronnet, Reynald, Larère sont élus. — Scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Haute-Cour en cas d'empêchement du Président : M. Régismanset est élu [15 janvier] (A. t. I, p. 9 ; J.O., p. 11).

Affaire Malvy.

Communication de M. le Premier Président de la Cour de Cassation, notifiant la désignation de M. le Procureur général et de MM. les Avocats généraux près la Cour de Justice.

Transmission du procès-verbal de la délibération de la Chambre des Députés du 27 novembre 1917, ordonnant la mise en accusation de M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur, et son renvoi devant la Cour de Justice.

« La Chambre des Députés a adopté la résolution suivante :

« La Chambre,

« Vu les pièces produites et qui seront versées au dossier de la procédure, savoir :

« 1° Une expédition du procès-verbal de la séance du Sénat du 22 juillet 1917, contenant un discours de M. le Sénateur Clemenceau, avec la réponse de M. Malvy, Ministre de l'Intérieur ;

« 2° Une expédition du procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés du 4 octobre 1917, contenant une lettre de M. Léon Daudet à M. le Président de la République, lue à l'Assemblée, sur la demande de M. Malvy, par M. Painlevé, Président du Conseil, et la protestation de M. Malvy contre les imputations dont il était l'objet ;

« 3° Une expédition du procès-verbal de la séance de la Chambre des Députés du 16 octobre 1917, contenant une déclaration de M. Painlevé, Président du Conseil, relative aux accusations portées contre M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur.

« Considérant que, dans l'intérêt supérieur de la paix publique, la

lumière doit être faite sur les accusations qui ont été portées contre M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur ;

« Vu la proposition de résolution par laquelle M. Malvy demande la nomination d'une Commission de trente-trois membres chargée d'examiner s'il y a lieu de mettre en accusation, pour crimes commis dans l'exercice de ses fonctions, un ancien Ministre de l'Intérieur ;

« Vu l'avis émis par cette Commission concluant à la mise en accusation ;

« Vu l'article 12, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, ainsi conçu : « Les Ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des Députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce cas, ils sont jugés par le Sénat » ;

« Et attendu que des documents ci-dessus énumérés, et sous la réserve des protestations ci-dessus rappelées, résulterait contre M. Malvy, Ministre de l'Intérieur, prévention :

« 1° D'avoir, de 1914 à 1917, sur le territoire de la République et dans l'exercice de ses fonctions de Ministre de l'Intérieur, renseigné l'ennemi sur tous nos projets militaires et diplomatiques, et spécialement sur le projet d'attaque du Chemin-des-Dames ;

« 2° D'avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu et dans l'exercice de ses fonctions de Ministre de l'Intérieur, favorisé l'ennemi, en provoquant ou excitant des mutineries militaires ;

« Vu les articles 77, 78, 79, 80 et 81 du Code pénal ;

« Ordonne la mise en accusation de M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur, et le renvoie devant le Sénat pour y être jugé.

« Délibéré en séance publique, à Paris, le 28 novembre 1917.

« *Le Président*,
« PAUL DESCHANEL.

« *Les Secrétaires*,
« GEORGES ANCEL,
« HENRI MIGNOT-BOZÉRIAN,
« J. BRUNET. »

CONSTITUTION DU SÉNAT EN COUR DE JUSTICE

M. le Président. — Messieurs, vu l'article 9 de la loi constitutionnelle du 24 février 1875 et l'article 12, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 ;

Vu l'article premier de la loi du 5 janvier 1918,

Je propose au Sénat de se constituer en Cour de Justice.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

Vu l'article 3 de la loi du 5 janvier 1918, je propose au Sénat, constitué en Cour de Justice, de fixer le lieu des audiences de la Cour dans le lieu ordinaire des séances [21 janvier] (A. t. I, p. 31 ; J.O., p. 31).

Le lundi 21 janvier 1918, le Sénat s'est constitué en Cour de Justice pour connaître des faits visés dans la résolution de la Chambre des Députés en date du 28 novembre 1917. Il a ordonné que le dossier de l'affaire serait immédiatement transmis au procureur général près la Cour de Justice et décidé que les audiences se tiendraient au Palais du Luxembourg. M. le Président a informé ses collègues que la première audience s'ouvrirait le jour même à quatorze heures quarante-cinq A l'heure dite, la Cour s'est réunie en audience publique. Après l'appel nominal, M. le Président a fait connaître que la Cour serait appelée à statuer en chambre du conseil sur les motifs d'excuse ou d'empêchement invoqués par plusieurs sénateurs. MM. les membres du parquet ayant été introduits, le dossier de l'affaire a été remis à M. le procureur général. A quinze heures quinze, l'audience publique a été suspendue et la Cour s'est formée en chambre du conseil. A dix-sept heures dix, l'audience publique ayant été reprise, M. le Président a donné lecture de l'arrêt dont voici le texte : « La « Cour, attendu que le paragraphe 2 de l'article 16 de la loi du 10 avril « 1889, rendu applicable à l'instance actuelle par l'article 10 de la loi « du 5 janvier 1918, dispose que les sénateurs qui n'auront pas été « présents à toutes les audiences ne pourront pas concourir au juge- « ment ; attendu que ce texte applique le principe général de notre « droit, inscrit notamment dans l'article 7 de la loi organique du « 20 avril 1810, qui exige pour la validité des arrêts la présence des « juges à toutes les audiences de la cause ; mais attendu que, si l'ar- « ticle 6 de la loi du 10 avril 1889 prescrit que, dès la première « audience, le Sénat entend tout à la fois la lecture du décret qui le « constitue en Cour de Justice et le réquisitoire du procureur général, « il n'en est pas de même sous l'empire de la loi du 5 janvier 1918 qui « concerne le cas où l'accusation émane de la Chambre des Députés ; « qu'en conséquence la présente audience a été uniquement consacrée « à la constitution, hors la présence de l'accusé, du Sénat en Cour de « Justice ; qu'ainsi l'examen de l'affaire n'a été abordé dans aucun de « ses éléments ; par ces motifs, décide que les sénateurs qui n'ont pas « répondu à l'appel nominal de ce jour conserveront leur droit au « jugement. » M. le procureur général ayant été ensuite entendu sur le jour où il sera en mesure de saisir la Cour de son réquisitoire introductif d'instance, la date de la prochaine audience a été fixée au lundi 28 janvier, quatorze heures, et la séance levée à dix-sept heures vingt minutes [23 janvier] (J.O., p. 849).

28 janvier. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quinze. M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur, mis en accusation par la Chambre des Députés, est introduit. Il est assisté de ses conseils. Après l'appel nominal, M. le Président fait connaître que la Cour sera appelée à statuer, en chambre du conseil, sur les motifs d'excuse ou d'empêchement invoqués par plusieurs de ses membres. M. le Président procède à l'interrogatoire d'identité de l'accusé. Il est donné lecture, par M. le greffier, de la résolution de la Chambre des Députés, en date du 28 novembre 1917, ordonnant la mise en accusation de M. Malvy, ancien Ministre de l'Intérieur. M. Mérillon, procureur général, donne lecture de ses réquisitions. La Cour donne acte à M. le procureur général de la remise de ses réquisitions, ainsi que du dépôt fait par lui au greffe de toutes les pièces du procès. Me Bourdillon, conseil de l'accusé, est entendu et dépose des conclusions. M. le Président fait connaître que deux personnes sollicitent l'autorisation d'être admises dans l'instance comme parties civiles. M. le procureur général et le conseil de l'accusé sont entendus. L'audience publique est suspendue à quinze heures trente et la Cour se forme en chambre du conseil. L'audience publique est reprise à dix-neuf heures dix et M. le Président donne lecture d'un arrêt déclarant l'accusation recevable, statuant sur la compétence, décidant que les parties civiles ne sont pas recevables devant la Cour de Justice et ordonnant un supplément d'information, et dont voici le texte : « La Cour de Justice, statuant « tant sur les réquisitions de M. le procureur général que sur les « conclusions déposées à cette audience par l'accusé ; vu les demandes « en intervention comme parties civiles soumises à la Cour de Jus- « tice ; ouï M. le procureur général et Me Bourdillon, conseil de « l'accusé ; attendu que la Cour de Justice a le devoir de vérifier « avant tout la recevabilité de l'accusation et de sa propre compé- « tence ; *sur la recevabilité :* Attendu que l'article 12, paragraphe 2, de « la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 donne à la Chambre des « Députés le droit de mettre les Ministres en accusation pour crimes « commis dans l'exercice de leurs fonctions ; que cet article de loi « n'impose aucune forme de procédure pour la mise en accusation, « et que la loi du 5 janvier 1918 ne l'a pas fait davantage ; qu'il « appartient, dès lors, à la Chambre des Députés, agissant dans la « plénitude des pouvoirs qu'elle tient de la loi constitutionnelle, « d'apprécier s'il convient de mettre le Ministre en accusation sans « instruction ni enquêtes préalables, et qu'aucune fin de non-recevoir « ne saurait être tirée de cette forme de procéder ; que par suite, en « la forme, la Cour de Justice est régulièrement saisie ; *sur la com-* « *pétence* : Attendu que la compétence de la Cour de Justice est nette-

« ment définie par la loi constitutionnelle ; qu'il faut et qu'il suffit « que l'accusation relève contre le Ministre une infraction qualifiée « crime, et que ce crime ait été commis dans l'exercice des fonctions « ministérielles ; attendu que la résolution votée par la Chambre des « Députés répond à ces exigences de la loi ; qu'elle ordonne, en effet, « la mise en accusation de Malvy et son renvoi devant le Sénat sous « prévention d'avoir, de 1914 à 1917, dans l'exercice des fonctions de « Ministre de l'Intérieur, commis des faits qualifiés crimes par les « articles 77 à 81 du Code pénal ; qu'en conséquence, la Cour de Jus- « tice est compétente pour en connaître ; *sur la recevabilité des « demandes à fin de constitution de partie civile* : Attendu que des « demandes de cette nature ont été déclarées non recevables par l'arrêt « de la Cour des pairs du 29 novembre 1830 ; que la loi du 5 janvier « 1918 ne les a pas prévues ; que cette juridiction ne saurait connaître « de demandes tendant à la réparation de dommages allégués, étant « donné la nature de l'action et les formes dans lesquelles elle est « poursuivie ; que les droits des parties demeurent d'ailleurs réservés « conformément à l'article 3 du Code d'instruction criminelle ; *sur le « supplément d'information* : Attendu qu'en l'état de la procédure il « échet de faire droit aux réquisitions de M. le procureur général et « d'ordonner le supplément d'information prévu par l'article 4 de la « loi du 5 janvier 1918. *Par ces motifs* : Déclare recevable l'accusation « portée contre Malvy, et dit qu'elle est compétente pour en connaître ; « décide que, dans l'instance actuelle, ne seront ni appelés ni reçus « aucun intervenant ou partie civile, tous leurs droits réservés pour « se pourvoir, s'il y a lieu, ainsi qu'ils aviseront ; ordonne qu'il sera « procédé à un supplément d'information dans les formes et condi- « tions fixées par les articles 4 à 8 de la loi du 5 janvier 1918, pour « ladite instruction faite et rapportée, être, par le procureur général « requis, et par la Cour de Justice, statué, ce qu'il appartiendra. » L'audience publique est levée à dix-neuf heures quinze [30 janvier] (J.O., p. 1100).

16 juillet. — L'audience est ouverte à treize heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. Pérès, rapporteur de la Commission d'instruction, donne lecture du rapport qu'il a été chargé de présenter au nom de cette Commission. L'audience est suspendue à seize heures. Elle est reprise à seize heures quarante-cinq minutes. M. Pérès continue la lecture de son rapport. La suite de cette lecture est renvoyée à la prochaine audience, qui aura lieu mercredi 17 juillet, à treize heures. L'audience est levée à dix-huit heures dix minutes.

17 juillet. — La Cour se réunit en chambre du conseil de treize heures cinq minutes à treize heures quarante minutes. L'audience publique est ouverte à quatorze heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. La Cour, après avoir entendu le ministère public et les conseils de l'accusé, rend l'arrêt suivant : « La Cour, « attendu qu'il est constant pour la Cour que plusieurs de ses mem- « bres ne sont arrivés en retard à l'audience d'hier que par suite des « faits de guerre et du détournement des trains qui en a été la consé- « quence, que, dans ces circonstances et vu l'événement résultant de « la guerre, il y a lieu de décider que ces membres seront compris « dans l'appel nominal de l'audience de ce jour et des audiences ulté- « rieures, attendu que le ministère public et la défense y ont donné « leur plein assentiment, par ces motifs, dit que : MM. Amic, Bérard, « Bollet, Brager de La Ville-Moysan, Cazeneuve, Chabert, Crémieux, « Herriot, P. Le Roux, Lhopiteau, Nègre, M. Ordinaire, Potié, Réveil- « laud, Reymonenq, Richard, de Tréveneuc, Vermorel, Villiers, arrivés « en retard à l'audience d'hier par suite d'une circonstance résultant « de la guerre, seront compris dans l'appel nominal supplémentaire « auquel il va être procédé ». Il est procédé à l'appel nominal supplé- mentaire. M. Pérès, rapporteur de la Commission d'instruction, donne lecture de la suite du rapport qu'il a été chargé de présenter au nom de cette Commission. L'audience publique est suspendue à seize heures. Elle est reprise à seize heures trente minutes. M. Pérès achève la lecture de son rapport. La prochaine audience aura lieu demain jeudi, 18 juillet, à neuf heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures vingt minutes [19 juillet] (J.O., p. 6244).

18 juillet. — L'audience est ouverte à neuf heures quinze minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le procureur général Mérillon donne lecture de ses réquisitions. La défense annonce qu'elle fera distribuer aux membres de la Cour un mémoire en ré- ponse aux réquisitions de M. le procureur général. L'audience est sus- pendue à douze heures quinze minutes. La Cour se forme en chambre du conseil. Le délibéré, commencé à douze heures quinze minutes, prend fin à douze heures vingt-cinq minutes. L'audience publique est reprise à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel des témoins. M. le Président procède à l'interrogatoire de l'accusé. L'audience est suspendue à seize heures et reprise à seize heures vingt-cinq minutes. L'interrogatoire de l'accusé est continué. L'au- dience est suspendue à seize heures cinquante-cinq minutes et reprise à dix-sept heures vingt minutes. L'interrogatoire de l'accusé est continué. La prochaine audience est fixée à demain vendredi 19 juillet,

à neuf heures. L'audience est levée à dix-huit heures [20 juillet] (J.O., p. 6277).

19 juillet. — L'audience est ouverte à neuf heures vingt minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le Président reprend l'interrogatoire de l'accusé. L'audience est suspendue à onze heures trente-cinq minutes et reprise à quatorze heures. L'interrogatoire est repris. La séance est suspendue de quinze heures vingt minutes à quinze heures quarante-cinq. M. le Président poursuit et achève l'interrogatoire de l'accusé. Le premier témoin commence sa déposition. L'audience est suspendue à dix-sept heures quarante minutes. La Cour se forme en chambre du conseil. A l'issue de son délibéré, qui se poursuit jusqu'à dix-huit heures dix minutes, l'audience publique est reprise. La prochaine audience est fixée à demain samedi 20 juillet, à neuf heures. L'audience est levée à dix-huit heures douze minutes [21 juillet] (J.O., p. 6304).

20 juillet. — L'audience est ouverte à neuf heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Le témoin entendu à la dernière audience reprend sa déposition. L'audience est suspendue à dix heures dix minutes et reprise à dix heures vingt-cinq minutes. Le témoin continue sa déposition. M. le procureur général présente des réquisitions tendant à ce que le huis clos soit prononcé pour l'audition de la dernière partie de cette déposition. Le conseil de l'accusé est entendu. L'audience est suspendue à onze heures vingt-cinq minutes. La Cour se forme en chambre du conseil à onze heures vingt-cinq minutes. A onze trente-cinq, l'audience publique est reprise et M. le Président donne lecture de l'arrêt suivant : « La Cour, statuant « sur les réquisitions de M. le procureur général : ouï l'accusé et son « conseil en leurs observations ; attendu que, pour une partie de la « déposition du témoin Daudet, la publicité peut être dangereuse pour « l'ordre publique et la défense nationale ; vu l'article 81 de la Cons- « titution du 4 novembre 1848 : ordonne que la fin de la déposition du « témoin Daudet aura lieu à huis clos ». En conséquence l'audience se continue à huis clos. Elle est suspendue à douze heures. L'audience publique est reprise à quatorze heures dix minutes pour la suite de l'audition des témoins. Elle est suspendue de seize heures vingt minutes à seize heures quarante minutes. Suite de la déposition des témoins. M. le Président fixe la prochaine audience à après-demain lundi 22 juillet, à neuf heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures dix minutes [23 juillet] (J.O., p. 6370).

22 juillet. — L'audience publique est ouverte à neuf heures. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée tout

entière à la suite de l'audition des témoins. Elle est suspendue à douze heures cinq minutes. Reprise à quatorze heures quinze minutes, elle est suspendue de nouveau de seize heures vingt à seize heures quarante-cinq minutes. A dix-huit heures vingt-cinq minutes, sur les réquisitions de M. le procureur général, la Cour ordonne le huis clos pour l'audition de la dernière partie de la déposition de l'un des témoins, M. Goubet, contrôleur de l'administration de l'armée. M. le Président fixe la prochaine audience à demain mardi, 23 juillet, à quatorze heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures cinquante-cinq minutes [24 juillet] (J.O., p. 6393).

23 juillet. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée tout entière à la suite de l'audition des témoins. Suspendue à seize heures cinq minutes, elle est reprise à seize heures trente minutes. M. le Président fixe la prochaine audience à demain mercredi, 24 juillet 1918, à neuf heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures cinq minutes [25 juillet] (J.O., p. 6439).

24 juillet. — L'audience publique est ouverte à neuf heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée tout entière à la suite de l'audition des témoins. L'audience est suspendue à douze heures quinze minutes et reprise à quatorze heures trente-cinq minutes. La Cour siège à huis clos de quatorze heures cinquante minutes à quinze heures cinquante-cinq minutes pour vider un incident se rapportant à la partie de la déposition de M. Goubet, au sujet de laquelle le huis clos a déjà été ordonné à l'audience du lundi 22 juillet. L'audience est suspendue à seize heures trente minutes. M. le procureur général requiert le huis clos pour la lecture d'un procès-verbal dont il a été fait mention au cour des débats Les conseils de l'accusé sont entendus. L'audience est suspendue à dix-huit heures vingt minutes et la Cour se forme en chambre du conseil. Le délibéré se poursuit jusqu'à dix-huit heures trente cinq minutes. L'audience publique est reprise à dix-huit heures quarante minutes. M. le Président donne lecture de l'arrêt suivant « La Cour, statuant sur les réquisitions du ministère public; ouï « l'accusé et ses conseils en leurs observations; attendu que la lecture, « en audience publique du procès-verbal dressé pour outrage public « à la pudeur peut être dangereuse pour les bonnes mœurs; vu l'ar- « ticle 81 de la Constitution du 4 novembre 1848; ordonne que cette « lecture aura lieu à huis clos. » En exécution de cet arrêt la Cour siège à huis clos, jusqu'à dix-huit heures cinquante minutes. L'audience est rouverte. M. le Président fixe la prochaine audience à de-

main jeudi, 25 juillet, à neuf heures du matin. L'audience publique est levée à dix-huit heures cinquante-cinq minutes [26 juillet] (J.O., p. 6485).

25 juillet. — L'audience publique est ouverte à neuf heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée tout entière à la suite de l'audition des témoins. Suspendue à douze heures elle est reprise à quatorze heures dix minutes. Elle est de nouveau suspendue de seize heures dix à seize heures trente-cinq minutes. M. le Président fixe la prochaine audience à demain vendredi, 26 juillet, à neuf heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures vingt minutes [27 juillet] (J.O., p. 6541).

26 juillet. — L'audience publique est ouverte à neuf heures quinze minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée tout entière à la suite de l'audition des témoins. Suspendue à onze heures cinquante minutes, elle est reprise à quatorze heures vingt minutes. Elle est suspendue de nouveau de seize heures vingt à seize heures quarante-cinq minutes. M. le Président fixe la prochaine audience à demain samedi, 27 juillet, à neuf heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures vingt-cinq minutes [28 juillet] (J.O., p. 6567).

27 juillet. — L'audience publique est ouverte à neuf heures dix minutes. Il est procédé à l'appel nominal. L'audience est consacrée tout entière à la suite de l'audition des témoins. Suspendue à onze heures cinquante minutes, elle est reprise à quatorze heures dix minutes. Elle est suspendue de nouveau de seize heures vingt à seize heures quarante-cinq minutes. M. le Président fixe la prochaine audience à après-demain lundi, 29 juillet, à quatorze heures. L'audience est levée à dix-huit heures vingt-minutes [30 juillet] (J.O., p. 6638).

29 juillet. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée tout entière à la suite de l'audition des témoins. L'audience suspendue à seize heures trente est reprise à seize heures cinquante minutes. M. le Président fixe la prochaine audience à demain mardi, 30 juillet, à neuf heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures cinquante minutes [31 juillet] (J.O., p. 6666).

30 juillet. — L'audience publique est ouverte à neuf heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. La Cour reprend la suite de l'audition des témoins. Suspendue à dix heures

cinquante minutes, l'audience est reprise à quatorze heures dix minutes. Suite de l'audition des témoins. L'audience est suspendue de seize heures quarante-cinq minutes à dix-sept heures. Suite et fin de l'audition des témoins. Me Guillain, l'un des conseils de l'accusé, donne lecture d'un mémoire en droit pour répondre aux réquisitions de M. le procureur général. M. le Président fixe la prochaine audience au vendredi 2 août, à quatorze heures. L'audience publique est levée à dix-neuf heures quarante minutes [1er août] (J.O., p. 6694).

2 août. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures dix minutes. Il est procédé à l'appel nominal. M. le procureur général Mérillon developpe les charges contre l'accusé et prend ses réquisitions. L'audience suspendue à seize heures dix minutes, est reprise à seize heures quarante minutes. M. le procureur général continue son réquisitoire, dont la suite est renvoyée à la prochaine audience. M. le Président fixe la prochaine audience à demain, samedi 3 août, à neuf heures. L'audience est levée à dix-huit heures cinq minutes [4août] (J.O., p. 6761).

3 août. — L'audience publique est ouverte à neuf heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le procureur Mérillon a de nouveau la parole pour continuer à développer les charges contre l'accusé et prendre ses réquisitions. L'audience est suspendue de onze heures à onze heures vingt minutes. M. le procureur général achève son réquisitoire. Suspendue à douze heures, l'audience est reprise à quatorze heures dix minutes. M. le bâtonnier Bourdillon présente la défense de l'accusé. L'audience est suspendue de quinze heures cinquante minutes à seize heures vingt. M. le bâtonnier Bourdillon continue sa plaidoirie, dont la suite est renvoyée à la prochaine audience. M. le Président fixe la prochaine audience à demain, dimanche 4 août, à quatorze heures. L'audience publique est levée à dix-huit heures [5 août] (J.O., p. 6790).

4 août. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le bâtonnier Bourdillon a de nouveau la parole pour continuer à présenter la défense de l'accusé. L'audience est suspendue de quinze heures cinquante-cinq minutes à seize heures trente. M. le bâtonnier Bourdillon reprend et achève sa plaidoirie. L'accusé présente ses observations. Les débats publics sont clos. M. le Président fixe la prochaine réunion de la Cour, qui aura lieu en chambre du conseil, à demain, lundi 5 août, à neuf heures. L'audience publique est levée à dix-sept heures quarante-cinq minutes [6 août] J.O., p. 6822).

Chambre du conseil. — La Cour, conformément à ce qui a été décidé à la fin de l'audience du dimanche 4 août, s'est réunie en chambre du conseil le lundi 5 août. Elle a délibéré de neuf heures dix minutes à onze heures quarante et de quatorze heures quinze minutes à dix-huit heures quarante-cinq.

6 août. — L'audience publique est ouverte à neuf heures dix minutes. Il est procédé à l'appel nominal. M. le Président déclare que les débats sont réouverts. Il donne lecture d'une question subsidiaire dont la Cour a été saisie et qui tend à ce que l'accusé soit déclaré coupable de forfaiture. L'accusation et la défense sont entendues. Des conclusions sont déposées par la défense. L'accusé, interrogé, dit n'avoir pas d'observations à présenter. M. le Président déclare que les débats sont clos. L'audience publique est suspendue à dix heures. La Cour se forme en chambre du conseil et délibère jusqu'à onze heures cinquante-cinq minutes. Elle délibère de nouveau de quatorze heures quinze minutes à dix-neuf heures dix. L'audience publique est reprise à dix-neuf heures quinze. M. le Président donne lecture de l'arrêt de culpabilité délibéré par la Cour. En voici les termes : « La Cour, vu la réso-« lution votée par la Chambre des Députés le 28 novembre 1917, « ordonnant la mise en accusation de Malvy pour crimes commis dans « l'exercice de ses fonctions de ministre ; vu le rapport de la Commis-« sion d'instruction sur le supplément d'information ordonné par « l'arrêt de la Cour en date du 28 janvier 1918 ; vu l'article 12 de la loi « constitutionnelle du 16 juillet 1875 et l'article 167 du Code pénal ; « après avoir entendu M. le procureur général en ses réquisitions, le « défenseur de l'accusé et l'accusé lui-même en leurs plaidoiries et « moyens de défense ; vu le mémoire produit par la défense ; après « en avoir délibéré conformément à la loi. I. — *Sur les conclusions « déposées par l'accusé à l'audience du 6 août 1918 et tendant à faire « entendre de nouveaux témoins* : Attendu que les faits visés dans la « question subsidiaire de forfaiture, sur laquelle portent les conclu-« sions, ont fait l'objet d'une information complète devant la Commis-« sion d'instruction et ont tous été discutés, tant dans le mémoire « présenté par la défense qu'au cours des débats publics, après audi-« tion de tous les témoins de l'accusation et de la défense ; qu'il n'y a « lieu, par suite, de rouvrir les débats sur ces faits ; rejette comme « inutiles et mal fondées les conclusions de l'accusé, déposées à l'au-« dience de ce jour et tendant à l'audition de nouveaux témoins ; « II. — *Au fond* : Attendu que les accusations de trahison, qui ont leur « origine dans la lettre de M. Daudet à M. le Président de la Répu-« blique, ont été entièrement démenties par les résultats du supplé-

« ment d'information ordonné par la Cour ; qu'aucun témoignage n'y « a fait allusion ; qu'il est surabondamment établi que Malvy est « demeuré étranger à la divulgation des documents secrets de l'armée « d'Orient ; qu'on ne saurait davantage lui imputer la connaissance « par l'ennemi du plan d'attaque du Chemin-des-Dames ; qu'enfin, les « mutineries militaires de Cœuvres, en juin 1917, n'ont été en quoi « que ce soit directement provoquées par l'accusé ; que celui-ci ne « saurait être retenu comme auteur principal du crime de trahison ; « attendu que Malvy ne saurait être davantage retenu comme com- « plice du même crime, dans les conditions prévues par l'article 60 du « Code pénal ; mais attendu que ces faits ne sont pas les seuls qui « aient été visés dans la résolution de la Chambre des Députés : que « cette résolution vise également tous les faits tendant à favoriser « l'ennemi en excitant ou provoquant des mutineries militaires ; que « la Commission d'instruction avait donc le droit et le devoir de s'en « saisir et de les soumettre à ses vérifications, ainsi que tous ceux « connexes ; attendu qu'il est constant pour la Cour qu'un plan a été « concerté sur le territoire de la République, dès la fin de 1914, pour « ruiner la défense du pays en portant atteinte à la force morale de la « nation et à l'esprit de discipline de l'armée ; que cette propagande « criminelle s'est exercée notamment par la création de journaux, par « la diffusion de tracts, par des discours et des conférences ; attendu « que Malvy n'a pas ignoré l'existence de cette criminelle entreprise, « dont tous les témoins entendus ont signalé la gravité et qui a été la « cause principale des mutineries militaires de mai et juin 1917 ; mais « attendu qu'au lieu d'opposer à cette propagande l'action la plus « énergique, l'accusé a accordé des subventions à un journal dont les « principaux rédacteurs ont été condamnés pour intelligences avec « l'ennemi, en vertu de décisions passées en force de chose jugée ; « qu'il a facilité, par des faveurs et des complaisances abusives, les « agissements d'Almereyda, de Duval et de Sébastien Faure ; qu'il a « entravé la surveillance des tractations auxquelles se livrait, par « l'intermédiaire de la femme Duverger, l'espion Lipscher ; qu'il « s'est refusé à empêcher la propagande antipatriotique de l'anarchiste « Vandamme, dit Mauricius ; qu'il s'est refusé à autoriser dans les « imprimeries clandestines, où elle pouvait être utilement pratiquée, « la saisie de tracts excitant les militaires à la désobéissance, à la ré- « volte envers leurs chefs, et à la trahison envers la patrie ; attendu « qu'en vertu des instructions générales qu'il avait données, l'action « des lois pénales a été suspendue ou empêchée au profit d'anarchistes « notoires recherchés pour délits de droit commun ; qu'enfin, l'accusé « a détruit tout ou partie d'un dossier contenant les charges relevées

« contre Sébastien Faure, dossier qui lui avait été communiqué à « raison de ses fonctions ; attendu que Malvy prétend vainement pour « sa défense qu'il n'a fait qu'exécuter les instructions et la politique « des Gouvernements dont il faisait partie ; que cette politique ten- « dant à l'union sacrée de tous les Français devant l'ennemi ne saurait « être en cause devant la Cour de Justice ; que l'accusation reproche à « juste titre à l'accusé d'avoir poursuivi une politique personnelle « d'abandon et de faiblesse, qui laissait s'accroître chaque jour un « danger dont il ne pouvait méconnaître la gravité, alors que la doc- « trine des Gouvernements dont il faisait partie consistait à appliquer « la loi pénale à tous les criminels quels qu'ils fussent ; attendu que « Malvy soutient encore en vain qu'il était obligé d'agir comme il l'a « fait, sous peine de provoquer des crises et des soulèvements plus « dangereux encore pour le pays que la propagande qu'il laissait « s'exercer ; attendu, en effet, que cette défense ne saurait justifier les « actes reprochés à l'accusé ; qu'elle est démentie par l'élan patriotique « de la presque unanimité des ouvriers français, et qu'elle a le tort « grave de les supposer capables de se solidariser avec des repris de « justice et des hommes tarés, qu'ils auraient chassés de leurs groupes « s'ils avaient connu leur action et leurs desseins ; attendu que les « juridictions criminelles ont le devoir de donner aux faits qui leur « sont déférés leur véritable qualification, telle qu'elle résulte, non de « la procédure écrite, mais des débats oraux ; que d'ailleurs la Cham- « bre des Députés, s'est volontairement abstenue de procéder à une « instruction ; qu'il appartient donc à la Cour de Justice, usant du « pouvoir souverain qu'elle tient de l'article 12 de la loi du 16 juillet « 1875, ainsi qu'elle l'a décidé, de qualifier les faits et de déterminer « la peine ; attendu que l'article 167 du Code pénal prévoit et punit la « forfaiture ; par ces motifs, déclare Malvy (Jean) non coupable, tant « comme auteur principal que comme complice, du crime d'intelli- « gences avec l'ennemi, commis notamment en renseignant l'ennemi « sur tous nos projets diplomatiques et militaires, en lui fournissant « le plan d'attaque du Chemin-des-Dames et en provoquant ou exci- « tant des mutineries militaires pour favoriser ses progrès ; déclare « Malvy (Jean) coupable d'avoir, dans l'exercice de ses fonctions de « Ministre de l'Intérieur, de 1914 à 1917, méconnu, violé et trahi les « devoirs de sa charge dans des conditions le constituant en état de « forfaiture, et encouru les responsabilités criminelles prévues par « l'article 12 de la loi du 16 juillet 1875. » L'accusation et la défense sont entendues. L'accusé, interrogé, déclare n'avoir pas d'observations à présenter. L'audience publique est suspendue à dix-neuf heures vingt-cinq minutes et la Cour se forme en Chambre du conseil. Elle

délibère jusqu'à vingt heures vingt-cinq minutes. L'audience publique est reprise à vingt heures trente minutes. M. le Président donne lecture de l'arrêt de condamnation délibéré par la Cour. En voici les termes : « La Cour, vu la résolution de la Chambre des Députés, en « date du 28 novembre 1917, ordonnant la mise en accusation de Malvy, « pour crime commis dans l'exercice de ses fonctions de Ministre de « l'Intérieur ; statuant sur les réquisitions de M. le Procureur général ; « après avoir entendu M. le Procureur général en ses réquisitions, le « conseil de l'accusé et l'accusé lui-même, lequel a eu la parole le « dernier, en leurs observations sur l'application de la peine ; et après « en avoir délibéré conformément à la loi ; attendu que des déclara- « tions contenues au précédent arrêt de la Cour, en date de ce jour, il « résulte que Malvy, agissant comme Ministre de l'Intérieur, a, dans « l'exercice de ses fonctions, de 1914 à 1917, méconnu, violé et trahi les « devoirs de sa charge dans des conditions le constituant en état de « forfaiture, et encouru les responsabilités criminelles prévues par « l'article 12 de la loi du 16 juillet 1875 ; par ces motifs, condamne « Malvy à cinq années de bannissement ; le dispense de la dégradation « civique ; le dispense de l'interdiction édictée par l'article 19 de la loi « du 27 mai 1885 ; le condamne aux frais envers l'État, liquidés à « 1.505 fr. 65 centimes, plus 30 francs pour droits de poste ; fixe au « minimum la durée de la contrainte par corps, s'il y a lieu de l'exer- « cer ; ordonne que le présent arrêt sera imprimé, publié, affiché « partout ou besoin sera ; ordonne qu'il sera notifié sans délai à « l'accusé par le greffier de la Cour. » L'audience publique est levée à « vingt heures trente-cinq minutes [8 août] (J O., p. 6873).

M. Monis donne sa démission de Président et de membre de la Commission d'instruction de la Cour de Justice [17 septembre] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 604). — M. Guillier, membre suppléant de la Commission d'instruction est nommé membre titulaire en remplacement de M. Monis ; M. Perès est nommé Président de la Commission d'instruction de la Cour de Justice ; M. Guillaume Poulle, membre suppléant de la Commission d'instruction est nommé membre titulaire, en remplacement de M. Th. Girard, décédé.

Affaire Caillaux, Loustalot et Comby.

Communication par M. le Président d'un décret constituant le Sénat en Cour de Justice pour le mardi 29 octobre 1918.

« Le Président de la République française,

« Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de la Guerre, et du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

« Vu l'article 12, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875;

« Vu la demande et l'autorisation de poursuites accordée par la Chambre des Députés, le 22 décembre 1917, contre MM. Joseph Caillaux et Loustalot, députés ;

« Le Conseil des Ministres entendu,

« Décrète :

« Article premier. — Le Sénat est constitué en Haute Cour de Justice pour statuer sur les faits d'attentat contre la sûreté de l'Etat et autres faits connexes relevés à la charge de MM. Caillaux, Loustalot, Comby, et de tous autres que l'instruction fera connaître.

« Art. 2. — M. Lescouvé, procureur général près la Cour d'appel de Paris remplira les fonctions de ministère public près la Haute Cour, assisté de M. Regnault, substitut du procureur général près la même Cour.

« Art. 3. — La Haute Cour se réunira au palais du Luxembourg, le mardi 29 octobre 1918.

« Art. 4. — Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 15 octobre 1918.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« *Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre,*
« CLEMENCEAU.

« *Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,*
« LOUIS NAIL. »

Acte est donné de ce décret, qui sera inséré au procès-verbal et déposé aux archives [15 octobre] (A. t. I, p. 778 ; J.O., p. 706).

29 octobre. — Par décret en date du 15 octobre 1918, le Sénat a été constitué en Cour de Justice pour statuer sur les faits d'attentat contre la sûreté de l'Etat et autres faits connexes relevés à la charge de MM. Caillaux, Loustalot, députés, Comby, et de tous autres que l'instruction fera connaître. La Cour, aux termes de ce décret, s'est réunie aujourd'hui au palais du Luxembourg. L'audience publique est

ouverte à quatorze heures dix minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Les membres du Parqnet, M. Lescouvé, procureur général près la Cour d'appel de Paris, et M. Regnault, substitut du procureur général près la même cour, chargés de remplir les fonctions du ministère public près la Cour de Justice, sont introduits. M. le procureur général donne lecture de son réquisitoire. MM. les membres du parquet se retirent. L'audience publique est suspendue à seize heures cinquante-cinq minutes et la Cour se forme en chambre du conseil à dix-sept heures. Le délibéré se prolonge jusqu'à dix-sept heures cinquante minutes. L'audience publique est alors reprise et M. le Président donne lecture d'un arrêt dont voici les termes : « La Cour, vu le décret de M. le Président de « la République en date du 15 octobre 1918; vu les articles 6 à 14 de la « loi du 10 avril 1889; ouï M. le procureur général en son réquisitoire, « ordonne qu'il sera procédé à l'instruction par la Commission « nommée à cet effet, pour, ladite instruction faite et rapportée être, « par le procureur général requis, et par la chambre d'accusation, « statué ce qu'il appartiendra; décide que la loi du 8 décembre 1897 « sera applicable à la procédure devant la Cour de Justice. » L'audience est levée à dix-huit heures cinq minutes [31 octobre] (J.O., p. 9465).

ANNÉE 1919

Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Ratier, Guillier, Vidal de Saint-Urbain, de Las Cases, Savary, Poulle, Pérès, Vallé et Bérard, élus. — Scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Fenoux, Peyronnet, Reynald, Larère et Simonet, élus. — Scrutin pour la désignation du Vice-Président chargé de présider la Cour de Justice en cas d'empêchement du Président : M. Régismanset, élu [13 février] (A. t. I, p. 123; J.O., p. 127). — Communication d'une lettre de M. le Premier Président de la Cour de Cassation avisant M. le Président du Sénat de la désignation de M. le Président Mérillon comme procureur général et MM. les conseillers Lombard et Sénac comme avocats généraux près la Cour de Justice [14 février] (A. t. I, p. 141; J.O., p. 129).

Affaire Caillaux.

23 octobre. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quinze minutes. L'accusé est introduit. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le Président donne lecture d'un décret en date du 30 septembre 1919, aux termes duquel M. Mornet, avocat général

près la Cour d'appel de Paris, est désigné pour assister M. le procureur général près la Cour de Justice. M. le Président procède à l'interrogatoire d'identité de l'accusé. M. le procureur général est entendu sur la fixation de la date à laquelle pourront s'ouvrir les débats. L'accusé et ses conseils sont également entendus. L'audience publique est suspendue à quatorze heures cinquante minutes et la Cour se forme en chambre du conseil. Son délibéré, commencé à quinze heures quinze minutes, se poursuit jusqu'à dix-huit heures trente-quatre minutes. L'audience publique est reprise à dix-huit heures trente-six minutes. M. le Président donne lecture de l'arrêt suivant : « La Cour, ouï M. le « procureur général en ses réquisitions, le défenseur de l'accusé et « l'accusé lui-même en leurs observations. Après en avoir délibéré « conformément à la loi, décide que les débats de l'affaire actuelle- « ment pendante devant la Cour se poursuivront le 14 janvier 1920. » M. le Président, après observations du ministère public et réserves de la défense, donne lecture de l'arrêt suivant : « La Cour, après en avoir « délibéré, conformément à la loi, ouï le ministère public en ses « réquisitions, le défenseur et l'accusé lui-même en leurs observations « et réserves. Considérant qu'à l'audience du 29 octobre 1918 l'accusé « et son défenseur n'étaient pas présents, que la cause n'a été abordée « dans aucun de ses élémeuts, qu'en conséquence, l'affaire n'étant pas « liée, il n'y a lieu à appliquer l'article 16 de la loi du 10 avril 1889, par « ces motifs, décide que les sénateurs qui n'ont pas répondu à l'appel « nominal du 29 octobre 1919 n'encourent pas la déchéance de l'article 16 « de la loi du 10 avril 1889. » L'audience publique est levée à dix-huit heures cinquante minutes [28 octobre] J.O., p. 12034).

Projet de loi tendant à compléter la loi du 10 avril 1889, relative à la composition de la Cour de Justice, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Lecture de l'exposé des motifs. Observations de M. le Garde des Sceaux. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 30 novembre 1917, relative à la procédure à suivre en matière de mise en accusation, d'instruction, de jugement du Président de la République et des Ministres devant le Sénat constitué en Cour de Justice pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions [23 décembre] (A.t.II,p.14; J.O.,p.1844 ; I.n° 763). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Article unique du projet de loi : MM. Henry Chéron, *rapporteur* ; Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; le Président et Milliès-Lacroix. Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 26 ; J.O., p. 1853 ; I. n° 767). Promulgation (J.O., 8 janvier 1920, p. 286).

ANNÉE 1920

Scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Cour de Justice. — Scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Cour de Justice. — Scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Cour de Justice en cas d'empêchement du président. — Résultat du scrutin pour la nomination de neuf membres de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Ratier, Guillier, Lemarié, de Las Cases, Poulle, Savary, Pérès, Vallé et Alexandre Bérard, élus. — Résultat du scrutin pour la nomination de cinq membres suppléants de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : MM. Peyronnet, Fenoux, Reynald, Larère et Simonet, élus. — Résultat du scrutin pour la désignation du vice-président chargé de présider la Cour de Justice en cas d'empêchement du président : M. Régismanset, élu [14 janvier] (A. t. I, p. 31; J.O., p. 28).

Affaire Caillaux.

14 janvier. — L'audience publique est ouverte à dix-huit heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le Président informe la Cour qu'elle va être appelée à statuer sur la date à laquelle commenceront les débats de l'affaire. Le ministère public et la défense sont entendus sur la fixation de cette date. L'audience est suspendue à dix-neuf heures cinq minutes, et la Cour se forme en chambre du conseil. A l'issue de son délibéré, l'audience publique est reprise à dix-neuf heures vingt-deux minutes. M. le Président donne lecture d'un arrêt dont voici les termes : « La Cour, après en avoir délibéré, conformément à la loi, ouï M. le procureur général en ses « observations. Décide que les débats de l'affaire actuellement soumise à la Cour de Justice commenceront le mardi 17 février. » L'audience est levée à dix neuf heures vingt-cinq minutes [16 janvier] (J.O., p. 863).

Communication d'une lettre de M. le procureur général près la Cour de Cassation, faisant connaître la désignation par la Cour de Cassation des membres du ministère public près la Cour de Justice. MM. Mérillon, Président de chambre; Cénac et Lombard, conseillers [5 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 50).

Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre de la Commission d'instruction de la Cour de Justice : M. Albert Peyronnet, élu [10 février] (A. t. I, p. 75; J.O., p. 70). — Résultat du scrutin pour la nomination d'un membre suppléant de la Commission d'instruc-

tion de la Cour de Justice : M. Joseph Loubet, élu [12 février] (A. t. I, p. 86; p. 80).

17 février. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le Président procède à l'interrogatoire d'identité de l'accusé. Il est donné lecture de l'arrêt de renvoi rendu le 16 septembre 1919 par la Chambre d'accusation et de l'acte d'accusation dressé le 28 septembre 1919 par le procureur général. M. le Président fixe la prochaine réunion de la Cour au vendredi 20 février, à quatorze heures et demie en chambre du conseil. L'audience est levée à dix-sept heures trente minutes [20 février] (J.O., p. 2872).

20 février. — L'audience publique est ouverte à quinze heures. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Il est procédé ensuite à l'appel des témoins. M. le Président commence l'interrogatoire de l'accusé. La prochaine audience aura lieu le mardi 24 février, à quatorze heures et demie. L'audience publique est levée à dix-huit heures quinze minutes [22 février] (J.O., p. 3006).

24 février. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'interrogatoire de l'accusé. M. le Président fixe la prochaine réunion de la Cour à demain mercredi 25 février, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-sept heures vingt-cinq minutes [26 février] (J.O., p. 3176).

25 février. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'interrogatoire de l'accusé. M. le Président fixe la prochaine réunion de la Cour à demain jeudi, 26 février, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-sept heures quarante-cinq minutes [27 février] (J.O., p. 3237).

26 février. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'interrogatoire de l'accusé. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mercredi 3 mars prochain, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures [28 février] J.O., p. 3276).

3 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'interrogatoire de l'accusé. La prochaine réunion de la Cour aura lieu demain jeudi 4 mars, à qua-

torze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures quarante minutes [5 mars] (J.O., p. 3671).

4 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la fin de l'interrogatoire de l'accusé et à l'audition des premiers témoins appelés. La prochaine réunion de la Cour aura lieu demain vendredi 5 mars, à quinze heures. L'audience est levée à dix-huit heures quarante-cinq minutes [6 mars] J.O., p. 3735).

5 mars. — L'audience publique est ouverte à quinze heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mardi 9 mars prochain, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-neuf heures cinq minutes [7 mars] (J.O., p. 3761).

9 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mercredi 10 mars, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures cinquante minutes [11 mars] (J.O., p. 4061).

10 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le jeudi 11 mars courant, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-neuf heures [12 mars] (J.O., p. 4122).

11 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le Président donne lecture d'un arrêt dont voici les termes : « La Cour, vu la « lettre en date du 5 mars 1920, par laquelle Me Marius Moutet, défen- « seur de l'accusé, demande que la déposition de M. le Général Dubail, « grand chancelier de la Légion d'honneur, soit reçue, dans les formes « spéciales prévues par la loi, sur huit questions précisées dans ladite « lettre ; vu la requête de M. le procureur général en date du 10 mars « 1920, transmettant à M. le Président de la Cour de Justice la lettre de « Me Marius Moutet, et demandant à la Cour de désigner un magistrat « à l'effet de recevoir la déposition de M. le Grand Chancelier dans les « conditions prescrites par le décret du 4 mai 1812; après en avoir « délibéré conformément à la loi ; commet M. Pérès, président de la

« Commission d'instruction de la Cour de Justice, à l'effet de recevoir « la déposition de M. le Grand Chancelier dans les formes prévues par « le décret précité. » L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mardi 16 mars 1920, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures quarante-cinq minutes [13 mars] (J.O., p. 4168).

16 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mercredi 17 mars 1920, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures trente minutes [18 mars] (J.O., p. 4488).

17 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le jeudi 18 mars 1920, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures cinquante minutes [19 mars (J.O., p. 4515).

18 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mardi 23 mars 1920, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures cinquante minutes [20 mars] (J.O., p. 4536).

23 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mercredi 24 mars 1920, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures cinquante minutes [25 mars] (J.O., p. 4810).

24 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. La Cour, pendant la première partie de l'audience, continue à recueillir les dépositions des témoins cités par la défense. Ensuite, après avoir entendu M. le procureur général et les conseils de l'accusé, elle rend l'arrêt suivant : « La Cour, statuant sur les réquisitions « du ministère public et les conclusions de la défense ; vu l'article 8, « de la Constitution du 4 novembre 1848 ; attendu qu'il y a lieu de « procéder à huis clos, la publicité des débats étant dangereuse pour

« la sûreté de l'Etat, ordonne que les débats se poursuivront à huis « clos. » L'audience publique est suspendue à seize heures vingt minutes. Elle est reprise à huis clos à dix-sept heures et se prolonge jusqu'à dix-huit heures. La Cour se forme aussitôt après en chambre du conseil. A dix-neuf heures, le délibéré ayant pris fin, l'audience publique est reprise. Il est alors donné lecture d'un arrêt dont voici les termes : « La Cour, statuant sur les réquisitions de M. le procureur « général en ce qui concerne vingt et une pièces communiquées par « l'accusé et tendant à ce que ces pièces soient rejetées du débat ; « ouï les défenseurs de l'accusé et l'accusé lui-même en leurs obser- « vations et conclusions ; après en avoir délibéré conformément à la « loi ; attendu, qu'en ce qui concerne le document relatif aux délibé- « rations du Conseil supérieur de la défense nationale, que l'accusé a « déclaré renoncer à ce que cette pièce soit jointe aux débats ; qu'il y « a donc lieu d'ordonner qu'elle sera transmise à M. le Garde des « Sceaux sous pli scellé, pour être restituée aux archives de l'Etat ; « attendu, en ce qui concerne les autres documents, que la commu- « nication de ces pièces paraît nécessaire à la manifestation de la « vérité ; que deux de ces documents ayant déjà été divulgués, il ne « semble pas qu'il puisse résulter de la discussion de ces pièces à huis « clos un danger pour la sûreté nationale ; par ces motifs : dit que le « document relatif aux délibérations du Conseil supérieur de la « défense nationale sera, par les soins de M. le procureur général, « transmis, sous pli scellé, à M. le Garde des Sceaux, pour être par « lui restitué aux archives de l'Etat ; ordonne que le surplus des « pièces communiquées sera versé aux débats, pour être discuté par « la Cour siégeant à huis clos. » L'audience à huis clos est reprise à dix-neuf heures cinq minutes. Elle est levée à dix-neuf heures dix minutes. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le jeudi 25 mars 1920, à quatorze heures et demie [25 mars (J.O., p. 4850).

25 mars. — La Cour se réunit à quatorze heures quarante minutes. En exécution de l'arrêt qu'elle a rendu hier, elle siège à huis clos pour recevoir communication des pièces visées dans ledit arrêt et procéder à leur examen. L'audience à huis clos se prolonge jusqu'à seize heures vingt minutes. La Cour se réunit ensuite en audience publique à seize heures cinquante-cinq minutes. Cette audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mardi 30 mars courant, à quatorze heures. L'audience publique est levée à dix-neuf heures [27 mars] (J.O., p. 4910).

30 mars. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures dix minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'au-

dience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le jeudi 1er avril prochain, à quatorze heures. L'audience est levée à vingt heures vingt minutes [1er avril] (J.O., p. 5210).

1er avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. L'audience est consacrée à la suite de l'audition des témoins. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mercredi 14 avril prochain, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à vingt heures dix minutes [4 avril] (J.O., p. 5404).

14 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. La Cour, au début de son audience, entend plusieurs communications relatives à des dépositions précédemment recueillies. M. le procureur général commence son réquisitoire. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le jeudi 15 avril courant, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures cinquante minutes [16 avril] (J.O., p. 6063).

15 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le procureur général continue son réquisitoire. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le vendredi 16 avril courant, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures vingt minutes [17 avril] (J.O., p. 6093).

16 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. M. le procureur général achève son réquisitoire. Il annonce le dépôt de conclusions relatives à la qualification des faits visés par la poursuite et à d'autres points de droit. M. l'avocat général Regnault donne lecture de ses conclusions. Elles tendent à ce que la Cour déclare l'accusé coupable des faits relevés à sa charge par l'arrêt de renvoi et lui fasse application des articles 77 et 79 du Code pénal. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le samedi 17 avril courant, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures trente-cinq minutes. [18 avril] (J.O., p. 6128).

17 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Me Marius Moutet présente la défense de l'accusé. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le dimanche 18 avril courant, à quinze heures. L'audience est levée à vingt heures [19 avril] (J.O., p. 6167).

18 avril. — L'audience publique est ouverte à quinze heures cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Me de Moro-Giafferri présente la défense de l'accusé. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le lundi 19 avril courant, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures cinquante minutes [20 avril] J.O., p. 6198).

19 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures trente-cinq minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Me de Moro-Giafferri continue sa plaidoirie. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mardi 20 avril courant, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures vingt-cinq minutes [21 avril] (J.O., p. 6233).

20 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Me de Moro-Giafferri achève sa plaidoirie. La prochaine réunion de la Cour aura lieu le mercredi 21 avril courant, à quatorze heures. L'audience est levée à dix-neuf heures quinze minutes [22 avril] J.O., p. 6275).

21 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures dix minutes. Il est procédé à l'appel nominal et au contre-appel. Me Demange, l'un des défenseurs, est entendu en ses observations. M. le Président ayant demandé à l'accusé s'il n'a rien à ajouter pour sa défense, celui-ci est entendu à son tour. Les débats sont clos. La Cour se réunira en chambre du conseil, le jeudi 22 avril courant, à quatorze heures et demie. L'audience est levée à dix-huit heures vingt minutes [23 avril] (J.O., p. 5310).

La Cour s'est réunie en chambre du conseil le jeudi 22 avril, de quatorze heures et demie à vingt heures, et à nouveau le vendredi 23 avril, de dix heures quinze minutes à midi cinq minutes.

23 avril. — L'audience publique est ouverte à quatorze heures quarante-cinq minutes. M. le Président donne lecture de la décision suivante : « La Cour, vu l'arrêt rendu le 16 septembre 1919 par la chambre « d'accusation de la Cour de Justice, lequel ordonne la mise en accu- « sation et le renvoi de Caillaux devant la Cour pour avoir attenté à « la sûreté extérieure de l'Etat ; vu l'acte d'accusation dressé le « 28 septembre 1919 par M. le procureur général contre le susnommé ; « après avoir entendu M. le procureur général en ses réquisitions, « les défenseurs de l'accusé et l'accusé lui-même en leurs plaidoiries « et moyens de défense ; après en avoir délibéré conformément à la « loi ; déclare qu'il n'y a pas lieu de faire application à Caillaux des

« articles 77 et 79 du Code pénal ; déclare au contraire ledit Caillaux « coupable d'avoir, depuis la guerre déclarée, notamment en 1914, « 1915, 1916, 1917, soit en France et spécialement à Paris, soit même à « l'étranger, entretenu une correspondance avec des sujets d'une « puissance ennemie, ladite correspondance ayant eu pour résultat « de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation « militaire ou politique de la France ou de ses alliés, crime prévu par « l'article 78 du Code pénal ; dit qu'il y a des circonstances atténuantes « en faveur de l'accusé. » M. le procureur général requiert la Cour de faire application à l'accusé des articles 78, 463, 401 et 49 du Code pénal, de l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 et de l'article 368 du Code d'instruction criminelle. Me Demange, l'un des défenseurs, est entendu en ses observations. L'accusé, interpellé par M. le Président, déclare n'avoir rien à ajouter. L'audience est suspendue à quatorze heures cinquante-cinq minutes. A quinze heures cinq minutes, la Cour se forme à nouveau en chambre du conseil pour statuer sur l'application de la peine. Elle siège d'abord jusqu'à dix-huit heures dix minutes ; puis, après une suspension, elle reprend séance à vingt et une heures vingt minutes et achève son délibéré à vingt-deux heures sept minutes. L'audience publique ayant été reprise à vingt-deux heures vingt-cinq minutes, M. le Président donne lecture de l'arrêt suivant : « La Cour, vu l'arrêt rendu le 16 septembre 1919 par la chambre d'ac- « cusation de la Cour de Justice, lequel ordonne la mise en accusation « et le renvoi de Caillaux devant la Cour pour avoir attenté à la sûreté « extérieure de l'Etat ; vu l'acte d'accusation dressé le 28 septembre « 1919 par le procureur général contre le susnommé ; vu les déclara- « tions de la Cour en date d'aujourd'hui portant que l'accusé est cou- « pable d'avoir, dans les circonstances de temps et de lieu précisées à « ladite déclaration, entretenu une correspondance avec des sujets de « l'ennemi, cette correspondance ayant eu pour résultat de fournir « aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou « politique de la France ou de ses alliés ; après avoir entendu M. le « procureur général en ses réquisitions, les conseils de l'accusé et « l'accusé lui-même qui a parlé le dernier, sur l'application de la « peine ; et après en avoir délibéré conformément à la loi ; considé- « rant l'ensemble des faits relevés par l'accusation, tendant à établir, « aux termes des articles 77 et 79 du Code pénal, qu'il a pratiqué des « manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de « l'Etat à l'effet de seconder les progrès de leurs armes sur les posses- « sions ou contre les armées françaises de terre ou de mer, soit en « ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres, envers « l'Etat, soit de toute autre manière ; attendu que, parmi les faits que

« relève l'accusation, il en est qui ne sauraient être retenus que « comme éléments de moralité, sans qu'ils puissent être considérés « comme tombant sous le coup de la loi pénale ; attendu qu'il en est « ainsi pour les relations amicales que Caillaux a entretenues avec « Bolo et Almereyda, relations qui se sont poursuivies même après « l'ouverture contre eux d'une information pour intelligences avec « l'ennemi ; mais attendu que le ministère public relève ensuite, « comme élément constitutif du crime, les contacts de l'accusé avec « des agents de l'ennemi, notamment avec Minotto, Lipscher et l'en- « voyé de Marx ; attendu qu'il est établi qu'au cours de sa mission « dans l'Amérique du Sud, Caillaux s'est lié d'une étroite amitié avec « un certain Minotto, depuis interné comme suspect par le Gouver- « nement des Etats-Unis à raison de ses origines et de ses relations « allemandes ; que ce personnage lui a, par ses déclarations et par ses « offres, prouvé clairement ses rapports avec le comte Luxburg, « ministre d'Allemagne en Argentine ; et qu'on ne peut admettre, « dans ces conditions, qu'un ancien Président du Conseil, investi « d'une mission officielle, lui ait confié les griefs qu'il croyait avoir « contre le Gouvernement français, et ait donné ainsi au comte Lux- « burg, comme le prouve le câblogramme de ce dernier, les rensei- « gnements les plus nuisibles sur la politique de la France ; attendu, « en ce qui touche les relations de Caillaux avec Lipscher, que la « personnalité et la nationalité de ce sujet austro-hongrois, auquel la « frontière française était fermée, lui étaient parfaitement connues ; « attendu cependant qu'il n'a pas cru devoir avertir les autorités fran- « çaises des lettres, en langage conventionnel, que Lipscher, devenu « l'agent du baron de Lancken, lui a adressées en 1915, lettres qui « contenaient des propositions de paix dont le sens ne lui a pas « échappé ; attendu qu'il n'a pas davantage fait connaître les deux « notes émanant de Marx, de Mannheim, qui lui furent remises à son « domicile par un visiteur qu'il déclare inconnu de lui, alors qu'il « résultait de cette communication une offre certaine de l'ennemi ; « attendu qu'il ne saurait être contesté que Caillaux, en Italie, a, dès « son arrivée, en décembre 1916, ouvert et entretenu des relations « avec des personnes notoirement connues comme neutralistes avé- « rées et même avec des agents de l'ennemi, notamment avec Ca- « vallini, depuis condamné à mort pour intelligences avec l'ennemi « par la justice française ; que, sans qu'il soit utile de discuter les « termes de sa conversation avec M. Martini, l'ensemble de ses rela- « tions et de ses propos explique l'émotion considérable qui s'est « produite à Rome, et que, de son côté, le Gouvernement français a « considéré la situation comme assez grave pour avertir le Gouverne-

« ment italien qu'il le laissait libre de prendre une mesure d'expulsion « contre Caillaux, si elle était jugée nécessaire, et exprimé le désir « que, dans ce cas, les papiers de l'accusé fussent saisis ; attendu que, « s'il n'est point établi par le ministère public que l'accusé ait voulu, « dans ces circonstances, seconder les entreprises de l'ennemi, il n'en « est pas moins vrai que ces manœuvres ont eu pour résultat de four- « nir à celui-ci des renseignements nuisibles sur la situation politique « et militaire de la France et de ses alliés ; attendu, enfin, qu'en ce qui « concerne les documents trouvés dans le coffre-fort de Florence et « notamment le manuscrit intitulé « les Responsables », ils doivent « être seulement retenus comme expliquant les véritables mobiles de « la conduite de Caillaux ; attendu que les juridictions répressives ont « le devoir de donner aux faits qui leur sont déférés leur véritable « qualification telle qu'elle résulte non seulement de la procédure « écrite, mais aussi des débats oraux ; attendu que, dans tous les faits « reprochés à Caillaux, l'intention criminelle de seconder les progrès « de l'ennemi contre les forces françaises de terre ou de mer exigée « par l'article 77 n'est pas établie, mais que ces mêmes faits prouvent « à la charge de l'accusé des correspondances avec les agents de « l'ennemi ayant pour résultat de fournir à celui-ci des instructions « nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses « alliés, tombant sous le coup de l'article 78 du Code pénal ; attendu « que le législateur a entendu réprimer par ce texte, ainsi qu'il l'a « expliqué dans les travaux préparatoires, les actes qui, sans livrer la « France à l'ennemi, fournissent à celui-ci le moyen de préparer ses « entreprises ; attendu que cet article punit la correspondance, de « quelque nature qu'elle soit, entretenue avec les sujets de l'ennemi, « et que cette disposition s'applique, *à fortiori*, d'après la doctrine, à « la correspondance entretenue avec des agents de l'ennemi et ayant eu « le résultat ci-dessus spécifié ; attendu que, par ses nombreux con- « tacts avec des agents de l'ennemi, les propos qu'il leur a tenus et où, « par une pensée coupable d'ambition, il leur a fait des confidences « les plus graves sur la situation politique de la France, Caillaux a « fourni à l'ennemi des instructions dont l'Allemagne pouvait tirer le « plus grand avantage, notamment pour diriger les efforts de la pro- « pagande défaitiste dans notre pays et y exploiter les mécontente- « ments et les discordes possibles ; attendu qu'il y a lieu, dès lors, de « déclarer l'accusé coupable du crime prévu et puni par l'article 78 du « Code pénal ; attendu que des circonstances atténuantes ont été « déclarées en faveur de l'accusé ; qu'il y a lieu, par suite de modérer « la peine par l'application de l'article 463, paragraphe 7, du Code « pénal ; vu, en conséquence, les articles 78 et 463, paragraphe 7, du

« Code pénal, lesquels sont ainsi conçus : Article 78. — Si la corres-
« pondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour
« objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu
« pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la
« situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux
« qui auront entretenu cette correspondance seront punis de la déten-
« tion, sans préjudice de plus forte peine, dans le cas où ces instruc-
« tions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espion-
« nage. Article 463, § 7. — Si la peine est celle de la réclusion, de la
« détention, du bannissement ou de la dégradation civique, la Cour
« appliquera les dispositions de l'article 401, sans toutefois pouvoir
« réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an. »
« Vu les articles 401, 42 et 49 du Code pénal, 368 du Code d'instruction
« criminelle, par ces motifs, condamne Caillaux à la peine de l'empri-
« sonnement pendant trois années ; dit que l'accusé sera, en outre,
« interdit pendant dix ans, à compter du jour où il aura subi sa peine,
« des droits de vote, d'éligibilité et d'aptitude à diverses fonctions
« publiques énumérées dans les trois premiers paragraphes de l'ar-
« ticle 42 du Code pénal ; dit qu'il lui sera fait défense pendant cinq
« ans de paraître dans les lieux qui lui seront indiqués par le Gouver-
« nement ; condamne Caillaux aux frais envers l'Etat, qui seront
« liquidés sur état ; fixe au minimum la durée de la contrainte par
« corps, s'il y a lieu de l'exercer ; ordonne que le présent arrêt sera
« exécuté à la diligence de M. le procureur général, imprimé, publié
« et affiché partout où besoin sera, et qu'il sera notifié sans délai à
« l'accusé par le greffier de la Cour de Justice. » L'audience est levée
à vingt-deux heures trente-cinq minutes. [25 avril] (J.O., p. 6375).

COURS D'HISTOIRE LOCALE. — 1919. Proposition de loi de MM. Louis Martin et Reymonenq, tendant à décider qu'il sera institué dans chaque Faculté des lettres de France divers cours d'histoire locale, déposée par MM. Louis Martin et Reymonenq. Renvoi à la Commission d'initiative [16 octobre] (A. t. I, p. 1940 ; J.O., p. 1704 ; I. n° 640).

COURS ET TRIBUNAUX. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'article 2 de la loi du 6 février 1915 autorisant, en cas d'interruption des communications, la modification temporaire : 1° du ressort territorial et du siège des cours et tribunaux ; 2° des conditions de lieu exigées pour l'accomplissement de certains actes en matière civile ou commerciale, déjà complété par la loi du 4 octobre 1916, déposé à la

Chambre le 30 avril ; rapport de M. Chavoix le 2 mai ; adopté le 2 mai ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [27 mai] (A. t. I, p. 374; J.O., p. 352; I. n° 201). M. Henri Michel dépose et lit le rapport (I. n° 217). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [23 mai] (A. t I, p. 414; J.O., p. 375). **Promulgation** (J.O., 28 mai, p. 4649).

CRÉDIT AGRICOLE (Caisses de). — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'extension aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion des dispositions des lois ayant pour but l'institution de Caisses locales et de Caisses régionales de crédit agricole et de toutes les lois subséquentes sur le même objet, déposée à la Chambre le 31 mars; rapport de M. Candace le 17 avril ; adoptée le 15 mai ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [22 mai] (A. t. I, p. 869; J.O., p. 767; I. n° 226). M. Lucien Cornet dépose le rapport [8 août] (A. t. I, p. 1434; J.O., p, 1261; I. n° 417).

CRÉDIT MUTUEL. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur le crédit mutuel et la coopération agricole, déposé les 11 juillet 1914 et 8 août 1919; rapport de M. Dariac le 8 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi aux bureaux [18 décembre] (A. t. II, p. 8; J.O., p. 1840; I. n° 757). ‖ **1920.** M. Clémentel dépose le rapport [22 avril] (A t. I, p. 580; J.O., 519; I. n° 181). M. Alfred Brard dépose l'avis de la Commission des finances [20 juillet] (A. t. I, p. 1319; J.O., p. 1187; I. n° 346). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Carrère, *rapporteur suppléant*; J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*, et Alfred Brard, *rapporteur de la Commission des finances*. Discussion des articles. Articles premier à 6. Adoption. Article 7 : MM. Mauger et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Article 8 : MM. Mauger et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Article 9. Adoption. Article 10 : Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Retrait. Adoption de l'article 10. Articles 11 à 21. Adoption. Article 22 ; MM. Henry Chéron et le Ministre de l'Agriculture. Adoption. Articles 23 à 44. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1842; J.O., p. 1617). Promulgation (J.O., 7 août, p. 11383).

CRÉDIT IMMOBILIER. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la situation créée par la guerre aux sociétés de crédit immobilier, aux sociétés d'habitations à bon marché et aux institutions prévues par la législation sur les habitations à bon marché et la petite propriété, ainsi qu'à leurs emprunteurs et locataires acquéreurs, déposé à la Chambre le 24 octobre 1918 ; rapport de M. Bonnevay le 31 janvier 1919 et avis de la Commission du budget par M. Bender le 21 février ; adopté le 20 février ; déposé par M. le Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission relative aux sociétés d'habitations à bon marché, nommée le 12 novembre 1912 [11 mars] (A. t. I, p. 266 ; J.O., p. 239 ; I. n° 80). M. Paul Strauss dépose le rapport [20 mars] (A. t. I, p. 326 ; J.O., p. 295 ; I. n° 98). Renvoi, pour avis, à la Commission des baux à loyer. Sur le renvoi : MM. Paul Strauss, Henry Chéron, le Président et Touron [11 avril] (A. t. I, p. 613 ; J.O., p. 542). M. Henry Chéron dépose l'avis de la Commission des baux à loyer [14 avril] (A. t. I, p. 661 ; J.O., p. 582 ; I. n° 183). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur de la Commission relative aux modifications apportées aux baux à loyer* ; Paul Strauss, *rapporteur* ; Charles Deloncle et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. Hervey et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Adoption. Articles 4, 5 et 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 avril] (A. t. I, p. 757 ; J.O., p. 664). Promulgation (J.O., 26 avril, p. 4310).

CRÉDIT NATIONAL. — Voir Conventions, 10.

CRÉDIT AU PETIT ET MOYEN COMMERCE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, complétant et modifiant la loi du 13 mars 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit au petit et au moyen commerce, à la petite et à la moyenne industrie, déposé à la Chambre le 17 février ; rapport de M. Despax le 26 mai ; adopté le 28 juin ; déposé par M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 23 février 1911, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative à l'application du crédit mutuel aux ouvriers, fabricants et commerçants ainsi qu'aux sociétés coopératives [20 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1186. I. n° 350). M. Jean Codet dépose le rapport [30 juillet]

(A. t. I, p. 1853; J.O., p. 1626; I. n° 430). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1901; J.O., p. 1667). Promulgation (J.O., 10 août, p. 11567).

CRÉDITS POUR L'ALIMENTATION EN PAIN. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ouvrant les crédits nécessaires pour l'alimentation nationale en pain pendant la campagne 1920-1921, déposée à la Chambre le 30 juillet; rapport de M. Leboucq le 30 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [31 juillet] (A. t. I, p. 1949; J.O., p 1675; I. n° 451). M. Noulens dépose et lit le rapport (I. n° 463). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Thoumyre, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement* et Mauger. Discussion des articles. Article premier : M. Hervey et le Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I. p. 1949; J.O., p. 1706). Promulgation (J.O., 14 août, p. 11886).

CRÉDITS ADDITIONNELS

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre, de la Marine et des Colonies, de crédits additionnels sur l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 2 août, rapport de M. Louis Marin le 17 septembre et avis de la Commission de l'armée par M. Rognon le 24 octobre; adopté le 7 novembre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [9 novembre] (A. t. I, p. 801; J.O., p. 733; I. n° 428). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 438). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 novembre] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 744). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 9913).

2 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux personnels civils de l'Etat et un supplément du temps de guerre pour charges de famille aux personnels civils et militaires et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires alloués sur

l'exercice 1918 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 12 septembre ; rapport de M. Louis Marin le 25 octobre ; adopté le 11 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 440). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 441). Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, Klotz, *Ministre des Finances* ; Surreaux, Eugène Lintilhac, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Dominique Delahaye, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Paul Doumer. Article premier (Etat) et articles 2 à 5. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [14 novembre] (A. t. I, p. 818 ; J.O., p. 749). Promulgation (J.O., 14 novembre, p. 9877).

3 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° augmentation des versements mensuels destinés à la constitution du fonds spécial créé par la loi du 26 octobre 1917, article 5, en vue de faciliter la négociation des emprunts de la défense nationale ; 2° ouverture d'un crédit additionnel de 180 millions applicable au 1er trimestre de 1918, déposé à la Chambre le 15 janvier ; rapport de M. Louis Marin le 15 janvier ; adopté le 17 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 janvier] (A. t. I, p. 27 ; J.O., p. 26 ; I. n° 19). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport [17 janvier] (A. t. I, p. 27 ; J.O., p. 26 ; I. n° 20). Discussion immédiate. Adoption [17 janvier] (A. t. I, p. 27 ; J.O., p. 26). Promulgation (J.O., 18 janvier, p. 710).

4 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à relever les suppléments temporaires de traitement des personnels civils de l'Etat et les suppléments temporaires de solde des officiers subalternes et sous-officiers à solde mensuelle, et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés pour le 1er trimestre de 1918 : 1° au titre du budget ordinaire des services civils ; 2° pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 1er février ; rapport de M. Louis Marin le 1er mars ; adopté le 7 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 160 ; I. n° 89). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 1767 ; J.O., p. 160 ; I. n° 95). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Discussion des articles. Adoption des

articles premier (Etat A), article 2 (Etat B), article 3 (Etat C) et articles 4 à 7. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [22 mars] (A. t. I, p. 244 ; ; J.O., p 220). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 2655).

5 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits additionnels sur l'exercice 1918 et modifiant l'article 11 de la loi du 31 mars 1917, déposé à la Chambre le 18 janvier ; rapport de M. Noël le 18 mars et avis de la Commission de l'armée par M. Rognon le 14 mars ; adopté le 22 mars ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 299 ; J.O., p. 267 ; I. n° 155). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 avril] (A. t. I, p. 332 ; J.O., p. 297 ; I. n° 171). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Henry Chéron et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption des six articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [5 avril] (A. t. I, p. 349 ; J.O., p. 313). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 3076).

6 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 4 juin ; rapports de M. Louis Marin les 13 et 20 juin ; adopté le 21 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 552 ; J.O., p. 496 ; I. n° 263). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 556 ; J.O., p. 499 ; I. n° 267). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier. — Etat : Ministère des Finances : MM. Klotz, *Ministre des Finances*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption des chapitres 64 *bis*, 109 et 111 *bis*. — Ministère de la Justice : Adoption des chapitres 11, 15, 17, 19 et 20. — Ministère des Affaires étrangères : Adoption des chapitres premier, 11, 22 et 38. — Ministère de l'Intérieur : Adoption des chapitres 23, 24, 57, 58, 67, 73, 78, 84 et 85. — Ministère de l'Armement et des Fabrications de guerre. Adoption du chapitre 14. — Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Adoption des chapitres 137 et 138. — Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes : Adoption des chapitres 3, 11, 18, 21, 26, 40 *bis*, 40 *ter*, 40 *quater*, 45 *bis*, 45 *ter* et 45 *quater*. — Transports maritimes et Marine marchande : Adoption des chapitres 3 et 22. — Ministère de l'Agriculture : Adoption des chapitres 29 *bis*, 82, 87 et 116. — Ravitaillement général : Adoption des chapitres premier et 2. — Ministère des Travaux publics et des Transports : Adoption des chapitres 30, 50 et 56. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Ar-

ticle 2 à 4. Adoption. Article 5 : Amendement de M. Herriot : M. Herriot. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 5. Articles 6 et 7. Adoption. Article 8 de la Chambre des Députés. Disjonction. Articles 8, 9 et 10. Adoption. Article 12 de la Chambre des Députés. Disjonction. Article 13 de la Chambre des Députés : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général.* Adoption (sous le n° 11). Article 12 (ancien art. 11). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 576 ; J.O., p. 518), déposé à la Chambre le 28 juin ; rapport de M. Louis Marin le 28 juin ; adopté le 28 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [28 juin] (A. t. I, p. 598 ; J.O., p. 536 ; I. n° 288). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 599 ; J.O., p. 536 ; I. n° 290). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article 8 (seul soumis à la discussion). Adoption du texte de la Commission. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 599 ; J.O., p. 537). Promulgation (J.O., p. 5593).

7 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder, suivant certaines modalités, une indemnité exceptionnelle du temps de guerre aux officiers et sous-officiers à solde mensuelle des armées de terre et de mer et portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires alloués sur l'exercice 1918, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 6 novembre ; rapport de M. Louis Marin, le 29 novembre ; adopté le 26 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 872 ; I. n° 543). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 549). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 979 ; J.O., p. 890) Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11257).

8 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la régularisation d'un décret du 1er mars 1919, ouvrant un crédit additionnel de 60.000 francs au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, déposé à la Chambre le 28 mars ; rapport de M. Landry le 10 avril ; adopté le 16 avril ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 mai] (A. t. I, p. 826 ; J.O., p. 722 ; I. n° 218). M. Lucien Cornet dépose le rapport [19 juin] (A. t. I, p. 1064 ; J.O., p. 942 ; I. n° 271). Déclaration de l'urgence. Article unique : MM. Lucien Cornet, *rappor-*

teur, et Henry Simon, *Ministre des Colonies*. Adoption [1er juillet] (A. t. I, p. 1248; J.O., p. 1099). Promulgation (J.O., 19 juillet, p. 7442).

9 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Colonies, au titre de l'exercice 1919, d'un crédit additionnel applicable à l'aéronautique militaire aux colonies, déposé à la Chambre le 5 août, rapport de M. Louis Marin le 17 septembre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1962; J.O., p. 1727; I. nº 667). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. nº 684). Discussion immédiate. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [18 octobre] (A. t. I, p. 2004; J.O., p. 1759). Promulgation, (J.O., 23 octobre, p. 11727.

10 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements du personnel scientifique et enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (service de l'instruction publique), déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Véber le 20 juin; avis de la Commission de l'enseignement par M. Simyan, le 1er juillet; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1346; J.O., p. 1188; I. nº nº 377). M. Lintilhac dépose le rapport [31 juillet] (A. t. I, p. 1365; J.O., p. 1205 I. nº 390). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Eugène Lintilhac, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Dominique Delahaye, Cazeneuve, Flaissières, Guillaume Poulle, Surreaux, Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Maurice Sarraut. Discussion des articles : observations de M. Eugène Linthilhac, *rapporteur*. Articles premier à 3. Adoption. Article 4 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Article 5. Adoption. Article 6 : MM. T. Steeg et le Ministre de l'Instruction publique. Adoption. Article 7 : M. Eugène Lintilhac, *rapporteur*. Adoption. Article 8. Adoption. Article 9 : Amendement de M. Guillier : M. Guillier. Adoption. Adoption de l'article 9 modifié. Sur l'article : MM. Guillier et le Ministre de l'Instruction publique. Articles 10 à 20. Adoption. Article 21 : MM. Eugène Lintilhac, *rapporteur*; le Ministre de l'Instruction publique et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Articles 22 à 24 (Etat). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [9 septembre] (A. t. I, p. 1548; J.O., p. 1359). Déposé à la Chambre le

23 septembre; rapport de M. Véber le 26 septembre; adopté le 30 septembre; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (I. n° 534). Renvoi à la Commission des finances. M. Eugène Lintilhac dépose et lit le rapport (I. n° 537). Observations de M. Eugène Lintillhac. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 septembre] (A. t. I, p. 1706; J.O., p. 1502). Promulgation J.O., 7 octobre, p. 11011).

11 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de la Guerre de crédits additionnels sur l'exercice 1919, en vue de l'achat de jeunes chevaux, déposé à la Chambre le 5 août; rapport de M. Dariac le 27 août; adopté le 2 septembre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 septembre] (A. t. I, p. 1567; J.O., p. 1375; I. n° 466). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin [11 septembre] (A. t. I, p. 1574; J.O., p. 1381). Promulgation (J.O., 17 septembre, p. 10158).

12 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture de crédits additionnels aux Ministres des Finances, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et des Régions libérées pour l'extension et la réinstallation de services de leur département, déposé à la Chambre le 24 avril; rapport de M. Louis Marin le 5 août; adopté le 19 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des finances [23 septembre] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1422; I. n° 507). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 1623; J.O., p. 1428; I. n° 521). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article unique : MM. Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Articles 2 et 3 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Adoption, au scrutin, du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 septembre] (A. t. I, p. 1654; J.O., p. 1455).

13 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture de crédits additionnels aux Ministres des Finances, de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Régions libérées, pour l'extension ou la réinstallation des services de leurs dépar-

tements, déposé à la Chambre le 30 septembre; rapport de M. Louis Marin le 30 septembre; adopté le 2 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 octobre] (A. t. I, p. 1717; J.O., p. 1511; I. n° 546). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1920; J.O., p. 1688; I. n° 625). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption des trois articles, et au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 octobre] (A. t. I, p. 1954; J.O., p. 1716). Promulgation J.O., 22 octobre, p. 11678).

14 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur, sur l'exercice 1919, de crédits additionnels en vue d'améliorer les traitements des fonctionnaires et agents des personnels de la police municipale de Paris, des communes du département de la Seine, de l'agglomération lyonnaise, des villes de Marseille, de Toulon et La Seyne, déposé à la Chambre, le 5 août; rapport de M. Bouffandeau le 3 octobre; adopté le 15 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des Finances [15 octobre] (A. t. I, p. 1898; J.O., p. 1667; I. n° 616). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1920; J.O., p. 1688; I. n° 622). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 octobre] (A.t. I, p. 1999; J.O., p. 1755). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12046).

15 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels, sur l'exercice 1919, pour les services du Ministère de l'Instruction publique, déposé à la Chambre, les 11 et 23 septembre; rapport de M. Véber le 7 octobre; rapport supplémentaire de M. Véber le 8 octobre; 2e rapport supplémentaire de M. Véber le 14 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [18 octobre] (A. t. I, p. 2033; J.O., p. 1785; I. n° 701). M. Cazeneuve dépose et lit le rapport (I. n° 717). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [19 octobre] (A. t. I, p. 2052; J.O., p. 1700). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 19049).

16 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires au titre du budget ordinaire des services de l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 28 janvier; rapport de M. Louis Marin le 19 février; adopté le 18 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 289; I. n° 96). M. Mil-

liès-Lacroix dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 323; I. n° 110). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Guillaume Chastenet, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Flaissières et Brager de La Ville-Moysan. Article premier (état A), article 2 (état B), articles 3 et 4. Adoption. Article 5 (de la Chambre des Députés). Disjonction de l'article. Article 5 (de la Commission). Adoption. Article 7 (de la Chambre des Députés. Disjonction de l'article. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 mars] (A. t. I, p. 414; J.O., p. 369). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3250).

17 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Colonies de crédits additionnels aux crédits provisoires de l'exercice 1919 pour procéder à la constitution de stocks de bois provenant des colonies françaises, déposé à la Chambre le 29 octobre 1918; rapport de M. Landry le 24 janvier 1919 et avis de la Commission des affaires extérieures par M. Grodet le 6 mars; adopté le 14 mars; déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 289; I. n° 94).

18 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires du premier trimestre de 1919, au titre du budget annexe des Chemins de fer de l'Etat, déposé à la Chambre le 7 mars; rapport de M. Louis Marin le 4 avril; adopté le 14 avril; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 avril] (A. t. I, p. 661; J.O., p. 582; I. n° 182). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 661; J.O., p. 582; I. n° 184). Adoption [17 avril] (A. t. I, p. 729; J.O., p. 640). Promulgation (J.O., 23 avril, p. 4186).

19 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels en vue du payement d'acomptes sur les relèvements ultérieurs de traitements aux personnels des postes et des télégraphes, déposé à la Chambre le 15 avril ; rapport de M. Varenne, le 16 avril ; adopté le 17 avril ; déposé par M. le Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission des finances [18 avril] (A. t. I, p. 738 ; J.O., p. 647 ; I. ne 202). M. Dupont dépose le

rapport [18 avril] (A. t. I, p. 738 ; J.O., p. 647 ; I. n° 204). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 avril] (A. t. I, p. 755 ; J.O., p. 664). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 4226).

20 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels, sur l'exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'État d'avances exceptionnelles de traitement, déposé à la Chambre le 19 avril ; rapport de M. Louis Marin, le 22 mai ; adopté le 10 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I n° 256). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 258). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Henry Chéron, Klotz, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Paul Doumer. Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 1026, 1031 ; J.O., p. 909). Promulgation (J.O., 15 juin, p. 6199).

21 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères de crédits additionnels aux crédits provisoires en vue de la transformation en ambassades des légations de la République française en Belgique et au Brésil, déposé à la Chambre le 5 juin; rapport de M. Raiberti, le 18 juin ; adopté le 19 juin : déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 juin] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 959 ; I. n° 274). M. Lucien Hubert dépose et lit le rapport (I. n° 283). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye et Flaissières. Adoption au scrutin [21 juin] (A. t. I, p. 1114 ; J.O., p. 983). Promulgation (J.O., 28 juin p. 6610).

22 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 3 juin ; rapport de M. Louis Marin, le 25 juin ; adopté le 26 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1007 ; I. n° 294). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1204; J.O., p. 1063 ; I. n° 308). Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1215 ; J.O., p. 1072). Promulgation (J.O., 1er juillet, p. 6726).

23 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1919, en vue de l'attribution aux personnels civils de l'État de nouvelles avances exceptionnelles de traitement, déposé à la Chambre le 27 juin ; rapport de M. Louis Marin, le 9 juillet ; adopté le 10 juillet ; déposé par M. le

Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I., p. 1266 ; J.O., p. 1119 ; I. n° 340). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 juillet] (A. t. I, p. 1285 ; J.O., p. 1134 ; I. n° 351). Ajournement de la discussion. Observations de M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* [22 juillet] (A. t. I, p. 1308 ; J.O., p. 1156). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Sergent, *Sous-Secrétaire d'État aux Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Flaissières, Albert Peyronnet, Henry Chéron et Couyba. Adoption au scrutin [24 juillet (A. t. I, p. 1330 ; J.O., p. 1174). Promulgation (J.O., 27 juillet p. 7742).

24 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exercice 1919 (allocations temporaires en supplément de solde), déposé à la Chambre le 16 mai ; rapport de M. Louis Marin, le 17 juin ; adopté le 31 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 août] (A. t. I., p. 1378 ; J.O., p 1215 ; I. n° 395). M. Henry Chéron dépose le rapport [8 août] (A. t. I, p. 1435 ; J.O., p. 1262 ; I. n° 419). M. Hervey dépose l'avis de la Commission de l'armée [8 août] (A. t. I, p. 1476 ; J.O., p. 1294 ; I. n° 427). Observations de M. Henry Chéron, *rapporteur*. Lecture, par M. Hervey, de l'avis de la Commission de l'armée. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Abrami, *Sous-Secrétaire d'État à la Guerre* (administration générale). Article premier (état) et article 2. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Promulgation (J.O., 13 août, p. 8538).

25 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels au Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement pour l'application de la loi du 6 mai 1919 ayant pour objet la protection des appellations d'origine, déposé à la Chambre le 11 juillet; rapport de M. Dariac le 25 juillet; adopté le 8 août; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [8 août] (A. t. I, p. 1475; J.O., p. 1294; I. n° 422). M. Jénouvrier dépose le rapport (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1389; I. n° 479).

26 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés

au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919 (Ministère des Finances, chapitre 95 *bis* : personnel spécial chargé de l'établissement de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre), déposé à la Chambre le 3 juin ; rapport de M. Louis Marin le 25 juin ; adopté le 9 août; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [8 août] (A. t. I, p. 1476 ; J.O., p. 1294 ; I. n° 425). M. de Selves dépose et lit le rapport (I. n° 430). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1480 ; J.O., p. 1298). Promulgation (J.O., 10 août, p. 8407).

27 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1919 pour les services du Ministère des Finances, déposé à la Chambre le 24 avril ; rapport de M. Grodet le 3 septembre ; adopté le 19 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 septembre] (A. t. I, p. 1618 ; J.O., p. 1422 ; I. n° 506). M. de Selves dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 1623 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 518). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption des cinq articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 septembre (A. t. I, p. 1702 ; J.O., p. 1496). Promulgation (J.O., 30 septembre, p. 10682).

28 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1920, de crédits additionnels, en vue de l'attribution de la haute paye d'ancienneté aux hommes de troupe de la classe 1918 maintenus sous les drapeaux, déposé à la Chambre le 13 avril; rapport de M. Dumont le 14 avril ; adopté le 14 avril. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 154). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 155). Discussion immédiate. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 555 ; J.O., p. 497). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 6142).

29 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés : 1° tendant à autoriser le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à engager une dépense de 1.133.000 francs pour l'aménagement de l'hôpital brésilien en service de chirurgie de la faculté de médecine de l'université de Paris ; 2° portant ouverture de crédits additionnels sur l'exercice 1920 pour les services du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, déposé à la Chambre le 24 juillet ; rapport de M. Herriot le 27 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances

[30 juillet] (A. t. I, p. 1827 ; J.O., p. 1606 ; I. n° 414). M. Noullens dépose et lit le rapport (I. n° 457). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1934; J.O., p. 1694). Promulgation (J.O., 18 août, p. 12127).

30 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères de crédits additionnels aux crédits provisoires, en vue du rétablissement de l'ambassade de la République française près le Saint-Siège, déposé à la Chambre le 11 mars ; rapport de M. Noblemaire le 22 juillet; avis de la Commission des affaires étrangères par M. Colrat le 30 juillet ; adopté le 30 novembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères et, pour avis, à la Commission des finances [7 décembre] (A. t. II, p. 132 ; J O., p. 1856 ; I. n° 531).

CRÉDITS DÉFINITIFS (Conversion de crédits provisoires en).

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre du budget général et au titre des budgets annexes de l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 1er février ; rapport de M. Louis Marin, le 7 février ; adopté le 21 février ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 février] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 111 ; I. n° 57). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 112 ; I. n° 61). Discussion. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [17 mars] (A. t. I, p. 172 ; J.O., p. 153). Promulgation (J.O., 8 mars, p. 2184).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant conversion en crédits définitifs des crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1918, pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 28 janvier : rapport de M. Louis Marin, le 31 janvier ; adopté le 14 février ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 février] (A. t. I, p. 163 ; J.O., p 147 ; I. n° 50). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [25 février] (A. t. I, p. 202; J.O., p. 183 ; I. n° 61). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général.* Adoption [27 février] (A. t. I, p. 227; J.O., p. 203 ; I. n° 61). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 2382).

3 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant conversion en crédits définitifs de crédits provisoires ouverts au

titre de l'exercice 1919 pour les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 31 décembre 1919 ; rapport de M. de Lasteyrie, le 27 janvier 1920 ; adopté le 3 février ; déposé par M. le Ministre des Finances Renvoi à la Commission des finances [5 février] (A. t. I, p. 54 ; J.O., p. 50 ; I. n° 17). M. Paul Doumer dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 60 ; J.O., p. 57 ; I. n° 30). Adoption [12 février] (A. t. I, p. 80 ; J.O., p. 76). Promulgation (J.O., 20 février, p. 2822).

4 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° régularisation de crédits ouverts par décrets au titre de l'exercice 1920 ; 2° conversion en crédits définitifs de crédits additionnels aux crédits provisoires ouverts au titre de l'exercice 1920, déposé à la Chambre, le 18 novembre ; rapport de M. Charles Dumont, le 22 novembre ; adopté le 26 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. (I. n° 510). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 512) [30 novembre] (A. t. II, p. 90 ; J.O., p. 1817). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 133 ; J.O., p. 1856). Promulgation (J.O., 14 décembre, p. 20678).

CRÉDITS EXTRAORDINAIRES

I. — **AFFAIRES ÉTRANGÈRES.**
II. — **INSTRUCTION PUBLIQUE.**
III. — **TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE.**
IV. — **DIVERS.**

I — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 260.000 francs pour achat d'un immeuble consulaire à Genève, déposé à la Chambre le 19 mars ; rapport de M. Louis Marin ; adopté le 18 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [14 mai] (A. t. I, p. 398 ; J.O., p. 359 ; I. n° 206). M. Lucien Hubert dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 552 ; J.O., p. 296 ; I. n° 272). Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 652 ; J.O., p. 587). Promulgation (J.O., 17 octobre, p. 9028).

2 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordi-

naire de 1 million de francs à l'occasion des voyages en France de souverains et chefs d'Etat étrangers, déposé à la Chambre le 26 novembre ; rapport de M. Louis Marin le 26 novembre ; adopté le 27 novembre ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 476). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 479). Discussion immédiate. Adoption [28 novembre] (A. t. I, p. 879; J.O., p. 803). Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 10300).

3 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire de 1 million de francs a l'occasion des voyages en France de souverains et chefs d'Etat étrangers, déposé à la Chambre le 23 janvier ; rapport de M. Raiberti le 25 février ; adopté le 28 février ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 mars] (A. t. I, p. 342; J.O., p. 308; I. n° 105). M. Lucien Hubert dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 542; I. n° 173). Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 692; J.O., p. 610). Promulgation [J.O., 24 avril, p. 4226).

4 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage du Président de la République en Belgique, déposé à la Chambre le 3 juillet ; rapport de M. Raiberti le 10 juillet ; adopté le 15 juillet ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances (I. n° 357). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Lucien Hubert dépose et lit le rapport (I. n° 358). Discussion immédiate. Adoption (A. t. I, p. 1308 ; J.O., p. 1155). Promulgation (J.O., 26 juillet, p. 7702).

5 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit extraordinaire à l'occasion du voyage du Président de la République en Angleterre, déposé à la Chambre le 18 septembre ; rapport de M. Louis Marin le 24 septembre; adopté le 30 septembre ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 octobre] (A. t. I, p. 1717; J.O., p. 1510; I. n° 541). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 571). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [7 octobre] (A. t. I, p. 1742 ; J.O., p. 1533). Promulgation (J.O., 12 octobre, p. 11258).

6 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de

510.000 francs, pour achat par l'Etat d'un immeuble consulaire à Mayence, déposé à la Chambre le 18 juin; rapport de M. Noblemaire le 21 juillet; adopté le 23 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 1626; J.O., p. 1457; I. n° 377). M. Lucien Hubert dépose le rapport [23 novembre] (A. t. II, p. 68; J.O., p. 1797; I. n° 489). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 379; J.O., p. 2080). Promulgation (J.O., 16 janvier 1921, p. 850).

7 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 850.000 francs pour achat d'un immeuble destiné à l'installation des œuvres françaises à Rome, déposé à la Chambre le 22 juin; rapport de M. Noblemaire le 21 juillet; adopté le 23 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 1626; J.O., p. 1457; I. n° 378). M. Lucien Hubert dépose le rapport [23 novembre] (A. t. II, p. 68; J.O., p. 1797; I. n° 488).

8 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre des Affaires étrangères, d'un crédit de 8.860.000 francs, pour achat, par l'Etat, d'immeubles diplomatiques au Brésil, en Uruguay et au Danemark, déposé à la Chambre le 22 juin; rapport de M. Noblemaire le 21 juillet; adopté le 23 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 1626; J.O., p. 1457; I. n° 376). M. Lucien Hubert dépose le rapport [23 novembre] (A. t. II, p. 68; J.O., p. 1797; I. n° 490.) M. Lucien Hubert dépose un rapport supplémentaire [31 décembre] (A. t. II, p. 378; J.O., p. 2079; I. n° 628). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption. Modification du libellé de la loi [31 décembre] (A. t. II, p. 378; J.O., p. 2079). Promulgation (J.O., 16 janvier 1921, p. 850).

II — INSTRUCTION PUBLIQUE

1 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts d'un crédit de 4.100.000 francs pour la célébration des fêtes de la victoire, déposé à la Chambre le 27 juin; rapport de M. Simyan le 27 juin; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances (I. n° 311). Renvoi à

la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. nº 312). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1214 ; J.O., p. 1071). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6850).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ouvrant au budget des dépenses du Ministère de l'Instruction publique, pour l'année 1920, un crédit extraordinaire pour la célébration du centenaire de l'Académie de médecine, déposé à la Chambre le 8 novembre ; rapport de M. Herriot le 30 novembre ; adopté le 3 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [10 décembre] (A. t. II, p. 159 ; J.O., p. 1882 ; I. nº 540).

III — TRAVAIL ET PRÉVOYANCE SOCIALE

1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale d'un crédit extraordinaire de 60.000 francs, au titre du budget ordinaire de l'exercice 1919, pour subvention du Comité des expositions françaises d'économie sociale chargé de la préparation d'une section d'économie sociale à l'exposition française de Strasbourg, déposé à la Chambre le 3 juin ; rapport de M. Bender le 23 juin ; adopté le 10 juillet ; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 juillet] (A. t. I, p. 1334 ; J.O., p. 1177 ; I, nº 362). M. Cazeneuve dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [7 août] (A. t. I, p. 1380 ; J.O., p. 1217). Promulgation (J.O., 10 août, p. 8407).

IV — DIVERS

1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit extraordinaire de 200.000 francs pour venir en aide aux victimes de l'incendie de Celliers (Savoie), déposée à la Chambre le 26 juin ; rapport de M. Bouffandeau le 5 septembre ; adoptée le 16 septembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [16 septembre] (A. t. I, p. 1587 ; J.O., p. 1394 ; I. nº 491).

CRÉDITS PROVISOIRES

I — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les

dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au deuxième trimestre de 1918, déposé à la Chambre le 15 février; rapport de M. Louis Marin le 28 février et rapport supplémentaire le 12 mars; adopté le 13 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 160; I. n° 88). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 215; J.O., p. 194; I. n° 106). Discussion immédiate. Observations : MM. Henry Chéron, Pams, *Ministre de l'Intérieur*; Debierre. Adoption des dix articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 256). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2804).

2 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1918; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Louis Marin le 22 mars; adopté le 26 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 262; J O., p. 235; I. n° 125). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 262; J.O., p. 236; I. n° 126). Discussion immédiate. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 281; J.O., p. 252). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2812).

3 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au troisième trimestre de 1918, déposé à la Chambre le 17 mai; rapport de M. Louis Marin le 13 juin; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 559; J.O., p. 501; I. n° 277). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 559; J.O., p. 501; I. n° 278). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Observations : M. Louis Marin. Adoption des huit articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 586; J.O., p. 526). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5670).

4 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1918, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils applicables au quatrième trimestre de 1918, déposé à la Chambre le 5 septembre, rapport de M. Louis Marin le 12 septembre; adopté le

20 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 366). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport au nom de M. Milliès-Lacroix (I. n° 369). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion immediate. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Adoption des huit articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 septembre] (A. t. I, p. 731; J.O., p. 661). Promulgation (J.O., 27 septembre, p. 8443).

5 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au premier trimestre de 1919, déposé à la Chambre le 12 décembre ; rapport de M. Louis Marin le 24 décembre; adopté le 29 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 552). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 558). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier: MM. Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Dominique Delahaye et Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*. Adoption. Articles 2 à 13. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. I, p. 987, 1013; J.O., p. 916). Déposé à la Chambre le 31 décembre ; rapport de M. Louis Marin le 31 décembre; adopté le 31 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 562). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 563). Discussion immédiate. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 13 précédemment adoptés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. I, p. 1069; J. O., p. 962). Promulgation (J.O., 1er janvier 1919, p. 6).

6 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, février et mars 1919; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 24 décembre; rapport de M. Louis Marin le 24 décembre ; adopté le 29 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 554). Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. I, p. 987; J.O., p. 916). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 561). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. de Las Cases, Ournac, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Empereur, Gaudin de Villaine, Henry Chéron, Klotz, *Ministre des Finances*; Touron. Mo-

tion de M. Ournac et plusieurs de ses collègues : MM. Ournac et le Président. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Discussion des articles. Articles 1 à 5. Adoption. Articles 6 : MM. Klotz, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Touron, Peytral, *Président de la Commission*. Disjonction. Articles 6 *bis* à 19. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 décembre] (A. t. I, p. 1052; J.O., p. 948). Promulgation (J.O., 1er janvier 1919, p. 23).

7 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1919; autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 11 mars; rapport de M. Louis Marin le 13 mars; adopté le 28 mars; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 129). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 130). Déclaration de l'urgence [28 mars] (A. t. I, p. 446; J.O., p. 397). Dépôt et lecture, par M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, d'un rapport supplémentaire. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, Jénouvrier, Guillaume Chastenet, Henry Chéron, Dominique Delahaye, Louis Martin et Hervey. Discussion des articles : Article premier. Amendement de M. Albert Peyronnet : MM. Albert Peyronnet, Klotz, *Ministre des Finances*, Ribot et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Article 5 : MM. Debierre, Klotz, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* et Paul Strauss. Disjonction. Article 6 (de la Chambre des Députés) : MM. Klotz, *Ministre des Finances*; Perreau, Paul Strauss, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Dominique Delahaye, Flaissières, Gaston Menier, Touron et Limouzain-Laplanche. Adoption, au scrutin, de la disjonction de l'article 6 de la Chambre des Députés. Article 5 (ancien 7) à 10 (ancien 12). Adoption. Article 11 (ancien 13) : MM. Perreau, Dominique Delahaye et Claveille, *Ministre des Travaux publics et des Transports*. Adoption. Article 12, 13 et 14 (anciens art. 14, 15 et 16). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 468; J.O., p. 418). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1919; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois, les impôts et

revenus publics, déposé à la Chambre le 31 mars ; rapport de M. Louis Marin le 31 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 130). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Observations : M. Klotz, *Ministre des Finances*. Article premier. Adoption. Autres articles précédemment adoptés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] A. t. I, p. 519 ; J.O., p. 460). Promulgation (J.O., 1er avril p. 3223).

8 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au 2e trimestre de 1919, déposé à la Chambre le 18 février; rapport de M. Louis Marin le 13 mars ; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 452 ; J.O., p. 404; I. n° 135). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 140). Urgence déclarée. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Debierre, Flaissières, Henry Chéron, Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*, et Georges Leygues, *Ministre de la Marine*. Discussion des articles. Article premier. Amendement de M. Debierre : MM. Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 à 9. Adoption. Article 10 : amendement de M. Maurice Sarraut : MM. Maurice Sarraut et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Articles 11 à 13. Adoption. Article 14. MM. Paul Strauss et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Article 15 : MM. Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*; Henry Chéron et Paul Doumer. Disjonction de l'article. Article 16 (de la Chambre des Députés). Disjonction. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 488; J.O., p. 434). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au 2e trimestre de 1919 ; déposé à la Chambre le 31 mars ; rapport de M. Louis Marin le 31 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre des Finances Renvoi à la Commision des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I n° 145). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Henry Chéron et Baudouin-Buguet, *commissaires du Gouvernement*. Articles premier, 15 et 16. Adop-

ption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 520; J.O., p. 460). Promulgation J.O., 1er avril, p. 3342).

9 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au budget du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, 2e section, beaux-arts, de crédits provisoires au titre des dépenses militaires et exceptionnelles applicables au 2e trimestre de 1919, déposé à la Chambre le 18 février; rapport de M. Louis Marin le 13 mars; rapports supplémentaires de M. Louis Marin les 24 et 25 mars; adopté le 16 mai; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 mai] (A. t. I, p. 857; J.O., p. 757; I. n° 224). M. Steeg dépose et lit le rapport (I. n° 253). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [6 juin] (A. t. I, p. 1010; J.O., p. 891). Promulgation (J.O., 20 juin, p. 6366).

10 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au 3e trimestre de 1919, déposé à la Chambre le 16 mai; rapport de M. Louis Marin le 17 juin; adopté le 25 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 1008; I. n° 299). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. [26 juin] (A. t. I, p. 1151; J.O., p. 1017; I. n° 300). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion des articles : Article premier : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; le Comte de Saint-Quentin, Henry Chéron, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat de l'Administration de la Guerre*; Claveille, *Ministre des Travaux publics et des Transports*. Adoption. Articles 2 à 11. Adoption. Article 12 (de la Chambre des Députés) : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Klotz, *Ministre des Finances*. Disjonction. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1190; J.O., p. 1058). Promulgation (J.O., 1er juillet, p. 6713).

11 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1919; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 17 juin; rapport de M. Louis Marin le 24 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 1007; I. n° 295). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1204; J.O., p. 1063; I. n° 309). Communication de

décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Jénouvrier, Gaudin de Villaine, Dominique Delahaye et le Président. Discussion des articles. Article premier : Amendement de MM. Paul Doumer et Lourties : MM. Paul Doumer, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Eugène Lintilhac. Adoption de l'amendement et de l'article premier modifié. Articles 2 à 9. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juin] (A. t. I, p. 1215 : J.O., p. 1073). Promulgation (J.O., 1er juillet, p. 6727).

12 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables au mois d'août 1919 ; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 22 juillet ; rapport de M. Louis Marin le 25 juillet ; adopté le 29 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 373). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Articles premier à 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1339, 1349; J.O., p. 1190). Promulgation (J.O., 31 juillet, p. 7934).

13 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, de crédits provisoires concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils et applicables au 4e trimestre de 1919, déposé à la Chambre le 5 août ; rapport de M. Louis Marin le 17 septembre ; adopté le 26 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 septembre] (A. t. I, p 1622 ; J.O., p. 1427 ; I. n° 524). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 septembre] (A. t. I, p. 1675 : J.O., p. 1472 ; I. n° 531). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Noulens, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*, et de Las Cases. Discussion des articles. Article premier : MM. Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre* (administration générale) ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Paul Doumer. Flaissières et de Las Cases. Articles 2 à 14. Adoption. Article 15 : MM. Noulens, *Ministre de l'Agriculture*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Article 16. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 septembre] (A. t. I, p. 1702 ; J.O., p. 1489). Promulgation (J.O., 1er octobre, p. 10734).

14 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1920 de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1920 ; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 18 décembre ; rapport de M. André Lefèvre le 23 décembre ; adopté le 27 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 771). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 772). Déclaration de l'urgence [29 décembre] (A. t. II, p. 31 ; J.O., p. 1859). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Ribot et Klotz, *Ministre des Finances*. Discussion des articles. Articles premier à 16. Adoption. Article 17 : MM. Paul Strauss, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre* (service de santé) ; Hervey, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre* (administration générale), et Henry Chéron. Adoption. Articles 18 à 29. Adoption. Article 30 : Amendement de M. Maurice Sarraut : MM. Maurice Sarraut et Paul Doumer. Adoption. Adoption de l'article 30 modifié. Articles 31 à 39. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 68 ; J.O., p. 1889). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 15379).

15 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1920, de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, mai et juin 1920 ; autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 23 mars ; rapport de M. Charles Dumont le 26 mars ; adopté le 30 mars. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 127). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 131). Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Paul Doumer, *rapporteur général* ; Millerand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Ribot et Dominique Delahaye. Discussion des articles : Article premier : MM. de Lamarzelle, Cosnier, Mauger, André Lefèvre, *Ministère de la Guerre* ; Charpentier, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Imbart de La Tour, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Brager de La Ville-Moysan, Simonet et J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*. Adoption. Article 2 : MM. Raphaël-Georges Lévy et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 3 : MM. de Lubersac, Ogier, *Ministre des Régions libérées*, et Dominique Delahaye,

Amendement de MM. Ermant, Touron, Chênebenoit et de Lubersac : MM. Ermant, Paul Doumer, *rapporteur général*, et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6 : M. Simonet. Adoption. Article 7 : MM. Dominique Delahaye, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Gouge, Touron et Ermant. Adoption. Articles 8 à 28. Adoption. Sur l'ensemble : M. Duplantier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 483 ; J.O., p. 446, 457). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 5153).

16 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture, sur l'exercice 1920, de crédits provisoires applicables au mois de juillet 1920 ; 2° autorisation de percevoir, pendant le même mois, les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 24 juin ; rapport de M Charles Dumont le 28 juin ; adopté le 28 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 285). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 286). Discussion immédiate. Adoption des dix-huit articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 1147 ; J.O., p. 1030). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 9306).

17 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture sur l'exercice 1921 des crédits provisoires applicables aux mois de janvier et de février 1921 ; 2° autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics, déposé à la Chambre le 10 décembre ; rapport de M. Charles Dumont le 21 décembre ; adopté le 27 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 594). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 322 ; J.O., p. 2030 ; I. n° 595). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine, Gourju, de Lubersac, Henry Chéron, Raiberti, *Ministre de la Guerre* ; François-Marsal, *Ministre des Finances*, et Paul Doumer, *rapporteur général*. Discussion des articles : Article premier, MM. Drivet, Milan, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Léon Perrier. Adoption. Article 2 : Amendement de M. Victor Bérard : MM. Victor Bérard, Georges Leygues, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; de Selves, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Dominique Delahaye, d'Estournelles de Constant et Ribot. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 7. Adoption. Article 8. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Marraud : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption (sous le n° 9). Articles 10 et 11 (anciens

art. 9 et 10). Adoption. Article 11 *bis* (nouveau) : MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; Louis Dausset, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Jeanneney. Adoption (sous le n° 12). Amendement de M. Bouveri : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Bouveri. Disjonction de l'amendement et renvoi à la Commission. Article 13 (ancien art. 11) : MM. Delpierre, Henry Chéron et Lafferre. Adoption. Articles 14 à 31 (anciens articles 12 à 29). Adoption. Article 32 (ancien art. 30) : MM. Guillaume Chastenet, Brager de la Ville-Moysan et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 33 (ancien art. 31). Adoption. Amendement (art. additionnel) de M. Henry Chéron. Adoption (sous le n° 34). Articles 35 à 37 (anciens art. 32 à 34). Adoption. Article 38 : MM. Milan et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 39 à 45 (anciens art. 36 à 42). Adoption. Article 46 (ancien art. 43) : MM. Milan et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 47 à 53 (anciens art. 44 à 50). Adoption. Article 54 (ancien art. 51) : MM. Brager de La Ville-Moysan, Maginot, *Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre*; Delpierre et Bouveri. Adoption. Articles 55 à 57 (anciens art. 52 à 54). Adoption. Article 58 (ancien art. 55) : MM. Albert Lebrun, Ogier, *Ministre des Régions libérées* ; Hervey, Ermant, Touron, René Gouge et de Lubersac. Adoption. Articles 59 à 65 (anciens art. 56 à 62). Adoption. Article 66 (nouveau) : MM. Touron, Ogier, *Ministre des Régions libérées* ; de Lubersac. Adoption. Article 67 (nouveau), 68 et 69 (anciens art. 63 et 64). Adoption. Sur l'ensemble : M. Mauger. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 330 ; J.O., p. 2037). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 2).

CRÉDITS SPÉCIAUX

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, déposé à la Chambre le 7 décembre 1917 ; rapport de M. Louis Marin le 15 mars ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 octobre] (A. t. I, p. 786 J.O., p. 794 ; I. n° 390). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. n° 394). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des articles premier (état A), 2 (état B) et 3 à 6. Adoption [9 novembre] (A. t. I, p. 863 ; J.O., p. 735). Promulgation (J.O., 12 novembre, p. 9796).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices péri-

més, déposé à la Chambre le 21 janvier; rapport de M. Louis Marin le 31 janvier; adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1266; J.O., p. 1119; I. n° 341). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 1582; J.O, p. 1390; I. n° 485). Adoption. [18 septembre] (A. t. I, p. 1594: J.O., p. 1402). Promulgation (J.O., 1er octobre, p. 10749).

CRÉDITS (Report de).

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1917 à l'exercice 1918 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. Louis Marin le 13 juin; adopté le 21 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 554; J.O., p. 497; I. n° 261). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 499; I. n° 265). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des articles premier (état A), 2 et 3. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 582; J.O., p. 523). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5591).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de l'exercice 1918 à l'exercice 1919 (art. 71 de la loi de finances du 27 février 1912), déposé à la Chambre le 10 juin; rapport de M. Louis Marin le 25 juin; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 1008; I. n° 298). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1204; J.O., p. 1062; I. n° 307). Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1220; J.O., p. 1077). Promulgation (J.O., 1er juillet, p. 6746).

3 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au report de crédits de 1919 à l'exercice 1920; déposé à la Chambre le 15 juin; rapport de M. Charles Dumont le 23 juin; adopté le 24 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 1018; I. n° 279). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 293). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des quatre articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 1155; J.O., p. 1037). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 9240).

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

I. — PROJETS COLLECTIFS.
II. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
III. — AGRICULTURE ET RAVITAILLEMENT.
IV. — COLONIES.
V. — COMMERCE, INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES
VI. — FINANCES.
VII. — INSTRUCTION PUBLIQUE.
VIII. — INTÉRIEUR.
IX. — MONNAIES ET MÉDAILLES.
X. — TRAVAUX PUBLICS.
XI. — PROJETS DIVERS.

I — PROJETS COLLECTIFS

1. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 15 février; rapport de M. Louis Marin le 1er mars; adopté le 7 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 176; J.O., p. 160; I. n° 87). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 198; J.O., p. 179; I. n° 102). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 236). Promulgation (J.O., 28 mars, p. 2732).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 7 mars; rapport de M. Louis Marin le 15 mars; adopté le 22 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 244; J.O., p. 220; I. n° 116). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 244; J.O., p. 220; I. n° 117). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier (Etat A), article 2 (Etat B), articles 3 à 22. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 287; J.O., p. 257). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2800).

3 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917, déposé à la Chambre le 6 juin; rapport de M. Louis Marin le 13 juin; adopté le 21 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la

Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 554; J.O., p. 497; I. n° 260.. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 499; I. n° 264). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des articles premier (Etat A), 2 à 6. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 581; J.O., p. 522). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5590).

4 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 14 mai; rapport de M, Louis Marin le 23 mai ; adopté le 21 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 554; J.O. p. 498; I. n° 262). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 499; I. n° 266). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des articles premier (Etat A), 2 à 9. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I, p. 583; J.O., p. 524). Déposé à la Chambre le 28 juin ; rapport de M. Louis Marin le 28 juin ; adopté le 28 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances [28 juin[(A. t. I, p. 598; J.O., p. 536 ; I. n. 287). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 599; J.O., p. 536; I. n° 286). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article 7 (seul soumis à la discussion). Disjonction. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [28 juin] (A. t. I. p. 599; J.O., p. 536). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5595).

5 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1917, de crédits concernant les Services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine, déposé à la Chambre le 5 juillet; rapport de M. Louis Marin le 10 juillet ; adopté le 18 iuillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 juillet] (A. t. I, p. 630; J.O., p. 566; I. n° 317). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 321). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (Etat A), article 2 (Etat B), articles 3 et 4. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 juillet] (A. t. I, p.632; J.O., p. 567). Promulgation, J.O., 25 juillet, p. 6399),

6 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation sur l'exercice 1918, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 5 septembre ; rapport de M. Louis Marin

le 6 septembre ; adopté le 20 septembre : déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 367). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. Dépôt par M. Henry Chéron d'un rapport de M. Milliès-Lacroix (I. n° 368). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion immédiate. Adoption des articles premier (Etat A), 2 à 8 et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [26 septembre] (A. t. I, p. 714 ; J.O., p. 648). Promulgation (J.O., 27 septembre, p. 8439).

7 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 2 août ; rapport de M. Louis Marin, le 27 septembre ; adopté le 24 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [7 novembre] (A. t. I, p. 797 ; J.O., p. 727 ; I. n° 406). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 novembre] (A. t. I, p. 839 ; J.O., p. 766 ; I. n° 449). Article premier, Etat A. Adoption des chapitres du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministère des Colonies. Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement : adoption des chapitres 1er, 16, 20, 23, 28 et 46. Sur le chapitre 65 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption du chapitre modifié. Adoption des chapitres 66, 88, 100 et 104. Adoption des chapitres du Ministère des Travaux publics et des transports. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (état B) à l'article 8. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. [3 décembre] (A. t. I., p. 895 ; J.O., p. 815). Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 10856).

8 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation sur l'exercice 1917 de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine, déposé à la Chambre le 13 novembre ; rapport de M. Louis Marin, le 19 novembre ; adopté le 27 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 485). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 486). Discussion immédiate. Adoption [28 novembre] (A. t. I, p. 879 ; J.O., p. 800). Promulgation (J.O., 29 novembre, p. 10300).

9 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déterminer les voies et moyens d'exécution de la loi du

9 avril 1918 et portant ouverture aux Ministres de la Guerre et de la Marine de crédits sur l'exercice 1918 (pécule aux familles des soldats morts pour la patrie), déposé à la Chambre le 18 avril ; rapport de M. Louis Marin, le 22 novembre ; avis de la Commission de l'armée par M. Paul Laffont, le 22 novembre ; avis de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale par M. Bonnevay, le 22 novembre ; 2e rapport par M. Marin le 18 décembre ; adopté le 26 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 872 ; I. n° 545). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I n° 550). Déclara- de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [28 décembre] (A. t. I., p. 980 ; J.O., p. 891). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 11256).

10 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits cencernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 12 décembre ; rapport de M. Louis Marin, le 24 décembre ; adopté le 28 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (28 décembre (A. t. I, p. 984 ; J.O., p. 894 ; I. n° 551). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 557). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier (Etat A) et article 2 (Etat B). Adoption. Article 3 : MM. Alexandre Ribot, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 4 et 5. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. I, p. 996 ; J.O., p. 903). Promulgation (J.O., 1er janvier 1919, p. 4).

11 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 4 décembre ; rapport de M. Louis Marin, le 24 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 553). Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. I, p. 987 ; J.O., p. 897). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 559). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Paul Doumer, Eugène Lintilhac, Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, Dominique Delahaye, Gaston Menier, T. Steeg, Leblond et Surreaux. Adoption de l'article premier (état A) et des articles 2 à 23. Adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi. [31 décembre] (A. t. I, p. 1025 ; J.O., p. 935). Promulgation (J.O., 1er janvier 1919, p. 6).

12 — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministère des Finances de crédits supplémentaires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 4 décembre 1918 ; rapport de M. Louis Marin, le 24 décembre 1918 et rapport supplémentaire par M. Grodet le 21 février 1919 ; adopté le 11 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 mars] (A. t. I, p. 266 ; J.O., p. 239 ; I n° 81). M. de Selves dépose le rapport [27 mars] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 349 ; I. n° 119). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 512 ; J.O., p. 453). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 3314).

13 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 14 février ; rapport de M. Louis Marin, le 13 mars ; adopté le 20 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 mars] (A. t. I, p. 345 ; J.O., p. 311 ; I. n° 108). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 323 ; I. n° 111). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (état A) ; Ministère des Finances : Adoption du chapitre A *bis*. Chapitre A *ter* : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet. Chapitre L *bis* et L *quater* (de la Chambre des Députés). Rejet. Adoption des chapitres du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de la Guerre. Ministère de la Reconstitution industrielle : Chapitres 2 et 3. Adoption. Chapitre 5 : MM. Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Milliès-Lacroix, *rappporteur général*. Rejet du chiffre voté par la Chambre des Députés. Adoption du chiffre de la Commission, Chapitre 7 : MM. Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* et Dominique Delahaye. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Chapitre 10 (de la Chambre des Députés). Rejet. Chapitre 14 : MM. Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption du chiffre voté par la Chambre. Chapitre 16 : Adoption. Chapitre 19 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Chapitre 20 *bis*. Adoption. Chapitre 21 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Loucheur *Ministre de la Reconstitution industrielle*. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Chapitres 21 *bis* et 21 *ter* (de la Chambre des Députés). Rejet. Ministère de la Marine :

Adoption des chapitres 1er, 1er *bis*, 2, 6, 7 à 12. Chapitre 14 : MM. Leygues, *Ministre de la Marine*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Adoption des chapitres 17, 20, 23, 28, 33, 35, 36, 36 *bis* et 38 *bis*. Adoption des chapitres du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministère des Colonies. Ministère de l'Agriculture : Chapitre G : MM. Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption du chiffre voté par la Chambre des Députés. Chapitre I *bis* (de la Chambre des Députés) : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture*. Rejet. Adoption des chapitres O, O *bis*, R, 4 *bis*, 7. Adoption des chapitres du Ministère des Régions libérées. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 7. Adoption. Article 8 (de la Chambre des Députés). Adoption. Article 9 (ancien 8 à 12) (ancien 11). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 mars] (A. t. I, p. 454 ; J.O., p. 405). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 31 mars ; rapport de M. Louis Marin, le 31 mars ; adopté le 31 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 488 ; J.O., p. 434 ; I nº 139). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier (état A). Ministère de la Reconstitution industrielle : Chapitre 5, 21 *bis*, 21 *ter* (de la Chambre des Députés). Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 519 ; J.O., p. 459). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 3319).

14 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1º ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2º ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 7 mars ; rapport de M. Louis Marin, le 18 mars ; adopté le 29 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 452 ; J.O., p. 404 ; I. nº 136). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Article premier (état A), 2 à 11. Adoption. Article 12 : M. Debierre. Adoption. Article 13. Adoption. Adoption,

au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 512 ; J.O., p. 453). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 3314).

15 — **1919**. Projet de loi) adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits supplémentaires d'inscription de pensions civiles au titre des fonds communs des veuves et orphelins pour les exercices 1914 et 1915, déposé à la Chambre le 15 mai; rapport de M. Grodet le 3 juin ; adopté le 12 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [13 juin] (A. t. I, p. 1026 ; J.O., p. 905 ; I. n° 257). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1132 ; J.O., p. 999 ; I. n° 286). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 1189 ; J.O., p. 1050). Promulgation (J.O., 28 juin, p. 6610).

16 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1919, de crédit concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 16 mai ; rapport de M. Louis Marin le 17 juin ; adopté le 20 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 juin] (A. t. I, p. 1110 ; J.O., p. 980 ; I. n° 280). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1132 ; J.O., p. 999 ; I. n° 287). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Hervey, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre* (administration générale) ; Henry Chéron, Debierre, le comte d'Elva, Klotz, *Ministre des Finances ;* Flaissières et Gaston Menier. Article premier. Etat A : Adoption des chapitres du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice et du Ministère des Affaires étrangères. Ministère de l'Intérieur : chapitre B *bis* : MM. Klotz, *Ministre de Finances*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Chapitre F *bis*. Adoption. Adoption des chapitres du Ministère de la Guerre, du Ministère de la Reconstitution industrielle, du Ministère de la Marine, du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, du Ministère des Colonies, du Ministère des Travaux publics et du Ministère des Régions libérées. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 (état B) à 12. Adoption. Adoption, au scrutin de l'ensemble du projet de loi [27 juin] (A. t. I, p. 1189 ; J.O., p. 1050). Promulgation (J.O., 1er juillet, p. 6710).

17 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant 1° ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2° ouverture de crédits sur

l'exercice 1918, au titre des dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 10 juin ; rapport de M. Louis Marin le 19 juin ; adopté le 25 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commisssion des finances [26 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1008 ; I. n° 297). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1204; J.O., p. 1062 ; I. n° 306). Adoption [30 juin])A. t. t; p. 1219 ; J.O., p. 1075). Promulgation (J.O., 1er juillet, p. 6724).

18 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Dépulés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine, déposé à la Chambre le 4 juillet ; rapport de M, Louis Marin le 16 juillet; adopté le 24 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 372). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1338 ; J.O., p. 1182). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 376). Discussion immédiate. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1339 ; J.O., p. 1183). Promulgation (J.O., 1er août, p. 7978).

19 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, en vue de l'amélioration des traitements des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, déposé à la Chambre le 31 mars : rapport de M. Louis Dubois le 20 juin ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi à la Commission des finances [8 août] (A. t. I, p. 1435 ; J.O., p. 1262; I. n° 418). M. Cazeneuve dépose le rapport [9 août] (A. t. I, p. 1481 : J,O., p. 1299 ; I. n° 432). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Beauvisage, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* ; Cazeneuve, *rapporteur* ; Gaston Menier, Flaissières, T. Steeg et Reynald. Adoption [18 septembre] (A. t. I, p. 1596 ; J.O., p. 1402). Déposé à la Chambre le 30 septembre ; rapport de M. Louis Dubois le 30 septembre adopté le 2 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 552). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 558). Discussion immédiate. Adoption [3 octobre] (A. t. I, p. 1717 ; J.O., p. 1517). Promulgation (J.O., 7 octobre, p. 11016).

20 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, de crédits en vue d'améliorer les

traitements et salaires des fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat, déposé à la Chambre le 18 juillet ; rapport de M. Louis Marin le 7 août ; adopté le 9 août ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 août] (A. t. I, p. 1493 ; J.O., p. 1308 ; I. n° 437). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [26 septembre] (A. t. I, p. 1623 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 514). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, Henry Chéron et Klotz, *Ministre des Finances*. Article 1er et 2. Adoption. Article 3. Amendement de M. Herriot (Traitement des juges d'instruction et des juges) : MM. Beauvisage, le Ministre des Finances et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Retrait. Sur le traitement des juges de paix : MM. Charles Deloncle, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Gaston Menier et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'article 3. Articles 4, 5, 6 et 7. Adoption. Article 8 : MM. Klotz, *Ministre des Finances* et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Sur l'article 8 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Nouvelle rédaction de l'article 8 : MM. Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption de la nouvelle rédaction de l'article 8. Articles 9 et 10. Adoption. Article 11 (Etat A) : Adoption des chapitres du Ministère des Finances, du Ministère de la Justice, du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Reconstitution industrielle, du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, du Ministère des Colonies, du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement. Ministère des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande : Amendement de M. Perreau aux chapitres 6 et 8 : MM. Perreau, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Paul Doumer et Jules Cels, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics*. Retrait. Adoption des chapitres du Ministère des Travaux publics. Adoption de l'ensemble de l'article 11. Articles 12, 13, 14, 15, 16, 17 (Etat B) et 18. Adoption. Adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 septembre] (A. t. I, p. 1655 ; J.O., p. 1456). Déposé à la Chambre le 30 septembre ; rapport de M. Louis Marin le 30 septembre ; adopté le 2 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 550). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 553). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [3 octobre] (A. t. I, p. 1718 ; J.O., p. 1511). Promulgation (J.O., 7 octobre, p. 11002).

21 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation, sur l'exercice 1919, de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils ; 2° annulation, sur l'exercice 1918, de crédits concernant les services de la Guerre, de l'Armement et de la Marine, déposé à la Chambre le 5 août ; rapport de M. Louis Marin, le 17 septembre ; adopté le 24 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 septembre (A. t. I, p. 1622 ; J.O., p. 1427 ; I. n° 529). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 1623 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 523). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Gaudin de Villaine. Articles 1er (état A), 2 et 3 (état B) et 4). Adoption. Article 5 (de la Chambre des Députés) : M. Milliès-Lacroix. Disjonction. Articles 5 (état C), 6, 7, 8 et 9. Adoption. Adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 septembre] (A. t. I, p. 1650 ; J.O., p. 1451). Promulgation (J.O., 1er octobre, p. 10749).

22 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils : 2° ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses excepceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 11 septembre : rapport de M. Louis Marin le 7 octobre ; adopté le 14 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 609). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, 1880 ; J.O., p. 1651 ; I. n° 611). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption des articles 1er (état A), 2 (état B), 3 à 20 et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [17 octobre] (A. t. I, p. 1949 ; J.O., p. 1711). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11680).

23 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 18 décembre ; rapport de M. André Lefèvre le 23 décembre ; adopté le 27 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 768). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 769). Déclaration de l'urgence [27 décembre] (A. t. II, p. 29 ; J.O., p. 1857). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion

générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Lucien Hubert, Tardieu, *Ministre des Régions libérées* ; Debierre et Touron. Adoption de l'article premier (état A), des articles 2 à 12, de l'article 13 (état B), de l'article 14 (état C) et des articles 15 à 21. Sur l'article 22 : MM. Henry Chéron, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* et Boivin-Champeaux. Adoption de l'article 22. Adoption de l'article 23. Sur l'article 24 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* et Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*. Adoption de l'article 24. Adoption des articles 25 à 29. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 décembre] (A. t. II, p. 32 ; J.O., p. 1860). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 15326).

24 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation et ouverture de crédits, sur l'exercice 1920, par suite de modifications apportées à la composition du Gouvernement, déposé à la Chambre le 17 février ; rapport de M. Charles Dumont le 19 mars ; adopté le 23 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 mars] (A. t. I, p. 349 ; J.O., p. 349 ; I. n° 101). M. Paul Doumer dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 426 ; J.O., p. 352 ; I. n° 109). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Adoption de l'article premier (état A), de l'article 2 (état B), de l'article 3 (état C) et des articles 4 et 5. Article 6 : MM. Cuminal, Millerand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; Clémentel, Coignet, Lafferre, Dominique Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 7. Adoption. Article 8. Adoption. Sur l'ensemble : M. Gaston Menier. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [15 juin] (A. t. I, p. 1050 ; J.O., p. 942). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 8870).

25 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils ; 2° ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1919, au titre des dépenses militaires et des dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 11 mars ; rapport de M. Charles Dumont le 19 mars ; adopté le 29 mars, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 478 ; J.O., p. 426 ; I. n° 122). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 128). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier (état A) : Ministère des Finances : Chapitre 108 : observations de MM. Mauger et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Adoption des autres chapitres. Adoption des chapitres du Ministère de la Justice, du

Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Reconstitution industrielle, du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, du Ministère des Colonies, du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement et du Ministère des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (état B), 3 à 13, 14; (état C), 15 à 17. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 mars] (A. t. I, p. 484; J.O., p. 433). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 5146).

26 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919 au titre du budget ordinaire des services civils; 2° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1919 au titre des dépenses exceptionnelles des services civils, déposé à la Chambre le 15 juin; rapport de M. Charles Dumont le 23 juin; adopté le 24 juin; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 1018; I. n° 278). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 290). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption des treize articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 juin] (A. t. I, p. 1150; J.O., p. 1033). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 9236).

27 — 1920. Projet de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1919, de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine, déposé à la Chambre le 6 juillet; rapport de M. Charles Dumont le 9 juillet; adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1294; J.O., p. 1163; I. n° 331). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 418). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article premier (état A), 2 à 7. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1828; J.O., p. 1606) Promulgation (J.O., 1er août, p. 11003).

28 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation, sur l'exercice 1919, de crédits concernant les services de la Guerre et de la Marine, déposé à la Chambre le 18 novembre; rapport de M. Charles Dumont le 23 novembre; adopté le 26 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 511). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 513). Discussion immédiate. Articles premier (état A), 2 (état B)

et 3. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. [30 novembre] (A. t. II, p. 90; J.O., p. 1817). Promulgation (J.O., 1er décembre, p. 19598).

II — AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 5.300.000 francs pour assistance aux Français réfugiés de Russie, déposé à la Chambre le 18 avril; rapport de M. Louis Marin, le 5 mai; adopté le 27 juin; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juillet] (A. t. I, p. 1266; J.O., p. 1119; I. n° 343). M. Lucien Hubert dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1182; I. n° 370). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Lucien Hubert, Herriot et Denoix, *directeur adjoint de la comptabilité publique, commissaire du Gouvernement.* Adoption [8 août] (A. t. I, p. 1434; J.O., p. 1261). Promulgation, (J.O., 14 août, p. 8716).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 750.000 francs pour achat d'immeubles diplomatiques à Bucarest et à Santa-Fé-de-Bogota, déposé à la Chambre le 29 août; rapport de M. Raiberti le 18 septembre; adopté le 30 septembre; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 octobre] (A. t. I, p. 1717; J.O., p. 1510; I. n° 542). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 1858, 1920; J.O., p. 1634; I. n° 605). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11726).

3 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 1 million de francs pour achat et aménagement par l'Etat d'un immeuble destiné aux services annexes de l'ambassade de la République à Berlin, déposé à la Chambre le 29 décembre; rapport de M. Louis Marin le 31 décembre; adopté le 31 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Affaires étrangères (I. n° 778). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1907). Promulgation (J.O., 13 janvier 1920, p. 574).

4 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 2 millions de francs pour assistance aux Français rapatriés de Russie, déposé à la Chambre le 12 mars ; rapport de M. Noblemaire le 23 mars : adopté le 13 avril : déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [27 avril] (A. t. I, p. 581; J.O., p. 526 ; I. n° 185). M. Lucien Hubert dépose et lit le rapport. Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1182; J.O., p. 1061; I. n° 298). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 10018).

5 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Affaires étrangères d'un crédit de 2 millions de francs pour « assistance aux Français de Russie, libérés en vertu de l'accord de Copenhague », déposé à la Chambre le 21 mai : rapport de M. Noblemaire le 14 décembre ; adopté le 16 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 251 ; J.O., p. 968; ; I. n° 566. M. Lucien Hubert dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 323 ; J.O., p. 2030 ; I. n° 593). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 379; J.O., p. 2081). Promulgation (J.O., 16 janvier 1921, p. 850).

III — AGRICULTURE ET RAVITAILLEMENT

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture de crédits, au titre de l'exercice 1918, pour l'extension des services du Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement (Sous-Secrétariat d'Etat du Ravitaillement), déposé à la Chambre le 1er février ; rapport de M. Louis Marin le 21 mars ; adopté le 25 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 mai] (A. t. I, p. 414 ; J.O., p. 375 ; I. n° 215). M. Jules Develle dépose et lit le rapport [27 juin] (A. t. I, p 557; J.O., p. 499; I. n° 274). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 557; J.O., p. 499). Promulgation (J.O., 30 juin, p. 5626).

2 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 (Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement), déposé à la Chambre le 7 mars : rapport de M. Louis Marin le 15 mars, et rapport de M. Dariac le 27 mars ; adopté le 4 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 juin] (A. t. I. p. 474 ; J.O., p. 427 ; I. n° 244).

M. Jules Develle dépose et lit le rapport (I. n° 273). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 499). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 5590).

3 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre et à l'ouverture de crédits sur divers chapitres du budget du Ministère de l'Agriculture, déposée à la Chambre le 1er mars; rapport de M. Theveny le 21 mars; avis de la Commission du budget par M. Dariac le 19 juillet et rapport supplémentaire de M. Theveny le 26 juillet; adoptée le 2 août; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [17 septembre] (A. t. I, p. 669; J.O., p. 604; I. n° 351). M. Chauveau dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 799; J.O., p. 728; I. n° 426). M. Develle dépose l'avis de la Commission des finances [17 décembre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 823; I. n° 505). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Chauveau, *rapporteur*; Gustave Lhopiteau et Paul Doumer. Discussion des articles : article premier. Amendement de MM. Viger et Méline. Adoption. Sur l'article : MM. Gustave Lhopiteau, Paul Doumer, Viger. Adoption de l'article premier modifié. Article 2. Adoption. Article 3 : amendement de MM. Viger et Méline. Adoption. Adoption de l'article 3. Article 4 : MM. Chauveau, *rapporteur*; Viger, Paul Doumer et Gustave Lhopiteau. Rejet. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [30 décembre] (A. t. I, p. 989; J.O., p. 808). || **1919.** Promulgation (J.O., 9 janvier, p. 321).

4 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, au titre du budget des services civils de l'exercice 1918 (Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement. 2e section : ravitaillement général), déposé à la Chambre le 4 juin; rapport de M. Louis Marin le 13 juin et rapport supplémentaire le 20 juin et rapport de M. Dariac le 8 novembre; adopté le 22 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission des finances [3 décembre] (A. t. I, p. 886; J.O., p. 807; I. n° 492). M. Develle dépose le rapport [19 décembre] (A. t. I, p. 919; J.O., p. 837; I. n° 524). Adoption [28 décembre] (A. t. I, p. 984; J.O., p. 894). Promulgation (J.O., 1er janvier 1919, p. 3).

5 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice

1918 (suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie et pour charges de famille ; rapport de M. Fernand Rabier le 13 décembre; adoptée le 20 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés (I. n° 526). Renvoi à la Commission des finances. M. de Selves dépose le rapport (I. n° 529) [20 décembre] (A. t. I, p. 936. 955 ; J.O., p. 851, 867). Adoption [27 décembre] (A. t. I, p. 963 ; J.O., p. 874). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 11192).

6 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits au Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement pour la première section de son ministère, déposé à la Chambre le 18 février; rapport de M. Dariac le 25 mars ; adopté le 28 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 mars] (A. t. I, p. 442 ; J.O., p. 394 ; I. n° 128). M. Goy dépose le rapport [12 avril] (A. t. I, p. 631 ; J.O., p. 558 ; I. n° 178). Adoption [18 avril] (A. t. I, p. 748 ; J.O., p. 655). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4265).

IV — COLONIES

1 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Ministre des Colonies à engager sur les exercices 1920, 1921, 1922 et 1923 une somme de 1.400.000 francs et ouvrant un crédit de 100.000 francs en vue de la participation du Ministère des Colonies à l'exposition coloniale de Marseille, déposé à la Chambre le 13 février ; rapport de M. Paul Laffont le 20 juillet ; adopté le 26 novembre ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances (I. n° 514). Renvoi à la Commission des finances [30 novembre] (A. t. II, p. 92 ; J.O., p. 1819).

V — COMMERCE, INDUSTRIE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1917, au titre du Ministère du Commerce, de l'Industre, des Postes et des Télégraphes, 3e section, Transports maritimes et Marine marchande, déposé à la Chambre les 6 novembre 1917, 28 janvier et 15 février 1918 ; rapport de M. Brousse le 14 décembre 1917 ; rapport supplémentaire de M. Louis Marin le 19 février 1918 ; avis de la Commission de la marine marchande par M. André Hesse le 20 février 1918 et par M. Bretin le 21 février 1918 ; adopté le 27 février ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de la marine [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 127 ; I. n° 68). M. Milliès-Lacroix

dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 170 ; J.O., p. 152 ; I. n° 81). M. Guilloteaux dépose l'avis de la Commission de la marine [7 mars] (A. t. I, p. 173 ; J.O., p. 154 ; I. n° 83). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général ;* Guilloteaux, *rapporteur de la Commission de la marine* ; Brindeau, Fernand Bouisson, *commissaire des Transports maritimes et de la Marine marchande* ; Touron et Dominique Delahaye. Adoption des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi [15 mars] (A. t. I, p. 198 ; J.O., p. 179). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 2680).

VI — FINANCES

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture d'un crédit supplémentaire pour l'inscription des pensions civiles (loi du 9 juin 1853), déposé à la Chambre le 27 juin ; rapport de M. Louis Marin le 11 juillet ; adopté le 16 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [23 juillet] (A. t. I, p. 631 ; J.O., p. 566 ; I. n° 318). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport [23 juillet] (A. t. I, p. 641 ; J.O., p. 575 ; I. n° ; 323). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 641 ; J.O., p. 575). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 6401) ;

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances, de crédits supplémentaires au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, déposé à la Chambre le 7 mars ; rapport de M. Louis Marin le 18 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [26 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1007 ; I. n° 296). M. de Selves dépose et lit le rapport (I. n° 301). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1152 ; J.O., p. 1017). Promulgation (J.O., 28 juin, p. 6610).

3 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre des Finances et annulation de crédits concernant les dépenses militaires et les dépenses exceptionnelles des services civils de l'exercice 1919, déposé à la Chambre le 22 mai ; rapport de M. Albert Grodet le 11 juillet ; adopté le 24 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1346 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 379). M. de Selves dépose le rapport [9 septembre] (A. t. I, p. 1568 ; J.O., p. 1376 ; I. n° 470). Urgence précédemment déclarée. Adoption [11 septembre] (A. t. I, p. 1576 ; J.O., p. 1383). Promulgation (J.O., 12 septembre, p. 9958).

4 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire de 15.874.202 francs pour l'inscription des pensions civiles en 1919, déposé à la Chambre le 12 juin; rapport de M. Grodet le 6 août; adopté le 27 août; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [4 septembre] (A. t. I, p. 1528; J.O., p. 1336; I. n° 450). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [9 septembre] (A. t. I, p. 1560; J.O., p. 1376; I. n° 468). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Observation : M. Flaissières. Adoption [11 septembre] (A. t. I, p. 1575; J.O., p. 1382). Promulgation (J.O., 12 septembre, p. 9958.)

5 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à maintenir temporairement l'indemnité exceptionnelle de 720 fr., accordée aux personnels civils de l'Etat, déposé à la Chambre le 2 mars; rapport de M. Charles Dumont le 16 mars; adopté le 23 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 mars] (A. t. I, p. 389; J.O., p. 349; I. n° 102). M. Paul Doumer dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 426; J.O., p. 382; I. n° 108). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 450; J.O., p. 403). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 5070),

VII — INSTRUCTION PUBLIQUE

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918, d'un crédit de 647.500 francs en vue du dégagement de la bibliothèque de l'Arsenal, déposé à la Chambre le 2 août; rapport de M. Véber, le 19 décembre; adopté le 26 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. I, p. 975; J.O., p. 887; I. n° 546). M. Lintilhac dépose et lit le rapport (I. n° 555). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 décembre] (A. t. I, p. 995; J.O., p. 902). Promulgation (J.O., 8 janvier 1919, p. 274).

2 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit supplémentaire de 36.850 fr. au titre de la 2e section (beaux-arts), déposé à la Chambre le 7 mars 1918; rapport de M. Louis Marin, le 15 mars 1918; adopté le 24 juillet

1919 ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1346 ; J.O., p. 1188 ; I. n° 388). M. Maurice-Faure dépose le rapport [16 septembre] A. t. I, p. 1582 ; J.O., p. 1389 ; I. n° 480). Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1898 ; J.O., p. 1668). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11680).

3 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, d'un crédit de 3.500.000 francs pour la célébration du cinquantenaire de la République, déposé à la Chambre le 20 juillet ; rapport de M. Dessein, le 28 juillet ; adopté le 31 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. [31 juillet] (A. t. I, p. 1933 ; J.O., p. 1649 ; I. n° 440). M. Guillaume Chastenet dépose et lit le rapport (I. n° 455). Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Debierre, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Gaudin de Villaine. Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1933 ; J.O., p. 1692). Promulgation (J.O., 4 septembre, p. 12926).

VIII — INTÉRIEUR

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture au Ministre de l'Intérieur d'un crédit pour secours aux victimes de diverses explosions, déposé à la Chambre le 19 mars ; rapport de M. Bouffandeau, le 19 mars ; adopté le 19 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 mars] (A. t. I, p. 230 ; J.O., p. 207 ; I. n° 107). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 230 ; J.O., p. 207 ; I. n° 108). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Paul Strauss, Albert Peyronnet, Cazeneuve, Paul Doumer, Pams, *Ministre de l'Intérieur* ; Ranson, Charles Deloncle, Guillaume Chastenet et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'article unique du projet de loi [19 mars] (A. t. I, p. 230 ; J.O., p. 208). Promulgation (J O., 20 mars, p. 2528).

IX — MONNAIES ET MÉDAILLES

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la régularisation du décret du 25 juin 1917 portant ouver-

ture de crédits, sur l'exercice 1917, au titre du budget annexe des monnaies et médailles. (Voir Table 1915-1917, p. 356). M. Beauvisage dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 46 ; I. n° 27). Adoption [22 février] (A. t. I. p. 126 ; J.O., p. 112). Promulgation (J.O., 13 mars, p. 2304).

2 — 1818. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la régularisation du décret du 27 juillet 1918, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1918, au titre du budget annexe des monnaies et médailles, déposé à la Chambre le 8 octobre ; rapport de M. Serre, le 11 décembre ; adopté le 20 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 872 ; I. n° 538). || **1919.** M. Jean Morel dépose le rapport [25 février] (A. t. I, p. 202 ; J.O., p. 183 ; I. n° 63). Déclaration de l'urgence. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 446 ; J.O., p. 397). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3291).

X — TRAVAUX PUBLICS

1 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, au Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, d'un crédit supplémentaire au titre de la 2e section ; transports maritimes et marine marchande, déposé à la Chambre le 18 décembre 1919 ; rapport de M. Lefèvre, le 23 décembre ; adopté le 5 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 81). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 82). Discussion immédiate. Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 280 ; J.O., p. 249). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 5153).

XI — PROJETS DIVERS.

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant annulation et ouverture de crédits, sur l'exercice 1917, par suite des modifications apportées à la composition du Gouvernement, déposé à la Chambre le 23 novembre 1917 ; rapport de M. Louis Marin, le 18 décembre ; adopté le 14 février 1918 ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances, Renvoi à la Commission des finances [14 février] (A. t. I, p. 122 ; J.O., p. 107 ; I. n° 52). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 170 ; J.O., p. 152 ; I n° 79). Adoption [15 mars] (A. t. I, p. 209 ; J.O., p. 189). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2639).

2 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'ouverture de crédits. au titre de l'exercice 1918, pour l'extension des

services du commissariat des transports maritimes et de la marine marchande, déposé à la Chambre le 19 février ; rapport de M. Brousse, le 6 mars ; adopté le 13 mars ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [14 mars] (A. t. I., p. 176 ; J.O., p. 160 ; I. n° 90). M. Jénouvrier dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 260 ; J.O., p. 233 ; I. n° 121). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 324 ; J.O., p. 290). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 2123).

3 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1918 (suppléments temporaires de traitement pour cherté de vie et pour charges de famille), déposée à la Chambre le 10 mars ; rapport de M. Fernand Rabier le 10 mars ; adoptée le 26 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [22 mars] (A. t. I, p. 257 ; J.O., p. 230 ; I. n° 118). M. de Selves dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 260 ; J.O., p. 234 ; I. n° 122). Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 324 ; J.O., p. 290). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 2932).

4 — **1918** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglementant l'exportation des capitaux et l'importation des valeurs mobilières et portant ouverture d'un crédit pour le service chargé d'assurer le contrôle de cette réglementation, déposé à la Chambre le 29 mars ; rapport de M. Louis Marin, le 29 mars ; adopté le 29 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 285 ; J.O., p. 255 ; I. n° 151). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 165). Demande de discussion immédiate. MM. Guillaume Chastenet, Paul Doumer, Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances*, Touron, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet [30 mars] (A. t. I, p. 319 ; J.O., p. 286). Observation : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption successive des quatorze articles. Sur l'ensemble : MM. Touron et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [3 avril] (A. t. I, p. 329 ; J.O. p. 295). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 2932).

5 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1918, en vue des opérations concernant : 1° les réquisitions civiles prévues par la loi du 3 août 1917 ; 2° les acquisitions relatives à la chaussure nationale, déposé à la Chambre le 25 janvier et lettre adressée à M. le Président de la Commission du budget par M. le Ministre du Commerce, le 30 avril ;

rapport de M. Louis Dubois le 28 juin; adopté le 24 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande Renvoi à la Commission des finances. (29 juillet) (A. t. I, p. 651; J.O., p. 586; I. nº 335). M. Milliès-Lacroix, dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. nº 395). Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande*. Adoption des huit articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [9 novembre] (A. t. I, p. 802; J.O., p. 734). Promulgation (J.O., 24 novembre, p. 10119).

6 — **1918** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la régularisation de décrets du 30 janvier et du 15 avril 1916, qui ont ouvert des crédits supplémentaires au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, déposé à la Chambre les 29 février et 18 mai 1916 ; rapport de M. Ceccaldi, le 20 juin 1918, adopté le 9 juillet; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 septembre] (A. t. I, p. 669; J.O., p. 604 ; I. nº 357). ‖ **1919**. M. Cornet dépose le rapport [3 février] (A. t. I, p. 120; J.O. p. 112 ; I. nº 44). Discussion générale : MM. Lucien Cornet, *rapporteur*, et Henry Simon, *Ministre des Colonies*. Adoption [11 mars] (A. t. I, p. 272 ; J.O., p. 245). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3586).

7 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la régularisation de décrets du 27 mai 1917 et du 5 mai 1918 qui ont ouvert des crédits supplémentaires au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, déposé à la Chambre les 26 juin 1917 et 6 juin 1918 ; rapport de M. Ceccaldi, le 26 juin ; adopté le 9 juillet ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances Renvoi à la Commission des finances [17 septembre] (A. t. I, p. 669; J.O., p. 605 ; I. nº 358). M. Etienne Flandin dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. nº 416). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 novembre] (A. t. I, p. 866 ; J.O., p. 789). Promulgation (J.O., 11 décembre, p. 10651).

8 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, en vue de l'attribution d'indemnités spéciales aux fonctionnaires des régions libérées, déposé à la Chambre le 18 février; rapport de M. Louis Marin le 6 mars; adopté le 20 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 308;

I. n° 102). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 323 ; I. n° 112). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article unique : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 452 ; J.O., p. 404). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 3290).

9 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1918, déposée à la Chambre le 31 mars ; adoptée le 31 mars, transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 488 ; J.O., p. 434 ; I. n° 138). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 142). Déclaration de l'extrême urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 518 ; J.O., p. 459). Promulgation, (J.O., 1er avril, p. 3314).

10 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1919 ; rapport de M. Rabier le 8 avril ; adopté le 10 avril ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [10 avril] (A. t. I, p. 589 ; J.O., p. 518 ; I. n° 167). M. de Selves dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 612 ; J.O., p. 542 ; I. n° 175). Adoption [14 avril] (A. t. I, p. 634 ; J.O., p. 560). Promulgation (J.O., 15 avril, p. 3954).

11 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 50 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés, déposé à la Chambre le 15 mai ; rapport de M. Landry le 23 juin ; adopté le 11 juillet ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 juillet] (A. t. I, p. 1283 ; J.O., p. 1134 ; I. n° 348). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1920 ; J.O., p. 1688 ; I. n° 628). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Paul Strauss, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes* ; Jean Codet, Perchot, Ernest Monis et Touron. Articles premier à 4. Adoption. Article 5 : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [17 octobre] (A. t. I, p. 1958 ; J.O., p. 1719). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12049).

12 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1919, en vue du règlement transactionnel des litiges relatifs à l'exécution des transports militaires sur les grands réseaux de chemins de fer, déposé à la Chambre le 12 juin ; rapport de M. Hesse le 23 juillet ; adopté le 7 août ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des chemins de fer [8 août] (A. t. I, p. 1475 ; J.O., p. 1294 ; I. n° 424). M. Lhopiteau dépose le rapport [7 octobre] (A. t. I, p. 1742 ; J.O., p. 1533 ; I. n° 568). M. Faisans dépose l'avis de la Commission des chemins de fer [9 octobre] A. t. I, p. 1796 ; J.O., p. 1579 ; I. n° 582). Discussion générale : M. Gustave Lhopiteau, *rapporteur*. Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 1867 ; J.O., p. 1641). Promulgation (J.O., 19 octobre, p. 11570).

13 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, de crédits en vue d'améliorer les traitements et salaires du personnel des postes et télégraphes et de la Caisse nationale d'épargne, déposé à la Chambre le 18 juillet ; rapport de M. Varenne le 7 août ; adopté le 9 août ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi à la Commission des finances [9 août] (A. t. I. p. 1493 ; J.O., p. 1308 ; I. n° 438). M. Emile Dupont dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 1623 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 522). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 septembre] (A. t. I, p. 1675 ; J.O., p. 1473). Déposé à la Chambre le 30 septembre ; rapport de M. Varenne le 30 septembre ; adopté le 2 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 551). Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 554). Discussion immédiate. Adoption [3 octobre] (A. t. I, p. 1717 ; J.O., p. 1517). Promulgation (J.O., 7 octobre, p. 11016).

14 — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplementaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1919, rapport de M. Fernand Rabier le 9 septembre ; adoptée le 11 septembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [11 septembre] (A. t. I, p. 1574 ; J.O., p. 1381 ; I. n° 475). M. de Selves dépose le rapport [11 septembre] (A. t. I, p. 1574 ; J.O., p. 1381 ; I. n° 476). Adoption (18 sep-

tembre] (A. t. I, p. 1594 ; J.O., p. 1402). Promulgation (J.O., 19 septembre, p. 10226).

15 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits sur l'exercice 1919 et concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat, déposé à la Chambre le 4 septembre ; rapport de M. Louis Marin le 30 septembre ; adopté le 2 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 octobre] (A. t. I, p. 1717; J.O., p. 1511 ; I. n° 547). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1718, 1724, 1725, 1726; J.O., p. 1518 ; I. n° 559). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Adoption de l'article premier (Etat A), 2 à 6, 7 (Etat B), 8 à 12, et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [16 octobre[(A. t. I, p. 1921 ; J.O., p. 1688). Promulgation (J.O., 19 octobre, p. 11570).

16 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1919, rapport de M. Fernand Rabier le 15 octobre ; adoptée le 16 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704 ; I. n° 635). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 687). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2008 ; J.O., p. 1763). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11680).

17 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, sur l'exercice 1919, d'un crédit de 204.166 francs en vue de permettre d'améliorer le fonctionnement du service de la perception dans le département de la Seine, déposé à la Chambre le 8 octobre ; rapport de M. Grodet le 15 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 680). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 681). Discussion immédiate. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [18 octobre] (A. t. I, p. 1999 ; J.O., p. 1756). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11624).

18 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils, et concernant les indemnités de résidence et de séjour et les avantages accessoires du personnel scientifique et

enseignant du Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (services de l'instruction publique), et des fonctionnaires de l'enseignement technique relevant du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, déposé à la Chambre le 2 octobre ; rapport de M. Louis Marin le 10 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [18 octobre] (A. t. I, p. 2033 ; J.O., p. 1783 ; I. n° 697). M. Cazeneuve dépose le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2045 ; J.O., p. 1793). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12047).

19 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, en vue de la reconstitution des services de police dans les départements libérés, déposé à la Chambre le 17 octobre ; rapport de M. Bouffandeau le 18 octobre ; adopté le 18 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur ; M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [18 octobre] (A. t. I, p. 2033 ; J.O., p. 1785 ; I. n° 698). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 714). Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2046 ; J.O., p. 1795). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12046).

20 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture, au Ministre du Commerce, en addition aux crédits alloués au titre du budget ordinaire de l'exercice 1919, d'un crédit de 33.000 francs en vue de la préparation d'une exposition internationale des arts décoratifs modernes, prévue pour 1922, déposé à la Chambre le 9 octobre ; rapport de M. Louis Marin le 17 octobre ; adopté le 19 octobre ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. I, p. 2078 ; J.O., p. 1809 ; I. n° 726). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 742). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2078 ; J.O., p. 1820). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12050).

21 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, en vue du relèvement des traitements du personnel du chemin de fer de la Réunion, déposé

à la Chambre le 17 octobre ; rapport de M. Landry le 17 octobre ; adopté le 19 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. I, p. 2063 ; J.O., p. 1809 ; I. n° 727). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 741). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Adoption des deux articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 octobre] (A. t.I, p. 2075, 2076, 2077 ; J.O., p. 1819). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 12007).

22 — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit de 5 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés résidant aux colonies, déposée à la Chambre le 19 octobre ; rapport de M. Landry le 19 octobre ; adoptée le 19 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. I, p. 2081 ; J.O., p. 1823 ; I. n° 749).

23 — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit de 1 million de francs pour participation de l'Etat à la souscription du monument de l'intervention américaine dans la guerre, déposée à la Chambre le 12 septembre ; rapport de M. Louis Marin le 8 octobre ; adoptée le 19 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. I, p. 2081 ; J.O., p. 1823 ; I. n° 750).

24 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à ouvrir un crédit pour secours d'extrême urgence, déposée à la Chambre les 29 décembre, 30 décembre 1919, 13 janvier 1920 ; rapport de M. Louis Marin le 30 janvier ; adoptée le 18 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [19 mars] (A. t. I, p. 354 ; J.O., p. 317 ; I. n° 95).

25 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1919, rapport de M. d'Iriart d'Etchepare le 19 mars ; adoptée le 25 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 426 ; J.O., p. 381 ; I. n° 106). M. Dausset dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 478 ; J.O., p. 426 ; I. n° 124). Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 499 ; J.O., p. 445). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 5146).

26 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit supplémentaire, sur l'exercice 1919, en vue

de l'application de nouveaux tarifs de travaux supplémentaires ou de nuit dans les services des postes et des télégraphes, déposé à la Chambre le 9 mars; rapport de M. Robert le 27 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances [29 mars] (A. t. I, p. 478; J.O., p. 426; I. n° 123). M. Brard dépose et lit le rapport [31 mars] (A. t. I, p. 497; J.O., p. 444; I. n° 130). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 499; J.O., p. 444). Promulgation (J.O., 13 avril, p. 5878).

27 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'ouverture de crédits, sur l'exercice 1919, au titre du budget ordinaire des services civils, en vue de l'augmentation des traitements du personnel des bureaux des préfectures et sous-préfectures, déposé à la Chambre le 31 mars; rapport de M. de Tinguy du Pouët le 31 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 512; J.O., p. 456; I. n° 132). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 543; J.O., p. 483; I. n° 150). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion des articles : Article premier : MM. Gallet, Robert David, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Ermant et Pasquet. Article premier. Réservé. Article 2 : Adoption de la première partie de l'article. Amendement de M. Pasquet : MM. Pierre Marraud, Pasquet et Robert David, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3. Adoption. Adoption de l'article premier précédemment réservé. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [16 avril] (A. t. I, p. 556; J.O., p. 498). Promulgation J.O., p. 6210).

28 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture et annulation de crédits, sur l'exercice 1920, par suite de la réorganisation de divers services résultant du remaniement ministériel, déposé à la Chambre le 23 mars; Rapport de M. Charles Dumont le 30 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [31 mars] (A. t. I, p. 512; J.O., p. 457; I. n° 135).

29 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice

1920, rapport de M. d'Iriart d'Etchepare le 8 juillet ; adoptée le 9 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 1294; J.O., p. 1164; I. n° 333). M. Dausset dépose le rapport [22 juillet] (A. t. I, p. 1394; J.O., p. 1251; I. n° 360). Adoption [24 juillet] (A. t. I, p. 1476; J.O., p. 1321). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 10766).

30 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture de crédits en vue du renforcement des administrations chargées de l'assiette et du recouvrement des impôts et du contrôle financier, déposé à la Chambre le 29 avril ; rapport de M. André Renard le 5 juillet; adopté le 9 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1298; J.O., p. 1167 ; I. n° 337).

31 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des Députés pour l'exercice 1920, déposée à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Brogly le 6 juillet ; adoptée le 21 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre (A. t. II, p. 194 ; J.O., p. 1919; I. n° 501). M. Dausset dépose le rapport [17 décembre] (A. t. II, p. 234; J.O., p. 1954 ; I. n° 560). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 268; J.O., p. 1983). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 21418).

32 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 24 octobre 1919, portant ouverture d'un crédit de 50 millions de francs en faveur des petits commerçants, des petits industriels, des petits fabricants et artisans démobilisés, déposé à la Chambre le 20 juillet ; rapport de M. Prevet le 19 novembre ; adopté le 3 décembre ; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 248 ; J.O., p. 1958 ; I. n° 563).

33 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives du Sénat pour l'exercice 1920, déposé à la Chambre le 18 décembre ; rapport de M. Charles Dumont le 23 décembre ; adopté le 24 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 décembre] (A. t. II, p. 309 ; J.O., p. 2017; I. n° 583). M. Dausset dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II, p. 320 ; J.O., p. 2028 ; I. n° 591). Discussion générale : MM. Jeanneney, Vieu, Guillaume Poulle et le Président. Adoption [31 décem-

bre] (A. t. II, p. 390; J.O., p. 2089). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 57).

34 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder un crédit de 700.000 francs, à titre de supplément de subvention pour l'exercice 1920, au théâtre national de l'Opéra, déposé à la Chambre le 31 juillet; rapport de M. Pierre Rameil le 25 septembre; adopté le 21 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission des finances [27 décembre] (A. t. II, p. 320; J.O., p. 2027; I. n° 588).

CREIL (Oise). — Voir Octrois, 8.

CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR DES MILITAIRES ET MARINS EN ÉTAT DE DÉSERTION. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la répression des crimes et délits commis par les militaires et marins en état de désertion, déposé à la Chambre le 30 avril; rapport de M. l'Amiral Bienaimé le 16 mai; adopté le 11 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de la marine [26 septembre] (A. t. I, p. 741; J.O., p. 670; I. n° 373).

CRIMES ET DÉLITS CONTRE LA SURETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat, déposé à la Chambre le 7 février; rapport de M. Bonnefous le 21 mars; adopté le 11 avril; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission, nommée le 29 juin 1909, relative à la suppression des conseils de guerre et des tribunaux maritimes [14 mai] (A. t. I, p. 411; J.O., p. 370; I. n° 214). M. Flandin dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 457; J.O., p. 410; I. n° 232). Discussion générale : M. Etienne Flandin, *rapporteur*. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 463; J.O., p. 416). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 9914).

CRIMES ET DÉVASTATIONS COMMIS PAR L'ENNEMI EN PAYS ENVAHIS. — Voir Résolution (Propositions de). Armée 1918, 8.

CULTURE MÉCANIQUE (Encouragement à la). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les lois des 2 janvier et 7 avril 1917 en ce qui concerne les encouragements à la

culture mécanique, déposé à la Chambre le 15 mars ; rapport de M. Jean Durand le 21 mars et avis de la Commission du budget par M. Dariac le 22 mars ; adopté le 29 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement [29 mars] (A. t. I, p. 284 ; J.O., p. 255 ; I. n° 149). M. Chauveau dépose le rapport [16 juillet] (A.t. I, p. 626 ; J.O., p. 305). Ajournement de la discussion. Sur l'ajournement : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* et Chauveau, *rapporteur*, Adoption de la demande d'ajournement Renvoi pour avis à la Commission des finances [29 juillet] (A. t. I, p. 654 ; J.O., p. 589). M. Chauveau dépose un rapport supplémentaire [24 octobre] (A. t. I, p. 791 ; J.O., p. 721 ; I. n° 403). || **1919.** M. Jules Develle dépose l'avis de la Commission des finances [21 mars] (A. t. I, p. 358 ; J.O., p. 321 ; I. n° 109).

CULTURE MÉCANIQUE (Comité central de). — **1918.** Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'un Comité central de culture mécanique et la création de stations expérimentales, déposé par M. Chauveau. Renvoi à la Commission, nommée le 23 juin 1916, relative à la mise en culture des terres abandonnées [20 juin] (A. t. I, p. 544 ; J.O., p. 497 ; I. n° 251). || **1920.** M. Chauveau dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1155 ; J.O., p. 1036). Renvoi à la Commission d'agriculture [2 juillet] (A. t. I, p. 1228 ; J.O., p. 1102). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Chauveau, *rapporteur*. Adoption des quatre articles et de l'ensemble de la proposition de loi [21 juillet] (A. t. I, p. 1343 ; J.O., p. 1210).

CUMUL DU TRAITEMENT CIVIL ET DE LA SOLDE MILITAIRE. | — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 12, titre III, de la loi du 4 août 1917, et à accorder le bénéfice de la loi du 5 août 1914, c'est-à-dire le cumul de leur traitement civil et de leur solde militaire aux fonctionnaires titulaires de leur emploi au moment de leur appel sous les drapeaux, avant la guerre ou au cours de la guerre, et le bénéfice de la rétroactivité pécuniaire pour le traitement civil non perçu depuis la date de leur passage dans la réserve de l'armée active, déposée à la Chambre le 5 novembre 1918 ; rapport de M. Louis Marin le 8 octobre 1919 ; adoptée le 17 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1982 ; J.O., p. 1739 ; I. n° 671). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 715). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2047 ; J.O., p. 1795). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11686).

2 — **1920**. Proposition de loi de M. Albert Lebrun, tendant à modifier l'article 37 de la loi du 30 décembre 1913, relatif au cumul des pensions et traitements, déposée par M. Albert Lebrun. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1247; J.O., p. 1119). I. n° 320).

CUSSET A SAINT-GERMAIN-LAVAL. — Voir Chemins de fer, 1.

DÉBITEUR NON COMMERÇANT (Liquidation des biens du). — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, organisant la liquidation des biens du débiteur non commerçant en état de déconfiture, déposée à la Chambre le 7 mai 1915; rapport de M. Leredu le 10 janvier et rapport supplémentaire le 22 octobre 1918; adoptée le 31 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 13 avril 1916, relative au concordat préventif [7 novembre] (A. t. I, p. 798; J.O., p. 727; I. n° 421).

DÉBITEURS MOBILISÉS. — Voir Echéances (Prorogation des). Voir aussi Ventes et achats à terme.

DÉBITS DE BOISSONS.

1 — **1919**. Proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 4 de l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915 (débits de boissons) déposée par M. de Las Cases. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1905, relative à la réglementation des débits de boissons [22 juillet] (A. t. I, p. 1306; J.O., p. 1153; I. n° 356).

2 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915, retative à la réglementation de l'ouverture de nouveaux débits de boissons, déposée à la Chambre le 22 juillet; rapport de M. Cabrol le 2 septembre; adoptée le 9 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1905, concernant la règlementation des débits de boissons [16 septembre] (A. t. I, p. 1582; J.O. p. 1390; I. n° 486). M. Poirson dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 545). Déclaration de l'urgence. Adoption [10 octobre] (A. t. I, p. 1816; J.O., p. 1597). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11727).

DÉCÈS (Déclaration de). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux déclarations de décès aux armées

par des témoins mineurs pendant la durée de la guerre. (Voir Table 1915-1917, page 363). M. de La Batut dépose le rapport (17 janvier] (A. t. I, p. 13; J.O., p. 15; I. nº 16). Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [8 février] (A. t. I, p. 86; J.O., p. 77). Promulgation (J.O., 6 iuillet, p. 5818).

DÉCORATIONS.

1 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'attribution de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire avec traitemunt au personnel de la marine marchande, déposée à la Chambre le 11 décembre 1917; rapport de M. l'Amiral Bienaimé le 13 janvier 1918 et avis de la Commission de la marine marchande par M. Nibelle le 1er février 1918; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [14 février] (A. t. I, p. 108; J.O., p. 95; I. nº 48). M. Réveillaud dépose le rapport [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 112; I. nº 62). M. Jénouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [14 mars] (A. t. I, p. 193; J.O., p. 174; I. nº 101). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Réveillaud, *rapporteur*. Adoption [22 mars[(A. t. I, p. 252; J.O., p. 227); Promulgation (J.O., 1er avril, p. 2876).

2 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but d'attribuer à la marine un contingent supplémentaire de croix de la Légion d'honneur, déposée à la Chambre le 25 janvier; rapport de M. J.-B. Abel les 26 mars et 10 mai; adoptée le 23 mai; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [23 mai] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391; I. nº 224). M. Fenoux dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 525; J.O., p. 471; I. nº 247). M. Milliès-Lacroix dépose l'avis de la Commission des finances [28 juin] (A. t. I, p. 598; J.O., p. 535; I. nº 291). Déclaration de l'urgence. Observations : M. Louis Martin. Adoption des trois articles et de l'ensemble de la proposition de loi [9 juillet] (A. t. I, p. 607; J.O., p. 545). Promulgation (J.O., p. 6250).

3 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des expositions de Lyon, de San Francisco et San Diego et de Casablanca, déposé à la Chambre le 20 mars; rapport de M. Verlot le 26 mars; adopté le 31 mars; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de

la Marine marchande. Renvoi aux bureaux [3 avril] (A. t. I, p. 550; J.O., p. 485; I. n° 153). Commission : 1er bureau, M. Reynald ; 2e bureau, M. Amic ; 3e bureau, M. Grosjean ; 4e bureau, général Audren de Kerdrel ; 5e bureau, M. Emile Dupont ; 6e bureau, M. Alexandre Bérard ; 7e bureau, M. Albert Peyronnet ; 8e bureau, M. Ch. Chabert ; 9e bureau, M. Guillaume Poulle. Président, M. Audren de Kerdrel ; secrétaire, M. Amic ; rapporteur, M. Amic [12 avril] (J.O., p. 3869 ; F. 32). M. Amic dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 612 ; J.O., p. 542 ; I. n° 174). || **1920.** Déclaration de l'urgence. Adoption [18 juin] (A. t. I, p. 1069 ; J.O., p. 960). Promulgation (J.O., 24 juin, p. 8919).

4 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de permettre la nomination dans la Légion d'honneur des officiers proposés avant leur radiation et renvoyés dans leurs foyers comme atteints par la limite d'âge, déposée à la Chambre les 19 février 1918 et 19 décembre 1919 ; rapport de M. Galli, le 22 mars 1918, rapport supplémentaire de M. Galli, le 10 juillet 1918 ; avis de la Commission du budget de M. Denais, le 24 septembre 1918 ; 2e rapport supplémentaire de M. Galli, le 21 janvier 1919 ; 2e avis de la Commission du budget, de M. Denais, le 7 mars 1919. Rapport de M. Paté, le 20 janvier 1920 ; rapport de M. de Cassagnac, le 19 février 1920 ; avis de la Commission des finances, par M. Paté, le 12 mars 1920 ; adoptée le 23 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [24 juillet] (A. t. I, p. 1335 ; J.O., p. 1178 ; I. n° 366). || **1920.** M. Hervey dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 501 ; I. n° 157). Discussion. Adoption [27 avril] (A. t. I, p. 594 ; J.O., p. 534).

5 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les décorations sans traitement destinées aux réserves des armées de terre et de mer et aux auteurs d'inventions intéressant la défense nationale, déposée à la Chambre le 19 février ; rapport de M. de Cassagnac, le 2 mars ; avis de la Commission des finances par M. Paté, le 12 mars ; adoptée le 16 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [18 mars] (A. t. I, p. 321 ; J.O., p. 286 ; I. n° 91). M. Hervey dépose le rapport [16 avril] (A. t. I., p. 601 ; J.O., p. 559 ; I. n° 501). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Article premier : MM. le Général Hirschauer, le Général Bourgeois, Dominique Delahaye, Henri Michel, Gaston Menier, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*, Henry Chéron et le Colonel Stuhl. Adoption. Articles 2 et 3 : Adoption. Article 4 : M. Hervey, *rapporteur*,

Adoption de l'article 4 modifié. Sur l'ensemble : MM. Bouveri et André Lefevre, *Ministre de la Guerre*. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 avril] (A. t I, p. 595 ; J.O., p. 535). Promulgation (J.O., 23 juin, p. 8870).

6 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer une promotion spéciale au titre de services de guerre dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, déposé à la Chambre le 19 décembre 1919 ; rapport de M. Paté, le 20 janvier 1920 ; adopté le 16 mars ; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de l'armée et pour avis à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 427 ; J.O., p. 383 ; I. n°110). M. Hervey dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 501 ; I. n° 157). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Article premier. MM. Charpentier et Hervey, *rapporteur*. Adoption. Articles 2, 3, 4 et 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de loi. [27 avril] (A. t. I, p. 595 ; J.O., p. 534). Promulgation (J.O., 18 juin, p. 8602).

7 — **1920**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, autorisant des nominations et promotions dans l'ordre national de la Légion d'honneur pour récompenser les services exceptionnels rendus au titre civil au cours de la guerre, déposé à la Chambre, le 5 février ; rapports de M. Raynaldy, les 4 et 9 juin ; adopté le 29 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre du Commerce, M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission nommée le 11 avril 1919 chargée de l'examen d'un projet de loi relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des expositions de Lyon, de San-Francisco et San-Diégo et de Casablanca [29 juillet] (A. t. I, p. 1819 ; J.O., p. 1596 ; I. n° 40). M. Peyronnet dépose et lit le rapport (I n° 431). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Gallet, Louis Martin, Jules Delahaye, Henry Chéron, *rapporteur de la Commission de l'armée*, et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, Adoption des deux articles et de

l'ensemble du projet de loi. [30 juillet] (A. t. I, p. 1856; J.O., p. 1626). Promulgation (J.O., 18 août, p. 12126).

8 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger de trois mois les effets de la loi du 15 juin 1920, instituant une promotion spéciale au titre des services de guerre dans l'ordre de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, déposé à la Chambre le 30 novembre; rapport de M. Paul de Cassagnac le 30 novembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [10 décembre] (A. t. II, p. 146; J.O., p. 1871; I. n° 538). M. Hervey dépose le rapport [10 décembre] (A. t. II, p. 159; J.O., p. 1882; I. n° 544). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Charles Chabert, le Général Hirschauer, le Commandant Delalande, *commissaire du Gouvernement*; Hervey, le Général Taufflieb, de Lubersac, Mauger et Henry Chéron. Adoption [14 décembre] (A. t. II, p. 167; J.O., p. 1892). Promulgation (J.O., 21 décembre, p. 21182).

DÉCRETS (Ratification de). — Voir Douanes et Crédits supplémentaires.

DÉFENSE NATIONALE (Service des Emissions). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant le délai de trois ans fixé par la loi du 26 novembre 1915, qui a institué le service des émissions de la défense nationale, créant des emplois à ce service et ouvrant des crédits supplémentaires, sur l'exercice 1918, au titre du budget ordinaire des services civils, déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Grodet le 8 novembre; adopté le 21 novembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 461). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (I. n° 4). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des trois articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [21 novembre] (A. t. I, p. 848; J.O., p. 773). Promulgation (J.O., 22 novembre, p. 10008).

DÉFENSE NATIONALE (Emprunt de la). — Voir Crédits additionnels aux crédits provisoires.

DÉGATS COMMIS AUX PROPRIÉTÉS PAR LES TROUPES LOGÉES OU CANTONNÉES CHEZ L'HABITANT. — Voir Armée, § IV, 4.

DÉLAI DE VIDUITÉ. — Voir Viduité (Délai de).

DÉLAIS EN MATIÈRE CIVILE (Modification des). — Voir Code de procédure civile, 2.

DÉLÉGUÉS SÉNATORIAUX. — Voir Algérie, § I, 3.

DÉLITS DE CHASSE. — Voir Gardes forestiers (Compétence des).

DÉMONÉTISATION DE CERTAINES PIÈCES D'ARGENT. — Voir Pièces d'argent.

DÉMOBILISATION (Prime de). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer une prime de démobilisation, déposé à la Chambre les 22 février 1917, 22 mai 1917, 30 mai 1917, 26 octobre 1917, 20 décembre 1917, 4 décembre 1918; rapport de M. André Paisant le 26 décembre 1918, rapport au nom de la Commission du budget par M. Albert Noël le 21 janvier 1919; avis de la Commission de l'armée par M. Rognon le 14 février 1919, rapport supplémentaire par M. Paisant le 19 février 1919, 2e avis de la Commission de l'armée par M. Rognon le 21 février 1919, 2e avis au nom de la Commission du budget par M. Albert Noël le 25 février 1919; adopté le 27 février; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances [4 mars] (A. t. 1, p. 244; J.O., p, 219; I. n° 72). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [11 mars] (A. t. I, p. 266; J.O., p. 23; I. n° 84). Déclaration de l'extrême urgence. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Hervey et Dominique Delahaye. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : amendement de M. Hervey (soumis à la prise en considération) : MM. Hervey, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*. Rejet de la prise en considération. Amendement de M. de Lamarzelle : MM. de Lamarzelle, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*. Retrait de l'amendement. Sur l'article : M. Brager de La Ville-Moysan. Adoption de l'article 2. Article 3 : M. Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*. Adoption. Article 4 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Article 5 : MM. Hervey, Privat-Deschanel, commissaire du Gouvernement et Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Article 6 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, Henry Chéron, Brager de

La Ville-Moysan. Adoption. Articles 7, 8 et 9. Adoption [21 mars] (A. t. I, p. 245; J. O., p. 311). Promulgation (J. O., 29 mars, p. 3218).

DÉNATURATEURS. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger les effets de la loi du 29 juillet 1916 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs), déposé à la Chambre le 9 septembre ; rapport de M. Laffont le 9 octobre ; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1967; J.O., p. 1727; I. n° 660). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [17 octobre] (A. t. I, p. 1967; J.O., p. 1727; I. n° 668). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 1999; J.O., p. 1754). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11624).

DENFERT-ROCHEREAU. — 1919. Proposition de loi tendant à inscrire au Panthéon le nom de Denfert-Rochereau, défenseur de Belfort, déposée par MM. Laurent Thiéry et Ranson. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation départementale et communale et à la suppression de la tutelle administrative [8 novembre] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 1738).

DENRÉES DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ (Acquisition de). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'acquisition de certaines denrées de première nécessité. (Voir Table 1915-1917, p. 366). M. Perreau dépose le rapport [15 janvier] (A. t. I, p. 9; J.O., p, 11 ; I. n° 12). M. Perchot dépose l'avis de la Commission des finances [22 février] (A. t. I, p. 140; J.O., p. 123 ; I. n° 65). Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Article premier : amendement de M. Touron (soumis à la prise en considération) : MM. Touron, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.* Adoption de l'amendement (renvoyé à la Commission). Discussion de l'amendement de M. Touron à l'article premier. MM. Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.* Touron et Grosjean. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances,* et Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.* Adoption de l'article 2. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 297; J.O., p. 265). Promulgation (J.O., 12 avril, p. 3147).

DÉPARTEMENTS VICTIMES DE L'INVASION

1 — 1919. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'engagement de dépenses au titre du compte spécial : « Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion », déposé à la Chambre le 20 mars; rapport de M. Louis Marin le 30 juillet; adopté le 8 août; déposé par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 août] (A. t. I, p. 1481; J.O., p. 1298: I. n° 431). M. Lhopiteau dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article unique du projet de loi [7 octobre] (A. t. I, p. 1761 ; J.O., p. 1549). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11528).

2 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'engagement de dépenses au titre du compte spécial : « Reconstitution industrielle des départements victimes de l'invasion », déposé à la Chambre le 7 octobre ; rapport de M. Louis Marin, le 10 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1954 ; J.O., p. 1716 ; I. n° 664). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 682). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2001 ; J.O., p. 1757). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 11793).

DÉPOPULATION. — 1918. Proposition de loi déposée par M. Lannelongue et un certain nombre de ses collègues, tendant à combattre la dépopulation par des mesures propres à relever la natalité (Voir Table 1909-1911, p. 415 et 1915-1917, p. 367). M. Cazeneuve dépose un 4e rapport supplémentaire [10 janvier] (A. t. I, p. 6 ; J.O., p. 7; I. n° 3). Ajournement de la 2e délibération : M. Cazeneuve, *rapporteur* [14 novembre] (A. t. I, p. 832; J.O., p. 760). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Observations : M. Cazeneuve, *rapporteur*. Article premier. Adoption. Article 2 : M. Cazeneuve, *rapporteur*. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et Cazeneuve, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article 3. Articles 4 à 8. Adoption. Article 9 : Amendement de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et Cazeneuve, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article 9. Articles 10 et 11. Adoption. Article 11 *bis* de M. Félix Martin. Retrait. Article 12 : Amendement de M. Félix Martin : MM. le Président et Cazeneuve, *rapporteur*. Discussion de l'amendement reportée à l'article 24. Adoption de l'article 12 [21 novembre] (A. t. I, p. 851 ; J.O., p. 775). || **1919.** Article 13. Adoption. Article 14 : Amendement de M. Paul Strauss. Amendement de

M. Jénouvrier : MM. Paul Strauss, Goy, Debierre, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Jénouvrier, Cazeneuve, *rapporteur*; Henry Chéron, Demande de renvoi des amendements à la Commission : MM. Henry Chéron, et Cazeneuve. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 25 ; J.O., p. 28). Suite de la discussion de l'article 14, de l'amendement de M. Paul Strauss et de l'amendement de M. Jénouvrier. Nouveau texte de la Commission : MM. Cazeneuve, *rapporteur* : Jénouvrier, Maurice Colin et Henry Chéron. Retrait des amendements de M. Paul Strauss et de M. Jénouvrier. Amendement de M Empereur : M. Empereur. Sur l'article : M. Félix Martin, M. Paul Strauss, *président de la Commission*. Rejet de l'amendement de M. Empereur. Adoption de l'article 14 (nouveau texte). Amendement (article additionnel) de M. Maurice Colin : MM. Maurice Colin, Cazeneuve, *rapporteur* ; Jénouvrier, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement. Amendement (article additionnel) de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et Cazeneuve, *rapporteur*. Adoption. Article 15. Adoption. Article 16 (nouvelle rédaction) : MM. Jénouvrier et Cazeneuve, *rapporteur*. Renvoi à la Commission. Articles 17 et 18. Adoption. Article 19. Adoption. Amendement de MM. Henry Chéron, de Selves, Jénouvrier et de Las Cases : MM. Henry Chéron, Cazeneuve, *rapporteur*; et Louis Nail, *Garde des Sceaux Ministre de la Justice*. Adoption de l'amendement (devenant la deuxième partie de l'article). Adoption de l'ensemble de l'article 19. Article 20. Adoption. Article 21. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Félix Martin : MM. Félix Martin et Cazeneuve *rapporteur*. Disjonction. Article 22 : Amendement de M. Eugène Réveillaud : MM. Eugène Réveillaud, Louis Nail, *Garde des Sceaux Ministre de la Justice* ; et Cazeneuve, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 22. Articles 23, 24 et 25. Adoption. Article 16 (précédemment réservé). Observations : M. Cazeneuve, *rapporteur*. Retrait de l'article. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [28 janvier] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 40).

DÉPUTÉS (Élection des).

I — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés portant modification des lois organiques sur l'élection des députés et tendant à établir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle, déposée à la Chambre le 2 juillet 1914; rapport supplémentaire de M. Dessoye le 30 janvier 1919; 2e rapport de M. Dessoye, le 2 juillet 1914; rapport supplémentaire de M. Dessoye le 11 avril

1919; adoptée le 18 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Sur le renvoi : MM. Milliès-Lacroix et Paul Doumer. Renvoi aux bureaux pour nomination d'une Commission de vingt-sept membres [19 avril] (A. t. I, p. 754; J.O., p. 661; I. n° 206). Commission : 1er bureau, MM. Grosdidier, Rouby, Guillaume Poulle; 2e bureau, MM. Henry Chéron, Loubet, Emile Dupont; 3e bureau, MM. Paul Strauss, Paul Doumer, Peschaud; 4e bureau, MM. Alexandre Bérard, Chapuis, Le Hérissé; 5e bureau, MM. Charles Debierre, Couyba, Gavini; 6e bureau, MM. Touron, Bepmale, Guilloteaux, 7e bureau, MM. de Selves, Milliard, Courrégelongue; 8e bureau, MM. Faisans, Perreau, Goy; 9e bureau, MM. Régismanset, Develle, Servant. Président, M. Régismanset; vice-présidents, MM. de Selves, Couyba; secrétaires, MM. Guillaume Poulle Loubet; rapporteur provisoire, M. Alexandre Bérard [17 mai] (J.O., p. 5077, F. 44). Rapporteur définitif, M. Alexandre Bérard [24 mai] (J.O., p. 5364). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 958; J.O., p. 844; I. n° 245). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Alexandre Bérard, *rapporteur*; Louis Martin et T. Steeg [17 juin] (A. t. I, p. 1049; J.O., p. 928). Discussion générale (fin) : MM. Fabien Cesbron, Herriot, Dominique Delahaye, Milliard, Henry Chéron, Charles Riou, Bepmale, Flaissières, de Lamarzelle [19 juin] (A. t. I, p. 1065; J.O., p. 942). Motion préjudicielle de MM. Chapuis et Goy : MM. Chapuis, Goy, Dominique Delahaye et Alexandre Bérard, *rapporteur*. Rejet au scrutin. Motion préjudicielle de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye et Alexandre Bérard, *rapporteur*. Rejet. Vote sur le passage à la discussion des articles. Adoption. Article premier. Contre-projet de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Alexandre Bérard, *rapporteur*. Disjonction du contre-projet. Amendement (disposition additionnelle) de M. Rouby : MM. Rouby, Alexandre Bérard, *rapporteur*; Louis Martin et Touron. Adoption de l'article premier (texte de la Commission). Rejet de l'amendement de M. Rouby. Article 2 : MM. Milliès-Lacroix, Alexandre Bérard, *rapporteur* et Fabien-Cesbron. Adoption successive des trois alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article 2. Article 3 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Alexandre Bérard, *rapporteur*; Boivin-Champeaux, Henry Chéron, Ernest Monis, T. Steeg, Touron. Vote sur l'amendement modifié. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Texte nouveau de la Commission : MM. Boivin-Champeaux, Alexandre Bérard, *rapporteur* et Guillaume Poulle. Adoption, au scrutin, du premier alinéa. Sur les deuxième et troisième alinéas : MM. Henry Chéron, Perreau, Boivin-Champeaux et Alexandre Bérard, *rapporteur*. Renvoi à la Commission des deuxième et troisième alinéas. Articles 4

et 5. Adoption. Article 6 : Amendement de MM. Paul Strauss, T. Steeg, Gaston Doumergue, Herriot, Boudenoot, Ratier, Charles Deloncle, Faisans et Magny : MM. Paul Strauss, Alexandre Bérard, *rapporteur*; Debierre et Gaston Doumergue. Demande de renvoi de la suite de la discussion. Scrutin. Pointage. Rejet. Suite de la discussion sur l'amendement de M. Paul Strauss et plusieurs de ses collègues : M. Guillaume Poulle [20 juin] (A. t. I, p. 1087 ; J.O., p. 961). Suite de la discussion de l'amendement de MM. Paul Strauss, T. Steeg, Gaston Doumergue, Herriot, Boudenoot, Ratier, Charles Deloncle, Faisans et Magny à l'article 6 : MM. Guillaume Poulle, Régismanset, *président de la Commission* et Couyba. Adoption du premier alinéa. Sur la deuxième partie de l'amendement : MM. Pams, *Ministre de l'Intérieur*; Gaston Doumergue, Paul Strauss et Gavini. Scrutin. Pointage. Adoption de l'amendement. Demande de renvoi de la discussion : M. Alexandre Bérard. Adoption [21 juin] (A. t. I, p. 1114; J.O., p. 984). M. Paul Strauss est nommé rapporteur en remplacement de M. Alexandre Bérard, démissionnaire [24 juin] (J.O., p. 1516 ; F. 58). Suite de la discussion des articles : Observations : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Article 3 : première partie, précédemment adoptée. Deuxième alinéa réservé (nouveau texte) : amendement de MM. Boivin-Champeaux et Touron : MM. Boivin-Champeaux, Henry Chéron et Paul Strauss, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption du deuxième alinéa de l'article 3. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4, précédemment adopté. Article 5 : M. Eugène Lintilhac. Adoption de l'article 5 modifié. Article 6 ; amendement de M. Dominique Delahaye ; MM. Paul Strauss, *rapporteur* et Dominique Delahaye. Retrait. Adoption de l'article 6. Articles 7 et 8. Adoption, Articles 9 et 10, précédemment adoptés sous les nos 5 et 6. Articles 11 et 12. Adoption. Article 13 ; MM. Gaudin de Villaine et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption. Article 14. Adoption. Article 15 ; MM. Hervey et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption. Article 16. Adoption. Article 17. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Louis Martin : M. Louis Martin. Retrait. Article 18 ; amendement de MM. Saint-Germain, Aubry et Maurice Colin : MM. Saint-Germain, Eugène Lintilhac, Milliès-Lacroix, Alexandre Bérard, Henry Bérenger, Maurice Colin et Paul Strauss, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement (disposition additionnelle) de M. Cazeneuve (soumis à la prise en considération) : MM. Cazeneuve et Paul Strauss, *rapporteur*. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 18. Article 19. Adoption. Sur l'ensemble ; MM. Eugène Réveillaud, Maurice Sarraut et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [26 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1008). Promulgation (J.O., 13 juillet p. 7222).

2 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 5 de la loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés, déposée à la Chambre le 29 mars ; rapport de M. William Bertrand le 4 juin ; adoptée le 17 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 15 mai 1919, relative à l'élection des députés [20 juin] (A. t. I, p. 1087 ; J.O., p. 961 ; I. n° 278).

DETTE PUBLIQUE (Amortissement de la). — **1920**. Proposition de loi ayant pour objet d'assurer l'amortissement de la dette publique, déposée par M. Paul Doumer. Renvoi à la Commission des finances [27 avril] (A. t. I. p. 586 ; J.O., p. 528 ; I. n° 191).

DIEPPE (Seine-Inférieure). — Voir Octrois, 9.

DIRECTEURS ET DIRECTRICES D'ÉCOLES NORMALES (Traitements et indemnités des). — **1918**. Proposition de loi tendant à modifier l'article 112 de la loi de finances du 13 juillet 1911 qui a fixé les traitements et indemnités des directeurs et directrices d'écoles normales, déposée à la Chambre le 30 avril ; rapport de M. Bouffandeau, le 15 octobre et avis de la Commission du budget par M. Véber, le 13 novembre ; Renvoi à la Commission des finances [17 décembre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 823 ; I. n° 506). ‖ **1919**. M. Lintilhac dépose le rapport [27 février] (A. t. I, p. 226 ; J.O., p. 203 ; I. n° 69). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 mars] (A. t. I, p. 273 ; J.O., p. 245). Promulgation (J.O., 23 mars 1919, p. 2994).

DISPARUS (Militaires, marins et civils). — Voir Militaires, marins et civils disparus pendant les hostilités.

DISPENSAIRES D'HYGIÈNE SOCIALE ET DE PRÉSERVATION ANTITUBERCULEUSE. — **1919**. Proposition de loi relative à l'application au département de la Seine de la loi du 15 avril 1916 sur les dispensaires d'hygiène sociale et de préservation antituberculeuse, déposée par MM. Ranson et Paul Strauss. Renvoi à la Commission, nommée le 20 mars 1919, relative aux sanatoriums contre la tuberculose [20 mars] (A. t. I, p. 842; J.O., p. 308 ; I. n° 104).

DIVORCE. — Voir Code civil, 1.

DJEMAAS DE DOUARS (Reconstitution des). — **1918**. Proposition de loi ayant pour objet la reconstitution des Djemaas de douars dans

les communes de plein exercice, déposée par MM. Flandin et Jonnart [15 janvier (A. t. I, p. 9; J.O., p. 11; I. n° 10). M. Flandin dépose le rapport [17 janvier] (A. t. I, p. 14; J.O., p. 15; I. n° 15). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Etienne Flandin, *rapporteur* [22 février] (A. t. I, p. 137 ; J.O., p. 120). Promulgation (J.O., 3 août, p. 6718).

DOMMAGES DE GUERRE.

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de compléter la loi du 2 avril 1918. en vue de rendre provisoirement applicable aux dommages résultant des accidents visés par cette loi, la procédure de constatation et d'évaluation des dommages de guerre, déposé à la Chambre le 2 juillet ; rapport de M. Eymond, le 27 septembre ; adopté le 9 octobre ; déposé par M. le Ministre du Blocus et des Régions libérées, M. le Ministre de l'Armement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative aux dommages de guerre nommée le 8 février 1917 [7 novembre] (A. t. I, p. 799 ; J.O., p. 728; I. n° 424). M. Reynald dépose le rapport [20 décembre] (A. t. p. 955; J.O., p. 867 ; I. n° 531). || **1919**. Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 24 ; J.O., p. 27). Promulgation (J.O., 2 mars, p. 2334).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre, déposé à la Chambre le 24 décembre 1917 ; rapport de M. Eymond les 27 septembre, 6 décembre et 20 décembre 1918 ; adopté le 1er février 1919 ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission précédemment saisie [6 février] (A. t. I, p. 82 ; J.O., p. 75 ; I. n° 25). M. Reynald dépose le rapport [5 mars] (A. t. I, p. 262 ; J.O., p. 237 ; I. n° 79). M. Milliès-Lacroix dépose un avis de la Commission des finances [11 mars[(A. t. I, p. 266 ; J.O., p. 239; I. n° 85). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : M. Reynald, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier. Précédemment adopté. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. Dron, Reynald, *rapporteur*; Lebrun, *Ministre des Régions libérées*. Amendement de M. Flaissières (soumis à la prise en considération) : MM. Flaissières et Reynald, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5 :

Amendement de M. Monfeuillart: MM. Monfeuillart, Reynald, *rapporteur*, et Gaudin de Villaine. Retrait. Adoption des treize premiers alinéas. Amendement de M. Lucien Hubert : MM. Lucien Hubert et Reynald, *rapporteur*. Adoption. Adoption des derniers alinéas et de l'ensemble de l'article 5. Article 6 : Amendement de M. Touron : M. Touron. Adoption. Adoption de l'article 6. Article 7. Adoption. Article 8. Précédemment adopté. Article 9. Adoption. Article 10 : Amendement de M. Henry Chéron : MM. Henry Chéron, Reynald, *rapporteur* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Lebrun, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11. Précédemment adopté. Article 12. Adoption. Article 13 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Lucien Hubert et Reynald, *rapporteur*. Adoption. Article 14. Précédemment adopté. Articles 15 à 23. Adoption. Amendement de M. Boudenoot : MM. Boudenoot, Reynald, *rapporteur*. Adoption (sous le n° 23 *bis*). Articles 24 à 29. Adoption. Articles 30 et 31. Précédemment adoptés. Articles 32 et 33. Adoption. Articles 34, 35 et 36. Précédemment adoptés. Articles 37, 38 et 39. Adoption. Article 40 : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* et Lebrun, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Article 41 : Amendement de M. Monfeuillard : M. Monfeuillard. Retrait. Sur l'article : MM. Lebrun, *Ministre des Régions libérées*, et Touron. Adoption de l'article 41. Articles 42 et 43. Adoption. Article 44 : Amendement de M. Monfeuillard. Retrait. Sur l'article : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Reynald, *rapporteur*. Amendement de M. Milliès-Lacroix : MM. Milliès-Lacroix, Lebrun, *Ministre des Régions libérées*, et Touron. Adoption de la première partie de l'amendement. Retrait de la deuxième partie. Adoption du deuxième alinéa de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 44. Articles 45 et 46. Adoption. Article 47. Précédemment adopté. Article 48. Adoption. Article 49. Précédemment adopté. Articles 50, 51 et 52. Adoption. Article 53. Précédemment adopté. Articles 54 à 57. Adoption. Article 58 Précédemment adopté. Articles 59 et 60. Adoption. Articles 61 et 62. Précédemment adoptés. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [25 mars] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 324). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, adopté avec de nouvelles modifications par le Sénat, modifié de nouveau par la Chambre des Députés, sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre, déposé à la Chambre le 3 avril ; rapport de M. Eymond le 4 avril ; adopté le 11 avril ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le

Ministre des Colonies, M. le Ministre des Régions libérées et M le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission précédemment saisie [11 avril] (A. t. I, p. 612 ; J.O., p. 542 ; I. n° 170). M. Reynald dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 612 ; J.O., p. 542 ; I. n° 171). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Reynald, *rapporteur*. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Discussion des articles : Articles premier, 2 et 3 précédemment adoptés. Articles 4 à 11. Adoption. Article 12. Précédemment adopté. Article 13 : M. Touron. Adoption. Articles 14 et 15. Précédemment adoptés. Article 16. Adoption. Articles 17 à 20. Précédemment adoptés. Article 21. Adoption. Articles 22 et 23. Précédemment adoptés. Article 24. Adoption. Article 25. Précédemment adopté. Article 26 : MM. Boudenoot et Lebrun, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Article 27. Adoption. Articles 28 à 37. Précédemment adoptés. Article 38. Adoption. Articles 39 à 42. Précédemment adoptés. Article 43 : MM. Reynald, *rapporteur* ; Touron et le Ministre des Régions libérées. Adoption. Article 44 : MM. Reynald, *rapporteur* ; le Ministre des Régions libérées et Touron. Adoption. Article 45 : MM. Reynald, *rapporteur* ; Touron et le Ministre des Régions libérées. Adoption. Article 46 : MM. Reynald et le Ministre des Régions libérées. Adoption. Article 47. Adoption. Article 48. Précédemment adopté. Article 49. Adoption. Articles 50 à 53. Précédemment adoptés. Article 54. Adoption. Article 55. Précédemment adopté. Article 56. Adoption. Articles 57 à 59. Précédemment adoptés. Article 60. Adoption. Article 61. Adoption. Article 62. Adoption. Articles 63 et 64. Précédemment adoptés. Article 65. Adoption. Article 66. Précédemment adopté. Article 67. Adoption. Article 68 : MM. Reynald, *rapporteur*, et Henry Simon, *Ministre des Colonies*. Adoption. Article 69. Adoption. Article 70. Précédemment adopté. Sur l'ensemble : MM. Lucien Hubert, Boudenoot, Touron et le Ministre des Régions libérées. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 avril] (A. t. I, p. 706 ; J.O., p. 622). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 4050).

3 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par les faits de la guerre, déposé à la Chambre les 16 et 17 septembre; rapport de M. Noël le 14 octobre; adopté le 16 octobre; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission, nommée le 8 février 1917, relative aux dommages de guerre

[16 octobre] (A. t. I, p. 1935; J.O., p. 1700; I. n° 632). M. Reynald dépose et lit le rapport (I. n° 694). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2031; J.O., p. 1782). Promulgation (J.O., 25 octobre, p. 11847).

4 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accélérer les opérations des juridictions chargées de l'évaluation des dommages de guerre et à simplifier leur procédure, déposé à la Chambre le 31 mars; rapports de M. Escoffier les 28 avril et 15 juin; adopté le 17 juin; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Colonies et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [18 juin] (A. t. I, p. 1066; J.O., p. 957; I. n° 256). M. Gouge dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 1294; J.O., p. 1163; I. n° 332). Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. de Lubersac et Ogier, *Ministre des Régions libérées*. Adoption. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. de Lubersac et le Ministre des Régions libérées. Adoption. Articles 4 et 5. Adoption. Article nouveau 5 *bis* (comprenant un amendement de M. Chênebenoit) : MM. René Gouge, *rapporteur*, et le Ministre des Régions libérées. Réservé. Article 6 (de la Chambre des Députés) : MM. le Ministre des Régions libérées, René Gouge, *rapporteur*; Touron, Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; le Lieutenant-Colonel Plichon et Rouby. Rejet, au scrutin. Article 5 *bis* (précédemment réservé). Adoption. Articles 6 à 9. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1834; J.O., p. 1610). Promulgation (J.O., 29 août, p. 12630).

5 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 21 décembre 1919, relatif aux cessions de créances de dommages de guerre en Alsace et en Lorraine, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Ferrette le 27 février; adopté le 20 mai; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères; Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 1018; I. n° 272). M. Eccard dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 144; J.O., p. 1865; I. n° 533). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 321; J.O., p. 2028). Promulgation (J.O., 13 janvier 1921, p. 706).

6 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification du délai imparti par la loi du 25 août 1920 pour le

dépôt des demandes d'indemnités pour dommages de guerre, déposé à la Chambre le 25 novembre ; rapport de M. Gonnet le 25 novembre ; adopté le 25 novembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères ; M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice ; M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Régions libérées. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des Régions libérées [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1805 ; I. n° 492). M. Albert Lebrun dépose et lit le rapport (I. n° 506). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Jénouvrier et Ogier, *Ministre des Régions libérées*. Adoption [25 novembre] (A. t. II, p. 85 ; J.O., p. 1813). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 19254).

7 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 11 avril 1920, tendant à introduire en Alsace et en Lorraine les dispositions de l'article 3, paragraphe 4, de la loi du 17 avril 1919, concernant les dommages de guerre subis par les étrangers, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Brogly le 6 juillet ; adopté le 21 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1806 ; I. n° 501). M. Eccard dépose le rapport [17 décembre] (A t. II, p. 212 ; J.O., p. 1935 ; I. n° 554). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 320 ; J.O., p. 2028). Promulgation (J.O., 13 janvier 1921, p. 706).

8 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la répartition d'un crédit provisionnel pour les avances sur les dommages de guerre, déposé à la Chambre le 28 décembre ; rapport de M. Loucheur le 29 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 329 ; J.O., p. 2036 ; I. n° 600).

DOMMAGES OCCASIONNÉS AUX TIERS (Réparation des). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la réparation des dommages occasionnés aux tiers par des accidents survenus dans les établissements de l'Etat ou dans les établissements industriels privés travaillant pour la défense nationale, déposé à la Chambre le 16 janvier 1919 ; rapport de M. Eymond, le 2 juin 1919 ; adopté le 3 octobre 1919 ; déposé par M. le Garde

des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Pensions, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I. p. 321 ; J.O., p. 286 ; I. n° 89). M. Paul Doumer dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1178 ; J.O., p. 1055 ; I. n° 295). Déclaration de l'urgence. Articles premier à 7. Adoption. Article 8: MM. Mauger, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Adoption. Article 9 : Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [1er juillet] (A. t. I., p. 1212 ; J.O., p. 1088). Promulgation (J.O., 5 mai, p. 5474).

DONIAMBO (Batterie de). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser la cession à M. Ballande fils aîné du terrain de la batterie de Doniambo, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). (Voir Table 1909-1911, p. 417). M. Etienne Flandin dépose le rapport [14 juin] (A. t. I, p. 541 ; J. O., p. 484 ; I. n° 248). Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 644 ; J.O., 577). Promulgation (J.O., 8 août, p. 6858).

DOT (Reprises de). — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier, pendant la durée de la guerre, le régime des reprises de dot, déposée à la Chambre le 24 janvier ; rapport de M. Lamy, le 30 mars ; adoptée le 5 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 606 ; J.O., p. 544 ; I. n° 293). Renvoi aux bureaux [16 juillet] (A. t. I, p. 627; J.O., p. 562). Commission : 1er bureau, M. Magny ; 2e bureau, M. Guillaume Poulle ; 3e bureau, M. Lebert ; 4e bureau, M. Lhopiteau ; 5e bureau, M. Guillier ; 6e bureau, M. de Las Cases; 7e bureau, M. Reynald; 8e bureau, M. Boivin-Champeaux ; 9e bureau, M. Loubet [24 juillet] (J.O., p. 6394 ; F. 40). Président, M. Guillaume Poulle ; secrétaire, M. Lebert ; rapporteur, M. Boivin-Champeaux [18 septembre] (J.O., p. 8168 ; F. 44) M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. n° 393). 1re délibération. Déclaration de l'urgence. Article premier: Amendement de M. Guillaume Chastenet : MM. Boivin-Champeaux, *rapporteur*, et Guillaume Chastenet. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. Article 2 : Amendement de M. Guillaume Chastenet. Adoption. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3 : Amendement de M. Guillaume Chastenet. Adoption. Adoption de l'article 3 modifié. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. [27 décembre] (A. t. I, p. 963 ; J.O., p. 873). (Promulgation (J.O., 16 mars 1919, p. 2750).

DOUANES

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et protectorats autres que la Tunisie et le Maroc, déposé à la Chambre le 29 décembre 1917; rapport de M. de La Trémoïlle le 31 janvier 1918; adopté le 14 février; déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [14 mars] A. t. I, p. 176; J.O., p. 160; I. n° 98). M. Jean Morel dépose le rapport [7 mai] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 350; I. n° 197). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 juin] (A. t. I, p. 464; J.O., p. 417). Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 5738).

2 — **1918.** Proposition de loi concernant la réforme du régime douanier des produits pétrolifères, déposée par M. Henry Bérenger. Renvoi à la Commission des douanes [14 mai] (A. t. I, p. 398; J.O., p. 359; I. n° 203).

3 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises, déposé à la Chambre le 5 février; rapport de M. de La Trémoïlle le 19 mars et avis de la Commission de l'Agriculture par M. Pierre Robert le 18 avril; adopté le 2 mai; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances [23 mai] (A. t. I, p. 433; J.O., p. 391; I. n° 219). M. Jean Morel dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 544; J.O., p. 487; I. n° 256). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 643; J.O., p. 576). Promulgation J.O., 8 août, p. 6858).

4 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 mars 1917, qui prohibe l'entrée en France des marchandises d'origine ou de provenance étrangère, déposé à la Chambre le 5 avril 1917; rapport de M. de la Trémoïlle le 2 août; adopté le 24 mai 1918; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [7 juin] (A. t. I, p. 472; J.O., p. 423;

I. n° 243). M. Jean Morel dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 : I. n° 415). Déclaration de l'urgence. Adoption [19 décembre] (A. t. I, p. 920 ; J.O., p. 837). Promulgation (J.O., 21 janvier, p. 802).

5 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 29 avril 1918, qui a majoré les droits d'importation des tabacs en Corse, déposé à la Chambre le 28 mai ; rapport de M. de La Trémoïlle le 27 juin ; adopté le 16 juillet ; déposé au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [17 septembre] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 604 ; I. n° 354). M. Jean Morel dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. n° 414). Adoption [22 novembre (A. t. I, p. 866 ; J.O., p. 789). Promulgation (J.O., 4 décembre, p. 10436).

6 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 17 janvier 1918, qui a majoré les droits d'importation afférent aux tabacs fabriqués autres que pour la régie, déposé à la Chambre le 28 janvier ; rapport de M. de La Trémoïlle le 12 février ; adopté le 27 juin ; déposé au nom de M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [17 septembre] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 604 ; I. n° 353). M. Jean Morel dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. n° 413). Adoption [22 novembre] (A. t. I, p. 866 ; J.O., p. 789). Promulgation (J.O., 4 décembre, p. 10436).

7 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, suspendant, jusqu'à la date de la levée de la prohibition de l'importation des sucres étrangers pour compte particulier, l'application de la disposition additionnelle au n° 91 du tarif des douanes, qui autorise la perception d'un droit de douane supplémentaire de 14 francs par 100 kilogrammes, déposé à la Chambre le 6 septembre ; rapport de M. Haudos le 9 octobre ; adopté le 15 octobre ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Blocus et des Régions libérées, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des Douanes ; [9 novembre] (A. t. I, p. 802 ; J.O., p. 733 ; I. n° 430).

Rapport de M. Jean Morel [28 novembre] (A. t. I, p. 879 ; J.O., p. 800 ; I. n° 477). Déclaration de l'urgence. Adoption [19 décembre] (A. t. I, p. 921 ; J.O., p. 837). Promulgation (J.O., 10 janvier 1919, p. 354).

8 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, instituant une nouvelle réglementation du dépôt d'office de la douane, déposée a la Chambre le 8 mars ; rapport de M. de La Trémoïlle le 25 juillet ; adoptée le 11 novembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes [21 novembre] (A. t. I, p. 849 ; J.O., p. 774 ; I. n° 463). M. Jean Morel dépose le rapport [31 décembre] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 971 ; I. n° 569). || **1919**. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 76 ; J.O., p. 71). Promulgation (J.O., 7 février, p. 1398).

9 — **1918**. Projet de loi portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises, déposé à la Chambre le 6 septembre ; rapport de M. de La Trémoïlle le 7 novembre ; adopté le 22 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances, au nom de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, M. le Ministre du Blocus et des Régions libérées, et au sien. Renvoi à la Commission des douanes [17 décembre] (A. t. I, p. 903 ; J.O., p. 823 ; I. n° 513). M. Jean Morel dépose le rapport [31 décembre] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 971 ; I. n° 568). || **1919**. Déclaration de l'urgence. Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 59 ; J.O., p. 55). Promulgation (J.O., 11 février, p. 1578).

10 — **1918**. Projet de loi portant ratification d'un décret ayant pour objet d'augmenter des droits d'entrée, déposé à la Chambre le 18 juin ; rapport de M. de La Trémoïlle le 7 novembre ; adopté le 22 novembre ; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [17 décembre] A. t. I, p. 903 ; J.O., p. 823 ; I. n° 512). M. Jean Morel dépose le rapport [31 décembre] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 971 ; I. n° 567). || **1919**. Adoption [30 janvier] (A. t. I, p. 76 ; J.O., p. 70). Promulgation (J.O., 21 février, p. 1917).

11 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes, déposée à la Chambre le

16 janvier; rapport de M. de La Trémoïlle le 28 mai; adoptée le 12 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes [19 juin] (A. t. I, p. 1064; J.O., p. 942; I. n° 272). M. Jean Morel dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I, p. 1594; J.O., p. 1401; I. n° 492). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1906; J.O., p. 1675).

12 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de divers décrets prohibant certains produits à la sortie des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, déposé à la Chambre le 26 septembre 1918; rapport de M. de La Trémoïlle le 7 novembre; adopté le 22 novembre; déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission des douanes [24 janvier] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 25; I. n° 12). M. Jean Morel dépose le rapport [18 février] (A. t. I, p. 166; J.O., p. 152; I. n° 51). Déclaration de l'urgence. Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 255; J.O., p. 228). Promulgation (J.O., 2 avril, p 3395).

13 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 8 février 1918 prohibant, dans les colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, la sortie des sucres à destination de la métropole et des colonies et pays de protectorat, déposé à la Chambre le 24 mai 1918; rapport de M. de La Trémoïlle le 26 novembre; adopté le 18 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des douanes [28 janvier] (A. t. I, p. 40; J.O., p. 39; I. n° 16). M. Jean Morel dépose le rapport [18 février] (A. t. I, p. 166; J.O., p. 152; I. n° 52). Déclaration de l'urgence. Adoption [4 mars] (A. t. I, p. 255; J.O., p. 229). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2999).

14 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au régime des admissions temporaires et autres importations de marchandises ou objets en franchise de droits et à charge d'exportation, déposée à la Chambre le 29 décembre 1917; rapport de M. Sibille le 19 février 1919; adoptée le 25 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes [1er avril] (A. t. I, p. 527; J.O., p. 467; I. n° 149).

15 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification du régime douanier des produits pétrolifères en

France, déposé à la Chambre le 16 janvier ; rapport de M. de La Trémoïlle le 20 mars ; adopté le 12 juin ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission des douanes [19 juin] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 959 ; I. n° 277). M. Jean Morel dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1007 ; I. n° 292). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1306 ; J.O., p. 1154). Promulgation (J.O., 7 août, p. 8270).

16 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 20 janvier 1919 sur les marchandises d'origine ou de provenance étrangère, déposée à la Chambre le 25 février ; rapport de M. de La Trémoïlle le 3 avril ; adoptée le 6 mai ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes [13 mai] (A. t. I, p. 826 ; J.O., p. 721 ; I. n° 216). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1906 ; J.O., p. 1674).

17 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 20 janvier 1919, relatif à la revision des prohibitions de sortie, déposé à la Chambre le 1er juillet ; rapport de M. de La Trémoïlle le 23 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [7 août] (A. t. I, p. 1378 ; J.O., p. 1216 ; I. n° 399). M. Jean Morel dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I, p. 1594 ; J.O., p. 1401 ; I. n° 493). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1906 ; J.O., p. 1674). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 12006).

18 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 13 mai 1919, réduisant le nombre des marchandises pour lesquelles la prohibition d'exportation reste provisoirement nécessaire, déposé à la Chambre le 7 juillet ; rapport de M. de La Trémoïlle le 23 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [7 août] (A. t. I, p. 1378 ;

J.O., p. 1216; I. nº 397). M. Jean Morel dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I, p. 1594; J.O., p. 1401; I. nº 494). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1906; J.O., p. 1674). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 12006).

19 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le tableau A annexé à la loi du 11 janvier 1892 (Produits chimiques), déposé à la Chambre le 9 août; rapport de M. Chanal le 9 août; adopté le 16 septembre; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industre, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [23 septembre] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1422; I. nº 508). M. Jean Morel dépose le rapport [30 septembre] (A. t. I, p. 1706; J.O., p. 1501; I. nº 536). Déclaration de l'urgence. Article premier : MM. Cazeneuve, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, et Jean Morel, *rapporteur*. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 octobre] (A. t. I, p. 2010; J.O. p. 1764). Promulgation (J.O., 17 novembre, p. 12942).

20 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 13 juin 1919, fixant la liste des marchandises qui demeurent provisoirement prohibées à l'importation, déposé à la Chambre le 5 août; rapport de M. de La Trémoïlle le 4 septembre; adopté le 24 septembre; déposé par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [26 septembre] (A. t. I, p. 1622; J.O., p. 1428; I. nº 526). M. Jean Morel dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704; I. nº 638). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 88; J.O., p. 1907). Promulgation (J.O., 17 janvier 1920, p. 878).

21 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 8 juillet 1919, qui a substitué aux surtaxes *ad valorem* des coefficients de majoration des droits spécifiques, déposé à la Chambre le 22 juillet; rapport de M. de La Trémoïlle le 11 septembre; adopté le 25 septembre; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre de l'Agriculture et du

Ravitaillement, M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [26 septembre] (A. t. I, p. 1622; J.O., p. 1428; I. nº 527). M. Jean Morel dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704; I. nº 636). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1841). Promulgation (J.O., 11 janvier 1920, p. 454).

22 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 26 et 28 août 1919, relatifs à la prohibition de sortie de diverses marchandises, déposé à la Chambre le 23 septembre; rapport de M. de La Trémoïlle le 2 octobre; adopté le 8 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [9 octobre] (A. t. I,p. 1797; J.O., p. 1581; I. nº 583). M. Jean Morel dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704; I. nº 637). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 décembre] (A. t. II, p. 67; J.O., p. 1889). Promulgation (J.O., 17 janvier 1920, p. 878).

23 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets du 28 mai et du 9 juillet 1919, qui ont modifié les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués autres que pour la régie, déposé à la Chambre le 8 août; rapport de M. de La Trémoïlle le 3 septembre; adopté le 17 septembre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi à la Commission des douanes [18 septembre] (A. t. I, p. 1594; J.O., p. 1401; I. nº 495). || **1920.** M. Plichon dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 57; I. nº 28). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 mars] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 224). Promulgation (J.O., 14 mars, p. 4178).

24 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à ratifier le décret du 29 décembre 1917 qui a prohibé l'importation, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion, des sucres, des mélasses, des sirops de batterie et des alcools étrangers, déposé à la Chambre le 28 février 1918; rapport de M. Boisneuf le 4 avril; adopté le 30 septembre 1919: déposé par M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi à la Commission des douanes [18 décembre] (A. t. II, p. 8; J.O.,

p. 1839; I. n° 755). || **1920.** M. Plichon dépose le rapport [6 février] (A. t. I, p. 60; J.O., p. 57; I. n° 29). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 mars] (A. t. I, p. 254; J.O., p. 224). Promulgation (J.O., 25 mars, p. 4766).

25 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 juillet 1919, fixant une liste de marchandises prohibées à l'exportation, déposé à la Chambre le 4 septembre; rapport de M. de La Trémoïlle le 1er octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [17 octobre] (A. t. I, p. 1962; J.O., p. 1726; I. n° 664). || **1920.** M. Fernand David dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 321; J.O., p. 286; I. n° 92). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Mauger. Adoption des deux articles. Sur l'ensemble : MM. Albert, Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances;* Bolley, *Directeur général des Douanes, Commissaire du Gouvernement*; Jean Morel, *Président de la Commission*; le Lieutenant-Colonel Plichon et Mauger. Adoption de l'ensemble du projet de loi [29 avril] (A. t. I p. 607; J.O., p. 548).

26 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réduction des droits d'entrée sur le papier destiné à l'impression des journaux et sur les pâtes de cellulose destinées à la fabrication de ce papier, déposé à la Chambre le 13 janvier; rapport de M. Bokanowski le 20 janvier; adopté le 22 janvier; déposé par M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [27 janvier] (A. t. I, p. 46; J.O., p. 39; I. n° 8). M. Plichon dépose et lit le rapport (I. n° 16). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [29 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 46). Promulgation (J.O., 4 février , p. 1822).

27 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 1er janvier 1921, les dispositions de la loi du 6 mai 1916, prorogées jusqu'au 23 avril 1920 par l'article 12 de la loi du 30 décembre 1919, autorisant le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane, déposé à la Chambre le 20 avril; rapport de M. Néron, le 23 avril; adopté le 23 avril; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [27 avril] (A. t. I,

p. 584 ; J.O., p. 526 ; I. n° 186). M. Noël dépose et lit le rapport (I. n° 138). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, Noël, *rapporteur* ; Georges Berthoulat et Jean Morel, *président de la Commission*. Adoption [29 avril] (A. t. I, p. 606 ; J.O., p. 547). Promulgation (J.O., 1er mai, p. 6537).

28 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés tendant à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établissement du tarif général des douanes, déposé à la Chambre le 19 décembre 1919 ; rapport de M. Plaisant le 31 mars 1920 ; adopté le 26 avril ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes [30 avril] (A. t. I, p. 616, J.O., p. 5557 ; I. n° 202). M. Noël dépose le rapport [21 juillet] (A. t. I, p. 1342 ; J.O., p. 1210 ; I. n° 357).

29 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au dégrèvement des droits d'entrée sur le papier destiné à l'impression des journaux, déposé à la Chambre le 28 juin ; rapport de M. Prevet, le 29 juin ; adopté le 30 juin ; déposé par M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [6 juillet] (A. t. I, p. 1230 ; J.O., p. 1105 ; I. n° 314). M. Noël dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1249 ; J.O., p. 1125 ; I. n° 324). Déclaration de l'urgence. Observation de M. Cuminal. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1373 ; J.O., p. 1235). Promulgation (J.O., 1er août, p. 11606).

30 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés portant ratification du décret du 3 février 1920, qui a modifié les coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne les autres « produits réfractaires » repris au tarif des douanes sous le n° 332, les velours et les peluches de coton écrus, blanchis autres de 26 fils ou moins et les balais de dynamos en charbon artificiel, cuivrés ou non, déposé à la Chambre le 12 avril ; rapport de M. Edouard Néron le 20 mai ; adopté le 8 juin ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce. Renvoi à la Commission des douanes [6 juillet] (A. t. I, p. 1230 ; J.O., p. 1106 ; I. n° 312).

31 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets des 12, 19 et 28 décembre 1919, prohibant la sortie et la réexportation de divers produits, déposé à la Chambre le 19 février ; rapport de M. Edouard Néron le 20 mai ; adopté le 8 juin ;

déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Commerce et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission des douanes [6 juillet] (A. t. I, p. 1230; J.O., p. 1106 ; I. n° 313).

32 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 mars 1920, soumettant à des droits de sortie les animaux des espèces chevaline, mulassière et asine, déposé à la Chambre le 15 juin ; rapport de M. Inizan le 22 juillet ; adopté le 28 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des douanes [27 décembre] (A. t. II, p. 320 ; J.O., p. 2028 ; I. n° 590).

33 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à maintenir en vigueur, jusqu'au 1er janvier 1922, les disposition de la loi du 6 mai 1916, autorisant le Gouvernement à augmenter les droits de douane, déposée à la Chambre le 16 décembre ; rapport de M. Edouard Néron le 22 décembre ; adoptée le 28 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des douanes [30 décembre] (A. t. II, p. 327 ; J.O., p. 2034 ; I. n° 603). M. Noël dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 328 ; J.O., p. 2035 ; I. n° 609). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 389 ; J.O., p. 2089). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 57).

DRACUIGNAN (Var). — Voir Octrois, 10.

DROIT D'ENREGISTREMENT. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 22 mars 1920, concernant l'application en Alsace et en Lorraine de la législation française en matière de droits d'enregistrement et de taxe sur les valeurs mobilières, déposé à la Chambre le 6 juillet ; rapport de de M. Altorffer, le 22 juillet ; adopté le 19 novembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de lois concernant l'Alsace et la Lorraine [21 décembre] (A. t. I, p. 251 ; (J.O., p. 1968 ; I. n° 569).

DROITS D'OCTROI SUR L'ALCOOL (Suppression des). — Voir Contributions indirectes.

DROIT DE PARDON. — **1918.** Proposition de loi, attribuant le droit de pardon aux tribunaux correctionnels à l'égard des prévenus non encore condamnés, déposée par MM. Henry Chéron et Ernest Cauvin. Renvoi à la Commission précédemment saisie [14 novembre] A. t. I, p. 839 ; J.O., p. 765).

Voir Code pénal, 1.

DROIT DE VOTE. — Voir Femmes (Droit de vote).

DROITS POLITIQUES (Accession des indigènes d'Algérie aux). — Voir Algérie, § I, 1.

DROITS DE SUCCESSION (Facilité de payement aux redevables des). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à concéder des facilités de payement aux redevables des droits de succession, déposé à la Chambre le 24 septembre ; rapport de M. Grodet, le 9 novembre ; adopté le 11 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 444). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 445. Discussion immédiate. Article unique : M. Dominique Delahaye. Adoption [14 novembre] (A. t. I, p. 828 ; J.O., p. 756). Promulgation (J.O., 15 novembre, p. 9876).

DUCOS (Presqu'île). — Voir Colonies, 5.

DUNKERQUE (Port de). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'adoption d'un programme d'amélioration et d'extension du port de Dunkerque, déposé à la Chambre le 2 octobre ; rapport de M. Défossé, le 3 octobre ; avis de la Commission du budget, par M. Bedouce, le 10 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 13 février 1902 relative à l'outillage national [17 octobre] (A. t. I, p. 1962 ; J.O., p. 1723 ; I. n° 650). M. Trystram dépose et lit le rapport (I. n° 718). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Avis de la Commission des finances par M. Milliès-Lacroix. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2052 ; J.O., p. 1700). Promulgation (J.O., 31 octobre, p. 1242).

DUNKERQUE (Ville de). — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dunkerque (Nord) à

créer de nouvelles taxes directes, déposé à la Chambre le 8 novembre ; rapport de M. Courtial, le 3 décembre ; adopté le 9 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [10 décembre] (A. t. II, p. 146 ; J.O., p. 1871 ; Fa. 19, n° 19). M. Monnier dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 186 ; J.O., p. 1908 ; Fa. 22, n° 22). Adoption [17 décembre] (A. t. II, p. 212 ; J.O., p. 1935). Promulgation (J.O., 19 décembre, p. 21002).

Voir Taxes de remplacement, 3.

DURANCE (Aménagement de la). — **1920.** Proposition de loi relative à l'aménagement de la Durance, déposée par M. Perchot. Renvoi à la Commission, nommée le 18 octobre 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône, de la frontière Suisse à la mer [23 novembre] (A. t. II, p. 53 ; J.O., p. 1785 ; I. n° 487).

EAUX MINÉRALES ARTIFICIELLES. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter l'article 15 de la loi du 30 décembre 1916, en ce qui concerne les boissons gazéifiées et les produits destinés à la préparation des eaux minérales artificielles. (Voir Table 1915-1917, p. 580). M. Cazeneuve dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 46 ; I. n° 30). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique : Observations : M. Cazeneuve, *rapporteur*. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [22 février] (A. t. I, p. 127 ; J.O., p. 112). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 2848).

ÉCHANGE DE TERRAINS.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et M. Labric, déposé à la Chambre le 15 janvier ; rapport de M. Jean Durand le 19 février ; adopté le 21 février ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [19 mars] (A. t. I, p. 232 ; J.O., p. 209 ; Fa. 6, n° 25). M. Monnier dépose le rapport (A. t. I, p. 438 ; J.O., p. 395 ; Fa. 10, n° 29). Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 544 ; J.O., p. 487). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 5786).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et M. Cante, déposé à la Chambre le 1er mars ; rapport de M. Jean Durand le 22 mars ; adopté le 27 mars ;

déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement [16 avril] (A. t. I, p. 369; J.O., p. 330; Fa. 9, n° 28). M. Monnier dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 438 ; J.O., p. 395 ; Fa. 11, n° 30). Adoption [27 juin] (A. t. I, p. 557 ; J.O., p. 500). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 5786).

3 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains entre l'Etat et les consorts Pelissié, déposé à la Chambre le 25 mars 1918 ; rapport de M. Durand le 5 février 1919 ; adopté le 7 février ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission d'intérêt local [20 février] (A. t. I, p. 182 ; J.O., p. 165 ; Fa. 3, n° 3). M. Sauvan dépose le rapport [19 juin] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 959 ; Fa. 6, n° 6). Adoption [26 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1008). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 7046).

4 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à un échange de terrains forestiers entre l'Etat et M. Labro, déposé à la Chambre le 7 août, rapport de M. Louis Tissier le 10 septembre ; adopté le 12 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission d'intérêt local [23 septembre] (A. t. I, p. 1618; J.O., p. 1422 ; Fa. 11, n° 11). M. Magny dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2136 ; J.O., p. 1796). Promulgation (J.O., 23 octobre, p. 11727).

ÉCHÉANCES (Prorogation des). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la prorogation des échéance en ce qui concerne les débiteurs mobilisés ou domiciliés dans les régions libérées, déposé à la Chambre le 27 mai 1919 ; rapport de M. René Lefebvre le 31 mars 1920; adopté le 23 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1915, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [28 juillet] (A. t. I, p. 1741; J.O., p. 1531 ; I. n° 392). Renvoi pour avis à la Commission des finances [16 novembre] (A. t. II, p. 17 ; J.O., p. 1751). M. Gouge dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 132 ; J.O., p. 1855 ; I. n° 528). M. Raphaël-Georges Lévy dépose l'avis de la Commission des finances [21 décembre] (A. t. II, p. 260 ; J.O., p. 1975 ; I. n° 575). M. Gouge dépose un rapport supplémentaire [21 décembre] (A. t. II, p. 252; J.O., p. 1975 ; I. n° 574). Com-

munication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*. Discussion générale : MM. René Gouge, *rapporteur* ; le Lieutenant-Colonel Plichon, Raphaël-Georges Lévy, *rapporteur de la Commission des finances*. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Charpentier, non appuyé : MM. René Gouge, *rapporteur*, et Ribot, *Président de la Commission*. Sur l'article : M. Eugène Penancier. Adoption de l'article premier. Articles 2 à 19. Adoption. Article 20 : Amendement de M. Charpentier, non appuyé : M. René Gouge, *rapporteur*. Adoption de l'article 20. Article 21. Adoption. Article 22 : MM. Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Demande de disjonction. Adoption, au scrutin, de la disjonction. Article 22 (ancien art. 23). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 décembre] (A. t. II, p. 298; J.O., p. 2008). Promulgation (J.O., 28 décembre p. 21587).

Voir Valeurs négociables.

ÉCOLES D'AGRICULTURE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création et à la transformation d'écoles d'agriculture, déposé à la Chambre le 23 avril ; rapport de M. Plissonnier le 24 avril ; avis de la Commission des finances par M. Dariac le 20 mai ; adopté le 1er juin ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'agriculture [15 juin] (A. t. I, p. 1050; J.O., p. 942 : I. n° 238). M. Charles Deloncle dépose le rapport [29 juin] (A. t. I, p. 1154 ; J.O., p. 1036 ; I. n° 291). M. Alfred Brard dépose l'avis de la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 1700 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 381). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jules Méline, *Président de la Commission* ; Jossot, Alfred Brard, *rapporteur de la Commission des finances* ; Queuille, *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture*, et Bouctot. Adoption successive des cinq articles et de l'ensemble du projet de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1850 ; J.O., p. 1623). Promulgation (J.O., 7 août, p. 11386).

ÉCOLES DE MAITRES MINEURS D'ALAIS ET DE DOUAI. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, investissant de la personnalité civile les écoles de maîtres mineurs d'Alais et de Douai, déposé à la Chambre le 23 septembre 1919 ; rapport de M. Ajam, le 10 octobre 1919 ; avis de la Commission des mines par M. Perrier le 10 octobre 1919 ; adopté le 17 octobre 1919 ; déposé par

M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des questions minières, nommée le 24 octobre 1918 [5 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 50; I. n° 18). M. Boudenoot dépose le rapport [27 avril] (A. t. I, p. 586 ; J.O., p. 527 ; I. n° 189). Adoption [8 juin] (A. t. I, p. 1005 ; J.O., p. 900). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 8440).

ÉCOLE NATIONALE PROFESSIONNELLE D'INDUSTRIE ET DE COMMERCE. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création d'une école nationale professionnelle d'industrie et de commerce à Epinal, déposé à la Chambre le 5 juillet ; rapport de M. Verlot le 30 juillet et avis de la Commission du budget par M. Dubois le 1er août ; adopté le 2 août ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande et M. le Ministre des finances. Renvoi aux bureaux [17 septembre] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 605; I. n° 360). Commission: 1er bureau, M. Magny ; 2e bureau, M. Fagot ; 3e bureau, M. Léon Monnier ; 4e bureau, M. Gustave Chapuis ; 5e bureau, M. Dominique Delahaye ; 6e bureau, M. Méline ; 7e bureau, M. Jules Deville ; 8e bureau, M. Grosdidier ; 9e bureau, M. Paul Fleury (J.O., p. 8797 ; F. 48). Président et rapporteur, M. Méline ; secrétaire, M. Chapuis (J.O., p. 9022 ; F. 49). M. Méline dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 781 ; J.O., p. 708 ; I. n° 386). M. Lourties dépose l'avis de la Commission des finances [15 octobre] (A. t. I, p. 782 ; J.O., p. 709 ; I. n° 388). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 octobre] (A. t. I, p. 792 ; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 17 novembre, p. 9944).

ÉCOLE SPÉCIALE MILITAIRE ET ÉCOLE POLYTECHNIQUE. — Voir Armée, § IV, 6.

ÉCOLES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES DE FRANCE. — Voir Convention avec la Serbie.

ÉCRIVAINS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF DE LA MARINE. — Voir Marine, 1.

ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la création et à l'organisation d'un office national de l'éducation physique et des sports, déposé à la Chambre le 24 juillet ; rapport de M. Henry-Paté, le 27 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre de la Guerre,

M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'armée [30 juillet] (A. t. I, p. 1861 ; J.O., p. 1632 ; I. n° 438). Renvoi pour avis à la Commission des finances [31 juillet] (A. t. I, p. 1880 ; J.O., p. 1650).

ÉDUCATION PHYSIQUE NATIONALE. — Voir Armée, § IV, 21.

ÉLECTION ET ÉLIGIBILITÉ DES FEMMES. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicables à tous les citoyens français, sans distinction de sexe, les lois et dispositions réglementaires sur l'élection et l'éligibilité, déposée à la Chambre le 16 juin 1914; rapport de M. Flandin, le 18 octobre 1918; adoptée le 20 mai 1919 ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux. Sur le renvoi : M. Alexandre Bérard. Observations : MM. Dominique Delahaye, Jénouvrier, Vieu, Régismanset et Lucien Cornet. Nomination d'une Commission de vingt-sept membres [22 mai] (A. t. I, p. 884 ; J.O., p. 779 ; I. n° 229). Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote, nommée le 22 novembre 1918 [23 mai] (A. t. I, p. 888 ; J.O., p. 783).

ÉLECTIONS (Ajournement des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant : 1° à ajourner les élections partielles, départementales et communales ; 2° à proroger les pouvoirs des conseillers généraux et des conseillers d'arrondissement appartenant à la 2e série, déposé à la Chambre le 12 mars ; rapport de M. Dessoye, le 23 mai; adopté le 23 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 369). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission départementale et communale nommée le 14 juin 1910. M. Louis Martin dépose et lit le rapport (I. n° 384). Discussion immédiate. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1338, 1350 ; J.O., p. 1181, 1191). Promulgation (J.O., 1er août, p. 7978).

ÉLECTIONS (Dates des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer l'ordre et les dates des élections au Sénat, à la Chambre des Députés, aux conseils généraux et d'arrondissement et aux conseils municipaux, déposé à la Chambre, le 7 octobre ; rapport de M. Dessoye, le 9 octobre ; adopté le 15 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Com-

mission, nommée le 15 mai 1919, relative aux lois organiques sur l'élection des députés [16 octobre] (A. t. I, p. 1935 ; J.O., p. 1700 ; I. n° 631). M. Alexandre Bérard dépose et lit le rapport (I. n° 648). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. Strauss et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Article 4 : M. Eugène Lintilhac. Adoption. Article 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 octobre] (A. t. I, p. 1956 ; J.O., p. 1718). Promulgation (J.O., 19 octobre, p. 11570).

ÉLECTIONS DES DÉPUTÉS (Territoire de Belfort). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable au territoire de Belfort la loi du 12 juillet 1919, relative à l'élection des députés, déposé à la Chambre le 9 octobre ; rapport de M. Dessoye, le 14 octobre ; adopté le 18 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 675). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 15 mai 1919, relative aux lois organiques sur l'élection des députés. [18 octobre] (A. t. I, p. 1993 ; J.O., p. 1751). M. Bérard dépose et lit le rapport (I n° 676). Discussion immédiate, Adoption. [18 octobre] (A. t. I, p. 1994 ; J.O., p. 1751). Promulgation J.O., 21 octobre, p. 11623).

ÉLECTIONS MUNICIPALES. — 1920. Proposition de loi relative à l'établissement de la représentation proportionnelle dans les élections municipales et à des modifications corrélatives de la loi municipale du 5 avril 1884, déposée par M. Gourju. Renvoi à la Commission d'initiative [30 juillet] (A. t. I, p. 1320 ; J.O., p. 1187 ; I. n° 349).

ÉLECTIONS PARTIELLES (Limitation des). — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la limitation des élections partielles, déposée à la Chambre le 23 juillet ; rapport de M. Dessoye, le 17 septembre ; adoptée le 14 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 15 mai 1919, relative aux lois organiques sur l'élection des députés [14 octobre] (A. t. I, p. 1867 ; J.O., p. 1641 ; I. n° 607). || **1920.** M. Alexandre Berard dépose et lit le rapport (I n° 47). Sur la discussion immédiate : MM. T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* ; Jénouvrier et Debierre. Adoption, au scrutin, de la discussion immédiate. Article unique : Amendement de M. Delpierre ; MM. Delpierre, Gaudin de Villaine et Alexandre Bérard, *rapporteur*. Amendement de M. Jénouvrier : Demande d'ajournement : MM. Milliès-Lacroix et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Rejet. Sur l'amendement de

M. Jénouvrier : M. Jénouvrier. Abandon de l'amendement par son auteur. Reprise du texte voté par la Chambre des Députés : MM. Jénouvrier, Alexandre Bérard, *rapporteur*, et François Saint-Maur. Observations de MM. Milliès-Lacroix et Delpierre. Vote au scrutin, sur le texte de la Commission. Pointage. Rejet. Adoption du texte de la Chambre des Députés [19 février] (A. t. I, p. 160 ; J.O., p. 146). Promulgation (J.O., 21 février, p. 2879).

ÉLECTIONS DE LA SEINE (Date des). — **1919.** Projet de loi tendant à fixer l'ordre et la date des élections au conseil général et aux conseils d'arrondissement de la Seine, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission relative aux lois organiques concernant l'élection des députés [17 octobre] (A. t. I, p. 1981 ; J.O. p. 1726 ; I. n° 669). M. Alexandre Bérard dépose et lit le rapport (I. n° 670). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1981 ; J.O., p. 1738). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11623).

ÉLECTIONS

Vérification de pouvoirs.

1920. — M. Bodinier dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Ain. Admission de M. Chanal. — M. Lemarié dépose et lit le rapport sur les élections de l'Aisne. Admission de MM. de Lubersac et Chênebenoit. — M. Pottevin dépose et lit le rapport sur l'élection des Hautes-Alpes. Admission de M. Victor Peytral. — M. Peyronnet dépose et lit le rapport sur les élections de l'Ardèche. Admission de MM. Chalamet, Cuminal et Roche. — M. de Saint-Quentin dépose et lit le rapport sur l'élection des Ardennes. Admission de M. Charpentier. — M. Rouby dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Aube. Admission de M. Mony. — M. Richard dépose et lit le rapport sur les élections des Bouches-du-Rhône. Admission de MM. Pasquet, Schrameck et Artaud. — M. Garnier dépose et lit le rapport sur l'élection du Cher. Admission de M. Mauger. — M. Dellestable dépose et lit le rapport sur les élections de la Dordogne. Admission de MM. Claveille et Eymery. — M. Rabier dépose et lit le rapport sur les élections de la Drôme. Admission de MM. Perdrix et Reynaud. — M. Louis Martin dépose et lit le rapport sur l'élection d'Eure-et-Loir. Admission de M. Royneau. — M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport sur l'élection du Finistère. Admission de M. Le Hars. — M. Hervey dépose et lit le rapport sur l'élection du

Gard. Admission de M. Cazelles. — M. Bouctot dépose et lit le rapport sur les élections de la Haute-Garonne. Admission de MM. Honoré Leygue, Duchein, Cruppi et Blaignan. — M. Soulié dépose et lit le rapport sur les élections du Gers. Admission de MM. Noulens, Philipp et Masclanis. — M. de Montaigu dépose et lit le rapport sur les élections de la Gironde. Admission de MM. Chastenet, Courrégelongue, David, Vayssières et Buhan. — M. Charpentier dépose et lit le rapport sur les élections de l'Hérault. Admission de MM. Pelisse, Roustan et Lafferre. — M. Eccard dépose et lit le rapport sur les élections d'Ille-et-Vilaine. Admission de MM. Jénouvrier, Lemarié, Brager de La Ville-Moysan, Garnier et Porteu. — M. Lebrun dépose et lit le rapport sur les élections de l'Indre. Admission de MM. Ratier, Leglos, et Cosnier. — M. Poulle dépose et lit le rapport sur les élections d'Indre-et-Loire. Admission de MM. Besnard, Chautemps et Foucher. — M. Cazelles dépose et lit le rapport sur les élections de l'Isère. Admission de MM. Rivet, Dubost, Perrier et Vallier. — M. Colin dépose et lit le rapport sur les élections du Jura. Admission de MM. Stéphen Pichon, Victor Bérard et Brocard. — M. Donon dépose et lit le rapport sur les élections des Landes. Admission de MM. Milliès-Lacroix, Daraignez et Cadilhon. — M. Gouge dépose et lit le rapport sur les élections de Loir-et-Cher. Admission de MM. Berger, Gauvin et Pichery. — M. Le Barillier dépose et lit le rapport sur les élections de la Loire. Admission de MM. Merlin, Morel, Drivet, Soulié et Maurin. — M. Massé dépose et lit le rapport sur les élections de la Haute-Loire. Admission de MM. Charles-Dupuy, Foulhy et Enjolras. — M. Victor Peytral dépose et lit le rapport sur les élections de la Loire-Inférieure. Admission de MM. Jamin, Babin-Chevaye, de Landemont, de Montaigu et François-Saint-Maur. — M. Schrameck dépose et lit le rapport sur les élections du Loiret. Admission de MM. Roy, Rabier et Donon. — M. Pédebidou dépose et lit le rapport sur les élections du Lot. Admission de MM. de Monzie, Loubet et Fontanille. — M. Fontanille dépose et lit le rapport sur les élections de Lot-et-Garonne. Admission de MM. Marraud, Carrère et Laboulbène. — M. Reynald dépose et lit le rapport sur les élections de la Lozère. Admission de MM. de Las Cazes et Daudé. — M. Guesnier dépose et lit le rapport sur les élections de Maine-et-Loire. Admission de MM. Jules Delahaye, Dominique Delahaye, Bodinier et de Rougé, — M. Mauger dépose et lit le rapport sur les élections de la Manche. Admission de MM. Gaudin de Villaine, Damecour, Dudouyt et Riotteau. — M. Pasquet dépose et lit le rapport sur les élections de la Marne. Admission de MM. Bourgeois, Vallé et Monfeuillart. — M. Grosjean dépose et lit le rapport sur les élections de la Haute-Marne. Admission de MM. Humblot, Quilliard

et Maranget. — M. Mauger dépose et lit le rapport sur les élections de la Mayenne. Admission de MM. d'Elva, Denis et Jouis. — M. Gallet dépose et lit le rapport sur les élections de Meurthe-et-Moselle. Admission de MM. Louis Michel, Lebrun et Michaut.— M. Loubet dépose et lit le rapport sur les élections de la Moselle. Admission de MM. le Chanoine Collin, le Général Hirschauer, le Colonel Stuhl, de Marguerie et Bompard. — M. Vayssières dépose et lit le rapport sur les élections de la Nièvre. Admission de MM. Massé, Chomet et Imbart de la Tour. — M. le Colonel Stuhl dépose et lit le rapport sur les élections du Nord. Admission de MM. Bersez, Hayez, Potié, Trystram, Dron, Dehove, Debierre et Plichon. — M. Marraud dépose et lit le rapport sur les élections de l'Oise. Admission de MM. Noël, Roland et Delpierre. — M. Vilar dépose et lit le rapport sur les élections de l'Orne. Admission de MM. Leneveu, Fleury et Oriot. — M. de Rougé dépose et lit le rapport sur les élections du Puy-de-Dôme. Admission de MM. Clémentel, Gomot, Sabaterie, Bony-Cisternes. — M. Cornet dépose et lit le rapport sur les élections des Basses-Pyrénées. Admission de MM. Catalogne, Le Barillier et Faisans. — M. Doumergue dépose et lit le rapport sur les élections des Pyrénées-Orientales. Admission de MM. Pams et Vilar. — M. Réveillaud dépose et lit le rapport sur les élections du Bas-Rhin. Admission de MM. le Général Taufflieb, Eccard, Diebold-Weber, Lazare Weiller et l'Abbé Delsor. — M. Bussière dépose et lit le rapport sur les élections du Haut-Rhin. Admission de MM. le Général Bourgeois, Scheurer, Helmer et Gegauff. — M. Mir dépose et lit le rapport sur l'élection du Territoire de Belfort. Admission de M. Laurent Thiéry. — M. Grosdidier dépose et lit le rapport sur les élections du Rhône, Admission de MM. Coignet, Ruffier, Gourju, Bussy et Duquaire. — M. Mir dépose et lit le rapport sur les élections de la Haute-Saône. Admission de MM. Jeanneney, Gras et Marsot. — M. Perreau dépose et lit le rapport sur les élections de Saône-et-Loire. Admission de MM. Richard, Gerbe, Bouveri et Félix Martin. — M. Catalogne dépose et lit le rapport sur les élections de la Sarthe. Admission de MM. Lebert, d'Estournelles de Constant et Cordelet. — M. Gerbe dépose et lit le rapport sur les élections de la Savoie. Admission de MM. Milan, Mollard et Machet. — M. Rivet dépose et lit le rapport sur les élections de la Haute-Savoie. Admission de MM. Gallet, Goy et Fernand David.— M. Sarraut dépose et lit le rapport sur les élections de la Seine. Admission de MM. Magny, Dausset, Strauss, Deloncle, Steeg, Mascuraud, Berthelot, Ranson, Georges-Raphaël Lévy et Billiet. — M. Sarraut dépose et lit le rapport sur les élections de la Seine-Inférieure. Admission de MM. Brindeau, Rouland, Quesnel, de Pomereu et Bouctot. — M. Sarraut dépose le

rapport sur les élections de Seine-et-Marne. Admission de MM. Menier, Penancier et Régismanset. — M. Sarraut dépose et lit le rapport sur les élections de Seine-et-Oise. Admission de MM. Poirson, Guesnier, Hugues Le Roux et Berthoulat. — M. Sarraut dépose et lit le rapport sur les élections des Deux-Sèvres. Admission de MM. Gentil, Héry et Brangier. — M. Sarraut dépose et lit le rapport sur les élections de la Somme. Admission de MM. Cauvin, Gouge, Thuillier-Buridard et Pierrin. — M. Gabrielli dépose et lit le rapport sur les élections du Tarn. Admission de MM. Savary, Vieu et Andrieu.—M. René Besnard dépose et lit le rapport sur les élections de Tarn-et-Garonne. Admission de MM. de Selves et Pottevin. — M. Dominique Delahaye dépose et lit le rapport sur les élections du Var. Admission de MM. René Renoult, Louis Martin et Fourment. — M. Gabrielli dépose et lit le rapport sur les élections du Vaucluse. Admission de MM. Tissier et Serre. — M. Bompard dépose et lit le rapport sur les élections de la Vendée. Admission de MM. Morand, Le Roux et de Lavrignais. — M. Codet dépose et lit le rapport sur les élections de la Vienne. Admission de MM. Duplantier, Poulle et Albert. — M. le Général Taufflieb dépose et lit le rapport sur les élections de la Haute-Vienne. Admission de MM. Trouvé Mazurier et Codet. — M. Larère dépose et lit le rapport sur les élections des Vosges. Admission de MM. Méline, d'Alsace et Lederlin. — M. de Penanros dépose et lit le rapport sur les élections de l'Yonne. Admission de MM. Martin (Bienvenu), Cornet et Ribière [13 janvier] (A. t. I, p. 25; J.O., p. 4).

M. Perchot dépose et lit le rapport sur les élections de l'Allier. Admission de MM. Régnier et Beaumont. — M. Magny dépose et lit le rapport sur l'élection de la Côte-d'Or. Admission de M. Jossot [14 janvier] (A. t. I, p. 28; J.O., p. 25).

M. Machet dépose et lit le rapport sur les élections du Morbihan. Admission de MM. Guilloteaux, Guillois, de Lamarzelle et Brard [20 janvier] (A. t. I, p. 34; J.O, p. 29).

M. Cadilhon dépose et lit le rapport sur l'élection de la Charente-Inférieure. Admission de M. Landrodie. — M. Gourju dépose et lit le rapport sur les élections du Pas-de-Calais. Admission de MM. Jonnart, Boudenoot, Bachelet, Ribot et Farjon. — M. Milan dépose et lit le rapport sur les élections des Hautes-Pyrénées. Admission de MM. Paul Dupuy et Pédebidou [22 janvier] (A. t. I, p. 41; J.O., p. 34).

M. Lemarié dépose et lit le rapport sur l'élection d'Oran. Admission de M. Etienne.— M. Gourju dépose et lit le rapport sur l'élection de Constantine. Admission de M. Cuttoli [29 janvier] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 43).

M. de Monzie dépose et lit le rapport sur les élections de la Meuse.

Admission de MM. Pol-Chevalier, Grosdidier et Poincaré [17 février] (A. t. I, . 157 ; J.O., p. 141).

M. Bodinier dépose et lit le rapport sur l'élection de l'Inde française. Admission de M. Flandin [27 février] (A. t. I, p. 187 ; J.O., p. 167).

M. Gourju dépose et lit le rapport sur l'élection de la Martinique. Admission de M. Lémery [26 mars] (A. t. I, p. 427 ; J.O., p. 392).

M. Cordelet dépose et lit le rapport sur l'élection de la Corse. Admission de M. Gallini. — M. Héry dépose et lit le rapport sur l'élection de la Loire-Inférieure. Admission de M. Busson-Billault [27 avril] (A. t. I, p. 586 ; J.O., p. 527).

M. Gabrielli dépose et lit le rapport sur l'élection de la Marne. Admission de M. Henry Merlin [29 avril] (A. t. I, p. 605 ; J.O., p. 546).

M. Cadilhon dépose et lit le rapport sur l'élection de la Réunion. Admission de M. Auber [8 juin] (A. t. I, p. 1002 ; J.O., p. 897).

ÉLECTORAT (Age de l'). — **1918.** Proposition de loi de M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues, tendant à fixer à 20 ans au lieu de 21, l'âge de l'électorat et à décider que les classes plus jeunes appelées sous les drapeaux au cours de la présente guerre seront également investies du droit électoral (Voir Table 1915-1917 p. 383). M. Louis Martin dépose le rapport sommaire [14 novembre] (A. t. I, p. 813 ; J.O., p. 744 ; I. n° 432). Rejet de la prise en considération [22 novembre (A. t. I, p. 886 ; J.O., p. 789).

ÉLÈVES LIBRES DE L'ÉCOLE D'APPLICATION DU GÉNIE MARITIME. — Voir Marine, 10.

ÉLÈVES DE CERTAINES GRANDES ÉCOLES. — Voir Armée, §4, 20.

ÉLIGIBILITÉ DES FEMMES. — **1919.** Proposition de loi sur l'éligibilité des femmes, déposée par M. Beauvisage. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, relative au droit de vote des femmes [5 juin] (A. t. I, p. 992 ; J. O., p. 975 ; I. n° 25).

ÉMIGRATION. — Voir Traité conclu entre la France et l'Italie.

EMPLOYÉS COMMUNAUX.

I — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 88 de la loi du 5 avril 1884, en vue de donner aux employés communaux des garanties de stabilité, déposé à la Chambre, les 6 juillet 1914 et 3 avril 1919 ; rapport de M. Delaroue, le 16 octobre ;

adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1962; J.O., p. 1726; I. n° 656). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 730). Discussion immédiate. Article unique : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2065; J.O., p. 1810). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 11910).

2 — **1920**. Proposition de loi tendant à modifier la loi du 23 octobre 1919, en vue de donner aux employés communaux de toutes les communes des garanties de stabilité, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [21 juillet] (A. t. I, p. 1371; J.O., p. 1233; I. n° 358).

3 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 février 1920, donnant, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, des garanties de stabilité aux employés communaux, déposé à la Chambre, le 16 mars; rapport de M. Simonin, le 20 mai : adopté le 8 juin; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [22 juillet] (A. t. I, p. 1394; J.O., p. 1251). I. n° 361).

EMPRUNTS.

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes 4 0/0, déposé à la Chambre, le 17 septembre; rapport de M. Louis Marin, le 19 septembre; adopté le 19 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 364). Lecture de l'exposé des motifs. Sur l'urgence : MM. Dominique Delahaye et Klotz, *Ministre des Finances*. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport de M. Milliès-Lacroix (I. n° 365). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Gaudin de Villaine et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption successive des neuf articles. Observation : M. Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 septembre] (A. t. I, p. 701; J.O., p. 637). Promulgation (J.O., 20 septembre, p. 8207).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes amortissables 5 0/0, déposé à la Chambre le 29 décembre; rapport de M. André Lefèvre, le 29 décembre; adopté le 29 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 774). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 775). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations de M. Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption successive des huit articles et, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [30 décembre] (A. t. II, p. 80; J.O., p. 1900). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 15378).

3 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'émission d'un emprunt en rentes perpétuelle 6 0/0, déposé à la Chambre le 31 juillet; rapport de M. Charles Dumont, le 31 juillet; adopté le 31 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 454). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 458). Discussion générale : MM. François-Marsal, *Ministre des Finances*; de Monzie, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission*; Paul Doumer, *rapporteur général*; Dominique Delahaye, Pierre Marraud et Henry Bérenger. Adoption successive des neuf articles et de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1932 ; J.O., p. 1692). Promulgation J.O., 3 août, p. 11062).

EMPRUNTS ET IMPOSITIONS EXTRAORDINAIRES.

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à s'imposer pendant cinq ans, à partir de 1918, 60 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, déposé à la Chambre le 14 mars; rapport de M. Arthur Rozier le 27 mars; adopté le 28 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur [29 mars] (A. t. I, p. 283; J.O., p. 254; Fa. 7, n° 26). M. Magny dépose et lit le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 266; Fa. 8, n° 27). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 298; J.O., p. 266). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 2800).

2 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer trois centimes cinquante centièmes additionnels au principal des quatre contributions directes pour diverses dépenses annuelles, obligatoires ou facultatives d'assistance, déposé à la Chambre le 5 septembre; rapport de M. Andrieu le 19 septembre; adopté le 24 septembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [26 septembre] (A. t. I, p. 741; J.O., p. 671; Fa. 12, n° 31). M. Magny dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 782; J.O., p. 709; Fa. 14, n° 33). Adoption [24 octobre] (A. t. I, p. 792; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 1er novembre, p. 9476).

3 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à s'imposer, pendant cinq ans à partir de 1919, quarante centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, déposé à la Chambre le 5 septembre; rapport de M. Andrieu le 19 septembre; adopté le 24 septembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [26 septembre] (A. t. I, p. 741; J.O., p. 670; F. 13, n° 32). M. Magny dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 782; J.O., p. 709; F. 15, n° 34). Adoption [24 octobre] (A. t. I, p. 792; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 1er novembre, p. 9476).

4 — 1918. Projet de loi tendant à autoriser la Ville de Bordeaux (Gironde) à percevoir une taxe sur les places occupées payantes ou non, dans les lieux permanents ou temporaires de spectacles. (Voir Table 1912-1914, p. 501). M. Beauvisage dépose le rapport [27 décembre] (A. t. I, p. 973; J.O., p. 882; Fa. 19, n° 38. || **1919.** Adoption [24 janvier] (A. t. I, p. 24; J.O., p. 27). Promulgation (J.O., 30 janvier, p. 1114).

5 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer 4 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes pour en affecter le produit au payement de dépenses annuelles et permanentes et à placer certains fonds en bons du Trésor ou de la défense nationale, déposé à la Chambre le 18 mars; rapport de M. Arthur Rozier le 27 mars; adopté le 28 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [28 mars] (A. t. I, p. 442; J.O., p. 394; Fa. 4, n° 4). M. Magny dépose et lit le rapport (Fa. 5, n° 5). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 511; J.O., p. 452). Promulgation (J.O., 1er avril, p. 3314).

6 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris: 1° à emprunter une somme de 1 milliard 500 millions de francs; 2° à proroger jusqu'au 31 décembre 1980 la totalité des impositions extraordinaires de 60 et de 40 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont la perception jusqu'au 31 décembre 1922 et 31 décembre 1923 a été autorisée par les lois des 29 mars et 30 octobre 1918, déposé à la Chambre le 11 mars; rapport de M. Rozier le 15 avril; adopté le 17 avril; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 avril] (A. t. I, p. 730; J.O., p. 640; I. n° 197). M. Steeg dépose le rapport [17 avril] (A. t. I, p. 730; J.O., p. 641; I. n° 198). Urgence précédemment déclarée. Adoption [19 avril] (A. t. I. p. 754; J.O., p. 662). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 4146).

7 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à emprunter une somme de 400 millions de francs, déposé à la Chambre le 23 janvier ; rapport de M. Chassaigne-Goyon le 30 janvier : adopté le 3 février : déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [5 février] (A. t. I, p. 54 ; J.O., p. 50 : Fa. 1, n° 1). M. Magny dépose le rapport [12 février] (A. t. I, p. 80; J.O., p. 76 ; Fa. 3, n° 3). M. Paul Doumer dépose l'avis de la Commission des finances [27 février] (A. t. I, p. 187; J.O., p. 166; I. n° 41). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [21 mars] (A. t. I. p. 234 ; J.O., p. 208). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 3498).

8 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à emprunter une somme de 400 millions de francs, déposé à la Chambre le 23 janvier ; rapport de M. Chassaigne-Goyon le 30 janvier ; adopté le 10 février ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local et, pour avis, à la Commission des finances [13 février] (A. t. I, p. 123 ; J.O., p. 110; Fa. 4, n° 4). M. Magny dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 181 ; J.O., p. 162 ; Fa. 5, n° 5). M. Paul Doumer dépose l'avis de la Commission des finances [27 février] (A. t. I, p. 187 ; J.O., p. 166 ; I. n° 52). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Debierre. Adoption [2 mars] (A. t. I, p. 235 ; J.O., p. 209). Promulgation (J.O., 4 mars, p. 3498).

9 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le département de la Seine à s'imposer pendant dix ans, à partir de 1920, en vue du payement de dépenses annuelles et permanentes, 25 centimes sur les contributions foncière et personnelle-mobilière ; 50 centimes sur les contributions des portes et fenêtres et des patentes, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Evain le 21 juin ; adopté le 23 juin ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [29 juin] (A. t. I, p. 1149 ; J.O. p. 1032 ; Fa. 9, n° 9). M. Magny dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1232; J.O., p. 1107; Fa. 11, n° 11). Adoption [25 juillet] (A. t. I, p. 1536; J.O., p. 1867). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 10798).

10 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris : 1° à porter de 4.20 0/0 à 6.75 0/0 le taux maximum de l'emprunt de 200 millions qu'elle a été autorisée à contracter par les lois des 13 juillet 1912 et 26 décembre 1913, en vue de permettre la construction, l'acquisition ou l'assainissement d'habitations à bon marché ; à prélever sur la somme de 50 millions, mise

en réserve par l'article 2 de la loi du 13 juillet 1912, les sommes nécessaires pour la dotation de l'office public d'habitations à bon marché de la Ville de Paris ou pour l'attribution de prêts à cet établissement, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Evain le 21 juin ; adopté le 23 juin ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [29 juin] (A. t. I, p. 1149 ; J.O., 1032 ; Fa. 8, n° 8). M. Magny dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1232 ; J.O., p. 1107 ; Fa. 12, n° 12). Adoption [21 juillet] (A. t. I, p. 1342 ; J.O., p. 1210). Promulgation (J.O., 28 juillet, p. 10798).

II — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à percevoir 60 centimes additionnels nouveaux, déposé à la Chambre le 26 juin ; rapport de M. Calmès le 23 juillet ; adopté le 26 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [28 juillet] (A. t. I, p. 1719 ; J.O., p. 1516 ; Fa. 14, n° 14). M. Magny dépose le rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 1777 ; J.O., p. 1563 ; Fa. 16, n° 16). Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1833 ; J.O., p. 1609). Promulgation (J.O., 1er août, p. 11005).

12 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la Ville de Paris à relever le tarif de diverses taxes de remboursement et à créer de nouvelles taxes, déposé à la Chambre le 30 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [7 décembre] (A. t. II, p. 132 ; J.O., p. 1855 ; Fa. 18, n° 18). M. Magny dépose le rapport [16 décembre] (A. t. II, p. 208 ; J.O., p. 1930 ; Fa. 23, n° 23). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 267 ; J.O., p. 1982). Promulgation (J.O., 30 décembre, p. 21710).

EMPRUNTS DES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER (Emission des). — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'émission des emprunts des Compagnies de chemin de fer d'intérêt général à l'étranger, déposé à la Chambre le 4 mars ; rapport de M. Charles Dumont, le 11 mars ; adopté le 16 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [18 mars] (A. t. I, p. 321 ; J.O., p. 286 ; I. n° 88). M. Paul Doumer dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 372 ; J.O., p. 333 ; I. n° 99). Déclaration de l'urgence. Adoption [25 mars] (A. t. I., p. 408 ; J.O., p. 365). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 4909).

EMPRUNTS MUNICIPAUX OU DÉPARTEMENTAUX. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'émission

des emprunts municipaux ou départementaux à l'étranger, déposé à la Chambre le 26 août; rapport de M. Grodet, le 12 septembre ; adopté le 24 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [26 septembre] (A. t. I, p. 1622 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 525). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [27 septembre] (A. t. I, p. 1675 ; J.O., p. 1472 ; I. n° 530). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [29 septembre] (A. t. I, p. 1964 ; J.O., p. 1489). Promulgation (J.O., 30 septembre, p. 10682).

ENCEINTE FORTIFIÉE DE PARIS. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au déclassement de l'enceinte fortifiée de Paris, à l'annexion de la zone militaire et au desserrement du casernement, et portant approbation des conventions intervenues à cet effet entre l'État et la Ville de Paris, déposé à la Chambre le 14 janvier 1913 ; rapport de M. Rozier, le 12 février 1919; avis de la Commission de l'agriculture par M. Plissonnier, le 6 mars ; avis de la Commission du budget par M. Denais, le 7 mars; adopté le 21 mars ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi aux bureaux [27 mars] (A. t. I, p. 466 ; J.O., p. 363 ; I. n° 123). Commission : 1er bureau, MM. Paul Strauss, Ranson ; 2e bureau, MM. Mascuraud, Regismanset ; 3e bureau, MM. Rouby, Sancet ; 4e bureau, MM. Charles Deloncle, Simonet ; 5e bureau, MM. Guillier, Magny ; 6e bureau, MM. Alexandre Bérard, Vieu ; 7e bureau, MM. Servant, de La Batut ; 8e bureau, MM. Hervey, Léon Barbier ; 9e bureau, MM. Paul Doumer, Courrégelongue. Président, M. Paul Doumer ; vice-président, M. Alexandre Bérard ; secrétaire, M. Charles Deloncle ; rapporteur, M. Paul Strauss [11 avril] (J.O., p. 3386 ; F. 31). M. Paul Strauss dépose le rapport [14 avril] (A. t. I, p. 661 ; J.O., p. 582 ; I. n° 180). M. Steeg dépose l'avis de la Commission des finances [14 avril] (A. t. I, p. 661 ; J.O., p. 583 ; I. n° 181). Communications de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale, M. Paul Strauss, *rapporteur* ; Paul Doumer, *Président de la Commission* ; Gaudin de Villaine et Dominique Delahaye. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Jénouvrier : MM. Jénouvrier, Paul Strauss, *rapporteur*, et Doumer, *Président de la Commission*. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Lucien Cornet et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'article 2. Articles 2 à 13. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi.

[16 avril] (A. t. I, p. 693 ; J.O., p. 610). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 4146).

ENCEINTES FORTIFIÉES (Déclassement d'). — Voir Armée, § IV, 14, 25, 29.

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.

1 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tension, et modifiant la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie, déposé à la Chambre le 9 juillet ; rapport de M. Bédouce, le 6 août, adopté le 2 septembre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission, nommée le 22 juillet 1919, relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique [9 septembre] (A. t. I, p. 1567 ; J.O., p. 1375 ; I n° 467). || **1920.** M. Goy dépose le rapport [18 juin] (A. t. I, p. 1066 ; J.O., p. 958 ; I. n° 253).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant les travaux d'établissement par l'Etat d'un réseau de transport d'énergie électrique à haute tension dans les régions libérées et fixant des règles éventuelles d'exploitation de ce réseau, déposé à la Chambre le 17 octobre ; rapport de M. Margaine, le 18 octobre ; adopté le 19 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission, nommée le 13 février 1902, relative à l'outillage national, et, pour avis, à la Commission des finances et à la Commission des régions dévastées [19 octobre] (A. t. I, p. 2051 ; J.O., p. 1700 ; I. n° 716). || **1920.** M. Boudenoot dépose le rapport [4 avril] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 477 ; I. n° 142). M. Boudenoot dépose un rapport supplémentaire [20 juillet] (A. t. I, p. 1340 ; J.O., p. 1203 ; I. n° 352). M. Milan dépose l'avis de la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1842 ; J.O., p. 1616 ; I. n° 427). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. André Berthelot, Milan, *rapporteur* et Antoine Borrel, *Sous-Secrétaire d'Etat des Mines et des Forces hydrauliques*. Discussion des articles. Article premier : amendement de MM. Henri Merlin et Monfeuillart : MM. Henri Merlin, Ermant et le Sous-Secrétaire d'Etat. Retrait. Adoption du début de l'article sur l'alinéa *b*. Amendement de M. Berthelot : MM. Berthelot et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Rejet (par l'adoption du texte de la Commission). Article 2. Adoption. Article 3 : Adoption de la première partie du premier alinéa. Amendement de M. Berthelot :

M. Berthelot. Rejet (par l'adoption du texte de la Commission). Adoption de la fin de l'article, puis de l'ensemble de l'article. Articles 4 à 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1907 ; J. O., p. 1670). Promulgation (J.O., 19 août, p. 12174).

3 — **1920**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à : 1° l'unification de la durée des concessions de distribution et de production d'énergie électrique ; 2° la servitude forcée de passage des courants électriques, déposée à la Chambre le 15 juin ; rapport de M. Gourin, le 22 juillet ; adoptée le 27 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 22 juillet 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique [27 juillet] (A. t. I, p. 1701 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 385).

4 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 avril 1920, relatif à l'extension dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie électrique, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Charles Baron, le 6 juillet ; adopté le 21 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1806 ; I. n° 502).

5 — **1920**. Proposition de loi relative à la création de réseaux de transport d'énergie électrique à haute tention, déposée par M. Berthelot. Renvoi à la Commission, nommée le 22 juillet 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à l'utilisation de l'énergie électrique [30 décembre](A. t. II, p. 369 ; J.O., p. 2069 ; I. n° 626).

ÉNERGIE HYDRAULIQUE.

1 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique, déposé à la Chambre, les 11 juillet 1916, 23 décembre 1916 et 26 juillet 1917 ; rapport de M. Perrier, le 17 janvier 1919 ; adopté le 10 juillet ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre des Travaux publics des Transports et de la Marine marchande. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de

l'urgence. Renvoi aux bureaux [11 juillet] (A. t. I, p. 1266 ; J.O., p. 1119 ; I. n° 339). — Commission : 1er bureau, M. Reynald ; 2e bureau, M. Jean Codet ; 3e bureau, M. Perchot ; 4e bureau, M. Laurent Thiéry ; 5e bureau, M. de La Batut ; 6e bureau, M. Cazeneuve ; 7e bureau, M. Goy ; 8e bureau, M. Henri Michel ; 9e bureau, M. Steeg [23 juillet] (J.O., p. 7629 ; F. 70). Président, M. Henri Michel ; secrétaire, M. de La Batut ; rapporteur, M. Goy [25 juillet] (J.O., p. 7691 ; F. 71). M. Goy dépose le rapport [8 août] (A. t. I, p. 1476 ; J.O., p. 1294 ; I. n°. 428). Ajournement de la discussion. Observations : MM. Henri Michel, *Président de la Commission*, et Milliès-Lacroix [3 octobre] (A. t. I, p. 1738 ; J.O., p. 1528). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Goy, *rapporteur* ; Jules Cels, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics* ; Flaissières, Reynald, Guillaume Poulle et Dominique Delahaye. Sur le retrait de l'urgence : MM. Dominique Delahaye et le Président [7 octobre] (A. t. I, p. 1742 ; J.O., p. 1534). Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Jules Cels, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics* ; Henri Michel, *Président de la Commission*, et Herriot. Rejet. Amendement de M. Flaissières : MM. Flaissières, Goy, *rapporteur*, et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics. Disjonction. Adoption de l'article premier. Article 2 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Goy, *rapporteur*. Disjonction. Adoption de l'article 2. Article 3 : Amendement de M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 3. Article 4 : Premier amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Deuxième amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 4. Article 5 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 5. Amendement de M. Rouby. Non appuyé. Article 6 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 6. Articles 7 et 8. Adoption. Article 9 : Amendement de M. Reynald : MM. Reynald et Petit, *inspecteur des Finances, commissaire du Gouvernement*. Disjonction. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 9. Article 10. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 10. Article 11 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delhaye, Goy, *rapporteur*, et Henri Michel, *Président de la Commission*. Rejet de l'amendement par l'adoption de l'article 11. Articles 12, 13, 14 et 15. Adoption. Article 16 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Article 17. Adoption.

Article 18 : Amendement de M. Flaissières : M. Flaissières. Disjonction. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics : Jean Codet, Goy, *rapporteur*, et Henry Boucher. Adoption de la première partie de l'article 18. Observation de M. Mahieu, *commissaire du Gouvernement*. Sur l'amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet de l'amendement par l'adoption du 4e alinéa de l'article. Amendement de M. Jean Codet : M. Jean Codet. Disjonction. Disjonction de l'amendement de M. Dominique Delahaye au cinquième alinéa. Adoption de l'ensemble de l'article 18. Article 19 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 19. Articles 20, 21, 22 et 23. Adoption. Article 24 : Amendement de M. Flaissières : MM. Flaissières et Henri Michel, *Président de la Commission*. Disjonction Adoption de l'article 24. Article 25. Adoption. Article 26 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 26. Article 27 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Henri Michel, *Président de la Commission*, et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics. Retrait. Adoption de l'article 27. Article 28. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 28. Articles 29 et 30. Adoption. Article 31 : Amendement de M. Dominique Delahaye. Disjonction. Adoption de l'article 31. Article 32 : MM. Charles Deloncle et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics. Adoption. Article 33. Adoption. Sur l'ensemble : M. Dominique Delahaye. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 octobre] (A. t. I, p. 1767; J.O., p. 1554). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11523).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les articles 1, 4, 5, 10, 16, 18, 21 et 30 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 22 juillet 1919, relative à l'énergie hydraulique [18 octobre] (A. t. I, p. 2035; J.O., p. 1784; I. n° 702).

ENFANTS DE DISPARUS. — Voir Pupilles de la Nation.

ENFANTS MALTRAITÉS OU MORALEMENT ABANDONNÉS (Protection des). — 1918. Proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 juillet 1889 sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés (puissance paternelle), déposée par M. Flandin [18 avril] (A. t. I, p. 388; J.O., p. 347; I. n° 196). M. Flandin dépose le rapport sommaire [20 juin] (A. t. I, p. 544; J.O., p. 487; I. n° 257). Adoption de la prise en considération [9 juillet] (A. t. I, p. 607; J.O., p. 544).

ENFANTS NATURELS. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à la reconnaissance des enfants naturels, déposée à la Chambre le 3 octobre 1918; rapport de M. Viollette le 11 mars 1919; adoptée le 25 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 19 mars 1914, relative à la reconnaissance des enfants naturels par les ascendants de leurs pères et de leurs mères [30 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 403; I n° 131).

ENFANTS DU PREMIER AGE (Protection des). — 1918. Proposition de loi tendant à la revision de la loi du 23 novembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge, déposée par M. Paul Strauss. Renvoi à la Commission nommée le 20 mars 1900, relative à la protection et l'assistance des mères et des nourrissons [27 décembre] (A. t. I, p. 961; J.O., p. 873; I. n° 542).

ENGAGEMENTS AU TITRE DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE. — Voir Armée, § IV, 9.

ENREGISTREMENT (Commis d'). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'accession des commis d'enregistrement et d'hypothèques et des agents du cadre auxiliaire de l'administration de l'enregistrement aux bureaux de 6e classe, déposé à la Chambre le 4 décembre 1917; rapport de M. Perreau-Pradier, le 20 février 1918; avis de la Commission du budget par M. Grodet le 13 février 1919; adopté le 16 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 juillet] (A. t. I, p. 1308; J.O., p. 1155; I. n° 360). M. de Selves dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 1582; J.O., p. 1389; I. n° 482). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Perreau et Deligne, *directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre, commissaire du Gouvernement.* Adoption [26 septembre] (A. t. I, p. 1634; J.O., p. 1429). Promulgation (J.O., 29 septembre, p. 10650).

ENSEIGNEMENT AGRICOLE. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation de l'enseignement agricole, déposé à la Chambre le 8 novembre ; rapport de M. Plissonnier le 2 décembre ; avis de la Commission des finances, par M. Dariac le 16 décembre ; adopté le 24 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission de l'Agriculture [30 décembre] (A. t. II, p. 368 ; J.O., p. 2068 ; I. n° 623).

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC DE L'AGRICULTURE. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'organisation de l'enseignement professionnel public de l'agriculture. (Voir Table 1915-1917, p. 389). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Viger, *rapporteur* ; Courrégelongue, Brager de La Ville-Moysan et Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.* Clôture de la discussion générale. Renvoi à la prochaine séance de la discussion des articles [31 mai] (A. t. I, p. 450 ; J.O., p. 405). Discussion des articles : Articles premier à 3. Adoption. Article 4 : Amendement de M. Goy ; M. Viger, *rapporteur.* Amendement non appuyé. Adoption de l'article 4. Articles 5 à 17. Adoption. Article 18 : Amendement de M. Lhopiteau : M. Gustave Lhopiteau. Retrait. Adoption de l'article 18. Article 19. Adoption. Article 20 : Amendement de M. Lhopiteau : MM. Gustave Lhopiteau, Viger, *rapporteur* ; Vermorel, Cazeneuve et Victor Borel, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.* Retrait. Adoption de l'article 20 modifié. Articles 21 à 38. Adoption. Article 39 : Amendement de M. Lhopiteau, Viger, *rapporteur.* Retrait. Adoption de l'article 39 modifié. Articles 40 et 41. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [7 juin] (A. t. I, p. 465 ; J.O., p. 418). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6746).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. — **1919.** Proposition de loi relative à l'organisation de l'enseignement technique, industriel et commercial. (Voir Table 1915-1917, p. 389). Promulgation (J.O., 27 juillet, p. 7744).

ENSEIGNEMENT PUBLIC. — Voir Fonctionnaires de l'enseignement public.

ENSEIGNES DE VAISSEAU DE RÉSERVE. — Voir Marine, 5.

ENTREPRISES DE CAPITALISATION ET D'ÉPARGNE (Comité consultatif des). — Voir Comité consultatif des entreprises de capitalisation et d'épargne.

ÉPAVES (Sauvetage des). — **1918.** Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de remplacer, pendant la durée de la guerre, les lois et règlements concernant actuellement le sauvetage des épaves, déposée à la Chambre le 9 novembre 1917; rapport sommaire de M. Nibelle le 30 novembre et rapport de M. Pacaud le 30 décembre; adoptée le 11 juillet 1918; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [23 juillet] (A. t. I, p. 630; J.O., p. 566; I. n° 315). M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [15 octobre] (A. t. 1, p. 781; J.O., p. ; I. n° 385). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 octobre] (A. t. I, p. 793; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 21 novembre, p. 10035).

ÉPINAL (Ecole professionnelle d'industrie à). — Voir Ecole professionnelle d'industrie.

L'ÉPINE (Vendée). — Voir Communes et cantons, 1.

ÉQUIVALENCE DES INFIRMITÉS. — Voir Infirmités (Equivalence des).

ESCADRONS ÉTRANGERS DE CAVALERIE ET BATAILLON D'ARTILLERIE ÉTRANGÈRE (Formation d'). — Voir Armée, § II, 7.

ESSENCE (Circulation et emploi de l'). — Voir Pétrole.

ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX. — **1918.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, sur le régime des établissements dangereux, insalubres et incommodes, travaillant pour la défense nationale, déposé à la Chambre le 12 septembre; rapport de M. Emile Vincent le 5 novembre et rapport supplémentaire le 5 décembre; adopté le 17 décembre; déposé par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 15 novembre 1906, relative à la législation des établissements dangereux, insalubres et incommodes [31 décembre] (A. t. I, p. 1049; J.O., p. 946; I. n° 560). || **1919.** M. Caze-

neuve dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 111 ; I. n° 39). Déclaration de l'urgence. Articles premier à 4. Adoption. Article 5 : M. Cazeneuve, *rapporteur*. Adoption. Articles 6 et 7. Adoption Adoption de l'ensemble du projet de loi [11 mars] (A. t. I, p. 271 ; J.O., p. 244). Promulgation (J.O., 21 mars, p. 2902).

ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS. — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 7 de la loi du 28 juin 1918, fixant les prix de journée dans les établissements hospitaliers, déposé à la Chambre le 13 mars ; rapports de M. Paul Bernier les 27 mai et 29 juin ; adopté le 5 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi aux bureaux [27 juillet] (A. t. I, p. 1647 ; J.O., p. 1456 ; I. n° 373). Commission : 1er bureau, M. Daraignez ; 2e bureau, M. Paul Pélisse ; 3e bureau, M. Maranget ; 4e bureau, M. Perreau ; 5e bureau, M. Laboulbène ; 6e bureau, M. Bouctot ; 7e bureau, M. Pol-Chevalier ; 8e bureau, M. Jeanneney ; 9e bureau, M. Pédebidou [17 novembre] (J.O., p. 18530 ; F. 86). Président, M. Bouctot ; secrétaire, M. Laboulbène [19 novembre] (J.O., p. 18667 ; F. 87). M. Pol-Chevalier dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 144 ; J.O., p. 1865 ; I. n° 534). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 321 ; J.O., p. 2028). Promulgation (J.O., 16 février 1921, p. 2018).

ÉTAT CIVIL (Fonctionnement de l'). — 1919. Proposition de loi relative au fonctionnement de l'état civil aux armées et dans les communes libérées de l'occupation ennemie, déposée par M. Noël (I. n° 5). Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion et, pour avis, à la Commission de l'armée [15 janvier] (A. t. I, p. 8 ; J.O., p. 8).

EXPLOITATIONS RURALES (Petites). — 1920. Proposition de loi de M. Jules Méline concernant les petites exploitations rurales (amendement n° 1 à la proposition de loi de MM. Ribot, Jules Méline, Léon Bourgeois et Paul Strauss, relative aux avances des sociétés de crédit immobilier pour l'acquisition de la petite propriété). (Voir Table 1912-1914, p. 609). M. Paul Strauss dépose le rapport [8 juin] (A. t. I, p. 1003 ; J.O., p. 898 ; I. n° 225). M. Paul Strauss dépose un rapport supplémentaire [25 novembre] (A. t. II, p. 72 ; J.O., p. 1802 ; I. n° 491). Renvoi pour avis à la Commission des finances [25 novembre] (A. t. II, p. 72 ; J.O., p. 1802). M. Fernand David dépose l'avis

de la Commission des finances [23 décembre] (A. t. II, p, 271; J.O., p. 1986; I. nº 581).

EXPOSITION COLONIALE INTERALLIÉE A PARIS. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'organisation d'une exposition coloniale interalliée à Paris, en 1924, comportant la création d'un musée permanent des colonies, déposée à la Chambre le 17 janvier; rapport de M. Outrey le 9 avril; adoptée le 12 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés, Renvoi à la Commission, nommée le 24 juillet 1918, relative aux moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies francaises [17 juin] (A. t. I, p. 1042; J.O., p. 921; I. nº 262). M. Saint-Germain dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704; I. nº 630). Ajournement de la discussion. Observations de MM. Paul Strauss, Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Saint-Germain, *rapporteur*, et renvoi, pour avis, à la Commission des finances des conclusions du rapport de M. Saint-Germain [18 décembre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1841). Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix *rapporteur général*. Discussion générale : MM. Saint-Germain, *rapporteur*; Paul Doumer, Paul Strauss, Henri-Michel et Henry Simon, *Ministre des Colonies*. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 22; J.O., p. 1850). || **1920.** Promulgation (J.O., 20 mars, p. 4522).

EXPOSITION INTERNATIONALE DES ARTS DÉCORATIFS. — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 20.

EXPOSITION COLONIALE DE MARSEILLE. — Voir Crédits supplémentaires, § IV, 1.

EXPOSITION FRANÇAISE DE STRASBOURG. — Voir Crédits extraordinaires, § III, 1.

EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE.

1 — 1918. Projet de loi portant modification à la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Voir Table 1915-1917, p. 395). Promulgation (J.O., 12 novembre, p. 9797).

2 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, modifiée par les lois des 21 avril 1904 et 6 novembre 1910, déposé à la Chambre le 18 janvier; rapport de M. Chanal

le 9 juillet; adopté le 6 août; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 22 mars 1910, relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique [4 septembre] (A. t. I, p. 1510; J.O., p. 1321; I. n° 446). || **1920**. M. Chanal dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1232; J.O., p. 1107; I. n° 318). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale: MM. Eugène Chanal, *rapporteur*, et Ermant. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles : Article premier. Deuxième alinéa de l'article réservé. Amendement de M. Laurent Thiéry : M. Eugène Chanal, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié. Ajournement du vote sur l'ensemble de l'article. Article 2 : M. Eugène Chanal, *rapporteur*. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3. Adoption. Adoption du deuxième alinéa de l'article premier précédemment réservé et de l'ensemble de l'article premier. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A. t. II, p. 280; J.O., p. 1993).

ÉVALUATIONS FONCIÈRES. — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ajourner le point de départ de l'application des résultats des revisions périodiques des évaluations foncières prévues par la loi du 29 mars 1914; déposée à la Chambre le 30 avril; rapport de M. Laffont le 30 mai et avis de la Commission du budget par M. Jules Roche le 20 juin; adoptée le 2 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 557; I. n° 303). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 juillet] (A. t. I, p. 627; J.O., p. 562; I. n° 312). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 643; J.O., p. 576). Promulgation (J.O., 2 août, p. 6698).

FABRICATIONS DE GUERRE (Régime des). — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur le régime des fabrications de guerre. (Voir Table 1915-1917, p. 395). M. Perchot dépose le rapport [7 février] (A. t. I, p. 68; J.O., p. 61; I. n° 44).

FAMILLES NOMBREUSES.

I — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à assurer le logement aux familles nombreuses par un dégrèvement proportionnel d'impôts accordé aux propriétaires des immeubles habités par elles, déposée à la Chambre le 28 décembre 1917; rapport de M. Bonnevay le 31 décembre 1918; adoptée le 20 février 1919;

transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché et au logement des familles nombreuses [25 février] (A. t. I, p. 202; J.O., p. 183; I. n° 62).

2 — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative aux associations constituées en vue de faciliter le logement des familles nombreuses, déposée à la Chambre le 11 avril 1918; rapport de M. Bonnevay, le 31 décembre 1918; adoptée le 20 février 1919; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 11 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché et au logement des familles nombreuses [25 février] (A. t. I, p. 202; J.O., p. 200; I. n° 65).

3 — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 14 juillet 1913, relative à l'assistance aux familles nombreuses, déposée à la Chambre le 26 août; rapport de M. Mauger, le 28 août; avis de la Commission du budget par M. Serre, le 12 septembre; adoptée le 17 septembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, relative au logement et à l'assistance des familles nombreuses et aux habitations à bon marché [18 septembre] (A. t. I, p. 1613; J.O., p. 1417; I. n° 498).

FARINE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 octobre 1918, modifiant les dispositions des décrets des 12 février, 21 mars et 12 avril 1918, relatives à la fabrication et à la vente de la farine, des pains de fantaisie, des pains de régime et des farines alimentaires, déposé à la Chambre le 9 novembre 1918; rapport de M. Andrieu, le 30 janvier 1919; adopté le 5 mars; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 16 décembre 1915, relative à la taxation des denrées alimentaires [19 avril] (A. t. I, p. 762; J.O., p. 668; I. n° 208). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1061; J.O., p. 937; I. n° 266), **Déclaration de l'urgence. Adoption** [23 décembre] (A. t. II, p. 15; J.O. p. 1844). Promulgation (J.O., 6 février 1920, p. 1934).

FAYOLLE (Général). — Voir Armée, § 4, 16.

FEMMES (Droit de vote des). — 1918. Proposition de loi tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote, déposée par M. Louis

Martin. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [20 juin] (A. t. I, p. 544; J.O., p. 487 ; I. n° 252). M. Louis Martin dépose le rapport sommaire [2 août] (A. t. I, p. 658; J.O., p. 593; I. n° 344). Discussion de la prise en considération. Observations : M. Louis Martin, *rapporteur*. Prise en considération de la proposition. Renvoi aux bureaux pour la nomination d'une Commission de dix-huit membres [9 novembre] (A. t. I, p. 802; J. O., p. 733). Commission : 1er bureau, MM. Bepmale, Sauvan; 2e bureau, MM. Monnier, Pérès; 3e bureau, MM. Loubet, de Tréveneuc ; 4e bureau, MM. Régismanset, Alexandre Bérard ; 5e bureau, MM. Louis Martin, Larère ; 6e bureau, MM. Beauvisage, Milliès-Lacroix ; 7e bureau ; MM. Delahaye, Gavini ; 8e bureau, MM. Ournac, Debierre ; 9e bureau, MM. Bourganel, Henry Chéron (J.O., p, 10113; F. 57). Président, M. Régismanset ; secrétaire, M. Loubet (J.O., p. 10462 ; F. 59). || **1919.** Ont été nommés membres complémentaires de la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote. (Décision du Sénat du 23 mai 1919) : 1er bureau, M. Maurice Sarraut ; 2e bureau, M. Savary ; 3e bureau, M. Laurent Thiéry ; 4e bureau, M. Rouby ; 5e bureau, M. Magny ; 6e bureau, M. Bienvenu-Martin ; 7e bureau : M. Castillard ; 8e bureau, M. Milan ; 9e bureau, M. Limouzain-Laplanche [28 mai] J.O., p. 5515 ; F. 49). M. Alexandre Bérard dépose le rapport. Observations : MM. Flaissières, le Président, Dominique Delahaye et Alexandre Bérard, *rapporteur* [3 octobre] (A. t. I, p. 1738; J.O., p. 1528 ; I. n° 564).

FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS. — Voir Allaitement maternel.

FEMMES EN COUCHES (Assistance aux) — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la mise en application des lois des 17 juin 1913 et 24 octobre 1919, sur l'assistance aux femmes en couches, déposée à la Chambre le 19 mars; rapport de M. Paul-Bernier, le 21 mai ; avis de la Commission des finances par M. Mourier, le 9 juin ; adoptée le 14 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 20 mars 1900, relative à la protection et l'assistance des mères et des nourrissons [15 juin] (A. t. I, p. 1050; J. O., p. 941 ; I. n° 233). M. Paul Strauss dépose le rapport [18 juin] (A. t. I, p. 1066 ; J.O., p. 958; I. n° 251).

FEMMES (Élection et éligibilité des). — 1919. Voir Election et éligibilité. Voir aussi Eligibilité des femmes.

FEMMES SALARIÉES DE MOBILISÉS (Congés des). — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de reconnaître aux femmes salariées de mobilisés le droit à un congé de durée égale à chacune des permissions de dix jours de leurs maris. (Voir Table 1915-1917, p. 397). M. Paul Strauss dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O , p. 46 , l. n° 34). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 février] (A. t. I, p. 109 ; J.O., p. 96). Promulgation (J.O., 17 février, p. 1643).

Voir Colonies.

FÊTE NATIONALE AMÉRICAINE. — Voir Résolutions (Propositions de), 2.

FÊTES DE LA VICTOIRE. — Voir Crédits extraordinaires, § II, 1.

FILATURE DE LA SOIE. — Voir Journée de huit heures.

FLOTTE COMMERCIALE FRANÇAISE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant l'engagement d'une somme de 1.830 millions en vue de la reconstitution de la flotte commerciale française, déposé à la Chambre le 5 août ; rapport de M. l'Amiral Bienaimé, le 17 octobre ; adopté le 18 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande. Renvoi à la Commisssion des finances et, pour avis, à la Commission de la marine [19 octobre] (A. t. I, p. 2063 ; J.O., p. 1808 ; I. n° 724).

FLOTTE MARCHANDE (Réquisition de la). — 1918. Projet de loi, tendant à ratifier le décret du 15 février 1918, relatif à la réquisition de la flotte marchande, déposé à la Chambre le 5 mars ; rapport de M. Bergeon, le 11 octobre ; adopté le 26 novembre, déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [17 décembre] (A. t. I, p. 903 ; J.O., p. 823 ; I. n° 514). || **1919.** M. Colin dépose le rapport [18 février] (A. t. I, p. 179 ; J.O., p. 162 ; I. n° 57).

FLOTTE DE PÊCHE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant autorisation d'engagement d'une dépense de 200 millions de francs, applicable au développement de la flotte de pêche et à l'organisation de la pêche maritime, déposé à la

Chambre le 6 octobre ; rapport de M. André Hesse, le 9 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commisssion des finances [18 octobre] (A. t. I, p. 2033 ; J.O., p. 1784 ; I. n° 700). ‖ **1920.** M. Rouland dépose le rapport [1er juin] (A. t. I, p. 930 ; J.O., p. 834 ; I. n° 220). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission de la marine, par M. Fenoux (I. n° 226). Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de M. Flaissières : MM. Flaissières, Gaston Doumergue, *Président de la Commission de la Marine* ; Rouland, *rapporteur* ; et Paul Bignon, *Sous-Secrétaire d'État chargé des ports, de la marine marchande et des pêches*. Rejet. Adoption de l'article 2. Article 3. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juin] (A. t. I, p. 1006 ; J.O., p. 901). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 8822).

FOCH (Maréchal de France). — **1918.** Le Sénat adopte une proposition de loi, déposée par MM. Millies-Lacroix, Henry Chéron et un grand nombre de leurs collègues ayant pour objet de rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil. Ministre de la Guerre Georges Clemenceau, et au Maréchal Foch, comme ayant bien mérité de la Patrie [7 novembre] (A. t. I, p. 797 ; J.O., p. 728.

FONCTIONNAIRES. — **1920.** Proposition de loi, tendant à rapprocher les fonctionnaires qui, étrangers au département, sont unis par le mariage, soit à des fonctionnaires du département, soit à des personnes qui y ont fixé leur résidence, déposée par M. Roustan. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [25 juillet] (A. t. I, p. 1536 ; J.O., p. 1367 ; I. n° 369). Commission : 1er bureau, M. Catalogne ; 2e bureau, M. Gallet ; 3e bureau, M. Ermant ; 4e bureau, M. Roustan ; 5e bureau, M. Donon ; 6e bureau, M. Jossot ; 7e bureau, M. Serre ; 8e bureau ; M. Duquaire; 9e bureau, M. Gentil [31 juillet] (J.O., p. 10909 ; F. 81). Président, M. Ermant ; secrétaire, M. Catalogne ; rapporteur, M. Roustan [1er août] (J.O., p. 11020 ; F. 82).

FONCTIONNAIRES COLONIAUX. — Voir Colonies, 4, 8, 9.

FONCTIONNAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC PRIMAIRE. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au mode d'avancement des fonctionnaires de l'enseignement public

primaire et secondaire détachés dans des établissements scientifiques ou des établissements d'enseignement à l'étranger ou dans les pays de protectorat, déposé à la Chambre le 16 mars ; rapport de M. André Fribourg, le 1er juillet ; avis de la Commission des finances, par M. Herriot, le 27 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi aux bureaux [17 décembre] (A. t. II. p. 132 ; J.O., p. 1855 ; I. n° 527). Commission : 1er bureau, M. Léon Perrier ; 2e bureau, M. Penancier; 3e bureau, M. Duquaire ; 4e bureau, M. Charles Chabert : 5e bureau, M. Vieu ; 6e bureau, M. Loubet ; 7e bureau, M. Roustan ; 8e bureau, M. Jossot; 9e bureau, M. Gallet [18 décembre] (J.O., p. 20992 ; F. 97). Président, M. Vieu ; secrétaire, M. Gallet ; rapporteur, M. Roustan [22 décembre] (J.O., p. 21286 ; F. 98).

FONCTIONAIRES DES COLONIES. — Voir Colonies, 8, 9.

FONCTIONNAIRES DES RÉGIONS LIBÉRÉES. — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 8.

FONDS DE COMMERCE. — Voir Vente et nantissement des fonds de commerce.

FONDS DE SUBVENTION

1 — **1918**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1919), déposé à la Chambre le 23 juillet ; rapport de M. Bouffandeau le 31 juillet ; adopté le 1er août ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [2 août] (A. t. I, p. 658 ; J.O., p. 593 ; I. n° 341). M. Alexandre Bérard dépose et lit le rapport (I. n° 343). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [2 août] (A. t. I, p. 658; J.O., p. 594). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6745).

2 — **1919**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1920), déposé à la Chambre le 24 juin ; rapport de M. Bouffandeau le 8 juillet ; adopté le 11 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [16 juillet] (A. t. I, p. 1283 ; J.O., p. 1132 ; I. n° 347). M. Alexandre Bérard dépose et lit le rapport (I. n° 380). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1346 ; J.O., p. 1188). Promulgation (J.O., 3 août, p. 8074).

3 — **1920**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1921), déposé à la Chambre le 17 juin ; rapport de M. de Tinguy du Pouët le 1er juillet ; adopté le 9 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [20 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1186 ; I. n° 342). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 419). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1832 ; J.O., p. 1608). Promulgation (J.O., 6 août, p. 11286).

FORCES HYDRAULIQUES. — Voir Comité consultatif des forces hydrauliques.

FORESTIERS COMMUNAUX. — Voir Préposés forestiers communaux.

FORÊTS. — **1920**. Proposition de loi relative aux forêts de protection et au régime des bois des particuliers, déposé par M. Chauveau. Renvoi à la Commission d'agriculture [14 avril] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 477 ; I. n° 140).

FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE. — Voir Justice criminelle (**Frais de**).

FRAIS MÉDICAUX ET PHARMACEUTIQUES. — Voir Accidents du travail.

FRANÇAIS LIBÉRÉS DE RUSSIE (**Assistance aux**). — Voir Crédits supplémentaires, § II, 5.

FRANÇAIS RÉFUGIÉS DE RUSSIE. — Voir Crédits supplémentaires, § II, 1, 4, 5.

FRAUDES FISCALES. — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux mesures contre les fraudes fiscales (art. 17 à 33 disjoints du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant : 1° ouverture au budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 de crédits provisoires applicables aux mois de janvier, de février et de mars 1918 ; 2° autorisation de percevoir pendant les mêmes mois les impôts et revenus publics. (Voir Table 1915-1917, p. 400). Commission : 1er bureau, M. Paul Doumer ; 2e bureau, M. Guillier ; 3e bureau, M. Ribot ; 4e bureau, M. Milliès-Lacroix,

5e bureau, M. Lhopiteau; 6e bureau, M. Rouland; 7e bureau, M. Henry Chéron ; 8e bureau, M. Boivin-Champeaux ; 9e bureau, M. Touron [16 janvier] (J.O., p. 621 ; F. 4). Président, M. Ribot ; secrétaire, M. Rouland (J.O., p. 740 ; F. 5). M. Guillier dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 127 ; I. n° 70). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. Guillier, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier : 1er amendement de MM. Milan et Touron : M. Milan. Adoption de l'amendement. 2e amendement de MM. Milan et Touron au dernier paragraphe de l'article. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. 3e amendement (disposition additionnelle) de MM. Milan et Touron : MM. Milan et Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 : MM. Boivin-Champeaux, Guillier, *rapporteur*, et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption de l'article 2 modifié. Articles 3 à 7. Adoption. Article 8 : MM. Boivin-Champeaux, Guillier, *rapporteur*, et Jénouvrier. Adoption de l'article 8 modifié. Articles 9 et 10. Adoption. Article 11 : Amendement de M. Touron (soumis à la prise en considération) au premier alinéa : MM. Touron, Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*, et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption de la prise en considération. Sur l'amendement : MM. Guillier, *rapporteur*, et Touron. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 11. Article 12 : MM. Hervey et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 13 : MM. Guillier, *rapporteur*, et Jénouvrier. Adoption. Article 29 (de la Chambre des Députés : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Guillier, *rapporteur ;* Jénouvrier, Boivin-Champeaux. Rejet [14 mars] (A. t. I, p. 178 ; J.O., p. 161). Suite de la discussion des articles : Articles 14 à 16. Adoption. Article 17 : MM. Boivin-Champeaux et Guillier, *rapporteur*. Adoption de l'article 17 modifié. Article 18: Observations : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Touron et Guillier, *rapporteur*. Demande de disjonction des articles 18 à 23. Rejet [15 mars] (A. t. I, p. 210; J.O., p. 189). Discussion des articles (*suite*) : Article 18 : M. Martinet. Adoption. Article 19 : Amendement (disposition additionnelle) de M. Milan : MM. Milan et Guillier, *rapporteur*. Renvoi à la Commission. Adoption de l'article 19. Article 20 : Amendement de M. Perchot : MM. Perchot, Guillier, *rapporteur* ; Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances*, et Touron. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 20). Article 21 : Amendement de M. Perchot. Adoption (devenant l'article 21). Article 22 : Amendement de M. Perchot : MM. Touron, Deligne, *directeur général de l'enregistrement* ; Perchot, Jénouvrier, Guillier, *rapporteur*. Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 22). Article 23 : Amendement de

M. Perchot: M. Guillier, *rapporteur*. Adoption (devenant l'article 23). Adoption de l'ensemble de la loi [19 mars] (A. t. I, p. 220; J.O., p. 200). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif aux mesures contre les fraudes fiscales, déposé à la Chambre le 21 mars ; rapport de M. Balitrand le 29 mars ; adopté le 30 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission précédemment saisie [30 mars] (A. t. I, p. 314; J.O., p. 282; I. n° 164). M. Guillier dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 359; J.O., p. 321; I. n° 183). Discussion : articles précédemment adoptés. Sur l'ensemble : M. Dominique Delahaye. Adoption du projet de loi [18 avril] (A. t. I, p. 385; J.O., p. 515). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3376).

FRAUDE (répression de la). — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, déposée à la Chambre le 27 mai ; rapport de M. Pottevin le 24 juin ; adoptée le 7 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 25 mai 1905, relative à la répression des fraudes dans la vente des marchandises [8 octobre] (A. t. I, p. 1766 ; J.O., p. 1554 ; I. n° 378).

FRAUDES (répression des). — 1918. Projet de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 28 juillet 1912 sur la répression des fraudes, déposé à la Chambre le 3 octobre ; rapport de M. Barthe le 6 novembre ; adopté le 6 décembre ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission, nommée le 25 mai 1905, relative à la répression des fraudes [17 décembre] (A. t. I, p. 904 ; J.O., p. 823 ; I. n° 500). || **1919.** M. Cazeneuve dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 111 ; I. n° 38). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 mars] (A. t. I, p. 271 ; J.O., p. 243). Promulgation (J.O., 22 mars, p. 2950).

FRÉQUENTATION SCOLAIRE. — Voir Scolarité obligatoire.

FROMAGE (Consommation du). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députes, portant ratification : 1° du décret du 13 mai 1918 modifiant l'article 12 du décret du 12 février 1918 en ce qui concerne la consommation du fromage à pâte dure dans les hôtels

et restaurants les jours où la consommation de la viande est interdite ; 2° du décret du 4 juin 1918 autorisant pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits par le décret du 12 janvier 1918, déposé à la Chambre le 13 juin 1918 ; rapport de M. de La Trémoïlle le 24 septembre et avis de la Commission de l'agriculture par M. Perrier le 10 octobre ; adopté le 18 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 16 décembre 1915, relative à la taxation des denrées et substances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage [30 janvier] (A. t. I, p. 57 ; J.O., p. 55).

GAMBETTA (Translation au Panthéon). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la translation au Panthéon de l'urne contenant le cœur de Gambetta, déposé à la Chambre le 20 juillet ; rapport de M. Chabrun le 30 juillet ; adopté le 31 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, chargée de l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation départementale et communale et à la suppression de la tutelle administrative [31 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1650 ; I. n° 441). M. Magny dépose le rapport (I. n° 456). Discussion immédiate. Discussion générale : M. Dominique Delahaye. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1934 ; J.O., p. 1693). Promulgation (J.O., 4 septembre, p. 12926).

GAP (Hautes-Alpes). Voir Octrois, 11.

GARDES FORESTIERS (Compétence des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la compétence des gardes forestiers en matière de constatation de délits de chasse, déposé à la Chambre le 26 juin ; rapport de M. Léon Perrier le 16 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi aux bureaux [9 août] (A. t. I, p. 1493 ; J.O., p. 1308 ; I. n° 439). Commission : 1er bureau, M. Boudenoot ; 2e bureau, M. Larère ; 3e bureau, M. Guilloteaux ; 4e bureau, M. Guillaume Poulle ; 5e bureau, M. Fabien-Cesbron ; 6e bureau, M. Magny ; 7e bureau, M. Belhomme ; 8e bureau, M. Alexandre Bérard ; 9e bureau, M. Milan [6 septembre])J.O., p. 9604 ; F. 80). Président, M. Magny ; secrétaire et rapporteur, M. Guillaume Poulle.

[10 septembre] (J.O., 9915; F. 81). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [11 septembre] (A. t. I, p. 1574; J.O., p. 1381; I. n° 472). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption [18 septembre] (A. t. I, p. 1603; J.O., p. 1409). Promulgation (J.O., 30 septembre, p. 10602).

GARDIENS DE BATTERIE. — Voir Armée, § IV, 5.

GENDARMERIE. — Voir Armée, § IV, 19.

GENTIL (Émile) (Pensions aux orphelins de M.). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder à chacun des orphelins de M. Gentil (Emile), à titre de récompense nationale, une pension annuelle de 2.000 francs, déposé à la Chambre le 10 février ; rapport de M. Valude le 25 février, avis de la Commission des finances par M. Lugol le 29 avril; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 novembre] (A. t. II, p. 17; J.O., p. 1751; I. n° 480). M. Jean Morel dépose le rapport [14 décembre] (A. t. II, p. 166; J.O., p. 1892; I. n° 545). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 décembre (A. t. II, p. 295; J.O., p. 2006). Promulgation (J. O., 15 février 1921, p. 1978).

GRANDES ÉCOLES (Préparation aux concours des). — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter aux jeunes gens de la classe 1920 la préparation aux concours des grandes écoles, déposée à la Chambre le 23 novembre; rapport de M. Paul de Cassagnac le 15 décembre; adoptée le 28 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [30 décembre] (A. t. II, p. 327; J.O., p. 2034; I. n° 605). M. Pierre Berger dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 327; J.O., p. 2035; I. n° 608). Adoption [31 décembre] (A. t. II, p. 386; J.O. p. 2086). Promulgation (J.O., 11 janvier 1921, p. 610).

GRAVILLE-SAINTE-HONORINE. — Voir Communes et Cantons, 3.

GREFFIERS DE JUSTICE DE PAIX. — 1920. Projet de loi tendant à autoriser le cumul des fonctions de greffier de justice de paix et d'huissier, et la réunion de plusieurs greffes entre les mains d'un même titulaire, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, chargée

d'examiner le projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats [1er juillet (A. t. I, p. 1203 ; J.O., p. 1081 ; I. nº 303).

GRÊLE. — Voir Assurance et réassurance contre la grêle.

GUADELOUPE (La). — Voir Colonies, 1, 3, 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15, 17.

GUÉRINIÈRE (De La) (Vendée). — Voir Communes et Cantons, 1.

GUETTEURS DES ÉLECTRO-SÉMAPHORES. — Voir Marine, 7.

GUIPAVAS (Finistère). Voir Octrois, 12.

HABITATIONS A BON MARCHÉ

1 — **1919.** Proposition de loi tendant à modifier les articles 5, 6, 9 et 11 de la loi du 12 avril 1906, et les articles 5, 12, 15, 16, 21, 22, 23, 25, 26, 27 et 32 de la loi du 23 décembre 1912 sur les habitations à bon marché, déposée par M. Paul Strauss et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché [15 mai] (A. t. I, p. 857 ; J.O., p. 754 ; I. nº 222).

2 — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les lois des 12 avril 1906 et 23 décembre 1912 sur les habitations à bon marché et la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux maisons à bon marché, déposé à la Chambre le 9 août ; rapport de M. Bonnevay le 18 septembre ; adopté le 8 octobre, déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché [10 octobre] (A. t. I, p. 1831 ; J.O., p. 1610 ; I. nº 593). M. Paul Strauss dépose le rapport. Renvoi pour avis à la Commission des finances [11 octobre] (A. t. I, p. 1854 ; J.O., p. 1629 ; I. nº 597). Avis de la Commission des finances : M. Cazeneuve. Discussion générale : MM. Flaissières, Dominique Delahaye et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 1995 ; J.O., p. 1752). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 11913).

3 — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter le fonctionnement des offices publics d'habitations à bon marché et des sociétés d'habitations à bon marché dans les régions dévastées, déposé à la Chambre le 7 octobre ; rapport de M. Lenoir le 10 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de

la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1918, relative aux habitations à bon marché [18 octobre] (A. t. I, p. 1993 ; J.O., p.1750 ; I. n° 674). M. Strauss dépose et lit le rapport (I. n° 677). Discussion immédiate. Avis de la Commission des finances, par M. Cazeneuve. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 1994 ; J.O., p. 1751). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12054).

4 — **1920**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la modification de l'article 3 de la loi du 24 octobre 1919 sur les habitations à bon marché, déposé à la Chambre le 8 novembre ; rapport de M. Bovier-Lapierre le 18 novembre ; avis de la Commission des finances par M. André Fallières le 26 novembre ; adopté le 2 décembre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, chargée de l'examen d'un projet de loi modifiant et complétant la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché et, pour avis, à la Commission des finances [7 décembre] (A. t. II. p. 132 ; J.O., p. 1855 ; J. n° 526). M. Paul Strauss dépose le rapport [10 décembre] (A. t. II, p. 146 ; J.O., p. 1872 ; I. n° 537).

5 — **1920**. Commission relative aux habitations à bon marché et à l'assistance aux familles nombreuses (complétée le 23 mars 1920 par la nomination de neuf membres nouveaux, conformément à la résolution du Sénat du 12 mars 1920, portant de neuf à dix-huit le nombre des membres de cette Commission). 1er bureau (5 novembre 1912) M. Richard ; 2e bureau (5 novembre 1912) M. Ernest Cauvin ; 3e bureau (5 novembre 1912) M. Fernand Merlin ; 4e bureau (5 novembre 1912) M. Royneau ; 5e bureau (5 novembre 1912) M. Quilliard ; 6e bureau (5 novembre 1912) M. Michaut ; 7e bureau (5 novembre 1912) M. Hervey ; 8e bureau (5 novembre 1912) M. Andrieu ; 9e bureau (5 novembre 1912) M. François Saint-Maur [24 mars] (J.O., p. 4760 ; F. 23).

HABITATIONS DE FAMILLE. — Voir Acquéreurs d'habitation de famille.

HABITATIONS PROVISOIRES DANS LA BANLIEUE DE LA SEINE. — 1920. Projet de loi tendant à la construction d'habitation provisoires dans la banlieue parisienne et portant approbation d'une convention intervenue à cet effet entre l'Etat et le département de la Seine, déposé à la Chambre le 23 juillet ; rapport de M. Bovier-Lapierre le 28 juillet ; adopté le 28 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission

des finances [28 juillet] (A. t. I, p. 1741; J.O., p. 1531; I. nº 390). M. Debierre dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1842; J.O., p. 1617; I. nº 426). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1900; J.O., p. 1666). Promulgation (J.O., 10 août, p. 11568).

HAUTE COUR DE JUSTICE. — Voir Cour de Justice.

HAVRE (Port du). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'adoption d'un programme d'amélioration et d'extension du port du Havre, déposé à la Chambre le 1er mars 1917; rapport de M. Henri Roy le 13 mars 1918; adopté le 24 mai; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 13 février 1902, relative aux voies navigables [31 mai] (A. t. I, p. 457; J.O., p. 410; I. nº 233). || **1919.** M. Petitjean dépose le rapport [20 mars] (A. t. I, p. 326; J.O., p. 296; I. nº 99). M. Albert Gérard dépose l'avis de la Commission des finances [15 avril] (A. t. I, p. 664; J.O., p. 585; I. nº 187). Adoption [17 avril] (A. t. I, p. 729; J.O., p. 639. Promulgation (J.O., 26 avril, p. 4310).

HEURE LÉGALE. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'application de l'avance de l'heure durant l'année 1920, déposé à la Chambre le 27 décembre 1919; rapport de M. Herriot le 22 janvier 1920; adopté le 3 février; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Travaux publics. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [5 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 50; I. nº 20). M. Paul Doumer dépose le rapport [5 février] (A. t. I, p. 56; J.O., p. 51; I. nº 22). Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Guilloteaux, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*; Louis Martin, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, Hervey et Brager de La Ville-Moysan. Discussion des articles. Article premier : Amendement de MM. Touron, Alexandre Bérard et Boudenoot : MM. Touron, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Scrutin. Pointage. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article premier. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye. Rejet. Article 2 : MM. Dominique Delahaye, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux*

publics, et Jules Delahaye. Adoption. Article 3 : MM. Henry Chéron et Touron. Adoption. Article 4. Adoption. **Adoption de l'ensemble du projet de loi** [6 février] (A. t. I, p. 61 ; J.O., p. 59). Promulgation (J.O., 7 février, p. 1974).

HISTOIRE LOCALE (Cours d'). — Voir Cours d'histoire locale.

HOËDIC (Morbihan). — Voir Octrois, 13.

HOMMAGE AUX ALLIÉS VICTORIEUX. — 1918. Discours de M. le Président du Sénat et de M. Stéphen Pichon, *Ministre des Affaires étrangères*. Vote de l'affichage des deux discours [7 novembre] (A. t. I, p. 797 ; J.O., p. 725).

HOMMAGE A LA BELGIQUE. — 1918. M. le Président prononce un discours rendant hommage à la Belgique. Discours de M. le Ministre des Affaires étrangères, au nom du Gouvernement [22 novembre] (A. t. I, p. 864 ; J.O., p. 787).

HOMMAGE NATIONAL. — 1918. Proposition de loi, ayant pour objet de rendre un hommage national aux armées, au Président du Conseil, Georges Clemenceau et au Maréchal Foch, déposée par MM. Milliès-Lacroix, Henry Chéron et un grand nombre de leurs collègues. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission de l'armée (I. n° 407). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 425). Discussion immédiate. Discussion générale : M. Paul Straus. Adoption [7 novembre] (A. t. I, p. 797 ; J.O., p. 728). Promulgation (J.O., 19 novembre, p. 9983).

HOMMAGE A M. RAYMOND POINCARÉ. — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de déclarer que M. Raymond Poincaré, Président de la République Française pendant la guerre, a bien mérité de la patrie, déposée à la Chambre le 10 février ; rapport de M. Louis Barthou le 10 février ; adoptée le 10 février ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [12 février] (A. t. I, p. 80 ; J.O., p. 75 ; I. n° 35). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 36). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption [12 février] (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 80). Promulgation (J.O., 21 février, p. 2878).

HOMMAGE SOLENNEL A M. WILSON ET AUX NATIONS ALLIÉES. — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de décerner un hommage solennel au Président Wilson, aux nations alliées et aux chefs d'Etat placés à leur tête, déposée à la Chambre le 9 novembre; rapport de M. René Renoult le 13 novembre; adoptée le 20 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de l'armée [21 novembre] (A. t. I, p. 849; J.O., p. 774; I. nº 464). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport au nom de la Commission de l'armée. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption. [22 novembre] (A. t. I, p. 864; J.O., p. 788; I. nº 469). Promulgation (J.O., 5 décembre, p. 10468).

HOMMES MOBILISÉS OU MOBILISABLES (Utilisation des). — Voir Armée, § IV, 1.

HONFLEUR (Calvados). — Voir Octrois, 14.

HOPITAL BRÉSILIEN. — Voir Crédit additionnels, 29.

HORTICULTEURS-PÉPINIÉRISTES. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger les baux des terrains et locaux affectés aux exploitations des horticulteurs-pépiniéristes, déposé à la Chambre le 25 février; rapport de M. Inghels le 21 mai; adopté le 26 juillet; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, chargé de l'examen d'un projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [29 juillet] (A. t. I, p. 1774; J.O., p. 1561; I. nº 396).

HOSPICES DE LYON. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les hospices de Lyon à contracter un emprunt de 4 millions de francs, déposé à la Chambre le 17 décembre 1919; rapport de M. Herriot le 23 janvier 1920; adopté le 30 janvier; déposé par M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission d'intérêt local [5 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 50; F. 2, nº 2). M. Paul Doumer dépose l'avis de la Commission des finances [27 février] (A. t. I, p. 187; J.O., p. 166; I. nº 57). M. Magny dépose le rapport [27 février] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 190). Avis de la Commission des finances : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption [2 mars] (A. t. I, p. 235; J.O., p. 208). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 4522).

HOSTILITÉS (Cessation des).

I — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la date de la cessation des hostilités, déposé à la Chambre le 31 juillet; rapport de M. Leredu le 8 août; adopté le 7 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [9 octobre] (A. t. I, p. 1797; J.O., p. 1581; I. n° 584). M. Reynald dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 1898; J.O., p. 1668; I. n° 618). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Article premier. Adoption. Article 2 : M Reynald, *rapporteur*. Adoption. Article 3. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Jean Codet : MM. Jean Codet, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Reynald, *rapporteur*, et Bricout, *directeur des affaires civiles et du sceau, commissaire du Gouvernement*. Demande de renvoi à la Commission : MM. de Selves, *président de la Commission*, et le Ministre du Commerce. Observation de M. Doumer sur l'article 2. Retrait, par M. Jean Codet, de son amendement. Demande de retrait de l'urgence. Adoption [16 octobre] (A. t. I, p. 1937; J.O., p. 1701). M. Reynald dépose et lit un rapport supplémentaire. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Reynald, *rapporteur*; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*; Henry Chéron, Guillaume Poulle et Ernest Monis. Articles premier, 2, 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [17 octobre] (A. t. I, p. 1955; J.O., p. 1729). Déposé à la Chambre le 18 octobre; rapport de M. Leboucq le 19 octobre; adopté le 19 octobre; déposé le 19 octobre au Sénat. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [19 octobre] (A. t. I, p. 2063; J.O., p. 1808; I. n° 728). M. Reynald dépose et lit le rapport (I. n° 737). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Articles premier, 2 et 3. Précédemment adoptés. Article 4 : MM. Touron, Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, et Bricout, *directeur des*

affaires civiles et du sceau, commissaire du Gouvernement. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 octobre] (A. t. I, p. 2074; J. O., p. 1817). Promulgation (J.O., 24 octobre, p, 1790).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, postérieurement à la cessation des hostilités, les effets de l'article 5 de la lot du 14 novembre 1918, déposé à la Chambre le 5 août ; rapport de M. Bouffandeau, le 10 octobre ; adopté le 15 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [15 octobre] (A. t. I, p. 1898 ; J.O., p. 1667 ; I. n° 615). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [17 octobre[(A. t. I, p. 1955 ; J.O., p. 1717 ; I. n° 646). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 1999 ; J.O., p. 1755). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11680).

HOUAT (Morbihan). — Voir Octrois, 15.

HOUILLÈRES DE LA SARRE. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un compte de trésorerie pour l'exploitation provisoire des houillères de la Sarre, déposé à la Chambre le 4 septembre ; rapport de M. Ajam, le 25 septembre ; avis de la Commission des mines par M. Perrier, le 15 octobre ; adopté le 16 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1954 ; J.O., p. 1716 ; I. n° 643.) M. Milliès-Macroix dépose et lit le rapport (I. n° 683). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Servant. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2002 ; J.O., p. 1758). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12048).

HUISSIERS. — Voir Greffiers de justice de paix.

HYGIÈNE DENTAIRE. — **1920.** Proposition de loi relative à l'hygiène dentaire dans les écoles primaires, déposée par M. Paul Strauss. Renvoi à la Commission, nommée le 25 mai 1905, chargée de l'examen d'une proposition de loi tendant à modifier les articles 20 et 25 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique [6 juillet] (A. t. I, p. 1247 ; J.O., p. 1120 ; I. n° 323).

HYPOTHÈQUES ET NANTISSEMENTS. — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la prolongation des délais pour le renouvellement des inscriptions de privilège

d'hypothèques et nantissements, déposé à la Chambre le 19 mars ; rapport de M. Duval, le 25 mars ; adopté le 30 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 24 novembre 1896, relative au régime hypothécaire, [31 mars] (A. t. I. p. 482 ; J.O., p. 432 ; I. n° 125). M. Cordelet dépose le rapport (I. n° 160). Déclaration de l'urgence. Observations : MM. Milan, Cordelet, *rapporteur* ; Milliès-Lacroix et Dominique Delahaye. Discussion générale : MM. Mazurier et Cordelet, *rapporteur*. Article unique : adoption des deux premiers alinéas et rejet du dernier [16 avril] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 501). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 6173).

ILES OU ILOTS DU LITTORAL. — Voir Vente d'îles ou îlots.

IMMEUBLE CONSULAIRE A GENÈVE. — Voir Crédits extraordinaires, § I, 1.

IMMEUBLE CONSULAIRE A MAYENCE. — Voir Crédits extraordinaires, § I, 6.

IMMEUBLES DIPLOMATIQUES (Achat d'). — Voir Crédits extraordinaires, § I, 8. Voir aussi Crédits supplémentaires, § II, 2.

IMMEUBLES ATTEINTS PAR LES ÉVÉNEMENTS DE GUERRE. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant fixation du régime légal des sociétés coopératives de reconstruction formées par les sinistrés en vue de la reconstitution des immeubles atteints par les événements de guerre, déposé à la Chambre, le 18 mars ; rapport de M. Verlot, le 16 avril ; adopté le 27 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, relative aux départements libérés, [29 avril] (A. t. I, p. 605 ; J.O., p. 546 ; I. n° 197). M. René Gouge dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1094 ; J.O., p. 986 ; I. n° 265). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. René Gouge, *rapporteur* ; Avis de la Commission des finances : M. Raphaël-Georges Lévy. Discussion des articles : Article premier : MM. de Lubersac, le chanoine Collin et René Gouge, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Article 2 : MM. de Lubersac et René Gouge, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Article 3 : MM. de Lubersac, René Gouge, *rapporteur*, et Ermant. Adoption. Article 4 : MM. de Lubersac, René Gouge, *rapporteur*, et M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption. Article 5 : M. René

Gouge, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Article 6. Adoption. Article 7 : MM. de Lubersac et René Gouge, *rapporteur*. Adoption. Article 8 : MM. de Lubersac et René Gouge, *rapporteur*. Adoption. Articles 9, 10 et 11. Adoption. Article 12 : M. René Gouge, *rapporteur*. Adoption. Article 13 : MM. Ermant et René Gouge, *rapporteur*. Amendement de MM. Noël, Ermant et Monfeuillart : MM. Noël, Ermant et de Lubersac. Adoption. Adoption de l'article 13 modifié. Article 14 : MM. de Lubersac, René Gouge, *rapporteur* ; Ogier, *Ministre des Régions libérées*, et Ribot, *Président de la Commission*. Adoption des deux premiers alinéas (texte de la Commission). Amendement de M. de Lubersac au troisième alinéa. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 14 modifié. Article 15 : M. de Lubersac. Adoption. Article 16 : M. René Gouge, *rapporteur*, et Ermant. Adoption. Article 17 : M. René Gouge, *rapporteur*. Adoption de l'article modifié. Articles 18 et 19. Adoption. Article 20 : MM. Guillaume Chastenet et René Gouge, *rapporteur*. Adoption. Article additionnel : MM. de Lubersac et René Gouge, *rapporteur*. Retrait. Articles 21 et 22. Adoption. Amendement de MM. le Chanoine Collin, de Marguerie, le Général Bourgeois : MM. Ogier, *Ministre des Régions libérées*, et le Chanoine Collin. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [20 juillet] (A. t. I, p. 1326 ; J.O., p. 1192). Promulgation (J.O., 18 août, p. 12127).

IMMEUBLES DÉTRUITS (Office de reconstitution des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création d'un office de reconstitution des immeubles détruits par faits de guerre et tendant à faciliter l'organisation des services généraux de l'entreprise nécessaire à cette reconstitution, déposé à la Chambre les 9 et 27 novembre 1918 ; rapport de M. Louis Marin, le 20 février 1919 ; adopté le 23 mai ; déposé par M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, relative aux questions intéressant les départements libérés de l'invasion et, pour avis, à la Commission des finances [27 mai] (A. t. I, p. 932; J.O., p. 821 ; I. n° 236).

IMMEUBLES DÉTRUITS PAR LES FAITS DE GUERRE. — Voir Matériaux (Réquisitions de).

IMMIGRATION. — Voir Traité conclu entre la France et l'Italie.

IMPOT SUR LE REVENU.

I — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger d'un mois les délais de déclaration en matière

d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, déposé à la Chambre le 26 mars ; rapport de M. Vincent Auriol, le 26 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances [29 mars] (A. t. I, p. 283 ; J.O., p. 254 ; I. n° 146). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 283 ; J.O., p. 254 ; I. n° 147). Discussion immédiate. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 283 ; J. O., p. 254). Promulgation (J. O., 30 mars, p. 2800).

2 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 15 juillet 1914, modifiée par la loi du 30 décembre 1916, établissant un impôt général sur le revenu, déposée à la Chambre le 3 avril 1917; rapport de M. Landry, le 16 janvier 1919 ; adoptée le 25 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 403 ; I. n° 133).

IMPOT SUR LE REVENU ET CONTRIBUTION EXTRAORDINAIRE SUR LES BÉNÉFICES DE GUERRE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la date d'expiration des délais supplémentaires accordés aux contribuables qui se sont trouvés empêchés de souscrire, dans les délais légaux, leurs déclarations relatives à l'impôt général sur le revenu et à la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, déposé à la Chambre le 27 janvier ; rapport de M. Dubois, le 2 mars ; adopté le 5 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 74). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 75). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement Adoption [8 mars] (A. t. I, p. 258; J.O., p. 230). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 3938).

IMPOTS FRANÇAIS (Modifications des tarifs des). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 27 avril 1920, relatif à l'application en Alsace et en Lorraine des modifications de tarifs apportés à des impôts français, déposé à la Chambre le 6 juillet ; rapport de M. Altorffer, le 22 juillet ; adopté le 19 novembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [21 décembre] (A. t. II, p. 252; J. O., p. 1968 ; I. n° 570).

INDEMNITÉ EXCEPTIONNELLE DU TEMPS DE GUERRE. — Voir Crédits additionnels, 2.

INDEMNITÉ EXCEPTIONNELLE DE TEMPS DE GUERRE AUX OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS A SOLDE MENSUELLE. — Voir Crédits additionnels, 4.

INDEMNITÉ EXCEPTIONNELLE AUX PERSONNELS CIVILS DE L'ÉTAT. — Voir Crédits additionnels, 2.

INDEMNITÉS AUX HABITANTS DES RÉGIONS ENVAHIES. — Voir Régions envahies.

INDEMNITÉ LÉGISLATIVE. — Voir Loi organique.

INDEMNITÉS DE RÉSIDENCE. — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 15.

INDEMNITÉ TEMPORAIRE AUX PETITS RETRAITÉS DE L'ÉTAT. — Voir Retraités de l'État.

INDIGÉNAT EN ALGÉRIE. — Voir Algérie, § I, 2, 4, 6.

INDIGÈNES MUSULMANS DE L'AFRIQUE DU NORD. — Voir Armée, § III, 15.

INDUSTRIES BRASSICOLES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 novembre 1918, modifiant le décret du 15 août 1918 relatif à l'industrie brassicole et les industries et commerces annexes, déposé à la Chambre les 13 septembre et 6 décembre 1918 ; rapport de M. Vandame le 28 décembre ; adopté le 20 février 1919 ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [17 avril] (A. t. I, p. 706 ; J.O., p. 621 ; I. n° 193). M. Ordinaire dépose le rapport [17 juin) (A. t. I, p. 1061 ; J.O., p. 937 ; I. n° 265). Déclaration de l'urgence. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1263 ; J.O., p. 1115).

INFIRMITÉS (Équivalence des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 et déterminant en centièmes d'invalidité l'équivalence des infirmités comprises dans la classification du 23 juillet 1887, connue sous le nom d'échelle de gravité, déposé à la Chambre le 24 juin ; rapport de M. Lugol le 29 juillet ; adopté le 1er octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la

Marine et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative à la législation des pensions des armées de terre et de mer [7 octobre] (A. t. I, p. 1762; J.O., p. 1550; I. n° 574). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 décembre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1841). Promulgation (J.O., 25 décembre, p. 15066).

INGÉNIEURS DE L'ARTILLERIE NAVALE. — Voir Marine, 3.

INGÉNIEURS MILITAIRES. — Voir Armée, § I, 3; § II, 4.

INSCRITS MARITIMES (Allocation temporaire aux). — Voir Allocations temporaires.

INSCRITS MARITIMES (Temps passé en captivité par les). — Voir Caisse des invalides de la marine.

INSOUMISSION DANS L'ARMÉE DE TERRE. — Voir Armée, § III, 2, 4.

INSPECTEURS DE LA NAVIGATION MARITIME. — Voir Marine, 12.

INSTITUT DE CÉRAMIQUE FRANÇAISE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but la reconnaissance d'utilité publique d'un institut de céramique française, déposé à la Chambre le 15 mai 1919; rapport de M. Labroue le 14 octobre 1919; adopté le 19 octobre 1919; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'enseignement supérieur [27 février] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 190; I. n° 68). M. Cuminal dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1131; J.O., p. 1018; I. n° 277). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Cuminal, *rapporteur*. Adoption [20 juillet] (A. t. I, p. 1325; J.O., p. 1191). Promulgation (J.O., 12 août, p. 11710).

INSTITUT MUSULMAN A PARIS. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant affectation d'une subvention de 500.000 francs à la Société des habous des lieux saints de l'Islam, pour la constitution d'un institut musulman à Paris, déposé à la Chambre le 30 janvier; rapport de M. Herriot le 29 juin; avis de la Commission des affaires étrangères par M. Farges, le 7 juillet; adopté le 9 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étran-

gères, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. **Renvoi à la Commission des finances** [27 juillet] (A. t. I, p. 1647; J.O., p. 1456; I. n° 375). M. Raphaël-Georges Lévy dépose et lit le rapport (I. n° 465). **Déclaration de l'urgence.** Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Victor Bérard et Paul Pelisse. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1951; J.O., p. 1708). Promulgation (J.O., 21 août, p. 12227).

INSTITUT D'OPTIQUE THÉORIQUE ET APPLIQUÉE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant reconnaissance d'utilité publique de l'Institut d'optique théorique et appliquée, déposé à la Chambre le 20 novembre 1918 ; rapport de M. Labroue le 14 octobre 1919 ; adopté le 19 octobre 1919 ; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission de l'enseignement supérieur [27 février] (A. t. I, p. 216 ; J.O., p. 190 ; I. n° 67). M. Goy dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 1060 ; J.O., p. 950 ; I. n° 242). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Goy, *rapporteur*. Adoption [20 juillet] (A. t. I, p. 1321; J.O., p. 1188). Promulgation (J.O., 12 août, p. 11711).

INSTITUTEURS MOBILISÉS.—1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relatif à l'avancement des instituteurs mobilisés, déposée à la Chambre le 10 janvier ; rapport de M. Pierre Rameil le 30 mai ; adoptée le 21 juin; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances. [27 juin] (A. t. I, p. 552; J.O., p. 496; I. n° 271). M. Lintilhac dépose et lit le rapport (I. n° 314). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 631; J.O., p. 567). Promulgation (J.O., 29 août, p. 7610).

INSTITUTEURS ET INSTITUTRICES MARIÉS. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la nomination des instituteurs et institutrices mariés et séparés de leur conjoint dans le département et la résidence de ce dernier, déposée à la Chambre le 19 mars ; rapport de M. Caffort le 4 juin ; adoptée le 18 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 13 février 1914, relative à la nomination et à la révocation des instituteurs et institutrices titulaires [24 juin] (A. t. I, p. 1132; J.O., p. 999 ; I. n° 285).

INSTITUTEURS AUTONOMES DE SCIENCES. — 1919. Projet de loi autorisant la création par les universités d'instituts autonomes de sciences appliquées à l'industrie et à l'agriculture, déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi à la Commission relative à l'apprentissage et à l'enseignement technique industriel et commercial, nommée le 12 novembre 1912 [24 janvier] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 26 ; I. n°13).

INTERPELLATIONS

ANNÉE 1918

1 — Demande d'interpellation de M. Perchot à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur les projets du Gouvernement en vue d'une union économique des nations amies et alliées. Fixation de la discussion au jeudi 24 janvier [15 janvier] (A. t. I, p. 10; J.O., p. 11). Discussion : MM. Perchot, Touron et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.* Ordre du jour de MM. Herriot et Perchot. Adoption [7 février] (A. t. I, p. 68; J.O., p. 62).

2 — Demande d'interpellation de M. Fabien Cesbron à M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre sur les injustices et abus de pouvoir de l'autorité militaire en matière de sursis et de permissions agricoles. Fixation ultérieure de la date de la discussion [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 112).

3 — Demande d'interpellation de M. Guillaume Chastenet sur la répartition peu équitable des restrictions et des réquisitions. Sur la date de la discussion : M. Guillaume Chastenet. Fixation ultérieure de la date de la discussion [7 mai] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 350). Discussion : MM. Guillaume Chastenet, Darbot, Jénouvrier, Poirson, Courrégelongue et Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement.* Ordre du jour de MM. Guillaume Chastenet, Monis, Courrégelongue et Thounens. Adoption [23 mai] (A. t. I, p. 415; J.O., p. 376).

4 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur la situation faite à l'épargne française créancière de l'Etat russe. Observation de M. le Ministre des Finances. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 mai] (A. t. I, p. 399; J.O., p. 360).

5 — Demande d'interpellation de M. Flandin sur les mesures nécessaires pour accroître, pendant la guerre et après la guerre, la force de production de notre empire colonial [14 juin] (A. t. I, p. 541; J.O.,

p. 484). Fixation de la discussion au 4 juillet [20 juin] (A. t. I, p. 544; J.O., p. 487). Discussion : MM. Etienne Flandin, Lucien Hubert, Henry Simon, *Ministre des Colonies* et Dominique Delahaye. Ordre du jour de MM. Etienne Flandin, Lucien Hubert, Henry Bérenger et Couyba. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 608; J.O., p. 545).

6 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur la politique du Gouvernement en Russie depuis la révolution du 12 mars 1917. Fixation ultérieure de la date de la discussion [29 juillet] (A. t. I, p. 650; J.O., p. 586).

7 — Demande d'interpellation de M. Etienne Flandin sur les mesures à prendre pour assurer en Orient la libération des peuples opprimés, les intérêts séculaires de notre politique musulmane et le respect des droits séculaires de la France dans le Levant. Fixation ultérieure de la date de la discussion [26 septembre] (A. t. I, p. 759; J.O., p. 685).

8 — Demande d'interpellation de M. Jénouvrier, sur le non-payement, aux familles des matelots montant des navires réquisitionnés, des délégations de solde à elles consenties [15 octobre] (A. t. I, p. 781; J.O., p. 708).

9 — Demande d'interpellation de M. Henri Michel sur l'organisation de la pêche en France et la reconstitution et le développement de la marine marchande. Sur la date de la discussion : M. Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande.* Jonction à l'interpellation de M. Jénouvrier, déposée le 15 octobre sur le non-payement aux familles des matelots montant des navires réquisitionnés, des délégations de solde à elles consenties. Fixation de la discussion des interpellations au vendredi 15 novembre [22 octobre] (A. t. I, p. 787; J.O., p. 714).

10 — Demande d'interpellation de M. Martinet sur le manque des engrais et la réduction des ensemencements en suite du rappel de prisonniers de guerre. Fixation ultérieure de la date de la discussion [7 novembre] (A. t. I, p. 799; J.O., p. 728). Discussion : MM. Martinet, Albert Peyronnet, Gaston Menier, Charles Riou, Cazeneuve, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*, et Henry Boucher. Ordre du jour de MM. Gaston Menier et Martinet. Adoption [20 décembre (A. t. I, p. 936; J.O., p. 852).

11 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur les mesures urgentes nécessaires à la reprise de la vie agricole dans les régions libérées. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 novembre] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 744).

12 — Demande d'interpellation de MM. Boudenoot, Paul Doumer, Vallé, Milliès-Lacroix et Monfeuillart sur la réparation des dommages de guerre. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 novembre] (A. t. I, p. 839; J.O., p. 765).

13 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur la politique du Gouvernement en Allemagne et surtout en Russie. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 873).

ANNÉE 1919.

1 — Demande d'interpellation de M. Debierre sur les retards apportés dans le ravitaillement et la reprise économique des régions du Nord [24 janvier] (A. t. I, p. 22 ; J.O., p. 25). Discussion : MM. Debierre et Claveille, *Ministre des Travaux publics et des Transports* [11 février] (A. t. I, p. 107 ; J.O., p. 97). MM. Boudenoot, Paul Bersez, Flaissières, Lucien Hubert, Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Debierre [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 112). MM. Lebrun, *Ministre des Régions libérées* ; Alexandre Ribot, Dominique Delahaye, Cazeneuve, Cauvin, Touron. Ordre du jour de MM. Debierre, Boudenoot, Bersez, Dron, Ribot, Henry Chéron, Albert Peyronnet, Hayez, Trystram, Dehove, Potié, Guillaume Chastenet, Touron, Doumer, Couyba et Cauvin. Observation : M. Dron. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour [14 février] (A. t. I, p. 142 ; J.O., p. 129).

2 — Demande d'interpellation de M. Boudenoot sur les retards apportés à la remise en état et à la reconstruction des communes libérées [24 janvier] (A. t. I, p. 22 ; J.O., p. 25). Discussion : (Voir Interpellation de M. Debierre sur le ravitaillement des régions du Nord) [11 février] (A. t. I, p. 107 ; J.O., p. 97) [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 112) [14 février] (A. t. I, p. 142 ; J.O., p. 129).

3 — Demande d'interpellation de M. Henry Chéron à M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement sur les mesures qu'il compte prendre pour combattre la cherté de la vie [28 janvier] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 39). Discussion : M. Henry Chéron [18 février] (A. t. I, p. 166 ; J.O., p. 152). MM. Perchot, Guillaume Chastenet, Flaissières, Hervey, Albert Peyronnet, Gaston Menier, André Lebert et Charles Deloncle [20 février] (A. t. I, p. 186 ; J.O., p. 168). MM. Darbot, Louis Martin, Chapuis, Milan, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* ; Jénouvrier, Touron, Debierre et Dominique Delahaye. Ordre du jour de MM. Henry Chéron, Deloncle, Jénouvrier, Chauveau, Vieu, Lintilhac, Perchot, Flaissières, Couyba, Chapuis, Gaston Menier et

André Lebert. Addition de M. Guillaume Chastenet. Sur l'ordre du jour : MM. Perreau, Henry Chéron et Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*. Ordre du jour de M. Milliès-Lacroix : M. Milliès-Lacroix. Retrait de l'ordre du jour de MM. Henry Chéron et ses collègues. Adoption de l'ordre du jour de M. Milliès-Lacroix [25 février] (A. t. I, p. 203 ; J.O., p. 184).

4 — Demande d'interpellation de M. Paul Bersez sur l'insuffisance du ravitaillement ainsi que le manque de moyens de chauffage et sur les mesures à prendre au point de vue de la vie agricole dans les régions libérées [28 janvier] (A. t. I, p. 40 ; J.O., p. 39). Discussion : (Voir Interpellation de M. Debierre sur le ravitaillement des régions du Nord) [11 février] (A. t. I, p. 107 ; J.O., p. 97) [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 112) [14 février] (A. t. I, p. 142 ; J.O., p. 129).

5 — Demande d'interpellation de M. Perchot sur la politique financière du Gouvernement [25 février] (A. t. I, p. 202; J.O., p. 183). Fixation de la discussion au 15 avril. MM. Klotz, *Ministre des Finances* et Perchot [10 avril] (A. t. I, p. 568 ; J.O., p. 502). Ajournement au vendredi 18 avril : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Flaissières, Perchot et Ribot [15 avril] (A. t. I, p. 604 ; J.O., p. 585). Jonction de l'interpellation de M. Martinet sur la déclaration des contrôleurs des contributions directes concernant l'impôt sur les revenus. Discussion : M. Perchot [18 avril] (A. t. I, p. 739 ; J.O., p. 648). M. Martinet. Renvoi de la suite de la discussion à une séance ultérieure [22 avril] (A. t. I, p. 781 ; J.O., p. 684). MM. Gaudin de Villaine et Flaissières [13 mai] (A. t. I, p. 834 ; J.O., p. 728). MM. Albert Peyronnet et Paul Doumer [15 mai] (A. t. I, p. 845; J.O., p. 745). MM. Doumer et Couyba [20 mai] (A. t. I, p. 860 ; J.O., p. 757). M. Klotz, *Ministre des Finances* [27 mai] (A. t. I, p. 932 ; J.O., p. 822). M. Ribot. Vote de l'affichage du discours de M. Ribot. MM. Dominique Delahaye, Couyba et Klotz, *Ministre des Finances*. Ordre du jour de M. Flaissières. Ordre du jour de MM. Perchot, Couyba, Peyronnet, Combes, Ratier, Saint-Germain, Develle, Cauvin. Ordre du jour de M. Guillaume Chastenet. Demande de priorité pour les deux premiers ordres du jour. Sur les ordres du jour : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Flaissières, Perchot, Henry Chéron et Milliès-Lacroix. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. Perchot, Couyba et leurs collègues [30 mai] (A. t. I, p. 952 ; J.O., p. 839).

6 — Demande d'interpellation de M. Goy sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'Université de Paris [11 mars] (A. t. I, p. 274 ; J.O., p. 243). Jonction de la discussion de l'interpellation de

M. Cazeneuve sur la crise de l'enseignement supérieur et les remèdes à y apporter. Discussion : MM. Goy et Cazeneuve [10 avril] (A. t. I, p. 571 ; J.O., p. 504). MM. Charles-Dupuy, T. Steeg, Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ; Dominique Delahaye, Debierre, Jénouvrier et Surreaux. Ordre du jour de MM. Cazeneuve, Goy, Charles Dupuy, T. Steeg, Couyba et Lintilhac. Sur l'ordre du jour : M. Eugène Lintilhac. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 526).

7 — Demande d'interpellation de M. Cazeneuve sur la crise de l'enseignement supérieur [11 mars] (A. t. I, p. 274 ; J.O., p. 243). Interpellation jointe à celle de M. Goy sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'Université de Paris [10 avril] (A. t. I, p. 571 ; J.O., p. 504).

8 — Demande d'interpellation de M. Herriot à M. le Ministre de l'Intérieur au sujet des incidents de la municipalité de Lyon. Question : MM. Herriot et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Transformation de la question en interpellation : MM. Herriot, Pams, *Ministre de l'Intérieur* ; Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Jénouvrier et Henry Chéron. Demande de l'ordre du jour pur et simple. Sur l'ordre de jour : MM. Herriot, Jean Codet, Henry Chéron. Ordre du jour de M. Jénouvrier. Ordre du jour de M. Fabien-Cesbron. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [1er avril] (A. t. I, p. 528 ; J.O., p. 467).

9 — Demande d'interpellation de M. Martinet à M. le Ministre des Finances, relative à la déclaration des contrôleurs des contributions directes, concernant l'assiette et la détermination des impôts cédulaires et de l'impôt général sur le revenu. Fixation ultérieure de la date de la discussion [16 avril] (A. t. I, p. 692 ; J.O., p. 609). Interpellation jointe à celle de M. Perchot sur la politique financière du Gouvernement [18 avril] (A. t. I, p. 739 ; J.O., p. 648).

10 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur les hésitations du Gouvernement à reconnaître le Gouvernement de l'amital Koltchak [24 mai] (A. t. I, p. 913 ; J.O., p. 805).

11 — Demande d'interpellation de MM. Guillaume Chastenet et Paul Doumer sur la politique du Gouvernement en matière de change [3 juin] (A. t. I, p. 372 ; J.O., p. 857).

12 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine à M. le Garde des Sceaux sur le décret ayant autorisé la fraude sur les

mistelles. Sur la discussion : MM. Gaudin de Villaine, Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [13 juin] (A. t. I, p. 1026 ; J.O., p. 905).

13 — Demande d'interpellation de M. Cazeneuve à M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement sur la réorganisation de l'enseignement vétérinaire et la suppression éventuelle des écoles vétérinaires de Lyon et de Toulouse [13 juin] (A. t. I, p. 1026 ; J.O., p. 906).

14 — Demande d'interpellation de M. Brager de La Ville-Moysan, sur le transport d'Algérie en France des phosphates nécessaires aux ensemencements d'automne [27 juin] (A. t. I, p. 1204 ; J.O., p. 1062). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. MM. Brager de La Ville-Moysan, Pierre Dupuy, *Commissaire aux transports maritimes et à la marine marchande, commissaire du Gouvernement* ; Flaissières, Claveille, *Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande*, Maurice Sarraut, Charles Riou, Gaston Doumergue et Herriot. Ordre du jour de M. Brager de la Ville-Moysan. Adoption [24 juillet] (A. t. I, p. 1313 ; J.O., p. 1161).

15 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur les mesures que compte prendre le Gouvernement à l'égard de certaines publications relatives à des spéculations, notamment dans l'affaire dite des « rhums » [11 juillet] (A. t. I, p. 1266 ; J.O., p. 1119).

16 — Question : MM. Eugène Guérin et Noulens, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*. Demande de transformation en interpellation de la question sur les eaux de la source de Fontaine-l'Evêque. Adoption. Discussion de l'interpellation : M. Flaissières. Ordre du jour de M. Flaissières : MM. Eugène Guérin et le Ministre de l'Agriculture. Adoption [16 septembre] (A. t. I, p. 1583 ; J.O., p. 1390).

17 — Demande d'interpellation de M. Simonet sur la circulaire adressée aux préfets au sujet de l'interdiction des exhumations et transports des corps des soldats morts pour la France [9 octobre] (A. t. I, p. 1814 ; J.O., p. 1594). Discussion : MM. Simonet, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*, et Paul Doumer. Ordre du jour de M. Simonet : MM. Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat*, et Touron. Ordre du jour de M. Guillaume Poulle. Retrait, par M. Simonet de son ordre du jour. Adoption de l'ordre du jour de M. Guillaume Poulle [16 octobre] (A. t. I, p. 1927 ; J.O., p. 1694).

18 — Demande d'interpellation de M. Brager de La Ville-Moysan sur les mesures à prendre pour désencombrer le port de Saint-Malo et transporter les marchandises diverses qui s'y accumulent [9 octobre] (A. t. I, p. 1814 ; J.O., p. 1594).

19 — Demande d'interpellation de M. Jénouvrier à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports pour l'exploitation du réseau de l'Etat. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 octobre] (A. t. I, p. 1858; J.O., p. 1634).

20 — Demande d'interpellation de M. Lucien Hubert à M. le Ministre des Colonies sur les mesures envisagées pour utiliser l'aide des colonies dans la crise économique de la métropole. Fixation ultérieure de la date de la discussion. [23 décembre] (A. t. II, p. 14; J.O., p. 1844).

ANNÉE 1920

1 — Demande d'interpellation de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre des Travaux publics sur les tarifs de chemins de fer. Fixation ultérieure de la date de la discussion [22 janvier] (A. t. I, p. 39; J.O., p. 34.)

2 — Demande d'interpellation de M. Lucien Hubert à M. le Ministre des Colonies sur les mesures envisagées pour utiliser l'aide des colonies dans la crise économique de la métropole [22 janvier] (A. t. I, p. 39; J.O., p. 34). Discussion des interpellations : 1° de M. Lucien Hubert, sur les mesures envisagées pour utiliser l'aide des colonies dans la crise économique de la métropole; 2° de M. Lebrun, sur le programme arrêté pour faire participer les ressources coloniales au relèvement économique de la métropole : MM. Lucien Hubert, Albert Lebrun, Crosnier, Gaston Menier et Dominique Delahaye [19 février] (A. t. I. p. 164; J.O., p. 149). MM. Jénouvrier, Chauveau, André Berthelot, Eugène Réveillaud, Lucien Cornet. MM. Hugues Le Roux et Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*. M. Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*. Ordre du jour de MM. Gaston Doumergue, Lucien Hubert, Victor Bérard, Albert Lebrun. Albert Gérard, Henry Chéron, Léon Charpentier, Charles Deloncle, Mascuraud, Pierre Marraud, Schrameck et Cosnier. Sur l'ordre du jour : MM. Milliès-Lacroix et Schrameck. Adoption de l'ordre du jour [27 février] (A. t. I., p. 183; J.O., p. 167).

3 — Demande d'interpellation de M. Paul Strauss sur les intentions du Gouvernement et son programme en matière d'habitations à bon marché. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 janvier] (A. t. I, p. 45; J.O., p. 39). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. MM. Paul Strauss, Delatour, *commissaire du Gouvernement*; Louis Quesnel, Fernand Merlin, J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*; Louis Soulié, Fernand Merlin, Flaissières et Cauvin. Renvoi de la suite de la discussion à la pro-

chaine séance (8 mars] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 234). MM. Hugues Le Roux, François-Saint-Maur, Pottevin, Ribot, André Berthelot, Gourju, Grosjean, Charles Deloncle, Jules-Louis Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales*, et Paul Strauss. Ordre du jour de MM. Paul Strauss, Ribot, Henry Chéron et un certain nombre de leurs collègues. Observations de MM. Mauger, Henry Chéron, Grosjean et le Ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales. Adoption [12 mars] (A. t. I, p. 286; J.O., p. 254).

4 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine a M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, sur la politique de la France à l'égard de la Russie : MM. Gaudin de Villaine et Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 février] A. t. I, p. 54; J.O., p. 49).

5 — Demande d'interpellation de M. Lebrun à M. le Ministre des Colonies et à M. le Ministre des Transports et de la Marine marchande sur la participation des ressources coloniales au relèvement économique de la métropole. Observation de M. Albert Lebrun. Jonction de la discussion à l'interpellation de M. Lucien Hubert, fixée au 13 février [5 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 50).

6 — Demande d'interpellation de M. Albert Peyronnet à M. le Ministre du Travail sur les mesures qu'il compte prendre pour assurer l'application normale de la loi des retraites ouvrières et paysannes. Fixation ultérieure de la date de la discussion [5 février] (A. t. I, p. 55; J.O., p. 50). Discussion : MM. Albert Peyronnet, Paul Strauss, Henry Chéron, Mauger, Jourdain, *Ministre du Travail*, et Gourju. Ordre du jour de MM. Albert Peyronnet, Marraud, Paul Strauss, Marcel Régnier, Henry Chéron, René Besnard et Mauger. Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1218; J.O., p. 1093).

7 — Demande d'interpellation de M. de Monzie sur la politique du Gouvernement pour la sauvegarde et le recouvrement de la créance française sur la Russie et la Turquie. Sur la date de la discussion : MM. François-Marsal, *Ministre des Finances*, et de Monzie. Fixation au jeudi 25 mars [10 février[(A. t. I, p. 77; J.O., p. 71). MM. de Monzie et Gaudin de Villaine. Renvoi de la suite de la discussion à une autre séance [26 mars] (A. t. I, p. 436; J.O., p. 398).

8 — Demande d'interpellation de M. Rouby à M. le Ministre de la Guerre sur la dissolution du 100e régiment de ligne à Tulle. Fixation ultérieure de la date de la discussion [12 février] (A. t. I, p. 80; J.O., p. 75). Discussion : MM. Rouby, Dominique Delahaye, Massé, Gaudin

de Villaine, Simonet, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*; Paul Doumer, Milliès-Lacroix, Simonet et Peschaud. Vote de l'ordre du jour pur et simple [19 mars] (A. t. I, p. 327; J.O., p. 296).

9 — Demande d'interpellation de M. Raphaël-Georges Lévy à M. le Ministre des Finances sur la continuation de la frappe des monnaies d'argent. Fixation ultérieure de la date de la discussion [17 février] (A. t. I, p. 157; J.O., p. 141).

10 — Demande d'interpellation de M. Brager de La Ville-Moysan à M. le Ministre des Travaux publics sur les mesures nécessaires pour intensifier le transport en France des phosphates d'Algérie et de Tunisie indispensables à notre agriculture. Fixation ultérieure de la date de la discussion [19 février] (A. t. I, p. 159; J.O., p. 145).

11 — Demande d'interpellation de M. de Lubersac à M. le Ministre des Régions libérées sur les entraves apportées à l'exercice du contrôle parlementaire dans les régions libérées. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 février] A. t. I, p. 187; J.O., p. 166).

12 — Demande d'interpellation de M. Henry Chéron sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour combattre en France l'organisation de la propagande bolcheviste qui constitue un attentat contre la sûreté de l'Etat. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 février] (A. t. I, p. 187; J.O., p. 166). MM. Henry Chéron, Millerand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*; Gaudin de Villaine, de Lubersac, Dominique Delahaye, Flaissières, Bouveri, Touron et le colonel Sthul. Ordre du jour de MM. Henry Chéron, Jonnart, Milliès-Lacroix, Boudenot, Bienvenu Martin, de Selves, Debierre, Maurice Ordinaire, Imbart de la Tour, Lucien Cornet, Cauvin, Mascuraud, Guillaume Poulle, Charles Deloncle, Lebrun et Robert Leneveu. Ordre du jour de M. Gaudin de Villaine. Retrait. Sur l'ordre du jour de M. Henry Chéron et ses collègues : MM. le Président du Conseil et Dominique Delahaye. Vote par division. Adoption successive de chaque partie et de l'ensemble de l'ordre du jour [29 mars] (A. t. I, p. 453; J.P., p. 406).

13 — Demande d'interpellation de M. Guillaume Chastenet sur la politique du Gouvernement en matière de change : MM. Guillaume Chastenet et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Fixation ultérieure de la date de la discussion [8 mars] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 233).

14 — Demande d'interpellation de M. Jénouvrier sur les retards apportés au payement des primes de démobilisation [18 mars] (A. t. I,

p. 306 ; J.O., 273). MM. Jénouvrier, le colonel Sthul, Morand, Gourju, Dominique Delahaye, Maginot, *Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre*; Guilloteaux, Lemarié, Henri Michel et Pol-Chevalier. Ordre du jour de M. Jénouvrier. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 548 ; J.O., p. 492).

15 — Demande d'interpellation de MM. Boudenoot, Jonnart, Roland, Potié, Pierrin, Bachelet, Delpierre et de Lubersac sur les retards apportés à la fixation du prix de l'alcool, retards qui sont de nature à empêcher les emblavements de betteraves et, par là, à exercer une fâcheuse répercussion sur la production du blé et de la viande. Fixation ultérieure de la date de la discussion [18 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 273).

16 — Fixation au vendredi 26 mars d'une interpellation de M. Touron sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour dissiper les incertitudes en présence desquelles se trouvent actuellement les patentés et pour leur permettre, en vue des déclarations qu'ils doivent faire avant le 31 mars, d'évaluer avec quelque chance d'exactitude leurs revenus de 1919 : MM. Touron, Paul Doumer, Dominique Delahaye et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* [19 mars] (A. t. I, p. 326 ; J.O., p. 295). M. Touron retire son interpellation [31 mars] (A. t. I, p. 497; J.O., p. 444).

17 — Interpellation de M. Dausset sur la politique financière et fiscale du Gouvernement à l'égard des budgets des départements et des communes [19 mars] (A. t. I, p. 327; J.O., p. 296). Ajournement de l'interpellation : MM. Louis Dausset, Paul Doumer, François-Marsal, *Ministre des Finances* et Milliès-Lacroix [18 mai] (A. t. I, p. 626; J.O., p. 566). Observations de MM. Louis Dausset, de Selves, *Président de la Commission des affaires étrangères*, et de Monzie [25 juin] (A. t. I, p. 1139; J.O., p. 1021). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. M. Louis Dausset [29 juin] (A. t. I, p. 1159 ; J.O., p. 1041).

18 — Demande d'interpellation de M. Antonin Dubost à M. le Ministre des Finances sur la politique financière du Gouvernement [23 mars] (A. t. I, p. 372 ; J.O., p. 333). Discussion : M. Antonin Dubost [14 avril] (A. t. I, p. 540 ; J.O., p. 481). Sur la discussion : MM. Antonin Dubost, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Vote de la suite de la discussion : MM. Antonin Dubost et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Ordre du jour de M. Antonin Dubost : MM. Henry Bérenger, Antonin Dubost

et Dominique Delahaye. Demande de l'ordre du jour pur et simple M. Jénouvrier. Adoption [18 mai] (A. t. I, p. 621 ; J.O., p. 562).

19 — Demande d'interpellation de M. Pasquet à M. le Ministre de l'Agriculture sur la politique du blé. Fixation ultérieure de la date de la discussion [31 mars] (A. t. I, p. 482 ; J.O., p. 432). MM. Pasquet et J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture*. Retrait de l'interpellation [26 juillet] (A. t. I, p. 1593 ; J.O., p. 1413).

20 — Demande d'interpellation de MM. de Rougé et Marcel Donon à M. le Ministre de l'Agriculture, relative à la production du blé. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 avril] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 477).

21 — Demande d'interpellation de M. André Lebert sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour réorganiser la gendarmerie. Fixation ultérieure de la date de la discussion [14 avril] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 477). MM. André Lebert, Charles Chabert, le général Taufflieb, André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Ordre du jour de MM. de Selves, André Lebert, Chéron, Boudenoot, Lucien Hubert, Jénouvrier, Lebrun, Landrodie, d'Alsace; Charles Chabert, René Besnard et Pérès. Adoption [1er juillet] (A. t. I, p. 1204 ; J.O., p. 1081).

22 — Demande d'interpellation de M. Schrameck à M. le Ministre des Colonies sur les conditions dans lesquelles il entend tirer parti à Madagascar des ressources susceptibles d'être utilisées pour notre relèvement économique. Sur la date de la discussion ; MM. Albert Sarraut, *Ministre des Colonies*, et Schrameck. Discussion ajournée [14 avril] (A. t. I, p. 536 ; J.O., p. 477). Ajournement de la discussion : MM. Schrameck et Albert Sarraut, *Ministre des Colonies* [27 juillet] (A. t. I, p. 1650; J.O., p. 1458).

23 — Demande d'interpellation de M. Fernand Merlin à M. le Ministre de l'Agriculture sur l'amélioration des méthodes pour combattre la fièvre aphteuse et la tuberculose animale. Fixation ultérieure de la date de la discussion [27 avril] (A. t. I, p. 600 ; J.O., p. 538).

24 — Demande d'interpellation de M. de Lamarzelle et plusieurs de ses collègues sur la liberté accordée à certaines représentations théâtrales. Fixation ultérieure de la date de la discussion : M. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [18 mai] (A. t. I, p. 626; J.O., p. 566).

25 — Demande d'interpellation de M. de Lamarzelle et plusieurs de ses collègues, à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur

la propagande dite néo-malthusienne, sur la liberté de certaines représentations théâtrales et l'impunité de certaines affiches [24 mai] (A. t. I, p. 722; J.O., p. 655). MM. de Lamarzelle, Philip, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*; Louis Soulié et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Ordres du jour: le 1er, de MM. François-Saint-Maur, Babin-Chevaye. de Landemont, Bodinier, Jules Delahaye, Dominique Delahaye, de Las Cases, de Tréveneuc, de Rougé, de Montaigu et Busson-Billault; le 2e, de MM. Deloncle, Magny, Mauger, Lintilhac, Mascuraud, Cazelles, Simonet et Louis Dausset; le 3e, de M. Louis Soulié. Demande de priorite pour l'ordre du jour de MM. Deloncle, Magny et leurs collègues. Sur les ordres du jour : MM. Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Louis Soulié et François-Saint-Maur. Demande par M. Louis Soulié, de la jonction de son ordre du jour à celui de MM. Deloncle et Magny. Retrait de l'ordre du jour de MM. François-Saint-Maur. Babin-Chevaye et leurs collègues. Sur l'ordre du jour de MM. Deloncle, Magny et leurs collègues : MM. Victor Bérard, Paul Strauss, Charles Deloncle. Adoption de l'ordre du jour modifié de MM. Deloncle, Magny et leurs collègues. Rejet de l'addition de son ordre du jour demandée par M. Louis Soulié [10 juin] (A. t. I, p. 1030; J.O., p. 926).

26 — Demande d'interpellation de M. d'Estournelles de Constant à M. le Président du Conseil sur les opérations militaires qui se poursuivent en Asie-Mineure et vers la Mésopotamie, particulièrement en Cilicie. Fixation ultérieure de la date de la discussion [25 mai] (A. t. I, p. 726; J.O., p. 659).

27 — Demande d'interpellation de M. François Albert à M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, sur l'état des négociations interalliées en ce qui concerne l'application du traité de Versailles. Fixation ultérieure de la date de la discussion [2 juin] (A. t. I, p. 997; J.O., p. 892).

28 — Demande d'interpellation de M. Larère à M. le Ministre du Ravitaillement sur les mesures qu'il compte prendre pour ravitailler le département des Côtes-du-Nord. Sur la date de l'interpellation : MM. Larère et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre* [8 juin] (A. t. I, p. 1003; J.O., p. 898). Retrait de l'interpellation [10 juin] (A. t. I, p. 1029; J.O., p. 925).

29 — Demande d'interpellation de M. Dominique Delahaye à M. le Ministre de la Guerre sur la non-exécution d'un arrêt de justice rendu contre un prisonnier de guerre allemand condamné à mort [8 juin] (A. t. I, p. 1005; J.O., p. 900). MM. Dominique Delahaye, André

Lefèvre, *Ministre de la Guerre*, et Louis Quesnel. Ordre du jour de M. Dominique Delahaye. Ordre du jour pur et simple de MM. Debierre et Lémery. Sur l'ordre du jour : MM. le Président et Jules Delahaye. Adoption de l'ordre du jour pur et simple [22 juin] (A. t. I, p. 1074 ; J.O., p. 967).

30 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine sur le caractère et les conséquences du traité du 17 juillet 1918, conclu entre l'Etat français et le prince de Monaco. Sur la date : M. Gaudin de Villaine [18 juin] (A. t. I, p. 1067 ; J.O., p. 958).

31 — Demande d'interpellation de M. Pierre Berger sur l'organisation judiciaire et les garanties à donner aux justiciables et aux magistrats. Fixation ultérieure de la date de l'interpellation [22 juillet] (A. t. I, p. 1394 ; J.O., p. 1251).

32 — Demande d'interpellation de M. Louis Martin sur la situation générale de la marine [25 juillet] (A. t. I, p. 1568 ; J.O., p. 1393).

33 — Demande d'interpellation de M. Mauger à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie sur son décret du 4 mars 1920, portant interdiction d'exportation des cuirs et sur ses conséquences pour l'industrie des cuirs [29 juillet] (A. t. I, p. 1819 ; J.O., p. 1596).

34 — Interpellation de M. Castillard à MM. les Ministres du Commerce et de l'Agriculture sur les exigences du décret du 12 août dernier et sur la publication au *Journal officiel* des moyennes du poids spécifique du froment supérieures à la réalité. Sur la date : MM. Castillard, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et André Lebert [8 novembre] (A. t. II, p. 11 ; J.O., p. 1739). Interpellations : 1° de M. Castillard sur les exigences du décret du 12 août dernier et sur la publication au *Journal officiel* des moyennes du poids spécifique du froment supérieures à la réalité ; 2° de M. Lebert sur les mesures prises par le Sous-Secrétaire d'État au Ravitaillement pour assurer le payement des céréales panifiables et notamment du blé de la récolte de 1920 ; 3° de M. Martinet sur le décret du 12 août 1920, interdisant aux producteurs de transporter le blé de leur récolte hors de leur département et aux meuniers d'acheter les blés en culture : MM. Castillard, André Lebert, Martinet, Maranget, Henri Michel, Louis Michel, de Lubersac, de Rougé, Thoumyre, *Sous-Secrétaire d'État du Ravitaillement* ; Royneau et Tissier. Ordres du jour : le 1er, de MM. Guesnier, de Rougé, Roland et plusieurs de leurs collègues ; le 2e, de MM. Donon, Gomot et Roland ; le 3e, de MM. Pierre Marraud, Laboulbène et Artaud. Sur les ordres du jour : MM. Gustave Lhopi-

teau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Tissier, Louis Michel et Pol-Chevalier. Adoption de l'ordre du jour de MM. Pierre Marraud, Laboulbène et Artaud [16 novembre] (A. t. II, p. 18 ; J.O., p. 1751).

35 — Interpellation de M. André Lebert à M. le Sous-Secrétaire d'État du Ravitaillement sur les mesures prises pour assurer le payement des céréales panifiables, notamment du blé de la récolte 1920. Interpellation jointe à celle de M. Castillard sur les exigences du décret du 12 août 1920 et sur la publication au *Journal officiel* des moyennes du poids spécifique du froment supérieures à la réalité [8 novembre] (A. t. II, p. 11 ; J.O., p. 1739).

36 — Demande d'interpellation de M. Martinet à M. le Ministre de l'Agriculture sur le décret du 12 août 1920, interdisant aux producteurs de transporter le blé de leur récolte hors de leur département et aux meuniers d'acheter les blés en culture. Jonction aux interpellations de MM. Castillard et Lebert [16 novembre] (A. t. II, p. 18 ; J.O., p. 1751).

37 — Demande d'interpellation de M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre de l'Hygiène sur le danger pour la santé de Paris de l'invasion de certains quartiers par des réfugiés d'Orient : M. Gaudin de Villaine [16 novembre (A. t. II, p. 34 ; J.O., p. 1764). Fixation de la discussion au jeudi 2 décembre [23 novembre] (A. t. II, p. 68 ; J.O., p. 1797). MM. Gaudin de Villaine, Fernand Merlin, Bouveri, François Albert, Jules-Louis-Breton, *Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales* ; Paul Strauss, Louis Dausset, Dominique Delahaye et Machet. Ordres du jour : le 1er, de M. Gaudin de Villaine ; le 2e, de M. François Albert ; le 3e, de MM. Magny, Machet, Mauger, Mascuraud, Martinet, Henry Chéron et Louis Dausset. Retrait de l'ordre du jour de M. Gaudin de Villaine. Sur les ordres du jour : M. Jules-Louis Breton, *Ministre de l'Hygiène* ; Dominique Delahaye et François Albert. Demande de priorité sur l'ordre du jour de M. François Albert : MM. Jules-Louis Breton, *Ministre de l'Hygiène*, et François Albert. Retrait de l'ordre du jour de M. François Albert. Adoption de l'ordre du jour de M. Magny, Machet, Mauger, Mascuraud, Martinet, Henry Chéron et Louis Dausset. Addition à l'ordre du jour présenté par M. Dominique Delahaye. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'ordre du jour [2 décembre] (A. t. II, p. 112 ; J.O., p. 1837).

38 — Demande d'interpellation de M. Brangier, sur la politique administrative du Gouvernement. Fixation ultérieure de la date de la discussion [23 novembre] (A. t. II, p. 53 ; J.O., p. 1785).

39 — Demande d'interpellation de M. Louis Soulié sur les mesures que compte prendre M. le Ministre de l'Intérieur pour le rapatriement, dans l'intérêt de l'ordre public, des chômeurs étrangers dans les grandes agglomérations [2 décembre] (A. t. II, p. 111 : J.O., p. 1837).

40 — Demande d'interpellation de M. Duplantier sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à des procédés de candidature officielle dans le Cantal. Sur la date de l'interpellation : MM. Duplantier et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* [2 décembre] (A. t. II, p. 127 ; J.O., p. 1051). Discussion : MM. Duplantier, Leneveu, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* ; Pierre Marraud, Dominique Delahaye et Héry. Ordres du jour : le 1er, de M. Duplantier ; le 2e, de M. François Albert ; le 3e, de MM. Pierre Marraud et Magny. Demande de l'ordre du jour pur et simple par M. Dominique Delahaye. Sur les ordres du jour : M. T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Retrait de l'ordre du jour pur et simple. Sur la priorité de l'ordre du jour de M. Duplantier : M. Duplantier. Sur les ordres du jour : MM. Louis Martin, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* : François Albert et Héry. Vote sur la priorité en faveur de l'ordre du jour de M. Duplantier. Rejet, au scrutin, de la priorité. Priorité en faveur de l'ordre du jour de MM. Pierre Marraud et Magny. Retrait par M. Duplantier de son ordre du jour. Adoption, au scrutin, de l'ordre du jour de MM. Pierre Marraud et Magny [10 décembre] (A. t. II, p. 147 ; J.O., p. 1872).

41 — Demande d'interpellation de M. Louis Michel à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, au sujet des poursuites dont les cultivateurs sont l'objet pour augmentation du prix du lait [10 décembre] (A. t. II, p. 159 ; (J.O., p. 1872). MM. Louis Michel, Gaudin de Villaine, de Rougé, Eugène Penancier, Royneau, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Henry Chéron, Brangier, Paul Strauss, Hervey et de Landemont. Ordre du jour de MM. Lucien Cornet, Louis Michel, Milan, Roland, Royneau et Penancier. Sur l'ordre du jour : M. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'ordre du jour [17 décembre] (A. t. II, p. 213 ; J.O., p. 1936).

42 — Demande d'interpellation de M. Drivet à M. le Ministre des Travaux publics sur les répercussions exercées sur la vie économique du pays par la péréquation appliquée aux charbons français [10 décembre] (A. t. II, p. 146 ; J.O., p. 1072).

43 — Demande d'interpellation de M. Brangier à M. le Ministre des Finances, sur les statistiques mensuelles du commerce extérieur, le

change et le rôle des banques [14 décembre] (A. t. II, p. 166 ; J.O., p. 1892).

44 — Demande d'interpellation de M. Henry Chéron à M. le Ministre de l'Agriculture sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour combattre devant la Conférence internationale du travail la proposition d'extension de la loi de huit heures à l'agriculture : Observation de M. Henry Chéron [27 décembre] (A. t. II, p. 323 ; J.O., p. 2030). Retrait de l'interpellation : MM. Henry Chéron et J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture* [30 décembre] (A. t. II, p. 369 ; J.O., p. 2069).

INTERPRÈTES MILITAIRES. — Voir Armée, § IV, 3.

INVENTAIRE MOBILIER OBLIGATOIRE APRÈS DÉCÈS. — 1920. Proposition de loi, ayant pour objet d'instituer l'inventaire mobilier obligatoire après décès et de coordonner l'action des services de l'enregistrement et des contributions directes en matière de mutation par décès et d'impôt sur le revenu, déposée par M. Chalamet. Renvoi à la Commission des finances [6 juillet] (A. t. I, p. 1230 ; J.O., p. 1105 ; I. n° 311).

JARDRES (Vienne). — Voir Communes et Cantons, 8.

JEANNE D'ARC. — 1920. Proposition de loi ayant pour objet l'institution d'une fête nationale de Jeanne d'Arc, fête du patriotisme (Voir Table 1894, p. 226). Promulgation (J.O., 14 juillet, p. 10018).

JEUX (Régime des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime des jeux. (Voir Table 1912-1914, p. 535). M. Henri-Michel dépose un rapport supplémentaire [27 mars] (A. t. I, p. 411 ; J.O., p. 366 ; I. n° 126). 1re délibération sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime des jeux ; 2° la proposition de loi de M. Empereur, relative au régime des jeux ; 3° la proposition de M. Gaudin de Villaine, sur le monopole et la ferme des jeux. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Henri Michel, *rapporteur*, Albert Peyronnet, Cazeneuve, *Président de la Commission*, et Flaissières [22 mai] (A. t. I, p. 870; J.O., p. 767). Discussion générale (suite) : MM. de Lamarzelle, Dominique Delahaye et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Motion de M. Flaissières contre le passage à la discussion des articles : M. Cazeneuve, *Président de la Commission*. Rejet. Discussion des articles : Article pre-

mier : MM. Milliès-Lacroix, Pams, *Ministre de l'Intérieur*, et de Las Case. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. de Freycinet, Ranson, Magny, Paul Strauss, Mascuraud, Barbier, Charles Deloncle et T. Steeg : MM. Ranson, Poirson, Magny, Jénouvrier, Henri Michel, *rapporteur*; Dominique Delahaye et Rouby. Adoption. Amendement de M. Poirson : MM. Poirson, Cazeneuve, *Président de la Commission*; Magny, Jénouvrier, Paul Strauss, Perreau, Milliès-Lacroix, Dominique Delahaye. Scrutin. Pointage. Article 2 : MM. Milliès-Lacroix, Pams, *Ministre de l'Intérieur*, et Henri Michel, *rapporteur*. Adoption. Article 3. Adoption. Article 4 : Amendement de M. Forsans, non appuyé. M. Henri Michel, *rapporteur*. Dépôt d'un amendement de MM. Henry Chéron et Henri Michel ; M. Henry Chéron. Discussion ajournée. Amendement de M. Vieu. (Soumis à la prise en considération) : MM. Vieu, Henri Michel, *rapporteur*; Pams, *Ministre de l'Intérieur* et Cazeneuve, *Président de la Commission*. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Poirson à l'article premier. Rejet de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article premier [23 mai] (A. t. I, p. 889; J.O., p. 784). Discussion des articles (suite). Discussion de l'article 4 (suite). Amendement de M. Vieu : M. Henri Michel, *rapporteur*. Adoption. Amendement de MM. Henry Chéron, Henri Michel et Jénouvrier: M. Henri Michel, *rapporteur*. Adoption. Amendement de MM. Goy et Jénouvrier : M. Jénouvrier. Adoption. Amendement de M. Herriot : MM. Cazeneuve, *Président de la Commission*, et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Article 4 *bis*, proposé par M. Albert Peyronnet : MM. Albert Peyronnet, Henri Michel, *rapporteur*; Pams, *Ministre de l'Intérieur*, Jénouvrier, Dominique Delahaye, Flaissières et Cazeneuve, *Président de la Commission*. Adoption. Article 5 : Amendement de M. Albert Peyronnet : MM. Albert Peyronnet, Henri Michel, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, Pams, *Ministre de l'Intérieur*; Jénouvrier et Hervey. Retrait. Sur l'article : MM. Milan et Cazeneuve, *Président de la Commission*. Amendement de M. Milan (soumis à la prise en considération). Adoption. Renvoi à la Commission. Article 6 : Amendement de M. Forsans, non appuyé. Sur l'article : MM. Jénouvrier et Milliès-Lacroix. Adoption de l'article 6 modifié. Articles 7, 8 et 9, Adoption. Article 10 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Henri Michel, *rapporteur*; Cazeneuve, *Président de la Commission*, Charles Deloncle et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Rejet. Adoption de l'article 10 modifié. Articles 11 et 12. Adoption. Article 13 : MM. Milan, Henri Michel, *rapporteur*, et Milliès-Lacroix. Adoption. Suspension et reprise de la séance.

Article 5, précédemment renvoyé à la Commission avec l'amendement de M. Milan. Nouvelle rédaction de la Commission. Retrait de l'amendement de M. Milan : Adoption de l'article 5. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 mai] (A. t. I, p. 913 ; J.O., p. 805).

JOUR FÉRIÉ. — **1918.** Proposition de loi tendant à déclarer férié le jour du 5 août, date commémorative du premier jour de la résistance belge à l'invasion allemande, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission d'initiative [22 novembre] (A. t. I, p. 876 ; J.O., p. 797 ; I. n° 475).

JOURNÉE DE HUIT HEURES

I — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, sur la journée de huit heures, déposé à la Chambre les 28 janvier et 8 avril ; rapport de M. Godart le 10 avril; adopté le 17 avril; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Sur le renvoi : MM. Touron et Paul Strauss. Lecture, par M. Colliard, de l'exposé des motifs du projet de loi. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux pour nomination d'une Commission de dix-huit membres [18 avril] (A. t. I, p. 738; J.O., p. 647; I. n° 203). Commission : 1er bureau, MM. Paul Strauss, Reynald; 2e bureau, MM. Henry Chéron, Galup; 3e bureau, MM. Henri Michel, Martinet; 4e bureau, MM. Charles Deloncle, Albert Gérard; 5e bureau, MM. Emile Dupont, Gavini; 6e bureau, MM. Ribot, Couyba; 7e bureau, MM. de La Batut, Laurent Thiéry; 8e bureau, MM. Touron, Dominique Delahaye; 9e bureau, MM. Savary, Delhon. Président, M. Ribot; secrétaire, M. Delhon; rapporteur, M. Strauss [20 avril] (J.O., p. 4175, F. 39). M. Paul Strauss dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 779; J.O., p. 683; I. n° 210). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Paul Strauss, *rapporteur*; Flaissières, Henry Chéron, Touron. Dominique Delahaye, Ribot, *président de la Commission*, et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Discussion des articles Article premier (modifications aux articles 6, 7 et 8 du titre Ier du livre II, chapitre II du Code du travail). Sur l'article 6 : MM. Servant, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et Picquenard, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Sur l'article 7 : MM. Touron, Paul Strauss, *rapporteur*, et Ribot, *président de la Commission*. Adoption. Article 8. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier Article 2 : MM. Touron, Paul Strauss, *rapporteur*; Guillaume Poulle et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 avril] (A. t. I, p. 795; J.O., p. 697). Promulgation (J.O., 25 avril, p. 4266).

2 — **1919**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à fixer à huit heures par jour la durée du travail effectif des personnes de l'un et l'autre sexe et de tout âge employées sur un navire affecté à la navigation maritime, déposé à la Chambre le 19 avril; rapport de M. l'Amiral Bienaimé le 17 juin ; adopté le 24 juin; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale Renvoi à la Commission relative à la journée de huit heures, nommée le 19 avril 1919 [1er juillet] (A. t. I, p. 1243 , J.O., p. 1100; I. n° 318). Observation : M. Gaston Doumergue, *président de la Commission de la marine*, Renvoi à la Commission de la marine [3 juillet] (A. t. I, p. 1251 ; J.O., p. 1103). M. Raymond Leygue dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1255 ; J.O., p. 1108). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Raymond Leygue, *rapporteur*; Riotteau et Pierre Dupuy, *commissaire aux Transports maritimes* et à *la Marine marchande, commissaire du Gouvernement*. Adoption des six articles et de l'ensemble du projet de loi [24 juillet] (A. t. I, p. 1321; J.O., p. 1172). Promulgation (J.O., 6 août, p. 8218).

3 — **1920**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à mettre en concordance avec la loi sur la journée de huit heures les encouragements spéciaux accordés à la filature de la soie, déposé à la Chambre le 11 septembre 1919; rapport de M. Rajon le 8 octobre 1919; adopté le 17 octobre 1919 ; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission des finances [27 février] (A. t. I, p. 217 ; J.O., p. 190 ; I. n° 69).

JUGES DE PAIX (Avancement des).

1 — **1918**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'inscription au tableau d'avancement des juges de paix des régions libérées, déposé à la Chambre le 15 octobre ; rapport de M. Braibant le 31 octobre ; adopté le 9 novembre ; déposé par M. le Ministre de la Justice. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre [21 novembre] (A. t. I, p. 847 ; J.O., p. 772 ; I. n° 455). M. Brindeau dépose son rapport [3 décembre] (A. t. I, p. 886 ; J.O., p. 807 ; I. n° 494). Demande de discussion immédiate des conclusions du rapport de M. Brindeau. Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Adoption [17 décembre] (A. t. I, p. 917 ; J.O., p. 833). Promulgation (J.O., 27 décembre, p. 11140).

2 — **1919.** Proposition de loi tendant à accorder extraordinairement le bénéfice de l'article 25 de la loi du 12 juillet 1905 aux juges de paix de 1re classe et de 2e classe des régions libérées, déposée par MM. Dron, Bersez et plusieurs de leurs collègues. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, relative aux questions intéressant les départements libérés de l'invasion (A. t. I, p. 223 ; J.O., p. 200 ; I. n° 64). M. Dron dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1355 ; J.O., p. 1195 ; I. n° 386). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1490 ; J.O., p. 1305). ‖ **1920.** Promulgation (J.O., 16 juin, p. 8506).

3 — **1920.** Projet de loi ayant pour objet d'admettre, pour compléter les tribunaux, les juges de paix non licenciés en droit, après un certain nombre d'années d'exercice, soit comme juges, soit comme officiers ministériels, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de l'organisation judiciaire, nommée le 6 février 1919 [27 février] (A. t. I, p. 187 ; J.O., p. 166 ; I. n° 56). M. Poulle dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 327 ; J.O., p. 296 ; I. n° 95). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* ; Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Bodinier. Article unique : amendement (disposition additionnelle) de MM. Duplantier, Morand, Ruffier, Laboulbène, Gouge, Castillard, Albert, Pol-Chevalier, Catalogne, Gerbe et Héry : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Duplantier. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article unique [25 mars] (A. t. I, p. 419 ; J.O., p. 373). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 8822).

JUGES SUPPLÉANTS.

1 — **1918.** Proposition de loi concernant les juges suppléants près le tribunal civil de la Seine, déposée à la Chambre le 31 octobre ; rapport de M. Maurice Braibant le 6 novembre ; adoptée le 26 novembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative au fonctionnement des Cours d'appel et des tribunaux de 1re instance pendant la guerre [28 novembre] (A. t. I, p. 878 ; J.O., p. 799 ; I. n° 481). M. Reynald dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 955 ; J.O., p. 867 ; I. n° 530). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 971). Promulgation (J.O., 22 janvier 1919, p. 850).

2 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur l'avancement des juges suppléants au tribunal de la Seine, déposée à la Chambre le 5 mars ; rapport de M. Proust le 16 avril ; adoptée le 22 avril ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés.

Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire [27 avril] (A. t. I, p. 584 ; J.O., p. 525 ; I. n° 184). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [20 mai] (A. t. I, p. 629 ; J.O., p. 577 ; I. n° 205). Déclaration de l'urgence. Article unique : MM. Bodinier, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* [15 juin] (A. t. I, p. 1062 ; J.O., p. 951). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 9110).

Voir Algérie, § IV, 1.

JURIDICTION ADMINISTRATIVE. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 26 novembre 1919, relatif au régime transitoire de la juridiction administrative en Alsace et Lorraine, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919 ; rapport de M. Robert Schuman le 23 avril 1920 ; avis de la Commission d'administration générale par M. Paul Reynaud le 21 juin ; adopté le 28 juin ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 78 ; J.O., p. 1806 ; I. n° 499).

JURIDICTIONS. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser certaines juridictions à statuer sur les affaires portées devant elles en vertu de la loi du 6 février 1915, déposé à la Chambre le 11 février ; rapport de M. Lugol le 8 avril ; adopté le 22 mai ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative aux Cours d'appel et tribunaux pendant la guerre [6 juin] (A. t. I, p. 1022 ; J.O., p. 902 ; I. n° 254). M. Reynald dépose le rapport [24 juin] (A. t. I, p. 1138 ; J.O., p. 1005 ; I. n° 289). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1214 ; J.O., p. 1072). Promulgation (J.O., 9 juillet, p. 7046).

JURY. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 février 1920, relatif à l'introduction, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury, déposé à la Chambre le 11 mars ; rapport de M. Uhry le 1er juin ; adopté le 14 juin ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant

l'Alsace et la Lorraine [22 juillet] (A. t. I, p. 1394 ; J.O., p. 1251 ; I. n° 363).

JURY (Pouvoirs du). — Voir Code d'instruction criminelle, 4.

JUSTICE CRIMINELLE (Frais de). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les frais de justice criminelle, déposé à la Chambre le 20 juillet ; rapport de M. Raynaud le 8 août; avis de la Commission du budget par M. Gardey le 5 septembre ; adopté le 12 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire, aux traitements au recrutement et à l'avancement des magistrats, et, pour avis, à la Commission des finances [16 septembre] (A. t I, p. 1582; J.O., p. 1389; I. n° 481). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 1623 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 518). Déclaration de l'urgence. Observation : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances.* Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1887; J.O., p. 1658). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 11792).

JUSTICES DE PAIX.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article premier de la loi du 6 avril 1915 sur le rattachement des justices de paix, et l'article 24 (§ 2, 2°) de la loi du 12 juillet 1905, sur l'organisation des justices de paix, déposé à la Chambre le 30 avril ; rapport de M. Fernand Brun le 14 mai ; adopté le 30 mai ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative au fonctionnement des Cours d'appel et des tribunaux de 1re instance pendant la durée de la guerre [7 juin] (A. t. I, p. 472; J.O., p. 423; I. n° 242). M. Brindeau dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 622 ; J.O., p. 556 ; I. n° 300). Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances : M. Henri Michel, *rapporteur.* Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 654; J.O., p. 589). Promulgation (J.O., 11 août, p. 7074).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de renforcer temporairement le personnel du tribunal de 1re instance des justices de paix de la Seine et du Ministère de la Justice en vue de l'application des lois de guerre, déposé à la Chambre le 3 juin ; rapport de M. Raynaud le 9 juillet ; rapport supplémentaire par M. Raynaud le 30 juillet ; avis de la Commission du budget par M. Abel le 30 juillet ; adopté le 5 août ; déposé par M. le Garde des

Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative au fonctionnement des Cours d'appel et tribunaux de 1re instance pendant la durée de la guerre [7 août] (A. t. I, p. 1409; J.O., p. 1241 ; I. nº 411). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [5 septembre] (A. t. I, p. 1546 ; J.O., p. 1357 ; I. nº 459). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix. Discussion générale: MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Grosjean. Adoption [16 septembre] (A. t. I, p. 1585 ; J.O., p. 1392). Promulgation (J.O., 6 octobre, p. 10977).

LABOURAGE MÉCANIQUE. — 1918. Proposition de loi ayant pour objet de donner des encouragements spéciaux au labourage mécanique, déposée par M. Chauveau. Renvoi à la Commission relative à la culture des terres abandonnées, nommée le 23 juin 1916 [10 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 8 ; I. nº 7). M. Chauveau dépose le rapport (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 46 : I. nº 29).

LANDIVISIAU (Finistère). — Voir Octrois, 16.

LÉGION ÉTRANGÈRE. — (Engagement des sujets non naturalisés appartenant à une nation en guerre avec la France ou ses Alliés). Voir Armée, § IV, 9.

LÉGION D'HONNEUR. — Voir Décorations.

LÉGISLATION FORESTIÈRE. — 1918. Proposition de loi tendant à modifier la législation forestière concernant les bois des particuliers, déposée par M. Cabart-Danneville [20 juin] (A. t. I, p. 544; J.O., p. 487 ; I. nº 253).

LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger au delà de la date de la cessation des hostilités la législation et la jurisprudence en vigueur pendant la durée de la guerre pour l'administration des communes, déposé à la Chambre le 29 juin; rapport de M. Delaroue le 16 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission relative aux lois organiques concernant l'élection des Députés [17 octobre] (A. t. I, p. 1962 ; J.O., p. 1726 ; I. nº 655). M. Guilloteaux dépose et lit le rapport (I. nº 696). Déclaration de l'urgence.

Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2033; J.O., p. 1783). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11623).

LICITATIONS ET PARTAGES. — Voir Code civil, 20.

LIBERTÉ INDIVIDUELLE. — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur les garanties de la liberté individuelle, déposée à la Chambre le 13 novembre 1918; rapport de M. Paul-Meunier le 27 novembre 1918; adoptée le 16 juillet 1919; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 4 novembre 1904, relative à la modification de divers articles du Code d'instruction criminelle [22 juillet] (A. t. I, p. 1306; J.O., p. 1153; I. nº 353).

LILLE (Place de). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de l'enceinte de la place de Lille, déposé à la Chambre le 4 février; rapport de M. Henry Paté le 6 mars; adopté le 8 août; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée et, pour avis, à la Commission des finances [4 septembre] (A. t. I, p. 1528; J.O., p. 1336; I. nº 453). M. Debierre dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. nº 544). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 octobre] (A. t. I, p. 1834; J.O., p. 1613). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11624).

LIMITES D'AGE DE RADIATION DES CADRES DES OFFICIERS DE COMPLÉMENT. — Voir Armée, § II, 1.

LIMITES D'AGE DES OFFICIERS GÉNÉRAUX. — Voir Armée, § II, 9; § IV, 18.

LISTES ÉLECTORALES.

I — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les délais fixés par le décret du 2 février 1852 pour la revision des listes électorales, déposé à la Chambre le 28 décembre; rapport de M. Joseph Denais le 29 décembre; adopté le 31 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Sur la discussion du projet de loi : MM. Pams, *Ministre de l'Intérieur*; Bepmale et Dominique Delahaye. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi du projet de loi à la Commission nommée le 14 juin 1910, et relative l'organisation départementale et communale [14 janvier] (A. t. I, p. 4;

J.O., p. 4 ; I. n° 2). M. Martinet dépose et lit le rapport (I. n° 6). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Bepmale, Larère, Paul Doumer, Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Discussion des articles. Article premier : MM. Bienvenu-Martin, Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Amendement (paragraphe additionnel) de M. Bepmale (soumis à la prise en considération) : MM. Bepmale et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Retrait. Adoption de l'article premier. Amendem ent (article additionnel) de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : M. Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission. Article 2. Adoption. Article 3 : M. Paul Doumer. Adoption. Article 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [15 janvier] (A. t. I, p. 8 ; J.O., p. 8). Promulgation (J.O., 16 janvier 1920, p. 586).

2 — **1919**. Proposition de loi de M. Dominique Delahaye tendant à inscrire sur les listes électorales les morts et les disparus non déserteurs de la grande guerre et à donner le droit de vote à certains membres de leurs familles qualifiés pour les représenter au scrutin, déposée par M. Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, relative au droit de vote des femmes [3 juin] (A. t. I, p. 372 ; J.O., p. 858 ; I. n° 250). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [7 octobre] (A. t. I, p. 1742 ; J.O., p. 1533 ; I. n° 566).

3 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder un délai supplémentaire pour les demandes en inscription sur les listes électorales, déposé à la Chambre le 29 août ; rapport de M. Joseph Denais le 23 septembre ; adopté le 30 septembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 543). Renvoi à la Commission chargée de l'examen de la proposition de loi portant modification aux lois organiques sur l'élection des Députés et tendant à établir le scrutin de liste avec représentation proportionnelle. M. Guillaume Poulle dépose et lit le rapport (I. n° 561). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Articles premier, 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Pams, *Ministre de l'Intérieur* ; Flaissières, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Touron. Article 5. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [3 octobre] (A. t. I, p. 1735 ; J.O., p. 1526). Promulgation (J.O., 4 octobre, p. 10894).

LIVRE D'OR DES MUNICIPALITÉS FRANÇAISES. — 1918. Proposition de loi de M. Louis Martin et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à la création, dans chaque localité, d'un tableau contenant les noms de tous les enfants de la localité tombés au champ d'honneur et à l'établissement d'un livre d'or des municipalités françaises. (Voir Table 1915-1917). M. Louis Martin dépose le

rapport [22 mai] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391; I. n° 222). Déclaration de l'urgence. Adoption [13 juin] (A. t. I, p. 507; J.O., p. 455).

LOCATAIRES DE BONNE FOI. — Voir Locaux d'habitation.

LOCATIONS — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger les locations contractées après la déclaration de guerre, déposée à la Chambre le 24 septembre; rapport de M. Levasseur le 30 septembre; adoptée le 14 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyer pendant la durée de la guerre [14 octobre] (A. t. I, p. 1880; J.O., p. 1652; I. n° 612). || **1920.** M. Henry Chéron dépose le rapport [12 mars] (A. t. I, p. 281; J.O., p. 250; I. n° 83). Ajournement de la discussion. Sur le renvoi : MM. Henry Chéron, Milliès-Lacroix, de Monzie, Touron, Gaudin de Villaine, Dominique Delahaye et Brager de La Ville-Moysan [23 mars] (A. t. I, p. 372; J. O., p. 334). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Flaissières, Henry Chéron, *rapporteur*; Hugues Le Roux, Colonel Stuhl, Debierre, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*; Collin et Hervey. Discussion des articles : Article premier : Sur la première partie de l'article : MM. Monsservin, Paul Doumer, *Président de la Commission*, et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption de la première partie de l'article. Amendement de M. Roy : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Amendement de M. Eugène Penancier : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Eugène Penancier. Retrait de l'amendement. Observations : M. le Garde des Sceaux, Henry Chéron, *rapporteur*; Bouveri, Mauger et Touron. Sur l'amendement de M. Roy : M. Ermant. Adoption de la première partie de l'amendement. Amendement de M. Touron : M. Touron. Amendement de M. Charpentier : MM. Charpentier et Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Albert Lebrun : M. Albert Lebrun. Adoption. Adoption des mots communs à l'amendement de M. Touron et à l'amendement de M. Charpentier. Amendement de M. Ermant à l'amendement de M. Touron : MM. Ermant et Touron. Adoption. Amendement de M. Flaissières : MM. Flaissières et Henry Chéron, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'ensemble du premier alinéa de l'article premier. Adoption du deuxième alinéa. Sur le troisième paragraphe : M. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Amendement de M. de Las Cases : MM. de Las Cases, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier.

Article 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Gustave Rivet, non appuyé. Adoption de l'article 3. Article 4 : M. Eugène Penancier [24 mars] (A. t. I, p. 390; J.O., p. 349). Rectification à l'amendement de M. de Las Cases : MM. de Las Cases et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption d'un paragraphe additionnel à cet amendement. Observation : MM. Gustave Rivet et Henry Chéron, *rapporteur*. Suite de la discussion des articles : Article 4 : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Guillier. Adoption de la première partie de l'article. Disjonction du deuxième alinéa. Amendement de M. Massé : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Articles 5 et 6. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [25 mars] (A. t. I, p. 408; J.O., p. 365). Promulgation (J.O., 5 mai, p. 6686).

LOCATIONS VERBALES. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger les locations verbales contractées entre le 1er août 1914 et le 11 novembre 1918, déposée à la Chambre le 3 avril ; rapport de M. Levasseur, le 22 mai ; adoptée le 27 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyers pendant la guerre [30 juin] (A. t. I, p. 1214; J.O., p. 1071; I. n° 310). M. Henry Chéron dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1216; I. n° 404). Ajournement de la discussion : MM. Henry Chéron et Brager de La Ville-Moysan. Renvoi de la discussion du projet de loi à la prochaine séance [9 août] (A. t. I, p. 1492; J.O., p. 1307). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur*; Herriot, Brager de La Ville-Moysan, Flaissières, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Touron. Discussion des articles : Article premier : MM. Brager de la Ville-Moysan et André Lebert. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Flaissières : MM. Flaissières, Henry Chéron, *rapporteur*, et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Rejet. Amendement (disposition additionnelle) de M. André Lebert : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Brager de La Ville-Moysan, Leblond, Guillaume Poulle, Henry Chéron, *rapporteur*, et Guillier. Amendement de M. Guillier : MM. Guillier, Henry Chéron, *rapporteur*, et Brager de La Ville-Moysan. Demande de renvoi à la Commission de l'article et de l'amendement. Rejet. Adoption de l'article modifié par l'amende-

ment. Articles 5 et 6. Adoption. Amendement de MM. Guillaume Poulle, Fenoux et Guilloteaux : MM. Guillaume Poulle, le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, et Henry Chéron, *rapporteur*. Disjonction. Article 7. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [4 septembre] (A. t. I, p. 1511 ; J.O., p. 1323). — Déposée à la Chambre le 9 septembre ; rapport de M. Levasseur le 23 septembre ; rapport supplémentaire de M. Levasseur le 26 septembre ; adoptée le 1er octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [3 octobre] (A. t. I, p. 1716 ; J.O., p. 1510 ; I. n° 538). M. Henry Chéron dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 1909 ; J.O., p. 1677 ; I. n° 621). Urgence précédemment déclarée. Article premier : MM. Flaissières, Henry Chéron, *rapporteur* ; Bricout, *directeur des affaires civiles et du sceau, commissaire du Gouvernement*, et Ernest Monis. Adoption. Articles 2 à 7. Précédemment adoptés. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [17 octobre] (A. t. I, p. 1978 ; J.O., p. 1736). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 11791).

LOCAUX D'HABITATION. — **1920.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant au maintien provisoire en jouissance des locataires de bonne foi de locaux d'habitation, déposé à la Chambre les 16 novembre 1920, 30 novembre 1920 ; rapport de M. Guibal le 9 décembre ; rapport supplémentaire de M. Guibal le 17 décembre ; adopté le 21 décembre 1920 ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [23 décembre] (A. t. II, p. 266 ; J.O., p. 1982 ; I. n° 576). M. Morand dépose et lit le rapport (I. n° 585). Observation de M. Jeanneney. Déclaration de l'urgence. Sur la discussion immédiate : MM. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Milliès-Lacroix, Dominique Delahaye et Paul Strauss. Rejet de l'ajournement de la discussion. Discussion des articles. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. Billiet, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Jeanneney, Morand, *rapporteur*, et de Selves, *président de la Commission*. Adoption. Articles 4 et 5. Adoption. Article 6 : MM. Henry Chéron et de Las Cases. Adoption. Article 7 : MM. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*, et Henry Chéron. Rejet de la disjonction. Adoption de l'article. Sur l'ensemble : MM. Bouveri, Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [24 décembre]

(A. t. II, p. 309; J.O., p. 2017). — Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant au maintien provisoire en jouissance des locataires de bonne foi de locaux d'habitation, déposé à la Chambre le 24 décembre 1920; rapport de M. Guibal le 27 décembre; adopté le 29 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [30 décembre] (A. t. II, p. 329; J.O., p. 2036; I. n° 613).

LOCQMIQUELIC (Morbihan). — Voir Communes et cantons, 5.

LOGEMENTS VACANTS. — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création de services municipaux des logements vacants, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Dormoy, le 27 février; adopté le 25 mars; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission, nommée le 28 mai 1916, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [29 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 405; I. n° 118). M. Henry Chéron dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 580; J.O., p. 519).

LOI DU 29 JUILLET 1881. — Voir Presse (Loi sur la).

LOI DU 5 AVRIL 1884. — Voir Organisation municipale.

LOI DU 11 JANVIER 1892. — Voir Douanes.

LOI DU 11 AVRIL 1908. — Voir Prostitution des mineurs.

LOI DU 5 AOUT 1914. — Voir Cumul de traitements.

LOI DU 9 NOVEMBRE 1915. — Voir Débits de boissons.

LOI DU 20 AVRIL 1916. (Modification de l'article 10). — Voir Taxation des denrées alimentaires.

LOI DU 31 DÉCEMBRE 1917. — Voir Objets de luxe (Vente des).

LOI DU 14 NOVEMBRE 1918 (Effets de l'article 5 de la). — Voir Hostilités (cessation des).

LOI DU 31 MARS 1919. — Voir Pensions.

LOI FORESTIÈRE. — Voir Algérie, § IV, 5.

LOIS FRANÇAISES PÉNALES ET D'INSTRUCTION CRIMINELLE. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets du 25 novembre 1919, relatifs à l'introduction, dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, des lois françaises pénales et d'instruction criminelle, sous réserve du maintien provisoire en vigueur de diverses dispositions des lois pénales locales, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919 ; rapport de M. Ignace, le 27 février 1920 ; adopté le 22 avril ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [21 mai] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 611 ; I. n° 208). M. Helmer dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1268 ; J.O., p. 1140 ; I. n° 329). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 décembre] (A. t. II, p. 173 ; J.O., p. 1897). Promulgation (J.O., 1er janvier 1921, p. 226).

LOI ORGANIQUE (Indemnité législative). — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de compléter l'article 17 de la loi du 30 novembre 1875, modifié par la loi du 23 novembre 1906, déposée à la Chambre le 18 mars ; rapport de M. Bouilloux-Lafont, le 19 mars ; adoptée le 23 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de comptabilité [24 mars] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 349 ; I. n° 103). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [25 mars] (A. t. I, p. 407 ; J.O., p. 365). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Article unique : Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan (soumis à la prise en considération) : MM. Brager de La Ville-Moysan, et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Gaudin de Villaine (soumis à la prise en considération) : MM. Caudin de Villaine et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Sur l'article : MM. Eugène Réveillaud, Jules Delahaye et Monsservin. Adoption, au scrutin, de l'article unique de la proposition de loi [26 mars] (A. t. I, p. 428 ; J.O., p. 383). Promulgation (J.O., 29 mars, p. 4989).

LOIS ORGANIQUES (Modifications aux). — Voir Députés (Election des).

LONGWY (Place de). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant déclassement de la place de Longwy, déposé à

la Chambre, le 22 mai ; rapport de M. Picard, le 29 août : adopté le 5 septembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Renvoi à la Commission de l'armée [18 septembre] (A. t I, p. 1613 ; J.O., p. 1417 ; I. n° 499). M. Chapuis dépose le rapport [23 septembre] (A. t. I, p. 1619 ; J.O., p. 1422 ; I, n° 512). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 septembre] (A. t. I., p. 1650 ; J.O., p. 1451). Promulgation (J.O., 6 octobre, p. 10978).

LOURES A MAULÉON-BAROUSSE. — Voir Chemins de fer, 4.

LOUVIERS (Eure). — Voir Octrois, 17.

LOYERS.

1 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 9 mars 1918 sur les loyers, déposée a la Chambre le 5 septembre ; rapport de M. Levasseur, le 13 septembre et rapport supplémentaire le 6 octobre ; adoptée le 8 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 23 mai 1916, et relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [15 octobre] (A. t. I, p. 778 ; J.O., p. 706 ; I. n° 382). M. Henry Chéron dépose le rapport [21 novembre] (A. t. I, p. 848 ; J.O., p. 772 ; I. n° 458). Adoption [27 décembre] (A. t. I, p. 973 ; J.O., p. 882). Promulgation (J.O., 6 janvier 1919, p. 185).

2 — **1919**. Projet de loi ayant pour objet : 1° de proroger et de modifier l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 ; 2° de proroger et d'étendre les dispositions du décret du 30 juin 1918 relatif à l'affichage des prix de vente ; 3° de réprimer la spéculation illicite sur les loyers, déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Sur le renvoi : MM. de Selves, Jénouvrier et Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission, nommée le 16 décembre 1915, relative à la taxation des denrées alimentaires et, pour avis, à la Commission relative aux baux à loyer [16 juillet] (A. t. I, p. 1283 ; J.O., p. 1132 ; I. n° 346). M. Colin dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1379 ; J.O., p. 1216 ; I. n° 394). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Maurice Colin, *rapporteur* ; Henry Chéron, de Las Cases, Guillaume Poulle, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Hervey. Articles premier à 3. Adoption. Article 4 : Amendement de

M. Charles Chabert, non appuyé. Adoption de l'article 4. Article 5 (nouvelle rédaction) : M. Maurice Colin, *rapporteur*, Adoption. Article 6 : Observations de MM. Maurice Colin, *rapporteur*, et Brager de La Ville Moysan. Amendement de M. de Las Cases : MM. de Las Cases et Maurice Colin, *rapporteur*. Retrait. Adoption de l'article 6. Article 6 *bis* (additionnel) de M. de Las Cases. Retrait. Article 7 : Amendement de M. Charles Chabert, non appuyé. Sur l'article : MM. Maurice Colin, *rapporteur* ; Henry Chéron et Milliès-Lacroix. Adoption de l'article 7 modifié. Article 8 : MM. Henry Chéron et Maurice Colin, *rapporteur*. Adoption de l'article 8 modifié. Article 9. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 septembre (A. t. I, p. 1625; J.O., p. 1430). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 11790).

3 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 mars 1918, portant règlement des loyers en ce qui concerne les sociétés, associations, fédérations d'éducation physique de sports et de préparation au service militaire, déposée à la Chambre le 23 mai ; rapport de M. Levasseur le 4 septembre ; adoptée le 7 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [8 octobre](A. t. I, p. 1766; J.O., p. 1554; I. n° 577).

4 — **1920**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 34, paragraphe 7, de la loi du 9 mars 1918 sur les loyers, déposée à la Chambre le 10 avril ; rapport de M. Inghels le 2 juin ; adoptée le 8 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyer [8 juin] (A. t. I, p. 1028 ; J.O., p. 919 ; I. n° 228).

5 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai imparti pour le dépôt des demandes d'indemnités pour pertes de loyers, déposé à la Chambre les 27 février et 13 avril ; rapport de M. Inghels le 2 juin ; adopté le 8 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre [29 juin] (A. t. I, p. 1149; J.O., p. 1032 ; I. n° 287). M. Henry Chéron dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 1647; J.O., p. 1457; I. n° 372). Adoption [28 juillet] (A. t. I, p. 1722; J. O., p. 1517). Promulgation [J.O., 13 août, p. 11806).

Voir Caisse mutuelle des loyers.

LYON (Hospices civils de). — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la composition du conseil général d'administration des hospices civils de Lyon, déposé à la Chambre le 27 décembre 1919; rapport de M. Philbois le 25 février 1920; adopté le 11 mars 1920; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [27 avril] (A. t. I, p. 594; J.O., p. 534; I. n° 193). M. Magny dépose le rapport [28 mai] (A. t. I, p. 839; J.O., p. 757; I. n° 218). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 juin] (A. t. I, p. 950; J.O., p. 854). Promulgation (J.O., 25 juin, p. 8934).

LYON (Ville de). — Voir Armée, Chambres de commerce et Taxes de remplacement.

MAGISTRATS (Mise en disponibilité des). — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, instituant en faveur des magistrats et pour raison de santé seulement, la position de disponibilité, déposée à la Chambre le 12 janvier 1917; rapport de M. Berger le 2 octobre et avis de la Commission des pensions civiles et militaires par M. Eymond le 28 novembre; adoptée le 26 mars 1918; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [29 mars] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 256; I. n° 153). Commission : 1er bureau, M. Jénouvrier; 2e bureau, M. Boivin-Champeaux; 3e bureau, M. de La Batut; 4e bureau, M. Bienvenu-Martin; 5e bureau, M. Fagot; 6e bureau, M. Milan; 7e bureau, M. Eugène Guérin; 8e bureau, M. Guillaume Poulle; 9e bureau, M. Etienne Flandin [15 mai] J.O., p. 4214: F. 28). Président, M. Bienvenu-Martin; rapporteur, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 4562; F. 29). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [23 juillet] (A. t. I, p. 631; J.O., p. 567; I. n° 320). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 août] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 595). Promulgation (J.O., 19 novembre, p. 9984).

MAGISTRATS (Recrutement des). — **1919.** Proposition de loi tendant à réorganiser le recrutement des magistrats. (Voir Table 1912-1914, p. 541). M. Laurent Thiéry dépose le rapport sommaire [24 janvier (A. t. I, p. 22; J.O., p. 26; I. n° 15). Prise en considération. Renvoi à la Commission à nommer sur l'organisation judiciaire [30 janvier (A. t. I, p. 58; J.O., p. 55).

Voir Organisation judiciaire.

MAGISTRATS DE LA COUR DES COMPTES. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant pour les magis-

trats de la Cour des Comptes la position de disponibilité, soit pour des raisons de santé, soit pour nominations à des fonctions publiques, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919 ; rapport de M. Renard le 20 mai 1920 ; adopté le 1er juin 1920 ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [1er juin] A. t. I, p. 947 ; J.O., p. 848 ; I. n° 222). M. Louis Dausset dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1842 ; J.O., p. 1617 ; I. n° 425). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1903 ; J.O., p. 1669).

MAGISTRATS. — Voir Organisation judiciaire et Algérie, § 4, 1.

MAGISTRATURE (Réforme de la). — 1919. Proposition de loi relative à la réforme de la magistrature, déposée par M. Debierre. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire [6 février] (A. t. I, p. 83 ; J.O., p. 76 ; I. n° 32).

Voir Organisation judiciaire.

MAIRES DES COMMUNES DE FRANCE (Récompense honorifique aux). — 1918. Proposition de loi tendant à décerner des récompenses honorifiques aux maires des communes de France pour services rendus pendant la guerre, déposée par MM. Gaudin de Villaine et Murat. Renvoi à la Commission d'initiative [24 novembre] (A. t. I, p. 860 ; J.O., p. 782 ; I. n° 467).

MAIRES ET ADJOINTS (Démobilisation des). — 1918. Proposition de loi sur la démobilisation immédiate des maires et adjoints et portant création d'un insigne honorifique à leur attribuer, déposée par MM. Bussière et Mazière (I n° 566). Renvoi à la Commission de l'armée [31 décembre] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 971)).

MAISONS A LOYER. — 1920. Proposition de loi tendant à faciliter l'achèvement des maisons à loyer en construction au 1er août 1914 restées inachevées du fait de la guerre, déposée par M. Dausset. Renvoi à la Commission des finances [22 avril] (A. t. I, p. 566 ; J.O., p. 508 ; I. n° 163).

MAITRE GUETTEUR. — Voir Marine, 7.

MAITRES MINEURS (Écoles de). — Voir Écoles de maîtres mineurs.

MALADES ADMIS D'URGENCE DANS LES HOPITAUX. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les frais occasionnés par les malades admis d'urgence dans les hôpitaux (art. 82 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913). (Voir Table 1912-1914, p. 307). Commission : 1er bureau, M. Lemarié ; 2e bureau, M. Henry Chéron ; 3e bureau, M. Dellestable ; 4e bureau, M. Milan ; 5e bureau, M. Blanc ; 6e bureau, M. Nègre ; 7e bureau, M. Chapuis ; 8e bureau, M. Charles Chabert ; 9e bureau, M. Genoux [11 avril] J.O., p. 3836 ; F. 31). Président, M. Dellestable ; secrétaire, M. Milan ; rapporteur, M. Henry Chéron [12 avril] (J.O., p. 3869 ; F. 32). M. Henry Chéron dépose le rapport [15 avril] (A. t. I, p. 664 ; J.O., p. 585 ; I. n° 186). Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 780 ; J.O., p. 684). Promulgation (J.O., 3 août, p. 8074).

MALADIES CONTAGIEUSES DU BÉTAIL. — Voir Bétail (Maladies contagieuses du).

MANTES (Ville de). — Voir Taxes de remplacement, 4.

MANUFACTURE D'ALLUMETTES DE TRÉLAZÉ. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la reconstruction et à l'agrandissement de la manufacture d'allumettes de Trélazé, déposé à la Chambre le 3 juin ; rapport de M. Grodet le 29 août ; adopté le 9 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 septembre] (A. t. I, p. 1567 ; J.O., p. 1375 ; I. n° 464). M. de Selves dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 1582 ; J.O., p. 1389 ; I. n° 483). Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 1869 ; J.O., p. 1642). Promulgation (J.O., 16 octobre, p. 11422).

MARCHANDS DE VINS EN GROS DE PARIS. — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 1er octobre 1921 le délai imparti aux marchands de vins en gros de Paris pour le transfert de leur commerce en dehors de cette ville, déposée à la Chambre le 8 juillet ; rapport de M. Villeneau le 2 juillet ; adoptée le 27 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [27 juillet] (A. t. I, p. 1700 ; J.O. p. 1499 ; I. n° 384). Commission : 1er bureau, M. Magny ; 2e bureau, M. Limouzain-Laplanche ; 3e bureau, M. Blaignan ; 4e bureau, M. Ranson ; 5e bureau, M. Jean Morel ; 6e bureau, M. Charles Deloncle ; 7e bureau, M. Billiet ; 8e bureau, M. Gauvin ; 9e bureau, M. Edouard Vilar [17 novembre] (J.O., p. 18531 ; F. 86).

Président, M. Limouzain-Laplanche ; secrétaire, M. Charles Deloncle ; rapporteur, M. Ranson [19 novembre] (J.O., p. 18567 ; F. 87). M. Ranson dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 109; J.O., p. 1833 ; I. n° 521). Déclaration de l'urgence. Adoption [10 décembre] (A. t. II, p. 161; J.O., p. 1883). Promulgation (J.O., 16 décembre, p. 20814).

MARCHANDISES, DENRÉES, FOURNITURES OU OBJETS SOUMIS A LA TAXE DE 10 0/0. — Voir Taxe de 10 0/0.

MARCHANDISES PROHIBÉES (Saisie des). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la saisie, à défaut de l'autorisation réglementaire, des marchandises prohibées en vertu de la loi du 6 mai 1916, déposé à la Chambre le 29 janvier ; rapport de M. de la Trémoïlle le 8 février ; adopté le 5 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des douanes [7 mars] (A. t. I, p. 170; J.O., p. 151 ; I. n° 85). M. Jean Morel dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 214 ; I. n° 113). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jean Morel, *rapporteur* ; Gaston Menier et Brindeau. Article premier. Observations : MM. Touron et Klotz, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Gaston Menier : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Gaston Menier. Retrait de l'amendement. Sur l'article : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Klotz, *Ministre des Finances*, et Jean Morel, *rapporteur*. Adoption de l'article premier. Article 2 : 1er amendement de M. Brindeau au premier alinéa : MM. Klotz, *Ministre des Finances* ; Jean Morel, *rapporteur*, et Brindeau. Retrait de l'amendement. Sur l'article : M. Gaston Menier. Adoption du premier alinéa. 2e amendement (disposition additionnelle) de M. Brindeau au 2e alinéa : MM. Brindeau, Klotz, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Adoption du 2e alinéa. Sur l'article : MM. Touron, Jean Morel, *rapporteur* ; Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [5 avril] (A. t. I, p. 339 ; J.O., p. 304). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3000).

MARCHANDISES EN SOUFFRANCE DANS LES GARES (Vente des). — Voir Vente des marchandises en souffrance dans les gares.

MARCHÉS PASSÉS PAR LE GOUVERNEMENT PENDANT LA GUERRE. — 1918. M. Magny dépose le rapport sur les acquisitions de bois faites par le service du génie [7 juin] (A. t. I, p. 472; J.O.,

p. 423 ; I. n° 241). || **1919.** M. André Lebert dépose le rapport sur les acquisitions de vins en France et en Algérie [7 août] (A. t. I, p. 1409 ; J.O., p. 1241 ; I. n° 413). M. Milliès-Macroix dépose le rapport sur le fonctionnement de l'arsenal de Roanne [16 octobre] (A. t. I, p. 1920 ; J.O., p. 1688 ; I. n° 623).

MARCHÉS DE GUERRE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la revision des marchés de la guerre, déposé à la Chambre les 19 décembre 1919, 12 et 20 avril 1920 ; rapport de M. Ernest Lafont le 29 avril ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 28 décembre 1915, chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre [30 décembre] (A. t. II, p. 329 ; J.O., p. 2036 ; I. n° 615).

MARCHÉS A LIVRER. — Voir Contrats commerciaux.

MARIAGE. — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, précédemment adoptée par le Sénat, tendant à modifier plusieurs dispositions légales relatives au mariage, déposée à la Chambre le 22 février 1917 ; rapports de M. Leredu les 16 mars, 18 avril et 28 mai 1918 ; adoptée le 21 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission nommée le 7 juin 1906, concernant certaines dispositions légales relatives au mariage [27 juin] (A. t. I, p. 552 ; J.O., p. 495 ; I. n° 270). M. Catalogne dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. n° 398). Articles premier à 12. Adoption. Article 13. Amendement de M. Guillaume Poulle. Adoption. Adoption de l'article 13 modifié. Articles 14 et 15 Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 décembre] (A. t. I, p. 971 ; J.O., p. 881).

MARIAGE PAR PROCURATION. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et complétant la loi du 19 août 1915 qui a étendu aux militaires et marins, prisonniers de guerre, les dispositions de la loi du 4 avril 1915 sur le mariage par procuration des militaires et marins présents sous les drapeaux. (Voir Table 1915-1917, p. 430). M. Calogne dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 168 ; J.O., p. 147 ; I. n° 74). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 mars] (A. t. I, p. 177 ; J.O., p. 160). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 3055).

MARINE

1 — **1918.** 1re délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à rendre applicable aux écrivains du personnel administratif de la marine l'article premier de loi du 10 avril 1869. (Voir Table 1915-1917, p. 436). Déclaration de l'urgence. Adoption [15 janvier] (A. t. I, p. 10 ; J.O., p. 12). Promulgation (J.O., 30 janvier, p. 1072).

2 — **1918.** Proposition de loi ayant pour objet d'abroger, dans l'intérêt des veuves nécessiteuses et non remariées des inscrits maritimes tués à l'ennemi ou décédés des suites de leurs blessures ou de maladies contractées au front, la condition insérée aux dernières lignes du dernier paragraphe de l'article 8 de la loi des 14-15 juillet 1908, déposée par M. Jénouvrier. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [15 janvier] (A. t. I, p. 11 ; J.O., p. 12 ; I. n° 13). M. Jénouvrier dépose le rapport [7 février] (A. t. I, p. 68; J.O., p. 61 ; I. n° 41). M. Jénouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [7 mars] (A. t. I, p. 170 ; J.O., p. 151 ; I. n° 77). Discussion : Demande de renvoi à la Commission : MM. Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat des Finances*, et Jénouvrier. Retrait de la demande. Déclaration de l'urgence. Adoption de l'article unique de la proposition de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [19 mars] (A. t. I, p. 219 ; J.O., p. 199). Déposée à la Chambre le 22 mars ; rapport de Kerguézec le 30 mai ; adoptée le 11 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [23 juillet] (A. t. I, p. 630 ; J.O., p. 566 ; I. n° 316). M. Jénouvrier dépose le rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 651 ; J.O., p. 586 ; I. n° 332). Urgence précédemment déclarée. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [15 octobre] (A. t. I, p. 781 ; J.O., p. 708). Promulgation (J. O., 16 novembre, p. 9915).

3 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les lois du 5 novembre 1909 et du 21 avril 1914, relatives au corps des ingénieurs de l'artillerie navale, déposé à la Chambre le 6 décembre 1917 ; rapport de M. Meunier-Surcouf le 31 janvier 1918 et avis de la Commission du budget par M. de Kerguézec le 8 mars ; adopté le 25 mars ; déposé par MM. les Ministres de la Guerre, des Finances et de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 265 ; J.O., p. 238 ; I. n° 130). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 247 ; I. n° 132). M. Cazeneuve dépose l'avis de la Commission des finances [26 mars] (A. t. I, p. 276 ; J.O., p. 247 ; I. n° 133). Communication d'un décret désignant des commissaires du

Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article premier : Observations : MM. Cuvinot, Paul Doumer, Georges Leygues, *Ministre de la Marine*, et Hervey. Adoption de l'article premier. Adoption des articles 2 à 8. Adoption de l'ensemble du projet de loi [11 avril] (A. t. I, p. 362 ; J.O., p. 323). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 3377).

4 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant organisation du corps du commissariat de la marine, déposé à la Chambre le 27 mars ; rapport de M. Charles Meunier le 4 juin et avis de la Commission du budget par M. de Kerguézec le 25 juillet ; adopté le 2 août, déposé par M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [17 septembre] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 605 ; I. n° 359). M. Louis Martin dépose le rapport [15 octobre] (A. t. I, p. 781 ; J.O., p. 708). M. Louis Martin dépose l'avis de la Commission des finances [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. n° 417). Adoption [22 novembre] (A. t. I, p. 874 ; J.O., p. 795). Promulgation (J.O., 3 décembre, p. 10404).

5 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant création des grades d'aspirant et de mécanicien principal de 3e classe relatif à l'admission pendant la guerre des enseignes de vaisseau de réserve dans le cadre actif, déposé à la Chambre le 30 mai 1917 ; rapport de M. Boussenot le 18 avril 1918 ; rapport supplémentaire le 13 juin ; 2e rapport supplémentaire le 11 juillet ; avis de la Commission du budget par M. Abel le 20 septembre ; avis de la Commission des pensions civiles et militaires par M. Lefas le 3 octobre ; adopté le 9 octobre ; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine et, pour avis, à la Commission des finances [27 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. n° 400). M. Guilloteaux dépose et lit le rapport (I. n° 434). Déclaration de l'urgence. Demande de renvoi, pour avis, à la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix. Adoption [14 novembre] (A. t. I, p. 830 ; J.O., 758). M. Louis Martin dépose l'avis de la Commission des finances [21 novembre] (A. t. I, p. 864 ; J.O., p. 788). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption des huit articles et de l'ensemble du projet de loi [3 décembre] (A. t. I, p. 893 ; J.O., p. 813). Promulgation J.O., 8 décembre, p. 10564).

6 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les conditions d'avancement en temps de guerre des officiers des différents corps de la marine occupant des emplois spéciaux à terre, déposé à la Chambre le 24 juillet ; rapport de M. Hennessy le 1er oc-

tobre ; adopté le 11 octobre ; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727; I. n° 408). M. Guilloteaux dépose et lit le rapport (I. n° 433). Déclaration de l'urgence. Demande de discussion immédiate : MM. Paul Doumer, Guilloteaux, *rapporteur*, et Milliès-Lacroix. Demande de renvoi, pour avis, à la Commission des finances. Adoption [14 novembre] (A. t. I, p. 830 ; J.O., p. 759). M. Louis Martin dépose l'avis de la Commission des finances [21 novembre] (A. t. I, p. 864 ; J.O., p. 788). Adoption [3 décembre] (A. t. I, p. 894; J.O., p. 814). Promulgation (J.O., 8 décembre, p. 10564).

7 — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la création du grade de maître guetteur et à la suppression des classes dans les différents grades pour les guetteurs des électro-sémaphores de la marine, déposée à la Chambre le 31 janvier; rapport de M. Goude le 2 juillet ; adoptée le 7 novembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [14 novembre] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 744 ; I. n° 436). M. l'Amiral de la Jaille dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 955 ; J.O., p. 867 ; I. n° 532). || **1919.** M. Louis Martin dépose l'avis de la Commission des finances [6 février] (A. t. I, p. 82 ; J.O., p. 75 ; I. n° 26). Déclaration de l'urgence. Adoption [25 février] (A. t. I, p. 202 ; J.O., p. 183). Promulgation (J.O., 8 mars, p. 2490).

8 — 1918. Projet de loi ayant pour objet l'intégration du corps des armuriers de la marine dans le corps des équipages de la flotte. (Voir Table 1912-1914, p. 545). M. Perreau dépose le rapport [17 décembre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 823 ; I. n° 502). || **1919.** M. Louis Martin dépose l'avis de la Commission des finances [6 février] (A. t. I, p. 82 ; J.O., p. 75; I. n° 27). Déclaration de l'urgence. Adoption [25 février] (A. t. I, p. 202 ; J.O., p. 184). Promulgation (J.O., 22 juillet, p. 7554].

9 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, fixant la durée des réadmissions et des rengagements dans l'armée de mer, déposé à la Chambre le 5 mars ; rapport de M. Maunoury, le 21 mars; adopté le 9 avril ; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [13 mai] (A. t. I, p. 834 ; J.O., p. 728; I. n° 220). M. Guilloteaux dépose le rapport [30 mai] (A. t. I, p. 958 ; J.O., p 844 ; I. n° 244). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guilloteaux, *rapporteur*. Adoption. [13 juin] A. t. I, p. 1028 ; J.O., p. 907). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 6430).

10 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les conditions d'obtention du grade d'officier dans la réserve de

l'armée de mer par les anciens élèves libres de l'École d'application du génie maritime, déposé à la Chambre le 29 octobre 1918, rapport de M. Maunoury, le 18 mars 1919 ; avis de la Commission du budget par M. Abel, le 4 avril ; adopté le 11 avril ; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [22 mai] (A. t. I, p. 884 ; J.O., p. 779 ; I. n° 230). M. Jénouvrier dépose le rapport [30 mai] (A. t I, p. 947 ; J.O., p. 835 ; I. n° 243). Adoption. [13 juin] (A. t. I, p. 1038 ; J.O., p. 915). Promulgation (J.O., 25 juillet. p. 7666).

11 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant renforcement des cadres des officiers du corps de santé de la marine (médecins et pharmaciens), déposée à la Chambre le 22 octobre ; rapport de M. Boussenot, le 31 décembre ; avis de la Commission du budget par M. de Kerguézec le 11 juillet ; rapport supplémentaire de M. Boussenot, le 15 juillet ; 2e rapport supplémentaire de M. Boussenot, le 29 juillet ; adoptée le 6 août ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [7 août] (A. t. I, p. 1379 ; J.O., p. 1217 ; I. n° 406). M. l'Amiral de la Jaille dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 1858 ; J.O., p. 1633 ; I. n° 601). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2031 ; J.O., p. 1781). Promulgation (J.O., 2 novembre, p. 12278).

12 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter la loi du 17 avril 1907, dite « loi de sécurité de la navigation », en vue d'affranchir le corps des inspecteurs de la navigation maritime de la tutelle administrative qui paralyse son action, déposée à la Chambre le 22 mars 1917 ; rapport de M. Boisneuf, 22 mai 1919 ; adoptée le 5 septembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission de la marine [9 septembre] (A. t. I, p. 1548 ; J.O., p. 1359 ; I. n° 462).

13 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la nomination, dans les différents corps de la marine, des élèves de l'Ecole polytechnique, titulaires d'un grade d'officier dans l'armée de terre à leur sortie de l'Ecole, déposé à la Chambre le 24 juillet ; rapport de M. Flandin, le 2 septembre ; adopté le 10 septembre ; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [23 septembre] (A. t. I, p. 1619; J.O., p. 1422 ; I. n° 504). M. de la Jaille dépose le rapport [30 septembre] (A. t. I, p. 1706 ; J.O., p. 1501 ; I. n° 535). Déclaration de l'urgence. Adoption. [8 octobre] (A. t. I, p. 1766 ; J.O., p. 1554). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11625).

14 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la nomination au grade d'administrateur de l'inscription mari-

time des candidats (licenciés en droit, etc., agents et commis de l'inscription maritime) qui ont obtenu, soit au concours d'accès direct au grade d'administrateur de 2e classe, soit au concours d'entrée à l'École d'administration de la marine, le nombre de points nécessaires pour l'admissibilité, déposé à la Chambre le 6 septembre 1918 ; rapport de M. William Bertrand, le 25 juin 1919 ; adopté le 15 octobre 1919 ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et des Transports et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [18 décembre] (A. t. II, p. 8 ; J.O., p. 1840 ; I. n° 754) || **1920**. M. Perreau dépose le rapport [15 juin] (A. t. I, p. 1050 ; J.O., p. 942 ; I. n° 237).

15 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier les articles 34, 35, 36, 37 et 40 de la loi du 10 juin 1896, portant organisation du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, déposé à la Chambre, le 31 mars ; rapport de M. Le Cour Grandmaison, le 29 juin ; adopté le 9 juillet ; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [10 juillet] (A. t. I, p. 1315 ; J.O., p. 1181 ; I. n° 340). M. Gabrielli dépose le rapport [20 juillet] (A. t. I, p. 1319 ; J.O., p. 1187 ; I. n° 348). Déclaration de l'urgence. Adoption [25 juillet] (A. t. I, p. 1536 ; J.O., p. 1368). Promulgation (J.O., 4 août, p. 11110).

16 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de la loi du 8 août 1913 sur les engagements et rengagements dans l'armée de mer, déposé à la Chambre le 28 avril ; rapport de M. l'Amiral Guépratte, le 23 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission de la marine [25 novembre] (A. t. II, p. 86 ; J.O., p. 1813 ; I. n° 507). M. Louis Tissier dépose le rapport [10 décembre] (A. t. II, p. 159 ; J.O., p. 1882 ; I. n° 542). Déclaration de l'urgence. Adoption. [16 décembre] (A. t. II., p. 194 ; J.O., p. 1919). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 21780).

MAROC (Chemins de fer du). — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation d'une convention conclue pour la concession d'un réseau de chemins de fer au Maroc, déposé à la Chambre le 20 juillet ; rapport de M. de Tinguy du Pouët le 27 juillet ; avis de la Commission des finances par M. Calary de Lamazière le 27 juillet ; avis de la Commission des Travaux publics par M. Payer le 28 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1827 ; J.O., p. 1605 ; I. n° 408). M. Raphaël-Gerges Lévy dépose et lit le rapport [I. n° 464].

Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1950; J.O., p. 1707), Promulgation (J.O., 26 août, p. 12502).

MAROC (Fonds d'emprunt du).

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1915, déposé à la Chambre le 7 décembre 1916 ; rapport de M. Perreau-Pradier le 14 novembre 1917 ; adopté le 18 décembre ; déposé par MM. les Ministres des Affaires étrangères et des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 56; I. n° 38). M. Chastenet dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 263; J.O., p. 236; I. n° 128). Déclaration de l'urgence. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 368; J.O., p. 329). Promulgation (J.O., 3 mai, p. 3850).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'approuver, conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi du 16 mars 1914, le compte définitif du budget des fonds d'emprunt du protectorat du Maroc pour l'exercice 1916, déposé à la Chambre le 23 octobre 1917 ; rapport de M. Perreau-Pradier le 20 décembre 1918 ; adopté le 15 mai 1919 ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 juin] (A. t. I, p. 1080; J.O., p. 959; I. n° 276). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1355; J.O., p. 1195; I. n° 383). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 octobre] (A t. I, p. 1835; J.O., p. 1613). Promulgation (J.O., 6 novembre, p, 12328).

3 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le protectorat du Maroc à contracter un emprunt de 744.140.000 francs, déposé à la Chambre le 20 juillet; rapport de M. Tinguy du Pouët le 26 juillet; avis de la Commission des finances par M. Calary de Lamazière le 26 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1828; J.O., p. 1605; I. n° 410). M. R.-G. Lévy dépose et lit le rapport (I. n° 461). Avis de la Commission des Affaires étrangères par M. Bompard, au nom de M. Lucien Hubert. (I. n° 462). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1946; J.O., p. 1704). Promulgation (J.O., 21 août, p. 12286).

MARSEILLE. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de créer une cinquième chambre au tribunal de première instance de Marseille, déposé à la Chambre le 20 avril ; rapport de M. Andrieux le 21 mai ; avis de la Commission des finances par M. Ancel le 4 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire [15 juin] (A. t. I, p. 1050 ; J.O., p. 941 ; I. n° 234). M. Guillaume Poulle dépose le rapport) [18 juin (A. t. I, p. 1066 ; J.O., p. 958 ; I. n° 252). M, Henri Michel dépose l'avis de la Commission des finances [22 juin] (A. t. I, p. 1073 ; J.O., p. 966 ; I. n° 261). Déclaration de l'urgence. Adoption [25 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1023). Promulgation (J.O., 2 juillet, p. 9314).

MARSEILLE (Port de). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la construction, au port de Marseille, d'un nouveau bassin dit « Bassin Mirabeau », ainsi que l'unification des services spéciaux du port gérés par la Chambre de commerce de Marseille et leur extension aux ouvrages de Port-de-Bouc et de l'étang de Berre, déposé à la Chambre le 22 mai 1917 ; rapport de M. Fernand Brun le 21 mars 1918 ; rapport supplémentaire de M. Fernand Brun le 26 avril 1919 ; avis de la Commission du budget de M. Bedouce le 13 juin ; adopté le 19 juin 1919 ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'outillage national et, pour avis, à la Commission des finances [24 juin] (A. t. I, p. 1133 ; J.O., p. 1000 ; I. n° 290). M. Monis dépose le rapport [7 octobre] (A. t. I, p. 1742 ; J O., p. 1533 ; I. n° 570). M. Jénouvrier dépose l'avis de la Commission des finances [14 octobre] (A. t. I, p. 1858 ; J.O., p. 1633 ; I. n° 602). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1858 ; J.O., p. 1671). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 11912).

MARTINIQUE (La). — Voir Colonies, 1, 3, 6, 7, 10, 11, 12, 14, 15, 17.

MATÉRIAUX (Réquisition de). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la réquisition de matériaux courants de construction provenant d'immeubles totalement ou partiellement détruits dans les régions atteintes par les faits de guerre, déposé à la Chambre le 12 novembre 1917 ; rapport de M. Fernand Brun

le 21 mars ; adopté le 24 mai ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre du Blocus et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 557 ; J.O., p. 500 ; I. n° 275), M. Lhopiteau dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. n° 422). Déclaration de l'urgence. Adoption [21 novembre] (A. t. I, p. 850 ; J.O., p. 774). Promulgation (J.O., 14 décembre, p. 18755).

MATÉRIEL ROULANT (Achat de). — Voir Conventions, 5.

MATÉRIELS DE TRANSPORT ET LOCAUX (Réquisition de). — Voir Réquisitions.

MÉCANICIEN PRINCIPAL DE 3e CLASSE. — Voir Marine, 5.

MÉDAILLE COMMÉMORATIVE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer une médaille dite « médaille commémorative française de la grande guerre », déposé à la Chambre le 11 juin ; rapports de M. Ossola, les 8 août et 16 septembre ; adopté le 15 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [17 octobre] (A. t. I, p. 1967 ; J.O., p. 1727 ; I. n° 661). M. Cauvin dépose et lit le rapport (I. n° 743). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Cauvin, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 3 modifié. Articles 4 à 6. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [19 octobre] (A. t. I, p. 2078 ; J.O., p. 1820). Déposé à la Chambre le 19 décembre ; rapport de M. de Cassagnac le 2 mars 1920 ; avis de la Commission des finances par M. Paté le 12 mars ; adopté le 18 mars 1920. || **1920.** Déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de l'armée [26 mars] (A. t. I, p. 427 ; J.O., p. 383 ; I. n° 111). M. Cauvin dépose le rapport [21 mai] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 611 ; I. n° 212). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Adoption [8 juin] (A. t. I, p. 1027 ; J.O., p. 918). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 9111).

MÉDECINE ET ART DENTAIRE. — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but d'accorder le droit d'exercer

la médecine et l'art dentaire sur tout le territoire français aux médecins et chirurgiens-dentistes alsaciens-lorrains pourvus des autorisations nécessaires pour l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en Alsace-Lorraine réintégrés dans la nationalité française ou qui ont obtenu cette nationalité, déposé à la Chambre le 25 juin ; rapport de M. Pfleger le 22 juillet ; adopté le 31 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1806; I. n° 505).

MÉDECINS ET PHARMACIENS. — Voir Marine, 11.

MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT MOBILISÉS (Application des lois des 5 Août 1914 et 4 Août 1917 aux). — 1918. Proposition de loi relative à l'application, aux membres de l'enseignement mobilisés, des lois des 5 août 1914 et 4 août 1917, déposée à la Chambre le 13 novembre 1917 ; rapport de M. Théo-Bretin le 17 mai 1918 ; adopté le 26 novembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [28 novembre] (A. t. I, p. 878; J.O., p. 800; I. n° 483). M. Lintilhac dépose le rapport [19 décembre] (A. t. I, p. 919; J.O., p. 837; I. n° 521). Adoption [27 décembre (A. t. I, p. 968; J.O., p. 878). Promulgation (J.O., 14 janvier 1919, p. 498).

MÉMORIAL DE LA GRANDE GUERRE. — 1919. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'établissement dans chaque commune d'un mémorial de la grande guerre; déposée à la Chambre le 21 juin 1918 ; rapport de M. Bonnevay le 18 février 1919; adoptée le 26 février; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 28 septembre 1916 relative au livre d'or des municipalités [4 mars] (A. t. I, p. 244; J.O., p. 219; I. n° 74). M. Magny dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1409; J.O., p. 1241; I. n° 415). Déclaration de l'urgence Discussion générale : M. Magny, *rapporteur*. Adoption [29 septembre] (A. t. I, p. 1702; J.O., p. 1496). Promulgation (J.O., 3 octobre, p. 10838).

MÉRITE CIVIQUE. — 1918. Proposition de loi tendant à instituer une croix du mérite civique destinée à récompenser les dévouements aux œuvres de défense nationale, déposée par MM. Couyba, Combes, Boudenoot, Touron, l'Amiral de la Jaille. Renvoi à la Commission, nommée le 5 août 1913 et relative aux croix de la

Légion d'honneur à accorder aux collaborateurs des œuvres complémentaires de l'école [22 novembre] (A. t. I, p. 876; J.O., p. 797; I. n° 473).

MESSAGES. — **1920.** M. Lhopiteau, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'un message de M. Raymond Poincaré, Président de la République [17 février] (A. t. I, p. 158; J.O., p. 141). — M. Lhopiteau, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'un message de M. Paul Deschanel, Président de la République [19 février] (A. t. I, p. 159; J.O., p. 145).— M. Léon Bourgeois, Président du Sénat, lit le message de M. Paul Deschanel, qui donne sa démission de Président de la République [21 septembre] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1719).— M. Lhopiteau, Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, donne lecture d'un message du Président de la République [25 septembre] (A. t. I, p. 5; J.O., p. 1735).

MESURE (Unités de). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les unités de mesure. (Voir Table 1915-1917, p. 439). M. Cazeneuve dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 46; I. n° 31). M. Cazeneuve dépose un rapport supplémentaire [28 février] (A. t. I, p. 168; J.O., p. 147; I. n° 75). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Observations : MM. Dominique Delahaye, Cazeneuve, *rapporteur*; Lémery, *Sous-Secrétaire d'Etat du Commerce, de l'Industrie, des Transports maritimes et de la Marine marchande*; Violle, *président du bureau national des poids et mesures et de la Commission de métrologie usuelle, commissaire du Gouvernement*, et Perot, *membre du bureau national scientifique et permanent des poids et mesures, commissaire du Gouvernement* [26 mars] (A. t. I, p. 266; J.O., p. 238). Ajournement de la discussion. Observations : MM. Cazeneuve, *rapporteur*, et Dominique Delahaye [29 mars] (A. t. I, p. 293; J.O., p. 263). ‖ **1919.** Discussion générale (fin) : M. Dominique Delahaye. Sur l'urgence : MM. Cazeneuve, *rapporteur*; Dominique Delahaye et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande*. Vote de l'urgence, au scrutin. Adoption du passage à la discussion des articles [11 mars] (A. t. I, p. 274; J.O., p. 246). Amendement de M. Dominique Delahaye à l'article premier [20 mars] (A. t. I, p. 339; J.O., p. 306). Suite de la discussion de l'article premier : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Perot, *commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article premier. Article 2 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique

Delahaye. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 2 Article 3 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 3. Article 4. Adoption. Article 5 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 5. Article 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [21 mars] (A. t. I, p. 352 ; J.O., p. 317. Promulgation (J.O., 4 avril, p. 3474).

MILITAIRES INDIGÈNES MUSULMANS DE L'AFRIQUE DU NORD. — Voir Armée, § IV, 15.

MILITAIRES, MARINS ET CIVILS DISPARUS PENDANT LES HOSTILITÉS. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux militaires, marins et civils disparus pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre les 2 juillet 1917 et 29 novembre 1918 ; Rapport de M. Leredu le 22 novembre 1918 ; rapport supplémentaire de M. Leredu le 25 février 1919 ; adopté le 12 mars ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de la Marine. Renvoi aux bureaux [10 avril] (A. t. I, p. 568 ; J.O., p. 501 ; I. n° 161). Commission : 1er bureau, M. Guillaume Poulle ; 2e bureau, M. Milan ; 3e bureau, M. Petitjean ; 4e bureau, M. de La Batut ; 5e bureau, M. Gavini ; 6e bureau, M. Vidal de Saint-Urbain ; 7e bureau, M. André Lebert ; 8e bureau, M. le Vice-Amiral de la Jaille ; 9e bureau, M. Paul Leroux [17 mai] (J.O., p. 5077 ; F. 44). Président, M. le Vice-Amiral de la Jaille ; secrétaire, M. Milan ; rapporteur, M. Lebert (J.O., p. 5258 ; F. 45). M. Lebert dépose le rapport [27 mai] (A. t. I, p. 932 ; J.O., p. 821 ; I. n° 237). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. André Lebert, *rapporteur*. Adoption successive des douze articles. Sur l'ensemble : MM. Paul Doumer et Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [13 juin] (A. t. I, p. 1028 ; J.O., p. 907). Promulgation (J.O., 27 juin, p. 6590).

MILITAIRES ET MARINS TUÉS OU DÉCÉDÉS PENDANT LA GUERRE. — 1919. Proposition de loi ayant pour objet la restitution aux familles des corps des militaires et marins tués ou décédés pendant la guerre, déposée par M. Simonet. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [18 décembre] (A. t. II, p. 9 ; J.O., p. 1841 ; I. n° 759). Commission : 1er bureau, M. Trystram ; 2e bureau, M. Simonet ; 3e bureau, M. Mollard ; 4e bureau, M. Maurice Sarraut ; 5e bureau, M. Milliard ; 6e bureau, M. Maurice Ordinaire ; 7e bureau,

M. Hervey; 8e bureau, M. Mir; 9e bureau, M. Henri Michel. Président, M. Milliard; secrétaire, M. Ordinaire [25 décembre] (J.O., p. 15085; F. 106).

MILITAIRES ET MARINS. — Voir Crimes et délits.

MILITAIRES ET MARINS TUÉS A L'ENNEMI. Voir Mutation par décès.

MINES.

I — **1918.** Proposition de loi tendant à réglementer la possession et la concession de mines, carrières, ardoisières situées en France, dans les colonies et pays de protectorat, déposée par M. Cabart-Danneville [20 juin] (A. t. I, p. 544; J.O., p. 487; I. n° 254).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 21 avril 1910 sur les mines, en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices, déposé à la Chambre le 10 janvier; rapport de M. Perrier le 2 août et avis de la Commission du budget par M. Ajam le 8 novembre; adopté le 13 décembre; déposé par M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission, nommée le 24 octobre 1918, relative aux questions minières [27 décembre] (A. t. I, p. 961; J.O., p. 872; I. n° 533). || **1919.** M. Jénouvrier dépose le rapport [3 avril] (A. t. I, p. 550; J.O., p. 485; I. n° 152). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Jénouvrier, *rapporteur*, et Flaissières. Discussion des articles : Article premier : MM. Maurice Colin, Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*; Henry Chéron, Cazeneuve, Jénouvrier, *rapporteur*; Boivin-Champeaux, Herriot et Flaissières. Adoption de l'article premier. Article 2 : adoption des cinq premiers alinéas. Amendement de M. Boivin-Champeaux au sixième alinéa : MM. Boivin-Champeaux et le Ministre de la Reconstitution industrielle. Adoption de l'amendement modifié (devenant le sixième alinéa). Amendement (disposition additionnelle) de M. Flaissières (soumis à la prise en considération) : MM. Flaissières, Jénouvrier, *rapporteur*, et le Ministre de la Reconstitution industrielle. Rejet. Adoption des septième et huitième alinéas. Sur le neuvième alinéa : MM. Boivin-Champeaux, Jénouvrier, *rapporteur*; Paul Doumer et Henry Chéron. Proposition de renvoi de l'alinéa à la Commission. Adoption [5 juin] (A. t. I, p. 993; J.O., p. 875). Suite de la discussion de l'article 2. Suite de la discussion du paragraphe 9°. Nouvelle rédaction de la Commission au 9° : MM. Jénouvrier, *rappor-*

teur, Paul Doumer et Charles Deloncle. Adoption du paragraphe 9°. Amendement (disposition additionnelle) de M. Félix Martin et Richard : MM. Félix Martin, Jénouvrier, *rapporteur* ; Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle* et Richard. Retrait de l'amendement. Adoption du paragraphe 10°. Amendement (art. 10 *bis*) de M. Paul Strauss : MM. Paul Strauss, Jénouvrier, *rapporteur*, et le Ministre de la Reconstitution industrielle. Adoption de l'amendement (devenant le paragraphe 11°). Adoption du paragraphe 12° (ancien 11°). Adoption de l'ensemble de l'article 2. Article 3 : amendement de M. Paul Strauss au premier alinéa : M. Paul Strauss. Adoption. Amendement de M. Paul Strauss au deuxième alinéa : MM. Paul Strauss, Jénouvrier, *rapporteur* ; Milliès-Lacroix, le Ministre de la Reconstitution industrielle, Cazeneuve et Flaissières. Adoption de la première partie de l'article 3. Rejet de l'amendement de M. Paul Strauss au deuxième alinéa. Adoption de la deuxième partie de l'article 3 modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 3. Article 4 : amendement (soumis à la prise en considération) de M. Cazeneuve : M. Cazeneuve. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 4. Article 5 : amendement de M. Maurice Colin : M. Maurice Colin. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Boudenoot : MM. Jénouvrier, *rapporteur*, et Boudenoot. Adoption (devenant art. 5). Article 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 juin] (A. t. I, p. 1012; J.O., p. 893). Promulgation (J.O., 11 septembre, p. 9930).

3 — 1919. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, relative à la durée du travail dans les mines, déposée à la Chambre le 15 avril ; rapport de M. Drivet le 27 mai ; adoptée le 11 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative aux questions minières [13 juin] (A. t. I, p. 1026; J.O., p. 905 ; I. n° 255). M. Colin dépose et lit le rapport (I. n° 263). Sur la lecture du rapport : MM. Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Flaissières. Vote. Lecture du rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Flaissières. Discussion des articles : Article premier (remplacement des articles 9 à 13, section 2, chapitre 2 du livre II du Code du travail) : contre-projet de M. Flaissières (texte de la proposition de loi de M. Durafour) : MM. Gaston Doumergue et le Ministre de la Reconstitution industrielle. Rejet, au scrutin. Adoption des articles 9 à 12. Amendement de M. Albert Peyronnet à l'article 13. Retrait. Adoption de l'article 13. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 4. Adoption.

Sur l'ensemble : MM. Herriot et le Ministre de la Reconstitution industrielle. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [17 juin] (A. t. I, p. 1042; J.O., p. 921).— Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, relative à la durée du travail dans les mines, déposée à la Chambre le 20 juin; rapport de M. Drivet le 20 juin; adoptée le 20 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, précédemment saisie, relative aux questions minières [20 juin] (A. t. I, p. 1087; J.O., p. 961; I. nº 279). M. Maurice Colin dépose et lit le rapport (I. nº 288). Observations : M. Maurice Colin, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delaye, Touron, Debierre, Loucheur, *Ministre de la Reconstitution industrielle*, et Hervey. Article premier (remplacement des articles 9 à 13 de la section 2 du chapitre 2 du livre II du Code du travail). Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Sur l'ensemble : M. Gaudin de Villaine. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [24 juin] (A. t. I. p. 1133; J.O., p. 1000). Promulgation (J.O., 25 juin, p. 6522).

4 — 1919. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'accorder certaines immunités fiscales aux sociétés civiles de mines dont l'exploitation est située dans les régions envahies ou dévastées par l'ennemi et qui désireraient se transformer en sociétés anonymes. déposé à la Chambre le 19 novembre 1918 ; rapport de M. Drivet le 15 avril 1919; adopté le 1er juillet ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission des mines et, pour avis, à la Commission des finances [22 juillet] (A. t. I, p. 1308 ; J.O., p. 1155 ; I. nº 359). M. Lhopiteau dépose l'avis de la Commission des finances [7 août] (A. t. I, p. 1379 ; J.O., p. 1216 ; I. nº 403). M. Jénouvrier dépose le rapport [9 septembre] (A. t. I, p. 1548 ; J.O., p. 1359 ; I. nº 461). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [23 septembre] (A. t. I, p. 1620 ; J.O., p. 1423). Promulgation (J.O., 27 septembre, p. 10570).

5 — 1919. Scrutin pour la nomination de cinq membres du Comité consultatif des mines (loi du 9 septembre 1919, art. 3). Résultat nul faute de quorum [17 octobre] (A. t. I, p. 1947 ; J.O., p. 1731). Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination de cinq membres du Comité consultatif des mines (loi du 9 septembre 1919, art. 3) : MM. Richard, Jénouvrier, Savary, Perreau et Boudenoot, élus [18 octobre] (A. t. I p. 1993 ; J.O., p. 1785).

6 — 1920. Résultat du scrutin pour la nomination de quatre membres du Comité consultatif des mines : MM. Boudenoot, Jénouvrier, Savary et Richard, élus [20 mai] (A. t. I, p. 647 ; J.O., p. 591).

MINES DE POTASSE D'ALSACE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un crédit pour l'acquisition par l'État des mines de potasse d'Alsace sous séquestre, déposé à la Chambre les 23 juin, 1er juillet ; rapport de M. Rocher le 28 juillet ; avis de la Commission des mines par M. Rocher le 28 juillet : avis de la Commission de l'agriculture par M. Rendu le 28 juillet ; avis de la Commission des finances par M. Boissard le 28 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Travaux publics. Sur le renvoi : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Pottevin. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine et, pour avis, aux Commissions des finances, des mines et de l'agriculture [30 juillet] (A. t. I, p. 1827 ; J.O., p. 1605 ; II. n° 412). M. Helmer dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1859 ; J.O., p. 1631 ; I. n° 428). M. Albert Peyronnet dépose l'avis de la Commission des mines [31 juillet] (A. t. I, p. 1912 ; J.O., p. 1677 ; I. n° 453). Renvoi pour avis à la Commission des finances [23 novembre] (A. t. I, p. 68 ; J.O., p. 1797). M. Gegauff dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [14 décembre] (A. t. II, p. 166 ; J.O., p. 1892 ; I. n° 546). M. Milan dépose l'avis de la Commission des finances [16 décembre] (A. t. II, p. 194 ; J.O., p. 1919 ; I. n° 550).

MINISTÈRES

MODIFICATIONS AU MINISTÈRE FORMÉ PAR M. CLEMENCEAU, LE 16 NOVEMBRE 1917.

Le 28 novembre 1919, M. Léon BÉRARD, député, est nommé *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* en remplacement de M. LAFFERRE.

M. Louis DUBOIS, député, est nommé *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*, en remplacement de M. CLÉMENTEL.

M. Yves LE TROCQUER, député, est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances* en remplacement de M. MOREL.

Le 29 novembre 1919, M. DESCHAMPS, député, Sous-Secrétaire d'Etat à la Démobilisation est nommé *Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes.*

Le 3 décembre 1919, M. Paul JOURDAIN, député, est nommé *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* en remplacement de M. COLLIARD.

Ministère du 20 janvier 1920.

	MM.
Présidence du Conseil et Affaires étrangères.	Alex. MILLERAND, député.
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice....	LHOPITEAU, sénateur.
Intérieur.....	STEEG, sénateur.
Finances.....	FRANÇOIS-MARSAL.
Guerre.....	André LEFÈVRE, député.
Marine.....	LANDRY, député.
Colonies.....	Albert SARRAUT, député.
Travail.....	Paul JOURDAIN, député.
Instruction publique et Beaux-Arts.....	André HONNORAT, député.
Commerce.....	ISAAC, député.
Pensions, Primes et Allocations de guerre...	André MAGINOT, député.
Agriculture	J.-H. RICARD.
Travaux publics.....	LE TROCQUER, député.
Régions libérées.....	Emile OGIER.
Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales.	J.-L. BRETON, député.

Sous-Secrétaires d'État.

	MM.
Présidence du Conseil.....	REIBEL, député.
Finances	Emm. BROUSSE, député.
Intérieur	Robert DAVID, député.
Travaux publics (Postes, Télégraphes et Téléphones)	DESCHAMPS, député.
Travaux publics (Mines et Forces hydrauliques).....	BORREL, député.
Travaux publics (Aéronautique et Transports aériens).....	P.-E. FLANDIN, député.
Travaux publics (Ports, Marine marchande et Pêches)	Paul BIGNON, député.
Instruction publique (Enseignement technique)	COUPAT.
Commerce et Industrie (Ravitaillement)....	THOUMYRE, député.
Agriculture.....	QUEUILLE, député.

MODIFICATIONS

M. Leredu, député, est nommé, le 20 février, *Sous-Secrétaire d'État au Ministère des Régions libérées.*

M. Raiberti, député, est nommé, le 16 décembre, *Ministre de la Guerre*, en remplacement de M. Lefèvre, député, démissionnaire.

Ministère du 24 septembre 1920.

	MM.
Présidence du Conseil et Affaires étrangères.	Georges Leygues, député.
Garde des Sceaux, Ministre de la Justice	Lhopiteau, sénateur.
Intérieur	Steeg, sénateur.
Finances	François-Marsal.
Guerre	Lefèvre, député.
Marine	Landry, député.
Colonies	Albert Sarraut, député.
Travail	Jourdain, député.
Instruction publique et Beaux-Arts	Honnorat, député.
Commerce et Industrie	Isaac, député.
Pensions, Primes et Allocations de guerre...	Maginot, député.
Agriculture	J.-H. Ricard.
Travaux publics	Le Trocquer, député.
Hygiène, Assistance et Prévoyance sociales.	J.-L. Breton, député.
Régions libérées	Emile Ogier.

Sous-Secrétaires d'État.	MM.
Présidence du Conseil	Reibel, député.
Intérieur	David, député.
Finances	Emm. Brousse, député.
Instruction publique (Enseignement technique)	Coupat.
Commerce et Industrie	Thoumyre, député.
Agriculture	Queuille, député.
Travaux publics (Postes, Télégraphes et Téléphones)	Louis Deschamps, député.
Travaux publics (Mines et Forces hydrauliques)	Borrel, député.
Travaux publics (Ports, Marine marchande et Pêches)	Bignon, député.
Travaux publics (Aéronautique et Transports aériens)	Flandin, député.
Régions libérées	Leredu, député.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT. — **1918**. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à créer, au Ministère de l'Agriculture et du Ravitaillement des emplois de chef de bureau, déposée à la Chambre le 6 mars; rapport de M. Théveny, le 18 avril et avis de la Commission du budget par M. Dariac, le 5 juillet; adoptée le 9 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [9 juillet] (A. t. I, p. 622; J.O., p. 557; I. n° 302). M. Develle dépose et lit le rapport [29 juillet] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 586; I. n° 334). Discussion immédiate. Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 651; J.O., p. 587). Promulgation (J.O., 4 août, p. 6746).

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES. — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la réorganisation des cadres de l'Administration centrale du Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes (section Commerce et Industrie), déposé à la Chambre, le 10 avril; rapport de M. Louis Puech, le 30 juin; adopté le 9 octobre; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 octobre] (A. t. I, p. 1797; J.O., p. 1581; I. n° 585). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 720). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances* et Paul Doumer. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2055, 2057; J.O., p. 1802). Promulgation (J.O., 29 octobre, p. 12019).

MINISTÈRE DES PENSIONS, DES PRIMES ET DES ALLOCATIONS DE GUERRE.

— **1920**. Projet de loi tendant à rattacher au Ministère des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre le service des victimes civiles de la guerre, précédemment rattaché au Ministère de l'Intérieur, déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre. Renvoi à la Commission des finances [29 janvier] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 43; I. n° 10). M. Henry Chéron dépose le rapport [25 juin] (A. t. I, p. 1140; J.O., p. 1022; I. n° 283). Déclaration de l'urgence. Adoption [2 juillet] (A. t. I, p. 1228; J.O., p. 1101). Promulgation (J.O., 7 août, p. 11387).

2 — Projet de loi tendant à rattacher au Ministère des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre l'Office national des mutilés et réformés de la guerre, précédemment rattaché au Ministère du Travail, déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre. Renvoi à la Commission des finances [29 janvier] (A. t. I, p. 48; J.O., p. 43; I. n° 11). M. Lebrun dépose le rapport [18 juin] (A. t. I, p. 1067; J.O., p. 958; I. n° 258) Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1182; J.O., p. 1062). Promulgation (J.O., 7 août, p. 11387).

MOBILISÉS (Reprise de leur contrat de travail). — 1918 Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de garantir aux mobilisés la reprise de leur contrat de travail, déposé à la Chambre les 26 août 1915, 22 mars 1917, 15 juin 1917, 6 juillet 1917, 18 septembre 1917, 10 janvier 1918; rapport de M. Louis Deshayes, le 14 octobre; adopté le 13 novembre; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Lecture de l'exposé des motifs. Renvoi à la Commission, nommée le 23 juin 1905, relative à la codification des lois ouvrières [14 novembre] (A. t. I, p. 839; J.O., p. 765; I. n° 446). M. Paul Strauss dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [14 novembre] (A. t. I, p. 839; J.O., p. 765; I. n° 447). Adoption [21 novembre] (A. t. I p. 850; J.O., p. 774). Promulgation (J.O., 24 novembre, p. 10120).

MONNAIE. — 1290. Proposition de loi, ayant pour objet de faire cesser la frappe des monnaies divisionnaires d'argent, d'ordonner la démonétisation et le retrait de celles qui circulent, d'en prescrire la fonte et d'autoriser le Trésor à négocier sur les marchés étrangers le métal provenant de cette opération, déposée par M. Raphaël-Georges Lévy. Renvoi à la Commission des finances [14 avril] (A. t. I, p. 536; J.O., p. 477; I. n° 145).

MONNAIES ALLEMANDES (Échange des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains, déposé à la Chambre le 16 janvier; rapport de M. Albert Grodet le 12 février; adopté le 25 février; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [25 février] (A. t. I, p. 223; J.O., p. 200; I. n° 66). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 288; I. n° 91) Déclaration de l'urgence. Communication de décrets dési-

gnant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Guillaume Chastenet, Paul Doumer, Sergent, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances*; André Lebert, Dominique Delahaye, Ribot, Bourgeois, de Selves, Jénouvrier et Lebrun, *Ministre des Régions libérées*. Demande de renvoi de la discussion. Rejet. Adoption des trois articles et de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [3 avril] (A. t. I, p. 550; J.O., p. 485). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 4226).

MONNAIES DE BILLON.

1 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la frappe des monnaies de billon en bronze de nickel, déposé à la Chambre le 11 juillet; rapport de M. Serre le 30 juillet; adopté le 9 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 septembre] (A. t. I, p. 1567; J.O., p. 1375; I. n° 463). M. Jean Morel dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 556). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gaston Menier et Jean Morel, *rapporteur*. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1904; J.O., p. 1672). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11523).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser l'émission d'un nouveau contingent de monnaies de billon en bronze, déposé à la Chambre le 8 octobre; rapport de M. Grodet le 10 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1962; J.O., p. 1727; I. n° 666). M. Jean Morel dépose et lit le rapport (I. n° 685). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2006; J.O., p. 1761). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11680).

MONNAIES DE BRONZE ET DE NICKEL. — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant les caractéristiques des monnaies de bronze et de nickel donnant cours légal à ces monnaies dans les colonies françaises soumises au régime monétaire de la métropole et autorisant la frappe d'un nouveau contingent, déposé à la Chambre les 23 avril, 23 juin et 21 juillet; rapport de M. Charles Dumont le 29 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1827; J.O., p. 1605; I. n° 405). M. Dausset dépose

et lit le rapport (I. n° 449). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1902; J.O., p. 1668). Promulgation (J.O., 10 août, p. 11566).

MONNAIES ET ESPÈCES NATIONALES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à maintenir en vigueur, après la cessation de l'état de guerre, les dispositions de la loi du 12 février 1916, réprimant le trafic des monnaies et espèces nationales, déposé à la Chambre le 26 septembre; rapport de M. Leredu le 26 septembre; adopté le 2 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 octobre] (A. t. I, p. 1717; J.O., p. 1511; I. n° 549). M. Jean Morel dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1726; J.O., p. 1518; I. n° 557). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1905; J.O., p. 1674). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11523).

MONNAIES D'OR ET D'ARGENT. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réprimer la fonte des monnaies d'or et d'argent, déposé à la Chambre le 17 octobre; rapport de M. Louis Marin le 17 octobre; adopté le 18 octobre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 705). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. I, p. 2042; J.O., p. 1795). M. Jean Morel dépose le rapport (I. n° 706) [19 octobre] (A. t. I, p. 2042; J.O., p. 1791). Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2042; J.O., p. 1791). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11624).

MONNAIES ET MÉDAILLES. — Voir Crédits supplémentaires, § IX, 1, 2.

MONTLUÇON (Atelier de chargement de). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à procéder à la vente ou à la location de l'atelier de chargement de Montluçon, déposé à la Chambre le 8 octobre; rapport de M. Denais le 16 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1954; J.O., p. 1716; I. n° 645). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 689). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2024,2025, 2026, 2027, 2028; J.O., p. 1776). Promulgation (J.O., 1er novembre, p. 12215).

MONTS-DE-PIÉTÉ. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'exonérer les intérêts des emprunts contractés par les monts-de-piété et les intérêts des prêts sur gage consentis par ces établissements de l'impôt sur le revenu institué par les lois des 29 juin 1872, 29 mars 1914 et 31 juillet 1917, déposé à la Chambre le 2 août 1918; rapport de M. Renard le 19 juin 1919; avis de la Commission du budget par M. Louis Marin le 30 juin; adopté le 7 juillet; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1108; I. n° 329). M. Laurent Thiéry dépose le rapport [23 septembre] (A. t. I, p. 1619; J.O., p. 1422; I. n° 513). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1887; J.O. p. 1658). Promulgation (J.O., 18 octobre, p. 11523).

MONUMENT DE L'INTERVENTION AMÉRICAINE. — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 23.

MONUMENTS HISTORIQUES (Restauration des). — Voir Crédits provisoires (Instruction publique).

MORTS POUR LA FRANCE (Glorification des). — **1918.** Proposition de loi, adoptée par le Sénat et adoptée avec modification par la Chambre des Députés, relative à la commémoration et à la glorification des morts pour la France au cours de la grande guerre, déposée à la Chambre le 21 juin; rapport de M. Bonnevay le 20 novembre; adoptée le 12 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie nommée le 28 septembre 1916 [19 décembre] (A. t. I, p. 920; J.O., p. 837; I. n° 522). || **1919.** M. Louis Martin dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 288; I. n° 92). Discussion générale : MM. Louis Martin, *rapporteur*; Paul Doumer, *Président de la Commission*, et Vieu. Discussion des articles : Article premier : MM. Simonet, Louis Martin, *rapporteur*, et Gaudin de Villaine. Adoption Articles 2 à 5. Adoption. Article 6 : MM. Simonet, Dominique Delahaye et Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*. Adoption. Articles 7 à 9. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [30 juillet] (A. t. I, p. 1357; J.O., p. 1196). — Déposée à la Chambre le 7 août; rapport de M. Bonnevay le 25 septembre; adoptée le 16 octobre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704; I. n° 634). M. Louis Martin dépose et lit le rapport. Déclaration

de l'urgence. Discussion immédiate. Articles premier à 4. Adoption. Article 5 : M. Louis Martin, *rapporteur*. Adoption. Article 6. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [19 octobre] (A. t. I, p. 2087; J.O., p. 1827). Promulgation (J.O., 26 octobre, p. 11910).

MOSTAGANEM. — Voir Armée, § IV, 29.

MOTIONS. — **1918.** 1° Motion de MM. Couyba, Mougeot, Touron, Henry Chéron, de Las Cases, Brindeau, de La Batut et Loubet aux armées de la République et aux armées alliées : MM. Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption [29 mars] (A. t. I, p. 281 ; J.O., p. 252). — 2° Motion d'ordre. Renvoi aux bureaux d'une proposition de loi tendant à modifier pendant la durée de la guerre le régime des reprises de dot, précédemment renvoyée à la Commission des finances. Sur le renvoi: MM. Milliès-Lacroix et Boivin-Champeaux [16 juillet] (A. t. I, p. 627 ; J.O., p. 562). — 3° Renvoi à la Commission relative à la législation des pensions de terre et de mer du projet de loi déjà renvoyé, pour avis, à la Commission des finances [2 août] (A. t. I, p. 660; J.O., p. 595). — 4° Renvoi à la Commission, nommée le 23 juin 1916, relative à la mise en culture des terres abandonnées, de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'intensification de la production agricole pendant et après la guerre, précédemment renvoyée à la Commission des finances [26 septembre] (A. t. I, p. 714; J.O., p. 648). — 5° Adoption d'une motion de MM. Hayez, Paul Bersez et plusieurs de leurs collègues, tendant à charger les Commissions des finances, de l'armée, de la marine et des affaires étrangères, de désigner des délégués à l'effet de constater l'état dans lequel les villes occupées par les Allemands ont été laissées par eux à leur départ [22 octobre] (A. t. I, p. 786 ; J.O., p. 713). — 6° Motion de MM Lourties, Henry Chéron, Jean Dupuy, Méline, Boudenoot, Milliès-Lacroix, Vallé, Herriot, Steeg, Bienvenu-Martin, Henry Boucher, Saint-Germain, Cazeneuve, Lebert, Cauvin, Dominique Delahaye, de Las Cases, Guérin, Guilloteaux, Menier, de Lamarzelle, d'Estournelles de Constant, Ordinaire, Perchot, Chapuis, Cuvinot, Pérès, Le Hérissé, Capéran, Louis Martin, Henry Bérenger, Grosdidier et Daudé ainsi conçue : « Nous avons l'honneur de demander que, dans cette séance qui est la plus solennelle de l'histoire, soient relus publiquement les passages essentiels de la protestation faite, le 17 février 1871, à l'Assemblée nationale de Bordeaux, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine». Adoption [11 novembre] (A. t. I, p. 810 ; J.O., p. 741). — 7° Motion de MM. Ratier, Jonnart,

Méline, Murat, Menier, Peyronnet, Servant, Gautier, Pérès, Saint-Germain, Bersez, Dupont, ainsi conçue : « Le Sénat décide que le buste de Georges Clemenceau sera placé au Sénat à côté des bustes des grands Français qui ont illustré la Haute Assemblée. Adoption. [11 novembre] (A. t. I, p. 810 ; J.O., p. 741]. — 8° Motion : Election du bureau du Sénat pour 1919, fixée au jour d'ouverture de la session ordinaire [31 décembre] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 971). || **1919.** 9° Motion d'ordre relative à la proposition de loi sur l'élection et l'éligibilité des femmes : Observations de MM Dominique Delahaye, Régismanset et Vieu. Renvoi de la proposition de loi, précédemment renvoyée aux bureaux, à la Commission saisie de la proposition de M. Louis Martin sur le vote des femmes, avec augmentation du nombre des commissaires, portés de dix-huit à vingt-sept membres [23 mai] (A. t. I, p. 888 ; J.O., p. 783), — 10° Motion de MM. Gustave Rivet, Maurice Sarraut, Gaston Doumergue, T. Steeg, Ournac, Couyba, de Selves, Herriot, Sauvan, Alexandre Bérard et Milan, relative à l'anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie : MM. Gustave Rivet et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption [23 mai] (A. t. I, p. 887 ; J.O., p. 783). — 11° Motion de MM. Gaston Menier, Régismanset et un grand nombre de leurs collègues : délégation du Sénat à la cérémonie pour la pose de la première pierre du monument commémoratif de l'intervention américaine dans la guerre : M. Gaston Menier. Déclaration de l'urgence. Adoption. Tirage au sort de la délégation [4 septembre] (A. t. I, p. 1510 ; J.O., p. 1322). — 12° Motion de M. Gustave Rivet et plusieurs de ses collègues à l'occasion de l'anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie en mai 1915. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [18 mai] (A. t. I, p. 626 ; J.O., p. 566). — 13° Motion d'ordre : adoption d'une proposition tendant à porter de 9 à 18 le nombre des membres de la Commission relative à la protection et l'assistance des mères et des nourrissons [20 mai] (A. t. I, p. 647 ; J.O., p. 591). || **1920.** 14° Motion tendant à augmenter le nombre des membres de la Commission relative à l'institution du monopole de l'alcool industriel, pour le porter de 9 à 18, déposée par MM. Henry Bérenger, Milliès-Laoroix, Paul Doumer et Dausset [2 juin] (A. t. I, p. 997 ; J.O., p. 892). — 15° Motion de M. Louis Martin et d'un grand nombre de ses collègues, relatives aux fêtes nationales organisées dans la république Tchéco-Slovaque. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [29 juin] (A. t. I, p. 1159 ; J.O., p. 1041). M. Louis Martin dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Observation de M. Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption. [6 juillet] (A. t. I, p. 1232 ; J.O., p. 1107). — 16° Motion de M. Louis Martin. Décision de porter

de dix-huit à vingt-sept le nombre des membres de la Commission chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant la nationalité française : MM. Louis Martin, Guillaume Poulle et Goy. Adoption [6 juillet] (A. t. I, p. 1233 ; J.O. p. 1108). — 17° Motion de M. Debierre sur l'amnistie : MM. Debierre, Gaudin de Villaine, Guillaume Poulle et Mauger [31 juillet] (A. t. I, p. 1935 ; J.O., p. 1695).

MUNICIPALITÉS FRANÇAISES. — **1918.** Proposition de loi tendant à déclarer : 1° que les municipalités françaises ont justifié la confiance du pays ; 2° que les femmes et les jeunes filles françaises ont justifié la confiance du pays, déposée par M. Louis Martin et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission, nommée le 28 septembre 1916, relative à un livre d'or des municipalités [14 novembre] (A. t. I, p. 813 ; J.O., p. 744 ; I. n° 439). || **1919.** M. Magny dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1409 ; J.O., p. 1241 ; I. n° 414). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Magny, *rapporteur* ; Louis Martin et Reymonenq [17 octobre] (A. t. I, p. 1975 ; J.O., p. 1733).

MUSÉES NATIONAUX (Conseils des). — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la composition du Conseil des musées nationaux, déposé à la Chambre le 21 juin ; rapport de M. Chabrun le 6 juillet ; adopté le 21 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 1701 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 387). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 1701 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 389). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1897 ; J.O., p. 1663). Promulgation (J.O., 22 août, p. 12350).

MUTATION PAR DÉCÈS (Droits de). — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but d'exempter tant de la déclaration que de l'impôt de mutation par décès, les objets, sommes et valeurs trouvés sur les corps des militaires ou marins tués à l'ennemi, déposée à la Chambre le 7 février ; rapport de M. Bergeon le 19 février ; avis de la Commission du budget par M. Abel Grodet le 25 mars et rapport supplémentaire de M. Bergeon le 26 mars ; adoptée le 29 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 301 ; J.O., p. 269 ; I. n° 158). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 180). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 352 ; J.O., p. 315). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 3076).

MUTILÉS DE LA GUERRE.

1 — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à créer, pour les mutilés de la guerre, un cadre de secrétaires archivistes chargés d'un service nouveau du chiffre au Département des Affaires étrangères, et un cadre complémentaire au service des archives. (Voir Table 1915-1917, p. 451). M. Lucien Hubert dépose le rapport [15 mars] (A. t. I, p. 198 ; J.O., p. 179 ; I. n° 103). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 265 ; J.O., p. 238). Promulgation (J.O., 26 avril, p. 3636).

2 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, concernant les mutilés de la guerre employés dans l'agriculture, déposée à la Chambre le 31 décembre 1917 ; rapport de M. Mauger le 12 juin 1919 ; adoptée le 8 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 21 février 1901, relative à la modification des articles 17 et 22 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail [16 juillet] (A. t. I, p. 1283 ; J.O., p. 1132 ; I. n° 344).

3 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à assurer l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre, déposée à la Chambre les 7 octobre et 9 décembre 1915 ; rapport de M. Durafour le 15 septembre 1916 ; avis de la Commission du budget par M. Groussier le 23 janvier 1917, et rapport supplémentaire par M. Bender le 7 mars 1919 ; adoptée le 25 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission relative à la codification des lois ouvrières [1er avril] (A. t. I, p. 527 ; J.O., p. 467 ; I. n° 150). || **1920.** M. Maurice Sarraut dépose le rapport [23 novembre] (A. t. II, p. 53 ; J.O., p. 1785 ; I. n° 486).

MUTILÉS, RÉFORMÉS ET ANCIENS COMBATTANTS. — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les associations de mutilés, de réformés et d'anciens combattants à faire appel à la générosité publique, déposée à la Chambre le 11 juin ; rapport de M. Dessein le 22 juillet ; adoptée le 27 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [27 juillet] (A. t. I, p. 1700 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 383). Commission : 1er bureau, M. Magny ; 2e bureau, M. Henry Chéron ; 3e bureau, M. le Général Taufflieb ; 4e bureau, M. Ruffier ; 5e bureau, M. Sauvan ; 6e bureau, M. Delpierre ; 7e bureau, M. Vayssières ; 8e bureau, M. Grosjean ; 9e bureau, M. Richard [17 novembre] (J.O., p. 18531 ; F. 86). Président, M. Richard ; secrétaire, M. Vayssières [19 novembre] (J.O., p. 18667 ; F. 87).

MUTILÉS DU TRAVAIL.

I — **1919.** Proposition de loi tendant à autoriser l'entrée des mutilés du travail dans les écoles de rééducation professionnelle des mutilés et réformés de la guerre, déposée par M. Henry Chéron. Renvoi à la Commission, nommée le 21 janvier 1915, relative aux associations ouvrières de production [13 juin] (A. t. I, p. 1038; J.O., p. 916; I. n° 260). II **1920.** M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 139). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Tissier, et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption des deux articles. Sur l'ensemble : MM. Bouveri, Henry Chéron, *rapporteur* ; Fernand Merlin et Louis Soulié. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [31 mars] (A. t. I, p. 527; J.O., p. 469 ; I. n° 139).

2 — **1920.** Proposition de loi tendant à organiser la rééducation fonctionnelle et professionnelle des mutilés du travail et l'éducation fonctionnelle et professionnelle des infirmes, déposée par MM. Henry Chéron et le Général Hirschauer. Renvoi aux bureaux [15 juin] (A. t. I, p. 1064 ; J.O., p. 952 ; I. n° 246). Commission : 1er bureau, M. Duchein, 2e bureau, M. Gallet ; 3e bureau, M. Gras ; 4e bureau, M. Albert Peyronnet ; 5e bureau, M. Pédebidou ; 6e bureau, M. Bollet ; 7e bureau, M. Guillaume Poulle ; 8e bureau, M. le Chanoine Collin ; 9e bureau, M. Henry Chéron [30 juin] (J.O., p. 9258 ; F. 56). Président, M. le Chanoine Collin ; secrétaire, M. Duchein ; rapporteur, M. Guillaume Poulle [2 juillet] (J.O., p. 9349 ; F. 58). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [2 juillet] (A. t. I, p. 1217; J.O., p. 1093 ; I. n° 305). Renvoi pour avis à la Commission des finances [19 novembre] (A. t. II, p. 51 ; J.O., p. 1781).

MUTILÉS ET RÉFORMÉS. — Voir Associations ouvrières.

NANTISSEMENT EN MATIÈRE DE SURENCHÈRE SUR ALIÉNATION VOLONTAIRE. — Voir Code de procédure civile.

NATALITÉ (Développement de la). — **1918.** Proposition de loi tendant à faciliter les donations au profit des œuvres d'assistance publique et privée et de celles ayant plus spécialement pour objet le développement de la natalité et la protection de l'enfance, déposée par M. Simonet [31 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 395; I. n° 228). Commission : 1er bureau, M. Bony-Cisternes; 2e bureau, M. Fenoux; 3e bureau, M. Bollet; 4e bureau, M. Limon; 5e bureau. M. Simonet; 6e bureau, M. Etienne Flandin; 7e bureau, M. Henri Michel; 8e bureau, M. Dominique Delahaye; 9e bureau, M. Aubry [28 juin] (J.O.,

p. 5583; F. 36). Président, M. Flandin; secrétaire et rapporteur, M. Simonet [29 juin] [J.O., p. 5620; F. 37). M. Simonet dépose son rapport [3 décembre] (A. t. II, p. 886; J.O., p. 807; I. n° 493). Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [27 décembre] (A. t. I, p. 963; J.O., p. 874). Promulgation (J.O., 22 mars 1919, p. 2950).

NATIONALITÉ FRANÇAISE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 7 mars 1920, relatif à l'introduction dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin des lois sur l'acquisition, la perte et le recouvrement de la nationalité française, déposé à la Chambre le 13 avril; rapport de M. Robert Schuman le 2 juin; adopté le 28 juin; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1806; I. n° 498).

NAVIGATION. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant dérogation à l'acte de navigation du 21 septembre 1793, déposé à la Chambre le 18 avril 1918; rapport de M. Théo-Bretin le 6 décembre; adopté le 27 décembre; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission de la marine [6 février] (A. t. I, p. 82; J.O., p. 75; I. n° 24). M. Fenoux dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 181; J.O., p. 162; I. n° 49). Déclaration de l'urgence. Adoption. [23 mars] (A. t. I, p. 359; J.O., p. 323).

NAVIGATION AÉRIENNE. — Voir Conventions, 13.

NAVIRES DE COMMERCE. — Voir Personnel officier des navires de commerce.

NAVIRES DE MER (Vente des) .— 1920 Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la vente des navires de mer, déposé à la Chambre le 13 février; rapport de M. Giraud le 4 mars; adopté le 18 mars; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre de la Marine et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission de la marine [14 avril] (A. t. I, p. 543; J.O., p. 483; I. n° 149). M. Fenoux dépose le rapport (I. n° 171). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Articles premier

et 2. Adoption. Observation de M. Mauger. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 572 ; J.O., p. 512). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 6318).

NAVIRES TUNISIENS ET MAROCAINS. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à suspendre, pendant une période de deux ans, l'application de la loi du 2 avril 1889 et à assimiler, pour l'application de cette loi et de l'article 4 de la loi du 21 septembre 1793, les navires tunisiens et marocains aux bâtiments français, déposé à la Chambre le 29 août ; rapport de M. Défossé le 19 septembre ; adopté le 1er octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission de la marine [17 octobre] (A. t. I, p. 1962 ; J.O., p. 1723 ; I. nº 653). M. l'Amiral de La Jaille dépose et lit le rapport (I. nº 738). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2075 ; J.O., p. 1918). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11625).

NEUFCHATEAU (Vosges). — Voir Octrois, 18.

NEUILLY-EN-SANCERRE A VIERZON. — Voir Chemins de fer, 9.

NICE-EST ET NICE-OUEST. — Voir Communes et cantons, 2.

NIGER. — Voir Conventions, 14.

NOIRMOUTIER (Vendée). — Voir Communes et cantons, 1.

NOTARIAT. — 1918. Proposition de loi tendant à la modification des articles 36 et 43, § 4 de la loi du 25 ventôse an XI, modifiée par la loi du 12 août 1902, au bénéfice des aspirants au notariat, présents, mobilisés ou appelés sous les drapeaux pendant la guerre, déposée par M. André Lebert. Renvoi à la Commission d'initiative [28 novembre] (A. t. I, p. 878 ; J.O., p. 800 ; I nº 488). M. Maurice Ordinaire dépose le rapport sommaire [17 décembre] (A. t. I, p. 904 ; J.O., p. 823 ; I nº 503). Adoption de la prise en considération. Renvoi aux bureaux [27 décembre] (A. t. I, p. 962 ; J.O., p. 873). || **1919.** Commission : 1er bureau, M. Lemarié ; 2e bureau, M. Milan ; 3e bureau, M. Guérin ; 4e bureau, M. Gabrielli ; 5e bureau, M. Lebert ; 6e bureau, M. Cordelet ; 7e bureau, M. Milliard ; 8e bureau, M. Ch. Chabert ; 9e bureau, M. Martinet (J.O., p. 958 ; F. 4). Président, M. Cordelet ;

secrétaire, M. Milan ; rapporteur, M. Lebert (J.O., p. 1001 ; F. 5). M. Lebert dépose le rapport [11 février] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 91 ; I. n° 35). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 février] (A. t. I, p. 231 ; J.O., p. 207). Promulgation (J.O., 8 avril, p. 3674).

NOUMÉA (Cession d'immeubles). — Voir Colonies, 5.

NOURRISSONS (Consultations de). — **1920.** Proposition de loi tendant à reconnaître et encourager les consultations de nourrissons, déposée par M. Gustave Dron. Renvoi à la Commission, nommée le 20 mars 1900, chargée de l'examen d'une proposition de loi sur la protection et l'assistance des mères et des nourrissons [27 juillet] (A. t. I, p. 1700; J.O., p. 1499; I. n° 380).

OBJETS D'ART. — Voir Ventes publiques d'objets d'art.

OBJETS DE LUXE.

I. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant désignation des marchandises, denrées, fournitures ou objets quelconques soumis à la taxe de 10 0/0 établie par l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917, déposé à la Chambre le 5 février; rapport de M. Joseph Denais le 15 février et avis de la Commission du budget par M. Denais le 22 février ; adopté le 7 mars ; déposé par le Ministre des Finances [14 mars] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 160 ; I. n° 86). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 mars] (A. t. I, p. 177; J.O., p. 160 ; I n° 97). Discussion : Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Guillaume Chastenet, Klotz, *Ministre des Finances* ; Jénouvrier, Servant et Eugène Lintilhac. Discussion des articles : Article premier : Tableau A : Observations sur le « 7° chevaux poneys, ânes, mules et mulets de luxe » : MM. Boivin-Champeaux et Klotz, *Ministre des Finances.* Demande de rejet du « 9° eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs, vins de liqueur » : MM. Mulac, Klotz, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général.* Rejet de la demande. Adoption de l'ensemble du tableau A. Adoption du tableau B. Disposition additionnelle de M. Cazeneuve et plusieurs de ses collègues à l'article premier. MM. Cazeneuve et Klotz, *Ministre des Finances.* Retrait Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 et 3. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Gaston Menier et Milliès-Lacroix, *rapporteur général.* Adoption de l'ensemble du projet de loi [22 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 214). Promulgation (J.O., 24 mars, p. 2641).

2 — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 27 de la loi du 31 décembre 1917, déposée à la Chambre le 30 mars ; adoptée le 30 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [30 mars] (A. t. 1, p. 306 ; J.O., p. 275 ; I. n° 162). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 avril] (A. t. I, p. 332 ; J.O., p. 297 ; I. n° 170). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Observations : MM. Milliès-Lacroix et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 351 ; J.O., p. 314). Promulgation (J.O., 6 avril, p. 3000).

OCTROIS

ANNÉE 1918

1 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Albertville** (Savoie). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 2). M. Monnier dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33 ; J.O., p. 33 ; Fa. 1, n° 1). Adoption [8 février] (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 77). Promulgation (J.O., 20 février, p. 1724).

2 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'**Arcachon** (Gironde), déposé à la Chambre le 11 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 3, n° 8). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

3 — Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Beaumont** (Seine-et-Oise), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 3, n° 9). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

4 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Bezons** (Seine), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 3, n° 10). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

5 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Brive** (Corrèze), déposé à la Chambre le 19 décembre

1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 3, n° 11). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

6 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Chateaulin** (Finistère) (Voir Table 1915-1917, Octrois, 40), M. Monnier dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33 ; . J.O., p. 33 ; Fa. 1, n° 2). Adoption [8 février] (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 77). Promulgation (20 février, J.O., p. 1724).

7 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Clamecy** (Nièvre), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. n° 12). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

8 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Creil** (Oise), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 3, n° 13). Retiré par décret [28 février (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

9 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Dieppe** (Seine-Inférieure), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 4, n° 14). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

10 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Draguignan** (Var), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. n° 15). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

11 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Gap** (Hautes-Alpes). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 78). M. Monnier dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33 ; J.O., p. 33 ; Fa. 1, n° 3). Adoption [8 février (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 77). Promulgation (20 février, J.O., p. 1724).

12 — Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Guipavas** (Finistère). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 84).

M. Monnier dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33 ; J.O., p. 33 ; Fa. 2, n° 4). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

13 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Hoedic** (Morbihan), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu, le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 4, n° 16). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

14 — Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Honfleur** (Calvados), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 4, n° 17). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

15 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Houat** (Morbihan), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 4, n° 18). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

16 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Landivisiau** (Finistère). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 96). M. Monnier dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33 ; J.O., p. 33 ; Fa. 2, n° 4). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

17 — Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Louviers** (Eure), déposé à la Chambre le 11 décembre 1917; rapport de M. Andrieu, le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 4, n° 19). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 128).

18 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Neufchâteau** (Vosges), déposé à la Chambre le 11 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu, le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 5, n° 20). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

19 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Ploëmeur** (Morbihan). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 137). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

20 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Pont-l'Evêque** (Calvados). (Voir table 1915-1917, Octrois, 150). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

21 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Quintin** (Côtes-du-Nord). (Voir Table 1915-1917, Octrois 159). M. Monnier dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33; J.O., p. 33 ; Fa. 2, n° 6). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

22 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Rambouillet** (Seine-et-Oise). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 160). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

23 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Redon** (Ille-et-Vilaine). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 161). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

24 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **La Ricamarie** (Loire). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 165). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

25 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Pierre-Quilbignon** (Finistère), déposé à la Chambre le 11 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu, le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63 ; J.O., p. 56 ; Fa. 5, n° 21). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

26 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Saint-Tropez** (Var). (Voir Table 1915-1917, Octrois, 189, 190). M. Monnier dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33; J.O., p. 33 ; Fa. 2, n° 7). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, 144; p. 128).

27 — Projet de loi autorisant la perception d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Sauzan** (Morbihan), déposé à la Chambre le 11 décembre 1917 ; rapport de M. Andrieu, le 15 janvier 1918 ; adopté le 24 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 56 ; Fa 5, n° 22). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

28 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Tarascon** (Bouches-du-Rhône). (Voir table 1915-

1917, Octrois, 200, 201). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 28).

29 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Trégunc** (Finistère), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917; rapport de M. Andrieu, le 15 janvier 1918; adopté le 24 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 56; Fa. 5, n° 24). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

30 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Vidauban** (Var). (Voir Table 1915-1917, Octrois 211). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

31 — Projet de loi autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de **Villeurbanne** (Rhône), déposé à la Chambre le 19 décembre 1917; rapport de M. Andrieu, le 15 janvier 1918; adopté le 24 janvier; déposé par M. le Ministre des Finances [31 janvier] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 56; Fa. 5, n° 23). Retiré par décret [28 février] (A. t. I, p. 144; J.O., p. 128).

ŒUVRES D'ART. — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'exportation des œuvres d'art (art. 118 disjoint du projet de loi portant création de nouvelles ressources fiscales). M. Chastenet dépose le rapport [25 juillet] (A. t. I, p. 1568; J.O., p. 1393; I. n° 370). Article premier : amendement de M. de Monzie : MM. Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*; Guillaume Chastenet, *rapporteur*, et de Monzie. Retrait de l'amendement. Adoption des huit articles et de l'ensemble du projet de loi [31 juillet] (A. t. I, p. 1897; J.O., p. 1664). Promulgation (J.O., 7 septembre, p. 13086).

ŒUVRES D'ASSISTANCE PUBLIQUE (Donations aux). — Voir Natalité (Développement de la).

OFFICE CENTRAL DES PRODUITS CHIMIQUES AGRICOLES. — 1918. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de créer au Ministère de l'Agriculture un office central des produits chimiques agricoles, déposée à la Chambre le 20 novembre 1917; rapport de M. Louis Tissier le 24 décembre 1917 et avis de la Commission du budget par M. Dariac le 18 janvier 1918; adoptée le 28 février 1918; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [14 mars] (A. t. I,

p. 177 ; J.O., p. 160 ; I. n° 94). M. Develle dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 368; J.O., p. 329 ; I. n° 189). Discussion : communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Article premier : amendement de M. Cazeneuve : M. Jules Develle, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve et Dominique Delahaye. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Hervey, Cazeneuve, Jules Develle, Touron, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Servant. Retrait des amendements. Adoption de l'article 4 modifié. Articles 5 à 7. Adoption. Article 8 : amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve et le rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 8 modifié. Article 9. Adoption. Article 10 : amendement de M. Cazeneuve : MM. Cazeneuve et le rapporteur. Adoption. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble de la proposition de loi [7 mai] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 350). Promulgation (J.O., 25 juin, p. 5469).

OFFICE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉRIEUR. — 1919. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, ayant pour objet la réorganisation des services de l'Office national du commerce extérieur, la modification du statut des attachés commerciaux et la création d'agents commerciaux. (Voir Table 1915-1917, p. 496), déposé à la Chambre les 29 septembre 1915, 13 février 1917 et 26 novembre 1918 ; rapport de M. Landry le 8 octobre 1915 ; avis de la Commission du budget par M. Hesse le 28 octobre 1915 ; rapport de M. Landry le 13 février 1917 ; avis de la Commission du budget par M. Dubois le 22 février 1917 ; rapport supplémentaire par M. Landry le 15 mars 1917 ; avis de la Commission des postes et des télégraphes par M. Gardey le 29 mars 1917 ; 2e avis par M. Gardey le 27 novembre 1917 ; 2e rapport supplémentaire par M. Réville le 24 décembre 1918 ; avis de la Commission des affaires extérieures par M. Candace le 9 avril 1919 ; 3e rapport supplémentaire par M. Réville le 11 avril 1919 ; 2e avis de la Commission du budget par M. Dubois le 14 avril 1919 ; adopté le 14 avril ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission des finances [15 avril] (A. t. I, p. 689 ; J.O., p. 606 ; I. n° 188). M. Lourties dépose le rapport [21 juin] (A. t. I, p. 1128 ; J.O., p. 995 ; I. n° 284). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouver-

nement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : M. Dominique Delahaye [30 juin] (A. t. I, p. 1222 ; J.O., 1078). Discussion générale (fin) : M. Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Demande de retrait de l'urgence : MM. Dominique Delahaye et Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes*. Vote sur le retrait de l'urgence. Demande d'application du règlement sur le quorum. Vote ajourné à la prochaine séance. Vote sur le retrait de l'urgence (ajourné à la précédente séance). Rejet du retrait de l'urgence. Discussion des articles. Article premier : amendement de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet de la prise en considération. Adoption de l'article premier. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : M. Dominique Delahaye. Rejet de la prise en considération). Article 2. Adoption. Article 3 : amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Clémentel, *Ministre du Commerce*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 3. Article 4 : amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet. Adoption de l'article 4. Article 5 : MM. Hervey et Clémentel, *Ministre du Commerce*. Adoption. Articles 6 à 9. Adoption. Article 10 : amendement de MM. Henry Chéron et Henry Boucher (soumis à la prise en considération) : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* et Henry Chéron. Retrait. Amendement de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Rejet de la prise en considération. Sur l'article : MM. Touron, Clémentel, *Ministre du Commerce* ; Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Henry Boucher, Hervey, Dominique Delahaye et Lucien Cornet. Adoption de l'article 10 modifié. Article 11. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [1er juillet] (A. t. I, p. 1233 ; J.O., p. 1088). Promulgation (J.O., 27 août, p. 9170). — Scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil d'administration de l'Office national du commerce extérieur. Résultat nul faute de quorum [24 décembre] (A. t. II, p. 25; J.O., p. 1855). Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination de deux membres du conseil d'administration de l'Office national du commerce extérieur : MM. de La Batut et Deloncle élus [27 décembre] (A. t. II, p. 29 ; J.O., p. 1857).

OFFICE NATIONAL DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'un office national de recherches scientifiques, industrielles

et agricoles et des inventions, déposé à la Chambre le 27 mai ; rapport de M. Pottevin, le 24 juin ; adopté le 10 juillet ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, pour l'examen de la proposition de loi relative à l'apprentissage et, pour avis, à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1338; J.O., p. 1181 ; I. n° 378).

OFFICES PUBLICS D'HABITATIONS A BON MARCHÉ. — Voir Habitations à bon marché.

OFFICE DE VÉRIFICATION ET DE COMPENSATION. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la création d'un Office de vérification et de compensation en application de la partie X (clauses économiques) du traité de Versailles du 28 juin 1919, déposé à la Chambre le 5 février; rapport de M. Louis Dubois le 6 février ; adopté le 10 février ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances [12 février] (A. t. I, p. 99; J.O., p. 91 ; I. n° 37). M. Paul Doumer dépose le rapport [19 février] (A. t. I, p. 181 ; J.O., p. 162 ; I. n° 48). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Articles premier et 2. — Adoption. Article 3 : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Alphand, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 4 : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Alphand, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 5 à 12. Adoption. Article 13 : M. Serruys, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 14. Adoption. Article 15 : M. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Alphand, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Article 16. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [2 mars] (A. t. I, p. 252 ; J.O., p. 222). Promulgation (J.O., 13 mars, p. 4138).

OFFICIERS D'ADMINISTRATION DE L'INTENDANCE. — Voir Armée, § 2, 2.

OFFICIERS DE COMPLÉMENT. — Voir Armée, § II, 1.

OFFICIERS DENTISTES. — Voir Armée, § II, 3.

OFFICIERS GÉNÉRAUX. — Voir Armée, § IV, 17.

OFFICIERS GÉNÉRAUX (Statut des). — Voir Armée, § II, 6.

OFFICIERS DE MARINE. — Voir Marine, 6, 15.

OFFICIERS EN RÉSERVE SPÉCIALE. — Voir Armée, § IV, 10.

OFFICIERS RENVOYÉS DANS LEURS FOYERS. — Voir Décorations.

OFFICIERS MINISTÉRIELS. — **1918.** Proposition de loi déposée par M. Hayez, le 9 novembre 1916, tendant à réserver aux officiers ministériels des circonscriptions judiciaires dont le siège est transféré dans une circonscription voisine certains émoluments et honoraires. (Voir Table 1915-1917, p. 497). Retrait de la proposition [17 décembre] (A. t. I, p. 903; J.O., p. 822).

OFFICIERS DU PONT A BORD DES NAVIRES DE COMMERCE. — Voir Personnel officiers.

OLIVIERS (Abatage des). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'interdiction d'abatage des oliviers, déposé à la Chambre le 12 novembre 1917; rapport de M. Louis Guichard le 6 décembre; adopté le 13 mars 1918; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi aux bureaux [29 mars] A. t. I, p. 284; J.O., p. 255; I. n° 148). Commission : 1er bureau, M. Jean Dupuy; 2e bureau, M. Maurice Sarraut: 3e bureau, M. Louis Martin; 4e bureau, M. Lourties; 5e bureau, M. Aubry; 6e bureau, M. Honoré Sauvan; 7e bureau, M. Reymonenq; 8e bureau, M. Henri Michel; 9e bureau, M. Louis Quesnel [15 mai] (J.O., p. 4214; F. 28), Président, M. Bienvenu-Martin; secrétaire, M. Guillaume Poulle; rapporteur, M. Guillaume Poulle (J.O., p. 4562; F. 29). M. Louis Martin dépose le rapport [23 mai] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 391; I. n° 221). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 juin] (A. t. I, p. 505; J.O., p. 452). Promulgation (J.O., 22 juin, p. 5330).

OPÉRA (Théâtre national de l'). — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 34.

OPTIQUE THÉORIQUE ET APPLIQUÉE (Institut d'). — Voir Institut d'optique théorique et appliquée.

ORGANISATION FINANCIÈRE. — 1920. Proposition de loi ayant pour objet la création d'une direction d'études et d'organisation financières, déposée par M. Maurice Sarraut. Renvoi à la Commission des finances [22 avril] (A. t. I, p. 566; J.O., p. 508; I. n° 162).

ORGANISATION JUDICIAIRE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats, déposé à la Chambre les 11 mars 1915 ; 30 octobre 1915 ; 10 décembre 1915 ; 23 décembre 1915 ; 22 février 1917 ; 6 novembre 1917 ; 14 mai 1918 ; rapports de M. Bender les 11 décembre 1917 : 18 juillet 1918 ; avis de la Commission du budget par M. J.-B. Abel le 22 novembre 1918 ; rapport supplémentaire par M. Bender le 4 décembre 1918 ; adopté le 29 décembre : déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi aux bureaux [24 janvier] (A. t. I, p. 22 ; J.O., p. 25 ; I. n° 11). Commission : 1er bureau, MM. Bienvenu-Martin, Alexandre Bérard ; 2e bureau, MM. Goirand, Vidal de Saint-Urbain ; 3e bureau, MM. Monis, Savary ; 4e bureau, MM. Vallé, Fenoux ; 5e bureau, MM. Saint-Germain, Larère ; 6e bureau, MM. Gavini, de La Batut ; 7e bureau, MM. Antony Ratier, Simonet ; 8e bureau, MM. Boivin-Champeaux, Pérès : 9e bureau, MM. Guillaume Poulle, Richard [7 février] (J.O., p. 1439 ; F. 8). Président, M. Monis ; vice-présidents, MM. Bienvenu-Martin, Ratier ; secrétaires, MM. Poulle, Simonet (J.O., p. 1547 : F. 8). M. Guillaume Poulle dépose le rapport [20 mars] (A. t. I, p. 343 ; J.O., p. 308 ; I. n° 107). 1re délibération sur : 1° le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats ; 2° la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à réorganiser le recrutement et l'avancement des magistrats ; 3° la proposition de loi de M. Debierre, relative à la réforme de la magistrature. Déclaration de l'urgence. Lecture, par M. Henri Michel, de l'avis de la Commission des finances [11 avril] (A. t. I, p. 591 ; J.O., p. 541). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* : Louis Martin, Jénouvrier, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Debierre, Dominique Delahaye et Maurice Colin [12 avril] (A. t. I, p. 615 ; J.O., p. 545). Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Pérès : MM. Pérès,

Guillaume Poulle, *rapporteur*. et Henry Chéron. Adoption. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article premier et du tableau A annexé. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. de La Batut, Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Article 4 ; Amendement de MM. Jénouvrier, Viger et un grand nombre de leurs collègues : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur* et Jénouvrier. Adoption. Adoption de l'article 4 modifié. Article 5. Adoption. Article 6 : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; Debierre, le Garde des Sceaux, Larère, Simonet et Pérès. Adoption. Article 7. Adoption. Article 8 : Amendement de MM. Brindeau, Leblond, Quesnel et Rouland : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; Brindeau et le Garde des Sceaux. Adoption. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Rejet. Adoption de l'article 8 et du tableau B annexé. Article 9 : MM. Milliès-Lacroix et le Garde des Sceaux. Adoption. Article 10 : Amendement de M. Antony Ratier : MM. Antony Ratier, Ernest Monis, *Président de la Commission*; Jénouvrier, le Garde des Sceaux, Pérès, Guillier, Simonet, Flaissières et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'amendement (devenant l'article 10). Article 11. Adoption. Article 12 : MM. Henri Michel, *rapporteur de la Commission des finances*, et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption de l'article 12 modifié. Article 13 : Amendement de M. Simonet et amendement de M. Guillier : MM. Simonet, le Garde des Sceaux et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Nouveau texte de la Commission : MM. Milliès-Lacroix et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption de l'article 13 modifié, Article 14 : Amendement de M. Guillier : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 14. Article 15 : Amendement de MM. Guillier, T. Steeg, Ranson, Magny, Strauss et Deloncle. Amendement de MM. Debierre, T. Steeg, Milan, Ranson, Magny, Vieu, Grosjean, Pérès, Gavini, Strauss et Deloncle : MM. Vieu, le Garde des Sceaux, Milliès-Lacroix, T. Steeg, Guillier, Paul Doumer, Hervey et Henry Chéron. Renvoi de l'article et des amendements à la Commission [14 avril] (A. t. I, p. 634; J.O., p. 560). Communication d'un décret désignant un Commissaire du Gouvernement. Discussion des articles (suite). Suite de la discussion de l'article 15 et des amendements à cet article renvoyés à la Commission. Observations : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; Milliès-Lacroix, *rapporteur général*; Klotz, *Ministre des Finances*; Henry Chéron, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Ernest Monis, *Président de la Commission*. Nouveau texte de la Commission à l'article 15 ; MM. Guillaume

Poulle, *rapporteur*; Hervey, Milliès-Lacroix, Guillier et Vieu. Adoption des premier, deuxième et troisième alinéas de l'article. Sur le quatrième alinéa : MM. Milliès-Lacroix et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Amendement de M. Jénouvrier et amendement de M. Debierre précédemment renvoyés à la Commission. Retrait de l'amendement de M. Debierre. Adoption, au scrutin, du quatrième alinéa, comprenant l'amendement de M. Jénouvrier. Cinquième alinéa : amendement de M. Paul Le Roux : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Retrait. Adoption du cinquième et des derniers alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article 15. Article 16 : Amendement de M. Paul Le Roux : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 16. Article 17. Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Milan au deuxième alinéa : MM. Milan et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Adoption. Sur le deuxième alinéa de l'article : MM. Guillier, Guillaume Poulle, *rapporteur*; Gabrielli et le Garde des Sceaux. Adoption des deuxième et troisième alinéas. Amendement de M. Boivin-Champeaux au quatrième alinéa : MM. Boivin-Champeaux, le Garde des Sceaux, Ribot, Jénouvrier et Louis Martin. Adoption. Observations : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*; Gabrielli et Ernest Monis, *Président de la Commission*. Amendement de MM. Pérès, Jénouvrier, Henry Chéron, Boivin-Champeaux et T. Steeg : M. Henry Chéron. Adoption. Amendement de MM. Ribot et de Selves : MM. Simonet, Gabrielli, le Garde des Sceaux et Dominique Delahaye. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 17 modifié. Article 18 : Observations de MM. Henry Chéron, Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Simonet. Adoption de l'article 18. Article 19. Adoption. Article 20 : MM. Brindeau, le Garde des Sceaux, Guillier et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Amendement de M. Simonet. Retrait. Adoption de l'article 20. Article 20 *bis* : Amendement de M. Goirand et plusieurs de ses collègues : MM. Goirand, Guillaume Poulle, *rapporteur*; le Garde des Sceaux et Boudenoot. Retrait. Adoption de l'article 20 *bis*. Amendement de M. Goirand : MM. Goirand, Guillaume Poulle, *rapporteur*, Dominique Delahaye. Retrait de l'amendement. Amendement de M. Antony Ratier : MM. Antony Ratier, Guillaume Poulle, *rapporteur*; Paul Strauss, Jénouvrier, Ernest Monis, *Président de la Commission*; Vieu, Dominique Delahaye, Guillier, le Garde des Sceaux et Paul Doumer. Rejet. Articles 21 et 22. Adoption. Article 23 : MM. Guillier, le Garde des Sceaux et Milliès-Lacroix. Adoption. Amendement (article additionnel) de M. Paul Le Roux : M. Paul Le Roux. Retrait. Articles 24 et 25. Adoption. Article 26 : Amendement de M. de La Batut : M. de

La Batut. Retrait. Adoption de l'article 26. Sur l'ensemble : MM. Henry Chéron, le Garde des Sceaux, Milan et Ernest Monis, *Président de la Commission*. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [15 avril] (A. t. I, p. 665 ; J.O., p. 687). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 4478).

ORGANISATION MUNICIPALE. — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, déposée à la Chambre le 3 juin ; rapport de M. Paul-Meunier, le 16 juillet ; adoptée le 6 août ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [7 août] (A. t. I, p. 1379 ; J.O., p. 1216 ; I. n° 393.) Voir Colonies, 3.

ORGE (Prix de cession de l'). — Voir Céréales.

ORPHELINS DE M. GENTIL (Pension aux). — Voir M. Gentil.

OUTILLAGE NATIONAL. — **1920.** (Voir Table 1902-1904 p. 626). Commission : Le 1er bureau (14 janvier 1902) a nommé membres de la Commission de l'outillage national (voies navigables et ports) : MM. Claveille, Fernand Rabier. — Le 3e bureau (1902) a nommé membre de la même Commission : M. Brindeau. — Le 5e bureau (1902) a nommé membres de la même Commission : MM. Lemarié, Henri Roy. — Le 7e bureau (1902) a nommé membre de la même Commission : M. Schrameck. — Le 8e bureau (1902) a nommé membre de la même Commission : M. Chastenet. — Le 9e bureau (1902) a nommé membre de la même Commission : MM. Gustave Denis, Landrodie [4 février] (J.O., p. 1849 ; F. 8). Président, M. Claveille ; vice-présidents, MM. Gustave Denis, Boudenoot ; secrétaires, MM. Henri Roy, Schrameck [5 février] (J.O., p. 1920 ; F. 8).

OUVRIERS ARDOISIERS. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour but de faire bénéficier les ouvriers ardoisiers des dispositions de la loi du 25 février 1914 créant une caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs, déposé à la Chambre, le 23 décembre 1919 ; rapport de M. Raynaldi, le 24 avril 1920 ; adopté le 29 avril ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission, nommée le 24 octobre 1918, relative aux questions minières [29 avril] (A. t. I, p. 605 ; J.O., p. 546 ; I. n° 196). Observa-

tions de MM. Alexandre Millerand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; Paul Strauss, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances* ; Mauger, Lucien Hubert, Jules Delahaye. M. Paul Strauss dépose et lit le rapport (I. n° 203). Avis de la Commission des finances : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate Adoption des deux articles. Sur l'ensemble : MM. Paul Jourdain, *Ministre du Travail ;* Jules Delahaye. Adoption de l'ensemble du projet de loi [30 avril] (A. t. I, p. 616 ; J.O., p. 558). Promulgation (J.O., 1er mai, p. 6539).

OUVRIERS MINEURS.

1 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le dernier paragraphe de l'article 4 de la loi du 25 février 1914 modifiant la loi du 29 juin 1894 et créant une caisse autonome de retraite, des ouvriers mineurs et le dernier paragraphe de l'article 1er de la loi du 20 juin 1894, sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs, déposé à la Chambre le 5 mars 1918 ; rapport de M. Cabrol, le 16 mai et avis de la Commission du budget par M. Landry, le 25 juin ; adopté le 5 juillet : déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission des finances [23 juillet] (A. t. I, p. 645; J.O., p. 578 : I. n° 326). M. Cazeneuve dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 798 ; J.O., p. 727 ; I. n° 423). Déclaration d'urgence. Adoption [21 novembre] (A. t. I, p. 851 ; J.O., p. 775). Promulgation (J.O., 25 novembre, p. 10168).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 25 février 1914 sur la caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs et tendant notamment à relever jusqu'à 1.500 francs la pension des ouvriers mineurs et à 750 francs celle de leurs veuves, déposé à la Chambre le 3 février ; rapport de M. Taurines le 13 février ; adopté le 17 février ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission, nommée le 24 octobre 1918, relative aux questions minières et, pour avis, à la Commission des finances [19 février] (A. t. I, p. 160 ; J.O., p. 146 : I. n° 46). M. Hervey dépose le rapport (I n° 64). [27 février] (A. t. I, p. 205 ; J.O., p. 181). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances : M. Albert Peyronnet, *rapporteur*. Discussion des articles : Articles premier à 5. Adoption. Article 6 : Observation de M. Boudenoot, *Président de la Commission*. Adoption de l'article 6. Articles 7, 8 et 9. Adoption. Article 10 : Premier amendement de MM. Bouveri, Fourment, Flaissières, Louis Soulié, Drivet, Mauger, Roustan, Gerbe et

Léon Perrier : M. Bouveri. Retrait de l'amendement. Deuxième amendement (article additionnel) de MM. Bouveri et ses collègues : MM. Bouveri et Hervey, *rapporteur* ; Albert Peyronnet et Paul Jourdain, *Ministre du Travail* Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 10. Article 11 : Observations : MM. Hervey, *rapporteur* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Bouveri, Paul Jourdain, *Ministre du Travail* ; Boudenoot, *Président de la Commission*, et Albert Peyronnet, *rapporteur de la Commission des finances*. Adoption de l'article 11. Adoption de l'ensemble du projet de loi [2 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 209). Promulgation (J.O., 10 mars, p. 3938).

OUVRIERS MINEURS (**Pensions des**). — **1920**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 9 mars 1920, tendant à relever jusqu'à 1.500 francs la pension des ouvriers mineurs, déposé à la Chambre le 1er juillet ; rapport de M. Taurines le 22 juillet ; adopté le 27 juillet ; déposé par M. le Ministre du Travail et M. le Ministre des Travaux publics. Renvoi à la Commission, nommée le 24 octobre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi relatifs aux questions minières [30 juillet] (A. t. I, p. 1827 ; J.O., p. 1606 ; I. n° 415). M. Richard dépose et lit le rapport (I. n° 450). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1905 ; J.O., p. 1669). Promulgation (J.O., 8 août, p. 11462).

OUVRIERS MINEURS RETRAITÉS. — **1919**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder une allocation supplémentaire aux ouvriers mineurs retraités, déposé à la Chambre le 24 septembre 1918 ; rapport de M. Cabrol le 30 janvier 1919 ; adopté le 14 février ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission relative aux questions minières, nommée le 24 octobre 1918, et, pour avis, à la Commission des finances [18 février] (A. t. I, p. 166 ; J.O., p. 151 ; I. n° 55). M. Henry Chéron dépose le rapport [13 mars] (A. t. I, 287 ; J.O., p. 259 ; I. n° 88). Déclaration de l'urgence. Observations : M. Henry Chéron, *rapporteur* ; Boudenoot et Brice, *commissaire du Gouvernement*. Discussion des articles. Article premier : MM. Albert Peyronnet et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Article 2. Adoption. Article 3 : MM. Cazeneuve, Brice, *commissaire du Gouvernement* ; Henry Chéron, *rapporteur*, Albert Peyronnet. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 mars] (A. t. I, p. 407 ; J.O., p. 363). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3253).

PAIN. — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'alimentation nationale en pain, déposé à la Chambre le 4 juin; rapport de M. Ouvré le 11 juin; avis de la Commission des finances par M. Leboucq le 22 juin; adopté le 2 juillet; déposé par M. le Ministre du Commerce, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de l'agriculture [6 juillet] (A. t. I, p. 1230; J.O., p 1106; I. n° 317). M. Perchot dépose le rapport [20 juillet] (A. t. I, p. 1340; J.O., p. 1203; I. n° 351). M. Guesnier dépose l'avis de la Commission de l'agriculture [20 juillet] (A. t. I, p. 1340; J. O., p. 1203; I. n° 354). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Perchot, *rapporteur de la Commission des finances*; Maurice Guesnier, *rapporteur de la Commission de l'agriculture*; Marcel Donon, de Rougé, Damecour, Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, et Méline, *président de la Commission de l'agriculture*. Demande de clôture de la discussion : MM. Paul Doumer et Dominique Delahaye, Vote de la clôture. Discussion des articles. Article premier : contre-projet de M. Marcel Donon : MM. Raphaël-Georges-Lévy, Thoumyre' *Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement*. Rejet, au scrutin, du contre-projet. Contre-projet de M. Pasquet : M. Pasquet. Retrait du contre-projet. Retrait d'un amendement de MM. Damecour, Blaignan et plusieurs de leurs collègues. Sur l'article : MM. Lucien Cornet, le Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement, et Louis Serre. Amende-dement (soumis à la prise en considération) de M. Lucien Cornet. Rejet. Adoption de l'article premier. Article 2 : amendement de MM. Royneau, Léon Roland et plusieurs de leurs collègues : MM. Royneau, Hervey et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Rejet. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 7. Adoption. Article 8 : M. Mauger et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances. Adoption. Article 9. Adoption. Article 10 : amendement de MM. de Lubersac, Touron, Méline et plusieurs de leurs collègues. Adoption. Amendement de MM. Chênebenoit, Ermant et plusieurs de leurs collègues : MM. Chênebenoit et Maurice Guesnier, *rapporteur de la Commission de l'agriculture*. Adoption. Sur l'article 10 : MM. Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*; Milliès-Lacroix, *président de la Commission des finances*, et Touron. Adoption de l'article 10 (devenant l'article 11). Amendement de M. Roland : MM. Maurice Guesnier, *rapporteur de la Commission de l'agriculture*, Perchot, *rapporteur de la Commission des finances*, et Léon Roland. Adoption. Articles 12 et 13 (anciens articles 11 et 12). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Mauger et Thoumyre, *Sous-Secrétaire d'Etat au*

Ravitaillement. Adoption de l'ensemble du projet de loi [26 juillet] (A. t. I, p. 1574, 1949; J.O., p. 1415). Promulgation (J.O., 11 août, p. 11630).

PAPIER (Consommation du)

1 — **1918.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la consommation du papier en temps de guerre, déposé à la Chambre le 3 août 1917; rapport de M. Paul-Meunier le 7 décembre 1917 et avis de la Commission du commerce et de l'industrie par M. Hennessy le 11 décembre 1917; adopté le 11 avril 1918; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et de la Marine marchande et M. le Ministre des Travaux publics et des Transports [17 avril] (A. t. I, p. 369; J.O. p. 330; I. n° 187). M. Cazeneuve dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 438; J.O., p. 395; I. n° 227). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Cazeneuve, *rapporteur*; Clémentel, *Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et des Transports maritimes.* Adoption [20 juin] (A. t. I, p. 544; J.O., p. 488). Promulgation (J.O., 13 juillet, p. 6037).

2 — **1920.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, maintenant en vigueur jusqu'au 30 juin 1921 les dispositions de la loi du 12 juillet 1918 relatives à la réglementation de la consommation du papier, déposé à la Chambre le 20 avril; rapport de M. Aimond le 20 avril; adopté le 20 avril; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Ministre de l'Intérieur (I. n° 166). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1916, relative à l'organisation du pays pendant et après la guerre. M. Lintilhac dépose et lit le rapport (I. n° 174). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye, Henry Chéron, T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* : François-Saint-Maur, Henry Bérenger, Louis Soulié, le chanoine Collin, Milan et Brager de La Ville-Moysan. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 574; J.O., p. 514). Promulgation (J.O., 24 avril, p. 6318).

PAPIER DESTINÉ A L'IMPRESSION DES JOURNAUX. — Voir Douanes 26, 29.

PAQUETS POSTAUX. — 1918. Proposition de loi tendant à autoriser, à l'occasion de Noël 1918 et du 1er janvier 1919, l'envoi gratuit par poste d'un paquet du poids maximum d'un kilogramme à destination de tous les militaires et marins, déposée à la Chambre le

25 octobre ; rapport de M. Camille Picard le 21 novembre ; avis de la Commission du budget par M. Varenne le 29 novembre ; adoptée le 3 décembre. Renvoi à la Commission des finances [17 décembre] (A. t. I, p. 904 ; J.O., p. 823 ; I. n° 507). M. Emile Dupont dépose et lit le rapport (I. n° 516). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [17 décembre] (A. t. I, p. 908 ; J.O., p. 826). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 10989).

PARIS (Ville de). — Voir **Emprunts et impositions extraordinaires**, 1, 3, 6, 8, 10, 11, 12.

PATES ALIMENTAIRES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets du 18 juin 1918, réglementant le régime des pâtes alimentaires et des tapiocas, et du 19 octobre 1918, réglementant la vente des pâtes alimentaires et du riz et interdisant la fabrication des farines de légumes, déposé à la Chambre les 7 juillet et 19 septembre 1918 ; rapport de M. Andrieu le 11 février 1919 ; adopté le 5 mars ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 16 décembre 1915, relative à la taxation des denrées alimentaires [19 avril] (A. t. I, p. 763 ; J.O., p. 668 ; I. n° 207). M. Ordinaire dépose le rapport [17 juin] (A. t. I, p. 1061 ; J.O., p. 937 ; I. n° 267). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 15 ; J.O., p. 1845) Promulgation (J.O., 6 février 1920, p. 1934).

PAVILLON DE MARSAN. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant prorogation de la concession du pavillon de Marsan à l'Union centrale des arts décoratifs, déposé à la Chambre le 19 juin ; rapport de M. Locquin le 6 juillet ; avis de la Commission des finances par M. Rameil le 22 juillet ; adopté le 27 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 juillet] (A. t. I, p. 1701 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 386). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 1701 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 388). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1860 ; J.O. p., 1632). Promulgation (J.O., 25 août, p. 12454).

PÊCHES MARITIMES (Office scientifique des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant la perception, au profit de l'Office scientifique et technique des pêches maritimes,

de taxes spéciales sur les navires de pêche et les concessionnaires d'établissements de pêches maritimes, déposé à la Chambre le 23 juillet ; rapport de M. Bergeon le 16 octobre ; adopté le 18 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de la marine [19 octobre] (A. t. I, p. 2033; J.O., p. 1808; I. n° 723). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [18 décembre] (A. t. II, p. 9; J.O., p. 1840; I. n° 760). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Gaston Menier. Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 21; J.O., p. 1849). Promulgation (J.O., 9 janvier 1920, p. 326).

PÊCHE MARITIME. — Voir Flotte de pêche.

PÉCULE AUX FAMILLES DES SOLDATS MORTS POUR LA PATRIE. — Voir Crédits supplémentaires, § I, 9.

PENSIONS (Ministère des). — Voir Actes d'administration et de procédure.

PENSIONS.

1 — **1918.** Projet de loi sur les droits à pension des fonctionnaires victimes de faits de guerre, déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [16 juillet] (A. t. I, p. 657; J.O., p. 562; I. n° 310). || **1919.** M. Henry Chéron dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 612; J.O., p. 542; I. n° 177). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption [19 avril] A. t. I, p. 762; J.O., p. 668). Promulgation (J.O., 2 mai, p. 4533).

2 — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, déposé à la Chambre le 4 novembre 1915 ; rapport de M. Massé le 21 juillet 1916 ; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 16 mars 1917 ; avis de la Commission d'assurance et de prévovance sociale par M. Doizy le 19 mars 1917, rapport supplémentaire par M. Massé le 24 juillet 1917, rapports supplémentaires de la Commission des pensions civiles et militaires par M. Lugol les 14, 26 et 27 décembre 1917, et 11 janvier 1918 ; adopté le 5 février 1918 ; déposé par MM. les Ministres de la

Guerre, de la Marine et des Finances. Renvoi aux bureaux [22 février] (A. t. I, p. 126; J.O., p. 111 ; I. n° 59). Commission : 1er bureau, MM. Boivin-Champeaux, Guillaume Poulle ; 2e bureau, MM. Dominique Delahaye. Milliès-Lacroix ; 3e bureau, MM. Henry Chéron, Paul Strauss ; 4e bureau, MM. Bienvenu-Martin, Lebert ; 5e bureau, MM. Limouzain-Laplanche, Laurent Thiéry ; 6e bureau, MM. Paul Doumer, Guilloteaux ; 7e bureau, MM. Simonet, Steeg ; 8e bureau, MM. Cazeneuve, Galup ; 9e bureau : MM. Larère, Reynald [15 mars] (J.O., p. 2387 ; F. 15). Président, M. Paul Doumer ; secrétaire, M. Reynald [29 mars] (J.O., p. 2549 ; F. 17]. M. Henry Chéron dépose le rapport [31 mai] (A. t. I, p. 457 ; J.O., p. 411 ; I, n° 2345); M. Chéron dépose un rapport supplémentaire [9 juillet] (A.t. I, p. 622 ; J.O., p. 556 ; I. n° 301). Ajournement de la discussion Observations : MM. Paul Doumer, Milliès-Lacroix et Cazeneuve [2 août] (A. t. I, p. 665 ; J.O., p. 599). M. Cazeneuve dépose l'avis de la Commission des finances (I. n° 348). M. Chéron dépose un deuxième rapport supplémentaire (I. n° 349). Discussion : Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Henry Chéron, *rapporteur* [17 septembre (A. t. I, p. 670 ; J.O., p. 605). Discussion générale (suite) : MM. Cazeneuve, *rapporteur de la Commission des finances* ; Louis Martin, Dominique Delahaye, André Lebert, Debierre, Reynald et Flaissières. Discussion des articles : Article premier : Amendement de MM. Louis Martin, Gabrielli, Ranson, Courrégelongue, Forsans et Aguillon : MM. Louis Martin ; Henry Chéron, *rapporteur*, Paul Doumer, *Président de la Commission*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article premier modifié. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Lucien Cornet et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Article 5. Adoption. Article 6 : MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Louis Martin. Retrait d'un amendement de M. Louis Martin. Adoption de l'article 6. Articles 7 à 11. Adoption. Article 12 : Amendement de MM. Louis Martin, Léon Bourgeois, Monfeuillart, Ranson, Forsans, Aguillon, Herriot, Loubet, Maurice Sarraut, Debierre, Debove et Flaissières : MM. Louis Martin, Paul Doumer, *Président de la Commission* ; Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre*, et Flaissières. Demande de renvoi de la suite de la discussion. Rejet. Sur l'amendement : MM. Louis Martin et Henry Chéron, *rapporteur*. Rejet de l'amendement [19 septembre] (A. t. I, p. 682 ; J.O., p. 621). Articles 13 à 18. Adoption. Article 19 : MM. Flaissières, Henry Chéron, *rapporteur* ; Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*. Adoption. Article 20. Adoption. Article 21 : Amendement de M. Lemarié (soumis à la prise en considération) : MM. Lemarié, Henry Chéron, *rapporteur* ; Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre ;* Martinet, André Lebert.

Retrait de l'amendement. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Martinet et Paul Doumer, *Président de la Commission*. Adoption. Adoption de l'article 21 modifié. Articles 22 à 24. Adoption. Article 25 : Amendement de MM. de Lamarzelle, Guilloteaux et de la Jaille (soumis à la prise en considération) : MM. de Lamarzelle et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'article 25. Articles 26 et 27. Adoption. Article 28 : Amendement de MM. Paul Strauss, Cazeneuve, Debierre, Victor Lourties, Chapuis. Amendement de MM. Louis Martin, Léon Bourgeois, le vice-amiral de la Jaille, Monfeuillart, Gabrielli, Ranson, Courrégelongue, Fabien-Cesbron, Hervey, Forsans et Aguillon. MM. Paul Strauss, Henry Chéron, *rapporteur*, et Maurice Sarraut. Disposition nouvelle de la Commission. Retrait des amendements. Sur la disposition nouvelle : M. Louis Martin. Sur l'article : M. Desforges, *commissaire du Gouvernement*. Adoption de l'article 28 modifié. Article 29. Adoption. Article 30 : M. Louis Martin. Adoption. Article 31. Adoption. Article 32 : Amendement de M. Dominique Delahaye. Adoption. Adoption de l'article 32. Article 33 à 37. Adoption. Article 38 : M. Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre*. Adoption. Article 39 à 54. Adoption. Article 55 : MM. Louis Martin et Paul Doumer, *Président de la Commission*. Adoption de l'article modifié. Articles 56 à 58. Adoption. Article 59 : MM. Paul Strauss et Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'article. Article 60 : MM. Chauveau, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Guerre*. Adoption. Article 61. Amendement de M. Paul Strauss : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 61. Article 62. Adoption. Article 62 *bis* (nouveau). Adoption. Articles 63 à 65. Adoption. Articles 66 et 67. Réservés. Article 68 : M. Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Article 69. Adoption. [26 septembre] (A. t. I, p. 743; J.O., p. 672). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles (fin). Article 66 (précédemment réservé). Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Henry Simon, *Ministre des Colonies*, et Paul Doumer, *Président de la Commission*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 66. Article 67 (précédemment réservé) : Adoption des sept premiers alinéas. Amendement de M. Dominique Delahaye sur le dernier alinéa de l'article : MM. Dominique Delahaye et Henry Simon, *Ministre des Colonies*. Retrait de l'amendement. Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article 67. Article 70 (nouveau). Adoption. Sur l'ensemble : MM. Louis Martin, Herriot, Henry Chéron, *rapporteur*, et Paul Strauss. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27 septembre] (A. t. I, p. 761 ; J.O., p. 689).

3 — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser, sous certaines conditions et dans des limites déterminées, la conversion en capital d'une partie de la pension concédée à raison des invalidités contractées et des décès survenus pendant la présente guerre, déposée à la Chambre le 4 novembre 1915; rapport de M. Lefas le 17 octobre 1918 et rapport supplémentaire le 12 février 1919; adoptée le 18 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative aux pensions militaires en ce qui concerne les blessures reçues et les maladies contractées en service [25 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 324; I. n° 115).

4 — 1919. — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service, déposé à la Chambre les 4 novembre 1915, 8 octobre 1918; rapport de M. Pierre Massé le 21 juillet 1916; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 16 mars 1917; avis de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales par M. Doizy le 19 mars 1917; rapport supplémentaire par M. Massé le 24 juillet 1917; 2e rapport supplémentaire par M. Lugol le 14 décembre 1917; 3e rapport supplémentaire par M. Lugol le 26 décembre 1917; 4e rapport supplémentaire par M. Lugol le 26 décembre; 5e rapport supplémentaire par M. Lugol le 11 janvier 1918; rapport de M. Lugol le 31 octobre 1918; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 11 décembre 1919; rapport supplémentaire par M. Lugol le 19 décembre 1918; 2e rapport supplémentaire de M. Lugol le 14 février 1919; 3e rapport supplémentaire par M. Lugol le 20 février 1919; 4e rapport supplémentaire de M. Lugol le 21 février 1919; 5e rapport supplémentaire de M. Lugol le 11 mars 1919; adopté le 14 mars 1919; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission précédemment saisie, nommée le 14 mars 1918 [18 mars] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 275; I. n° 90). M. Henry Chéron dépose le rapport [18 mars] (A. t. I, p. 322; J.O., p. 289; I. n° 95). M. Cazeneuve dépose l'avis de la Commission des finances [25 mars] (A. t. I, p. 362; J.O., p. 323; I. n° 113). Urgence précédemment déclarée Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur*; Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre*, et Cazeneuve, *rapporteur de la Commission des finances*. Discussion des articles. Article premier.

Adoption. Article 2. Précédemment adopté. Article 3. Adoption. Article 4. Précédemment adopté. Articles 5 à 9. Adoption. Article 10 : MM. Flaissières, Henry Chéron, *rapporteur*, et Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Article 11. Précédemment adopté. Articles 12 et 13. Adoption. Article 14 : MM. Sabaterie, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat* ; Henry Chéron, *rapporteur* ; Brager de La Ville-Moysan et Jénouvrier. Adoption. Article 15 : MM. Lemarié, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat* : Henry Chéron, *rapporteur*, et Fabien Cesbron. Adoption. Articles 16 à 20. Adoption. Article 21 , MM. Henry Chéron, *rapporteur*, et Fabien Cesbron. Adoption. Articles 22, 23 et 24. Adoption. Article 25 : MM. Flaissières, Abrami, *Sous-Secrétaire d'État* ; Henry Chéron, *rapporteur*, et Jénouvrier. Adoption. Articles 26 et 27. Adoption. Article 28 : MM. Maurice Sarraut, Brager de La Ville-Moysan, Henry Chéron, *rapporteur*, et Abrami, *Sous-Secrétaire d'État*. Adoption. Article 29. Adoption. Article 30 : MM. Flaissières et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 31 et 32. Adoption. Article 33 : M. Henry Chéron, *rapporteur*, et Abrami, *Sous-Secrétaire d'État*. Adoption. Article 34. Adoption. Article 35 : MM. Fabien Cesbron et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 36 à 44. Adoption. Articles 45 et 46. Précédemment adoptés. Article 47. Adoption. Article 48. Précédemment adopté. Articles 49 à 55. Adoption. Article 56. Précédemment adopté. Articles 57 à 59. Adoption. Article 60 : MM. de La Batut, Charles Riou, Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat*, et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 61, 62 et 63. Précédemment adoptés. Articles 64 à 67. Adoption. Article 68. Précédemment adopté. Article 69 : MM. Cazeneuve, *rapporteur de la Commission des finances* ; Henry Chéron, *rapporteur* et Eugène Lintilhac. Adoption. Article 70. Précédemment adopté. Articles 71 à 73. Adoption. Article 74. Précédemment adopté. Articles 75, 76 et 77. Adoption. Adoption de l'ensemble dn projet de loi [28 mars] (A. t. I, p. 419 ; J.O., p. 373). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 3382).

5 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification à la législation des pensions en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord, déposé à la Chambre le 19 mars 1918 ; rapports de M. Le Brecq les 31 juillet 1918, 7 février 1919 ; avis de la Commission de l'armée par M. Rognon le 11 mars ; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 24 juin ; 2e rapport supplémentaire par M. Le Brecq le 8 juillet ; 3e rapport supplémentaire par M. Le Brecq le 10 juillet ; adopté le 17 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le

Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative à la législation des pensions des armées de terre et de mer [7 août] (A. t. I, p. 1378; J.O., p. 1215; I. n° 396). M. Henry Chéron dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I, p. 1613; J.O., p. 1417; I. n° 503). Urgence précédemment déclarée. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1977; J.O , p. 1735.

6 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le mode de payement des arrérages des pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère, déposé à la Chambre le 15 octobre 1918; rapport de M. Lefas le 12 décembre; rapport supplémentaire par M. Lefas le 20 février 1919; avis de la Commission du budget par M. Grodet le 27 février; 2e rapport supplémentaire par M. Lefas le 15 avril; adopté le 19 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [19 avril] (A. t. I, p. 775; J.O., p. 679; I. n° 209). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [3 juin] (A. t. I, p. 972; J.O., p. 857 ; I. n° 246). M. Milliès-Lacroix dépose un rapport supplémentaire [24 juin] (A. t. I, p. 1138 ; J.O., p. 1005; I. n° 291). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 juillet] (A. t. I, p. 1309 ; J.O., p. 1156). Promulgation (J.O., 10 septembre, p. 9890).

7 — **1919.** Proposition de loi tendant à modifier le mode de payement des arrérages des pensions inscrites au Grand-Livre de la Dette viagère, ainsi que celui des retraites ouvrières et paysannes, de la caisse nationale des retraites, des compagnies de chemins de fer, etc., déposée par M. de La Batut. Renvoi à la Commission des finances [20 juin] (A. t. I, p. 1110; J. O., p. 980; I. n° 282).

8 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913 sur les pensions, déposée à la Chambre le 27 juin; rapport de M. Goude le 15 juillet; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 18 juillet; rapport supplémentaire par M. Goude le 29 juillet; adoptée le 6 août; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative aux pensions des armées de terre et de mer [7 août] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1217 ; I. n° 405). M. Henry Chéron dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I p. 1613; J.O., p. 1417; I. n° 501). M. Henry Chéron dépose et lit un rapport supplémentaire (I. n° 686). Observations de MM. Klotz, *Ministre des Finances*, et Henry Chéron, *rapporteur*. Discussion ajournée. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2007; J.O., p. 1761). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11686).

9 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modifications à la législation des pensions civiles et militaires, déposé à la Chambre le 22 mars 1918; rapports de M. Le Brecq les 16 juillet et 9 août 1919; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 24 septembre; adopté le 9 octobre: déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à la législation des pensions des armées de terre et de mer, nommée le 14 mars 1918 [10 octobre] (A. t. I, p. 1815; J.O., p. 1597; I. n° 587). || **1920.** M. Henry Chéron dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 123; J.O., p. 110; I. n° 42). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Observations de M. Henry Chéron, *rapporteur*. Articles premier à 9. Adoption. Article 10 (de la Chambre des Députés). Rejet. Article 10 : MM. Mulac et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 11 à 20. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [12 mars] (A. t. I, p. 283; J.O., p. 252). Promulgation (J.O., 1er mai, p. 6537).

10 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, portant modification à la législation des pensions, en ce qui concerne les militaires et marins de carrière et les militaires indigènes de l'Afrique du Nord, déposé à la Chambre le 30 décembre 1919: rapport de M. Lugol le 30 mars 1920; adopté le 30 mars; déposé par M. le Ministre des Pensions, des Primes et Allocations de guerre, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative à la législation des pensions des armées de terre et de mer [31 mars] (A. t. I, p. 525; J.O., p. 457; I n° 136). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 137). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption successive des quinze articles. Sur l'ensemble : MM. le Colonel Stuhl et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 525; J.O., p. 467). Promulgation (J.O., 18 avril, p. 6106).

11 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer des majorations aux titulaires de pensions civiles ou de pensions militaires d'ancienneté liquidées ou à liquider, déposé à la Chambre le 16 octobre 1919; rapport de M. Lugol le 27 février 1920; adopté le 16 mars 1920; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 87). Renvoi à la Commission des pensions et pour avis, à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose le rapport (I. n° 93) [18 mars] (A. t. I, p. 321; J.O., p. 286). Discussion : Avis de la Commission des

finances : M. Albert Lebrun. Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur* ; le colonel Stuhl, Paul Doumer, *Président de la Commission* ; Flaissières, Dominique Delahaye et Monsservin. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : Amendement de MM. Poirson, Bompard, de Marguerie, Hervey, Collin, le colonel Stuhl et Gaudin de Villaine : MM. Paul Doumer, *Président de la Commission* ; Poirson et Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Louis Serre et Roustan : MM. Louis Serre, Henry Chéron, *rapporteur* ; Emmanuel Brousse, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Article 3 : MM. Guillier, Maurice Sarraut, Henry Chéron, *rapporteur*, de Las Cases et Paul Doumer, *Président de la Commission*. Adoption. Article 4. Adoption. Article 5 : M. Maurice Sarraut. Adoption. Article 6 : MM. Mauger, Paul Doumer, *Président de la Commission*, et Paul Strauss. Adoption. Article 7. Adoption. Article 8 : MM. Guilloteaux et Henry Chéron, *rapporteur*. Adoption. Articles 9 à 16. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Roustan et Mauger. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 mars] (A. t. I, p. 363 ; J.O., p. 326). Promulgation (J.O., 26 mars, p. 4822).

12 — **1920.** Proposition de loi de MM. Henry Chéron et le Colonel Stuhl, tendant à modifier et à compléter la loi du 16 avril 1920 sur les pensions des militaires et marins de carrière, déposée par M. Henry Chéron. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative à la législation des pensions [22 avril] (A. t. I, p. 566 ; J.O., p. 508 ; I. n° 161). M. Henry Chéron dépose le rapport [1er juin] (A. t. I, p. 947 ; J.O., p. 848 ; I. n° 224).

13 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant les formalités de revision et de concession des pensions militaires liquidées par le Ministre de la Guerre, le Ministre de la Marine et le Ministre des Colonies, déposé à la Chambre le 19 décembre 1919 ; rapport de M. Vallat le 3 mars 1920 ; adopté le 16 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine et M. le Ministre des Colonies (I. n° 172). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative à la législation des pensions des armées de terre et de mer. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 173). Discussion immédiate. Adoption [22 avril] (A. t. I, p. 573 ; (J.O., p. 513). Promulgation (J.O., 28 avril, p. 6442.

14 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant le point de départ des délais prévus par la loi du 31 mars 1919, lorsque les dispositions de cette loi fixaient ce point de départ au jour de sa promulgation, déposé à la Chambre le 4 mars; rapport de M. Vallat le 16 avril; adopté le 21 avril; déposé par M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative à la législation des pensions des armées de terre et de mer [22 avril] (A. t. I, p. 580; J.O., p. 519; I. n° 180). M. Henry Chéron dépose le rapport [1er juin] (A. t. I, p. 947; J.O., p. 848; I. n° 223). Adoption [2 juin] (A. t. I, p. 970; J.O., p. 870). Promulgation (J.O., 10 juin, p. 8329).

PENSIONS CIVILES. — Voir Crédits supplémentaires, § VI, 1, 2, 4.

PENSIONS AUX MARINS DU COMMERCE. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant les pensions à accorder aux marins du commerce victimes d'événements de guerre ou à leurs familles. (Voir Table 1915-1917, p. 505). M. Eugène Guérin dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 33; J.O., p. 33; I. n° 24). M. Goy dépose l'avis de la Commission des finances [15 mars] (A. t. I, p. 207; J.O., p. 187; I. n° 104). Adoption [26 mars] (A. t. I, p. 265; J.O., p. 238). Promulgation (J.O., 4 avril, p. 2933).

PERCEPTEURS (Cautionnement des). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la fixation du montant des cautionnements des percepteurs, déposé à la Chambre le 4 juin; rapport de M. Albert Grodet le 19 novembre; adopté le 3 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [3 décembre] (A. t. I, p. 898; J.O., p. 817; I. n° 495). M. Millies-Lacroix dépose le rapport [17 décembre] (A. t. I, p. 918; J.O., p. 834; I. n° 519). Adoption [20 décembre] (A. t. I, p. 936; J.O., p. 851). Promulgation (J.O., 22 décembre, p. 10989).

PÉRÉQUATION DE GRADES. — Voir Armée, § IV, 2.

PERSONNELS CIVILS ET MILITAIRES. — Voir Crédits additionnels, 2.

PERSONNEL OFFICIER DES NAVIRES DE COMMERCE (Travail du). — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, règlementant à un maximum de douze heures par jour le travail du

personnel officier du pont à bord des navires de commerce, déposée à la Chambre le 11 novembre 1915; rapport de M. Bergeon le 21 mars 1917; adoptée le 29 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [10 janvier] (A. t. I, p. 6; J.O., p. 7; I. nº 6). M. Riotteau dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 364; J.O., p. 325; I. nº 186). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 mai] (A. t. I, p. 415; J.O., p. 376).

PERSONNEL RADIOTÉLÉGRAPHIQUE. — Voir Caisse des Invalides de la Marine.

PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET ENSEIGNANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE. — Voir Crédits additionnels, 10.

PETITES EXPLOITATIONS RURALES. — Voir Exploitations rurales (Petites).

PÉTITIONS

I. — **COMPOSITION DES COMMISSIONS.**
II. — **PÉTITIONS INSÉRÉES AUX ANNALES (Sur lesquelles les résolutions sont devenues définitives aux termes de l'article 100 du Règlement).**

I — COMPOSITION DES COMMISSIONS

Voir Commissions, p. 503.

II — PÉTITIONS INSÉRÉES AUX ANNALES ET SUR LESQUELLES LES RÉSOLUTIONS SONT DEVENUES DÉFINITIVES AUX TERMES DE L'ARTICLE 100 DU RÈGLEMENT.

ANNÉE 1914

B — Bencheichec Mebarek ben Ahmed, à Oued-Zenati (Constantine) [M. Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 712; J.O., p. 646).

C — Carcenac de Bourran, à Barcelone (Espagne) [M. Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 172; J.O., p. 646).

L — Larbi, ben Bourenare ben Azzédine, à Constantine (Algérie) [M. Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 712; J.O., p. 646).

U — Union commerciale et industrielle de Bayonne (Basses-Pyrénées) [M. Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 712; J.O., p. 646).

ANNÉE 1917

A — Antoniades, détenu à la maison centrale de Nimes (Gard) [M. Defumade, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 68). — Atanné (Emile), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse [M. Defumade, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64 ; J.O., p. 58). — Ali Moussa ben Moussa ben Mohamed ben Djillali, dit Lazare Carnot, à Mascara [M. Le Hérissé, rapporteur] [14 mars 1919] (A. t. I, p. 257 ; J.O., p. 233).

B — Beaurain, détenu à la maison d'arrêt de Toulouse [M. Defumade, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64 ; J.O., p. 58). — Buirette-Gaulard, à Paris [M. Cabart-Danneville, rapporteur] [15 mars 1918] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 196).

C — Cros, détenu à la maison d'arrêt de Toulouse [M. Defumade, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64 ; J.O., p. 58). — Cultivateurs et bouilleurs de cru des communes de Brains et de Coulans (Sarthe) [M. Daniel, rapporteur] [22 février 1918] (A. t. I, p. 141 ; J.O., p. 125). — Coubard (Marcel), détenu à Toulouse [M. Martell, rapporteur] [15 mars 1918] (A. t. I, p. 217 ; J.O., p. 197).

D — Dalibert (M^me^ Veuve), à Paris [M. Daniel, rapporteur] [22 février 1918 (A. t. I, p. 141 J.O., p. 126).

G — Grandthille, à Paris [M. Defumade, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64 ; J.O., p. 59). — Girard, à Cravant (Yonne) [M. Cabart-Danneville, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680; J.O., p. 618).

L — Leithmann (Lucien), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse [M. Defumade, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 58). — Leuck (Victor), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse [M. Martell, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64 ; J.O., p. 58).

M — Mankour Kaddour Ould Moktar, à Oran [M. Charles-Dupuy, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64 ; J.O., p. 58). — Mathieu (Armand), détenu à la maison d'arrêt de Toulouse [M. Defumade, rapporteur] [31 janvier 1918] (A. t. I, p. 64; J.O., p. 58). — Mères et femmes françaises de l'Orne (un grand nombre de) [M. Daniel, rapporteur] [22 février 1918] (A. t. I, p. 141 ; J.O., p. 126). — Meunier (M^me^), à Lyon (Rhône) [M. Martell, rapporteur] [15 mars 1918] (A. t. I, p. 217 ; J.O., p. 197). — Maugin, à Paris [M. Cabart-Danneville, rapporteur] [17 sep-

tembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 618). — Mercherz, à Marmande (Lot-et-Garonne) [M. Le Hérissé, rapporteur] [4 mars 1919] (A. t. I, p. 257 ; J.O., p. 233).

R — Retraités des deux sexes, à Toulon (Var) [M. Le Hérissé, rapporteur] [4 mars 1919] (A. t. I, p. 257 ; J.O., p. 233).

S — Sigaud (Mme), à Paris [M. Cabart-Danneville, rapporteur] [15 mars 1918] (A. t. I, p. 217 ; J.O., p. 196). — Sivet (François), détenu à Toulouse [M. Martell, rapporteur] [15 mars 1918] (A. t. I, p. 217; J.O., p. 197).

V — Vazeilles, ancien député, à Quiers (Loiret) [M. Savary, rapporteur] [11 avril] (A. t. I, p. 365 ; J.O., p. 327).

ANNÉE 1918

A — Ali Moussa ben Moussa ben Mahomed ben Djilali, dit Lazare Carnot, caïd de Maoussa (Algérie) [M. Réveillaud, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869).

B — Berta, détenu à Riom (Puy-de-Dôme) [M. Henri-Michel, rapporteur] [23 mai] (A. t. I. p. 435 ; J.O., p. 394). — Berger (M. et Mme), à Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) [M. Paul Le Roux, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 619). — Beynet (François-Louis), à Cayenne (Guyane française) [M. Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 712 ; J.O., p. 646). — Benarbia Abdelkader ben Saddik, à Alger [M. Réveillaud, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869). — Bourne (Athanase), à Saint-Bardoux (Drôme) [M. Réveillaud, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869). Boulaya el Harem ben Mohamed (Mme), au douar Radjatas (Algérie) [M. Daniel, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73). — Baudon, à Toulouse [M. Fabien-Cesbron, rapporteur] [13 mai 1919] (A. t. I, p. 843 ; J.O., p. 743).

C — Cellerier (Raoul), à la prison de Toulouse (Haute-Garonne) [M. Lebert, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 618). — Cartan (Mme), à Toulouse (Haute-Garonne) [M. Paul Le Roux, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 619). — Comice agricole de Laval (Mayenne) [M. Aguillon, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 958 ; J.O., p. 869). — Créquer, à Saint-Nazaire (Loire-Inférieure) [M. le Comte de Tréveneuc, rapporteur] [4 mars 1919] (A. t. I, p. 258 ; J.O., p. 233).

D — Delmas, à Mirande (Gers) [M. Lebert, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 618). — Dagiral (Mme Veuve), à Caen (Calvados)

[M. Aiguillon, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869). — Dejean, à Toulouse (Haute-Garonne) [M. Fagot, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73). Dacosta, à Oléron (Charente-Inférieure) [M. Bony-Cisternes, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 79 ; J.O., p. 74).

E — Espagnol, à Pantin (Seine) [M. Fabien-Cesbron, rapporteur] [13 mai 1919] (A. t. I, p. 843 ; J.O., p. 743).

F — Favre (Claude), à Paris [M. Fabien-Cesbron, rapporteur]]13 mai 1919] (A. t. I, p. 843 ; J.O., p. 743). — Fédération d'organismes de travail à Paris [M. Fabien-Cesbron, rapporteur] [13 mai 1919] (A. t. I, p. 843 ; J.O., p. 743). — Fighiera, à Gênes (Italie) [M. Ribière, rapporteur] [16 juillet 1919] (A. t. I, p. 1303 ; J.O., p. 1151).

G — Garnier (Fortunat), à Montmahoux (Doubs) [M. Réveillaud, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869). — Gervaiseau, Le Mans (Sarthe) [M. Réveillaud, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869). — Guedj, à Constantine (Algérie)]M. Leblond, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73).

H — Habitants de 185 communes du département de la Manche [M. Ribière, rapporteur] [16 juillet 1919] (A. t. I, p. 1303 ; J.O., p. 1152). — Huissiers de France (Comité central des), à Paris [M Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 712 ; J.O., p. 646).

I — Instituteurs et institutrices de Saint-Joachim (Loire-Inférieure) [M. Paul Le Roux, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 619).

L — Lejeune (M^me^), à Malakoff (Seine) [M. Henri Michel, rapporteur] [23 mai] (A. t. I, p. 435 ; J.O., p. 394). — Le Gall, à Henvic (Finistère) [M. Bony-Cisternes, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 79 ; J.O., p. 73). — Loritte, à Aunay-sur-Odon (Calvados) [M. le Comte de Tréveneuc, rapporteur] [4 mars 1919] (A. t. I, p. 258 ; J.O., p. 233). — Ledard, à Lorient (Morbihan) [M. Potié, rapporteur] [18 avril 1919] (A. t. I, p. 751 ; J.O., p. 659). — Lénient, à Paris (M. Ribière, rapporteur] [16 juillet 1919] (A. t. I, p. 1303 ; J.O., p. 1151).

M — Mittelberger (Anna), asile de Pierrefeu (Var) [M. Paul Le Roux, rapporteur [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 619).

N — Nicolaï (Veuve), à Polveroso (Corse) [M. Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 712 ; J.O., p. 646).

P — Pelous, capitaine de gendarmerie en retraite, à Vincennes (Seine) [M. Poirson, rapporteur] [9 juillet] (A. t. I, p. 623 ; J.O., p. 559).

— Picot (Georges), à Paris [M. Thounens, rapporteur] [19 septembre] (A. t. I, p. 712; J.O., p. 646). — Pousset, maison centrale de Riom (Puy-de Dôme) [M. Peschaud, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73). — Propriétaires de Moulins (Allier) (Syndicat des) [M. Peschaud, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 79 ; J.O., p. 73).

R — Richet (Louis), à Saint-Tropez (Var) [M. Reveillaud, rapporteur] [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869). — Renier, à Fresne [M. Daniel, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73). — Rouault, à Paris [M. Leblond, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73). — Retraités civils et militaires des cantons de Nancelle, Sauveterre et La Salvetat (Aveyron) [M. Ribière, rapporteur] [16 juillet 1919] (A. t. I, p. 1303 ; J.O., p. 1151).

S — Sajous (Ignace), à Saint-Martin-de-Montastruc (Haute-Garonne) [M. Lebert, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 619). — Smdi ben Ahmed, 3e régiment de tirailleurs algériens [M. Réveillaud, rapporteur [20 décembre] (A. t. I, p. 957 ; J.O., p. 869). — Saïd Oulismane Ali ben Mohamed, à Bône (Algérie) [M. Daniel, rapporteur] (30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73).

T — Ticot, sous-lieutenant au 5e territorial, secteur 82 [M. Henri Michel, rapporteur] [23 mai] (A. t. I, p. 435 ; J.O., p. 394). — Tardy, à Joué-les-Tours (Indre-et-Loire) [M. Paul Le Roux, rapporteur] [17 septembre] (A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 619). — Testart, à Privas (Ardèche) [M. Leblond, rapporteur] [30 janvier 1919] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 73).

V — Vassilantonakis (Ulysse), détenu à Nîmes (Gard) [M. Paul Le Roux, rapporteur] [17 septembre])A. t. I, p. 680 ; J.O., p. 619).

ANNÉE 1919

A — Arrimonnas [M. Cannac, rapporteur] [29 avril 1920] (A. t. I, p. 613 ; J.O., p. 555).

B — Bezombes, à Sauveterre-la-Lemance (Lot-et-Garonne) [M. Thounens, rapporteur] [13 mai] (A. t. I, p. 843 ; J.O., p. 743). — Belligand, à Vichy (Allier) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Blandin (Mme), au Pré-Saint-Gervais [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9).

C — Comice agricole de Laval [M. Le Hérissé, rapporteur [18 avril] (A. t. I, p. 751 ; J.O., p. 659). — Comice agricole de Laval [M. Grosdidier, rapporteur] [18 avril] (A. t. I, p. 752 ; J.O., p. 659). — Carbon, à Amiens (Somme) [M. Renaudat, rapporteur] [13 mai] (A. t. I, p. 844 ; J.O., p. 743). — Combeau (Mathieu), à Perpignan (Pyrénées-

Orientales) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 3; J.O., p. 8).

D — Dalibert (Mme veuve), à Paris [M. Potié, rapporteur] [16 juillet] (A. t. I, p. 1304 ; J.O., p. 1152). — Dubois (Luc), à Beaurevoir (Aisne) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Dhamani ben Khaled, 6e régiment de tirailleurs algériens [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Démobisés des armées du canton de Cahors (Lot) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 ; J.O., p. 10). — Ding, à Riom (Puy-de-Dôme) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 ; J.O., p. 10). — Dussou (Joseph), à Talence (Gironde [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 ; J.O., p. 10).

E — Ecole de Bazanges (Les maîtres et élèves de l') [M. Sabaterie, rapporteur] [18 avril] (A. t. I, p. 752 ; J.O., p. 659). — Ecole de Landes (Les maîtres et élèves de l') [M. Sabaterie, rapporteur] [18 avril] (A. t. I, p. 752 ; J.O., p. 659). — El Ayachi, Saïd ben Ramdou, à Fedj-M'Zala (Algérie) [M. Thounens, rapporteur] [14 mai] (A. t. I, p. 844 ; (J.O., p. 743).

F — Firmin, à Romorantin (Loir-et-Cher) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Folz (Georges), à Mondelange (Lorraine) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Fisli Rabah ben Aballah, à Jemmapes (Algérie) [M. Le Hérissé, rapporteur] [29 avril 1920] (A. t. I, p. 613 ; J.O., p. 555).

G — Gonthier fils (Henri), au Tampon (Réunion) [M. Poirson, rapporteur [8 décembre] (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 8). — Guillier (Mme veuve), à Levallois-Perret [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 10). — Gouani Messaoud ben Abderrazek, à Philippeville (Algérie) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 : J.O., p. 10).

H — Habitants des régions libérées (Un certain nombre d') [M. Le Hérissé, rapporteur] [18 avril] (A. t. I, p. 751 ; J.O., p. 659). — Habitants des régions libérées (Un grand nombre d') [M. Le Hérissé, rapporteur] [18 avril] (A. t. I, p. 751 ; J.O., p. 659). — Habitants d'Arras et de Vimy (Pas-de-Calais), de Roubaix et d'Houplines (Nord) [M. Thounens, rapporteur] [13 mai] (A. t. I, p. 843 ; J,.O. p. 743). — Habitants de la ville de Monthermé (Ardennes) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 9). — Héry (René), à Bressuire (Deux-Sèvres) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 9). — Habitants de Signy-l'Abbaye (Ardennes) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Habitants de Serraincourt

(Ardennes) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Habitants de Renaucourt (Ardennes) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 10). — Habitants de Bannogne-Recouvrance (Ardennes) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 ; J.O., p. 10). — Habitants de Tour (Ardennes) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p 5 ; J.O., p. 10). — Habitants de Sevigny-Waleppe (Ardennes) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 ; J.O., p. 10). — Habitants de Herpy et de Condé-les-Herpy (Ardennes) [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 ; J.O., p. 10).

K — Kaddour Manktour, à Oran [M. Flaissières, rapporteur] [29 avril 1920] (A. t. I, p. 613 ; J.O., p. 555).

L — Lambert (M^lle), à Paris [M. Renaudat, rapporteur [13 mai] (A. t. I, p. 844 ; J.O., p. 743). — Leroy, à Arlon (Belgique) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Larroque et Espinasse, à Montauban (Tarn-et-Garonne) [M. Martinet, rapporteur] (A. t. I, p. 5; J.O., p. 10).

M — Maffre, à Marseille (Bouches-du-Rhône) [M. Thounens, rapporteur] [13 mai] (A. t. I, p. 844 ; J.O., p. 743). — Metour, à Lorient (Morbihan) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 9).

O — Oualied (M^me veuve), à la Reghaïa (Alger) [M. Potié, rapporteur] [16 juillet] (A. t. I, p. 1304; J.O., p. 1152). Orceau (M^me), aux Sables d'Olonne (Vendée) [M. Potié, rapporteur] [16 juillet] (A. t. I, p. 1304 ; J.O., p. 1152).

P — Propriétaires auxerrois (Syndicat des) [M. Le Hérissé, rapporteur] [18 avril] (A. t. I, p. 751 ; J.O., p. 659). — Pères et mères dont les fils sont morts pour la patrie, à Toulouse [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 9). — Pères et mères dont les fils sont morts pour la patrie, à Marseille [M. Poirson, rapporteur [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Piron (Claude), à Bourg (Ain) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 4 ; J.O., p. 9). — Pères et mères dont les fils sont morts pour la patrie, à Toulouse [M. Martinet, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 5 ; J.O., p. 10).

R — Recette des finances de Fontenay-le-Comte (Les employés de la) [M. Le Hérissé, rapporteur] [18 avril] (A. t. I, p. 751 ; J.O., p. 659).

S — Sudre (M^me veuve), à Paris [M. Cannac, rapporteur] [29 avril 1920] (A. t. I, p. 613 ; J.O., p. 555).

T — Trivier, à Paris [M. Cannac, rapporteur] [29 avril 1920] (A. t. I, p. 613 ; J.O., p. 554). — Tresse, artiste peintre, à Paris [M. Grosdidier, rapporteur] [29 avril 1920] (A. t. I, p. 613 ; J.O., p. 555).

V — Vétérans combattants de 1870-1871 [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 8). — Vétérans combattants de 1870-1871, à Périgueux (Dordogne) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. II, p. 3 ; J.O., p. 8), — Veuves et mères d'inscrits maritimes à Régneville (Manche) [M. Poirson, rapporteur] [8 décembre] (A. t. I, p. 3 ; J.O., p. 9).

Y — Yberty, à Royat (Puy-de-Dôme) [M. Potié, rapporteur] [16 juillet] (A. t. I, p. 1304 ; J.O., p. 1152).

PETITS COMMERÇANTS ET PETITS INDUSTRIELS DÉMOBILISÉS. — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 11.

PÉTROLE. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 21 mars 1918, fixant les infractions relatives à la vente, à la circulation, à l'emploi du pétrole et de l'essence, ainsi qu'à la circulation des véhicules automobiles, déposé à la Chambre le 30 avril ; rapport de M. Camille Reboul le 16 mai ; adopté le 13 juin ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission des finances [23 juillet] (A. t. I, p. 645 ; J.O., p. 578 ; I. n° 319). M. Victor Lourties dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. n° 397). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 novembre] (A. t. I, p. 799 ; J.O., 728).

PHYLLOXÉRA (Lutte contre le). — Voir Algérie, § IV, 2.

PIÈCES D'ARGENT (Démonétisation de). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la démonétisation de certaines pièces d'argent, déposé à la Chambre le 22 novembre 1917 ; rapport de M. Louis Serre le 7 février ; adopté le 21 février ; déposé par M. le Ministre des Finances [22 février] (A. t. I, p. 126 ; J.O., p. 111 ; I. n° 56). M. Beauvisage dépose le rapport [7 mars] (A. t. I, p. 173 ; J.O., p. 154 ; I. n° 84). Déclaration de l'urgence. Adoption [22 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 214). Promulgation (J.O., 23 mars, p. 2619).

PLATINE (Vente du). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer la déclaration et la vente du platine, déposé à la Chambre le 10 janvier ; rapport de M. Bonnevay

le 12 février ; adopté le 5 mars ; déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre. Renvoi à la Commission de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [14 mars] (A. t. I, p. 193 ; J.O., p. 174 ; I. n° 100). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [26 mars] (A. t. I, p. 260 ; J.O., p. 233 ; I. n° 120). Déclaration de l'urgence. Adoption [3 avril] (A. t. I, p. 332 ; J.O., p. 297). Promulgation (J.O., 11 avril, p. 3124).

PLOEMEUR (Morbihan). — Voir Octrois, 19.

POIDS ET MESURES. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 21 mars 1920, relatif à l'introduction en Alsace et en Lorraine des dispositions de l'article 10 de l'ordonnance du 17 avril 1839 et de l'article 2 du décret du 5 avril 1919 sur la vérification première des poids et mesures, instruments de pesage et de mesurage, déposé à la Chambre le 18 mai ; rapport de M. Camille Simonin le 24 juin ; adopté le 5 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1806 ; I. n° 495). M. le Général Taufflieb dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 92 ; J.O., p. 1819 ; I. n° 515). Déclaration de l'urgence. Adoption [10 décembre] (A. t. II, p. 160 ; J.O., p. 1882). (Promulgation J.O., 23 décembre, p. 21306).

POINCARÉ (Raymond). — Voir Hommage à M. Raymond Poincaré.

POLICE D'ÉTAT.

1 — **1918.** Projet de loi, précédemment adopté par la Chambre des Députés, modifié par le Sénat, modifié à nouveau par la Chambre des Députés, tendant à instituer la police d'Etat dans les communes de Toulon et de La Seyne. (Voir Table 1912-1914, p. 620) ; déposé à la Chambre le 9 juillet 1914 ; rapport de M. Bouffandeau le 20 juin 1918 ; adopté le 2 juillet ; déposé par MM. les Ministres des Finances et de l'Intérieur [23 juillet] (A. t. I, p. 631 ; J.O., p. 567 ; I. n° 328). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [7 novembre] (A. t. I, p. 797 ; J.O., p. 405). Adoption [9 novembre] (A. t. I, p. 804 ; J.O., p. 735). Promulgation (J.O., 15 novembre, p. 9876).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à instituer la police d'Etat dans la commune de Nice, déposé à la

Chambre le 3 février ; rapport de M. Gaborit le 11 mars ; adopté le 15 avril ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [16 avril] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 500 ; I. n° 156). M. Magny dépose le rapport [27 mai] (A. t. I, p. 803 ; J.O., p. 725 ; I. n° 217). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Flaissières, Magny, *rapporteur*, et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption [15 juin] (A. t. I, p. 1060 ; J.O., p. 950). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 9110).

POLICE SANITAIRE DES ANIMAUX. — Voir Code rural, 1.

PONT-L'EVÊQUE (Calvados). — Voir Octrois, 20.

PORTEURS DE RÉGIONS ENVAHIES ET PORTEURS MOBILISÉS DE COUPONS RUSSES. — Voir Coupons russes.

PORTS MARITIMES DE COMMERCE. — 1919. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, concernant l'autonomie des ports maritimes de commerce et la simplification des formalités relatives à l'exécution des travaux des ports, déposé à la Chambre le 5 juin 1919 ; rapport de M. Crolard le 8 août ; adopté le 16 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission, nommée le 13 février 1902, relative à l'outillage national [17 octobre] (A. t. I, p. 1962 ; J.O., p. 1723 ; I. n° 649). ‖ **1920.** M. Brindeau dépose le rapport [23 mars] (A. t. I, p. 372 ; J.O., p. 333 ; I. n° 100). M. Rouland dépose l'avis de la Commission des finances [18 mai] (A. t. I, p. 619 ; J.O., p. 561 ; I. n° 204). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Brindeau, *rapporteur* ; Roustan, Claveille, *président de la Commission* ; Babin-Chevaye, Flaissières, Paul Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Travaux publics, chargé des Ports, de la Marine marchande et des Pêches* ; Farjon et Chargueraud, *conseiller d'Etat, commissaire du Gouvernement*. Discussion des articles. Article premier : MM. François-Saint-Maur et Claveille, *président de la Commission*. Adoption. Articles 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Babin-Chevaye et Paul Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Articles

5, 6 et 7. Adoption. Article 8 : MM. François-Saint-Maur et Claveille *président de la Commission*. Adoption. Articles 9 et 10. Adoption. Article 11 : MM. Babin-Chevaye et Brindeau, *rapporteur*. Adoption. Articles 12 à 23. Adoption. Article 24 : MM. Buhan et Paul Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat*. Adoption. Article 25. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 juin] (A. t. I, p. 1009 ; J.O., p. 903). Promulgation (J.O., 14 juin, p. 8437).

POTASSE. — Voir Mines de Potasse.

POUDRES DE CHASSE. — **1918.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant au relèvement des prix de vente des poudres de chasse, déposé à la Chambre le 26 septembre ; rapport de M. Renard le 26 septembre ; adopté le 26 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 371). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Henry Chéron dépose et lit le rapport au nom de M. Milliès-Lacroix (I. n° 372). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Dominique Delahaye et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption [26 septembre] (A. t. I, p. 740 ; J.O., p. 669). Promulgation (J.O., 27 septembre, p. 8450).

POUDRES (Ingénieurs et Agents militaires des). — Voir Armée, § II, 4.

POULDAVID (Finistère). — Voir Communes et cantons, 7.

POURSUITES

1 — **1918.** Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. Renvoi à la Commission, nommée le 9 novembre 1917, relative à une demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat [22 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 214). M. Milliard dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 281 ; J.O., p. 252 ; I. n° 135). Adoption de la proposition de résolution [5 avril] (A. t. I, p. 349 ; J.O., p. 313).

2 — **1918.** Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. Renvoi à la Commission précédemment saisie, nommée le 9 novembre 1917 [17 septembre] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 604 ; I. n° 350). M. Milliard dépose le rapport. Déclaration de l'urgence [15 octobre] (A. t. I, p. 782 ; J.O., p. 709 ; I. n° 384). Adoption de la proposition de résolution [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714).

3 — **1919**. Demande en autorisation de poursuivre un membre du Sénat. Renvoi à la Commission, nommée le 9 novembre 1917, relative à une autorisation de poursuivre un membre du Sénat [20 février] (A. t. I, p. 182; J.O., p. 165; I. n° 59). M. Milliard dépose le rapport [4 mars] (A. t. I, p. 243; J.O., p. 219; I. n° 71). Adoption de la proposition de résolution [13 mars] (A. t. I, p. 287; (J.O., p. 259).

PRÉFECTURES ET SOUS-PRÉFECTURES.

1 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réorganisation des bureaux des préfectures et sous-préfectures et à l'attribution d'un statut au personnel de ces services, déposé à la Chambre le 21 novembre 1911; rapport de M. Bonnevay le 11 avril 1919; adopté le 26 juin; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative à l'organisation départementale et communale [3 juillet] (A. t. I, p. 1252; J.O., p. 1104; I. n° 320). M. Magny dépose le rapport [11 octobre] (A. t. I, p. 1834; J.O., p. 1613; I. n° 595). Déclaration de l'urgence. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Magny, *rapporteur*; Albert Favre, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur*, et Hervey. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : M. Magny, *rapporteur*. Adoption des sept premiers alinéas de l'article. Adoption du dernier alinéa, modifié et de l'ensemble de l'article 3. Articles 4 et 5. Adoption. Disjonction des articles 6 à 13. Article 6 (ancien art. 14). Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [23 décembre] (A. t. II, p. 16; J.O., p. 1845).

2 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, précédemment adopté par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif à la réorganisation des bureaux de préfectures et sous-préfectures et à l'attribution d'un statut au personnel de ces services, déposé à la Chambre le 23 janvier; rapport de M. Niveaux le 23 mars; adopté le 29 mars; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission, nommée le 14 juin 1910, relative à l'organisation départementale et communale [29 mars] (A. t. I, p. 478; J.O., p. 426; I. n° 119). M. Magny dépose et lit le rapport (I. n° 129). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : MM. Brager de La Ville-Moysan et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur*. Adoption [31 mars] (A. t. I, p. 495; J.O., p. 442). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 5222).

PRÉPOSÉS FORESTIERS COMMUNAUX.

1 — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la domanialisation des préposés forestiers communaux, déposé à la Chambre le 27 juin; rapport de M. Perrier le 30 juillet; adopté le 29 août; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi aux bureaux et, pour avis, à la Commission des finances [4 septembre] (A. t. I, p. 1528; J.O., p. 1336; I. n° 454). Commission : 1er bureau, M. Monfeuillart; 2e bureau, M. Reynald; 3e bureau, M. Martinet; 4e bureau, M. Guillaume Poulle; 5e bureau, M. Fabien-Cesbron; 6e bureau, M. Courrégelongue; 7e bureau, M. Galup; 8e bureau, M. Genoux; 9e bureau, M. Cauvin [19 septembre] (J.O., p. 10252; F. 84). Président et rapporteur, M. Martinet; secrétaire, M. Raynald (J.O., p. 10464; F. 85). M. Martinet dépose le rapport [7 octobre] (A. t. I, p. 1742; J.O., p. 1533; I. n° 569). Déclaration de l'urgence. Observations : MM. Reynald et Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances.* Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2009; J.O., p. 1763). Promulgation (J.O., 1er novembre, p. 12214).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 21 décembre 1919, relatif à l'extension à l'Alsace et à la Lorraine de l'application de la loi du 30 octobre 1919 sur la domanialisation des préposés forestiers communaux, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Charles François le 27 février; adopté le 27 mai; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 juin] (A. t. I, p. 1134; J.O., p. 1018; I. n° 271). M. le Colonel Stuhl dépose le rapport [23 juillet] (A. t. I, p. 1471; J.O., p. 1315; I. n° 365). Déclaration de l'urgence. Adoption [7 décembre] (A. t. II, p. 134; J.O., p. 1857). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 21586).

PRESSE (Loi sur la). — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, portant modification des articles 13 et 34 de la loi du 29 juillet 1881. (Voir Table 1915-1917, p. 519). M. Savary dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1140: J.O., p. 1007; I. n° 293). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Savary, *rapporteur.* Demande d'ajournement : MM. Dominique Delahaye et Savary, *rapporteur.* Rejet. Article unique. Vote sur l'article. Demande

d'application du règlement sur le quorum. Vote ajourné à la prochaine séance [30 juillet] (A. t. I, p. 1350; J.O., p. 1192). Sur l'article unique (art. 34) : MM Dominique Delahaye, Henry Chéron, Savary, *rapporteur*, et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1356; J.O., p. 1195). Promulgation (J.O., 1er octobre, p. 10734).

PRISONNIERS MORTS EN CAPTIVITÉ. — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre aux prisonniers morts en captivité le bénéfice de l'article premier de la loi du 2 juillet 1915, déposée à la Chambre le 12 février ; rapport de M. Georges-Barthélémy le 11 mars; adoptée le 20 décembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 18 mars 1915, chargée de l'examen d'une proposition de loi ayant pour objet de compléter, en ce qui concerne les actes de décès de militaires ou civils tués à l'ennemi ou morts dans des circonstances se rapportant à la guerre, les articles du Code civil sur les actes de l'état civil [21 décembre] (A. t. II, p. 248; J.O., p. 1958; I. n° 561).

PRIX DE JOURNÉE. — Voir Etablissements hospitaliers.

PRIX DE VENTE (Affichage des). — Voir Taxation des denrées alimentaires.

PRIX DE VENTE DE CERTAINES DENRÉES. — **1918.** Proposition de loi ayant pour objet de déterminer, par voie de réquisition et de taxation, les prix de vente de certaines denrées alimentaires pour la satisfaction à la fois des intérêts des producteurs et des intérêts des consommateurs et pour moyen la suppression de la spéculation, déposée par M. Darbot. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1916, relative à l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [31 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 46; I. n° 35).

PROCÉDURE EXCEPTIONNELLE. — Voir Comptes de l'exercice 1914.

PRODUCTION AGRICOLE. — Voir Crédits supplémentaires, § III, 3.

PRODUCTIONS INDUSTRIELLES ET AGRICOLES. — **1919.** Proposition de loi tendant à intensifier toutes nos productions

industrielles et agricoles pour abaisser les prix de revient dans des conditions permettant de supporter la concurrence étrangère, déposée par M. Darbot. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1915, chargée de l'étude de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [10 juillet] (A. t. I, p. 1254; J.O., p. 1108; I. n° 323).

PRODUITS CHIMIQUES. — Voir Douanes, 19.

PRODUITS CHIMIQUES AGRICOLES. — Voir Office central des produits chimiques agricoles.

PRODUITS NATURELS OU FABRIQUÉS. — Voir Appellations d'origine.

PRODUITS PÉTROLIFÈRES. — Voir Douanes, 2, 15.

PROPRIÉTÉ ARTISTIQUE ET LITTÉRAIRE (Prorogation des droits de la).

I — **1918.** Proposition de loi tendant à proroger, à raison de la guerre, la durée des droits de la propriété artistique et littéraire, déposée à la Chambre le 18 avril; rapport de M. Bonnefous le 26 septembre; avis de la Commission de l'enseignement et des beaux-arts par M. Bérard le 10 octobre; adoptée le 22 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [28 novembre] (A. t. I, p. 878; J.O., p. 800; I. n° 484). Commission : 1er bureau, M. Reynald; 2e bureau, M. Paul Strauss; 3e bureau, M. Réveillaud; 4e bureau, M. Faisans; 5e bureau, M. Bienvenu-Martin; 6e bureau, M. Maurice Colin; 7e bureau, M. Richard; 8e bureau, M. Capéran; 9e bureau, M. Maurice Faure (J.O., p. 10868; F. 60). Président, M. Bienvenu-Martin; secrétaire, M. Colin; rapporteur, M. Maurice Faure (J.O., p. 10923; F. 61). M. Maurice Faure dépose le rapport [27 décembre] (A. t. I, p. 961; J.O., p. 872; I. n° 537). || **1919.** Déclaration de l'urgence. Adoption [28 janvier] (A. t. I, p. 40; J.O. p. 40). Promulgation (J.O., 4 février, p. 1330).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 10 février 1920, relatif à l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des lois françaises sur la propriété artistique, littéraire, industrielle et commerciale, déposé à la Chambre le 11 mars; rapport de M. Brogly le 24 juin; avis de la Commission du commerce par M. Plaisant le

6 juillet ; adopté le 22 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1806).

PROPRIÉTÉ BATIE. — 1920. Proposition de loi ayant pour objet de régler la répartition de l'augmentation des charges supportées par la propriété bâtie, déposée par M. Hugues Le Roux. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mai 1916, relative aux baux à loyer [15 juin] (A. t. I, p. 1064 ; J.O., p. 952 ; I. n° 247).

PROPRIÉTÉ COMMERCIALE (Protection de la). — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, portant protection de la propriété commerciale, déposée les 5 juin 1914, 26 juin 1914, 11 juillet 1914, 6 mai 1915 ; rapport de M. Levasseur le 22 octobre 1918, rapport supplémentaire le 28 février 1919, 2e rapport supplémentaire le 7 mars, 3e rapport supplémentaire le 11 mars ; adoptée le 13 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [20 mars] (A. t. I, p. 336 ; J.O., p. 296 ; I. n° 100). ‖ **1920.** M. Morand dépose le rapport [22 juin] (A. t. I, p. 1091 ; J.O., p. 981 ; I. n° 262). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Morand, *rapporteur*, et Charpentier. Discussion de l'article unique : Contre-projet de MM. Guillier et Clémentel : MM. Guillier, Coignet et Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie* [19 novembre] (A. t. II, p. 37 ; J.O., p. 1770). MM. Penancier, Jénouvrier, Guillier et Morand, *rapporteur*. Rejet, au scrutin, du contre-projet de MM. Guillier et Clémentel. Sur l'article unique du projet de la Commission : MM. Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie*, et Milliès-Lacroix [23 novembre] (A. t. II, p. 54 ; J.O., p. 1785). M. Morand dépose un rapport supplémentaire [2 décembre] (A. t. II, p. 129 ; J.O., p. 1851 ; I. n° 525). Nouvelle rédaction de l'article unique. Observations : M. Antony Ratier. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : M. Brager de La Ville-Moysan. Sur l'article et les amendements : MM. Gourju, Morand, *rapporteur* ; Brager de La Ville-Moysan, Bouveri, Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie* ; Billiet, Guillaume Chastenet et Dominique Delahaye. Retrait de l'amendement de M. Brager de La Ville-Moysan. Adoption des trois premiers alinéas. Amendement de M. Billiet. Rejet. Amendement (disposition additionnelle) au quatrième alinéa de M. Antony Ratier : MM. Antony Ratier, Morand, *rapporteur* ; Coignet, Touron et Dominique Dela-

haye. Rejet. Rejet d'un amendement subsidiaire de M. Dominique Delahaye. Amendement de M. Félix Martin : M. Félix Martin. Rejet. Adoption des quatrième et cinquième alinéas. Sur le sixième alinéa; MM. Brager de La Ville-Moysan et Morand, *rapporteur*. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan. Rejet. Adoption des derniers alinéas. Adoption de l'ensemble de l'article unique. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [21 décembre] (A. t. I, p. 252 ; J.O., p. 1969).

PROPRIÉTÉS FONCIÈRES. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées par le fait de la guerre, déposé à la Chambre les 30 décembre 1916, 19 janvier, 7 mars, 22 mars 1917 ; rapport de M. Fougère le 12 juillet 1917, rapports supplémentaires les 20 novembre 1917 et 31 octobre 1918 ; adopté le 22 novembre 1918 ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission nommée le 3 décembre 1918, relative aux départements libérés de l'invasion [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 872 ; I. n° 535). || **1919.** M. Chauveau dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 22 ; J.O., p. 26 ; I. n° 9). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Chauveau, *rapporteur*. Article premier : M. Jénouvrier. Adoption. Articles 2 à 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 février] (A. t. I, p. 159 ; J.O., p. 144). Promulgation (J.O., 5 mars, p. 2434).

PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE (Evaluation de la). — 1918. Projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modifications par la Chambre des Députés, concernant l'évaluation de la propriété immobilière en matière de successions, donations et échanges, déposé à la Chambre le 21 mars ; rapports de M. Lafont le 22 mars et de M. Balitrand le 22 mars et rapport supplémentaire de M. Balitrand le 29 mars ; adopté le 5 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission relative aux mesures contre les fraudes fiscales, nommée le 15 janvier 1918 [5 avril] (A. t. I. p. 338 ; J.O., p. 303 ; I. n° 172). M. Guillier dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 359 ; J.O., p. 321 ; I. n° 184). Ajournement de la discussion : Sur l'ajournement : MM. Touron, Klotz, *Ministre des Finances* et Dominique Delahaye. Renvoi de la discussion à la prochaine séance [18 avril] (A. t. I, p. 383 ; J.O., p. 344). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Guillier, *rapporteur*, et Klotz, *Ministre des Finances*. Article

premier : MM. Touron, Klotz, *Ministre des Finances*, Guillier, *rapporteur*, Jénouvrier. Adoption. Article 2 : MM. Milan, Guillier, *rapporteur*. Adoption. Article 3 à 5. Adoption. Article 6 : MM. Guillaume Chastenet et Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption de l'ensemble du projet de loi [14 mai] (A. t. I, p. 399 ; J.O., p. 361). Promulgation J.O., 30 mai, p. 4693).

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE (Taxes spéciales). — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à l'institution de taxes spéciales pour le service de la propriété industrielle et l'immatriculation au registre du commerce, déposé à la Chambre le 13 avril ; rapport de M. Charles Dumont le 17 avril ; adopté le 23 avril ; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des finances [27 avril] (A. t. I, p. 594 ; J.O., p. 534 ; I. n° 192). M. Clémentel dépose et lit le rapport (I. n° 249). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [18 juin] (A. t. I, p. 1067 ; J.O., p. 958). Promulgation (J.O., 29 juin, p. 9110).

PROPRIÉTÉS RURALES (Acquisition des petites).

I — **1918.** Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, relative à l'acquisition des petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et victimes civiles de la guerre, déposée à la Chambre les 21 janvier, 3 février, 15 février, 24 mars et 26 mai 1916 ; rapport de M. Bonnevay le 28 juillet 1916 et rapport supplémentaire le 26 juillet 1917, avis de la Commission de l'agriculture par M. Treignier le 28 novembre 1917, avis de la Commission des pensions civiles et militaires par M. Lefas le 28 novembre 1917, avis de la Commission du budget par M. Dariac le 18 janvier 1918 ; adoptée le 6 février ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché [14 février] (A. t. I, p. 122 ; J.O., p. 107 ; I. n° 54). M. Paul Strauss dépose le rapport [28 février] (A. t. I, p. 144 ; J.O., p. 127 ; I. n° 69). M. Cazeneuve dépose l'avis de la Commission des finances [19 mars] (A. t. I, p. 232 ; J.O., p. 210 ; I. n° 110). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Viger, Paul Strauss, *rapporteur* ; Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale* ; Cazeneuve, *rapporteur de la Commission des finances*, et Louis Martin. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 307 ; J.O., p. 276). Promulgation (J.O., 10 avril, p. 3076).

2 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi du 9 avril 1918 sur l'acquisition de la petite propriété rurale, déposée à la Chambre le 11 juin ; rapport de M. Bonnevay le 8 août, avis de la Commission de l'agriculture par M. Robert le 5 septembre ; adoptée le 16 septembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 12 novembre 1912, relative aux habitations à bon marché [16 septembre] (A. t. I, p. 1587 ; J.O., p. 1394 ; I. n° 490). M. Paul Strauss dépose le rapport [10 octobre (A. t. I, p. 1816 ; J.O., p. 1597 ; I. n° 586). Ajournement de la discussion. Observations de MM. Paul Strauss, *rapporteur*, et Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances* [15 octobre] (A. t. I, p. 1816 ; J.O., p. 1672). Déclaration de l'urgence. Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances : M. Cazeneuve. Discussion générale : MM. Henry Chéron, Paul Strauss, *rapporteur*, et Cazeneuve. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1968 ; J.O., p. 1727). Promulgation (J.O., 30 octobre, p. 12094).

3 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier l'article premier de la loi du 9 avril 1918, relative à l'acquisition de petites propriétés rurales par les pensionnés militaires et les victimes civiles de la guerre et d'élever à 20.000 francs le maximum de la valeur des immeubles à acquérir à l'aide des prêts consentis en exécution de ladite loi, déposée à la Chambre le 1er octobre ; rapport de M. Mauger le 16 octobre ; adoptée le 19 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 18 novembre 1919, relative à l'acquisition de terrains et domaines ruraux [19 octobre] (A. t. I, p. 2081 ; J.O., p. 1823 ; I. n° 748). || **1920**. M. Paul Strauss dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 451 ; J.O., p. 405 ; I. n° 115). M. Fernand David dépose l'avis de la Commission des finances [6 juillet] A. t. I, p. 1247 ; J.O., p. 1119 ; I. n° 319). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 1270 ; J.O., p. 1143). Promulgation (J.O., 10 août, p. 11568).

PROPRIÉTÉ RURALE (Remembrement de la). — **1918**. Proposition de loi ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale. (Voir Table 1915-1917, p. 522). Promulgation (J.O., 1er décembre, p. 10357).

PROSTITUTION DES MINEURS. — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de certains articles de la loi du 11 avril 1908 ; déposée à la Chambre le 27 février 1917 ; rapport de M. Viollette le 13 mars 1917 et rapport

supplémentaire le 11 mars 1919 ; adoptée le 25 mars ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 23 novembre 1916, relative aux tribunaux pour enfants [1er avril] (A. t. I, p. 527 ; J.O., p. 467 ; I. n° 148).

PROTOCOLE INTERALLIÉ DU 16 JUILLET 1920. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à l'exécution du protocole interallié du 16 juillet 1920, déposé à la Chambre le 26 juillet ; rapport de M. Bokanowski le 30 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [31 juillet] (A. t. I, p. 1888 ; J.O., p. 1649 ; I. n° 439). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 445). Discussion immédiate. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observations de MM. Paul Doumer, de Selves, *Président de la Commission des affaires étrangères* ; Chênebenoit, Henry Bérenger, Mauger, Millerand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères*, et François Albert. Articles premier et 2. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Gaston Doumergue et Dominique Delahaye. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1888 ; J.O., p. 1656). Promulgation (J.O., 7 août, p. 11383).

PRUD'HOMMES (Conseil des).

I — **1919.** 1° Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 5, 6 et 73 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes ; 2° projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 1907 relative aux conseils de prud'hommes ; 3° projet de loi portant modification des articles 5, 8, 10, 12, 14, 15, 17, 18, 23, 24, 25, 29, 62 et 71 de la loi du 27 mars 1907, relative aux conseils de prud'hommes et suppression de l'article 65 de la même loi ; 4° proposition de loi de M. Paul Strauss, tendant à modifier les articles 32, 33 et 34 de la loi du 27 mars 1907 sur les conseils de prud'hommes ; 5° projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 62 de la loi du 27 mars 1907 concernant les conseils de prud'hommes ; 6° projet de loi ayant pour objet de modifier les articles 11, 14, 17 et 25 et de compléter l'article 10 de la loi du 28 mars 1917 concernant les conseils de prud'hommes ; 7° proposition de loi de M. Cachet portant modification des articles 14 et 24 de la loi du 27 mars 1907 relative aux conseils de prud'hommes (Voir Tables 1909-1911, p. 362 ; 1912-1914, p. 415). Communication d'un

décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier (remplacement de l'article 5 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 2 (remplacement de l'article 6 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 3 (remplacement de l'article 8 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 4 (remplacement de l'article 10 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 5 (remplacement de l'article 11 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 6 (remplacement de l'article 12 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 7 (remplacement de l'article 14 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 8 (modification à l'article 15 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 9 (remplacement de l'article 17 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 10 (remplacement de l'article 18 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 11 (modification de l'article 21 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 12 (remplacement de l'article 23 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 13 (remplacement de l'article 24 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 14 (remplacement de l'article 25 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 15 (remplacement de l'article 29 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 16 (remplacement de l'article 32 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 17 (remplacement de l'article 33 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 18 (remplacement de l'article 62 de la loi du 27 mars 1907) : Observations : M. Henry Chéron. Amendement de M. Henry Chéron : MM. Paul Strauss, *rapporteur* ; Henry Chéron, Milliès-Lacroix, Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice* ; Klotz, *Ministre des Finances*. Adoption de la première partie de l'article. Adoption de l'amendement de M. Henry Chéron. Adoption de l'ensemble de l'article 18 modifié. Article 19 (suppression de l'article 63 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Article 20 (remplacement de l'article 71 de la loi du 27 mars 1907). Adoption. Articles 21 et 22. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [13 mai] (A. t. I, p. 827 ; J.O., p. 722). Promulgation (J.O., 6 juillet, p. 6941).

2 — 1920. Projet de loi rectifiant les articles 5, 6 et 10 de la loi du 27 mars 1907, concernant les conseils de prud'hommes, modifiée par la loi du 3 juillet 1919, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission, nommée le 19 mars 1901, relative aux conseils de prud'hommes [12 mars] (A. t. I, p. 280 ; J.O., p. 249 ; I. n° 79). M. Strauss dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 327 ; J.O., p. 296 ; I. n° 94). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du

Gouvernement. Discussion générale : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption successive des quatre articles. Sur l'ensemble : MM. Mauger et Paul Strauss, *rapporteur*. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [25 mars] (A. t. I, p. 417 ; J.O., p. 371). Promulgation (J.O., 31 mars, p. 5072).

3 — **1920**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 24 avril 1920, concernant les Conseils de prud'hommes industriels et les Conseils de prud'hommes commerciaux en Alsace-Lorraine, déposé à la Chambre le 1er juin ; rapport de M. Camille Simonin le 6 juillet; adopté le 21 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; (J.O., p. 1806; I. n° 493). M. le Général Bourgeois dépose le rapport [27 décembre] (A. t. II. p. 322 ; J.O., p. 2029; I. n° 592).

PUBLICATIONS LÉGALES DE MARIAGE. — Voir Code civil. 19.

PUISSANCE PATERNELLE. — Voir Enfants maltraités ou moralement abandonnés.

PUPILLES DE LA NATION

1 — **1918**. Projet de loi modifiant diverses dispositions de la loi du 27 juillet 1917. (Voir Table 1915-1917, p. 528). M. Flandin dépose le rapport [3 décembre] (A. t. I, p. 898 ; J.O., p. 817; I. n° 497). || **1919**. M. Perchot dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1108; I. n° 332).

2 — **1920**. Proposition de loi tendant à admettre comme pupilles de la Nation les enfants de disparus, déposée par M. Pol-Chevalier, Maranget, Philip, Bouveri, Leneveu et Foulhy. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mai 1915, relative aux pupilles de la Nation [21 mai] (A. t. I, p. 670; J.O., p. 611 ; I. n° 213).

PUPILLES DE LA NATION (Office national des). — **1918**. Scrutin pour la désignation de trois membres du Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la Nation. Résultat nul faute de quorum [31 janvier] (A. t. I, p. 63; J.O., p. 56). Résultat du 2e tour de scrutin : MM. Poirson, Perchot et de Las Cases, élus [7 février] (A. t. I, p. 83; J.O., p. 74).

Voir Conseil supérieur de l'Office national des pupilles de la Nation.

QUALITÉ DE FRANÇAIS (Déchéance de la). — 1913. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à la déchéance de la qualité de Français, ainsi qu'aux déclarations souscrites au profit des enfants des sujets ennemis, déposé à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Leredu le 30 mai; rapport supplémentaire le 25 juin et 2e rapport supplémentaire le 17 juillet; adopté le 31 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission relative aux articles du Code civil concernant la nationalité et nommée le 28 novembre 1913 [7 novembre] (A. t. I, p. 797; J.O., p. 727; L. n° 411).

QUESTIONS

ANNÉE 191

1 — Adressée par M. Quesnel à M. le Ministre du Blocus et des Régions libérées, relative à l'exportation des chevaux [31 janvier] (A. t. I, p. 51; J.O., p. 46).

2 — Adressée par M. Charles-Chabert à M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, relative à l'allocation du pain dans diverses communes de la Drôme : MM. Charles-Chabert et Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* [8 février] (A. t. I, p. 98; J.O., p. 87).

3 — Adressée par M. Eugène Guérin à M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, relative aux arrestations et détentions préventives dans certaines poursuites [26 mars] (A. t. I, p. 260; J.O., p. 234).

4 — Adressée par M. Gaudin de Villaine à M. le Ministre du Blocus et des Régions libérées, visant la reprise de la vie agricole [3 décembre] (A. t. I, p. 887; J.O., p. 808).

5 — Adressée par M. Dominique Delahaye au Sous-Secrétaire d'Etat de l'Administration générale de l'armée, au sujet de la médaille commémorative de la guerre (engagés volontaires) [17 décembre] (A. t. I, p. 904; J.O., p. 824).

ANNÉE 1919

1 — Adressée par M. Herriot à M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, relative à la situation des Français de Russie [15 janvier] (A. t. I, p. 17; J.O., p. 15).

2 — Adressée par M. Cazeneuve à M. le Ministre des Travaux publics, relative à la crise des transports [24 janvier] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 26).

3 — Adressée par M. Herriot à M. le Ministre de l'Intérieur, relative à la municipalité de Lyon : MM. Herriot et Pams, *Ministre de l'Intérieur* [11 février] (A. t. I, p. 100 ; J.O., p. 92).

4 — Adressée par M. Hervey à M. le Sous-Secrétaire d'Etat de l'Administration générale au Ministère de la Guerre, relative à l'état moral et matériel de l'armée d'Orient : MM. Hervey et Abrami, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de la Guerre* [11 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 240).

5 — Adressée par M. Herriot à M. le Ministre de l'Intérieur, relative aux enquêtes concernant la municipalité de Lyon : MM. Herriot et Pams, *Ministre de l'Intérieur* [27 mars] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 350).

6 — Adressée par M. Gaston Menier à M. le Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur, relative au *Journal officiel* : MM. Gaston Menier et Albert Favre, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Intérieur* [10 avril] (A. t. I, p. 568 ; J.O., p. 502).

7 — Adressée par M. Quesnel à M. le Sous-Secrétaire d'Etat aux Transports, relative aux horaires des chemins de fer de l'Etat : MM. Quesnel et Cels, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande* [13 juin] (A. t. I, p. 1027 ; J.O., p. 906).

8 — Adressée par M. Eugène Guérin à M. Noulens, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*, relative aux eaux de la source de Fontaine-l'Evêque. Transformée en interpellation par M. Flaissières [16 septembre] (A. t. I, p. 1583 ; J.O., p. 1390). (Voir Interpellations).

ANNÉE 1920

1 — Adressée par M. Albert Peyronnet à M. le Ministre de l'Agriculture, relative au transport des engrais et des tourteaux : MM. Albert Peyronnet et J.-H. Ricard, *Ministre de l'Agriculture* [27 janvier] (A. t. I, p. 44 ; J.O., p. 37).

2 — Adressée par M. Jules Delahaye à M. le Ministre des Finances, concernant l'admission des fonds d'Etat russes au prochain emprunt : MM. Jules Delahaye et François-Marsal, *Ministre des Finances* [10 février] (A. t. I, p. 74 ; J.O., 70).

3 — Adressée par M. Simonet à M. le Ministre de l'Intérieur, relative à la glorification des morts pour la France : MM. Simonet et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* [26 mars] (A. t. I, p. 433 ; J.O., p. 387).

4 — Adressée par M. Quesnel à M. le Ministre de la Guerre, au sujet d'un prisonnier de guerre allemand : MM. Louis Quesnel et André Lefèvre, *Ministre de la Guerre*. Demande par M. Dominique Delahaye, de transformation de la question en interpellation. Adoption [8 juin] (A. t. I, p. 1003 ; J.O., p. 899).

5 — Adressée par M. Chênebenoît à M. le Ministre des Régions libérées, au sujet de la main-d'œuvre dans les régions libérées : MM. Chênebenoit et Ogier, *Ministre des Régions libérées* [29 juin] (A. t. I, p. 1167 ; J.O., p. 1039).

6 — Adressée par M. Mauger à M. le Ministre de l'Intérieur relative aux indemnités des délégués sénatoriaux : MM. Mauger et T. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* [2 décembre] (A. t. II, p. 128 ; J.O., p. 1851).

7 — Adressée par M. Chênebenoit à M. le Ministre des Régions libérées relative aux livraisons de bétail dues par l'Allemagne : MM. Chênebenoit et Ogier, *Ministre des Régions libérées* [16 décembre] (A. t. II, p. 190 ; J.O., p. 1915).

8 — Adressée par M. Alfred Brard à M. le Ministre du Commerce, relative aux banques populaires : MM. Alfred Brard et Isaac, *Ministre du Commerce et de l'Industrie* [24 décembre] (A. t. II, p. 292 ; J.O., p. 2003).

QUINTIN (Côtes-du-Nord). — Voir Octrois, 21.

RAINCY (Seine-et-Oise). — **1920.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville du Raincy (Seine-et-Oise), à percevoir une taxe sur les propriétés bâties desservies par le réseau d'égouts, déposé à la Chambre le 12 juin ; rapport de M. Courtial le 3 décembre ; adopté le 9 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [14 décembre] (A. t. II, p. 166 ; J.O., p. 1892 ; Fa. 20, n° 20).

RAMBOUILLET (Seine-et-Oise). — Voir Octrois, 22.

RAONEL (Aude). — Voir Canal de Raonel.

RAVITAILLEMENT NATIONAL

I — **1918.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, établissant des sanctions aux décrets et arrêtés rendus par le Ravitaillement national. (Voir Table 1915-1917). M. Maurice Colin dépose

le rapport [31 janvier] (A. t. I., p. 50 ; J.O., p. 46 ; I. n° 36). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Maurice Colin, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier : MM. Touron, Henry Chéron, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* ; Henry Boucher, Fernand Bouisson, *commissaire aux Transports maritimes et à la Marine marchande* ; Boivin-Champeaux, Guillaume Chastenet et Léon Barbier. Adoption. Article 2 : amendement de MM. Paul Strauss, de Freycinet, Ranson, Mascuraud, Léon Barbier, Charles Deloncle, T. Steeg et Magny : M. Charles Deloncle, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement* ; Léon Barbier. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 8. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [8 février] (A. t. I, p. 86 ; J.O., p. 78). Promulgation (J.O., 12 février, p. 1515).

2 — **1919**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, prorogeant les lois concernant le ravitaillement national, déposé à la Chambre le 30 septembre ; rapport de M. Durand le 16 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission, nommée le 16 décembre 1915, relative à la taxation des denrées [17 octobre] (A. t. I, p. 1962 ; J.O., p. 1725 ; I. n° 659). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 670). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Article unique : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des finances*, et Noulens, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2024, 2025, 2026, 2027, 2028 ; J.O., p. 1777). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 11792).

RAVITAILLEMENT (Compte spécial). — **1919**. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif au compte spécial du ravitaillement créé par la loi du 16 octobre 1915, déposé à la Chambre le 5 octobre 1917 ; rapport de M. Louis Marin le 28 juin 1918 ; adopté le 22 mai 1919 ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [27 mai] (A. t. I, p. 932 ; J.O., p. 821 ; I. n° 235). ‖ **1920**. M. Perchot dépose le rapport [30 novembre] (A. t. II, p. 109 ; J.O., p. 1833 ; I. n° 520).

RECENSEMENT INDUSTRIEL. — 1918. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif au recensement industriel, déposé à la

Chambre le 16 novembre 1916 ; rapport de M. Lafferre le 5 avril 1917 ; adopté le 25 janvier 1818; déposé par MM. les Ministres du Commerce et du Travail [7 février] (A. t. I, p. 67; J.O., p. 61 ; I. n° 39). Commission : 1er bureau, M. Milan ; 2e bureau, M. Dominique Delahaye ; 3e bureau, M. Jean Morel ; 4e bureau, M. Sauvan ; 5e bureau, M. Empereur ; 6e bureau, M. Ch. Deloncle ; 7e bureau, M. Emile Dupont; 8e bureau ; M. Jean Codet ; 9e bureau, M. Touron [1er mars] (J.O., p. 2021, F. 13). Président, M. Dominique Delahaye ; secrétaire, M. Milan (J.O., p. 2210; F. 14).

RÉCOMPENSES NATIONALES. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les récompenses nationales, déposé à la Chambre le 11 juin ; rapport de M. Raynaldy le 30 juin ; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre du Commerce, M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission, nommée le 11 avril 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des expositions de Lyon, de San-Francisco et San-Diégo et de Casablanca [29 juillet] (A. t. I, p. 1819 ; J.O., p. 1596 ; I. n° 400). M. Peyronnet dépose et lit le rapport (I. n° 432). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 juillet] (A. t. I, p. 1856 ; J.O., p. 1628). Promulgation (J.O., 18 août, p. 12127).

RECONSTRUCTION INDUSTRIELLE DES DÉPARTEMENTS VICTIMES DE L'INVASION. — Voir Départements victimes de l'invasion.

RECOURS EN CASSATION. — Voir Cour de Cassation.

RECRUTEMENT DE L'ARMÉE. — Voir Armée, § 1, 8.

RECRUTEMENT (Compte rendu des opérations de). — Voir Armée, § I, 5, 6, 7, 10, 11.

RECUEIL DES LETTRES ÉCRITES PAR LES SOLDATS FRANÇAIS PENDANT LA CAMPAGNE 1914-1918. — 1919. Proposition de loi tendant à décider qu'un recueil des lettres les plus remarquables écrites par les soldats français pendant la campagne 1914-1918 sera constitué par l'Etat, déposée par MM. Louis Martin, Capéran et Reymonencq. Renvoi à la Commission d'initiative [16 octobre] (A. t. I, p. 1940; J.O., p. 1704; I. n° 639).

REDEVANCE SUPPLÉMENTAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE. — Voir Banque de France.

REDON (Ille-et-Vilaine). — Voir Octrois, 23.

REDOUTE DU TILLEUL A MAUBEUGE. — Voir Armée, § IV, 25.

RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE DES MUTILÉS. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 28 novembre 1919, relatif aux conditions de la rééducation professionnelle des mutilés, réformés et veuves de guerre d'Alsace et de Lorraine et à la création de l'institut des mutilés, complété et modifié par le décret du 10 février 1920, déposé à la Chambre le 23 mars ; rapport de M. Pfleger le 22 juillet ; adopté le 19 novembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [21 décembre] (A. t. II, p. 251 ; J O., p. 1968 ; I. n° 568).

RÉFÉRÉ (Compétence du président du tribunal). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la compétence du président du tribunal en matière de référé, déposé à la Chambre le 23 décembre 1915 ; rapport de M. Bender le 11 décembre 1917 ; adopté le 26 février 1919 ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, relative à l'organisation judiciaire [11 mars] (A. t. I, p. 284; J.O., p. 254; I. n° 86). || **1920.** M. Guillaume Poulle dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1140; I. n° 327). Discussion générale : MM. Guillaume Poulle, *rapporteur*, et Pol-Chevalier. Article premier (modification des articles 806, 807, 808 et 810 du Code de procédure civile). Adoption. Article 2 (complément de l'article 417 du Code de procédure civile). Adoption. Demande d'urgence : M. Guillaume Poulle, *rapporteur*. Vote sur le passage à une

deuxième délibération. Adoption [25 novembre] (A. t. II, p. 72; J.O., p. 1802). Modification des articles 806, 807, 808, 809 et 810 du Code de procédure civile. Article premier. Article 806. Adoption. Sur l'article 807 : MM. Machet et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Articles 808 et 809. Adoption. Sur l'article 810 : MM. Machet et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [2 décembre] (A. t. II, p. 127; J.O., p. 1850).

RÉFÉRÉ (Procédure de). — **1919**. Proposition de loi concernant : 1° l'extension de la procédure de référé ; 2° l'organisation de la compétence du juge unique dans certaines matières correctionnelles, déposée par M. Guillaume Poulle. Renvoi à la Commission relative à l'organisation judiciaire [14 février] (A. t. I, p. 141; J.O., p. 129; I. n° 47). ‖ **1920**. M. Guillaume Poulle dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1267; J.O., p. 1140; I. n° 327).

Voir Référé (Compétence du président du tribunal).

RÉFORME (Commissions de). — Voir Armée, § IV, 7.

RÉFORMÉS N° 1. — **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à appliquer aux réformés n° 1 et à tous les bénéficiaires de pensions et de gratifications de réforme le bénéfice du droit d'option reconnu aux veuves par la loi du 9 avril 1915, déposée à la Chambre le 21 mars; rapport de M. Morin le 28 mars; adoptée le 29 novembre; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, chargée de l'examen du projet de loi tendant à modifier la législation des pensions des armées de terre et de mer, en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service [3 decembre] (A. t. I, p. 898; J.O., p. 817; I. n° 498).

RÉFUGIÉS OU RAPATRIÉS (Logement et installation des).

— **1918**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés, déposée à la Chambre le 24 décembre 1917; rapport de M. Nibelle le 13 mars 1918; adoptée le 11 avril; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission [16 avril] (A. t. I, p. 368; J.O., p. 329; I. n° 188). M. Boudenoot dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 370; J.O., p. 331; I. n° 193). Déclaration de l'urgence. Dis-

cussion immédiate. Adoption [16 avril] (A. t. I, p. 370; J.O., p. 331). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 3413).

2 — **1918**. Dépôt et lecture par M. Milliès-Lacroix d'un rapport, au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés pour en assurer l'application à la ville de Paris (art. 8 disjoint du projet de loi portant ouverture de crédits additionnels aux crédits provisoires accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918) (I. n° 281). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi. Ce projet de loi a été réincorporé dans le projet de loi portant ouverture de crédits additionnels accordés au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1918 (art. 8) [28 juin](A. t. I, p. 580; J.O., p. 521).

3 — **1919**. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de compléter l'article 5 de la loi du 19 avril 1918, relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés, déposée à la Chambre les 9 juillet et 19 septembre 1918; rapport de M. Nibelle le 18 octobre; adoptée le 30 janvier 1919; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie [6 février] (A. t. I, p. 82; J.O., p. 76; I. n° 29).

4 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés, déposé à la Chambre le 3 septembre; rapport de M. Nibelle le 14 octobre; adopté le 17 octobre; déposé par M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre) (A. t. I, p. 1962; J.O., p. 1726; I. n° 657). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2028; J.O., p. 1770). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11623).

5 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la prorogation de la loi du 19 avril 1918 relative au logement et à l'installation des réfugiés ou rapatriés, prorogée par la loi du 19 octobre 1919, déposé à la Chambre le 8 novembre; rapport de M. Crespel le 2 décembre; adopté le 10 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des finances. Renvoi à la Commission des finances [16 décembre] (A. t. II, p. 166; J.O., p. 1892; I. n° 547). Renvoi à la Commission relative aux départements libérés de l'invasion [16 décembre]

(A. t. II, p. 190; J.O., p. 1915). M. Gouge dépose et lit le rapport (I. n° 552). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [16 décembre] (A. t. II, p. 208; J.O., p. 1930). Promulgation (J.O., 18 décembre, p. 20954).

RÉFUGIÉS (Droit de vote). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à accorder de nouvelles facilités aux réfugiés pour l'exercice de leur droit de vote, déposé à la Chambre le 18 octobre; rapport de M. Chavoix le 18 octobre; adopté le 18 octobre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission relative à l'élection des Députés [18 octobre] (A. t. I, p. 2023; J.O., p. 1784; I. n° 699).

RÉFUGIÉS (Exercice du droit de vote). — Voir Bureaux de vote.

RÉGIME FISCAL. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au régime fiscal applicable dans les régions qui ont subi l'occupation ennemie, déposé à la Chambre le 12 mars; rapport de M. Loucheur le 8 novembre; avis de la Commission des régions libérées par M. Delesalle le 26 novembre; adopté le 3 décembre; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 532). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des régions libérées [7 décembre] (A., t. II, p. 144; J.O., p. 1865). M. Paul Doumer dépose le rapport [23 décembre] A. t. II, p. 267; J.O., p. 1982; I. n° 580). M. Gouge dépose l'avis de la Commission des régions libérées [30 décembre] (A. t. II, p. 330; J.O., p. 2037; I. n° 620).

RÉGIME FORESTIER DE LA MARTINIQUE ET DE LA GUADELOUPE. — Voir Colonies, 17.

RÉGIONS ADMINISTRATIVES ET ÉCONOMIQUES. — **1919.** Proposition de loi portant organisation de la France en régions administratives et économiques, déposée par M. Genoux. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [24 janvier] (A. t. I, p. 22; J.O., p. 25; I. n° 8).

RÉGIONS DÉVASTÉES. — **1919.** Proposition de loi tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par des caravanes scolaires, déposée par MM. Ournac, Lintilhac, Dellestable et Rouby. Renvoi à la Commission d'initiative [15 janvier] (A. t. I, p. 17; J.O., p. 15; I. n° 7).

M. Ordinaire dépose le rapport sommaire [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 112 ; I. n° 42). Prise en considération. Renvoi aux bureaux [25 février] (A. t. I, p. 202 ; J.O., p. 183). Commission : 1er bureau, M. Ournac ; 2e bureau, M. Lucien Hubert ; 3e bureau, M. Charles Chabert ; 4e bureau, M. Sauvan ; 5e bureau, M. Dellestable ; 6e bureau, M. Genoux ; 7e bureau, M. Sarraut ; 8e bureau. M. Ordinaire ; 9e bureau, M. Cannac [5 mars] (J.O., p. 2426 ; F. 16). Président et rapporteur, M. Ournac ; secrétaire, M. Maurice Sarraut [6 mars] (J.O., p. 2449 ; F. 17). M. Ournac dépose le rapport [10 avril] (A. t. I, p. 568 ; J.O., p. 501 ; I. n° 159). Adoption. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [13 mai] (A. t. I, p. 826 ; J.O., p. 722). 2e délibération. Adoption [3 juin] (A. t. I, p. 985 ; J.O., p. 868).

RÉGIONS ENVAHIES (Sociétés commerciales en). — 1918. Projet de loi relatif aux sociétés commerciales ayant leur siège en régions envahies, déposé à la Chambre le 12 mars ; rapport de M. Failliot le 17 septembre ; adopté le 22 novembre ; déposé par M. le Ministre des Finances au nom de M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, de M. le Ministre du Blocus et des Régions libérées et au sien. Renvoi à la Commission nommée le 3 décembre 1918 relative aux départements libérés de l'invasion [17 décembre] (A. t. I, p. 903 ; J.O., p. 823 ; I. n° 515). || **1919.** M. Servant dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 592 ; J.O., p. 525 ; I. n° 168). Déclaration de l'urgence. Discussion des articles. Article premier : Amendement de M. Guillaume Chastenet. Non appuyé. Adoption de l'article premier. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [22 avril] (A. t. I, p. 781 ; J.O. p. 684). Promulgation (J.O., 18 juillet, p. 7402).

RÉGIONS ENVAHIES (Indemnités dues aux habitants des). — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, sur le payement des indemnités dues aux habitants des régions envahies à raison des réquisitions opérées par les autorités militaires françaises, déposée à la Chambre le 29 novembre 1918 ; rapport de M. Laurent Eynac le 30 juin 1919 ; adoptée le 29 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1338 ; J.O., p. 1182 ; I. n° 371). M. Develle dépose le rapport [16 septembre] (A. t. I, p. 1582 ; J.O., p. 1390 ; I. n° 488). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Article unique : M. de Rincquesen, *commissaire du Gouvernement*. Adoption [30 sep-

tembre] (A. t. I, p. 1712 ; J.O., p. 1506). Promulgation (J.O., 3 octobre, p. 10838).

RÉGIONS LIBÉRÉES (Salut aux). — **1918.** Discours de M. Antonin Dubost, Président du Sénat, et de M. Stéphen Pichon, Ministre des Affaires étrangères. MM. Hayez, Boudenoot, Bersez, Monfeuillart et Debierre [22 octobre] (A. t. I, p. 784 ; J.O., p. 711).

RÉGIONS LIBÉRÉES. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur l'extension de l'occupation temporaire à l'exécution des travaux de reconstitution dans les régions libérées, déposé à la Chambre le 2 septembre ; rapport de M. Pasqual le 4 septembre ; adopté le 11 septembre ; déposé par M. le Ministre des Régions libérées. Renvoi à la Commission nommée le 3 décembre 1918, relative aux départements libérés de l'invasion [11 septembre] (A. t. I, p. 1573 ; J.O., p. 1381 ; I. n° 474). M. Magny dépose le rapport [11 octobre] (A. t. I, p. 1834 ; J.O., p. 1613 ; I. n° 594). Déclaration de l'urgence. Adoption. [17 octobre] (A. t. I, p. 1969 ; J.O., p. 1729). Promulgation (J.O., 31 octobre, p. 12143).

RÉGIONS LIBÉRÉES (Visites dans les). — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux visites dans les régions libérées, déposé à la Chambre le 30 décembre 1919 ; rapport de M. Revault le 18 mars 1920 ; adopté le 29 mars 1920 ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission nommée le 3 décembre 1918, relative aux départements libérés de l'invasion [29 mars] (A. t. I, p. 478 ; J.O., p. 426 ; I. n° 121). Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission chargée d'étudier les questions intéressant les départements libérés de l'invasion, [29 juin] (A. t. I, p. 1178 ; J.O., p. 1055).

REGISTRE DU COMMERCE (Création d'un).

1 — **1918.** Projet de loi tendant à la création d'un registre du commerce. (Voir Table 1915-1917, p. 737). M. Émile Dupont dépose le rapport [28 novembre] (A. t. I, p. 879 ; J.O., p. 800 ; I. n° 478.) — **1919.** Déclaration de l'urgence Adoption [27 février] (A. t. I, p. 231 ; J.O., p. 208). Promulgation (J.O., 19 mars, p. 2853).

2 — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier les dispositions du paragraphe n° 5 de l'article 5 de la loi instituant un registre du commerce, déposé par M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, M. le Mi-

nistre des Affaires étrangères. M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [22 mai] (A. t. I, p. 884 ; J.O., p. 779 ; I. n° 231). M. Émile Dupont dépose le rapport [10 juillet] (A. t. I, p. 1255 ; J.O., p. 1108 ; I. n° 322). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1491 ; J.O., p. 1306).

3 — 1920. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à reporter au 30 juin 1921 le délai d'inscription des commerçants. industriels, etc., aux registres du commerce établis par la loi du 18 mars 1919, déposée à la Chambre le 16 décembre ; rapport de M. Géo-Gérald le 21 décembre ; adoptée le 27 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1916, chargée de l'étude et de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [27 décembre] (A. t. II, p. 320 ; J O., p. 2027 ; I. n° 587). M. Touron dépose et lit le rapport (I. n° 611). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 décembre] (A. t. II, p. 328 ; J.O., p. 2035). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 21780).

REGISTRE DE LA TRANSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE (Suppression du). — Voir Code civil, 7.

RÈGLEMENT DU SÉNAT. — 1920. Propositions de résolution : 1° de M. Bouctot et de plusieurs de ses collègues, tendant à nommer une Commission spéciale de réorganisation des postes, télégraphes et téléphones de dix-huit membres ; 2° de M. Mauger et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à la nomination annuelle d'une Commission d'assurance et de prévoyance sociales ; 3° de M. Simonet et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à la création d'une Commission de législation civile et criminelle ; 4° de M. Mulac et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission d'administration générale, départementale et communale ; 5° de M. Clémentel et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de trente-six membres pour étudier les questions concernant l'organisation économique du pays ; 6° de M. Jean Codet, tendant à la modification du règlement en vue de faire nommer les grandes Commissions par les groupes ; 7° de M. Louis Martin, tendant à une nouvelle organisation des Commissions du Sénat ; 8° de M. Dominique Delahaye, tendant à ajouter un article additionnel au règlement du Sénat ; 9° de M. Jean Codet et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission du commerce et de l'industrie ; 10° de M. Dominique Delahaye,

tendant à modifier l'article 17 et les articles 104 et 105 du règlement du Sénat ; 11° de M. Bouveri et de plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission du travail et des mines ; 12° de M. Pol-Chevalier et de plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de vingt-sept membres chargée de l'étude des questions et de l'examen des projets et propositions de loi touchant la réforme administrative ; 13° de M. Léon Perrier et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à modifier l'organisation et la nomination des Commission du Sénat. Rapport de M. Cazelles [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770). 1re délibération : Discussion générale : MM. Jean Cazelles, *rapporteur* ; Mazurier, Léon Perrier, Louis Martin, Hervey, Brager de La Ville-Moysan, Dominique Delahaye, Louis Michel et Touron. Article premier (modification du règlement du Sénat) : Chapitres premier et II. Sans changement. Chapitre III : Articles 11 à 14. Sans changement. Article 15. Article 16 : M. Dominique Delahaye. Articles 17 et 18. Article 19 : Amendement de MM. Philip, Enjolras, Foulhy et Héry : MM. Philip et Jean Cazelles, *rapporteur*. Adoption. Sur l'article 19 : MM. Lucien Cornet et Milliès-Lacroix. Articles 20 à 24. Article 25 : Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) ; M. Dominique Delahaye. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Articles 26 à 28. Chapitres IV, V et VI. Sans changement. Chapitre VII : Article 75. Article 76. Supprimé. Articles 78 à 86. Sans changement. Article 87. Articles 88 à 93. Sans changement. Chapitre IX : Articles 95 et 96. Sans changement. Article 97. Articles 98 à 102. Sans changement. Chapitre X : Article 103. Sans changement. Article 104. Articles 106 et 107. Sans changement. Chapitres XI à XV. Sans changement. Article 2. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [25 novembre] (A. t. II, p. 78 ; J.O., p. 1806). M. Pénancier dépose un rapport supplémentaire [14 décembre] (A. t. II, p. 186 ; J.O., p. 1908 ; I. n° 648).

Voir Résolution (Propositions de) Année 1918, 1 ; Année 1920, 10, 12.

RÈGLEMENT TRANSACTIONNEL ENTRE COMMERÇANTS ET CRÉANCIERS.

I — **1918**. Proposition de loi tendant à établir un concordat préventif. (Voir Table 1915-1917, p. 304). M. Flandin dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 714 ; J.O., p. 648 ; I. n° 370). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Etienne Flandin et Louis Nail, *Garde des*

Sceaux, Ministre de la Justice. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [14 novembre] (A. t. I, p. 832 ; J.O., p. 761).

2 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des Députés, relative à l'institution d'un règlement transactionnel pour cause générale de guerre entre les commerçants et leurs créanciers, déposée à la Chambre le 20 novembre 1918 ; rapport de M. Decroze le 31 janvier 1919, avis de la Commission civile et criminelle par M. Bender le 12 mars, rapport supplémentaire par M. Decroze le 14 mars, 2e rapport supplémentaire le 27 mars ; adoptée le 3 avril ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés [14 avril] (A. t. I, p. 634 ; J.O., p. 559 ; I. n° 179). M. Chastenet dépose le rapport [27 mai] (A. t. I, p. 932 ; J.O., p. 822 ; I. n° 239). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [3 mai] (A. t. I, p. 947 ; J.O., p. 835). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6850).

RÉHABILITATION EN TEMPS DE GUERRE DES FAILLIS MÊME BANQUEROUTIERS. — 1919. Loi concernant la réhabilitation, en temps de guerre, des faillis, même banqueroutiers, et des liquidés judiciaires, et la réinscription sur la liste électorale, en temps de guerre, des faillis non condamnés pour banqueroute simple ou frauduleuse, et modifiant l'article premier de la loi du 23 mars 1918 et l'article premier de la loi du 5 août 1916. Promulgation (J.O., 18 mars, p. 2830).

RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS ET FAILLIS. — Voir Condamnés et faillis.

RÉMUNÉRATIONS OCCULTES (Répression des). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la répression des rémunérations occultes offertes ou versées aux employés des maisons de commerce et des entreprises industrielles ou sollicitées par eux et à l'aggravation des peines frappant les personnes qui ont corrompu ou tenté de corrompre les fonctionnaires, déposé à la Chambre le 26 février ; rapport de M. Lugol le 13 septembre, rapport supplémentaire le 11 octobre, 2e rapport supplémentaire le 17 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre de la Justice. Renvoi aux bureaux [7 novembre] (A. t. I, p. 797 ; J.O., p. 727 ; I. n° 412). Commission : 1er bureau, M. Sauvan ; 2e bureau, M. Milliard ; 3e bureau, M. Leblond ; 4e bureau, M. Perreau ; 5e bureau, M. Deloncle ; 6e bureau, M. Herriot ; 7e bureau, M. Delahaye ; 8e bureau, M. Cauvin ; 9e bureau, M. Grosjean (J.O., p. 10089 ; F. 56). Président, M. Cauvin ; secrétaire, M. Sauvan ; rapporteur, M. Leblond [29 novembre] (J.O.,

p. 10325 ; F. 58). || **1919**. M. Leblond dépose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 22 ; J.O., p. 26 ; I. n° 14). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Leblond, *rapporteur*. Adoption [6 février] (A. t. I, p. 83 ; J.O., p. 77). Promulgation (J.O., 18 février, p. 1814).

RENTES VIAGÈRES (Insaisissabilité des). — **1919**. Proposition de loi élevant le taux d'incessibilité et d'insaisissabilité des rentes viagères de la Caisse nationale des retraités pour la vieillesse, déposée par M. Henry Chéron. Renvoi à la Commission des finances [8 août] (A. t. I, p. 1431 ; J.O., p. 1260 ; I. n° 416).

REPOS HEBDOMADAIRE. — Voir Code du travail, 1,

RÉPUBLIQUE (Cinquantenaire de la). — Voir Crédits supplémentaires, § VII, 3.

RÉQUISITIONS. — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant la réquisition civile du matériel et des locaux autres que ceux de la voie ferrée nécessaires à l'exécution des transports en cas d'interruption de l'exploitation des voies ferrées, déposé à la Chambre le 3 février ; rapport de M. Lorin le 27 février ; adopté le 27 février ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics (I. n° 65). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 66). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Henry Chéron, Bouveri et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Bouveri et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Article 5 : MM. Bouveri, Paul Doumer, *rapporteur général*; Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*, et Mauger. Adoption. Article 6 : MM. Bouveri et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 7 à 10. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 février] (A. t. I, p. 213 ; J.O., p. 187). Promulgation (J.O., 28 février, p. 3249).

RÉSOLUTION (PROJETS ET PROPOSITIONS DE)

ANNÉE 1918

I. — **Proposition de résolution de M. Régismanset tendant à modifier et à étendre la résolution du 30 décembre 1916 relative à l'application**

de l'article 58 du règlement du Sénat. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission nommée le 20 janvier 1916, relative à la prorogation des pouvoirs des grandes commissions jusqu'à la fin des hostilités [23 mai] (A. t. I, p. 414; J.O., p. 375 ; n° 216). M. Murat dépose et lit le rapport. (I. n° 333). Discussion immédiate. Adoption [29 juillet] (A. t. I, p. 651 ; J.O., p. 586).

2 — Proposition de résolution de MM. Couyba, Paul Doumer, Mascuraud, Paul Strauss, de Selves, Combes, Boudenoot, Touron, Larère et Chapuis, tendant à célébrer en France, le 4 juillet, la fête nationale américaine : MM. Couyba et Pams, *Ministre de l'Intérieur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [28 juin] (A. t. I, p. 588 ; J.O., p. 528).

3 — Rapport fait au nom de la Commission de comptabilité (année 1915), chargée d'examiner : 1° le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1917 ; 2° du compte des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1917 ; 2° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1919 ; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat, déposé par M. Guillaume Poulle [16 juillet] (A. t. I, p. 626 ; J. O., p. 562 ; I. n° 307). Observations de MM. Eugène Lintilhac et Guillaume Poulle, *rapporteur*, sur l'article unique du projet de résolution concernant la caisse des retraites des anciens sénateurs. Adoption des projets de résolution. [29 juillet] (A. t. I, p. 652 ; J.O., p. 587).

4 — Projet de résolution tendant à l'affichage des discours de M. Antonin Dubost, Président du Sénat et M. Clemenceau, Président du Conseil, Ministre de la Guerre [17 septembre] (A. t. I, p. 669 ; J.O., p. 604).

5 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Boudenoot et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission de vingt-sept membres chargée d'examiner tous les projets et propositions de loi relatifs aux questions minières. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [22 octobre] (A. t. I, p. 786; J.O., p. 713). Commission : 1er bureau, M. Cuvinot ; 2e bureau, M. Ribot ; 3e bureau, M. Cazeneuve ; 4e bureau, M. Potié ; 5e bureau, M. Touron ; 6e bureau, M. Trystram ; 7e bureau, M. G. Menier ; 8e bureau, M. Richard ; 9e bureau, M. Boudenoot (J.O., p. 9289 ; F. 51). Président, M. Cuvinot ; secrétaire, M. Potié, rapporteur, M. Cazeneuve (J.O., p. 9289 ; F. 51). M. Cazeneuve

dépose et lit le rapport. Discussion immédiate. Adoption. [24 octobre] (A. t. I, p. 791 ; J.O., p. 721). Voir Commission relative aux questions minières.

6 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Henry Boucher et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission de vingt-sept membres chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine. Sur le renvoi : M. Paul Doumer. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [14 novembre] (A. t. I, p. 839 ; J.O., p. 766 ; I. n° 451). Commission : 1er bureau, M. Chapuis ; 2e bureau, M. Ribot ; 3e bureau, M. Bourgeois ; 4e bureau, M. Lintilhac ; 5e bureau, M. Magny ; 6e bureau, M. Strauss ; 7e bureau, M. Castillard ; 8e bureau, M. Cauvin ; 9e bureau, M. Paul Doumer (J.O., p. 10089 ; F. 56). Président, M. Bourgeois ; secrétaires, MM. Lucien Hubert, Ordinaire, Jénouvrier, Gavini (J.O., p. 10113 ; F. 57). M. Lintilhac dépose et lit le rapport (I. n° 408). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [21 novembre] (A. t. I, p. 860 ; J.O., p. 783).

7 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Ribot, Bourgeois, Develle et Doumer tendant à la nomination d'une Commission de trente-six membres, élue au scrutin de liste, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [21 novembre] (A. t. I, p. 848 ; J.O., p. 773 ; I. n° 460).

8 — Proposition de résolution de MM. Couyba et Maurice Sarraut, relative aux crimes et dévastations commis par l'ennemi en pays envahis. Déclaration de l'urgence. Renvoi de la proposition de résolution à la Commission des affaires étrangères. MM. Couyba, Stéphen Pichon, *Ministre des Affaires étrangères*, Touron et Potié. Adoption. Demande d'affichage de l'extrait du procès-verbal. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 779 ; J.O., p. 706).

9 — Dépôt, par M. Poulle, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur les modifications à apporter aux statuts de la Caisse des retraites pour les anciens Sénateurs, leurs veuves et leurs orphelins, comme conséquence de la résolution votée par le Sénat dans sa séance du 31 décembre 1917. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [17 décembre] (A. t. I p. 905 ; J.O., p. 824).

ANNÉE 1919

1 — Proposition de résolution de M. Paul Doumer et un grand nombre de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission

d'enquête sur les faits de la guerre. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [6 février] (A. t. I, p. 83 ; J.O., p. 76 ; I. n° 31). Commission : 1er bureau, M. Alexandre Bérard ; 2e bureau, M. le Comte d'Alsace ; 3e bureau, M. Hervey ; 4e bureau, M. de Selves ; 5e bureau, M. Paul Doumer ; 6e bureau, M. Milliès-Lacroix ; 7e bureau, M. Jénouvrier ; 8e bureau, M. Sabaterie ; 9e bureau, M. Ch. Debierre (J.O., p. 1647 ; F. 9). Président, M. Paul Doumer ; secrétaire, M. Hervey ; rapporteur, M. Jénouvrier (J.O., p. 1647 ; F. 9). M. Jénouvrier dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 111 ; I. n° 40). Adoption [20 février] (A. t. I, p. 182 ; J.O., p. 166).

Voir Commission d'enquête sur les faits de guerre.

2 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Méline, Grosjean, Paul Doumer et un certain nombre de leurs collègues relative aux garanties militaires à insérer dans le traité de paix. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [17 avril] (A. t. I, p. 706 ; J. O., p. 622). Renvoi à la Commission des Affaires étrangères : MM. Milliès-Lacroix et de Selves [17 avril] (A. t. I, p. 728 ; J.O., p. 639). M. de Selves dépose le rapport. Discussion immédiate : MM. Paul Doumer et Flaissières. Dépôt d'une disposition additionnelle au texte de la Commission par M. Flaissières : MM. Savary, de Selves, *Président de la Commission des affaires étrangères*, et Stéphen Pichon, *Ministre des Affaires étrangères*. Adoption, au scrutin, du texte de la Commission. Rejet au scrutin de la disposition additionnelle proposée par M. Flaissières [18 avril] (A. t. I, p. 736 ; J.O., p. 645).

3 — Proposition de résolution de MM. Doumer, Peytral, Milliès-Lacroix, Sarraut, Jénouvrier, Chéron, Steeg, Chastenet, Cazeneuve, Perchot, Deloncle, Morel, Vieu, Rouby, Petitjean et Lourties, tendant à la nomination par les bureaux d'une Commission de quarante-cinq membres chargée de l'examen des traités de paix. Renvoi aux bureaux [1er juillet] (A. t. I, p. 1232 ; J.O., p. 1087 ; I. n° 436).

Voir Projet de résolution de M. Couyba, n° 5.

4 — Dépôt, par M. Guillaume Poulle, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité (année 1919), sur : I° le projet de résolution portant règlement définitif : 1° du compte des recettes et des dépenses du Sénat pour l'exercice 1918 ; 2° du compte des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens Sénateurs et de celle des employés du Sénat pour 1918 ; II° le projet de résolution portant rectification du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1919 [1er juillet] (A. t. I, p. 1232 ; J.O., p. 1087 : I. n° 315). Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général de la Commission des*

finances, et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Projet de résolution. Dépenses administratives du Sénat. Articles premier à 4. Adoption. Adoption de l'ensemble. Adoption de l'article unique du budget alimenté par les retenues sur l'indemnité parlementaire, de l'article unique de la Caisse des retraites des anciens Sénateurs et de l'article unique de la Caisse des retraites du personnel du Sénat. Adoption de l'article unique du compte de gestion de l'exercice 1918. Adoption de l'ensemble du projet de résolution. Projet de résolution portant rectification du budget des dépenses du Sénat de 1919. Article unique. Amendement de M. Guillier : MM. Guillier, Guillaume Poulle, *rapporteur*; Dominique Delahaye, Henry Chéron, Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Ranson. Proposition de résolution de M Milliès-Lacroix : MM. Guillier et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Adoption du texte modifié du projet de résolution de la Commission. Adoption de la proposition de résolution, modifiée, de M. Milliès-Lacroix [31 juillet] (A. t. I, p. 1366; J.O., p. 1205).

5 — Proposition de résolution de MM. Couyba, Reynald, Charles-Dupuy, le comte d'Alsace, Gavini, Ribière, Magny et Rivet, tendant à la nomination d'une Commission chargée de l'examen du traité de paix, composée de la Commission des affaires étrangères et de neuf membres élus au scrutin de liste dans les bureaux. Demande de renvoi aux bureaux : MM. Charles-Dupuy, le président, Henry Chéron et Couyba. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux [1er juillet] (A. t. I, p. 1232; J.O., p. 1087; I. nº 317). Commission : 1er bureau, M. Gavini; 2e bureau, M. Magny; 3e bureau, M. Lintilhac; 4e bureau, M. Jean Codet; 5e bureau, M. de Selves : 6e bureau, M. Charles-Dupuy; 7e bureau, M. Couyba; 8e bureau, M. Milliès-Lacroix; 9e bureau, M. Paul Doumer. Président, M. Charles-Dupuy; secrétaire et rapporteur, M. Magny [4 juillet] (J.O., p. 6876; F. 65). M. Magny dépose le rapport. Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Adoption [10 juillet] (A. t. I, p. 1255; J.O., p. 1108).

6 — Proposition de résolution de MM. Henry Chéron, Peytral, Milliès-Lacroix, de Selves, Paul Doumer, Henri Michel et un grand nombre de leurs collègues (hommage aux armées). Discussion immédiate. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1488; J.O., p. 1304).

7 — Dépôt, par M. Guillaume Poulle, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur le projet de résolution, portant : 1º fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1920; 2º évaluation des recettes et des dépenses de la caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat [7 octobre] (A. t. I, p. 1741; J.O., p. 1533; I. nº 565).

8 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de La Batut, relative aux créances à payer par l'Allemagne. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [10 octobre] (A. t. I, p. 1816; J.O., p. 1597). M. de La Batut dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 1866; J.O., p. 1640).

9 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Debierre, Bersez, Hayez, Debove, Potié, Trystram, Saint-Germain, Colin, Lucien Hubert, Rousé, Cauvin, Laurent Thiéry, Albert Peyronnet, Dron, relative au désarmement de l'Allemagne. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [11 octobre] (A. t. I, p. 1838; J.O., p. 1617). M. de La Batut dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [14 octobre] (A. t. I, p. 1866; J.O., p. 1640).

10 — Projet de résolution portant fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1920. M. Guillaume Poulle dépose le rapport [7 octobre] (A. t. I, p. 1741; J.O., p. 1533; I. n° 565). Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1886; J.O., p. 1658).

Voir Commission chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion.

ANNÉE 1920

1 — Proposition de résolution de M. de Selves et un grand nombre de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission annuelle des affaires étrangères. Déclaration de l'urgence et renvoi à la Commission des affaires étrangères. Observations de M. de Selves. Rapport de M. Reynald. Discussion immédiate : MM. de Las Cases, Touron et Dominique Delahaye. Proposition de nomination des Commissions par les bureaux au scrutin de liste : MM. de Selves, Flaissières. Adoption de la proposition de résolution modifiée [20 janvier] (A. t. I, p. 34; J.O., p. 30).

2 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Méline, Gomot, Chauveau et Massé, tendant à la création d'une Commission générale de l'agriculture. Renvoi aux bureaux [20 janvier] (A. t. I, p. 34; J.O., p. 30. Commission : 1er bureau, M. Jossot; 2e bureau, M. Léon Perrier; 3e bureau, M. Maurice Guesnier; 4e bureau, M. Louis Michel; 5e bureau, M. Maurin; 6e bureau, M. Gomot; 7e bureau, M. Jules Méline; 8e bureau, M. Chauveau; 9e bureau, M. Bodinier. Président et rapporteur, M. Jules Méline; secrétaire, M. Bodinier (J.O., p. 1606; F. 8. — Dépôt et lecture, par M. Méline, d'un rapport sur la proposition de résolution de M. Méline et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission générale de l'agriculture. Déclaration de

l'urgence. Discussion immédiate. Observations : MM. Jénouvrier et Méline, *rapporteur*. Adoption [29 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 45 ; I. n° 15).

3 — Proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission spéciale de réorganisation des Postes, Télégraphes et Téléphones de 18 membres, déposée par M. Bouctot [22 janvier] (A. t. I p. 41 ; J.O., p. 36). (Voir Commissions pour l'examen de plusieurs propositions de résolution). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770). 1re délibération. (Voir Règlement du Sénat [25 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1806).

4 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mauger et un certain nombre de ses collègues, tendant à la nomination annuelle d'une Commission d'assurance et de prévoyance sociales. Renvoi aux bureaux [27 janvier (A. t. I, p. 46 ; J.O., p. 39 ; I. n° 9). (Voir Commission pour l'examen de plusieurs propositions de résolution). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770). 1re délibération. (Voir Réglement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78 ; J.O., p. 1806).

5 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Simonet et plusieurs de ses collègues, tendant à la création d'une Commission de législation civile et criminelle. Renvoi aux bureaux [29 janvier] (A. t. I, p. 49 ; J.O., p. 44 ; I. n° 12). (Voir Commission pour l'examen de plusieurs propositions de résolution). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78 ; J.O., p. 1806).

6 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Mulac et un certain nombre de ses collègues, tendant à la création d'une Commission d'administration générale, départementale et communale. Renvoi aux bureaux [29 janvier] (A. t. I, p. 49 ; J.O., p. 44). (Voir Commission pour l'examen de plusieurs propositions de résolution). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. I, p. 78 ; J.O., p. 1806).

7 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Clémentel et un certain nombre de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de trente-six membres pour étudier les questions concernant l'organisation économique du pays : Sur le renvoi : MM. Guillaume Chastenet, Clémentel et le président. Renvoi aux bureaux [29 janvier] (A. t. I, p. 49 ; J.O., p. 44 ; I. n° 14). (Voir Commission pour l'examen de

plusieurs propositions de résolution). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A t. II., p. 36; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1806).

8 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Jean Codet, tendant à la modification du règlement en vue de faire nommer les grandes Commissions par les groupes. Renvoi à la Commission d'initiative [5 février] (A. t. I, p. 56; J.O., p. 51; I. n° 25). M. Guillaume Poulle dépose le rapport sommaire [2 juillet] (A. t. I, p. 1217; J.O., p. 1093). Adoption de la prise en considération. Renvoi à la Commission, nommée le 10 février 1920, relative à la création de nouvelles Commissions [9 juillet] (A. t. I, p. 1270; J.O., p. 1144). M. Jean Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1806).

9 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Louis Martin tendant à une nouvelle organisation des Commissions du Sénat. Renvoi à la Commission d'initiative [5 février] (A. t. I, p. 56; J.O., p. 51; I. n° 26). M. Guillaume Poulle dépose le rapport sommaire [2 juillet] (A. t. I, p. 1217; J.O., p. 1093; I. n° 308). Adoption de la prise en considération. Sur le renvoi : M. Louis Martin. Observation de M. Mauger. Renvoi à la Commission, nommée le 10 février 1920, relative à la création de nouvelles Commission [9 juillet] (A. t. I, p. 1270; J.O., p. 1144). M. Jean Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1806).

10 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dominique Delahaye, tendant à ajouter un article au règlement. Renvoi à la Commission d'initiative [6 février] (A. t. I, p. 58; J.O., p. 57; I. n° 27). M. Guillaume Poulle dépose le rapport sommaire [2 juillet] (A. t. I, p. 1217; J.O., p. 1093). Adoption de la prise en considération. Sur le renvoi : M. Dominique Delahaye et Guillaume Poulle, *rapporteur*. Renvoi à la Commission, nommée le 10 février 1920, relative à la création de nouvelles Commissions [9 juillet] (A. t. I, p. 1270; J.O., p. 1144). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. I, p. 36; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1806).

11 — Dépôt d'une proposition de résolution de MM. Jean Codet, Cruppi, Doumergue et Mascuraud, tendant à la création d'une Commission du commerce et de l'industrie. Renvoi à la Commission nommée le 10 février 1920, relative à la nomination de diverses Commis-

sions annuelles [10 février] (A. t. I, p. 72; J.O., p. 67; I. nº 32). M. Jean Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1806).

12 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Dominique Delahaye, tendant à modifier l'article 17 et les articles 104 et 105 du règlement du Sénat. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [10 février] (A. t. I, p. 72; J.O., p. 67; I. nº 33). M. Guillaume Poulle dépose le rapport sommaire [2 juillet] (A. t. I, p. 1247; J.O., p. 1093). Adoption de la prise en considération Renvoi à la Commission nommée le 10 février 1920, relative à la création de nouvelles Commissions [9 juillet] (A. t. I, p. 1270; J.O., p. 1144). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II. p. 78; J.O., p. 1806).

13 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Félix Martin, tendant à la création d'une Commission du travail et des mines. Renvoi à la Commission, nommée le 10 février 1920, relative à la nomination de diverses Commissions [12 février] (A. t. I, p. 99; J.O., p. 91; I. nº 40). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78; J.O., p. 1806).

14 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Paul Doumer et plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une Commission de quarante et un membres, chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine. Observation de M. Paul Doumer. Renvoi à la Commission, nommée le 21 novembre 1918, relative aux projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine (I. nº 54). M. Jénouvrier dépose et lit le rapport (I. nº 55). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Observation de M. le général Hirschauer. Adoption [27 février] (A. t. I, p. 187, 188; J.O. p. 167).

15 — Dépôt, par M. Guillaume Poulle, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité, sur : 1º le projet de résolution portant augmentation des retenues mensuelles prélevées sur l'indemnité parlementaire et concernant les dépenses d'abonnement aux compagnies de chemins de fer et les dépenses de la buvette ; 2º le projet de résolution portant modification de la résolution, adoptée par le Sénat le 17 décembre 1918 et concernant la Caisse de retraites des anciens sénateurs [22 avril] (A. t. I, p. 566 ; J.O., p. 508 ; I. nº 165). Discussion. Adoption [29 mai] (A. t. I, p. 844 ; J.O., p. 761).

16 — Proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission de vingt-sept membres, chargée de l'étude des questions et de l'examen des projets et propositions de loi touchant la réforme administrative, déposée par M. Pol-Chevalier. Renvoi à la Commission, nommée le 10 février 1920, relative à la nomination de plusieurs Commissions spéciales [22 avril] (A. t. I, p. 580 ; J.O., p. 519 ; I. n° 183). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78 ; J.O., p. 1806).

17 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. de Monzie, relative aux contrats d'affrètement de navires résultant de l'accord franco-brésilien conclu le 3 décembre 1917. Renvoi à la Commission, nommée le 28 décembre 1915, relative aux marchés passés pendant la guerre [20 mai] (A. t. I, p. 647 ; J.O., p. 591 ; I. n° 207).

18 — Dépôt et lecture, par M. de Selves, d'un rapport, au nom de la Commission des affaires étrangères, sur la proposition de résolution de M. Gustave Rivet et plusieurs de ses collègues à l'occasion de l'anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie, en mai 1915. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Allocutions de M. Léon Bourgeois et de M. François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption [22 mai] (A. t. I, p. 671 ; J.O., p. 613).

Voir Motions.

19 — Proposition de résolution de MM. Paul Doumer, le Général Bourgeois et un certain nombre de leurs collègues, invitant le Gouvernement à faire effectuer les études des lignes de chemin de fer de pénétration en Alsace à travers les Vosges. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des chemins de fer et, pour avis, à la Commission d'Alsace et de Lorraine [10 juin] (A. t. I, p. 1046 ; J.O., p. 938 ; I. n° 232). M. le Général Bourgeois dépose l'avis de la Commission chargée d'examiner les projets et propositions de loi concernant l'Alsace-Lorraine [18 juin] (A. t. I, p. 1069 ; J.O., p. 960). M. Reynald dépose le rapport [2 décembre] (A. t. II, p. 129 ; J.O., p. 1851 ; I. n° 1523). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Reynald, *rapporteur*, le Général Bourgeois, Lazare Weiller, le Général Hirschauer et Jules Méline. Article unique : M. Jeanneney. Adoption [14 décembre] (A. t. II, p. 170 ; J.O., p. 1895).

20 — Proposition de résolution de MM. Milan, Victor Bérard, Chanal, Machet, Marcel Régnier, Gaston Menier et Mollard, concernant la délivrance de permis de chasse et de pêche aux étrangers. Sur le

renvoi : MM. Milan, Henry Bérenger, le Président et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [23 juin] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1014 ; I. n° 268).

21 — Dépôt d'une proposition de résolution de M. Léon Perrier et plusieurs de ses collègues, tendant à modifier l'organisation des Commissions du Sénat. Renvoi à la Commission, nommée le 10 février 1920, chargée de l'examen de diverses propositions concernant la nomination de différentes Commissions [27 juillet] (A. t. I, p. 1700 ; J.O., p. 1499 ; I. n° 382). M. Cazelles dépose le rapport [19 novembre] (A. t. II, p. 36 ; J.O., p. 1770). 1re délibération (Voir Règlement du Sénat) [25 novembre] (A. t. II, p. 78 ; J.O., p. 1806).

22 — Adoption d'une proposition de résolution de M. Paul Doumer, relative à la réforme générale de l'administration. Observation de M. Milliès-Lacroix [20 juillet] (A. t. I, p. 1819 ; J.O., p. 1596).

23 — Dépôt, par M. Guillaume Poulle, d'un rapport, au nom de la Commission de comptabilité (année 1920) sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses pour l'exercice 1919 ; 2° le projet de résolution portant règlement définitif du compte des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens sénateurs et de celles des employés du Sénat pour 1919 ; 3° le projet de résolution portant rectification du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1920 ; 4° le projet de résolution portant : 1° fixation du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1921 ; 2° évaluation des recettes et des dépenses de la Caisse des retraites des anciens sénateurs et de celle des employés du Sénat ; 5° le projet de résolution portant modification des articles 2, paragraphe 2 ; 5, paragraphe premier ; 8, de la résolution tendant à créer une caisse des retraites pour les anciens sénateurs, leurs veuves et leurs orphelins mineurs, adoptée le 28 janvier 1905 [8 novembre] (A. t. II, p. 10 ; J.O., p. 1738 ; I. n° 475). Adoption [23 décembre] (A. t. II, p. 286 ; J.O., p. 1998).

24 — Proposition de résolution de MM. Carrère, Laboulbène et Marraud, tendant à faciliter la mise en œuvre des lois qui intéressent l'accession à la petite propriété rurale des ouvriers agricoles. Renvoi à la Commission de l'agriculture [31 décembre] (A. t. II, p. 391 ; J.O., p. 2091 ; I. n° 630).

RESPONSABILITÉ CIVILE. — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet de décharger de la responsabilité civile les fonctionnaires publics, les membres de

l'enseignement public, les professeurs et maîtres de gymnastique des établissements publics et les instructeurs militaires au cours des séances d'éducation physique et de préparation au service militaire, déposée à la Chambre le 12 mars ; rapport de M. Caffort le 13 juin ; adoptée le 27 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [27 juin] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 501 ; I. n° 276).

RESSORT TERRITORIAL DES COURS ET TRIBUNAUX. — Voir Cours et tribunaux.

RESSOURCES FISCALES.

I — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet la création de nouvelles ressources fiscales, déposé à la Chambre les 13 janvier et 22 février ; rapport de M. Charles Dumont le 23 mars ; adopté le 29 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 799). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 201). [30 avril] (A. t. I, p. 615 ; J.O., p. 557). Demande d'ajournement de M. Gaston Doumergue : MM. Gaston Doumergue, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et François-Marsal, *Ministre des Finances* [18 mai] (A. t. I, p. 620 ; J.O., p. 561). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Monsservin, Imbart de la Tour, Perchot, Gaston Menier, Raphaël-Georges Lévy et Martinet [20 mai] (A. t. I, p. 629 ; J.O., p. 577). Suite de la discussion générale : MM. Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances* André Berthelot, Debierre, Lémery, Albert Gérard et Raphaël-Georges Lévy [21 mai] (A. t. I, p. 649 ; J.O., p. 595). Discussion générale (fin) : MM. de Monzie, d'Estournelles de Constant, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Ribot, Dominique Delahaye, Flaissières et le général Taufflieb. Vote du passage à la discussion des articles [22 mai] (A. t. I, p. 672 ; J.O., p. 613). Discussion des articles : Article premier : Contre-projet de M. Gaudin de Villaine : MM. Gaudin de Villaine et Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Rejet. Contre-projet de M. Flaissières : MM. Paul Doumer, *rapporteur général* et Flaissières. Renvoi à la Commission des finances. Article premier (modification des articles 12, 17, 18, 23, 31, 47 et 53 de la loi du 31 juillet 1917) : Adoption de l'article 12. Article 17 : amendement de MM. Damecour, Guilloteaux, Philip, Duchein, Jouis et Riotteau (soumis à la prise en considération) : MM. Damecour et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet de la prise en considération. Amendement de M. Marcel Donon : MM. Marcel Donon, Paul Doumer, *rapporteur général*, Monsservin,

François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Mulac, Tournon et Imbart de la Tour. Renvoi à la Commission de l'article 17 et des amendements. Article 18 : Amendement de MM. Damecour, Guilloteaux, Philip, Duchein, Riotteau et Jouis (soumis à la prise en considération) : M. Damecour. Renvoi à la Commission de l'article et de l'amendement. Article 23 : Adoption du premier alinéa. Sur la deuxième partie de l'article : MM. Tissier, Paul Doumer, *rapporteur général* ; François-Marsal, *Ministre des Finances*, le colonel Stuhl, Hervey et Mauger. Adoption, au scrutin, de la fin de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 23. Article 31. Adoption. Article 47 : Amendement de MM. Blaignan, Cruppi et Duchein : MM. Blaignan, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Pérès, Louis Dausset, Hervey, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 47. Suite de l'article premier. Amendement de M. Lucien Cornet à l'article 52 de la loi du 31 juillet 1917 : M. Lucien Cornet. Retrait. Article 53 : Amendement de M. Monsservin : M. Monsservin, Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Adoption du texte modifié par la Commission. Vote sur l'ensemble de l'article premier réservé. Article 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Martinet, non soutenu. Amendement de MM. Bouveri et Fourment, non soutenu : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'article 3. Article 4 : MM. Hervey et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 5 : MM. Tissier et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 6. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 6 [24 mai] (A. t. I, p. 697 ; J.O., p. 635). Suite de la discussion des articles : Article premier : discussion des articles 17 et 18 de l'article premier, précédemment renvoyés, avec les amendements, à la Commission. Article 17 (nouvelle rédaction de la Commission) : Observations de MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Marcel Donon. Amendement de M. Louis Michel : M. Louis Michel. Sur les textes de la Commission : MM. Damecour, Monsservin, François-Marsal *Ministre des Finances* ; de Lubersac et Carrère. Adoption de la première partie de l'article 17. Sur la deuxième partie de l'article et l'amendement de M. Louis Michel : MM. Martinet, Tissier, Mazière, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Louis Michel. Scrutin. Pointage. Adoption de la fin de l'article 17. Article 18 (nouvelle rédaction) : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Résultat du scrutin sur la deuxième partie de l'article 17. Rejet du texte de la Commission. Demande de renvoi de l'amendement de M. Louis Michel à la Commission. Adoption. Article 7 : Amendement de M. Touron : MM. Touron, Paul

Doumer, *rapporteur général*; Jénouvrier, François-Marsal, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; André Berthelot et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, des huit premiers alinéas. Sur la fin de l'article : M. Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Adoption de la fin de l'article. Adoption de l'ensemble de l'article 7 [25 mai] (A. t. I, p. 726; J.O., p. 659). Suite de la discussion des articles : Article premier : Discussion de la deuxième partie de l'article 17 de l'article premier, précédemment renvoyé à la Commission avec l'amendement de M. Louis Michel. Article 17 (nouveau texte de la Commission) : MM. Monsservin, Marcel Donon, Louis Michel, de Lubersac, Jénouvrier, André Lebert, Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*; Paul Doumer, *rapporteur général*, Carrère, Lucien Cornet et Jules Delahaye. Adoption du premier alinéa et des 1°, 2°, 3° et 4°. Sur le 5° : MM. Lucien Cornet, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*; Jénouvrier; Paul Doumer, *rapporteur général*, et François-Saint-Maur. Adoption du texte nouveau de la Commission. Adoption de la fin du texte nouveau de la Commission et de l'ensemble de l'article 17. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 8 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Hervey. Rejet de l'amendement. Incident. Suspension et reprise de la séance. Amendement de M. Gourju : MM. Gourju et Dominique Delahaye. Amendement de MM. Fernand Merlin, Louis Soulié, Roustan, Machet, Penancier, Gaston Menier, Foucher, Schrameck, François Albert : MM. Fernand Merlin, Paul Doumer, *rapporteur général*; Dominique Delahaye et Touron. Adoption des premiers mots de l'article. Sur le taux de 25 0/0 : M. Touron. Adoption du taux de 25 0/0. Sur l'amendement de M. Gourju : M. Gourju. Rejet des mêmes mots insérés dans l'amendement de M. Gourju et dans l'amendement de M. Fernand Merlin et ses collègues. Amendement de M. Louis David : MM. Louis David, Tissier et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet de l'amendement. Sur les mots « et qui n'ont aucune personne à leur charge » : MM. Pérès et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'ensemble du premier alinéa. Amendement de M. Jules Delahaye : MM. Jules Delahaye et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Deuxième alinéa de l'article 8 : Amendement de MM. François Albert et Schrameck, non appuyé. Adoption des deuxième et troisième alinéas. Dispositions additionnelles. Amendement de M. Roustan : MM. Roustan et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Premier amendement de M. Jules Delahaye : MM. Jules Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Deuxième amen-

dement de M. Jules Delahaye : M. Jules Delahaye. Rejet. Troisième amendement de M. Jules Delahaye : M. Jules Delahaye. Rejet. Quatrième amendement de M. Jules Delahaye : MM. Jules Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Sur l'ensemble : M. Dominique Delahaye. Adoption de l'ensemble de l'article 8. Article 9. Adoption. Article 10 . MM. Mulac et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Observations de MM. Paul Doumer, Touron et Dominique Delahaye [26 mai] (A. t. I, p. 749 ; J.O., p. 679). Suite de la discussion des articles : Amendement de M. Touron (article additionnel à l'article 9) : MM. Touron, Paul Doumer, *rapporteur général*; François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Coignet et Henry Chéron. Scrutin. Pointage. Observation de M. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Suspension et reprise de la séance. Résultat du scrutin. Rejet de l'amendement de M. Touron. Suite de la discussion des articles. Articles 93, 94, 95, 96 et 97 de la Chambre des Députés. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Doumer *rapporteur général*. Réjet de l'amendement. Article 11 (nouveau texte de la Commission) : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Paul Strauss. Adoption du premier alinéa de l'article. Discussion des 1°, 2° et 3° de l'article. Amendement de M. Billiet: M. Billiet. Retrait. Amendement de MM. Paul Strauss, Mascuraud, Charles Deloncle, Ranson, Louis Dausset, Magny, Billiet et Clémentel : MM. Paul Strauss et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de M. Roustan : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Roustan. Retrait. Adoption des 1°, 2° et 3° de l'article. Sur le 4° de l'article : MM. Milan, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Reynald et Damecour. Adoption du 4° de l'article. Amendement de MM. Dominique Delahaye et Babin-Chevaye : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*; Dominique Delahaye et Baudouin-Bugnet, *directeur général des contributions directes, commissaire du Gouvernement*. Rejet de l'amendement. Adoption du 5° de l'article : Sur le septième alinéa de l'article : Amendement de MM. de Lubersac et Plichon : MM. de Lubersac et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du septième alinéa modifié. Sur le dernier alinéa de l'article : MM. Mauger, Jénouvrier et Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Adoption du dernier alinéa de l'article modifié. Sur l'ensemble : MM. Tissier, Paul Doumer, *rapporteur général* ; François-Saint-Maur et Crémieux. Adoption de l'ensemble de l'article 11 modifié. Article 12 (nouvelle rédaction) : MM. Touron et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Articles 13, 14, 15 et 16. Adoption. Article 17 : Amendement de M. Henri Merlin: MM. Henri Merlin, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*. Retrait. Adoption de l'article 17.

Article 18. Adoption. Article 19 : MM. Bouveri et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 20 : Amendement de MM. Magny, Paul Strauss, Charles Deloncle, Dausset, Mascuraud, Ranson, Raphaël-Georges-Lévy et Billiet : MM. Magny, Paul Doumer, *rapporteur général* ; le comte d'Elva, Louis Dausset, Bouveri, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission* ; André Berthelot, Gourju et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Amendement de M. Louis Martin. Retrait. Amendement de M. Leneveu. Retrait. Adoption de l'article 20. Articles 21, 22, 23, 24, 25 et 26. Adoption. Article 27 : Amendement de M. Duquaire : MM. Duquaire, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Jénouvrier et Gourju. Rejet. Adoption de l'article 27. Articles 28 à 33. Réservés. Article 34 : Amendement de MM. Marcel Régnier, Albert Peyronnet et Beaumont : MM. Marcel Régnier, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Le Hars et Loubet. Renvoi à la Commission de l'article et de l'amendement. Suspension et reprise de la séance. Nouveau texte de la Commission à l'article 34 : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 35 : Amendement de M. Billiet : MM. Billiet, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Eugène Chanal et Mauger. Retrait de l'amendement. Amendement de MM. Billiet et Charles Deloncle : MM. Billiet, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Mauger. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 35. Article 36. Adoption, Articles 37 et 38 : M. Paul Doumer. Adoption, Articles 39, 40, 41 et 42. Adoption. Article 43 : Amendement de M. Debierre : MM. Debierre, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Vieu, Gerbe et Mulac. Rejet. Amendement de M. Serre (soumis à la prise en considération) : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de M. Mulac : MM. Mulac et Paul Doumer. Adoption de l'amendement. Adoption du premier alinéa. Amendement de M. Louis Martin (soumis à la prise en considération) : MM. Louis Martin et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de MM. Bouveri et Roustan : M. Bouveri. Retrait. Amendement de M. Roustan : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Roustan. Retrait. Amendement de MM. Laboulbène, Philip, Marraud, J. Loubet, Carrère, Fontanille, François Albert et Victor Peytral : MM. Laboulbène et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'ensemble de l'article 43. Article 44 : Amendement de MM. Mulac, Limouzain-Laplanche, Martell et de La Batut : MM. Mulac, Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Sur l'article : MM. Brager de La Ville-Moysan, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Victor Bérard et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption de l'article 44 [27 mai] (A. t. I, p. 772 ; J.O., p. 699). Suite de la discussion des articles : Articles 28 à 33 précédemment réservés : Article 28 : Amendement de MM. Alexandre Bérard, Touron et Imbart de la Tour :

MM. Alexandre Bérard, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Millies-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Hervey, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Touron et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de la première partie de l'amendement modifié et du tableau annexé. Adoption de la deuxième partie de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article 28 modifié. Article 29 : Amendement de M. Martinet : MM. Martinet, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Roustan. Rejet de l'amendement. Suspension et reprise de la séance. Amendement de M. Touron : MM. Touron, Paul Doumer, *rapporteur général* ; François-Marsal, *Ministre des Finances*, et Ribot. Scrutin. Pointage. Amendement de M. Pierre Marraud : MM. Pierre Marraud et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de M. le Colonel Stuhl : MM. le Colonel Stuhl et Henry Chéron. Adoption. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Résultat du scrutin, après pointage, sur l'amendement de M. Touron. Rejet de l'amendement. Adoption du premier alinéa de l'article 29. Amendement de M. Brager de la Ville-Moysan : MM. Brager de la Ville-Moysan et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 29. Amendement de MM. Lemarié, Damecour, Dudouyt, Milan et Loubet : MM. Lemarié, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement* ; Millies-Lacroix, *Président de la Commission*, et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Retrait de l'amendement. Article 30. Adoption. Article 31 : Amendement de M. Ribot. Disjonction. Sur l'article : MM. Gourju. Henry Chéron et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'article 31. Article 32 : Amendement de M. Pierre Marraud : MM. Pierre Marraud et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption (texte de l'amendement devenant l'article 32). Article 33. Adoption. Articles 34 à 44. Précédemment adoptés. Article 45 : Amendement de MM. Brangier, Morand et Blaignan : MM. Brangier et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'article 45. Article 46. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Berthelot, Doumergue, Besnard et Débierre : M. Millies-Lacroix, *Président de la Commission*. Disjonction. Article 47 : Amendement de MM. Dausset, Strauss, Magny, Raphaël-Georges Lévy, Mascuraud, Ranson, Deloncle et Billiet : MM. Louis Dausset et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'article 47. Article 48 : Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan (soumis à la prise en considération) : M. Brager de La Ville-Moysan. Adoption. Adoption de l'article 48. Article 49 : Adoption du premier alinéa. Amendement au deuxième alinéa de MM. Raphaël-Georges

Lévy, Dausset, Rouland, Strauss et Deloncle : MM. Louis Dausset et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption des deuxième et troisième alinéas. Amendement de MM. Maurice Colin, Billiet et Guillaume Chastenet : MM. Maurice Colin et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article 49 [28 mai] (A. t. I, p. 806 : J.O., p. 719). Suite de la discussion des articles : Articles 50, 51, 52, 53 et 54. Adoption. Article 55 : MM. Bouveri, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Chalamet. Article réservé. Article 56. Réservé. Article 57 : Amendement de M. Coignet : MM. Coignet et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Sur l'article : MM. Brager de La Ville-Moysan, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Guilloteaux, Grosjean, Morand, Maurice Sarraut, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Blaignan, Dominique Delahaye, Gaston Menier, Drivet, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Roustan, Mazière, Gaston Doumergue et Boivin-Champeaux. Adoption de l'article 57. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Grosjean et Maurice Ordinaire : Demande de jonction de l'amendement de M. Brager de La Ville-Moysan à l'article 60 : Observations : MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; Grosjean, Maurice Ordinaire et Brager de La Ville-Moysan. Disjonction des amendements. Article 58 ; Adoption du premier alinéa et du 1° de l'article. Sur le 2° de l'article : MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; le Comte de Saint-Quentin, Gaston Menier et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Paul Doumer, *rapporteur général* ; François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Gaston Menier, Alfred Brard et Cauvin. Rejet de l'amendement. Sur le 2° de l'article : MM. Marcel Donon, Paul Doumer, *rapporteur général*, et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption du 2° de l'article. Sur le 3° de l'article : Amendement de M. Marcel Régnier : MM. Marcel Régnier, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Deligne, *directeur général de l'enregistrement, commissaire du Gouvernement*, et Gaston Doumergue. Retrait de l'amendement. Adoption du 3° modifié. Sur le 4° de l'article : Amendement de M. Rouland : MM. Brindeau et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du 4° et du 5° de l'article. Sur le 6° de l'article : Amendement de MM. Brindeau et Rouland : MM. Brindeau et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption du 6° de l'article. Adoption des 7° et 8° de l'article. Sur le 9° de l'article : MM. Mauger, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Deligne, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Adoption des 10° et 11° de l'article. Amendement de M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet. Sur l'article : MM. Henry Chéron, Richard, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Bouveri, Deligne, *commissaire du Gou-*

vernement. et Mauger. Adoption de l'article 58. Suspension et reprise de la séance. Article 58 *bis* (nouveau texte de la Commission). Adoption. Article 59 : MM. Jean Cazelles, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Babin-Chevaye, Touron et Gustave Denis. Adoption. Article 60 : Observations de MM. Coignet, Debierre, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Touron et Paul Strauss. Amendement de MM. Paul Strauss, Fernand David, Mascuraud, Goy, Charles Deloncle, Ranson, Magny et Billiet : M. Paul Strauss. Amendement de MM. Debierre : MM Debierre, Dominique Delahaye, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Coignet et François-Marsal, *Ministre des Finances.* Observations de MM. Gaston Menier et Touron. Rejet, au scrutin, de l'amendement de M. Paul Strauss et ses collègues. Amendement de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : M. Dominique Delahaye. Rejet. Adoption des trois derniers alinéas de l'article (rejet de l'amendement de M. Debierre). Sur le premier alinéa de l'article précédemment réservé : Amendement de MM. Louis Serre, Machet, Fourment et Bouveri : MM. Louis Serre, Fourment et Paul Doumer, *rapporteur général.* Adoption, au scrutin, du taux proposé par la Commission au premier alinéa. Adoption du premier alinéa de l'article 60. Amendement de M. Dausset : M. Louis Dausset, Disjonction. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Fourment et Bouveri. Renvoi à la Commission. Adoption de l'ensemble de l'article 60. Article 61 : MM. Mauger et Paul Doumer, *rapporteur général.* Amendement de MM. Charles Deloncle, Paul Strauss, Magny, Mascuraud, Ranson, Billiet, Dausset, Raphaël-Georges Lévy, J. Loubet : MM. Charles Deloncle, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Gaston Menier, Guillaume Chastenet, Courrégelongue et Deligne, *commissaire du Gouvernement.* Adoption de l'article 61 modifié. Articles 55 et 56 (précédemment réservés). Adoption [29 mai] (A. t. I, p. 844 ; J.O., p. 761). Suite de la discussion des articles : Article 62 : Amendement de M. Touron (soumis à la prise en considération) : MM. Touron et Paul Doumer, *rapporteur général* Adoption. Adoption de l'article 62 modifié. Article 63 : Amendement de M. Touron : MM. Touron, Deligne, *commissaire du Gouvernement* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Gaston Doumergue, François-Marsal, *Ministre des Finances,* et Paul Doumer, *rapporteur général.* Renvoi de l'article et de l'amendement à la Commission. Article 64 : MM. Gaston Menier et Paul Doumer, *rapporteur général.* Renvoi à la Commission. Article 65. Adoption. Article 66 : MM. Touron, Paul Doumer, *rapporteur général,* Gaston Menier, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Maurice Sarraut et Dominique Delahaye. Adoption de l'article 66 modifié. Article 67 : MM. Mulac, Deligne, *commissaire*

du Gouvernement ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; François-Marsal, *Ministre des Finances* ; de Landemont, Gaston Menier et Maurice Sarraut. Adoption de la première partie du premier alinéa et rejet de la deuxième partie. Fin de l'article renvoyée à la Commission. Articles 63, 64 et 67 précédemment réservés : Observations de MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; Touron, Perchot, Henry Chéron et Dominique Delahaye. Article 63 : Adoption du premier alinéa : Sur le deuxième alinéa : Amendement de M. Touron : MM. Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances* ; Touron et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Adoption du deuxième alinéa modifié et des alinéas suivants. Sur le dernier alinéa de l'article : MM. Perchot, Touron, Paul Doumer, *rapporteur général*, et André Berthelot. Adoption, au scrutin, du texte de la Commission. Adoption de l'ensemble de l'article 63. Article 64 : Adoption du premier alinéa et du 1° de l'article (nouveaux textes de la Commission) et du 2°. Amendement de M. Henry Chéron au quatrième alinéa : M. Henry Chéron. Adoption. Adoption de la fin de l'article et de l'ensemble de l'article 64. Articles 65 et 66. Précédemment adoptés. Article 67 (nouveau texte de la Commission) : MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; Mulac, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Dominique Delahaye et Bouveri. Adoption, au scrutin, du texte de la Commission. Amendement (disposition additionnelle) de M. Gaston Menier : M. Gaston Menier et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 67. Article 68. Adoption. Article 69 : MM. Ribot, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Roustan et François Albert. Adoption du premier alinéa. Amendement (disposition additionnelle) de M. Brindeau au premier alinéa : MM. Brindeau et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption du deuxième alinéa. Sur le troisième alinéa : amendement de M. Coignet : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Coignet. Retrait. Adoption des troisième et quatrième alinéas et de l'ensemble de l'article 69. Article 70 : Amendement de MM. Mulac, Limouzain-Laplanche et Martell. Discussion renvoyée à l'article 72. Amendement de MM. Monfeuillart et Henri Merlin : MM. Henri Merlin et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de MM. Guillaume Chastenet, Courrégelongue, Vayssière, Buhan et Louis David ; MM. Guillaume Chastenet, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Buhan, Jossot, Crémieux, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Roustan et Bussy. Rejet de l'amendement et adoption du texte de la Commission. Adoption du dernier alinéa et de l'ensemble de l'article 70. Article 71. Adoption [31 mai] (A. t. I, p. 885 ; J.O., p. 797). Suite de la discussion des articles : Article 72 : Amendement de MM. Perreau, Landrodie, Limouzain-Laplanche, Mulac et Ré-

veillaud : MM. Perreau, Landrodie, Victor Bérard et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article 72. Articles 73, 74, 75, 76, 77, 78 et 79. Adoption. Article 80 : Amendement de M. Jean Cazelles et plusieurs de ses collègues : MM. Jean Cazelles, Charpentier, Gaston Doumergue et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Renvoi de l'article et de l'amendement à la Commission des finances. Suite de la discussion de l'article 80 et de l'amendement précédemment renvoyé à la Commission : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Gaston Doumergue. Scrutin sur la première partie de l'article. Pointage. Deuxième partie de l'article 80 : Amendement de MM. Louis Serre et Machet : MM. Louis Serre, Paul Doumer, *rapporteur général*; Alfred Brard, Henry Chéron, Monsservin, Louis Dausset, Gourju, Pierre Marraud, Pasquet et Boivin-Champeaux. Résultat du scrutin, après pointage, sur la première partie du texte de la Commission. Rejet. Adoption de l'amendement de M. Jean Cazelles et de ses collègues (devenant la première partie de l'article). Rejet de l'amendement de MM. Louis Serre et Machet par l'adoption du texte de la Commission. Amendement de MM. Alfred Brard, Dausset et Charles Deloncle (soumis à la la prise en considération) : MM. Alfred Brard et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption du texte de la Commission pour la deuxième partie de l'article. Amendement de MM. Gabrielli et Gallini : MM. Gabrielli, François-Marsal, *Ministre des Finances*, et Bouveri. Rejet. Sur l'article : MM. Milan et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'ensemble de l'article 80. Articles 81 et 82. Adoption. Article 83 : Demande de disjonction de l'article : MM. Beaumont et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Amendement de MM. Alfred Massé, Albert Peyronnet et Clémentel : MM. Massé et Paul Doumer, *rapporteur général*. Amendement de MM. Chalamet et Roche : M. Chalamet. Retrait. Sur l'amendement de MM. Alfred Massé, Albert Peyronnet et Clémentel : M. André Berthelot. Adoption de l'amendement. Sur le troisième alinéa de l'article : MM. Charpentier et Paul Doumer, *rapporteur général*. Sur le quatrième alinéa de l'article : Amendement de M. Albert Lebrun. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 83. Article 84 : Amendement de MM. Perreau, Landrodie, Limouzain-Laplanche, Mulac et Réveillaud : MM. Eugène Réveillaud, Perreau et Mulac. Rejet. Adoption des quatre premiers alinéas. Sur le cinquième alinéa : Amendement de MM. Jossot, Marsot et Humblot : M. Jossot. Retrait. Adoption du cinquième alinéa. Amendement de M. Jouis au sixième alinéa : MM. Jouis et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption des deux derniers alinéas. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Roustan et Roche : MM. Roustan, Roche et Paul Doumer, *rapporteur général*.

Rejet. Sur l'article : M. Louis Dausset. Adoption de l'ensemble de l'article 84 [1er juin] (A. t. I, p. 914; J.O., p. 821). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Suite de la discussion des articles : Article 85 : Amendement de M. Perreau : MM. Perreau et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Amendement de M. Jouis : MM. Jouis et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article 85 modifié. Article 86 : Amendement de M. Billiet : MM. Billiet, Lafferre, Maurice Sarraut, Henry Bérenger, François-Marsal, *Ministre des Finances*; Victor Bérard, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Dominique Delahaye, Léon Roland et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption des six premiers alinéas de l'article. Sur les deux derniers alinéas : Amendement de MM. Roustan, Lafferre, Paul Pelisse, Gaston Doumergue, Gauthier, Jean Cazelle, Loubet, René Besnard et Henri Merlin : MM. Roustan et Paul Doumer, *rapporteur général*. Amendement de MM. Etienne, Maurice Colin et Cuttoli : M. Etienne. Disjonction des deux derniers alinéas et renvoi à la Commission chargée de l'étude du monopole de l'alcool industriel. Adoption de l'ensemble de l'article 86. Article 87 : Amendement de MM. Maurice Ordinaire, Grosjean, Magny, Mascuraud et Victor Bérard : MM. Maurice Ordinaire, Paul Doumer, *rapporteur général*; Grosjean et Roustan. Adoption de l'article 87 modifié. Article 88 : Amendement de MM. Albert Peyronnet, Marcel Régnier, Machet, Beaumont, Milan et Gallet : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Amendement non appuyé. Adoption de l'article 88. Article 89 : Amendement de M. Paul Strauss au premier alinéa. Sur l'article : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*; Paul Strauss et Hugues Le Roux. Adoption des mots « théâtres, concerts symphoniques ». Sur l'article : MM. Paul Strauss et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption des mots « cirque » et « ménagerie ». Adoption de l'ensemble du 1°. Sur l'article : MM. Lafferre, Paul Doumer, *rapporteur général*; Paul Strauss, Louis Martin, Henry Chéron et Lucien Cornet. Adoption du 2° (nouvelle rédaction) de l'article. Amendement de M. Roustan : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, Roustan. Retrait. Adoption des 2° et 3° de l'article. Sur le 5° de l'article : M. Louis Martin. Amendement de M. Roustan. Adoption. Sur l'article : MM. de Lamarzelle, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Louis Dausset. Adoption du 5° de l'article. Amendement de MM. Deloncle, Pérès, Cruppi, Besnard, Vieu, Mascuraud, Roy, Rabier, Louis Martin, Debierre, Trouvé, Honoré Leygue, Roustan, Duchein, Blaignan, Rouby et Mazurier : MM. Reynald et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption des deux derniers alinéas. Amendement (disposition additionnelle) de M. Bouveri : M. Bouveri.

Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 89. Article 90 : Amendement de M. Paul Strauss : M. Paul Strauss. Adoption. Amendement de MM. Cazelles, Doumergue et Crémieux. Adoption. Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Dominique Delahaye, Paul Doumer, *rapporteur général* ; François-Saint-Maur, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Rejet. Amendement de M. Henry Chéron : M. Henry Chéron. Adoption. Amendement de M. Laboulbène. Adoption. Sur l'article : M. Vieu. Adoption de l'ensemble de l'article 90. Article 91 : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 92 : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et le comte de Saint-Quentin. Adoption. Article 93. Adoption. Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant le point de départ des délais prévus par la loi du 31 mars 1919, lorsque les dispositions de cette loi fixaient ce point de départ au jour de sa promulgation. Suspension et reprise de la séance. Excuse. Reprise de la discussion du projet de loi créant des ressources fiscales : Suite de la discussion des articles : Article 94 : Amendement de M. Léon Roland : M. Léon Roland. Amendement de MM. Milan et Machet : MM. Milan, Machet, Marcel Donon, Louis Dausset, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Monsservin, François-Marsal, *Ministre des finances* ; Vallier et Gourju. Rejet, au scrutin, du texte de la Commission à l'article 94. Articles 95 et 96. Adoption. Article 97 : MM. Louis Dausset et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'article 97 modifié. Article 98 : Amendement de MM. Babin-Chevaye, de Montaigu, de Landemont, François-Saint-Maur et Busson-Billault : MM. Babin-Chevaye et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'article 98 modifié. Articles 99, 100 et 101. Adoption. Article 102 : Amendement de M. Roland : MM. Léon Roland, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Henry Bérenger et Maurice Sarraut. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'article 102. Article 103 : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*, et Louis Roland. Adoption de l'article 103 modifié. Article 104. Adoption. Article 105 : Amendement de MM. Buhan, Vayssière, Lucien Cornet, Henry Bérenger et Auber : MM. Buhan, Tissier, Gaston Menier, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Henry Bérenger, Dominique Delahaye, Lucien Cornet et André Berthelot. Rejet de l'amendement par l'adoption du texte nouveau de la Commission à l'article 105. Articles 106 et 107. Adoption. Article 108 : Amendement de M. Paul Strauss au premier alinéa : MM. Paul Strauss et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Amendement de M. Pol-Chevalier. Non appuyé. Amendement de M. Lucien Cornet : MM. Lucien Cornet et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait. Adoption de l'article 108. Article 135 *bis* (de la Chambre des Députés) :

MM. Paul Dupuy et Paul Doumer, *rapporteur général*. Disjonction. Sur l'article : MM. Fortin et le lieutenant-colonel Plichon. Article 109 : MM. Reynald, Deligne, *Commissaire du Gouvernement*; Grosjean et Henry Chéron. Adoption. Article 110 (nouvelle rédaction) : MM. Lazare Weiller, Eccard et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 111 : M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Disjonction. Article 112 : MM. le Général Taufflieb et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'article modifié. Sur l'ensemble : MM. Louis Dausset, le marquis de Montaigu, Jules Delahaye, Gaston Doumergue, Mauger, Paul Doumer, *rapporteur général*; Dominique Delahaye et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [2 juin] A. t. I, p. 949; J.O., p. 854). — Déposé à la Chambre le 3 juin; rapport de M. Charles Dumont le 9 juin; adopté le 16 juin; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 248). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 250) [18 juin] (A. t. I, p. 1066; J.O., p. 957). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Hervey, Gaston Doumergue, Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*; François-Marsal, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Touron. Renvoi à la Commission [22 juin] (A. t. I, p. 1082; J.O., p. 974). Observations de MM. Paul Doumer, *rapporteur général*; François-Marsal, *Ministre des Finances*; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Héry, Pierre Marraud, Dominique Delahaye, François-Saint-Maur et Touron. Discussion des articles Article premier (modification des articles 12, 18, 23, 31, 47 et 53 de la loi du 31 juillet 1917). Articles 12 et 18. Précédemment adoptés. Article 23 : MM. Louis Soulié, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Jean Morel. Adoption de la première partie de l'article. Rejet d'une disposition votée par la Chambre des Députés. Adoption des derniers alinéas de l'article 23. Article 31. Précédemment adopté. Article 47 : Amendement de M. Monsservin : MM. Monsservin et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet. Adoption de l'article 47. Article 53 : Amendement de M. Monsservin : MM. Monsservin, Paul Doumer, *rapporteur général*; Albert Lebrun, Jénouvrier et Bouveri. Rejet. Adoption de l'article 53. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2 (modification de l'article 17 de la loi du 31 juillet 1917) : MM. de Rougé, Paul Doumer, *rapporteur général*; de Lubersac, Léon Roland, Baudouin-Bugnet, *commissaire du Gouvernement*; Cadilhon et Tissier. Sur les deux avant-derniers alinéas : Amendement de M. de Lubersac : MM. de Lubersac, Paul Doumer, *rapporteur général*; Tissier, François-Marsal, *Ministre des Finances*; le Lieutenant-Colonel Plichon et Bouveri. Adoption de l'amendement. Adoption du dernier alinéa et de

l'ensemble de l'article 2. Articles 3 à 6. Précédemment adoptés. Articles 7 et 8 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 9 et 10. Précédemment adoptés. Articles 11 à 13. Adoption. Articles 14 à 21. Précédemment adoptés. Article 22 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 23 à 25. Précédemment adoptés. Article 26 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 27 à 29. Adoption. Article 30: Amendement de M. Ribot: MM. Ribot, Paul Doumer, *rapporteur général*; Jénouvrier, François-Marsal, *Ministre des Finances*; Touron et Gourju. Adoption. Adoption de la première partie de l'article. Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan : MM. Brager de La Ville-Moysan et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Retrait. Adoption de l'ensemble de l'article 30. Article 31. Précédemment adopté. Article 32 : MM. Touron et Paul Doumer, *rapporteur général*. Réservé. Articles 33 et 34 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Article 35. Précédemment Adopté. Article 36. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de M. Guillaume Poulle : MM. Guillaume Poulle et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Adoption de l'ensemble de l'article 36. Articles 37 et 38. Précédemment adoptés. Article 39. Adoption. Articles 40 à 42. Précédemment adoptés. Article 42 *bis* : Amendement de MM. Henry Chéron et Jeanneney : MM. Henry Chéron, Paul Doumer, *rapporteur général*; Paul Strauss et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Article 32 (précédemment réservé) :M. Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 43 : MM. Louis Martin, Paul Doumer, *rapporteur général*; Victor Bérard, Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*; Gaston Menier, François-Marsal, *Ministre des Finances*, et Milan. Adoption. Article 44 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 45 à 49. Précédemment adoptés. Articles 50 et 51. Adoption. Articles 52 et 53. Précédemment adoptés. Article 54. Adoption. Articles 55 à 59. Précédemment adoptés. Article 60. Adoption. Article 61. Précédemment adopté. Articles 62 à 64 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Article 65. Précédemment adopté. Article 66) texte de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 67 et 68. Précédemment adoptés. Article 69 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Article 70. Précédemment adopté. Article 71 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 72 à 81. Précédemment adoptés. Article 82 : MM. Henry Chéron, François-Marsal, *Ministre des Finances*; Paul Doumer, *rapporteur général*, et Monsservin. Adoption. Articles 83 et 84. Précédemment adoptés. Article 85 : Amendement de MM. Massé, Peyronnet, Clémentel, Chalamet, Roche et Cuminal : MM. Alfred Massé, François-Marsal, *Ministre des Finances*: et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Sur l'article : MM. Bachelet, François-Marsal, *Ministre*

des Finances, et Ermant. Adoption de l'article 85 modifié. Article 86 (texte de la Chambre des Députés) : Amendement de M. Monsservin : M. Monsservin. Retrait. Sur l'article : MM. Bouveri, François-Marsal, *Ministre des Finances* ; Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*, et Gabrielli. Adoption de l'article 86. Articles 87 et 88. Précédemment adoptés. Article 89 (texte de la Chambre des Députés) : MM. Maurice Ordinaire et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'article 89 modifié. Article 90. Précédemment adopté. Article 91 (texte de la Chambre des Députés) : Amendement de MM. Penancier, Monfeuillart, Henri Merlin, Gaston Menier, Roustan et Marcel Donon : M. Penancier. Adoption. Amendement de MM. Bouveri et Fourment : MM. Bouveri et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption de l'amendement modifié. Adoption de l'ensemble de l'article 91. Article 92 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Article 93. Précédemment adopté. Article 94 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Article 95. Précédemment adopté. Article 96 (texte de la Chambre des Députés) : Amendement de M. Roland. Amendement de MM. Milan, Machet et Mollard. Observations de MM. Paul Doumer, *rapporteur général* ; Léon Roland et Milan. Rejet de l'article. Articles 97 à 99. Précédemment adoptés. Article 100. Adoption. Articles 101 à 106. Précédemment adoptés. Article 107 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Article 108 : Amendement (demande de disjonction) de M. Gaston Menier : MM. Gaston Menier et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet de la disjonction. Adoption de l'article 108. Articles 109 et 110 (texte de la Chambre des Députés). Adoption. Articles 111 et 112. Précédemment adoptés. Articles 113 : MM. le Général Hirschauer, Eccard et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption. Article 114. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Gaudin de Villaine, Paul Doumer, *rapporteur général* ; Albert Peyronnet, François-Marsal, *Ministre des Finances*, et Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [23 juin] (A. t. I, p. 1095 ; J.O., p. 986). — Déposé à la Chambre le 24 juin ; rapport de M. Charles Dumont le 24 juin ; adopté le 24 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances (I. n° 269). Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. 270). Urgence précédemment déclarée. Discussion immédiate. Observations de M. François-Marsal, *Ministre des Finances*, et de M. Paul Doumer, *rapporteur général de la Commission des finances*. Discussion des articles modifiés par la Chambre des Députés. Article 2. Adoption. Article 13 : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon et François-Marsal, *Ministre des Finances*. Adoption. Articles 44, 86 et 113. Adoption. Sur l'ensemble : MM. Peschaud, François-Marsal, *Ministre des Finances*, et Paul Doumer, *rapporteur général*. Adoption, au scrutin,

de l'ensemble du projet de loi [25 juin] (A. t. I, p. 1134 ; J.O., p. 1018). Promulgation (J.O., 26 juin, p. 8990).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 25 juin 1920, portant création de nouvelles ressources fiscales en ce qui concerne la répartition entre les communes et les départements du fonds commun provenant du décime édicté en sus de l'impôt sur le chiffre d'affaires, déposé à la Chambre le 16 décembre ; rapport de M. Niveaux le 17 décembre ; adopté le 23 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [24 décembre] (A. t. II, p. 309 ; J.O., p. 2017 ; I. n° 582).

RESTAURANTS POPULAIRES. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, autorisant le Gouvernement à faire des avances pour l'organisation de restaurants populaires, déposé à la Chambre le 24 septembre 1918 ; rapport de M. Deshayes le 20 novembre 1918 ; avis de la Commission du budget par M. Dariac le 18 février 1919 ; adopté le 5 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi à la Commission des finances [15 avril] (A. t. I, p. 664 ; J.O., p. 585 ; I. n° 185). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [18 avril] (A. t. I, p. 738 ; J.O., p. 647 ; I. n° 200).

RETRAITE (Droits à la). — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à régler les droits à la retraite des membres du Conseil d'État, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture, déposé à la Chambre le 4 octobre 1916 ; rapport de M. Lugol le 24 octobre 1918 ; avis de la Commission de l'administration générale par M. Perreau-Pradier le 24 octobre 1918 ; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 19 novembre 1918 ; rapport supplémentaire de M. Lugol le 25 mars 1919 ; adoptée le 31 mars 1919 ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [10 avril] (A. t. I, 567 ; J.O., p. 501 ; I. n° 157). Commission : 1er bureau, M. Herriot ; 2e bureau, M. Cuvinot ; 3e bureau, M. Paul Fleury ; 4e bureau, M. Chastenet ; 5e bureau ; M. Boivin-Champeaux ; 6e bureau, M. Vallé ; 7e bureau, M. Charles-Dupuy ; 8e bureau, M. Léon Bourgeois ; 9e bureau, M. Magny [17 mai] (J.O., p. 5077 ; F. 44). Président, M. Charles-Dupuy ; secrétaire, M. Chastenet ; rapporteur, M. Boivin-Champeaux (J.O., p. 5258 ; F. 45). ‖ **1920.** M. Boivin-Champeaux dépose le rapport [2 mars] (A. t. I, p. 255 ; J.O., p. 224 ; I. n° 70). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement

Discussion générale : M. Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Imbart de la Tour, René Resnard, Leneveu et Cazelles : MM. Imbart de la Tour et Boivin-Champeaux, *rapporteur*. Rejet de l'amendement. Articles 2 et 3. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [26 mars] (A. t. I, p. 434; J.O., p. 389). Promulgation (J.O., 2 avril, p. 5222).

RETRAITES. — 1920. Projet de loi tendant à régler provisoirement la situation des assurés de la loi des retraites et des bénéficiaires des institutions d'assurance-invalidité d'Alsace-Lorraine, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, et M. le Ministre du Travail. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [30 juillet] (A. t. I, p. 1827 ; J.O., p. 1606 ; I. n° 417). M. le Général Taufflieb dépose le rapport [30 novembre (A. t. II, p. 92 ; J.O., p 1819 ; I. n° 517). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence [10 décembre] (A. t. II, p. 160 ; J.O., p. 1883). Promulgation (J.O., 20 avril 1921 ; p. 4874).

RETRAITES OUVRIÈRES ET PAYSANNES.

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à dispenser des versements, pendant la durée de leur séjour dans les régions envahies, les assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes, ainsi que les ouvriers mineurs mobilisés ou restés en pays envahis, déposé à la Chambre le 18 octobre 1917 ; rapport de M. Louis Puech le 21 février 1918 et avis de la Commission du budget par M. Landry le 1er mars 1918 ; adopté le 8 mars 1918 ; déposé par M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 19 janvier 1912, relative aux articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912 sur les retraites ouvrières [14 mars] (A. t. I, p. 176 ; J.O., p. 160 ; I. n° 91). M. Cauvin dépose et lit le rapport (I. n° 168). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A. t. I. p. 326 ; J.O., p. 291). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 3056).

2 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier le paragraphe 5 de l'article 10 et le premier alinéa du paragraphe 6 de l'article 36 de la loi du 5 avril 1910 modifiée, sur les retraites ouvrières et paysannes, déposé à la Chambre le 5 mars ; rapport de M. Cabrol le 16 mai ; avis de la Commission du budget par

M. Landry le 25 juin ; rapport de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales par M. Louis Puech le 2 juillet et avis de la Commission du budget par M. Landry le 12 juillet ; adopté le 16 juillet ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission des retraites ouvrières et paysannes [23 juillet] (A. t. I, p. 645 ; J.O., p. 578 ; I. n° 325). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [21 novembre] (A. t. I, p. 848 ; J.O., p. 773 ; I. n° 459). 1re délibération : Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Albert Peyronnet, *rapporteur,* et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.* Adoption [17 décembre] (A. t. I, p. 906 ; J.O., p. 825). Promulgation (J.O., 24 décembre, p. 11060).

3 — 1919 Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 11, 16 et 23 de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes, déposé à la Chambre le 10 octobre 1918 ; rapport de M. Puech le 20 mars 1919 ; adopté le 15 avril 1919 ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 19 janvier 1912, relative à l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912 sur les retraites ouvrières et paysannes [13 mai] (A. t. I, p. 826 : J.O., p. 722 ; I. n° 217).

4 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à régulariser la situation des assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes qui ont effectué irrégulièrement leurs versements pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 1er juin ; rapport de M. Courtial le 6 juillet ; avis de la Commission des finances par M. Bonnevay le 23 juillet ; adopté le 28 juillet ; déposé au nom de M. le Ministre du Travail et de M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 19 janvier 1912, chargée de l'examen des articles 72 à 81 de la loi de finances de l'exercice 1912 et relatifs aux retraites ouvrières et paysannes [30 juillet] (A. t. I, p. 1827 ; J.O., p. 1606 ; I. n° 416). M. Peyronnet dépose et lit le rapport (I. n° 448). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1902 ; J.O., p. 1667). Promulgation (J.O., 8 août, p. 11462).

RETRAITES OUVRIÈRES (Caisses des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant à 2 francs l'indemnité de gestion aux caisses de retraites ouvrières, déposé à la Chambre le 23 septembre ; rapport de M. Lairolle, le 9 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission des

finances [18 octobre] (A. t. p. 1997 ; J.O., p. 1753 ; I. n° 678). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 719). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2055, 2056 ; J.O., p. 1802). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 12007).

RETRAITES DES OUVRIERS DES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à améliorer et à unifier les régimes des retraites des ouvriers des établissements industriels de l'Etat ; déposé à la Chambre le 17 juin ; rapport de M. Morin le 29 août ; adopté le 11 septembre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [11 septembre] (A. t. I, p. 1578 ; J.O. p. 1385 ; I. n° 478). M. Cazeneuve dépose le rapport [17 octobre] (A. t. I, p. 1956 ; J.O., p. 1718 ; I. n° 647). Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 1956 ; J.O., p. 1754). Promulgation J.O., 22 octobre, p. 11678).

RETRAITÉS DE L'ÉTAT. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la loi du 30 avril 1918 et relevant l'indemnité temporaire accordée aux petits retraités de l'Etat, déposé à la Chambre le 12 septembre 1918 ; rapports de M. Lugol les 3 décembre 1918 et 28 janvier 1919 et avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 21 janvier 1919 ; adopté le 6 février 1919. Déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [6 février] (A. t. I, p. 82 ; J.O., p. 75 ; I. n° 28). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [13 février] (A. t. I, p. 120 ; J.O., p. 112 ; I. n° 45). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Paul Strauss, André Lebert, Maurice Ordinaire, Albert Peyronnet, Flaissières et Dellestable. Adoption [20 février] (A. t. I, p. 182 ; J.O., p. 166). Promulgation (J.O., 25 février, p. 2142).

Voir Allocations, 3.

RÉUNION (La). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de faire participer la colonie de la Réunion dans les résultats financiers de l'exploitation du chemin de fer et du port de la Réunion, déposé à la Chambre le 5 octobre 1916 ; rapport de M. Bluysen le 9 octobre ; adopté le 19 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. I, p. 2063 ; J.O., p. 1809). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 740). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I,

p. 2075; J.O., p. 1819). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 12007). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser le Ministre à mettre en vigueur, sur le chemin de fer et port de la Réunion, des tarifs, dépassant les maxima fixés au cahier des charges de cette entreprise, déposé à la Chambre le 13 décembre 1918; rapport de M. Bluysen le 9 octobre 1919; adopté le 19 octobre; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [9 octobre] (A. t. I, p. 2063 ; J.O., I. n° 734). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 739). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate [19 octobre] (A. t. I, p. 2076 ; J.O., p. 1818). Promulgation (J.O., 28 octobre, p. 12007).

Voir Colonies 1, 3, 6, 7, 10, 11,12,14, 15.

REVISION (Conseils de). — Voir Armée, § IV, 27.

RHONE (Aménagement du). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône de la frontière suisse à la mer, au triple point de vue des forces motrices, de la navigation et autres utilisations agricoles, et créant les ressources financières correspondantes, déposé à la Chambre le 9 août ; rapport de M. Perrier le 9 août, avis de la Commission du budget par M. Dumont le 9 août, avis de la Commission de l'agriculture par M. François Fournier le 3 octobre, avis de la Commission des Travaux publics par M. Pays le 4 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Sur le renvoi ; MM. Milliès-Lacroix, Paul Strauss, Flaissières, Ernest Monis, Jules Cels, *Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Travaux publics* ; Cazeneuve, Alexandre Bérard, Reynald et Guillaume Poulle. Déclaration de l'urgence. Renvoi aux bureaux pour la nomination d'une Commission de dix-huit membres [17 octobre] (A. t. I, p. 1962; J.O., 1723 ; I. n° 654). Commission : 1er bureau, MM. Lintilhac, Dominique Delahaye ; 2e bureau, MM. Alexandre Bérard, Sauvan ; 3e bureau, MM. Maurice Ordinaire, Maurice Faure ; 4e bureau, MM. Flaissières, Félix Martin ; 5e bureau, MM. Monis, Herriot ; 6e bureau, MM. Steeg, Laurent Thiéry ; 7e bureau, MM. Paul Strauss, Perchot ; 8e bureau, MM. Milliès-Lacroix, Cazeneuve ; 9e bureau, MM. Bollet, Beauvisage. Président, M. Monis ; vice-président, M. Bérard ; secrétaires, MM. Bollet et Cazeneuve [19 octobre] (J.O., p. 11600 ; F. 100). || **1920.** Commission : Président, M. Alexandre Bérard ; vice-président, M. Flaissières ;

rapporteur, M. Perchot ; secrétaires, MM. Bollet, Maurice Ordinaire [3 mars] (J.O., p. 3492 ; F. 18). M. Perchot dépose le rapport [18 juin] (A. t. I, p. 1066 ; J.O., p. 958 ; I. n° 255). Renvoi pour avis à la Commission des finances [18 juin] (A. t. I, p. 1066 ; J.O., p. 958).

RIANTEC (Finistère). — Voir Communes et Cantons, 5.

RICAMARIE (La) (Loire). — Voir Octrois, 24.

SACCHARINE (Emploi de la). — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, prorogeant la loi du 7 avril 1917, qui autorise l'emploi de la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles pour la préparation de certains produits de consommation, déposé à la Chambre le 8 octobre ; rapport de M. Delpierre le 18 octobre ; adopté le 18 octobre ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. I, p. 2042 ; J.O., p. 1791 ; I. n° 708). M. Cazeneuve dépose le rapport (I. n° 710). Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2045 ; J.O., p. 1793). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 11793).

SAINT-MALO-SAINT-SERVAN (Port de). — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, relatif à l'amélioration et à l'extension du port de Saint-Malo-Saint-Servan, déposé à la Chambre le 14 octobre ; rapport de M. Défossé le 15 octobre ; avis de la Commission du budget par M. Bedouce le 16 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi à la Commission, nommée le 13 février 1902, relative à l'outillage national [17 octobre] (A. t. I, p. 1962 ; J.O., p. 1723 ; I. n° 651). M. Trystram dépose et lit le rapport. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Discussion générale : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général.* Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2060 ; J.O., p. 1806). Promulgation (J.O., 24 octobre, p. 11792).

Voir Armée.

SAINT-MARIN (République de). — Voir Conventions, 6.

SAINT-MAURICE A WESSERLING. — Voir Chemins de fer, 12.

SAINT-PIERRE-QUILBIGNON (Finistère). — Voir Octrois, 25.

SAINT-POL-DE-LÉON (Finistère). — Voir Communes et cantons.

SAINT-QUENTIN. — Voir Chambre de Commerce.

SAINT-SIÈGE (Ambassade près le). — Voir crédits additionnels, 30.

SAINT-TROPEZ (Var). — Voir Octrois, 26.

SALUT AUX RÉGIONS LIBÉRÉES. — Voir Régions libérées.

SANATORIUMS. — Voir Tuberculose (Traitement de la).

SANTA-FÉ-DE-BOGOTA (Achat d'un immeuble diplomatique à). — Voir Crédits supplémentaires, § II, 2.

SANTÉ MILITAIRE (Organisation du Service de). — Voir Armée, § IV, 11.

SANTEC (Finistère). — Voir Communes et cantons, 9.

SAPEURS-POMPIERS (Commission de répartition des subventions aux). — Voir Commission de répartition.

SAUTERELLES. — Voir Algérie, § IV, 3.

SAUZON (Morbihan). — Voir Octrois, 27.

SCEAUX, TIMBRES ET CACHETS OFFICIELS (Vente des). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à réglementer la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels. (Voir Table 1915-1917). M. Guillier dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 50; J.O., p. 46; I. n° 28). Discussion : Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Guillier, *rapporteur*; Dominique Delahaye et Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*. Demande de renvoi à la Commission. Rejet. Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 170; J.O., p. 152). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2528).

SCOLARITÉ OBLIGATOIRE. — **1920.** Projet de loi sur la fréquentation scolaire et sur la prolongation de la scolarité obligatoire, déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Renvoi aux bureaux [24 juillet] (A. t. I, p. 1532; J.O., p. 1364). Commission : 1er bureau, M. Savary; 2e bureau, M. Mauger; 3e bureau, M. Jossot; 4e bureau, M. Etienne Flandin; 5e bureau, M. Roy; 6e bureau, M. Mulac; 7e bureau, M. Morand; 8e bureau, M. l'abbé Delsor; 9e bureau, M. Lafferre [17 novembre] (J.O., p. 1850; F. 86). Président, M. Mulac; secrétaire, M. Henri Roy; rapporteur, M. Jossot [19 novembre] (J.O., p. 18667; F. 87).

SECOURS (Taux de). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'augmenter le taux du secours prévu par le paragraphe 7 de l'article 8 de la loi du 14 juillet 1908, déposé à la Chambre le 16 janvier ; rapport de M. Goude le 15 avril ; adopté le 19 octobre ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances (I. n° 725). Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 733). Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2072 ; J.O., p. 1817). Promulgation (J.O., 16 novembre, p. 12894).

SECRÉTAIRES-ARCHIVISTES (Cadre de). — Voir Mutilés de guerre.

SECTIONNEMENT ÉLECTORAL. — Voir Circonscriptions électorales.

SEINE (Département de la). — Voir Emprunts et impositions extraordinaires, 2, 5, 7, 9.

SEINE (Travaux d'approfondissement de la). — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'affectation d'un crédit pour la part contributive de l'Etat dans l'établissement d'un avant-projet de travaux pour l'amélioration de la Seine entre Port-à-l'Anglais et Rouen. (Voir Table 1915-1917, p. 757). M. Albert Gérard dépose le rapport [22 octobre] (A. t. I, p. 787 ; J.O., p. 714 ; I. n° 391). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Léon Barbier. Adoption [14 novembre] (A. t. I, p. 831 ; J.O., p. 759). Promulgation (J.O., 27 novembre, p. 10232).

SÉNAT (Règlement du). — Voir Règlement du Sénat.

SÉPARATION DE BIENS. — Voir Biens (Séparation de).

SÉPARATION DE CORPS. — Voir Code civil, 2.

SÉQUESTRE (Biens sous). — Voir Biens (Liquidation des).

SERBES (Education des). — Voir Conventions, 12.

SERVICES JUDICIAIRES (Fonctionnement des). — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'assurer le fonctionnement des services judiciaires pendant la durée de la guerre, déposé à la Chambre le 10 janvier ; rapport de M. Bender le 5 février et rapport supplémentaire le 19 février ; adopté le 21 mars ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 15 septembre 1916, relative au

fonctionnement des cours et tribunaux pendant la durée de la guerre [29 mars] (A. t. I, p. 283; J.O., p. 254; I. n° 143). M. Lhopiteau dépose le rapport [28 juin] (A. t. I, p. 586; J.O., p. 526; I. n° 283). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [9 juillet] (A. t. I, p. 606; J.O., p. 544). Promulgation (J.O., 20 juillet, p. 6249).

SERVICE MARITIME POSTAL. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'exploitation provisoire du service maritime postal et d'intérêt général entre le continent et la Corse, déposé à la Chambre le 30 juin; rapport de M. l'Amiral Guépratte le 21 juillet; avis de la Commission des finances par M. de Lasteyrie le 26 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de la marine [29 juillet] (A. t. I, p. 1819; J.O., p. 1596; I. n° 402). M. Gabrielli dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1859; J.O., p. 1630; I. n° 435). Avis de la Commission des finances par M. Rouland (I. n° 446). Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Gallini et Bignon, *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande.* Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1882; J.O., p. 1663). Promulgation (J.O., 10 août, p. 11566).

SERVICES MARITIMES POSTAUX. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'exploitation des services maritimes postaux et d'intérêt général entre la France, le Brésil et La Plata, déposé à la Chambre le 6 juillet; rapport de M. Ballande le 20 juillet; avis de la Commission des finances par M. de Lasteyrie le 27 juillet; adopté le 29 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Colonies. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission de la marine [29 juillet] (A. t. I, p. 1819; J.O., p. 1596; I. n° 403). M. Rouland dépose et lit le rapport (I. n° 442). M. de Monzie dépose et lit l'avis de la Commission de la marine. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate [31 juillet] (A. t. I, p. 1882; J.O., p. 1651). Promulgation (J.O., 15 août, p. 11966).

SERVICE DE SANTÉ MILITAIRE. — Voir Armée, § IV, 11.

SESSION ORDINAIRE. — **1918.** M. Gouzy, Président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1918 [8 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). || **1919.** M. Cordelet, Président d'âge, déclare ouverte la session ordinaire pour l'année 1919 [14 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). M. Louis Nail, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lec-

ture du décret déclarant close la session ordinaire de 1919 [19 octobre] (A. t. I. p. 2088; J.O., p. 1828). || **1920.** M. Gustave Denis, doyen d'âge, déclare ouverte la session ordinaire de 1920 [31 janvier] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1). M. Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session ordinaire de 1920 [31 juillet] (A. t. I, p. 1952; J.O., p. 1709).

SESSION EXTRAORDINAIRE. — 1919. M. le Président donne lecture du décret de convocation des Chambres en session extraordinaire [8 décembre] (A. t. II, p. 1; J.O., p. 1). M. Pams, *Ministre de l'Intérieur* donne lecture du décret déclarant close la session extraordinaire [31 décembre] (A. t. II, p. 91; J.O., p. 1910). ‖ **1920.** M. le Président donne lecture du décret de convocation des Chambres en session extraordinaire [21 septembre] (A. t. I, p. 1; J.O., p. 1719). M. Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, donne lecture du décret de clôture de la session extraordinaire [25 septembre] (A. t. I, p. 5; J.O., p. 1736). M. le Président donne lecture du décret convoquant les Chambres pour une deuxième session extraordinaire [8 novembre] (A. t. II, p. 10; J.O., p. 1738). M. Steeg, *Ministre de l'Intérieur* donne lecture du décret de clôture de la deuxième session extraordinaire [31 décembre] (A. t. II, p. 395; J.O., p. 2094).

SÈVRES (Manufacture nationale de). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, accordant la personnalité civile et l'autonomie financière à la manufacture nationale de porcelaine de Sèvres, déposé à la Chambre le 21 juin; rapport de M. Gheusi le 25 novembre; avis de la Commission des finances, par M. Rameil, le 9 décembre; adopté le 28 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 368; J.O., p. 2068; I. n° 621).

SINISTRÉS (Droits des). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 12 juin 1920, portant introduction en Alsace et en Lorraine des dispositions de l'article 46, paragraphe 9, de la loi du 17 avril 1919 sur le droit des sinistrés débiteurs de l'Etat à invoquer la compensation, déposé à la Chambre le 6 juillet; rapport de M. Brogly le 23 juillet; adopté le 28 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1806; I. n° 504). M. Eccard dépose le rapport [17 décembre] (A. t. II, p. 212; J.O., p. 1935; I. n° 555). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 dé-

cembre] (A. t. II, p. 320; J.O., p. 2028). Promulgation (J.O., 13 janvier 1921, p. 706).

SOCIÉTÉS.

1 — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier les articles premier, 55, 57, 58, 61 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, modifiée par la loi du 1er août 1893, et l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 sur les associations, pour déterminer la nationalité des actionnaires et des administrateurs de sociétés et des dirigeants d'association, déposée à la Chambre le 26 octobre 1917; rapport de M. Véber le 24 décembre 1918; adoptée le 4 février 1919; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1916, relative à l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [11 février] (A. t. I, p. 100; J.O., p. 91; I. n° 36). M. Guillaume Chastenet dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 1110; J.O., p. 980; I. n° 281).

2 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à faciliter la réunion et la délibération des assemblées générales de sociétés ayant leur siège en régions libérées ou dévastées, déposé à la Chambre le 23 janvier; rapport de M. Desjardins le 20 février; adopté le 11 mars; déposé par M. le Ministre du Commerce, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Régions libérées et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, relative aux départements libérés de l'invasion [16 avril] (A. t. I, p. 548; J.O., p. 491; I. n° 153). M. Boudenoot dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 580; J.O. p. 519; I. n° 182). Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [29 avril] (A. t. I, p. 605; J.O., p. 546). Promulgation (J.O., 19 juin, p. 8666).

3 — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, réglant la situation de certaines sociétés au regard de la loi du 17 mars 1905, déposé à la Chambre le 3 février; rapport de M. Grinda le 30 mars; adopté le 20 mai; déposé par M. le Ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission, nommée le 23 mars 1914, relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie [15 juin] (A. t. I, p. 1050; J.O., p. 942; I. n° 239).

4 — **1920.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à proroger les sociétés par actions ayant leur siège social ou exploitation en régions libérées ou dévastées et qui sont arrivées à leur terme statutaire depuis le 1er août 1914, déposée à la Chambre le 5 juillet; rapport de M. Desjardins le 23 juillet; adoptée le 30 juillet; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la

Commission, nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [30 juillet] (A. t. I, p. 1858; J.O., p. 1630; I. n° 437). M. Gouge dépose le rapport [7 décembre] (A. t. II, p. 132; J.O., p. 1855; I. n° 529). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [23 décembre] (A. t. II, p. 276; J.O., p. 1990; Promulgation (J.O., 27 mars 1921, p. 3790).

SOCIÉTÉS COMMERCIALES EN RÉGIONS ENVAHIES. — Voir Régions envahies.

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION (Crédit aux). — **1919.** Projet de loi modifiant la loi du 7 mai 1917, ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation et de crédit, déposé par M. le Ministre du Travail, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports et de la Marine marchande. Renvoi à la Commission relative aux associations ouvrières de production et du crédit au travail, nommée le 21 janvier 1915 [17 avril] (A. t. I, p. 730; J.O., p. 640; I. n° 195). || **1920.** Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Observation de M. Henry Chéron, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Adoption. [12 mars] (A. t. I, p. 282; J.O., p. 251). Promulgation (J.O., 17 juin, p. 8546.)

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES OUVRIÈRES DE PRODUCTION. — **1919.** Proposition de loi précédemment adoptée par le Sénat et modifiée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 14 de la loi du 18 décembre 1915 sur les sociétés coopératives ouvrières de production et l'organisation du crédit au travail en France, déposée à la Chambre les 11 janvier 1918 et 18 février 1919; rapport de M. Deshayes le 19 mars 1919; adoptée le 28 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission précédemment saisie, nommée le 21 janvier 1915 [30 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 403; I. n° 132). M. Henry Chéron dépose et lit le rapport (I. n° 134). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 mars] (A. t. I, p. 452; J.O., p. 404). Promulgation (J.O., 8 avril, p. 3674).

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE RECONSTRUCTION, — 1920. Proposition de loi de MM. Gouge et Lucien Hubert sur le régime légal des sociétés coopératives de reconstruction dans les départe-

ments dévastés, déposée par M. Gouge. Renvoi à la Commission d'initiative [16 avril] (A. t. I, p. 559 ; J.O., p. 501 ; I. n° 159).

Voir Immeubles atteints par les événements de guerre.

SOCIÉTÉS AYANT LEUR EXPLOITATION EN RUSSIE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à permettre aux sociétés et aux individus ayant leur exploitation en Russie d'obtenir des délais pour l'exécution de leurs engagements, déposé à la Chambre le 30 juillet ; rapport de M. Robert Sérot le 30 novembre ; adopté le 9 décembre : déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 330 ; J.O., p. 2037 ; I. n° 619). M. R.-G. Lévy dépose et lit le rapport (I. n° 625). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 décembre] (A. t. II, p. 368 ; J.O., p. 2068). Promulgation (J.O., 15 janvier 1921, p. 802).

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS (Conseil supérieur des). — Résultat du scrutin pour la nomination de deux membres du Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels : MM. Paul Strauss et Reynald, élus [18 mai] (A. t. I, p. 626 ; J.O., p. 566).

SOCIÉTÉS CIVILES DE MINES. — Voir Mines (Sociétés civiles de).

SOCIÉTÉ DES NATIONS. — 1919. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, pour l'organisation des services français en Allemagne, pour le fonctionnement de la Société des Nations et des Commissions d'exécution du traité de paix, signé à Versailles, le 28 juin 1919, déposé à la Chambre le 17 octobre ; rapport de M. Louis Marin le 17 octobre ; adopté le 18 octobre ; déposé par M. le Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des finances [19 octobre] (A. t. t. I, p. 2042 ; J.O., p. 1791 ; I. n° 707). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 709). Discussion immédiate. Adoption [19 octobre] (A. t. I, p. 2043 ; J.O., p. 1792). Promulgation (J.O., 30 octobre, p. 12094).

SOINS DENTAIRES. — 1919. Proposition de loi tendant à ranger les soins dentaires parmi ceux qui sont protégés par la loi sur l'assistance médicale gratuite, déposée par M. Henry Chéron. Renvoi à la Commission, nommée le 25 mai 1905, relative à la protection de la santé publique [13 juin] (A. t. I, p. 1038 ; J.O., p. 916 ; I. n° 259).

SOLDAT INCONNU MORT POUR LA FRANCE. — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'ordonner la translation à Paris et le dépôt à l'Arc de Triomphe des restes d'un soldat inconnu mort pour la France au cours de la grande guerre, déposé à la Chambre le 8 novembre ; rapport de M. Maurisson le 8 novembre et avis de la Commission des finances par M. Charles Dumont le 8 novembre ; adopté le 8 novembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre et M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (I. n° 476). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'extrême urgence. Renvoi à la Commission des finances. M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 477). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Paul Strauss, Honnorat, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts* ; Paul Doumer, *rapporteur général* ; Dominique Delahaye et Gustave Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.* Articles premier, 2 et 3. Adoption. Article 4 : MM. Philip, Lhopiteau, *Garde des Sceaux, Ministre de la Justice*, et Mauger. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [8 novembre] (A. t. II, p. 13 ; J.O., p. 1740). Promulgation (J.O., 12 novembre, p. 18106).

SOUS-LIEUTENANTS INAPTES (Avancement des). — Voir Armée, § II, 2, 5.

SOUSTONS A LÉON. — Voir Chemins de fer, 5.

SPÉCULATION SUR LES DENRÉES, LES MARCHANDISES ET LE CHARBON. — 1918. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à réprimer la spéculation sur les denrées et marchandises et notamment sur le charbon. (Voir Table 1915-1917). M. Colin dépose le rapport [15 janvier] (A. t. I, p. 9 ; J.O., p. 11 ; I. n° 11). 1re délibération : déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Maurice Colin, *rapporteur*. Article unique : observations : MM. Touron, Maurice Colin, *rapporteur*, et Léon Barbier. Premier alinéa réservé. Adoption du deuxième alinéa. Amendement de M. Henry Chéron au troisième alinéa de l'article : MM. Henry Chéron, le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Adoption. Adoption du troisième alinéa modifié. Amendement de M. Henry Chéron au quatrième alinéa : M. Henry Chéron. Adoption de

l'amendement et du quatrième alinéa modifié. Adoption du cinquième alinéa. Amendement de M. Henry Chéron au sixième alinéa. Adoption. (Suppression de l'alinéa). Sur la fin de l'article : M. Henry Chéron. Adoption de la fin de l'article modifié. Adoption du premier alinéa (précédemment réservé). Adoption de l'ensemble de l'article unique [8 février] (A. t. I, p. 94 ; J.O., p. 84).

SPÉCULATION ILLICITE. — 1920. Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le point de départ du délai de prescription en matière de spéculation illicite et délits connexes, déposée à la Chambre le 12 juin ; rapport de M. Coucoureux le 15 juin ; adoptée le 22 juin ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 30 décembre 1916, chargée de l'organisation économique du pays pendant et après la guerre [22 juin] (A. t. I, p. 1091 ; J.O., p. 981 ; I. n° 263). Renvoi aux bureaux [29 juin] (A. t. I, p. 1178 ; J.O., p. 1055). Commission : 1er bureau, M. Jean Morel ; 2e bureau, M. Morand ; 3e bureau, M. J. Loubet ; 4e bureau, M. Penancier ; 5e bureau, M. Machet ; 6e bureau, M. Louis David ; 7e bureau, M. Guillaume Poulle ; 8e bureau, M. Duquaire ; 9e bureau, M. Busson-Billault [7 juillet] (J.O., p. 9570 : F. 60). Président, M. Guillaume Poulle ; secrétaire et rapporteur, M. Morand [9 juillet] (J.O., p. 9701 ; F. 61). M. Morand dépose le rapport [8 juillet] (A. t. I, p. 1268 ; J.O., p. 1140 ; I. n° 328). Déclaration de l'urgence. Observations de MM. Jénouvrier et Guillaume Poulle, *président de la Commission*. Adoption. Vote de l'urgence de la promulgation de la loi [23 juillet] (A. t. I, p. 1425 ; J.O., p. 1279). Promulgation (J.O., 25 juillet, p. 10634).

STATIONS HYDRO-MINÉRALES ET CLIMATIQUES.

I. — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 13 avril 1910 sur les stations hydro-minérales et climatiques, en ce qui concerne la nomination des membres des chambres d'industrie prévues par ladite loi et le fonctionnement de ces chambres pendant la durée des hostilités, déposé à la Chambre le 7 juin 1917 ; rapport de M. Maurice Raynaud, le 3 août 1917 ; adopté le 7 novembre 1918 ; transmis par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [6 février] (A. t. I, p. 82 ; J.O., p. 76 ; I. n° 30). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport (A. t. I, p. 738 ; J.O., p. 647 ; I. n° 199). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Alexandre Bérard. Article premier. Adoption. Article 2. Amendement de M. Dominique Dela-

haye : (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye et Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Adoption. Disposition relative à l'article 3. Adoption de l'article 2. Adoption de l'article 3 modifié. Articles 4 à 23. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [3 juin] (A. t. I, p. 986; J.O., p. 869). Promulgation (J.O., 26 septembre, p. 10530).

2 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant application dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle de la loi du 24 septembre 1919, relative à la création de stations hydro-minérales, climatiques et de tourisme et établissant des taxes spéciales dans lesdites stations, déposé à la Chambre le 16 mai ; rapport de M. Pfleger, le 22 juillet; adopté le 31 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77; J.O., p. 1806; I. n° 500).

STATUES (Erection de). — 1918. Proposition de loi tendant à l'érection d'une statue à M. Georges Clemenceau et d'une autre statue au maréchal Foch, déposée par M. Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission d'initiative [14 novembre] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 744; I. n° 435). M. Beauvisage dépose le rapport sommaire [22 novembre] (A. t. I. p. 876; J.O., p. 797; I. n° 472). Prise en considération. Adoption. Renvoi aux bureaux [17 décembre] (A. t. I, p. 906; J.O., p. 825). Commission : 1er bureau, M. Dominique Delahaye ; 2e bureau, M. Flaissières ; 3e bureau, M. Simonet ; 4e bureau, M. Poirson ; 5e bureau, M. Félix Martin ; 6e bureau, M. Cauvin ; 7e bureau, M. Milliès-Lacroix ; 8e bureau, M. le Général Audren de Kerdrel ; 9e bureau, M. Perreau (J.O., p. 10923 ; F. 61). Président, M. Félix Martin ; secrétaire, M. Simonet [J.O., p. 11212 ; F. 63).

STATUT RÉEL. — 1918. Proposition de loi tendant à décider que les nationaux des pays opprimés par les empires centraux, et dont l'indépendance a été reconnue par les Gouvernements de l'entente seront provisoirement régis par le statut réel, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission nommée le 27 novembre 1913 relative à la nationalité [22 novembre] (A. t. I, p. 876 ; J.O., p. 797 ; I. n° 474).

STOCKS AMÉRICAINS.

1 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification de l'accord intervenu, le 1er août 1919, entre les Etats-Unis

d'Amérique et la République française pour la cession des stocks américains, déposé à la Chambre le 24 septembre ; rapport de M. Grodet, le 1er octobre ; adopté le 10 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [10 octobre] (A. t. I, p. 1815 ; J.O., p. 1597 ; I. n° 588) ; M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [14 octobre] (A. t. I, p. 1858 ; J.O., p. 1633 ; I. n° 603). Déclaration de l'urgence. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1967 ; J.O., p. 1727). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11679).

2 — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ouverture d'un compte spécial relatif à la liquidation en France des stocks provenant du Département de la Guerre des Etats-Unis d'Amérique, déposé à la Chambre le 3 septembre ; rapport de M. Grodet le 10 octobre ; adopté le 17 octobre ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [17 octobre] (A. t. I, p. 1962 ; J.O., p. 1727 ; I. n° 665). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 691). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2024, 2025, 2026, 2927, 2028 ; J.O., p. 1770). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11679).

STOCKS (Liquidation des). — 1919. Résultat du 2e tour de scrutin pour la nomination de cinq membres du comité de surveillance et de contrôle de la liquidation des stocks : MM. Milliès-Lacroix, de La Batut, Menier, Gabrielli et Chéron, élus [17 juin] (A. t. I, p. 1061 ; J.O., p. 937).

STOCKS (Office de liquidation des). — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au fonctionnement de l'Office de liquidation des stocks, déposé à la Chambre le 16 janvier ; rapport de M. Albert Grodet le 6 février ; adopté le 20 février ; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [20 février] (A. t. I, p. 200 ; J.O., p. 189 ; I. n° 60). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [20 mars] (A. t. I, p. 326 ; J.O., p. 295 ; I. n° 97). Communication d'un décret désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion des articles : Article premier : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Dominique Delahaye et Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* (liquidation des stocks). Observations : MM. Goy, Paul Morel, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Finances* ; Hervey, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; Dominique Delahaye, Cazeneuve, Gaston Menier. Adoption de l'amendement de M. Dominique Delahaye. Adoption de

l'article premier modifié. Article 2 : Amendement de M. Dominique Delahaye : MM. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*, et Dominique Delahaye. Adoption. Adoption de l'article 2 modifié. Article 3 à 6. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble du projet de loi [27mars] (A. t. I, p. 401 ; J.O., p. 359). Promulgation (J.O., 19 avril, p. 4090).

STOCKS EN LIQUIDATION. — **1920.** Proposition de loi concernant l'attribution des stocks en liquidation, déposée par M. de Monzie. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [23 juin] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1014 ; I. n° 267). M. Gourju dépose le rapport sommaire (I. n° 284). Prise en considération de la proposition de loi. Renvoi à la Commission des finances [25 juin] (A. t. I, p. 1142 ; J.O., p. 1024).

SUBSTANCES ÉDULCORANTES. — Voir Saccharine (Emploi de la).

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — **1919.** Projet de loi, ayant pour objet de compléter la loi du 19 juillet 1845 sur la vente des substances vénéneuses, modifiée par la loi du 12 juillet 1916, concernant l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi aux bureaux [8 novembre] (A. t. II, p. 10 ; J.O., p. 1738 ; I. n° 474). Commission : 1er bureau, M. Daraignez ; 2e bureau, M. Limouzain-Laplanche ; 3e bureau, M. Beaumont ; 4e bureau, M. Sabaterie ; 5e bureau, M. Peschaud ; 6e bureau, M. Catalogne ; 7e bureau, M. Guillaume Poulle : 8e bureau, M. Grosjean ; 9e bureau, M. Fontanille [19 novembre] (J.O., p. 18667, F. 87). Président et rapporteur, M. Catalogne ; secrétaire, M. Guillaume Poulle [24 novembre] J.O., p. 19114 ; F. 89). M. Catalogne dépose le rapport (I. n° 518) [30 novembre] (A. t. II, p. 92 ; J.O., p. 1819). Adoption des deux articles. Vote sur le passage à une deuxième délibération. Adoption [10 décembre] (A. t. II, p. 161 ; J.O., p. 1883).

SUCCESSIONS (Liquidation des). — **1918.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter la loi du 19 mars 1917 concernant la procédure pour la liquidation des successions (Voir Table 1915-1917). M. Lhopiteau dépose le rapport [7 février] (A. t. I, p. 68 ; J.O., p. 61 ; I. n° 43). Discussion : Déclaration de l'urgence. Adoption [7 mars] (A. t. I, p. 173 ; J.O., p. 154). Promulgation (J.O., 20 mars, p. 2528).

SUCCESSION (Droits de). — Voir Droits de succession (Facilité de payement aux redevables des).

SUCRES. — Voir Douanes, 7, 13, 24.

SUPPLÉMENT TEMPORAIRE DE TRAITEMENT POUR CHERTÉ DE VIE. — Voir Crédits supplémentaires, § XI, 3.

SURETÉ EXTÉRIEURE DE L'ÉTAT. — Voir Crimes et délits.

SYNDICATS PROFESSIONNELS.

I — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, précédemment adoptée par le Sénat, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels. (Voir Table 1915-1917, p. 764), déposée à la Chambre le 26 juin 1917 ; rapport de M. Lauche le 5 septembre 1918 et rapport supplémentaire le 4 février 1919 ; adoptée le 21 février ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 21 janvier 1915, précédemment saisie [4 mars] (A. t. I, p. 244 ; J.O., p. 219 ; I. n° 73). M. Henry Chéron dépose le rapport [10 avril] (A. t. I, p. 568 ; J.O., p. 501 ; I. n° 160). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Henry Chéron, *rapporteur* ; Touron, Flaissières et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Discussion des articles : Article premier (art. 4, 5, 6 et 7 de la loi du 21 mars 1884) : Premier alinéa. Réservé. Sur l'article 4 : MM. Flaissières, Henry Chéron, *rapporteur* ; le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Boivin-Champeaux et Touron. Adoption. Articles 5, 6 et 7. Adoption. Adoption du premier alinéa précédemment réservé. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3 : Observation de M. Henry Chéron, *rapporteur*. Amendement de M. Touron : MM. Touron, Henry Chéron, *rapporteur* ; Boivin-Champeaux, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, Dominique Delahaye, Hervey, Paul Strauss et Vieu. Retrait. Amendement de M. Touron, repris par M. Dominique Delahaye : M. Dominique Delahaye. Rejet, au scrutin, de l'amendement. Adoption de l'article 3. Article 4 (art. 9 et art. 10 (nouveau) de la loi du 21 mars 1884). Adoption. Article 5 (art. 11 (ancien art. 10) de la loi du 21 mars 1884). Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [19 avril] (A. t. I, p. 763 ; J.O., p. 669). — Déposée à la Chambre le 24 avril ; rapport de M. Lauche le 5 juin ; adoptée le 18 juillet ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [24 juillet] (A. t. I, p. 1334 ; J.O., p. 1178 ; I. n° 365). M. Henry Chéron dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 15 ; J.O., p. 1844 ; I. n° 765). Urgence précédemment déclarée. Adoption successive des cinq articles. Sur l'ensemble de la proposition de loi : MM. Henry

Chéron, *rapporteur*, et Jourdain, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Adoption de la proposition de loi]31 décembre] (A. t. II, p. 89 ; J.O., p. 1908). ¶ **1920**. Promulgation (J.O., 14 mars, p. 4179).

2 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification des décrets du 3 décembre 1919, rendant applicables en Alsace et en Lorraine les dispositions de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, et du 27 avril 1920, rendant applicables en Alsace et en Lorraine les dispositions de la loi du 12 mars 1920 sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels, déposé à la Chambre le 1er juin ; rapport de M. Robert Schuman le 21 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1806 ; I. n° 503).

TABACS (Augmentation du prix de vente des).

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant augmentation du prix de vente des tabacs, déposé à la Chambre le 17 janvier ; rapport de M. Louis Marin le 17 janvier ; adopté le 17 janvier ; déposé par M. le Ministre des Finances [17 janvier] (A. t. I, p. 28 ; J.O., p. 27 ; I. n° 21). M. Milliès Lacroix dépose et lit le rapport [17 janvier] (A. t. I, p. 28 ; J.O., p. 27 ; I. n° 22). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [17 janvier] (A. t. I, p. 28 ; J.O., p. 27). Promulgation (J.O., 18 janvier, p. 710).

2 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, concernant l'augmentation du prix de vente des tabacs, déposé à la Chambre le 27 mai ; rapport de M. Louis Marin le 27 mai ; adopté le 27 mai ; déposé par M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 241). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. n° 242). Discussion immédiate. Discussion générale : MM. Guillaume Chastenet, Courrégelongue et Klotz, *Ministre des Finances*. Article unique. Adoption [27 mai] (A. t. I, p. 944 ; J.O., p. 831). Promulgation (J.O., 28 mai, p. 5494).

TABACS (Importation des). — Voir Douanes, 5, 6, 23.

TARASCON (Bouches-du-Rhône). — Voir Octrois, 28.

TARIFS DE CHEMINS DE FER. — Voir Chemins de fer, 3, 13, 15.

TAUREAUX (Surveillance des). — **1919.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au choix et à la surveillance des taureaux employés à la reproduction et à la création d'un « certificat d'autorisation » de reproducteurs bovins, déposé à la Chambre le 14 septembre 1916; rapport de M. Léon Perrier le 25 octobre 1917 ; avis de la Commission du budget par M. Dariac le 18 janvier 1918 ; rapport supplémentaire de M. Léon Perrier le 4 septembre 1919 ; adopté le 11 septembre ; déposé par M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement. Renvoi aux bureaux [18 décembre] (A. t. I, p. 8 ; J.O., p. 1840 ; I. n° 758). || **1920.** M. Alfred Massé dépose le rapport [6 juillet] (A. t. I, p. 1247 ; J.O., p. 1120 ; I. n° 322).

TAUX DE L'INTÉRÊT LÉGAL. — **1918.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant le taux de l'intérêt légal et suspendant temporairement la limitation de l'intérêt conventionnel. (Voir Table 1915-1917). M. Albert Peyronnet dépose le rapport [31 janvier] (A. t. I, p. 50 ; J.O., p. 46 ; I. n° 33). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 février] (A. t. I, p. 10 ; J.O., p. 96). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 3412).

TAXATION DES DENRÉES ALIMENTAIRES. — Voir Loyers (Spéculation illicite sur les).

TAXE DE 10 0/0. — Voir Objets de luxe.

TAXES POSTALES, TÉLÉGRAPHIQUES ET TÉLÉPHONIQUES. — **1920.** Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif au relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, déposé à la Chambre le 13 janvier ; rapport de M. de Lasteyrie le 24 février ; adopté le 4 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances (I. n° 73). M. Paul Doumer dépose le rapport (I. n° 72) [8 mars] (A. t. I, p. 258 ; J.O., p. 229). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Paul Doumer, *rapporteur général*; Alfred Brard, Charles Chabert, André Lebert, Porteu, Flaissières, Dominique Delahaye, Gourju, Clémentel, Bodinier et Deschamps, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et aux Télégraphes*. Vote du passage à la discussion des articles [18 mars] (A. t. I, p. 306 ; J.O., p. 273). Communication d'un

décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion des articles : Article premier : Amendement de MM. Charles Chabert, Joseph Reynaud et Henri Perdrix : MM. Charles Chabert, Debierre, Mazière, Dominique Delahaye, Paul Doumer, *rapporteur général*; Gaston Deschamps, *Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes*, Alfred Brard et Gourju. Rejet, au scrutin, de la première partie de l'amendement. Retrait de la deuxième partie de l'amendement. Deuxième amendement de MM. Charles Chabert, Joseph Reynaud et Henri Perdrix : M. Charles Chabert. Rejet de l'amendement. Troisième amendement de MM. Charles Chabert, Joseph Reynaud et Henri Perdrix : M. Charles Chabert. Rejet de l'amendement. Amendement de M. Marcel Donon : MM. Marcel Donon, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Gaston Deschamps, *Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et aux Télégraphes*. Rejet de l'amendement. Quatrième amendement de MM. Charles Chabert, Joseph Reynaud et Henri Perdrix : MM. Charles Chabert et Paul Doumer, *rapporteur général*. Rejet de l'amendement. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Articles 2 à 19. Adoption. Article 20 : Amendement de M. Coignet : MM. Coignet, Guillaume Chastenet, d'Estournelles de Constant et Paul Doumer, *rapporteur général*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 20. Article 21 : Amendement de MM. Charles Chabert, Joseph Reynaud, Henri Perdrix et Imbart de la Tour : MM. Charles Chabert, Imbart de la Tour, Paul Doumer, *rapporteur général*; Monsservin, le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et Télégraphes et Brangier. Adoption, au scrutin, de l'amendement. Nouveau texte de la Commission : M. Charles Chabert. Adoption. Adoption de l'article 21 (nouvelle rédaction du paragraphe *b*). Article 22. Adoption. Article 23 : MM. Guillaume Chastenet, Monsservin, Eugène Lintilhac, Dominique Delahaye, Paul Doumer, *rapporteur général*, et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et aux Télégraphes. Adoption. Article 24. Adoption. Article 25 : Amendement de MM. Gourju, Paul Duquaire, Coignet, Bussy et Ruffier : MM. Gourju et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et aux Télégraphes. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 25. Amendement (disposition additionnelle de M. Monsservin : MM. Monsservin et le Sous-Secrétaire d'Etat aux Postes et aux Télégraphes. Rejet de l'amendement. Observation de M. Bienvenu-Martin. Articles 26 à 40. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [19 mars] (A. t. I, p. 332; J.O., p. 300). — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, adopté avec modification par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, relatif au relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques, déposé à la Chambre le 23 mars;

rapport de M. de Lasteyrie le 23 mars ; adopté le 26 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 452 ; J.O., p. 403 ; I. n° 116). M. Paul Doumer dépose et lit le rapport (I. n° 117). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption de l'article premier modifié et de l'ensemble du projet de loi [29 mars] (A. t. I, p. 452 ; J.O., p. 405). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 5038).

TAXES DE REMPLACEMENT.

1 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 28 juin 1901 qui autorise la ville de Lyon à établir à son profit diverses taxes de remplacement des droits d'octroi supprimés, déposé à la Chambre le 8 octobre ; rapport de M. Andrieu le 7 novembre ; adopté le 9 novembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [21 novembre] (A. t. I, p. 847 ; J.O., p. 772 ; Fa. 16, n° 35) M. Magny dépose le rapport [27 décembre] (A. t. I, p. 961 ; J.O., p. 872 ; Fa. 18, n° 37). Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 1052 ; J.O., p. 947). Promulgation (J.O., 1er janvier 1919, p. 2).

2 — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés tendant à autoriser la ville d'Annecy (Haute-Savoie) à suppprimer à partir du 1er janvier 1919 les droits d'octroi autres que ceux sur les viandes et la charcuterie, et à établir diverses taxes de remplacement, déposé à la Chambre le 26 décembre ; rapport de M. Andrieu le 28 décembre ; adopté le 29 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [30 décembre] (A. t. I, p. 987 ; J.O., p. 897 ; Fa. 20, n° 39). M. Monnier dépose le rapport [20 décembre] (A. t. I, p. 992 ; J.O., p. 901 ; Fa. 21, n° 40). Adoption [31 décembre] (A. t. I, p. 1079 ; J.O., p. 970). Promulgation (J.O., 1er janvier 1919, p. 2).

3 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Dunkerque à établir, à partir du 1er janvier 1919, une taxe sur la valeur locative des chambres et logements garnis, déposé à la Chambre le 17 juin ; rapport de M. Edouard Andrieu le 4 juillet ; adopté le 9 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [11 juillet] (A. t. I, p. 1266 ; J.O., p. 1119 ; Fa. 9, n° 9). M. Monnier dépose le rapport [7 août] (A. t. I, p. 1379 ; J.O., p. 1216 ; Fa. 10, n° 10). Adoption [5 septembre] (A. t. I, p. 1532 ; J.O., p. 1345). Promulgation (J.O., 11 septembre, p. 9930).

4 — **1919.** — Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Mantes (Seine-et-Oise) à établir, à partir du 1er janvier 1920, en remplacement des droits d'octroi supprimés, une taxe sur les propriétés bâties et sur les locaux servant à l'exercice d'une profession, déposé à la Chambre le 14 octobre ; rapport de M. Delaroue le 17 octobre ; adopté le 18 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission d'intérêt local [18 décembre] (A. t. II, p. 8 ; J.O., p. 1840 ; Fa. 23, n° 23). M. Monnier dépose le rapport [23 décembre] (A. t. II, p. 24 ; J.O., p. 1851). Adoption [29 décembre] (A. t. II, p. 32 ; J.O., p. 1859). Promulgation (J.O., 1er janvier 1920, p. 2).

TÉMOINS MINEURS. — Voir Décès (Déclaration de).

TÉMOINS MOBILISÉS. — **1918.** Projet de loi, relatif à l'audition dans les procédures civiles des témoins mobilisés, déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre et M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice [23 mai] (A. t. I, p. 433 ; J.O., p. 391 ; I. n° 220). Commission : 1er bureau, M. Jules Develle ; 2e bureau, M. Monsservin ; 3e bureau, M. Louis Martin ; 4e bureau, M. Bienvenu-Martin ; 5e bureau, M. Aubry ; 6e bureau, M. Capéran ; 7e bureau, M. Bepmale ; 8e bureau, M. Magny ; 9e bureau, M. Henry Chéron [12 juin] (J.O., p. 5075 ; F. 32). Président, M. Magny, secrétaire et rapporteur, M. Louis Martin [21 juin] (J.O., p. 5355 ; F. 35). M. Louis Martin dépose le rapport [20 juin] (A. t. I, p. 549 ; J.O., p. 491 ; I. n° 258). Déclaration de l'urgence. Adoption [23 juillet] (A. t. I, p. 544 ; J.O., p. 577). Promulgation (J.O., 19 novembre, p. 9984).

TERRAINS ET DOMAINES RURAUX. — **1919.** Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les départements et les communes à acquérir des terrains et des domaines ruraux, à les lotir et à les revendre en vue de faciliter l'accession à la propriété des travailleurs et des personnes peu fortunées, déposée à la Chambre le 21 janvier ; rapport de M. Delaroue le 5 juin ; adoptée le 26 août ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [4 septembre] (A. t. I. p. 1510 ; J.O., p. 1321 ; I. n° 448). Commission : 1er bureau, M. Perreau ; 2e bureau, M. Larère ; 3e bureau, M. Gravin ; 4e bureau, M. Charles Deloncle ; 5e bureau, M. Dehove ; 6e bureau, M. Herriot ; 7e bureau, M. Galup ; 8e bureau, M. Surreaux ; 9e bureau, M. Lucien Cornet [19 septembre] (J.O., p. 10252 ; F. 84). Président, M. Dehove ; secrétaire, M. Charles Deloncle (J.O., p. 10464 ; F. 85). M. Charles Deloncle

dépose le rapport [9 octobre] (A. t. I, p. 1796 ; J.O., p. 1579 ; I. n° 581). Déclaration de l'urgence. Adoption [18 octobre] (A. t. I, p. 2005 ; J.O., p. 1760). Promulgation (J.O., 1er novembre, p. 12214).

TERRAINS EN MONTAGNE. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le deuxième périmètre complémentaire de la haute Isère (Savoie) en exécution de la loi du 16 août 1913, qui a modifié et complété celle du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation de terrains en montagne. (Voir Table 1915-1917). M. Murat dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 301 ; J.O., p. 269 ; I. n° 161). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 avril] (A. t. I, p. 360 ; J.O., p. 321). Promulgation (J.O., 20 avril, p. 3414).

TERRES ABANDONNÉES (Culture des). — 1918. Projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées, déposé à la Chambre le 15 mars ; rapport de M. Compère-Morel le 21 mars et avis de la Commission du budget par M. Dariac le 22 mars ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement [29 mars] (A. t. I, p. 284 ; J.O., p. 255 ; I. n° 150). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Observations : MM. Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*, et Henry Bérenger [29 mars] (A. t. I, p. 284 ; J.O., p. 255). M. Develle dépose le rapport (I. n° 191). M. Develle dépose l'avis de la Commission des finances (I. n° 192) [16 avril] (A. t. I. p. 370 ; J.O., p. 331). Observations : M. Jules Develle, *rapporteur*. Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Articles premier, 2 et 3. Adoption. Article 4. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Potié, Hayez, Trystram, Bersez, Dehove et Debierre : MM. Potié, Victor Boret, *Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement*, et Jules Develle, *rapporteur*. Sur l'article : M. Touron. Amendement de M. Henry Chéron à la disposition additionnelle : M. Henry Chéron. Adoption. Amendement de M. Touron à la dispositipn additionnelle. Adoption. Adoption de la disposition additionnelle modifiée. Adoption de l'ensemble de l'article 4. Articles 5 à 12. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 avril] (A, t. I, p. 379 ; J.O., p. 340). Promulgation. (J.O., 8 mai, p. 3998).

THERMOMÈTRES DESTINÉS A L'USAGE MÉDICAL (Vérification des). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à rendre obligatoire la vérification et le contrôle des thermomètres destinés à l'usage médical, déposé à la Chambre le 25 sep-

tembre 1917; rapport de M. Cabrol le 18 octobre 1917; adopté le 26 décembre 1917; déposé par M. le Ministre du Commerce et de l'industrie, des Postes et des Télégraphes. Renvoi aux bureaux [17 janvier] (A. t. I, p. 29; J.O., p. 28; I. n° 23). Commission : 1er bureau, M. Raymond : 2e bureau, M. Peschaud; 3e bureau, M. Astier; 4e bureau, M. Sauvan; 5e bureau, M. Perreau; 6e bureau, M. Rouby; 7e bureau, M. Cazeneuve; 8e bureau, M. Jean Morel; 9e bureau, M. Léon Monnier [1er février] (J.O., p. 1153). Président, M. Jean Morel; secrétaire, M. Perreau; rapporteur, M. Cazeneuve (J.O., p. 1456; F. 10). M. Cazeneuve dépose le rapport [19 mars] (A. t. I, p. 232; J.O., p. 210; I. n° 109). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Cazeneuve, *rapporteur*. Adoption. Modification du libellé de l'intitulé de la loi [31 mai] (A. t. I, p. 439; J.O., p. 396). Promulgation (J.O., 17 août, p. 7258).

TIMBRE ET ENREGISTREMENT. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux droits de timbre et d'enregistrement des actes d'avances sur titres, déposé à la Chambre le 24 octobre 1918; rapport de M. Laffont le 27 août 1919; adopté le 5 septembre; déposé par M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [5 septembre] (A. t. I, p. 1532; J.O., p. 1345; I. n° 455). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [9 septembre] (A. t. I, p. 1507; J.O., p. 1375; I. n° 469). Urgence précédemment déclarée. Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Adoption [11 septembre] (A. t. I, p. 1575; J.O., p. 1383). Promulgation (J.O., 12 septembre, p. 9958).

TOULON (Var). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier la loi du 16 février 1913, relative aux taux de la taxe d'assainissement à percevoir par la ville de Toulon (Var), déposé à la Chambre le 1er juin; rapport de M. Courtial le 3 décembre; adopté le 9 décembre; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [14 décembre] (A. t. II, p. 166; J.O., 1892; Fa. 21, n° 21).

TRAITÉ D'IMMIGRATION CONCLU ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité d'immigration et d'émigration, d'assurance et de prévoyance sociales, de travail, conclu entre la France et l'Italie, déposé à la Chambre le 6 février; rapport de M. Gavoty, le 9 juin; adopté le 28 juin; déposé par M. le Président du Conseil,

Ministre des Affaires étrangères ; M. le Ministre de l'Intérieur ; M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Commerce, M. le Ministre du Travail et M. le Ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociales. Renvoi a la Commission des Affaires étrangères [8 novembre] (A. t. II, p. 15 ; J.O., p. 1742 ; I. n° 478). M. d'Estournelles de Constant dépose le rapport [21 décembre] (A. t. II, p. 249 ; J.O., p. 1958 ; I. n° 564). Déclaration de l'urgence [27 décembre] (A. t. II, p. 322 ; J.O., p. 2029). Promulgation (J.O., 26 janvier 1921, p. 1290).

TRAITÉ DE PAIX AVEC L'ALLEMAGNE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de paix conclu à Versailles, le 28 juin 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Chine, Cuba, l'Equateur, la Grèce, le Guatémala, Haïti, l'Hedjaz, le Honduras, le Libéria, le Nicaragua, le Panama, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam, l'Etat tchéco-slovaque et l'Uruguay d'une part, — et l'Allemagne, d'autre part, ainsi que les actes qui le complètent, savoir : le protocole signé le même jour par lesdites puissances, l'arrangement de même date entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique et l'Allemagne, concernant l'occupation des pays rhénans, et le traité entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie, le Japon et la Pologne, déposé à la Chambre le 30 juin ; rapport général de M. Louis Barthou, le 5 août, rapport de M. Victor Augagneur (Pacte de la Société des Nations ; rapport de M. Charles Benoist (Frontières d'Allemagne, clauses politiques européennes) ; rapport de M. René Besnard (Colonies allemandes) ; rapport de M. Maurice Long (Chine, Siam, Libéria, Maroc, Egypte, Turquie et Bulgarie, Chantoung) ; rapport de M. Henry Paté (Clauses militaires, navales et aériennes) ; rapport de M. Candace (Prisonniers de guerre et sépultures) ; rapport de M. Louis Dubois (Réparations et clauses financières) ; rapport de M. Louis Puech (Clauses économiques) ; rapport de M. Daniel-Vincent (Navigation aérienne) ; rapport de M. Sibille (Ports, voies d'eau et voies ferrées) ; rapport de M. André Renard (Travail) le 6 août 1919 ; adopté le 2 octobre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande ; M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et

des Télégraphes, M. le Ministre de la Reconstitution industrielle, M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères [3 octobre] (A. t. I, p. 1717 ; J.O., p. 1510 ; I. n° 540) M. Léon Bourgeois dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1738 ; J.O., p. 1528 : I. n° 562). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Léon Bourgeois, *rapporteur*, et M. de Lamarzelle [9 octobre] (A. t. I, p. 1798 ; J.O., p. 1581). Suite de la discussion générale : MM. de Lamarzelle, Debierre et Jénouvrier [10 octobre] (A. t. I, p. 1816 ; J.O., p. 1597). Suite de la discussion générale : MM. Flaissières, d'Estournelles de Constant, de Selves, *Président de la Commission*, et Clémenceau, *Président du Conseil, Ministre de la Guerre*. Demande d'affichage du discours de M. le Président du Conseil. Adoption. Article unique : MM. Reynald, Lucien Hubert, Laurent Thiéry, Maurice Sarraut, Dominique Delahaye et l'Amiral de la Jaille. Adoption [11 octobre] (A. t. I, p. 1838 ; J.O., p. 1614). Promulgation (J.O., 13 octobre, p. 11294).

TRAITÉ DE PAIX AVEC L'AUTRICHE. — **1920.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation : 1° du traité de paix conclu à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, le Siam et l'Etat tchéco-slovaque, d'une part, et l'Autriche, d'autre part ; ainsi que des actes qui le complètent, savoir : les protocole, déclaration et déclaration particulière, signés le même jour ; traité et actes complémentaires auxquels l'Etat serbo-croate-slovène et la Roumanie ont accédé par déclaration en date des 5 et 9 décembre 1919 ; 2° des deux arrangements de même date entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la Chine, Cuba, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, le Panama, la Pologne, le Portugal, le Siam et l'Etat tchéco-slovaque, l'un relatif au compte des réparations en ce qui concerne l'Italie et l'autre concernant la contribution aux dépenses de libération des territoires de l'ancienne monarchie austro-hongroise, arrangements auxquels l'Etat serbo-croate-slovène et la Roumanie ont accédé par lesdites déclarations en dates des 5 et 9 décembre 1919, ainsi que des deux déclarations en date du 8 décembre

1919, portant modifications auxdits arrangements et signés par la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la Chine, Cuba, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Panama, le Portugal, l'Etat serbo-croate-slovène et le Siam, déclarations auxquelles la Roumanie a accédé par la déclaration ci-dessus visée du 9 décembre 1919, déposé à la Chambre le 3 février ; rapports de M. Margaine les 31 mars et 29 avril ; adopté le 26 mai ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre et M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [1er juin] (A. t. I, p. 929 ; J.O., p. 834 ; I. nº 221). M. Imbart de la Tour dépose le rapport [23 juin] (A. t. I, p. 1130 ; J.O., p. 1014 ; I. nº 266). Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Discussion générale : MM. Imbart de la Tour, *rapporteur* ; de Lamarzelle, Chênebenoit, Jénouvrier, Millerand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères* ; François Albert, Victor Bérard et Dominique Delahaye. Article unique : MM. Louis Martin, de Monzie et Millerand, *Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.* Adoption [30 juin] (A. t. I, p. 1182 ; J.O., p. 1062). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 9410).

TRAITÉ DE PAIX AVEC LA BULGARIE. — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation du traité de paix conclu à Neuilly-sur-Seine, le 27 novembre 1919, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, l'Italie et le Japon, principales puissances alliées et associées, la Belgique, la Chine, Cuba, la Grèce, le Hedjaz, la Poloque, le Portugal, l'Etat serbe-croate-slovène, le Siam et l'Etat tchéco-slovaque, d'une part, et la Bulgarie, d'autre part, ainsi que du protocole signé le jour même, actes auxquels la Roumanie a accédé par déclaration en date du 9 décembre 1919, déposé à la Chambre le 13 février ; rapport de M. Lenail le 9 juillet ; adopté le 26 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre de la Guerre, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le

Ministre des Finances, M. le Ministre des Colonies, M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie, M. le Ministre de l'Agriculture, M. le Ministre du Travail, M. le Ministre des Régions libérées, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, M. le Ministre des Pensions, des Primes et des Allocations de guerre, M. le Ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Renvoi à la Commission des affaires étrangères [27 juillet] (A. t. I, p. 1700; J.O., p. 1456; I. nº 374). M. Reynald dépose le rapport [27 juillet] (A. t. I, p. 1700; J.O., p. 1499; I. nº 379). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Reynald, *rapporteur*, et Victor Bérard. Article unique : M. d'Estournelles de Constant.. Adoption [31 juillet] A. t. I, p. 1895; J.O., p. 1661). Promulgation (J.O., 4 août, p. 11110).

TRAITÉS AVEC LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA GRANDE-BRETAGNE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant approbation des traités conclus à Versailles, le 28 juin 1919, entre la France et les États-Unis d'Amérique, et entre la France et la Grande-Bretagne, concernant l'aide à donner à la France en cas d'agression allemande non provoquée, déposé à la Chambre le 30 juin; rapport de M. Louis Barthou le 5 août; adopté le 2 octobre; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre de la Marine. Renvoi à la Commission des Affaires étrangères [30 octobre] (A. t. I, p. 1717: J.O., p. 1510; I nº 539). M. Léon Bourgeois dépose le rapport [3 octobre] (A. t. I, p. 1738; J.O., p. 1528; I nº 563). Déclaration de l'urgence. Adoption [11 octobre] (A. t. I, p. 1853; J.O., p. 1629). Promulgation (J.O., 13 octobre, p. 11294).

TRAITEMENTS (Suppléments temporaires de).— 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre à toutes les veuves et à tous les orphelins des fonctionnaires civils, agents, sous-agents et ouvriers de l'État, décédés sous les drapeaux au cours de la guerre, le bénéfice des lois instituant des suppléments temporaires de traitements pour cherté de vie et des allocations temporaires pour charges de famille, déposée à la Chambre le 5 décembre 1917; rapport de M. Jules Nadi le 18 février 1918; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau le 26 février et rapport supplémentaire par M. Nadi le 15 mars; adoptée le 25 mars; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [29 mars] (A. t. I, p. 285; J.O., p. 256; I nº 154). M. Milliès-Lacroix dépose et lit le rapport (I. nº 181).

Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate Adoption [5 avril] (A. t. I, p. 353 ; J.O., p. 316). Promulgation (J.O., 9 avril, p. 3056).

TRAITEMENTS CIVILS (Avances sur les). — Voir Crédits additionnels, 20, 23.

TRAITEMENTS DES PERSONNELS CIVILS ET DES OFFICIERS ET SOUS-OFFICIERS. — Voir Crédits additionnels, 4.

TRAITEMENTS ET SALAIRES (Impôt sur les). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 14 novembre 1919, relatif à la compétence des Commissions de taxation fonctionnant en Alsace et en Lorraine pour l'établissement de l'impôt sur les traitements et salaires, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919 ; rapport de M. Charles Frey le 31 mars 1920 ; adopté le 14 juin ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, chargé de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [22 juillet] (A. t. I, p. 1394 ; J.O., p. 1251 ; I. n° 364). M. Hervey dépose le rapport [10 décembre] (A. t. II, p. 159 ; J.O., p. 1882 ; I. n° 543). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 décembre] (A. t. II, p. 321 ; J.O., p. 2028). Promulgation (J.O., 13 janvier 1921, p. 706).

TRAITÉS DE GRÉ A GRÉ ET ACHATS SANS MARCHÉ. — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux traités de gré à gré et aux achats passés ou effectués par les communes et par les établissements publics de bienfaisance. (Voir Table 1915-1917). M. Magny dépose le rapport [22 mars] (A. t. I, p. 236 ; J.O., p. 214 ; I. n° 114). Communication de deux décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Magny, *rapporteur*. Adoption [18 avril] (A. t. I, p. 381 : J.O., p. 342). Promulgation (J.O., 19 juin, p. 5286).

TRAMWAYS DE L'AIN. — Voir Chemins de fer, 7.

TRANSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE (Suppression du registre de la). — Voir Code civil, 7.

TRANSPORTS PAR VOIE NAVIGABLE (Réquisition provisoire des). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la réquisition provisoire des transports par voie navigable

déposé à la Chambre le 27 janvier; rapport de M. de Tinguy du Pouët le 30 janvier; adopté le 3 février; déposé par M. le Ministre de la Guerre et M. le Ministre des Travaux publics. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission des finances [5 février] (A. t. I, p. 54; J.O., p. 50; I. n° 19). M. Paul Doumer dépose le rapport [5 février] (A. t. I, p. 56; J.O., p. 51; I. n° 23). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. le Lieutenant-Colonel Plichon, Paul Doumer, *rapporteur général*, et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Discussion des articles : Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Louis Martin, Paul Doumer, *rapporteur général*; Bouveri et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 3 et 4. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [6 février] (A. t. I, p 60; J.O., p. 57). Promulgation (J.O., 7 février, p. 1974).

TRANSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE (Suppression du registre de la). — Voir Code civil, 7.

TRAVAIL. — Voir Traité conclu entre la France et l'Italie.

TRAVAIL DE NUIT DANS LES BOULANGERIES (Suppression du). — 1918. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la suppression du travail de nuit dans les boulangeries. (Voir Table 1915-1917, p. 253). M. Herriot dépose le rapport [7 juin] (A. t. I, p. 462; J.O., p. 415; I. n° 237). || **1919.** Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Herriot, *rapporteur*, et Dominique Delahaye [13 mars] (A. t. I, p. 288; J.O., p. 259). Discussion générale (fin) : MM. Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; de Lamarzelle, Dominique Delahaye, de Las Cases et Gaudin de Villaine. Sur le passage à la discussion des articles : M. Dominique Delahaye. Adoption, au scrutin, du passage à la discussion des articles. Article premier : Amendement de MM. Lemarié, Boivin-Champeaux, de Selves, Jénouvrier, de Saint-Quentin, Jules Develle et Milliard : MM. Lemarié, Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*; Touron, Herriot, *rapporteur*; Jean Codet, Dominique Delahaye, Cazeneuve, Jénouvrier et Henry Chéron. Adoption des deux premiers alinéas de l'article premier. Sur l'amendement : M. Paul Strauss, *Président de la Commission*. Adoption, au scrutin, de l'amendement de MM. Lemarié et ses collègues [18 mars] (A. t. I, p. 305; J.O., p. 275). Fin de la discussion de l'article premier. Adoption du dernier alinéa. Amendement (dis-

position additionnelle) de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye, Herriot, *rapporteur*, et Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale*. Rejet de la prise en considération. Adoption de l'ensemble de l'article premier. Article 2. Adoption. Article 3 : Observations de MM. Jean Codet, Herriot, *rapporteur* ; Dominique Delahaye, Touron, Henry Chéron et Boivin-Champeaux. Amendement de M. Jean Codet : MM. Colliard, *Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale* ; Jean Codet et Herriot, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Retrait de l'article 3. Article 3 (ancien art. 4) : Amendement de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye et Herriot, *rapporteur*. Retrait de l'amendement. Adoption de l'article 3. Article 4 (ancien art. 5) : Nouveau texte de la Commission : M. Herriot, *rapporteur*. Amendement de M. Dominique Delahaye (soumis à la prise en considération) : MM. Dominique Delahaye, Herriot et Henry Chéron. Rejet de l'amendement. Adoption de l'article 4. Sur l'ensemble : M. de Lamarzelle. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [20 mars] (A. t. I, p. 328 ; J.O., p. 297). Promulgation (J.O., 30 mars, p. 3252).

TRAVAUX PUBLICS EXÉCUTÉS PENDANT LA GUERRE. — 1919. Projet de loi, adopté par Chambre des Députés, relatif au maintien définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre, déposé à la Chambre le 5 septembre 1918 ; rapport de M. Henri Roy, le 20 décembre 1918 ; rapport supplémentaire le 28 janvier 1919, avis de la Commission de l'administration générale, départementale et communale, par M. Cornudet le 5 février 1919 ; deuxième rapport supplémentaire par M. Henri Roy, le 7 février 1919 ; adopté le 11 février ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Travaux publics et des Transports, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement et M. le Ministre de la Reconstitution industrielle. Renvoi à la Commission relative à l'outillage national, nommée le 13 février 1902 [18 février] (A. t. I, p. 166 ; J.O., p. 151 ; I. n° 53). M. Boudenoot dépose le rapport [10 avril] (A. t. I, p. 589 ; J.O., p. 518 ; I. n° 166). Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2 : M. Martinet. Adoption. Articles 3 à 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [16 avril] (A. t. I, p. 692 ; J.O., p. 609). Promulgation (J.O., 30 avril, p. 4487).

TRAVAUX DE RECONSTRUCTION DANS LES RÉGIONS LIBÉRÉES. — Voir Régions libérées.

TRAVAUX URGENTS APRÈS LA GUERRE. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet l'exécution des travaux urgents après la guerre, déposé à la Chambre le 6 mai ; rapport de M. Louppe le 27 mai ; adopté le 12 juin ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports et de la Marine marchande et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission de l'outillage national [19 juin] (A. t. I, p. 1080 ; J.O., p. 959 ; I. n° 275). M. Boudenoot dépose le rapport [24 juillet] (A. t. I, p. 1334 ; J.O., p. 1178 ; I. n° 364). Déclaration de l'urgence. Adoption [9 août] (A. t. I, p. 1491 ; J.O., p. 150). Promulgation (J.O., 14 août, p. 8716).

TREGUNC (Finistère). — Voir Octrois, 29.

TRÉLAZÉ (Manufacture d'allumettes). Voir Manufacture d'allumettes de Trélazé.

TRÉSOR (Recettes et dépenses du). — Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à soumettre les opérations des comptes de services spéciaux à l'autorisation préalable du Parlement et à ordonner la publication d'un résumé périodique des recettes et dépenses du Trésor, déposée à la Chambre le 23 novembre ; rapport de M. Prevet le 22 décembre ; adoptée le 29 décembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission des finances [30 décembre] (A. t. II, p. 327 ; J.O., p. 2034 ; I. n° 602).

TRÉSORERIE (Service de la trésorerie et de la poste aux armées). — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la séparation des services de la trésorerie et de la poste aux armées. (Voir Table 1912-1914, p. 685). M. Paul Pelisse dépose le rapport [24 décembre] (A. t. II, p. 309 ; J.O., p. 2017 ; I. n° 584).

TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE. — 1920. Projet de loi, sur les enquêtes en matière civile devant les tribunaux de première instance, déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission, nommée le 6 février 1919, chargée de l'examen d'un projet de loi relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats [21 juillet] (A. t. I, p. 1342 ; J.O., p. 1209 ; I. n° 356).

TRIBUNAUX DE SIMPLE POLICE. — 1920. Projet de loi sur la procédure devant les tribunaux de simple police, déposé par M. le

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission d'organisation judiciaire, nommée le 6 février 1919 [29 mars] (A. t. I, p. 450 ; J.O., p. 403 ; I. n° 114).

TROUPES COLONIALES (Péréquation de grade pour les). — Voir Armée, § IV, 2.

TUBERCULOSE (Traitement de la). — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer des sanatoriums spécialement destinés au traitement de la tuberculose et à fixer les conditions d'entretien des malades dans ces établissements, déposée à la Chambre le 13 mars 1917 ; rapport de M. Honnorat le 26 juillet 1917 ; adoptée le 6 mars 1919 ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [13 mars] (A. t. I, p. 287 ; J.O., p. 259 ; I. n° 89). Commission : 1er bureau, M. Paul Strauss ; 2e bureau, M. Léon Bourgeois ; 3e bureau, M. Herriot ; 4e bureau, M. Chauveau ; 5e bureau, M. Mollard ; 6e bureau, M. Saint-Germain ; 7e bureau, M. de Lamarzelle ; 8e bureau, M. Goy ; 9e bureau, M. Sabaterie [21 mars] (J.O., p. 2920 ; F. 21). Président, M. Léon Bourgeois [22 mars] (J.O., p. 2974 ; F. 22). M. Paul Strauss dépose le rapport [27 juin] (A. t. I, p. 1188 ; J.O., p. 1050 ; I. n° 305). M. Cazeneuve dépose l'avis de la Commission des finances [3 juillet] (A. t. I, p. 1252 ; J.O., p. 1104 ; I. n° 319). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : M. Paul Strauss, *rapporteur*. Demande de renvoi de la discussion. Adoption [11 juillet] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1120). Avis de la Commission des finances : M. Cazeneuve. Suite de la discussion générale : MM. Lhopiteau, Debierre et Léon Bourgeois, *Président de la Commission*. Discussion des articles : Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : MM. Maurice Sarraut, Brisac, *commissaire du Gouvernement*, et Cazeneuve. Adoption. Article 4 : MM. Peschaud, Paul Strauss, *rapporteur*, et Brisac, *commissaire du Gouvernement*. Adoption. Articles 5 à 9. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [11 juillet] (A. t. I, p. 1269 ; J.O., p. 1121). Promulgation (J.O., 9 septembre, p. 9729).

TUNISIE. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser le Protectorat tunisien à contracter un emprunt de 300 millions de francs pour couvrir l'insuffisance des ressources non encore employées de son précédent emprunt de 1912 et pour compléter son outillage économique, déposé à la Chambre le 22 juin : rapport de M. Boussenot le 20 juillet : avis de la Commission des

finances par M. Chappedelaine le 26 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances et, pour avis, à la Commission des affaires étrangères [30 juillet] (A. t. I. p. 1842 ; J.O., p. 1605 ; I, n° 409). M. Bompard dépose l'avis de la Commission des affaires étrangères [30 juillet] (A. t. I. p. 1842 ; J.O., p. 1616 ; I. n° 424). M. Jean Morel dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1842 ; J.O., p. 1617 ; I. n° 423). Discussion générale : MM. Victor Berard et Milliès-Lacroix, *Président de la Commission des finances*. Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1943 ; J.O., p. 1701). Promulgation (J.O., 21 août, p. 12286).

TUTELLE DES FEMMES. — Voir Colonies, 10.

UNITÉS COMBATTANTES (Affectation aux). — Voir Armée, § IV, 8.

USINE BERTOLUS, A ARLOD (Ain). — Voir Conventions, 9.

VALEURS MOBILIÈRES.

1 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger, jusqu'au 30 juin 1920, le délai dans lequel doivent être accomplies les formalités prévues par l'article 8 de la loi du 4 avril 1915, tendant à protéger les propriétaires de valeurs mobilières dépossédés par suite des faits de guerre, déposé à la Chambre le 22 avril ; rapport de M. Charles Dumont le 26 avril ; adopté le 29 avril ; déposé par M. le Ministre des Finances et M. le Garde des des Sceaux, Ministre de la Justice. Renvoi à la Commission des finances [30 avril] (A. t. I, p. 615 ; J.O., p. 557 ; I. n° 200). M. Paul Doumer dépose le rapport [22 mai] (A. t. I, p. 694 ; J.O., p. 632 ; I. n° 214). Déclaration de l'urgence. Adoption [27 mai] (A. t. I, p. 772 ; J.O., p. 699). Promulgation (J.O., 29 mai, p. 7846).

2 — **1920**. Proposition de loi ayant pour objet de proroger les délais d'opposition sur les valeurs mobilières dont les habitants des régions libérées ont été dépossédés, déposée par M. Gouge. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [22 avril] (A. t. I, p. 566 ; J.O., p. 508 ; I. n° 164).

VALEURS NÉGOCIABLES (Échéances des). — **1918**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi du 5 août 1914 sur la prorogation des échéances des valeurs négociables en ce qui concerne l'exception de

mobilisation, déposé à la Chambre le 23 novembre 1916 ; rapport de M. Bender le 8 février 1917 et rapport supplémentaire le 1er juin 1917 ; adopté le 6 mars 1918 ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre de la Marine, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission des finances [3 avril] (A. t. I, p. 332 ; J.O., p. 297 ; I. n° 169). M. Chastenet dépose le rapport [7 mai] (A. t. I, p. 390 ; J.O., p. 350 ; I. n° 198). Déclaration de l'urgence. Adoption (modification des articles 4 et 5 de la loi du 5 août 1914) [9 juillet] (A. t. I, p. 607 ; J.O., p. 544). Promulgation (J.O., 2 août, p. 6698).

VÉHICULES AUTOMOBILES (Circulation des). — Voir Pétrole.

VENTAVON (Canal de). — Voir Canal de Ventavon.

VENTES ET ACHATS A TERME. — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant au règlement des sommes demeurées impayées par application des décrets suspendant toutes demandes en payement et toutes actions judiciaires relatives aux ventes et aux achats à terme antérieurs au 4 août 1914, ainsi qu'aux opérations de report s'y rattachant, en ce qui concerne les débiteurs qui ont été mobilisés ou domiciliés dans les régions précédemment envahies ou particulièrement atteintes par les hostilités, déposé à la Chambre le 24 juillet ; rapport de M. René Lefebvre, le 24 décembre ; adopté le 28 décembre ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et M. le Ministre des Finances. Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Renvoi à la Commission, nommée le 3 décembre 1918, chargée d'étudier les questions intéressant spécialement les départements libérés de l'invasion [30 décembre] (A. t. II, p. 329 ; J.O., p. 2036 ; I. n° 614).

VENTE ET NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE. — 1918. Proposition de loi de M. Cordelet, ayant pour objet de modifier et compléter la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce. (Voir Table 1915-1917). Discussion : Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Discussion générale : M. Cordelet, *rapporteur* [23 mai] (A. t. I, p. 430 ; J.O., p. 388). Déclaration de l'urgence. Adoption [31 mai] (A. t. I, p. 441 ; J.O., p. 398).

VENTE D'ILES OU ILOTS. — 1918. Proposition de loi de M. Cabart-Danneville et plusieurs de ses collègues, tendant à réglementer les ventes, achats et cessions de terrains ou d'immeubles dans les îles ou îlots du littoral de la France, des colonies et des pays de protectorat. (Voir Table 1909-1911, p. 453). M. Cabart-Danneville dépose le rapport [9 juillet] (A. t. I, p. 622 ; J.O., p. 556 ; I. n° 299). M. Gabrielli dépose un rapport supplémentaire [17 décembre] (A. t. I, p. 904 ; J.O., p. 823 : I. n° 501).

VENTE DES MARCHANDISES EN SOUFFRANCE DANS LES GARES. — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur la vente des marchandises en souffrance dans les gares et leurs dépendances ainsi que dans les ports maritimes et de la navigation intérieure, déposé à la Chambre les 15 et 17 juillet; rapport de M. Raynaud le 5 août; adopté le 7 août; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, des Transports maritimes et de la Marine marchande, M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [8 août] (A. t. I, p. 1475 ; J.O., p. 1294; I. n° 426). M. Faisans dépose le rapport [26 septembre] (A. t. I, p. 1623; J.O., p. 1428; I. n° 519). Déclaration de l'urgence. Article premier. Adoption. Article 2 : MM. Hervey et Faisans, *rapporteur*. Adoption. Articles 3 à 7. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [18 octobre] (A. t. I, p. 2007 ; J.O., p. 1762). || **1920.** Projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Chambre des Députés, sur la vente des marchandises en souffrance dans les gares et leurs dépendances, ainsi que dans les ports maritimes et de la navigation intérieure, déposé à la Chambre le 23 décembre 1919 ; rapports de M. Lafarge, les 11 mars et 17 juin 1920 ; adopté le 2 juillet ; déposé par M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, M. le Ministre des Finances, M. le Ministre des Travaux publics et M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie. Renvoi à la Commission des chemins de fer [8 juillet] (A. t. I, p. 1267 ; J.O., p. 1140 ; I. n° 326).

VENTES PUBLIQUES D'OBJETS D'ART. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à frapper d'un droit, au profit des artistes, les ventes publiques d'objets d'art, déposée à la Chambre le 26 décembre 1918 ; rapport de M. Léon Bérard le 2 septembre 1919 ; adoptée le 19 septembre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi aux bureaux [26 septembre] (A. t. I, p. 1622 ; J.O., p. 1428 ; I. n° 517). Commission :

1er bureau ; M. Lhopiteau ; 2e bureau, M. Henri Michel ; 3e bureau, M. Magny ; 4e bureau, M. Pédebidou ; 5e bureau, M. Vieu ; 6e bureau, M. Charles Deloncle ; 7e bureau, M. Reynald ; 8e bureau, M. Servant ; 9e bureau, M. Bollet [9 octobre] (J.O., p. 11154 ; F. 92). Président, M. Magny ; secrétaire et rapporteur, M. Reynald [9 octobre] (J.O., p. 11179 ; F. 93). || **1920.** M. Reynald dépose le rapport [22 avril] (A. t. I, p. 580 ; J.O., p. 519 ; I. n° 179). Déclaration de l'urgence. Adoption [30 avril] (A. t. I, p. 616 ; J.O., p. 557). Promulgation (J.O., 22 mai, p. 7610).

VENTE DES SCEAUX, TIMBRES ET CACHETS OFFICIELS. — Voir Sceaux, timbres et cachets officiels.

VEUVES NÉCESSITEUSES ET NON REMARIÉES DES INSCRITS MARITIMES TUÉS A L'ENNEMI. — Voir Marine, 2.

VEUVES ET ORPHELINS DES FONCTIONNAIRES CIVILS. — Voir Traitements (Suppléments de).

VEUVES ET ORPHELINS DES FONCTIONNAIRES RÉTRIBUÉS SUR LES BUDGETS DES COLONIES. — Voir Colonies, 8.

VIANDE (Consommation de la). — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 16 juillet 1918, abrogeant le décret du 26 avril 1918, réglementant la vente et la consommation de la viande et les décrets des 13 mai et 14 juin 1918 autorisant, pendant les jours sans viande, dans les établissements d'alimentation, la consommation de certains produits interdits, déposé à la Chambre le 6 septembre 1918 ; rapport de M. de La Trémoïlle le 24 septembre et avis de la Commission de l'agriculture par M. Louis Perrier le 10 octobre ; adopté le 18 octobre 1918 ; transmis par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 16 décembre 1915, relative à la taxation des denrées et subsistances nécessaires à l'alimentation, au chauffage et à l'éclairage [30 janvier] (A. t. I, p. 57 ; J.O., p. 55 ; I. n° 19).

VICHY (Hospices de). — **1919.** Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser les hospices de Vichy à contracter deux emprunts, l'un de 100.000 francs et l'autre de 200.000 francs, déposé à la Chambre le 5 février ; rapport de M. Paul Escudier le 10 juin ; adopté le 17 juin ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission d'intérêt local [19 juin] (A. t. I, p. 1080 ;

J.O., p. 959 ; Fa. 7, n° 7). M. Monnier dépose le rapport [26 juin] (A. t. I, p. 1140 ; J.O., p. 1007 ; Fa. 8, n° 8). Adoption [1er juillet] (A. t. I, p. 1232 ; J.O., p. 1088). Promulgation (J.O., 4 juillet, p. 6853).

VICINALITÉ (Travaux de).

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1919 le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914, 1915 et 1916, déposé à la Chambre le 4 décembre ; rapport de M. Perreau-Pradier le 20 décembre ; adopté le 28 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des finances [28 décembre] (A. t. I, p. 975 ; J.O., p. 887 ; I. n° 547). M. Alexandre Bérard dépose le rapport (I. n° 556). Déclaration de l'urgence. Discussion immédiate. Adoption [30 décembre] (A. t. I, p. 996 ; J.O., p. 902). Promulgation (J.O., 31 décembre, p. 11.296).

2 — 1919. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger, jusqu'au 31 décembre 1921, le délai d'exécution des travaux de vicinalité compris dans les programmes de 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918, déposé à la Chambre le 17 septembre ; rapport de M. Perreau-Pradier le 24 septembre ; adopté le 14 octobre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des finances [14 octobre] (A. t. I, p. 1880 ; J.O., p. 1651 ; I. n° 610). M. Milliès-Lacroix dépose le rapport [16 octobre] (A. t. I, p. 1920 ; J.O., 1688 ; I. n° 624). Urgence précédemment déclarée. Adoption [17 octobre] (A. t. I, p. 1948 ; J.O., p. 1711). Promulgation (J.O., 21 octobre, p. 11623).

VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE.

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, déposé à la Chambre le 29 février 1916 ; rapport de M. Edouard Eymond, le 3 avril 1917 ; avis de la Commission du budget par M. Bouffandeau, le 25 mars 1918 et rapport supplémentaire par M. Eymond, le 2 mai ; adopté le 7 mai ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission nommée le 14 mars 1918 pour l'examen du projet de loi modifiant la législation des pensions des armées de terre et de mer [14 mai] (A. t. I, p. 398 ; J.O., p. 360 ; I. n° 210). || **1919.** M. Henry Chéron dépose le rapport [11 avril] (A. t. I, p. 612 ; J.O., p. 542 ; I. n° 176) Déclaration de l'urgence Communication de décrets désignant des commissaires du Gouvernement. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-

Lacroix, *rapporteur général*. Adoption [19 avril] (A. t. I, p. 755 ; J.O., p. 663) ; Promulgation (J.O., 26 juin, p. 6562).

2 — **1919**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à attribuer au Ministère de l'Intérieur le service des réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre, déposé à la Chambre le 3 juillet; rapport de M. Eymond le 21 juillet; adopté le 30 juillet; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre de l'Intérieur, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. Renvoi à la Commission, nommée le 14 mars 1918, relative à la législation des pensions des armées de terre et de mer [7 août] (A. t. I, p. 1379; J.O., p. 1216: I. n° 408). M. Henry Chéron dépose le rapport [18 septembre] (A. t. I, p. 1613 ; (J.O., p. 1417 ; I. n° 502). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Adoption [15 octobre] (A. t. I, p. 1908; J.O., p. 1676). Promulgation (J.O., 22 octobre, p. 11678).

VIDAUBAN (Var). — Voir Octrois, 30.

VIDUITÉ (Délai de). — **1919**. Proposition de loi, tendant à abréger, dans certains cas, le délai de viduité imposé à la femme par les articles 228 et 296 du Code civil, déposée par M. Louis Martin. Renvoi à la Commission d'initiative parlementaire [17 octobre] (A. t. I, p. 1982 ; J O., p. 1739 ; I. n° 672).

Voir Code civil, 5.

VIE HUMAINE EN MER (Sauvegarde de la). — Voir Convention de Londres.

VIEILLES CLASSES (Libération des). — **1918**. Proposition de loi tendant à libérer les vieilles classes des régions reconquises, déposée par MM. Potié, Bersez, Debierre, Dehove, Trystram et Hayez. Renvoi à la Commission de l'armée [14 novembre] (A. t. I, p. 813; J.O., p. 755 ; I. n° 437).

VIENNE (Isère). — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à autoriser la ville de Vienne (Isère) à établir diverses taxes en remplacement des droits d'octroi supprimés, déposé à la Chambre le 9 décembre ; rapport de M. Courtial le 16 décembre ; adopté le 16 décembre ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission

d'intérêt local [17 décembre] (A. t. II, p. 234 ; J.O., p. 1954 ; Fa, 24, n° 24). M. Monnier dépose le rapport [17 décembre] (A. t. II, p. 234 ; J.O., p. 1954 ; Fa. 25, n° 25). Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 293 ; J.O., p. 2005). Promulgation (J.O., 28 décembre, p. 21586).

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES. — Voir Communes et cantons, 6.

VILLES (Plans d'extension et aménagement des). — 1918. Proposition de loi concernant les plans d'extension et l'aménagement des villes. (Voir Table 1915-1917, p. 783). M. Magny dépose le rapport [29 mars] (A. t. I, p. 283 ; J.O., p. 254 ; I. n° 140). Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement. Déclaration de l'urgence. Discussion générale : MM. Magny, *rapporteur*, et Guillaume Chastenet. Article premier : MM. Lafferre, *Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts*, et Magny, *rapporteur*. Adoption. Article 2 : Amendement de M. Gaudin de Villaine, non soutenu. Adoption de l'article 2. Articles 3 à 11. Adoption. Adoption de l'ensemble de la proposition de loi [27 décembre] (A. t. I, p. 964 ; J.O., p. 875). Promulgation (J.O., 15 mars 1919, p. 2726).

VILLEURBANNE (Rhône), — Voir Octrois, 31.

VOIES FERRÉES

1 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'étendre aux réseaux secondaires d'intérêt général, les effets de la loi du 30 novembre 1916, concernant l'approbation, par simple décret, des accords conclus entre les concessionnaires de voies ferrées d'intérêt local et l'autorité concédante pour la modification des contrats de concession, pendant la durée de la guerre et une période consécutive d'un an au maximum, déposé à la Chambre le 4 décembre 1917 ; rapport de M. Durandy le 7 décembre ; adopté le 31 décembre 1917; déposé par MM. les Ministres des Finances et des Travaux publics. Renvoi à la Commission des chemins de fer [10 janvier] (A. t. I, p. 7; J.O., p. 8 ; I. n° 9). M. Faisans depose le rapport [24 janvier] (A. t. I, p. 34 ; J.O., p. 33 ; I. n° 25). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 février] (A. t. I, p. 108 ; J.O., p. 96). Promulgation (J.O., 1er mars, p. 2008).

2 — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les mesures à prendre et les dépenses à engager pour assurer le rétablissement des voies ferrées dans leur situation d'avant-guerre, déposé à la Chambre le 22 novembre ; rapport de M. Leboucq le 26 décembre et

avis de la Commission du budget par M. Paul Morel le 28 décembre; adopté le 31 décembre ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre des Travaux publics et des Transports (I. n° 564). Lecture de l'exposé des motifs. Déclaration de l'urgence. Le projet de loi est renvoyé à la Commission des chemins de fer, et, pour avis, à la Commission des finances. M. Hervey dépose et lit le rapport (I. n° 565). Discussion immédiate. Avis de la Commission des finances : M. Milliès-Lacroix, *rapporteur général*. Discussion générale : MM. Claveille, *Ministre des Travaux publics et des Transports* ; d'Estournelles de Constant, Gustave Lhopiteau, Milliès-Lacroix, *rapporteur général* ; et Henry Chéron. Articles premier et 2. Adoption. Article 3 : Amendement de M. Maurice Sarraut : M. Maurice Sarraut. Retrait. Adoption de l'article 3. Articles 4 à 6. Adoption. Adoption, au scrutin, de l'ensemble ds projet de loi [31 décembre] (A. t. I, p. 1070 ; J.O., p. 963). Promulgation (J.O., 11 janvier 1919, p. 378).

3 — **1919**. Proposition de loi ayant pour objet de modifier les articles 33 et 14 de la loi du 30 juillet 1913 sur les voies ferrées d'intérêt local, déposée par M. Faisans. Renvoi à la Commission d'initiative [27 mars] (A. t. I, p. 407 ; J.O., p. 363 ; I. n° 125). M. Gabrielli dépose le rapport sommaire [10 avril] (A. t. I, p. 568 ; J.O., p. 501 ; I. n° 158). Adoption de la prise en considération. Renvoi à la Commission des chemins de fer [15 avril] (A. t. I, p. 665 ; J.O., p. 587).

4 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier temporairement les articles 14, 17, 26 et 27 de la loi du 31 juillet 1913, relatives aux voies ferrées d'intérêt local, déposé à la Chambre le 8 juillet 1919; rapport de M. Blaisot le 26 mars 1920 ; adopté le 30 mars ; déposé par M. le Ministre des Travaux publics, M. le Ministre des Finances et M. le Ministre de l'Intérieur. Renvoi à la Commission des chemins de fer [31 mars] (A. t. I, p. 512 ; J.O., p. 456 ; I. n° 133). M. Faisans dépose le rapport [16 avril] (A. t. I, p. 548 ; J.O., p. 491 ; I. n° 151). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [22 avril] (A. t. I, p. 580 ; J.O., p. 178). Urgence précédemment déclarée. Discussion générale : MM. Simonet, Mazière, Monsservin, Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics* ; Jeanneney, *rapporteur de la Commission des finances* ; Faisans, *Président de la Commission*, et Pierre Marraud. Discussion des articles : Article premier : MM. Fernand David et Yves Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Adoption. Articles 2, 3 et 4. Adoption. Article 5. Adoption. Amendement (disposition additionnelle) de MM. Simonet, Mazière, Defumade, Machet et Mollard : MM. Simonet et Yves

Le Trocquer, *Ministre des Travaux publics*. Retrait de l'amendement. Article 6. Adoption. Adoption de l'ensemble du projet de loi [27 avril] (A. t. I, p. 586 ; J.O., p. 528). Promulgation (J.O., 29 avril, p. 6474).

5 — **1920**. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier les articles 13 et 36 de la loi du 11 juin 1880, ainsi que les articles 13, 14 et 15 de la loi du 31 juillet 1913 sur les voies ferrées d'intérêt local, déposé à la Chambre le 22 juillet ; rapport de M. Bringer, le 27 juillet ; avis de la Commission des finances, par M. de Lasteyrie, le 28 juillet ; adopté le 30 juillet ; déposé par M. le Ministre de l'Intérieur et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer, et, pour avis, à la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1859 ; J.O., p. 1605 ; I. n° 407). M. Simonet dépose le rapport [30 juillet] (A. t. I, p. 1859 ; J.O., p. 1630 ; I. n° 422). M. Jeanneney dépose l'avis de la Commission des finances [30 juillet] (A. t. I, p. 1859 ; J.O., p. 1631 ; I. n° 429). Adoption [31 juillet] (A. t. I, p. 1901 ; J.O., p. 1666). Promulgation J.O., p. 11966).

VOIES FERRÉES (Etablissement dans les Colonies). — 1918. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de régler les conditions d'établissement des voies ferrées dans les colonies, déposé à la Chambre le 4 juin ; rapport de M. Jacquier le 19 septembre ; rapport supplémentaire le 5 novembre ; adopté le 9 novembre ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission chargée de procéder à une enquête économique sur les moyens d'accroître et de coordonner les forces de production des colonies françaises [3 décembre] (A. t. I, p. 886 ; J.O., p. 807 ; I. n° 491). ‖ **1919**. M. Saint-Germain dépose le rapport [30 janvier] (A. t. I, p. 58 ; J.O., p. 55 ; I. n° 22). Déclaration de l'urgence. Adoption [14 février] (A. t. I, p. 163 ; J.O., p. 146). Promulgation (J.O., 9 mars, p. 2542).

VOIES FERRÉES COLONIALES. — 1919. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'autoriser l'approbation, par simple décret, des accords conclus entre les concessionnaires de voies ferrées coloniales et le Ministre des Colonies pour la modification des contrats de concession pendant une période expirant cinq ans au maximum après la cessation des hostilités, déposé à la Chambre le 23 juillet ; rapport de M. Margaine le 16 octobre ; adopté le 19 octobre ; déposé par M. le Ministre des Colonies et M. le Ministre des Finances. Renvoi à la Commission des chemins de fer [19 octobre] (A. t. I, p. 2078 ; J.O., p. 1820 ; I. n° 732). M. Lhopiteau dépose le rapport [18 décembre] (A. t. II,

p. 9 ; J.O., p. 1840 ; I. n° 761). Déclaration de l'urgence. Adoption [24 décembre] (A. t. II, p. 25 ; J.O., p. 1853). Promulgation (J.O., 10 janvier 1920, p. 390).

VOIE NAVIGABLE. — Voir Transports par voie navigable (Réquisition provisoire des).

VOITURES AUTOMOBILES.

1 — 1920. Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 23 décembre 1919 qui a ramené de 70 à 45 0/0 de la valeur le taux du droit d'entrée afférent aux voitures automobiles pesant 2.500 kilogrammes et moins et aux pièces détachées de ces véhicules, déposé à la Chambre le 2 mars ; rapport de M. Édouard Néron, le 8 juin ; adopté le 14 juin ; déposé par M. le Ministre des Finances, M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie et M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission des douanes [30 juin] (A. t. I, p. 1182 ; J.O., p. 1061 ; I. n° 299).

2 — 1920. Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant ratification du décret du 4 mai 1920, étendant à l'Alsace et à la Lorraine l'article 7 de la loi du 19 juillet 1901, rendant passibles de la taxe des prestations les voitures automobiles, ainsi que les tracteurs et les voitures attelées à ces tracteurs, déposé à la Chambre le 1er juin ; rapport de M. Camille Simonin le 6 juillet ; adopté le 21 juillet ; déposé par M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. Renvoi à la Commission, nommée le 8 mars 1920, chargée de l'examen des projets et propositions de loi concernant l'Alsace et la Lorraine [25 novembre] (A. t. II, p. 77 ; J.O., p. 1806 : I. n° 497). M. Hervey dépose le rapport [30 décembre] (A. t. II, p. 327 ; J.O., p. 2035 ; I. n° 606).

VOTE PAR CORRESPONDANCE. — 1919. Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à instituer le vote par correspondance pour les électeurs absents de leur commune, déposée à la Chambre les 5 juin et 12 juillet 1914 ; rapport de M. Chavoix le 10 juin 1919, adoptée le 9 octobre ; transmise par M. le Président de la Chambre des Députés. Renvoi à la Commission, nommée le 15 mai 1919, relative aux lois organiques sur l'élection des Députés [10 octobre] (A. t. I, p. 1831 ; J.O., p. 1610 ; I n° 592).

VOTE FAMILIAL.

1 — 1919. Proposition de loi sur le vote familial, déposée par M. de Las Cases et plusieurs de ses collègues. Renvoi à la Commission nom-

mée le 22 novembre 1918, relative au droit de vote des femmes [11 juillet] (A. t. I, p. 1265 ; J.O., p. 1119 ; I. n° 337). M. Alexandre Bérard dépose le rapport [7 octobre] (A. t. I, p, 1742 ; J.O., p. 1533 ; I. n° 567).

2 — **1919**. Proposition de loi tendant à créer le vote familial, déposée par M. Louis Martin. (Voir Table 1912-1914, p. 498). M. Beauvisage dépose le rapport [31 juillet] (A. t. I, p. 1365 ; J.O., p. 1205 ; I. n° 391). Adoption de la prise en considération. Sur le renvoi : MM. Louis Martin et Dominique Delahaye. Renvoi à la Commission, nommée le 22 novembre 1918, relative à la proposition tendant à reconnaître aux femmes le droit de vote [9 août] (A. t. I, p. 1491 ; J.O., p. 1306).

VOTE (Droit de). — Voir Femmes (Droit de vote).

XONRUPT ET DES FIES. — Voir Communes et cantons, 4.